



FIGEAC AERO

Société Anonyme au capital de 3.332.101,56 euros
Siège social : Z.I. de l'Aiguille
46100 FIGEAC
349 357 343 R.C.S. CAHORS

PROSPECTUS

Mis à la disposition du public à l'occasion :

- de l'offre, dans le cadre d'une offre à prix ouvert auprès du public en France et d'un placement global principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France, pour un montant d'environ 85 millions d'euros correspondant à un nombre maximum total de 4.096.384 actions offertes, composé (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative) (i) d'un nombre maximum de 3.614.457 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription à souscrire en numéraire par voie d'offre au public, pouvant être porté à un nombre maximum de 4.156.625 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la clause d'extension, et (ii) d'un nombre maximum de 481.927 actions cédées par Monsieur Jean-Claude Maillard ;
- de l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris de l'intégralité des 27.767.513 actions ordinaires existantes actuellement admises aux négociations sur le marché Alternext Paris (compartiment placement privé) ;
- de l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris de l'intégralité des Actions Nouvelles ;
- de l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris d'un nombre maximum de 60.240 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire réservée aux salariés du Groupe.

Durée de l'offre à prix ouvert : du 8 au 17 mars 2016.

Durée du placement global : du 8 au 18 mars 2016.

**Fourchette indicative du prix applicable à l'offre à prix ouvert et au placement global :
entre 20,75 euros et 26,00 euros par action.**

**Fourchette indicative du prix applicable à l'offre réservée aux salariés :
entre 16,60 euros et 20,80 euros par action.**

Le prix pourra être fixé en dessous de 20,75 euros par action. En cas de modification de la borne supérieure de la fourchette susvisée ou de fixation du prix au-dessus de 26,00 euros par action, les ordres émis dans le cadre de l'offre à prix ouvert pourront être révoqués pendant au moins deux jours de bourse.



AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

Visa de l'Autorité des marchés financiers

En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du Code monétaire et financier et notamment des articles 211-1 à 216-1 de son règlement général, l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») a apposé le visa n° 16-070 en date du 7 mars 2016 sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1, I du Code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié « si le document est complet et compréhensible, et si les informations qu'il contient sont cohérentes ». Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des documents comptables et financiers présentés.



ODDO & CIE

Chef de File et Teneur de Livre Associé



Teneur de Livre Associé

Ce document est disponible sans frais au siège social de Figeac Aéro, ainsi qu'en version électronique sur le site de l'AMF (www.amf-france.org) et sur celui de Figeac Aéro (www.figeac-aero.com).

SOMMAIRE

REMARQUES GENERALES	6
RESUME DU PROSPECTUS	8
PREMIERE PARTIE : DOCUMENT DE BASE	23
1. PERSONNES RESPONSABLES	23
1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS	23
1.2. RESPONSABLES DE L'INFORMATION FINANCIERE	23
1.3. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE	23
2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	24
2.1. COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES	24
2.2. COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS	24
2.3. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RESEAUX PRIS EN CHARGE PAR LE GROUPE	24
3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES	26
3.1. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DU GROUPE	26
3.2. INDICATEURS DE PERFORMANCE	27
3.3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES VENTILEES PAR SECTEUR D'ACTIVITE	28
3.4. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES DU BILAN DU GROUPE	28
3.5. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES DES FLUX DE TRESORERIE DU GROUPE	29
4. FACTEURS DE RISQUE	30
4.1. RISQUES LIES AU SECTEUR D'ACTIVITE DU GROUPE	30
4.2. RISQUES PROPRES AU GROUPE ET A SON ORGANISATION	36
4.3. RISQUES FINANCIERS	39
4.4. RISQUES DE MARCHE	42
4.5. RISQUES JURIDIQUES	45
4.6. ASSURANCES ET COUVERTURE DES RISQUES	46
5. INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE	48
5.1. HISTOIRE ET EVOLUTION DE LA SOCIETE	48
5.2. INVESTISSEMENTS	51
6. APERÇU DES ACTIVITES	54
6.1. PRINCIPALES ACTIVITES DU GROUPE	54
6.2. PRINCIPAUX MARCHES	60
6.3. LES FACTEURS CLES DE SUCCES DU GROUPE	69
6.4. LA STRATEGIE DU GROUPE	71
7. ORGANIGRAMME	73
7.1. DESCRIPTION DU GROUPE	73
7.2. FLUX FINANCIERS INTRA-GROUPE	74
8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS	76
8.1. PROPRIETES IMMOBILIERES ET USINES	76
8.2. CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES POUVANT INFLUENCER L'UTILISATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	77
9. EXAMEN DU RESULTAT ET DE LA SITUATION FINANCIERE	78
9.1. PRESENTATION DE LA SITUATION FINANCIERE	78
9.2. COMPARAISON DES RESULTATS SEMESTRIELS DU GROUPE POUR LES PREMIERS SEMESTRES 2014 ET 2015	83
9.3. COMPARAISON DES RESULTATS ANNUELS DU GROUPE POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2013, 2014 ET 2015	88
9.4. ANALYSE DU BILAN	91
10. TRESORERIE ET CAPITAUX	95
10.1. PRESENTATION GENERALE	95
10.2. CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT	95

10.3.	FLUX DE TRESORERIE.....	99
10.4.	RESTRICTIONS A L'UTILISATION DES CAPITAUX.....	101
10.5.	SOURCES DE FINANCEMENT NECESSAIRES A L'AVENIR.....	101
11.	RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	103
11.1.	RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	103
11.2.	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	103
12.	INFORMATION SUR LES TENDANCES.....	105
13.	PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE.....	106
13.1.	PREVISIONS	106
13.2.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES PREVISIONS DE BENEFICE	108
14.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE.....	109
14.1.	DIRIGEANTS ET ADMINISTRATEURS	109
14.2.	CONFLITS D'INTERETS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE LA DIRECTION GENERALE.....	111
15.	REMUNERATIONS ET AVANTAGES	112
15.1.	REMUNERATIONS ET AVANTAGES VERSES AUX MANDATAIRES SOCIAUX	112
15.2.	SOMMES PROVISIONNEES PAR LA SOCIETE AUX FINS DE VERSEMENT DE PENSIONS, RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES AU PROFIT DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS	113
16.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	114
16.1.	MANDATS DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION.....	114
16.2.	CONTRATS ENTRE LES ADMINISTRATEURS ET LA SOCIETE.....	114
16.3.	COMITE D'AUDIT ET COMITE DE REMUNERATION	114
16.4.	DECLARATION RELATIVE AU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE.....	114
16.5.	CONTROLE INTERNE	116
17.	SALARIES	118
17.1.	RESSOURCES HUMAINES	118
17.2.	PARTICIPATIONS ET STOCK OPTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX.....	118
17.3.	PARTICIPATIONS ET ACTIONS GRATUITES DES SALAIRES	118
17.4.	ACCORDS DE PARTICIPATION ET D'INTERESSEMENT	119
18.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	120
18.1.	REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE.....	120
18.2.	DROITS DE VOTE DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	120
18.3.	CONTROLE DE LA SOCIETE	121
18.4.	ACCORDS SUSCEPTIBLES D'ENTRAINER UN CHANGEMENT DE CONTROLE	121
19.	OPERATIONS AVEC DES APPARENTES	122
19.1.	CONVENTIONS CONCLUES AVEC DES APPARENTES	122
19.2.	RAPPORTS SPECIAUX DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES	122
20.	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR	139
20.1.	COMPTES CONSOLIDES POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2013, 2014 ET 2015	139
20.2.	INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA.....	277
20.3.	VERIFICATION DES INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES	277
20.4.	DATE DES DERNIERES INFORMATIONS FINANCIERES	281
20.5.	INFORMATIONS FINANCIERES INTERMEDIAIRES	282
20.6.	POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES	319
20.7.	PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE.....	319
20.8.	CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIERE OU COMMERCIALE	320
21.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	321
21.1.	CAPITAL SOCIAL.....	321
21.2.	ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS.....	324
22.	CONTRATS IMPORTANTS	331
23.	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	333

24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	334
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS.....	335
26. GLOSSAIRE.....	336
DEUXIEME PARTIE : NOTE D'OPERATION	339
1. PERSONNES RESPONSABLES	339
1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS	339
1.2. RESPONSABLES DE L'INFORMATION FINANCIERE	339
1.3. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE.....	339
2. FACTEURS DE RISQUE LIES A L'OFFRE	340
2.1. COURS DE L'ACTION SUITE A L'OFFRE ET AU TRANSFERT DES ACTIONS DU MARCHÉ ALTERNEXT PARIS VERS LE MARCHÉ RÉGLEMENTÉ D'EURONEXT PARIS	340
2.2. VOLATILITÉ DU PRIX DE MARCHÉ DES ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ	340
2.3. CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ PAR UN ACTIONNAIRE MAJORITAIRE.....	341
2.4. CÉSSION PAR L'ACTIONNAIRE MAJORITAIRE D'UN NOMBRE IMPORTANT D'ACTIONS.....	341
2.5. DILUTION	341
2.6. INSUFFISANCE DES SOUSCRIPTIONS ET ANNULATION DE L'OFFRE	341
2.7. POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES DE LA SOCIÉTÉ	342
3. INFORMATIONS ESSENTIELLES.....	343
3.1. DÉCLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET.....	343
3.2. CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT CONSOLIDÉ	343
3.3. INTÉRÊT DES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES PARTICIPANT A L'OFFRE.....	344
3.4. RAISONS DE L'OFFRE ET UTILISATION PRÉVUE DU PRODUIT NET DE L'OPÉRATION	344
4. INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIÈRES DEVANT ÊTRE OFFERTES ET ADMISES AUX NÉGOCIATIONS SUR LE MARCHÉ EURONEXT PARIS	346
4.1. NATURE, NOMBRE ET DATE DE JOUISSANCE DES ACTIONS OFFERTES ET ADMISES AUX NÉGOCIATIONS	346
4.2. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPÉTENTS	347
4.3. FORME DES VALEURS MOBILIÈRES ÉMISES	347
4.4. DEVISE D'ÉMISSION	347
4.5. DROITS ATTACHÉS AUX ACTIONS.....	347
4.6. AUTORISATIONS	349
4.7. DATE PRÉVUE DE RÉGLEMENT-LIVRAISON DES ACTIONS	351
4.8. RESTRICTIONS À LA LIBRE NÉGOCIABILITÉ DES ACTIONS	352
4.9. RÉGLEMENTATION FRANÇAISE EN MATIÈRE D'OFFRES PUBLIQUES	352
4.10. OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT INITIÉES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS	352
4.11. RETENUE À LA SOURCE SUR LES DIVIDENDES VERSÉS	352
4.12. RÉGIME SPÉCIAL DES PLANS D'ÉPARGNE EN ACTIONS (« PEA »)	354
5. CONDITIONS DE L'OFFRE.....	355
5.1. CONDITIONS DE L'OFFRE, CALENDRIER PRÉVISIONNEL ET MODALITÉS DE SOUSCRIPTION	355
5.2. PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES ACTIONS OFFERTES	359
5.3. FIXATION DU PRIX	362
5.4. PLACEMENT	364
6. ADMISSION À LA NÉGOCIATION ET MODALITÉS DE NÉGOCIATION	365
6.1. ADMISSION AUX NÉGOCIATIONS	365
6.2. PLACE DE COTATION	365
6.3. OFFRE RÉSERVÉE AUX SALARIÉS	365
6.4. CONTRAT DE LIQUIDITÉ	366
6.5. STABILISATION	366
7. DETENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE	367
7.1. PERSONNES OU ENTITÉS SOUHAITANT VENDRE DES TITRES DE CAPITAL OU DES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ	367
7.2. NOMBRE ET CATÉGORIE DES VALEURS MOBILIÈRES OFFERTES PAR LES DETENTEURS DE VALEURS MOBILIÈRES SOUHAITANT LES VENDRE ..	367
7.3. ENGAGEMENTS D'ABSTENTION ET DE CONSERVATION DES TITRES	367

8.	DEPENSES LIEES A L'OFFRE.....	368
9.	DILUTION.....	369
9.1.	IMPACT DE L'OFFRE ET DE L'OFFRE RESERVEE AUX SALARIES SUR LES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIETE	369
9.2.	MONTANT ET POURCENTAGE DE LA DILUTION RESULTANT DE L'OFFRE ET DE L'OFFRE RESERVEE AUX SALARIES	369
9.3.	REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET DES DROITS DE VOTE	370
10.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	372
10.1.	CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'OFFRE	372
10.2.	AUTRES INFORMATIONS VERIFIEES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES	372
10.3.	RAPPORT D'EXPERT	372
10.4.	INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS PROVENANT D'UNE TIERCE PARTIE	372
11.	MISE A JOUR DE L'INFORMATION CONCERNANT LA SOCIETE.....	373

REMARQUES GENERALES

Définitions

Dans le présent prospectus (le « **Prospectus** »), sauf indication contraire, les termes « **Société** » et « **Figeac Aéro** » désignent la société Figeac Aéro S.A. et le terme « **Groupe** » désigne Figeac Aéro S.A. et ses filiales consolidées prises dans leur ensemble, à savoir : Mécanique et Travaux Industriels (MTI) SAS, Mécabrive Industries SAS, FGA Tunisie SARL (droit tunisien), Figeac Aéro USA Inc. (droit américain), FGA Picardie SAS, Figeac Aéro North America Inc. (droit américain), FGA Saint-Nazaire SAS et FigeacAéro Maroc SARL (droit marocain).

Avertissement

Informations sur le marché et la concurrence

Le présent Prospectus contient, notamment au chapitre 6 « *Aperçu des activités* », des informations relatives aux marchés sur lesquels le Groupe est présent, et à sa position concurrentielle, y compris des informations relatives à la taille des marchés et aux parts de marché.

Sauf indication contraire, les informations figurant dans le présent Prospectus relatives aux parts de marché et à la taille des marchés pertinents du Groupe sont des estimations du Groupe, elles ne constituent pas des données officielles et ne sont fournies qu'à titre indicatif. Ces informations sont fondées sur des données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par le Groupe. Les informations publiquement disponibles, que le Groupe considère comme fiables, n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. Le Groupe ne peut garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les marchés obtiendrait les mêmes résultats. En outre, les concurrents du Groupe pourraient définir le marché d'une façon différente. Compte tenu des incertitudes liées notamment à l'environnement réglementaire, économique, financier et concurrentiel, il est possible que ces informations s'avèrent erronées ou ne soient plus à jour. Les activités du Groupe pourraient ainsi évoluer de manière différente de celles décrites dans le Prospectus. Le Groupe ne prend aucun engagement de publier des mises à jour de ces informations, excepté dans le cadre de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable, notamment des obligations découlant du règlement général de l'AMF. Le Groupe et ses actionnaires directs et indirects, les prestataires de service d'investissement et leurs conseils qui participeront à l'introduction en bourse de la Société ne prennent aucun engagement ni ne donnent aucune garantie quant à l'exactitude de ces informations.

Informations prospectives

Le présent Prospectus contient des indications sur les perspectives et axes de développement du Groupe. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel et de termes à caractère prospectif tels que « penser », « avoir pour objectif de », « s'attendre à », « entendre », « estimer », « croire », « devoir », « pourrait », « souhaite », ou, le cas échéant, la forme négative de ces termes ou toute autre variante ou expression similaire. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, des hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par le Groupe. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel et réglementaire. Ces informations sont mentionnées dans différentes sections du Prospectus et contiennent des données relatives aux intentions, estimations et objectifs du Groupe concernant notamment le marché, la stratégie, la croissance, les résultats, la situation financière et la trésorerie du Groupe. Les informations prospectives mentionnées dans le présent Prospectus sont données uniquement à la date du présent Prospectus. Le Groupe ne prend aucun engagement de publier des mises à jour des informations prospectives contenues dans le présent Prospectus, excepté dans le cadre de toute obligation légale ou réglementaire qui lui serait applicable, notamment des obligations découlant du règlement général de l'AMF. Le Groupe opère dans un environnement concurrentiel et en évolution rapide ; il ne peut donc pas être en mesure d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une garantie de résultats réels.

Facteurs de risque

Les investisseurs sont invités à lire attentivement les facteurs de risque décrits au chapitre 4 « *Facteurs de risque* » de la première partie du présent Prospectus (en particulier le risque de dépendance à l'égard des hommes clés (section 4.2.1)) et au chapitre 2 « *Facteurs de risque liés à l'Offre* » de la seconde partie du présent Prospectus (en particulier le risque lié au contrôle de la Société par un actionnaire majoritaire (section 2.3)), avant de prendre leur décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir

un effet défavorable sur les activités, l'image, les résultats, la situation financière ou les perspectives du Groupe. En outre, d'autres risques, non encore identifiés ou considérés comme non significatifs par le Groupe à la date du présent Prospectus, pourraient avoir un effet défavorable et les investisseurs pourraient perdre tout ou partie de leur investissement.

Glossaire

Un glossaire définissant certains termes techniques ainsi que les abréviations utilisées dans le présent Prospectus figure au chapitre 26 de la première partie du présent Prospectus.

RESUME DU PROSPECTUS

Visa n° 16-070 en date du 7 mars 2016 de l'AMF

Le résumé se compose d'une série d'informations clés, désignées sous le terme d'« **Eléments** », qui sont présentées en cinq sections A à E et numérotées de A.1 à E.7.

Ce résumé contient l'ensemble des Eléments devant figurer dans le résumé d'un prospectus relatif à cette catégorie de valeurs mobilières et à ce type d'émetteur. Tous les Eléments ne devant pas être renseignés, la numérotation des Eléments dans le présent résumé n'est pas continue.

Il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être fournie au sujet d'un Elément donné qui doit figurer dans le présent résumé du fait de la catégorie de valeurs mobilières et du type d'émetteur concerné. Dans ce cas, une description sommaire de l'Elément concerné figure dans le résumé avec la mention « Sans objet ».

Section A – Introduction et avertissements		
A.1	Introduction et avertissements	<p>Le présent résumé doit être lu comme une introduction au prospectus ayant obtenu le visa n° 16-070 en date du 7 mars 2016 de l'AMF (le « Prospectus »).</p> <p>Toute décision d'investir dans les valeurs mobilières concernées doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus par l'investisseur.</p> <p>Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>Une responsabilité civile n'est attribuée qu'aux personnes qui ont présenté le résumé, y compris sa traduction, mais uniquement si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces valeurs mobilières.</p>
A.2	Consentement de l'émetteur sur l'utilisation du Prospectus	Sans objet.
Section B – Emetteur		
B.1	Raison sociale / Dénomination sociale	Figeac Aéro (la « Société » ou l'« Emetteur »).
B.2	Siège social / Forme juridique / Législation / Pays d'origine	<ul style="list-style-type: none"> - Siège social : Z.I. de l'Aiguille, 46100 Figeac. - Forme juridique : société anonyme à conseil d'administration. - Droit applicable : droit français. - Pays d'origine : France.
B.3	Nature des opérations et Principales activités	<p>Créée en 1989, la Société est spécialisée dans la production de pièces de structure en alliages légers et en métaux durs, de pièces de moteurs, de trains d'atterrissage et de sous-ensembles, principalement pour l'industrie aéronautique. Le groupe Figeac Aéro (le « Groupe »), constitué en 1994 autour de la Société, est un groupe industriel international, partenaire de référence des grands industriels de ce secteur, qui dispose d'un effectif de plus de 1.800 salariés et d'une implantation en France, aux Etats-Unis, au Maroc, au Mexique et en Tunisie.</p> <p>Au 31 mars 2015, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires annuel de 204 millions d'euros et le portefeuille de commandes s'élevait à 3,7 milliards d'euros.</p> <p>Le Groupe opère sur quatre lignes d'activités distinctes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réalisation de pièces de structure pour l'industrie aéronautique ; - l'usinage de précision et le traitement de surface (en majorité pour l'industrie aéronautique) ; - le montage en atelier et sur site de sous-ensembles pour l'industrie aéronautique ; - la mécanique générale et la chaudronnerie lourde (hors industrie aéronautique).

		<p>Il fait partie de la catégorie des sous-traitants dans le domaine de l'aéronautique et est amené à travailler avec trois types de donneurs d'ordre : les constructeurs (tels que Airbus, Embraer, Bombardier), les équipementiers (comme Safran ou Rolls Royce) et les sous-ensembliers (Groupe Latécoère, Spirit Aerosystems, Stelia Aerospace, Zodiac Aerospace).</p> <p>De par son métier (sous-traitant) et la variété de ses donneurs d'ordre (constructeurs, équipementiers et sous-ensembliers), le Groupe est présent sur la quasi-totalité des programmes aéronautiques civils qui sont en cours.</p> <p>Les facteurs clés de succès du Groupe sont l'excellence industrielle sur le site historique de Figeac, la proximité avec ses clients, la compétitivité via des unités de production aussi bien en zones « <i>best cost</i> » (Maroc, Tunisie, Mexique) qu'en zone dollar, une solidité financière et une capacité éprouvée à se financer pour assurer son développement et celui de ses clients.</p> <p>Le Groupe détient moins de 5% de part de marché mondial dans ses domaines d'activité. La stratégie de l'entreprise est de maintenir un fort rythme de croissance pour devenir le premier sous-traitant aéronautique européen et un leader mondial.</p> <p>En particulier, la volonté du Groupe est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - devenir le leader européen de la sous-traitance aéronautique avec un objectif de chiffre d'affaires de 650 à 750 millions d'euros d'ici 2020 (sur la base d'une parité euro/dollar de 1,18) ; - poursuivre son internationalisation, notamment en Amérique du Nord qui constitue le premier marché mondial, en se rapprochant des principaux acteurs. <p>La mise en œuvre de cette stratégie suppose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - préserver la solidité financière du Groupe afin de lui procurer la flexibilité suffisante pour ses investissements futurs, notamment dans l'outil et les « <i>process</i> » de production, gages de son excellence industrielle ; - poursuivre la recherche continue de gains de compétitivité, notamment via la recherche et développement, les investissements dans les zones « <i>best cost</i> » et dollar et dans des outils de production toujours plus efficaces ; - poursuivre la montée en gamme des produits et services offerts au client afin de maintenir une stabilité des niveaux de marges du Groupe d'ici 2020.
B.4a	Tendances récentes ayant des répercussions sur la Société	<p>Depuis la clôture de son dernier exercice le 31 mars 2015, le Groupe a poursuivi son développement et confirme son ambition de devenir le leader européen et un leader mondial de la sous-traitance aéronautique. Par ailleurs, le Groupe entend poursuivre sa croissance au cours des prochains exercices.</p> <p><u>Pour l'exercice se clôturant le 31 mars 2018 :</u></p> <p>Les objectifs du Groupe sont d'atteindre un chiffre d'affaires de 500 millions d'euros au 31 mars 2018, avec une marge d'EBITDA¹ comprise entre 23% et 25% (sur la base d'une parité euro/dollar de 1,18).</p> <p>A fin janvier 2016, près de 90% de cet objectif de chiffre d'affaires est contractualisé et/ou identifié sur la base des contrats signés (intégrés dans le carnet de commande du Groupe) et/ou des prévisions de cadences communiquées par les clients de Figeac Aéro.</p> <p><u>Pour l'exercice se clôturant le au 31 mars 2020 :</u></p> <p>Le Groupe s'est fixé pour objectifs ambitieux d'atteindre un chiffre d'affaires compris entre 650 et 750 millions d'euros et une stabilité de sa marge d'EBITDA aux niveaux actuels (sur la base d'une parité euro/dollar de 1,18). Ce chiffre ne pourra néanmoins être atteint que sous réserve de la réalisation des investissements en machines et bâtiments nécessaires.</p>

¹ L'EBITDA est calculé selon la formule suivante : résultat opérationnel courant + dotations aux amortissements + dotations nettes de provisions.

		<p>L'objectif de croissance du chiffre d'affaires entre le 31 mars 2018 et le 31 mars 2020 se décompose, d'une part, en un objectif de croissance organique comprise entre 125 et 175 millions d'euros et, d'autre part, en un objectif de croissance externe comprise entre 25 et 75 millions d'euros.</p> <p>Le Groupe estime que sa croissance future reposera sur les axes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prises de parts de marché sur les nouveaux programmes non encore attribués (exemple : A330neo) ; - recours à la sous-traitance de plus en plus important par les donneurs d'ordre ; - réaffectation des contrats vers les acteurs les plus solides tels que Figeac Aéro ; - poursuite du développement en zones « <i>best cost</i> » avec des gains de productivité ; - saisie des opportunités de croissance externe dans une stricte discipline financière. <p>Dans le cadre d'opérations de croissance externe, le Groupe a pour volonté de respecter un rationnel stratégique et industriel comme critère clé de décision. L'objectif sera de développer l'entreprise au travers d'un renforcement de sa présence dans de nouvelles zones géographiques (Royaume-Uni, Etats-Unis, autres zones) et/ou au travers l'acquisition d'un savoir-faire complémentaire.</p> <p>Pour chaque opération de croissance externe, le Groupe a également pour volonté de maintenir une discipline financière stricte qui repose sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un niveau de levier qui restera inférieur à 3 fois l'EBITDA ; - des cibles avec des prix d'acquisition autour de 6 à 7 fois l'EBITDA ; - un financement déjà sécurisé avant toute opération. <p>Les objectifs présentés ci-dessus ne constituent pas des données prévisionnelles ou des estimations de bénéfices du Groupe, mais résultent de ses orientations stratégiques et de son plan d'action.</p> <p>Ces objectifs sont fondés sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par le Groupe. Ces données, hypothèses et estimations sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel, réglementaire et fiscal.</p> <p>Ces objectifs sont notamment conditionnés aux éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une parité euro/dollar comprise entre 1 et 1,20 ; - l'absence de crise majeure dans le secteur aéronautique ; - le respect des cadences annoncées par les constructeurs.
B.5	Description du Groupe	A la date du présent Prospectus, l'organigramme juridique du Groupe est le suivant (les pourcentages indiqués représentent la détention en capital et en droits de vote) :

		<div><div><div>FIGEAC AERO ZI L'AIGUILLE 46 100</div><div><div><div>MTI 95,64%</div><div>FIGEAC AERO PICARDIE 99%</div><div>MECABRIVE 92,69%</div><div>FGA SAINT NAZAIRE 100%</div></div><div><div>FIGEAC AERO TUNISIE 100%</div><div>FIGEAC AERO NORTH AMERICA 100%</div><div>FIGEAC AERO USA INC 100%</div><div>FIGEAC AERO MAROC 100%</div></div></div></div></div> <p>A compter de l'admission aux négociations des titres de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, la Société s'est engagée à se référer au Code Middlenext de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites de décembre 2009.</p> <p>Un comité d'audit sera créé dès la nomination de Madame Marie-Line Malaterre en qualité d'administratrice indépendante (au cours d'une assemblée générale de la Société qui sera convoquée dans les plus brefs délais à compter du transfert sur le marché réglementé d'Euronext Paris). Il est précisé que la Famille Maillard s'est d'ores et déjà engagée à voter en faveur d'une telle nomination. En tant que diplômée en expertise-comptable, Madame Marie-Line Malaterre assurera la présidence du comité d'audit.</p> <p>Le Conseil d'administration de la Société a par ailleurs adopté le 7 mars 2016 un règlement intérieur qui sera disponible sur le site internet de la Société le 8 mars 2016.</p>																																																															
B.6	Actionnariat	<p>A la date du présent Prospectus, le capital social de la Société s'élève à 3.332.101,56 euros divisé en 27.767.513 actions de 0,12 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées.</p> <p>Situation de l'actionnariat au 22 janvier 2016 :</p> <table><tr><th>Actionnaires</th><th>Nombre d'actions</th><th>% du capital</th><th>Nombre de droits de vote théoriques</th><th>% des droits de vote théoriques</th><th>Nombre de droits de vote exerçables</th><th>% des droits de vote exerçables</th></tr><tr><td>Jean-Claude Maillard</td><td>11.861.778</td><td>42,72</td><td>23.723.556</td><td>45,43</td><td>23.723.556</td><td>45,44</td></tr><tr><td>SC Maillard et Fils ⁽¹⁾</td><td>12.496.000</td><td>45,00</td><td>24.992.000</td><td>47,86</td><td>24.992.000</td><td>47,87</td></tr><tr><td>Total Famille Maillard</td><td>24.357.778</td><td>87,72</td><td>48.715.556</td><td>93,30</td><td>48.715.556</td><td>93,31</td></tr><tr><td>Isabelle Ricaud-Maillard</td><td>85.000</td><td>0,31</td><td>170.000</td><td>0,33</td><td>170.000</td><td>0,33</td></tr><tr><td>Salariés</td><td>63.921</td><td>0,23</td><td>63.921</td><td>0,12</td><td>63.921</td><td>0,12</td></tr><tr><td>Autres actionnaires</td><td>3.253.462</td><td>11,72</td><td>3.258.462</td><td>6,24</td><td>3.258.462</td><td>6,24</td></tr><tr><td>Actions auto-détenues</td><td>7.352</td><td>0,03</td><td>7.352</td><td>0,01</td><td>0</td><td>0,0</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>27.767.513</td><td>100,0</td><td>52.215.291</td><td>100,0</td><td>52.207.939</td><td>100,0</td></tr></table> <p>(1) SC Maillard et Fils est une société holding familiale constituée par Messieurs Jean-Claude, Rémi et Simon Maillard, étant précisé que Monsieur Jean-Claude Maillard contrôle la société.</p> <p>SC Maillard et Fils étant contrôlée par Monsieur Jean-Claude Maillard, dont il est le gérant, elle est présumée agir de concert avec Monsieur Jean-Claude Maillard. A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre action de concert entre les actionnaires.</p> <p>A la connaissance de la Société, aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement plus de 5% du capital et des droits de vote.</p>	Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables	Jean-Claude Maillard	11.861.778	42,72	23.723.556	45,43	23.723.556	45,44	SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	12.496.000	45,00	24.992.000	47,86	24.992.000	47,87	Total Famille Maillard	24.357.778	87,72	48.715.556	93,30	48.715.556	93,31	Isabelle Ricaud-Maillard	85.000	0,31	170.000	0,33	170.000	0,33	Salariés	63.921	0,23	63.921	0,12	63.921	0,12	Autres actionnaires	3.253.462	11,72	3.258.462	6,24	3.258.462	6,24	Actions auto-détenues	7.352	0,03	7.352	0,01	0	0,0	TOTAL	27.767.513	100,0	52.215.291	100,0	52.207.939	100,0
Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables																																																											
Jean-Claude Maillard	11.861.778	42,72	23.723.556	45,43	23.723.556	45,44																																																											
SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	12.496.000	45,00	24.992.000	47,86	24.992.000	47,87																																																											
Total Famille Maillard	24.357.778	87,72	48.715.556	93,30	48.715.556	93,31																																																											
Isabelle Ricaud-Maillard	85.000	0,31	170.000	0,33	170.000	0,33																																																											
Salariés	63.921	0,23	63.921	0,12	63.921	0,12																																																											
Autres actionnaires	3.253.462	11,72	3.258.462	6,24	3.258.462	6,24																																																											
Actions auto-détenues	7.352	0,03	7.352	0,01	0	0,0																																																											
TOTAL	27.767.513	100,0	52.215.291	100,0	52.207.939	100,0																																																											
B.7	Informations financières sélectionnées	Informations financières sélectionnées du compte de résultat consolidé du Groupe																																																															

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014*	2015	2014	2013
Chiffre d'affaires	118.930	100.797	203.938	162.325	137.129
Autres produits de l'activité + variation des stocks	22.004	21.263	44.621	33.813	25.182
Résultat opérationnel courant	19.719	14.671	30.843	22.292	22.121
Résultat opérationnel	19.003	14.321	27.250	21.377	21.095
Résultat financier	12.115	-7.498	-62.952	818	-3.914
Impôts	-10.069	-1.937	13.811	-6.231	-5.203
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	20.971	4.890	-21.889	15.900	11.978
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	77	-3	-3	-95	1
EBITDA	30.869	22.904	48.098	35.383	32.021
EBITDA/Chiffre d'affaires	26,0%	22,7%	23,6%	21,8%	23,4%

* Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

- de l'impact lié au changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « taxes » ;
- pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération.

Informations financières sélectionnées du bilan du Groupe

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014	2015	2014	2013
Actif consolidé					
Total immobilisations incorporelles (1)	28.916	16.185	21.996	12.467	8.366
Total immobilisations corporelles (2)	98.596	77.482	87.129	66.040	54.489
Autres actifs non courants (3)	3.311	11.194	28.061	7.940	8.163
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	130.824	104.861	137.186	86.447	71.018
TOTAL ACTIFS COURANTS (4)	243.096	193.438	236.647	179.571	126.733
TOTAL ACTIF	373.920	298.299	373.832	266.018	197.751

(1) Les immobilisations incorporelles sont constituées des postes « Frais de développement » et « Autres immobilisations incorporelles ». Le lecteur est invité à se reporter aux notes 6.1 des états financiers consolidés du Groupe.

(2) Les immobilisations corporelles sont constituées des postes « Terrains », « Constructions », « Installations techniques » et « Autres immobilisations corporelles ». Le lecteur est invité à se reporter aux notes 6.2 des états financiers consolidés du Groupe.

(3) Les autres actifs non courants sont constitués des postes « Impôts différés », « Autres actifs financiers » et « Autres actifs non courants ». Le lecteur est invité à se reporter aux notes 15.2, 6.3 des états financiers consolidés du Groupe.

(4) Les autres actifs courants sont constitués des postes « Stocks et en-cours », « Clients et autres créiteurs » et « Créances d'impôts », « Autres actifs courants » et « Trésorerie et

		équivalent de trésorerie » Le lecteur est invité à se reporter aux notes 7., 8., 15.2 et 9. des états financiers consolidés du Groupe.																																																																	
		<table><tr><th rowspan="2">(en milliers d'euros)</th><th colspan="2">Pour le semestre clos le 30 septembre</th><th colspan="3">Pour l'exercice clos le 31 mars</th></tr><tr><th>2015</th><th>2014</th><th>2015</th><th>2014</th><th>2013</th></tr><tr><td>Passif consolidé</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>Capitaux propres de l'ensemble consolidé (1)</td><td>85.985</td><td>73.773</td><td>61.147</td><td>68.739</td><td>38.658</td></tr><tr><td>Total des dettes financières non courantes (2)</td><td>115.029</td><td>87.107</td><td>98.350</td><td>79.043</td><td>61.891</td></tr><tr><td>Autres passifs non courants (3)</td><td>64.498</td><td>42.990</td><td>103.591</td><td>28.670</td><td>28.103</td></tr><tr><td>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</td><td>179.527</td><td>130.096</td><td>201.940</td><td>107.712</td><td>89.994</td></tr><tr><td>Total des dettes financières courantes (4)</td><td>47.145</td><td>39.370</td><td>45.699</td><td>32.811</td><td>28.357</td></tr><tr><td>Autres passifs courants (5)</td><td>61.264</td><td>55.060</td><td>65.047</td><td>56.756</td><td>40.743</td></tr><tr><td>TOTAL PASSIFS COURANTS</td><td>108.409</td><td>94.429</td><td>110.746</td><td>89.567</td><td>69.099</td></tr><tr><td>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</td><td>373.920</td><td>298.299</td><td>373.833</td><td>266.018</td><td>197.751</td></tr></table> <p>(1) Les capitaux propres sont constitués des postes « Capital », « Primes », « Réserves », « Réserve de conversion », « Résultat de l'exercice » et « Participation ne donnant pas le contrôle ».</p> <p>(2) Les dettes financières non courantes sont constituées des postes « Emprunts auprès des établissements de crédit », « Avances remboursables », « Dettes financières location financement », et « Autres dettes financières ». Le lecteur est invité à se reporter aux notes 14.1, 14.2 des états financiers consolidés du Groupe.</p> <p>(3) Les autres passifs non courants sont constitués des postes « Autres provisions », « Impôts différé passif », « Provision pour retraite et avantages à long terme », Instruments financiers dérivés » Autres passifs non courants » et « produits différés partie non courante ». Le lecteur est invité à se reporter aux notes 11., 15.2 des états financiers consolidés du Groupe.</p> <p>(4) Les dettes financières courantes sont constituées des postes « Dettes financières à court terme », « Partie courante des dettes financières à terme » et « avances remboursables ». Le lecteur est invité à se reporter aux notes 3.18, 14.2 des états financiers consolidés du Groupe.</p> <p>(5) Les autres passifs courants sont constitués des postes « Fournisseurs », « Dettes fiscales », « Autres passifs courants » et « Produits différés ». Le lecteur est invité à se reporter aux notes 12., 15. des états financiers consolidés du Groupe.</p>	(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars			2015	2014	2015	2014	2013	Passif consolidé						Capitaux propres de l'ensemble consolidé (1)	85.985	73.773	61.147	68.739	38.658	Total des dettes financières non courantes (2)	115.029	87.107	98.350	79.043	61.891	Autres passifs non courants (3)	64.498	42.990	103.591	28.670	28.103	TOTAL PASSIFS NON COURANTS	179.527	130.096	201.940	107.712	89.994	Total des dettes financières courantes (4)	47.145	39.370	45.699	32.811	28.357	Autres passifs courants (5)	61.264	55.060	65.047	56.756	40.743	TOTAL PASSIFS COURANTS	108.409	94.429	110.746	89.567	69.099	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	373.920	298.299	373.833	266.018	197.751
(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre			Pour l'exercice clos le 31 mars																																																															
	2015	2014	2015	2014	2013																																																														
Passif consolidé																																																																			
Capitaux propres de l'ensemble consolidé (1)	85.985	73.773	61.147	68.739	38.658																																																														
Total des dettes financières non courantes (2)	115.029	87.107	98.350	79.043	61.891																																																														
Autres passifs non courants (3)	64.498	42.990	103.591	28.670	28.103																																																														
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	179.527	130.096	201.940	107.712	89.994																																																														
Total des dettes financières courantes (4)	47.145	39.370	45.699	32.811	28.357																																																														
Autres passifs courants (5)	61.264	55.060	65.047	56.756	40.743																																																														
TOTAL PASSIFS COURANTS	108.409	94.429	110.746	89.567	69.099																																																														
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	373.920	298.299	373.833	266.018	197.751																																																														
B.8	Informations pro forma	Sans objet.																																																																	
B.9	Prévision ou estimation de bénéfice	<p>Sur la base des hypothèses choisies de chiffre d'affaires, d'EBITDA et de résultat opérationnel courant, le Groupe prévoit de continuer à générer une croissance rentable se traduisant ainsi :</p> <p>i. Un chiffre d'affaires consolidé compris entre 250 millions d'euros et 260 millions d'euros au 31 mars 2016, soit une croissance comprise entre +22,5% et 27,5% par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2015. Ce chiffre d'affaires intègre une part de chiffre d'affaires libellée en dollars s'élevant à environ 180 millions d'euros.</p> <p>ii. Un chiffre d'affaires consolidé compris entre 360 millions d'euros et 380 millions d'euros au 31 mars 2017. Ce chiffre d'affaires intègre une part de chiffre d'affaires libellée en dollars s'élevant à environ 280 millions d'euros.</p> <p>iii. Pour les deux exercices (31 mars 2016 et 31 mars 2017), le Groupe anticipe un EBITDA se situant dans une fourchette de 23% à 25% de son chiffre d'affaires. Cet EBITDA intègre des achats libellés en dollars s'élevant à 72 millions d'euros au 31 mars 2016 et 112 millions d'euros au 31 mars 2017.</p> <p>iv. Le résultat opérationnel courant des deux exercices devrait être compris entre</p>																																																																	

		13% et 16% de son chiffre d'affaires.
B.10	Eventuelles réserves sur les informations financières historiques contenues dans les rapports d'audit	Sans objet.
B.11	Fonds de roulement net	A la date du présent Prospectus, la Société atteste que, de son point de vue, le fonds de roulement net du Groupe, avant l'Offre, est suffisant au regard de ses obligations au cours des douze prochains mois à compter de la date du visa du Prospectus.
Section C – Valeurs mobilières		
C.1	Nature, catégorie et numéro d'identification des actions nouvelles	<p>Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (compartiment B) sera demandée postérieurement au règlement-livraison de l'Offre (telle que définie ci-après) sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social, soit 27.767.513 actions de 0,12 euro de valeur nominale chacune (les « Actions Existantes ») ; - les 3.614.457 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription à souscrire en numéraire par voie d'offre au public, ce nombre pouvant être porté à un maximum de 4.156.625 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la clause d'extension (ensemble, les « Actions Nouvelles ») ; et - un nombre maximum de 60.240 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire réservée aux salariés de la Société et de ses filiales adhérents au plan d'épargne entreprise Figeac Aéro (les « Actions Nouvelles Réservées aux Salariés »). <p>Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles Réservées aux Salariés sont des actions ordinaires de la Société et seront assimilables, dès leur émission, aux Actions Existantes.</p> <p>Les actions offertes sont composées des Actions Nouvelles offertes par la Société et d'un nombre maximum de 481.927 Actions Existantes offertes par Monsieur Jean-Claude Maillard, en qualité d'actionnaire cédant (les « Actions Cédées »). Les Actions Nouvelles et les Actions Cédées sont définies ensemble comme les « Actions Offertes ».</p> <p>Date de jouissance : Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles Réservées aux Salariés porteront jouissance courante à la date de leur émission.</p> <p>Libellé pour les actions : Figeac Aéro</p> <p>Code ISIN : FR0011665280</p> <p>Mnémonique : FGA</p> <p>Compartiment : Compartiment B</p> <p>Secteur d'activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Code NAF : 2562B – Mécanique Industrielle - Classification ICB : 2713 - Aerospace
C.2	Devise d'émission	Euro.
C.3	Nombre d'actions émises et valeur nominale	Nombre d'actions émises dans le cadre de l'Offre : 3.614.457 Actions Nouvelles (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative), ce nombre pouvant être augmenté de 15% pour être porté à un nombre maximum de 4.156.625 Actions Nouvelles (la « Clause d'Extension »).

		Valeur nominale des actions : 0,12 euro.
C.4	Droits attachés aux actions	<p>Les actions seront soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société. En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux actions sont décrits ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - droit à dividendes ; - droit de vote (étant précisé (i) qu'un droit de vote double est attribué à toute action détenue au nominatif depuis au moins deux ans et que (ii) le droit de vote de l'usufruitier est limité aux décisions se rapportant à l'affectation des bénéfices soumises au vote des actionnaires lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle) ; - droit préférentiel de souscription ; - droit de participation aux bénéfices ; - droit de participation à tout excédent en cas de liquidation.
C.5	Restrictions à la libre négociabilité des actions	Aucune clause statutaire ne restreint la libre négociation des actions composant le capital de la Société.
C.6	Existence d'une demande d'admission à la négociation sur un marché réglementé	<p>Les actions de la Société sont actuellement admises aux négociations sur le marché Alternext Paris.</p> <p>L'admission de l'ensemble des actions de la Société est demandée sur le marché réglementé d'Euronext Paris (Compartiment B). Les conditions de négociation de l'ensemble des actions seront fixées dans un avis d'Euronext diffusé le 18 mars 2016.</p> <p>La première cotation des actions sur le marché réglementé d'Euronext Paris devrait intervenir le 23 mars 2016. A compter de cette date, toutes les actions de la Société seront négociées sur une ligne de cotation « Figeac Aéro ».</p>
C.7	Politique en matière de dividendes	<p>La Société n'a pas versé de dividendes au cours des trois derniers exercices.</p> <p>Compte tenu de sa stratégie de développement, la Société n'entend pas adopter une politique de versements de dividendes réguliers.</p> <p>Cependant, le Conseil d'administration de la Société réévaluera régulièrement l'opportunité de verser un dividende en considérant les conditions générales de l'environnement économique, les conditions spécifiques à son secteur d'activité, les résultats de la Société, sa situation financière, les intérêts de ses actionnaires ainsi que tout autre facteur qu'il jugera pertinent.</p>
Section D – Risques		
D.1	Principaux risques propres à l'Emetteur et son secteur d'activité	<p>Avant de prendre leur décision d'investissement, les investisseurs sont invités à prendre en considération les facteurs de risque suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'activité du Groupe et au marché : risque lié à l'évolution des conditions économiques, risque lié au caractère cyclique du marché aéronautique, risque de retard de programme et de production, risques liés au contrôle de qualité des produits, risque sur les matières premières, risque de dépendance à l'égard de certains clients, risque lié au caractère concurrentiel du marché aéronautique, risque lié à l'évolution technologique, risques environnementaux. - Risques propres au Groupe et à son organisation : risque de dépendance à l'égard des hommes clés, risque lié au recrutement de personnels compétents, risques liés à la croissance du Groupe, risques liés à l'évolution de l'organisation industrielle, risque de dépendance et de défaillance des fournisseurs et sous-traitants, risque pays. - Risques financiers : risque de liquidité, risque de contrepartie, risque lié au crédit d'impôt recherche. - Risques de marché : risque de change, risque de taux, risque sur actions, risque de dilution. - Risques juridiques : risques liés à la propriété intellectuelle, risques liés à la

		<p>protection des informations, litiges – procédures judiciaires et d'arbitrage, risques liés aux changements dans la législation et la politique fiscale.</p> <p>- Risques liés au niveau de couverture des assurances.</p>
D.3	Principaux risques propres aux actions nouvelles	<p>Les risques liés à l'Offre, et notamment le fait que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le prix de marché qui s'établira postérieurement à l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris est susceptible de varier significativement par rapport au Prix de l'Offre. - le prix de marché des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante ; - la conservation du contrôle de la Société par l'actionnaire majoritaire de la Société à l'issue de l'Offre pourrait limiter la possibilité pour d'autres actionnaires d'influencer certaines décisions, entraîner des divergences d'intérêts avec ceux des autres actionnaires et un changement de contrôle de la Société pourrait être entravé ; - la cession par l'actionnaire majoritaire de tout ou partie de sa participation à l'issue de la période de conservation à laquelle il s'est engagé pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le cours des actions de la Société ; - la Société pourrait avoir dans le futur des besoins de financement complémentaires qui pourraient entraîner une dilution des participations des actionnaires existants et ne participant pas à l'opération ; - le Conseil d'administration de la Société, agissant dans le cadre de la délégation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 septembre 2015, a décidé que l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre ne sera réalisée que si le montant des souscriptions reçues atteint au moins 75,5% du montant global de l'Offre, soit 64,2 millions d'euros, dont au moins 60,0 millions d'euros seront alloués au titre de l'Offre Primaire (telle que définie ci-après) ; si ce montant n'était pas atteint, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription deviendraient caducs ; - la Société ne compte pas adopter une politique de versement de dividendes réguliers compte tenu de sa stratégie de développement.
Section E – Offre		
E.1	Montant total du produit de l'Offre et estimation des dépenses totales liées à l'Offre	<p>Produit brut de l'émission des Actions Nouvelles</p> <p>Environ 75,0 millions d'euros, pouvant être porté à environ 86,2 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension.</p> <p>Produit net de l'émission des Actions Nouvelles</p> <p>Environ 72,6 millions d'euros, pouvant être porté à environ 83,7 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension.</p> <p>A titre indicatif, si le montant total des souscriptions n'atteignait que 75,5% du montant global de l'offre, soit 64,2 millions d'euros, le produit brut de l'émission des Actions Nouvelles (Offre Primaire) serait de 60,0 millions d'euros (montant minimum décidé par le Conseil d'administration pour que l'émission soit réalisée) et le produit net serait de 57,9 millions d'euros.</p> <p>Le montant des dépenses totales liées à l'émission des Actions Nouvelles (Offre Primaire) est estimé à environ 2.392.500 euros.</p>
E.2a	Raisons de l'Offre et utilisation du produit de celle-ci	<p>L'Offre a pour objet de financer, par ordre de priorité, et sous réserve que le seuil de 75,5% du montant global (dont au moins 60,0 millions d'euros alloués au titre de l'Offre Primaire, ce qui correspond à 80% du montant de celle-ci) soit atteint :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accélération de la croissance organique, à hauteur de 80%, par la construction d'usines, le financement de moyens de production en France, en zones « best cost » et aux Etats-Unis à partir du second semestre 2016 ;

		<p>- le financement de la croissance externe, à hauteur de 20%.</p> <p>La levée de fonds par la Société est destinée à doter le Groupe de moyens financiers suffisants lui permettant de réaliser les investissements nécessaires à la réalisation de l'activité au-delà de l'exercice clos le 31 mars 2018. Les investissements nécessaires à l'activité de la Société doivent être engagés à partir du second semestre 2016, pour que les machines commencent à entrer en production à la fin du premier semestre 2017 (tout d'abord en une équipe, puis deux, jusqu'à ce que la machine soit chargée en cinq équipes en avril 2018). De plus, les bâtiments destinés à recevoir ces machines sont pour certains déjà engagés (usine du futur notamment pour le marché LEAP), d'autres seront engagés durant le second semestre 2016 pour une entrée en production série fin 2017 (bâtiment traitement de surface).</p> <p>Les filiales en « <i>best cost</i> » (Maroc et Mexique) ont un programme d'investissements qui couvre les deux exercices à venir pour une pleine capacité à partir de l'exercice 2018-2019.</p> <p>L'opération en cours est destinée à financer ce programme d'investissements d'un montant compris entre 100 et 150 millions d'euros sur trois ans, sans aucune incitation de tiers, donneurs d'ordres ou autre. Un crédit syndiqué d'un montant compris entre 70 et 80 millions d'euros (actuellement en cours de négociation entre la Société et ses banques) viendra compléter ce financement.</p>
E.3	Modalités et conditions de l'Offre	<p>Structure de l'Offre</p> <p>L'offre globale (l'« Offre ») comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« Offre à Prix Ouvert » ou « OPO ») ; - un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « Placement Global »), comportant : <ul style="list-style-type: none"> • un placement en France ; et • un placement privé international dans certains pays en dehors, notamment, des Etats-Unis d'Amérique. <p>Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10% des Actions Offertes.</p> <p>Si la demande dans le cadre de l'OPO est inférieure à 10% des Actions Offertes, le solde des Actions Offertes non allouées dans le cadre de l'OPO sera offert dans le cadre du Placement Global.</p> <p>L'Offre porte tant sur les Actions Nouvelles à émettre, offertes par la Société dans le cadre d'une offre primaire (l'« Offre Primaire ») que des Actions Existantes (les Actions Cédées) offertes par Monsieur Jean-Claude Maillard, en qualité d'actionnaire cédant, dans le cadre d'une offre secondaire (l'« Offre Secondaire »). Les Actions Offertes, à savoir les Actions Nouvelles et les Actions Cédées, seront offertes dans le cadre d'une seule Offre et aux mêmes conditions.</p> <p>L'Offre Secondaire est subordonnée à l'Offre Primaire, ce qui signifie que les Actions Nouvelles (hors Clause d'Extension) seront allouées par priorité aux Actions Cédées en cas de demande insuffisante et de réduction de la taille de l'Offre, étant précisé que l'Offre sera annulée si (i) le montant total des souscriptions reçues est strictement inférieur à 75,5% du montant global de l'Offre et si (ii) la demande allouable à l'Offre Primaire est inférieure à 60,0 millions d'euros.</p> <p>Clause d'Extension</p> <p>En fonction de l'importance de la demande exprimée dans le cadre de l'Offre, le nombre initial d'Actions Nouvelles pourra être augmenté de 15% pour être porté à un nombre maximum de 4.156.625 Actions Nouvelles.</p> <p>Fourchette indicative de prix</p>

	<p>Le prix des actions offertes dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert sera égal au prix des actions offertes dans le cadre du Placement Global (le « Prix de l'Offre »).</p> <p>La fourchette indicative de prix a été déterminée à partir d'un prix de référence (défini comme la moyenne pondérée par les volumes des cours de clôture de l'action au cours des cinq dernières séances de bourse au 3 mars 2016) de 22,35 euros et est comprise entre 20,75 euros et 26,00 euros par action. A titre indicatif, le cours de bourse à la clôture le 4 mars 2016 était de 23,87 euros.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être fixé en dehors de cette fourchette.</p> <p>En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la date de clôture de l'OPO sera fixée de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué de presse informant de cette modification et la nouvelle date de clôture de l'OPO. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué de presse susvisé seront maintenus, sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être librement fixé en dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix (en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre).</p> <p>Méthode de fixation du Prix de l'Offre</p> <p>Le Prix de l'Offre sera fixé le 18 mars 2016. Il résultera de la confrontation de l'offre des actions dans le cadre du Placement Global et des demandes émises par les investisseurs selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels.</p> <p>Date de jouissance</p> <p>Jouissance courante.</p> <p>Intentions de souscription</p> <p>Néant.</p> <p>Garantie</p> <p>L'Offre ne fera pas l'objet d'une garantie.</p> <p>Par ailleurs, la levée de fonds par la Société s'inscrivant dans l'objectif de financement de la croissance du Groupe après 2018, le Conseil d'administration de la Société, agissant dans le cadre de la délégation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 septembre 2015, a décidé que l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre ne sera réalisée que si le montant des souscriptions reçues atteint au moins 75,5% du montant global de l'Offre, soit 64,2 millions d'euros, dont au moins 60,0 millions d'euros seront alloués au titre de l'Offre Primaire. Si ce montant n'est pas atteint, l'Offre sera annulée et les ordres de souscription deviendront caducs.</p> <p>Stabilisation</p> <p>Néant.</p> <p>Calendrier indicatif de l'Offre</p> <table><tr><td>7 mars 2016</td><td>Visa de l'AMF sur le Prospectus</td></tr><tr><td>8 mars 2016</td><td>Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre Avis d'Euronext relatif à l'ouverture de l'OPO et au transfert sur Euronext sous condition de l'augmentation de capital sur Alternext Ouverture de l'OPO et du Placement Global</td></tr></table>	7 mars 2016	Visa de l'AMF sur le Prospectus	8 mars 2016	Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre Avis d'Euronext relatif à l'ouverture de l'OPO et au transfert sur Euronext sous condition de l'augmentation de capital sur Alternext Ouverture de l'OPO et du Placement Global
7 mars 2016	Visa de l'AMF sur le Prospectus				
8 mars 2016	Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre Avis d'Euronext relatif à l'ouverture de l'OPO et au transfert sur Euronext sous condition de l'augmentation de capital sur Alternext Ouverture de l'OPO et du Placement Global				

		Au plus tard le 15 mars 2016 (avant ouverture)	Suspension de la cotation des actions de la Société sur Alternext Paris
		17 mars 2016	Clôture de l'OPO à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour celles par Internet
		18 mars 2016	Clôture du Placement Global à 12 heures (heure de Paris) Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension Diffusion du communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre, le nombre définitif d'Actions Nouvelles et le résultat de l'Offre Avis Euronext relatif au résultat de l'Offre et annonce du transfert sur Euronext Signature du Contrat de Placement
		22 mars 2016	Règlement-livraison de l'OPO et du Placement Global
		23 mars 2016	Radiation des actions d'Alternext Paris et admission des nouvelles actions sur Euronext Paris – Premières négociations
		<p>Modalités de souscription</p> <p>Les personnes désireuses de participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 17 mars 2016 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier, sauf clôture anticipée ou prorogation.</p> <p>Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par les Teneurs de Livre Associés au plus tard le 18 mars 2016 à 12 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.</p> <p>Coordonnées des établissements financiers introducteurs</p> <p>Chef de File et Teneur de Livre Associé</p> <p>ODDO & CIE 12, boulevard de la Madeleine 75009 Paris</p> <p>Teneur de Livre Associé</p> <p>MIDCAP PARTNERS 96, boulevard Haussmann 75008 Paris</p>	
E.4	Intérêts pouvant influencer sensiblement sur l'Offre	<p>Les Teneurs de Livre Associés et/ou certains de leurs affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur diverses prestations de services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération. La Société a notamment confié à Louis Capital Markets, dont Midcap Partners (Teneur de Livre Associé) est agent lié, la mise en œuvre d'un contrat de liquidité portant sur ses actions depuis le 13 janvier 2014.</p> <p>Par ailleurs, il est précisé que Monsieur Jean-Claude Maillard, actionnaire majoritaire et Président Directeur Général de la Société, cèdera une partie des actions de la Société qu'il détient dans le cadre de l'Offre.</p>	
E.5	Nom de la société émettrice et convention de blocage	<p>Société émettrice</p> <p>Figeac Aéro SA</p> <p>Engagement d'abstention de la Société</p> <p>A compter de la date du Prospectus et pendant 180 jours suivant la date du règlement-livraison de l'Offre, sous réserve de certaines exceptions usuelles.</p>	

		<p>Engagement de conservation de Monsieur Jean-Claude Maillard</p> <p>A compter de la date du Prospectus et pendant 180 jours suivant la date du règlement-livraison de l'Offre, sous réserve de certaines exceptions usuelles.</p>																								
E.6	Montant et pourcentage de dilution résultant immédiatement de l'Offre	<p>Impact de l'Offre et de l'Offre Réservée aux Salariés sur les capitaux propres de la Société</p> <p>Sur la base des capitaux propres consolidés au 30 septembre 2015 et du nombre total d'actions composant le capital de la Société à la date du Prospectus, les capitaux propres par action, avant et après réalisation de l'Offre (à un prix de 23,38 euros par action, soit le point médian de la fourchette indicative de prix) et de l'Offre Réservée aux Salariés (à un prix de 18,70 euros par action, soit le point médian de la fourchette indicative de prix), s'établiraient comme suit :</p> <table><tr><th>Sur la base du point médian de la fourchette du Prix de l'Offre</th><th>Quote-part des capitaux propres (en euros)⁽¹⁾</th></tr><tr><td>Avant émission des actions nouvelles</td><td>3,10</td></tr><tr><td>Après émission des Actions Nouvelles pour un montant de 60 millions d'euros brut (cas de réduction de l'Offre à 75,5%)</td><td>4,74</td></tr><tr><td>Après émission des Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension)</td><td>5,12</td></tr><tr><td>Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension)</td><td>5,39</td></tr><tr><td>Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension) et des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés</td><td>5,42</td></tr></table> <p>(1) Il n'y a pas d'instruments dilutifs émis par la Société.</p> <p>Montant et pourcentage de la dilution résultant de l'Offre et de l'Offre Réservée aux Salariés</p> <p>Sur la base du nombre total d'actions composant le capital de la Société à la date du Prospectus, l'incidence de l'Offre (à un prix de 23,38 euros par action, soit le point médian de la fourchette indicative de prix) et de l'Offre Réservée aux Salariés (à un prix de 18,70 euros par action, soit le point médian de la fourchette indicative de prix) sur la participation dans le capital de la Société d'un actionnaire qui détiendrait 1% du capital social à la date du Prospectus et ne souscrivant pas à l'Offre et à l'Offre Réservée aux Salariés serait la suivante :</p> <table><tr><th>Sur la base du point médian de la fourchette du Prix de l'Offre</th><th>Participation de l'actionnaire (en %)⁽¹⁾</th></tr><tr><td>Avant émission des actions nouvelles</td><td>1,00</td></tr><tr><td>Après émission des Actions Nouvelles pour un montant de 60 millions d'euros brut (cas de réduction de l'Offre à 75,5%)</td><td>0,91</td></tr><tr><td>Après émission des Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension)</td><td>0,88</td></tr><tr><td>Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension)</td><td>0,87</td></tr><tr><td>Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension) et des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés</td><td>0,87</td></tr></table> <p>(1) Il n'y a pas d'instruments dilutifs émis par la Société.</p> <p>Répartition du capital social et des droits de vote</p> <p>Le nombre de droits de vote théoriques est calculé sur la base de l'ensemble des actions auxquelles sont attachés des droits de vote et sert de base de calcul pour les franchissements de seuils, tandis que le nombre de droits de vote exerçables en assemblée générale est calculé en ne tenant pas compte des actions privées de droit de vote, en l'occurrence les actions auto-détenues par la Société.</p> <p>En prenant comme référence un prix d'Offre de 23,38 euros par action (soit le point médian de la fourchette indicative de prix) et un prix de l'Offre Réservée aux Salariés de 18,70 euros par action (soit le point médian de la fourchette indicative de prix).</p>	Sur la base du point médian de la fourchette du Prix de l'Offre	Quote-part des capitaux propres (en euros) ⁽¹⁾	Avant émission des actions nouvelles	3,10	Après émission des Actions Nouvelles pour un montant de 60 millions d'euros brut (cas de réduction de l'Offre à 75,5%)	4,74	Après émission des Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension)	5,12	Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension)	5,39	Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension) et des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés	5,42	Sur la base du point médian de la fourchette du Prix de l'Offre	Participation de l'actionnaire (en %) ⁽¹⁾	Avant émission des actions nouvelles	1,00	Après émission des Actions Nouvelles pour un montant de 60 millions d'euros brut (cas de réduction de l'Offre à 75,5%)	0,91	Après émission des Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension)	0,88	Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension)	0,87	Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension) et des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés	0,87
Sur la base du point médian de la fourchette du Prix de l'Offre	Quote-part des capitaux propres (en euros) ⁽¹⁾																									
Avant émission des actions nouvelles	3,10																									
Après émission des Actions Nouvelles pour un montant de 60 millions d'euros brut (cas de réduction de l'Offre à 75,5%)	4,74																									
Après émission des Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension)	5,12																									
Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension)	5,39																									
Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension) et des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés	5,42																									
Sur la base du point médian de la fourchette du Prix de l'Offre	Participation de l'actionnaire (en %) ⁽¹⁾																									
Avant émission des actions nouvelles	1,00																									
Après émission des Actions Nouvelles pour un montant de 60 millions d'euros brut (cas de réduction de l'Offre à 75,5%)	0,91																									
Après émission des Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension)	0,88																									
Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension)	0,87																									
Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension) et des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés	0,87																									

Avant l'Offre

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables
Jean-Claude Maillard	11.861.778	42,72	23.723.556	45,43	23.723.556	45,44
SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	12.496.000	45,00	24.992.000	47,86	24.992.000	47,87
Total Famille Maillard	24.357.778	87,72	48.715.556	93,30	48.715.556	93,31
Isabelle Ricaud-Maillard	85.000	0,31	170.000	0,33	170.000	0,33
Salariés	63.921	0,23	63.921	0,12	63.921	0,12
Autres actionnaires	3.253.462	11,72	3.258.462	6,24	3.258.462	6,24
Actions auto-détenues	7.352	0,03	7.352	0,01	0	0,0
TOTAL	27.767.513	100,0	52.215.291	100,0	52.207.939	100,0

(1) SC Maillard et Fils est une société holding familiale constituée par Messieurs Jean-Claude, Rémi et Simon Maillard, étant précisé que Monsieur Jean-Claude Maillard contrôle la société.

Après l'Offre (réalisée à hauteur de 75,5% du montant global dont au moins 60,0 millions d'euros seront alloués au titre de l'Offre Primaire)

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables
Jean-Claude Maillard	11.683.169	38,51	23.366.338	42,80	23.366.338	42,80
SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	12.496.000	41,19	24.992.000	45,77	24.992.000	45,78
Total Famille Maillard	24.179.169	79,71	48.358.338	88,57	48.358.338	88,58
Isabelle Ricaud-Maillard	85.000	0,28	170.000	0,31	170.000	0,31
Salariés	63.921	0,21	63.921	0,12	63.921	0,12
Autres actionnaires	5.998.915	19,78	5.998.915	10,99	5.998.915	10,99
Actions auto-détenues	7.352	0,02	7.352	0,01	-	-
TOTAL	30.334.357	100,0	54.598.526	100,0	54.591.174	100,0

(1) SC Maillard et Fils est une société holding familiale constituée par Messieurs Jean-Claude, Rémi et Simon Maillard, étant précisé que Monsieur Jean-Claude Maillard contrôle la société.

Après l'Offre (réalisée à 100%, hors exercice de la Clause d'Extension)

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables
Jean-Claude Maillard	11.433.971	36,91	22.867.942	41,58	22.867.942	41,59
SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	12.496.000	40,34	24.992.000	45,45	24.992.000	45,45
Total Famille Maillard	23.929.971	77,25	47.859.942	87,03	47.859.942	87,04
Isabelle Ricaud-Maillard	85.000	0,27	170.000	0,31	170.000	0,31
Salariés	63.921	0,21	63.921	0,12	63.921	0,12
Autres actionnaires	6.889.825	22,24	6.889.825	12,53	6.889.825	12,53
Actions auto-détenues	7.352	0,02	7.352	0,01	-	-
TOTAL	30.976.069	100,0	54.991.040	100,0	54.983.688	100,0

(1) SC Maillard et Fils est une société holding familiale constituée par Messieurs Jean-Claude, Rémi et Simon Maillard, étant précisé que Monsieur Jean-Claude Maillard contrôle la société.

		Après l'Offre (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension)																																																																				
		<table><tr><th>Actionnaires</th><th>Nombre d'actions</th><th>% du capital</th><th>Nombre de droits de vote théoriques</th><th>% des droits de vote théoriques</th><th>Nombre de droits de vote exerçables</th><th>% des droits de vote exerçables</th></tr><tr><td>Jean-Claude Maillard</td><td>11.433.971</td><td>36,35</td><td>22.867.942</td><td>41,22</td><td>22.867.942</td><td>41,23</td></tr><tr><td>SC Maillard et Fils ⁽¹⁾</td><td>12.496.000</td><td>39,72</td><td>24.992.000</td><td>45,05</td><td>24.992.000</td><td>45,06</td></tr><tr><td>Total Famille Maillard</td><td>23.929.971</td><td>76,07</td><td>47.859.942</td><td>86,28</td><td>47.859.942</td><td>86,29</td></tr><tr><td>Isabelle Ricaud-Maillard</td><td>85.000</td><td>0,27</td><td>170.000</td><td>0,31</td><td>170.000</td><td>0,31</td></tr><tr><td>Salariés</td><td>63.921</td><td>0,20</td><td>63.921</td><td>0,12</td><td>63.921</td><td>0,12</td></tr><tr><td>Autres actionnaires</td><td>7.371.108</td><td>23,43</td><td>7.371.108</td><td>13,29</td><td>7.371.108</td><td>13,29</td></tr><tr><td>Actions auto-détenues</td><td>7.352</td><td>0,02</td><td>7.352</td><td>0,01</td><td>-</td><td>0,00</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>31.457.352</td><td>100,0</td><td>55.472.323</td><td>100,0</td><td>55.464.971</td><td>100,0</td></tr></table>						Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables	Jean-Claude Maillard	11.433.971	36,35	22.867.942	41,22	22.867.942	41,23	SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	12.496.000	39,72	24.992.000	45,05	24.992.000	45,06	Total Famille Maillard	23.929.971	76,07	47.859.942	86,28	47.859.942	86,29	Isabelle Ricaud-Maillard	85.000	0,27	170.000	0,31	170.000	0,31	Salariés	63.921	0,20	63.921	0,12	63.921	0,12	Autres actionnaires	7.371.108	23,43	7.371.108	13,29	7.371.108	13,29	Actions auto-détenues	7.352	0,02	7.352	0,01	-	0,00	TOTAL	31.457.352	100,0	55.472.323	100,0	55.464.971	100,0
		Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables																																																														
		Jean-Claude Maillard	11.433.971	36,35	22.867.942	41,22	22.867.942	41,23																																																														
		SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	12.496.000	39,72	24.992.000	45,05	24.992.000	45,06																																																														
		Total Famille Maillard	23.929.971	76,07	47.859.942	86,28	47.859.942	86,29																																																														
		Isabelle Ricaud-Maillard	85.000	0,27	170.000	0,31	170.000	0,31																																																														
		Salariés	63.921	0,20	63.921	0,12	63.921	0,12																																																														
		Autres actionnaires	7.371.108	23,43	7.371.108	13,29	7.371.108	13,29																																																														
		Actions auto-détenues	7.352	0,02	7.352	0,01	-	0,00																																																														
		TOTAL	31.457.352	100,0	55.472.323	100,0	55.464.971	100,0																																																														
(1) SC Maillard et Fils est une société holding familiale constituée par Messieurs Jean-Claude, Rémi et Simon Maillard, étant précisé que Monsieur Jean-Claude Maillard contrôle la société.																																																																						
Après l'Offre (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension) et l'Offre Réservée aux Salariés)																																																																						
<table><tr><th>Actionnaires</th><th>Nombre d'actions</th><th>% du capital</th><th>Nombre de droits de vote théoriques</th><th>% des droits de vote théoriques</th><th>Nombre de droits de vote exerçables</th><th>% des droits de vote exerçables</th></tr><tr><td>Jean-Claude Maillard</td><td>11.433.971</td><td>36,29</td><td>22.867.942</td><td>41,18</td><td>22.867.942</td><td>41,19</td></tr><tr><td>SC Maillard et Fils ⁽¹⁾</td><td>12.496.000</td><td>39,66</td><td>24.992.000</td><td>45,01</td><td>24.992.000</td><td>45,02</td></tr><tr><td>Total Famille Maillard</td><td>23.929.971</td><td>75,94</td><td>47.859.942</td><td>86,19</td><td>47.859.942</td><td>86,21</td></tr><tr><td>Isabelle Ricaud-Maillard</td><td>85.000</td><td>0,27</td><td>170.000</td><td>0,31</td><td>170.000</td><td>0,31</td></tr><tr><td>Salariés</td><td>117.396</td><td>0,37</td><td>117.396</td><td>0,21</td><td>117.396</td><td>0,21</td></tr><tr><td>Autres actionnaires</td><td>7.371.108</td><td>23,39</td><td>7.371.108</td><td>13,28</td><td>7.371.108</td><td>13,28</td></tr><tr><td>Actions auto-détenues</td><td>7.352</td><td>0,02</td><td>7.352</td><td>0,01</td><td>-</td><td>0,00</td></tr><tr><td>TOTAL</td><td>31.510.827</td><td>100,0</td><td>55.525.798</td><td>100,0</td><td>55.518.446</td><td>100,0</td></tr></table>						Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables	Jean-Claude Maillard	11.433.971	36,29	22.867.942	41,18	22.867.942	41,19	SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	12.496.000	39,66	24.992.000	45,01	24.992.000	45,02	Total Famille Maillard	23.929.971	75,94	47.859.942	86,19	47.859.942	86,21	Isabelle Ricaud-Maillard	85.000	0,27	170.000	0,31	170.000	0,31	Salariés	117.396	0,37	117.396	0,21	117.396	0,21	Autres actionnaires	7.371.108	23,39	7.371.108	13,28	7.371.108	13,28	Actions auto-détenues	7.352	0,02	7.352	0,01	-	0,00	TOTAL	31.510.827	100,0	55.525.798	100,0	55.518.446	100,0		
Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables																																																																
Jean-Claude Maillard	11.433.971	36,29	22.867.942	41,18	22.867.942	41,19																																																																
SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	12.496.000	39,66	24.992.000	45,01	24.992.000	45,02																																																																
Total Famille Maillard	23.929.971	75,94	47.859.942	86,19	47.859.942	86,21																																																																
Isabelle Ricaud-Maillard	85.000	0,27	170.000	0,31	170.000	0,31																																																																
Salariés	117.396	0,37	117.396	0,21	117.396	0,21																																																																
Autres actionnaires	7.371.108	23,39	7.371.108	13,28	7.371.108	13,28																																																																
Actions auto-détenues	7.352	0,02	7.352	0,01	-	0,00																																																																
TOTAL	31.510.827	100,0	55.525.798	100,0	55.518.446	100,0																																																																
(1) SC Maillard et Fils est une société holding familiale constituée par Messieurs Jean-Claude, Rémi et Simon Maillard, étant précisé que Monsieur Jean-Claude Maillard contrôle la société.																																																																						

E.7	Dépenses facturées à l'investisseur par l'Emetteur	Sans objet.
-----	----------------------------------------------------	-------------

PREMIERE PARTIE : DOCUMENT DE BASE

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Monsieur Jean-Claude MAILLARD, Président du Conseil d'administration et Directeur Général de Figeac Aéro.

1.2. RESPONSABLES DE L'INFORMATION FINANCIERE

Monsieur Jean-Claude MAILLARD

Président Directeur Général

Z.I. de l'Aiguille

46100 FIGEAC

Téléphone : +33 (0)5 65 34 52 52

Adresse électronique : questions@figeac-aero.com

1.3. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Prospectus sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent Prospectus ainsi qu'à la lecture d'ensemble du Prospectus.

Les informations financières historiques présentées dans le Prospectus ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, le rapport relatif aux comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 mars 2013 contenant une observation figurant en page 280 du Prospectus, relative à l'adoption des normes IFRS.

Les informations financières intermédiaires présentées dans le Prospectus ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, qui contient des observations figurant en page 318 du Prospectus, relatives à un changement de méthode comptable et à des retraitements relatifs à l'information comparative au 30 septembre 2014.»

Fait à Figeac, le 7 mars 2016

Jean-Claude MAILLARD
Président Directeur Général

2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

2.1. COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

FIDAUDIT SA

Représentée par Monsieur Jean-Pierre BOUTARD
41 rue du Capitaine Guynemer
92400 Courbevoie

Date de nomination : mandat renouvelé le 30 septembre 2013

Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019

FIDAUDIT SA est membre du réseau FIDUCIAL et membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.

KPMG SA

Représentée par Monsieur Jean-Marc LABORIE
Tour Egho, 2 avenue Gambetta
92066 Paris La Défense Cedex

Date de nomination : 19 décembre 2013

Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019

KPMG SA est membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles.

2.2. COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS

SAREX SA

Représentée par Madame Nathalie JARJAILLE
1 rue Montaigne
06400 Cannes

Date de nomination : 30 septembre 2013

Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019

SAREX SA est membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence.

KPMG AUDIT SUD-OUEST

Représentée par Monsieur Michel DEDIEU
224 rue Carmin BP 17610
31676 Labège Cédex


Date de nomination : 19 décembre 2013

Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019

KPMG AUDIT SUD-OUEST est membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Toulouse.

2.3. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET DES MEMBRES DE LEURS RESEAUX PRIS EN CHARGE PAR LE GROUPE

Durant la période couverte par les informations financières historiques, SODECAL AUDIT, Commissaire aux Comptes titulaire, et Monsieur Jean-Marc DAUGE, Commissaire aux Comptes suppléant, dont la première nomination était en date du 30 septembre 2003, n'ont pas été renouvelés, la Société ne souhaitant pas maintenir un nombre de commissaires aux comptes supérieur à celui résultant des obligations réglementaires, à savoir deux.

		Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux															
		FIDAUDIT				KPMG				BODECAL				Autres CAC			
		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
		21/02/2012	21/02/2011	21/02/2012	21/02/2011	21/02/2012	21/02/2011	21/02/2012	21/02/2011	21/02/2012	21/02/2011	21/02/2012	21/02/2011	21/02/2012	21/02/2011	21/02/2012	21/02/2011
Audit																	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés																	
Emetteur		82 432	68 100	93%	91%	84 500	74 850	100%	100%	38 725	19 200	68%	63%			0%	0%
Filiales intégrées globalement		6 520	6 500	7%	9%			0%	0%	18 505	11 450	32%	37%	61 171	5 747	100%	100%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes																	
Emetteur				0%	0%							0%	0%				0%
Filiales intégrées globalement				0%	0%							0%	0%				0%
Sous-Total		88 952	74 600	100%	100%	84 500	74 850	100%	100%	57 230	30 650	100%	100%	61 171	5 747	100%	100%
Autres Prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement																	
Juridique, fiscal, social				0%	0%							0%	0%				0%
Autres				0%	0%							0%	0%				0%
Sous-Total			0	0%	0%						0	0%	0%		0	0%	0%
Total		88 952	74 600	100,00%	100,00%	84 500	74 850	100,00%	100,00%	57 230	30 650	100,00%	100,00%	61 171	5 747	100,00%	100,00%

3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

Les informations financières sélectionnées pour les exercices clos les 31 mars 2013, 2014 et 2015 ci-dessous sont issues des comptes consolidés du Groupe figurant à la section 20.1 de la première partie du présent Prospectus.

Ces comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IFRS, telles qu'adoptées par l'Union européenne, et ont été audités respectivement par KPMG AUDIT SUD-OUEST, FIDAUDIT SA et SODECAL AUDIT (pour les exercices clos les 31 mars 2014 et 2015) et par FIDAUDIT et SODECAL AUDIT pour l'exercice clos le 31 mars 2013. Les rapports des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 mars 2013, 2014 et 2015 figurent à la section 20.1 de la première partie du présent Prospectus.

Les informations financières sélectionnées pour les semestres clos le 30 septembre 2014 et 2015 ont été tirées des comptes consolidés résumés semestriels du Groupe pour les semestres clos les 30 septembre 2014 et 2015, établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS applicable aux comptes intermédiaires. Le rapport d'examen limité des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2015 figure à la section 20.5 de la première partie du présent Prospectus. Les informations au 30 septembre 2014 sont issues de l'information comparative des comptes condensés semestriels au 30 septembre 2015 et ont été retraitées.

Les informations figurant dans ce chapitre doivent être lues en parallèle avec (i) les comptes consolidés audités du Groupe pour les exercices clos les 31 mars 2013, 2014 et 2015 figurant à la 20.1 de la première partie du présent Prospectus, (ii) les comptes consolidés résumés semestriels du Groupe pour les semestres clos les 30 septembre 2014 et 2015 figurant à la section 20.5 de la première partie du présent Prospectus, (iii) la discussion relative à la situation financière et aux résultats du Groupe, telle que présentée au Chapitre 9 « Examen de la situation financière et du résultat du Groupe » de la première partie du présent Prospectus et (iv) la discussion relative à la position de trésorerie et aux capitaux propres, telle que présentée au Chapitre 10 « Trésorerie et capitaux propres du Groupe » de la première partie du présent Prospectus.

3.1. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DU GROUPE

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014*	2015	2014	2013
Chiffre d'affaires	118.930	100.797	203.938	162.325	137.129
Autres produits de l'activité + variation des stocks	22.004	21.263	44.621	33.813	25.182
Résultat opérationnel courant	19.719	14.671	30.843	22.292	22.121
Résultat opérationnel	19.003	14.321	27.250	21.377	21.095
Résultat financier	12.115	-7.498	-62.952	818	-3.914
Impôts	-10.069	-1.937	13.811	-6.231	-5.203
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère	20.971	4.890	-21.889	15.900	11.978
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	77	-3	-3	-95	1

* Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

- de l'impact lié au changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « taxes » ;
- pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération.

3.2. INDICATEURS DE PERFORMANCE

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014*	2015	2014	2013
Chiffre d'affaires	118.930	100.797	203.938	162.325	137.129
EBITDA	30.869	22.904	48.098	35.383	32.021
Taux croissance	34,77%	38,96%	35,93%	10,50%	29,77%
EBITDA/Chiffre d'affaires	26,0%	22,7%	23,6%	21,8%	23,4%

* Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

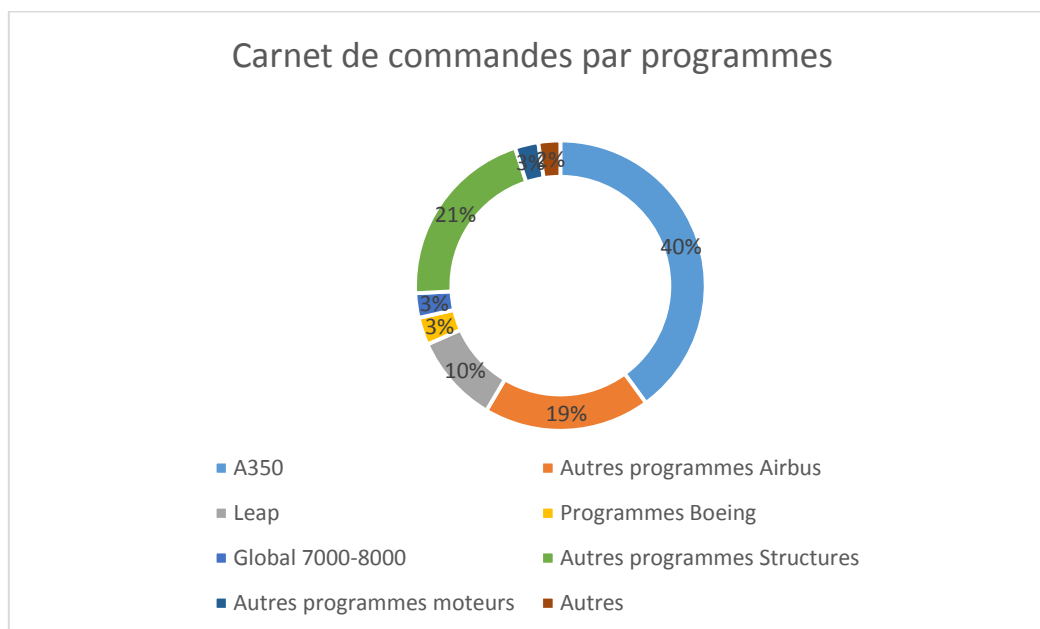
- de l'impact lié au changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « taxes » ;
- pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération.

L'EBITDA (*Earnings Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization*) constitue l'un des principaux indicateurs utilisés par le Groupe afin de gérer ses activités et d'évaluer sa performance. Il est constitué du résultat opérationnel avant prise en compte de la dotation aux amortissements et de la dotation nette aux provisions.

L'EBITDA ne constitue pas un indicateur défini par les normes IFRS et la définition par le Groupe peut ne pas être comparable à celle utilisée par d'autres sociétés (voir section 9.2 de la première partie du présent Prospectus).

Le Groupe estime que cet indicateur est pertinent pour le lecteur de ses comptes, car il représente un indicateur du résultat opérationnel qui exclut les éléments sans incidence sur la trésorerie tels que la dotation aux amortissements et aux dépréciations, et les éléments qui échappent au contrôle du Groupe tels que les impôts sur les bénéfices et les éléments non récurrents.

Par ailleurs, le carnet de commandes (correspondant à un chiffre d'affaires contractualisé prévisionnel de 3,7 milliards d'euros à ce jour (étant précisé que ce chiffre est calculé sur la base des cadences annoncées par les donneurs d'ordre)), est constitué par le chiffre d'affaires généré par les contrats en cours sur la base d'une parité euro/ dollar américain de 1 euro = 1,18 dollar, et se décompose comme suit :



3.3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES VENTILEES PAR SECTEUR D'ACTIVITE

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014*	2015	2014	2013
Chiffre d'affaires	118.930	100.797	203.938	162.325	137.129
Aérostructure	96.788	81.576	168.894	137.229	115.802
Montage sur site	2.518	2.139	3.815	4.443	3.105
Usinage de précision et traitement de surface	12.263	8.124	19.014	9.786	7.887
Mécanique générale et chaudronnerie	7.362	8.958	12.215	10.867	10.336
EBITDA	30.869	22.904	48.098	35.383	32.021
Aérostructure	28.418	20.617	45.815	33.032	30.280
Montage sur site	-155	-8	-567	213	392
Usinage de précision et traitement de surface	2.103	1.390	1.979	1.233	675
Mécanique générale et chaudronnerie	503	906	871	904	674

* Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

- de l'impact lié au changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « taxes » ;
- pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération.

3.4. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES DU BILAN DU GROUPE

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014	2015	2014	2013
Actif consolidé					
Total immobilisations incorporelles (1)	28.916	16.185	21.996	12.467	8.366
Total immobilisations corporelles (2)	98.596	77.482	87.129	66.040	54.489
Autres actifs non courants (3)	3.311	11.194	28.061	7.940	8.163
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	130.824	104.861	137.186	86.447	71.018
TOTAL ACTIFS COURANTS (4)	243.096	193.438	236.647	179.571	126.733
TOTAL ACTIF	373.920	298.299	373.832	266.018	197.751

(1) Les immobilisations incorporelles sont constituées des postes « Frais de développement » et « Autres immobilisations incorporelles ». Le lecteur est invité à se reporter aux notes 6.1 des états financiers consolidés du Groupe.

(2) Les immobilisations corporelles sont constituées des postes « Terrains », « Constructions », « Installations techniques » et « Autres immobilisations corporelles ». Le lecteur est invité à se reporter aux notes 6.2 des états financiers consolidés du Groupe.

(3) Les autres actifs non courants sont constitués des postes « Impôts différés », « Autres actifs financiers » et « Autres actifs non courants ». Le lecteur est invité à se reporter aux notes 15.2, 6.3 des états financiers consolidés du Groupe.

(4) Les autres actifs courants sont constitués des postes « Stocks et en-cours », « Clients et autres créiteurs » et « Créances d'impôts », « Autres actifs courants » et « Trésorerie et équivalent de trésorerie ». Le lecteur est invité à se reporter aux notes 7., 8., 15.2, 9. des états financiers consolidés du Groupe.

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014	2015	2014	2013
Passif consolidé					
Capitaux propres de l'ensemble consolidé (1)	85.985	73.773	61.147	68.739	38.658
Total des dettes financières non courantes (2)	115.029	87.107	98.350	79.043	61.891
Autres passifs non courants (3)	64.498	42.990	103.591	28.670	28.103
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	179.527	130.096	201.940	107.712	89.994
Total des dettes financières courantes (4)	47.145	39.370	45.699	32.811	28.357
Autres passifs courants (5)	61.264	55.060	65.047	56.756	40.743
TOTAL PASSIFS COURANTS	108.409	94.429	110.746	89.567	69.099
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	373.920	298.299	373.833	266.018	197.751

- (1) Les capitaux propres sont constitués des postes « Capital », « Primes », « Réserves », « Réserve de conversion », « Résultat de l'exercice » et « Participation ne donnant pas le contrôle ».
- (2) Les dettes financières non courantes sont constituées des postes « Emprunts auprès des établissements de crédit », « Avances remboursables », « Dettes financières location financement », et « Autres dettes financières ». Le lecteur est invité à se reporter aux notes 14.1, 14.2 des états financiers consolidés du Groupe.
- (3) Les autres passifs non courants sont constitués des postes « Autres provisions », « Impôts différé passif », « Provision pour retraite et avantages à long terme », Instruments financiers dérivés » Autres passifs non courants » et « produits différés partie non courante ». Le lecteur est invité à se reporter aux notes 11., 15.2 des états financiers consolidés du Groupe.
- (4) Les dettes financières courantes sont constituées des postes « Dettes financières à court terme », « Partie courante des dettes financières à terme » et « avances remboursables ». Le lecteur est invité à se reporter aux notes 3.18, 14.2 des états financiers consolidés du Groupe.
- (5) Les autres passifs courants sont constitués des postes « Fournisseurs », « Dettes fiscales », « Autres passifs courants » et « Produits différés ». Le lecteur est invité à se reporter aux notes 12., 15. des états financiers consolidés du Groupe.

3.5. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES DES FLUX DE TRESORERIE DU GROUPE

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014	2015	2014	2013
FLUX DE TRESORERIE					
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	-6.970	3.825	-485	11.227	2.725
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-24.854	-21.896	-38.281	-30.100	-21.299
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	5.373	11.741	48.824	30.977	10.903
VARIATION DE TRESORERIE	-26.450	-6.330	8.515	12.103	-7.670

Le lecteur est invité à se reporter au Chapitre 10 « Trésorerie et capitaux propres du Groupe » de la première partie du présent Prospectus.

4. FACTEURS DE RISQUE

Les investisseurs sont invités à examiner l'ensemble des informations contenues dans le présent Prospectus, y compris les risques décrits dans le présent chapitre, avant de décider d'acquérir ou de souscrire des actions de la Société. Dans le cadre de la préparation du présent Prospectus, le Groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats et ses perspectives et considère qu'il n'y a pas, à la date du présent Prospectus, d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

L'attention des investisseurs est toutefois attirée sur le fait que d'autres risques non encore identifiés ou considérés actuellement comme non majeurs pour le Groupe pourraient avoir un effet négatif sur les activités, la situation financière ou les résultats du Groupe.

4.1. RISQUES LIES AU SECTEUR D'ACTIVITE DU GROUPE

4.1.1. Risque lié à l'évolution des conditions économiques

Les hypothèses macroéconomiques et les hypothèses de programmes aéronautiques fixées par le Groupe tiennent compte des conditions économiques constatées à la date du présent Prospectus et sont prises en compte dans l'élaboration du budget et du plan prévisionnel pluriannuel.

Si la conjoncture devait se dégrader, les hypothèses et les plans d'action seraient ajustés en fonction des nouvelles cadences de production anticipées. Une conjoncture économique défavorable aurait des conséquences négatives sur le niveau d'activité du Groupe. En effet, l'évolution du produit national brut (PNB) mondial a un impact direct sur la demande de transport aérien, cette dernière déterminant le niveau de demande sur le marché des avions commerciaux destinés au transport de passagers. Pour faire face à l'évolution de la demande d'avions des compagnies aériennes, les constructeurs pourraient modifier leurs cadences de production, ce qui aurait une conséquence directe sur le niveau d'activité de première monte de leurs fournisseurs d'équipements aéronautiques dont fait partie le Groupe.

4.1.2. Risque lié au caractère cyclique du marché aéronautique

Le rythme des commandes présente des tendances cycliques liées à l'évolution de la demande des passagers en matière de transport aérien, du taux de remplissage, de la politique tarifaire des compagnies aériennes, du prix du carburant. Il est également lié au rythme de vieillissement et de renouvellement des flottes d'avions, aux décisions d'équipement, à la santé financière des compagnies aériennes et, plus généralement, à l'évolution du commerce international. Un cycle se compose d'une période de forte hausse des cadences de livraison suivie d'une période de stabilité, voire de baisse. L'activité du Groupe résultant directement des cadences de livraison des avionneurs, leurs variations peuvent impacter son niveau d'activité et affecter sa situation financière.

De plus, des événements exceptionnels (terrorisme, pandémie, catastrophes aériennes, conditions météorologiques, hausse des coûts énergétiques, mouvements sociaux, troubles politiques) peuvent peser fortement, mais de façon temporaire, sur le trafic aérien, et par conséquent affecter le marché des équipements aéronautiques.

Cependant, certaines caractéristiques du marché permettent d'atténuer les retournements conjoncturels trop marqués, à savoir :

- la profondeur des carnets de commandes actuels, de l'ordre de neuf ans pour les avions de plus de 100 places, impose aux compagnies aériennes des délais d'attente extrêmement longs pour être livrées ;
- chaque compagnie a ses propres spécificités concernant les caractéristiques de sa flotte (aménagements, systèmes de câblage dédiés) ; en conséquence, tout changement dans les plans de production d'avions par les constructeurs doit être planifié plusieurs mois à l'avance.

Ces caractéristiques de visibilité sectorielle à court et moyen termes dont bénéficient les constructeurs d'avions se répercutent mécaniquement sur leurs sous-traitants équipementiers dont fait partie le Groupe.

En outre, grâce à sa capacité de production, la compétence technique de son personnel et le respect de normes de qualité rigoureuses au niveau de la production, le Groupe bénéficie d'une certaine sécurité sur son chiffre d'affaires dont 65% sont réalisés dans le cadre de contrats de long terme. Le Groupe est en effet généralement agréé pour fournir telle pièce ou tel sous-ensemble sur toute la durée du programme (soit pendant trente à quarante ans), pour autant que la qualité des pièces qu'il fournit reste conforme au cahier des charges.

4.1.3. Risque de retard de programme et de production

Les constructeurs d'avions peuvent rencontrer des difficultés quant au respect du calendrier de leurs programmes. Des retards dans le planning de réalisation des nouveaux avions peuvent conduire le Groupe à conserver les stocks d'études et de développement plus longtemps, provoquer des reports de livraison, affecter le rythme de réalisation de son chiffre d'affaires. De plus, les hypothèses commerciales et de rentabilités retenues par le Groupe pourraient ne pas se réaliser. Les retards et décalages de programmes auraient alors un impact important sur la réalisation de la marge prévue lors de l'analyse initiale des contrats de construction.

A cet égard, l'expérience et l'expertise du Groupe lui permettent en pratique d'anticiper les retards de programmes. En outre, les avances remboursables obtenues permettent de réduire ce risque car les remboursements dépendent des livraisons effectuées. Le Groupe peut également être amené de manière ponctuelle à ouvrir des négociations avec ses clients lui permettant de diminuer ce risque. Ces négociations permettent d'accompagner et de sécuriser le financement des programmes concernés.

Par ailleurs, un retard dans la production de ses produits pourrait également avoir un impact négatif sur l'activité, la situation financière, les résultats et la réputation du Groupe, étant toutefois précisé que ce risque est extrêmement faible en pratique compte tenu du ratio OTD (*On Time Delivery*) du Groupe qui est de 90% en moyenne sur l'année 2015 et 95% au dernier trimestre 2015.

4.1.4. Risques liés au contrôle de qualité des produits

Le constructeur s'engage sur la navigabilité d'un appareil livré. En cas de défaillance, la Société, en tant que fournisseur, pourrait être appelée en responsabilité du fait de ses produits.

De plus, les sociétés du Groupe font régulièrement l'objet d'audits clients portant sur la conformité des produits livrés. Dans le cadre de ces audits, l'organisation qualité (système de management de la qualité, respect des normes de qualité du Groupe, application des plans d'assurance qualité, management et respect des processus de fabrication) est auditée. D'éventuels manquements aux exigences de qualité demandées par les clients pourraient (i) entraîner des dépenses nouvelles si des corrections devaient être apportées ou (ii) impacter défavorablement l'activité du Groupe, son développement commercial et sa réputation s'ils ne faisaient pas l'objet de corrections appropriées.

Par ailleurs, le Groupe n'ayant qu'un contrôle limité sur ses partenaires, il ne peut garantir que ses sous-traitants respectent ou respecteront les exigences de qualité imposées par ses clients ou la réglementation locale applicable.

Afin de réduire ces risques, le Groupe a mis en place des normes de qualité très strictes (sélection des fournisseurs, procédures internes de contrôle de qualité) qui permettent d'assurer une fiabilité irréprochable des produits livrés. Le système qualité de l'ensemble des sociétés du Groupe est ainsi certifié ISO 9001 / EN 9100 (à l'exception de MTI, dont le système est uniquement certifié ISO 9001).

En outre, le Groupe a souscrit une assurance sur les risques liés aux produits. La Société estime que sa couverture d'assurance actuelle (conforme aux demandes des clients) est suffisante pour répondre aux actions en responsabilité qui pourraient être engagées contre elle. Si sa responsabilité était mise en cause et si elle n'était pas en mesure de maintenir une couverture d'assurance appropriée à un coût acceptable, ou de se prémunir d'une manière quelconque contre des actions en responsabilité du fait de ses produits, ceci pourrait affecter considérablement la commercialisation de ses produits et, plus généralement, nuire à son activité, ses résultats, sa situation financière, son développement et ses perspectives d'évolution.

Toutefois ce risque est extrêmement faible en pratique compte tenu du taux de non qualité mesuré par la Société, qui est de 2.818 PPM en moyenne en 2015 (PPM : « Partie Par Million », unité de mesure du nombre de pièces non conformes détectées par million) et 1.900 PPM en moyenne au dernier trimestre 2015.

4.1.5. Risque sur les matières premières

Le Groupe est exposé au risque sur les matières premières suivantes : l'aluminium pour 34% de la valeur des achats de matières premières (achats sous forme de plaque et de forgés), le titane pour 58% de la valeur des achats de matières premières (achats sous forme de plaque et de forgés) et les autres métaux pour 8% de la valeur des achats de matières premières. Afin de limiter ce risque sur les matières premières, les approvisionnements sont couverts principalement par des contrats gérés par les donneurs d'ordre (*combiids, enablement*), qui permettent au Groupe d'acheter la matière première auprès d'un fournisseur aux conditions logistiques et financières négociées à l'avance par le donneur d'ordre. De plus, ces approvisionnements sont sécurisés, puisqu'ils sont gérés par les clients (réservation de la capacité de production directement auprès des fournisseurs).

En moyenne, 79% de la valeur des achats de matières premières sont effectués sous le régime du *combid* et sont par conséquent sans risque de prix pour le Groupe, et seulement 21% des achats du Groupe sont effectués sur le marché.

Proportion d'achats de matières premières réalisés en *combid* et réalisés sur le marché

Matières premières	Achats réalisés en <i>combid</i>	Achats réalisés hors <i>combid</i> (marché)
Aluminium	59%	41%
Titane	89%	11%
Autres métaux	87%	13%
Total	79%	21%

En conséquence, le Groupe doit faire face à un risque limité de variation du prix des matières premières (portant sur seulement 21% de ses achats), qui est par ailleurs couvert par des clauses de révision de prix figurant dans la majorité de ses contrats. En outre, afin d'éviter qu'une variation à la hausse du prix des matières premières n'ait un impact négatif sur son activité ou ses résultats, le Groupe informe ses clients de ladite hausse et négocie avec ces derniers la prise en compte de cette hausse avant d'engager l'achat de la matière première.

Le Groupe est également exposé au risque de disponibilité des matières premières. Ainsi, outre une hausse du prix d'achat, une pénurie de ces matières pourrait avoir un impact sur la capacité du Groupe à s'approvisionner en qualité et en quantité suffisantes. Des retards de livraison des achats et des défauts de qualité pourraient conduire à des retards de fabrication et affecter l'activité du Groupe. A cet égard, il convient de noter que le Groupe a mis en œuvre une politique de sécurisation de ses approvisionnements clés par le biais d'un Service Qualité composé de soixante personnes et d'un service d'Assurance Qualité Fournisseur (AQF) composé de neuf personnes.

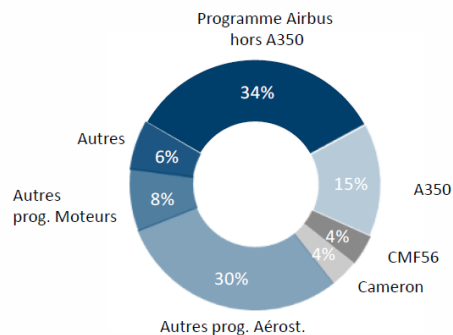
Le Groupe ne peut pas non plus exclure de se trouver avec des stocks sans besoins ou devenus obsolètes en cas de report de délais, voire de changement de définition des pièces, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur son activité, étant cependant précisé qu'un tel risque fait l'objet de provisions. Pour limiter le poids financier que représente le stockage de cette matière première, le Groupe a conclu en juin 2015 un partenariat avec AMI Metals Inc. afin d'externaliser la gestion du stock de matières premières.

4.1.6. Risque de dépendance à l'égard de certains clients

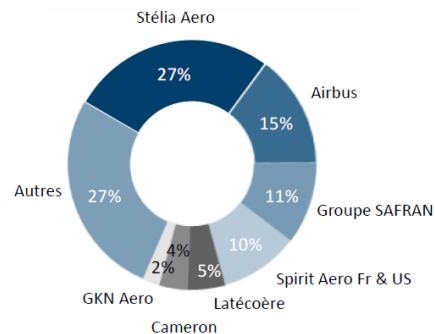
Le portefeuille clients du Groupe est principalement constitué d'industriels. La contribution des cinq clients les plus importants de la Société au chiffre d'affaires au titre des exercices clos les 31 mars 2013, 2014 et 2015 était respectivement de 58%, 51% et 61%, alors que sur la même période le poids cumulé des dix clients les plus importants de la Société représentait respectivement 74%, 65% et 74% du chiffre d'affaires.

Par ailleurs, la part des cinq plus importants programmes aéronautiques pour le Groupe dans le chiffre d'affaires au titre des exercices clos les 31 mars 2013, 2014 et 2015 était respectivement de 48%, 55% et 57%, alors que sur la même période la part des dix plus importants programmes aéronautiques était respectivement de 61%, 61% et 67%.

CA 2014/2015
par programme
En M€

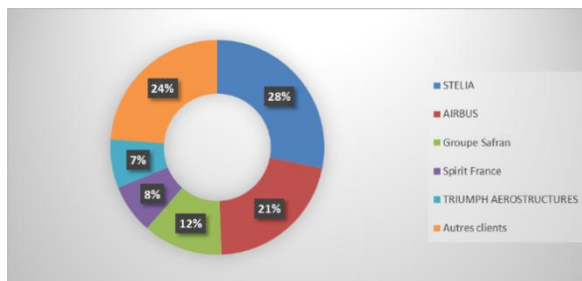


CA 2014/2015
par client
En M€

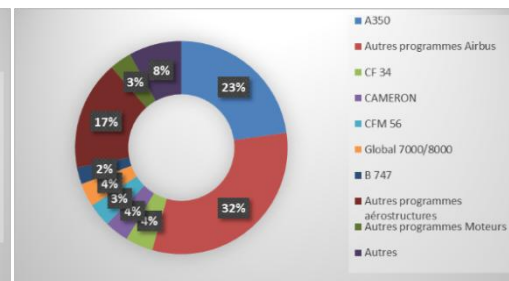


(Source : Société au 31 mars 2015)

Principaux clients :



Principaux programmes :



(Source : Société au 30 septembre 2015)

Les principaux clients finaux du Groupe sont :

- pour les avions de plus de 100 places : Airbus et Boeing, qui représentent l'essentiel du marché mondial, étant précisé que 47% du chiffre d'affaires du Groupe provient de son activité pour Airbus et 2,16% sur des programmes Boeing au 31 mars 2015 ;
- pour les « Regional Jets » : Bombardier, Embraer et ATR ;
- pour les « Business Jets » : Dassault Aviation, Bombardier et Gulfstream ;
- pour les moteurs d'avions : General Electric, Rolls Royce et Snecma (Groupe Safran).

De plus, Figeac Aéro travaille également pour les principaux équipementiers suivants : Stelia Aerospace, Aircell (Groupe Safran), Latécoère, Sogerma, Daher Socata, Spirit, Fokker, GKN. Le Groupe pourrait ne pas parvenir à retenir ses clients principaux ou à étendre ses relations commerciales, d'autant qu'il réalise une part importante de son chiffre d'affaires avec un nombre limité de clients.

En outre, dans la mesure où chaque client représente un pourcentage significatif de ses comptes clients, le Groupe se trouve exposé au risque d'insolvabilité ou de retard de paiement de l'un d'entre eux. Un problème de recouvrement de créances clients avec l'un d'entre eux pourrait affecter la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe. Toutefois, compte tenu du profil de sa clientèle, composée de grands groupes mondiaux comme Airbus, Stelia Aerospace, Safran ou Spirit Aerosystems qui disposent d'une situation financière solide, le Groupe considère que le risque de défaillance financière d'un client est faible. C'est pourquoi le Groupe n'a pas jugé nécessaire de souscrire une assurance spécifique pour couvrir ce risque.

La perte d'un client important, le non renouvellement de contrats et la réduction importante du chiffre d'affaires qui en découlerait pourraient affecter la situation financière et le résultat opérationnel du Groupe. Les clients du Groupe pourraient annuler leurs commandes, modifier les quantités commandées ou retarder leur production. Le Groupe pourrait ne pas parvenir à prévoir de manière précise la demande pour ses produits et, ainsi, ne pas être en mesure d'écouler ses stocks, ou, au contraire, ne pas être en mesure de livrer ses clients.

4.1.7. Risque lié au caractère concurrentiel du marché aéronautique

Le marché de l'aéronautique est fortement concurrentiel. Les avionneurs sélectionnent leurs fournisseurs en instituant des panels de fournisseurs à partir des compétences « clés » qui leur sont demandées (système qualité performant et qualifié, organisation logistique et organisation industrielle performantes, sélection par le prix), ce qui a pour effet d'accroître significativement la concurrence entre les fournisseurs, dont beaucoup sont d'ailleurs des acteurs internationaux.

Le panel de fournisseurs des clients du Groupe s'internationalise et leur permet, en théorie, d'orienter les coûts à la baisse via des entités situées en zones « *best cost* ». A cet égard, le Groupe dispose d'une structure « *best cost* » pour les produits les moins techniques, afin de ne pas pénaliser ses marges tout en réduisant ses prix de vente. Néanmoins, dans le cadre de plans de progrès, les clients du Groupe peuvent également décider de réduire leur panel de fournisseurs, ce qui peut avoir un effet inflationniste.

La politique de réduction du panel de fournisseurs contraint par ailleurs le Groupe à fournir des prestations de plus en plus complètes nécessitant une parfaite maîtrise de la « *Supply Chain* ». Or, le Groupe sous-traite aujourd'hui la majeure partie des prestations de traitement de surface et de peinture. Néanmoins, le Groupe a récemment décidé d'internaliser progressivement cette fonction, dont la compétence est pour le moment possédée uniquement par les sites de Mécabrive (pour les pièces de petites dimensions) et de Wichita, le site du Maroc ayant également en option une capacité pour le traitement de surface, ce qui pourrait générer pour le Groupe un nouvel avantage concurrentiel afin d'obtenir de nouveaux marchés.

Plus généralement, le marché de l'aéronautique étant aujourd'hui un marché mondialisé, le Groupe doit faire face à une concurrence accrue en raison de l'entrée de nouveaux acteurs provenant de Chine ou de Corée du Sud. Toutefois, un nouvel entrant se heurterait à un certain nombre de barrières à l'entrée qu'il devrait franchir :

- barrières technologiques : la constitution d'un environnement industriel apte à satisfaire les exigences des constructeurs nécessite du temps et demande des moyens financiers importants afin de permettre l'acquisition de machines de haute technologie et la constitution d'un environnement industriel nécessaire afin de faire fonctionner ces dernières ;
- barrières en matière de savoir-faire : les machines performantes nécessitent un niveau de connaissance difficile à acquérir rapidement de la part des opérateurs, des programmeurs et des services de support technique ;
- barrière logistique (coûts de transport) : la matière première est fabriquée en Occident (Europe, Etats-Unis) et génère donc des coûts de transport conséquents vers l'Extrême-Orient, ainsi que des coûts de transport tout aussi importants pour les retours de pièces ou sous-ensembles fabriqués vers les usines d'assemblage en Europe ou aux Etats-Unis. Avec les contraintes écologiques, ces coûts ne feront que croître dans le futur alors que le prix unitaire des pièces et sous-ensembles fabriqués devrait baisser ;
- la qualification des *process*, de l'organisation qualité, logistique et industrielle par les constructeurs prend du temps et demande des moyens financiers et humains importants.

Face à cette concurrence dense, le Groupe estime disposer des atouts nécessaires pour accélérer son développement et consolider son positionnement actuel. Dans ce contexte, le Groupe poursuit sans relâche l'objectif de conserver, voire de développer, son avance technologique par une politique d'investissement soutenue en matière de recherche et développement. Les efforts consentis par le Groupe ont été reconnus par Airbus, qui a intégré Figeac Aéro à son panel des « *detailed parts* » (pièces élémentaires), constitué de vingt sociétés essentielles pour Airbus sur ces composants.

Le Groupe ne peut néanmoins exclure que de nouveaux acteurs entrent sur ses marchés et adoptent un positionnement pertinent, ou que des acteurs déjà présents modifient leur stratégie actuelle et prennent des parts de marché significatives, ce qui pourrait avoir pour effet de diminuer mécaniquement celles du Groupe.

4.1.8. Risque lié à l'évolution technologique

Le marché de l'aéronautique est sujet à des évolutions technologiques rapides et importantes. Le Groupe ne peut exclure que de nouvelles technologies apparaissent et entraînent la création de nouveaux *process* d'usinage rendant son outil de production obsolète. De plus, le Groupe est également exposé au risque que ses concurrents développent des produits innovants et plus performants. Cet écart technologique pourrait affecter l'activité du Groupe et ses résultats.

Bien que le risque que des structures composites viennent se substituer progressivement aux pièces métalliques existe, la part des pièces mécaniques usinées reste importante, y compris sur les nouveaux avions pour lesquels la part métallique est en principe moins importante. Ainsi, tandis que l'Airbus A320 ne comporte quasiment aucune structure composite, le Boeing 787 est composé environ pour moitié de structures composites. L'Airbus

A350, qui constitue le programme le plus important pour le Groupe en termes de chiffre d'affaires, contient également une part plus importante de composite que l'Airbus A320.

Néanmoins, les avions à forte proportion de pièces métalliques continueront à être produits au cours des prochaines décennies, puisque la définition de chaque avion est figée pour toute la durée de vie de celui-ci. Le développement des structures composites représente donc une perte d'opportunité pour le Groupe, mais sera sans incidence sur son carnet de commandes actuel. En tout état de cause, le Groupe n'exclut pas de se positionner à terme sur le segment du composite afin de ne plus être soumis à ce risque. En toute hypothèse, l'apparition de nouvelles technologies d'usinage (comme le développement des structures composites ou de l'impression « 3D ») ne devrait avoir qu'un impact relativement faible en raison du temps nécessaire à l'émergence de cette nouvelle technologie, permettant ainsi au Groupe de pouvoir l'intégrer sans compromettre sa situation économique.

De plus, afin de limiter ce risque, le Groupe a mis en place une Direction Technique en charge de la veille technologique et de l'amélioration des *process* d'usinage. Le Groupe développe par ailleurs une politique d'investissement en matière de recherche et développement. Toutefois, le développement de technologies et de produits nouveaux étant complexe et nécessitant des investissements significatifs sur le long terme, le Groupe pourrait prendre du retard dans la réalisation de ces développements et arriver sur le marché avec une technologie obsolète ou sur laquelle l'un de ses concurrents serait déjà très bien implanté. Le Groupe pourrait également développer des produits sur la base d'un standard qui ne serait finalement pas celui retenu par l'industrie. En outre, les coûts de développement pourraient par ailleurs être trop élevés par rapport au prix auquel le Groupe pourrait commercialiser ses produits. Ces circonstances pourraient avoir un impact défavorable sur l'activité, la situation financière, les résultats et la réputation du Groupe.

4.1.9. Risques environnementaux

La Société est soumise à la législation sur la protection de l'environnement et aux normes encadrant la sécurité et la santé au travail.

Le site de la Société a fait l'objet d'une autorisation d'exploitation par arrêté préfectoral en date du 26 octobre 2011, tout comme le site de Mécabrive, qui a fait l'objet d'une autorisation d'exploitation en date du 28 octobre 1992 (dont le renouvellement est en cours au 1^{er} janvier 2016). Une déclaration d'installation classée au titre du livre V - titre 1^{er} du Code de l'environnement a par ailleurs été effectuée le 19 décembre 2008 pour le site de MTI, renouvelée le 31 juillet 2014.

Le Groupe veille au respect de l'environnement dans la production de ses produits et considère que les impacts négatifs de ses activités sont limités compte tenu de sa politique de gestion de l'eau, des énergies et des déchets. La politique industrielle et environnementale du Groupe vise à maîtriser les risques majeurs suivants :

- le risque d'incendie et ses conséquences éventuelles sur l'activité du site touché ou sur son environnement ;
- le risque de pollution des sols ou des nappes phréatiques.

Cette politique de maîtrise des risques consiste notamment en l'amélioration continue de la protection incendie des sites, qui font l'objet d'un suivi annuel et de visites. A cet effet, deux salariés de la Société sont en charge de la politique de santé et de sécurité au sein de l'entreprise et s'occupent notamment :

- d'assurer la sécurité incendie des sites ;
- de mettre en œuvre les mesures préventives adéquates ;
- de mettre en œuvre la politique environnementale de la Société et toutes les mesures préventives en matière de nuisances sonores et autres.

Par ailleurs, les actions de prévention relatives à la pollution des sols sur les sites anciens se concrétisent essentiellement, d'une part, par des actions de surveillance en concertation avec les autorités locales, et d'autre part, par la mise en œuvre de travaux de mise en conformité.

A cet égard, la consommation d'eau du Groupe est essentiellement liée à son utilisation comme liquide de refroidissement dans plusieurs *process* industriels. Toutefois, l'eau étant recyclée, cela limite la quantité d'eau utilisée et les risques de pollution des nappes phréatiques. S'agissant des déchets, la Société les trie selon leur catégorie (déchets métalliques, déchets non dangereux, déchets dangereux). Les déchets métalliques sont revendus à une entreprise extérieure. Les autres déchets (huiles, cartons, papier, verre) sont recyclés. Pour les déchets dangereux, ils sont stockés, identifiés comme tels et font l'objet d'un suivi par un bordereau de suivi des déchets (BSD). La Société tend à réduire le volume de ses déchets, notamment par la limitation de la consommation d'huiles de ses machines (intervention d'un prestataire spécialisé) et l'installation de compacteurs à copeaux (pour les copeaux en aluminium).

Par ailleurs, au regard de la manutention liée à son activité, la Société pourrait être exposée aux conséquences d'un accident du travail (action en responsabilité, indemnisation). Pour limiter ce risque, la Société a mis en place

en 2013 une « démarche 5S » et une méthode « *Quick Response Quality Control* » (QRQC) permettant d'éviter les accidents en améliorant la gestion de l'espace de travail (rangement et tri), son accès et la résolution des difficultés rencontrées. Depuis 2014, l'accent a été mis sur les comportements de sécurité par une campagne de prévention. Le service Amélioration Continue participe à cette promotion de la sécurité au travail.

Lorsque des risques sont identifiés, des actions sont mises en œuvre afin de les supprimer ou d'en diminuer leur incidence. Chaque action est suivie d'un retour d'expérience afin de vérifier que celle-ci est suffisamment efficace pour protéger les salariés. Deux infirmières et des sauveteurs secouristes du travail sont également présents afin de jouer un rôle de prévention et d'identification des postes à risque pour les salariés.

Le Groupe a également mis en place au sein de sa filiale MTI des zones précises de stockage ou nettoyage de pièces afin de limiter les risques liés à la sécurité au travail (encombrements, croisements, glissades).

Malgré les précautions prises pour prévenir tout accident au travail, la Société demeure soumise au risque de survenance d'un tel accident. De plus, les évolutions de la réglementation et le durcissement des normes de sécurité et environnementales pourraient engendrer une augmentation du coût lié à leur mise en œuvre, ce qui aurait un impact sur la situation financière de la Société. Si la Société ne parvenait pas à respecter les lois ou réglementations liées à ces risques, sa responsabilité pourrait être engagée, tant au plan civil que pénal, ce qui pourrait nuire à son activité, sa situation financière et sa réputation.

4.2. RISQUES PROPRES AU GROUPE ET A SON ORGANISATION

4.2.1. Risque de dépendance à l'égard des hommes clés

Le succès de la Société dépend en grande partie des actions et des efforts entrepris par son Président Directeur Général et fondateur, Monsieur Jean-Claude Maillard, également actionnaire principal de la Société. Le départ de Monsieur Jean-Claude Maillard pourrait avoir un effet négatif important sur le chiffre d'affaires du Groupe et sa capacité à réaliser ses objectifs.

Toutefois, ce risque est limité en pratique compte tenu de l'assurance « hommes clés » souscrite par la Société couvrant la perte de Monsieur Jean-Claude Maillard, de la position de Monsieur Jean-Claude Maillard et plus généralement de la Famille Maillard en qualité d'actionnaire majoritaire de la Société, et de la présence d'une équipe de direction complète et expérimentée entourant le Président Directeur Général et sur laquelle il s'appuie quotidiennement. Le Comité de Direction du Groupe est ainsi composé du Président Directeur Général, du Directeur Financier, du Directeur Commercial et du Directeur des Opérations du Groupe, et l'ancienneté moyenne des membres de ce comité est supérieure à 15 ans.

Par ailleurs, le Comité de Direction de la Société est composé des membres du Comité de Direction du Groupe et du Directeur Industriel, du Directeur Qualité, du Directeur des Achats et du Directeur des Ressources Humaines, avec une ancienneté moyenne de ses membres qui est supérieure à 10 ans.

La Société s'appuie également sur un management intermédiaire expérimenté, composé de 101 personnes d'une ancienneté moyenne de 10 ans.

Les succès futurs du Groupe dépendront notamment de sa capacité à retenir et motiver ses cadres dirigeants. La vive concurrence entre les sociétés du secteur, dont certaines ont une notoriété plus importante que le Groupe, pourrait réduire la capacité du Groupe à conserver, attirer et fidéliser des employés clés ou retenir ses personnels clés à des conditions qui soient acceptables d'un point de vue économique. Le Groupe pourrait alors ne plus être en mesure d'atteindre ses objectifs, ce qui aurait un effet défavorable significatif son développement.

Pour limiter ce risque, le Groupe met en place des programmes de formation ainsi que des programmes de motivation dans le cadre d'émissions d'actions/titres de capital réservées à ses salariés. La Société a également mis en place un plan d'attribution gratuite d'actions afin d'associer pleinement les collaborateurs du Groupe à ses résultats et les fidéliser.

4.2.2. Risque lié au recrutement de personnels compétents

La poursuite du développement du Groupe, notamment à l'international, le conduira à recruter du personnel. Des profils spécifiques sont recherchés afin de porter la croissance du Groupe sur ses différents marchés. La réussite future du Groupe dépendra également, en partie, de sa capacité à attirer, retenir et motiver un personnel de recherche et développement et d'ingénierie hautement qualifié. Le personnel lié à la recherche et au développement du Groupe représente notamment un atout important et constitue la source de ses innovations.

La concurrence pour le recrutement du personnel qualifié est intense, compte tenu du manque de personnes qualifiées dans le secteur de l'aéronautique et le Groupe pourrait ne pas être en mesure de retenir ou d'attirer suffisamment de personnel technique et d'ingénierie pour soutenir la croissance prévue.

Le départ de collaborateurs expérimentés, en particulier pour une entreprise concurrente, ou leur indisponibilité prolongée pour quelque raison que ce soit pourrait conduire à une détérioration de la qualité des produits et au recours à de la sous-traitance supplémentaire. Plus généralement, l'incapacité à recruter et former un personnel qualifié ou à le maintenir en poste pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le chiffre d'affaires du Groupe, ses résultats et ses perspectives.

Afin de réduire ce risque et de pallier les difficultés de recrutement, le Groupe possède une école chargée de former en interne ses futurs salariés. Cette école forme chaque année, en alternance :

- 9 lycéens au baccalauréat professionnel mécanique usinage ;
- 11 personnes aux métiers de la mécanique (monteurs de cellules d'avions, ajusteurs, etc.).

Le Groupe forme actuellement 34 personnes en apprentissage pour des formations supérieures.

Le Groupe dispose également de deux formateurs à temps plein aux certificats de qualification paritaire de la métallurgie (CQPM) et a également recours à des formations extérieures. La Société consacre autour de 3,5% de la masse salariale à la formation, qu'elle arrive à financer à 24% au travers de la formation continue, des contrats d'apprentissage et des contrats de professionnalisation pour lesquels elle obtient des aides en provenance de la région et l'Organisme Paritaire Collecteur Agréé (OPCA). Enfin, concernant les ingénieurs et les cadres, la Société a développé des partenariats avec certaines écoles d'ingénieurs.

Par ailleurs, le Groupe met en place des programmes de motivation dans le cadre d'émissions d'actions/titres de capital réservées à ses salariés. La Société a également mis en place un plan d'attribution gratuite d'actions afin d'associer pleinement les collaborateurs du Groupe à ses résultats et les fidéliser.

4.2.3. Risques liés à la croissance du Groupe

Dans le cadre de sa stratégie de développement, le Groupe va devoir recruter du personnel supplémentaire et développer ses capacités opérationnelles, ce qui pourrait fortement mobiliser ses ressources internes. A cet effet, le Groupe devra notamment :

- former, gérer, motiver et retenir un nombre d'employés croissant ;
- anticiper les dépenses liées à cette croissance et les besoins de financement associés ;
- anticiper la demande pour ses produits et les revenus qu'ils sont susceptibles de générer ;
- augmenter, le cas échéant, ses capacités de production ainsi que son stock de matières premières critiques.

Le Groupe envisage également, dans le cadre de sa stratégie de développement, de procéder à de nouvelles créations ou acquisitions de sociétés, d'activités ou d'usines afin de poursuivre le développement de ses activités et d'améliorer sa compétitivité. Ainsi, le Groupe, qui s'était déjà installé en Tunisie en 2012, a acquis une capacité de production et un site d'assemblage et de traitement de surface aux Etats-Unis en 2014 (Figeac Aéro North America) et s'est également implanté au Maroc en 2015 en créant une nouvelle société filiale (FigeacAéro Maroc) ainsi qu'au Mexique la même année. De fait, la Société supporte le risque que chaque acquisition ou nouvelle entité n'apporte pas les résultats escomptés ou que des difficultés surviennent quant à l'intégration au sein du Groupe de l'entité acquise.

L'incapacité du Groupe à gérer la croissance, ou des difficultés inattendues rencontrées pendant son expansion, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière et ses résultats, étant précisé que le Groupe a toujours su faire face à ce risque compte tenu de la croissance importante de son chiffre d'affaires.

4.2.4. Risques liés à l'évolution de l'organisation industrielle

L'organisation industrielle du Groupe est fondée sur la fabrication et la livraison de produits suivant les exigences des clients tout en garantissant des critères de coût de production, de sécurité et de respect de l'environnement. Cette organisation, adaptée à l'évolution du Groupe et des marchés depuis plus de 20 ans, a permis d'assurer la pérennité du Groupe.

Spécialisée à l'origine dans l'usinage de pièces simples en aluminium, la Société livre aujourd'hui des produits complexes usinés et assemblés pour l'industrie aéronautique mondiale. A l'avenir, la Société (et plus généralement, le Groupe) devra être capable comme par le passé d'adapter son organisation industrielle et d'en maîtriser les risques potentiels. A cet égard, la capacité du Groupe à maintenir le parc des machines-outils en augmentation régulière est un élément clé pour la réussite future de l'entreprise.

Le Groupe doit garantir le bon fonctionnement du parc de machines-outils et atteindre les objectifs de taux de disponibilité. Pour se prémunir contre ce risque, le Groupe a engagé plusieurs actions de fond : (i) il développe les effectifs et les compétences en interne, de manière à ne jamais perdre le savoir, (ii) il a mis en place un suivi

de fond de l'état des machines par des sociétés externes, au travers de contrats avec les constructeurs ou d'intervenants experts, et (iii) il capitalise son expérience sur la fiabilité des machines suivant les constructeurs pour orienter le choix des futurs investissements.

L'obsolescence du parc de machines pourrait également avoir un impact négatif sur la compétitivité du Groupe. Afin de limiter ce risque, le Groupe met en œuvre une politique forte d'investissement permettant de renouveler les machines régulièrement. A ce titre, 14 nouvelles machines ont été acquises en 2015. Concernant l'usinage des alliages légers, le parc est exclusivement constitué de machines à « Usinage Grande Vitesse » (UGV) performantes et modernes. Le Groupe continuera d'investir dans des machines de dernière génération utilisant des technologies de pointe, notamment pour l'usinage des pièces de très grandes dimensions où l'entreprise possède une avance importante sur la concurrence. Concernant l'usinage de métaux durs, le Groupe investit dans des machines robustes et adaptées aux marchés attaqués, et équipées de systèmes de palettisations automatiques.

Par ailleurs, l'augmentation de l'activité dans le domaine des grandes pièces de structure pourrait générer des risques de gestion des surfaces et des flux (ralentissement des flux, augmentation des en-cours, problèmes de sécurité lors des manutentions). De même, la compétitivité du Groupe lui permet également de décrocher de nouveaux contrats dans l'usinage de longerons d'ailes, ce qui est consommateur d'espace de travail, de manutention et de stockage dans les ateliers actuels. Pour remédier à ce risque d'engorgement, le Groupe a agrandi ses ateliers (atelier moteurs et atelier de FGA Tunisie) et a lancé la construction de nouveaux ateliers adaptés aux grandes dimensions (atelier dédié à l'usinage de pièces de grandes dimensions et atelier d'usinage carter moteur LEAP).

La situation géographique de l'entreprise nécessitera dans l'avenir la création d'ateliers distincts, par type d'activités ou de produits. Une majorité des ateliers sera maintenue sur la zone de l'Aiguille (siège social de la Société), mais d'autres seront plus éloignés (Tunisie, Maroc, Etats-Unis, Mexique). Cette évolution, initiée par l'ouverture d'une filiale en Tunisie en 2012, s'est poursuivie par l'acquisition du site de production et d'assemblage de Wichita aux Etats-Unis en mai 2014 (Figeac Aéro North America) et l'implantation du Groupe au Maroc au cours de l'année 2015 (FigeacAéro Maroc), puis plus récemment au Mexique (Etat de Sonora). La gestion d'ateliers déportés demandera néanmoins une adaptation de l'organisation industrielle. Pour ce faire, le Groupe pourra s'appuyer sur ses expériences précédentes de gestion multi-sites, en particulier celle relative à FGA Tunisie qui a été la première implantation du Groupe à l'étranger.

L'organisation hiérarchique évolue pour s'orienter progressivement vers un fonctionnement en unité autonome de production. Ainsi, une organisation en unités autonomes a été mise en place sous la surveillance des équipes du Groupe, chaque unité étant capable de gérer les ressources humaines, la comptabilité, la production, la relation avec les clients et les fournisseurs, à l'exception des sites situés au Maroc et au Mexique compte tenu de leur taille actuelle. Ces deux sites ont néanmoins vocation à devenir autonomes, comme tous les autres sites du Groupe.

4.2.5. Risque de dépendance et de défaillance des fournisseurs et sous-traitants

Le Groupe a pour habitude de travailler dans le cadre de partenariats avec des fournisseurs et des sous-traitants qui sont choisis avec soin par Figeac Aéro et ses clients. L'efficacité du Groupe repose en partie sur sa capacité à obtenir de ses partenaires des produits fabriqués dans les quantités et délais demandés et ce, à un coût optimal.

Cependant, les difficultés ou les défaillances de fournisseurs ou de sous-traitants pourraient affecter la chaîne logistique, entraîner des surcoûts ou des retards dans la production du Groupe. De plus, le recours à des fournisseurs et sous-traitants expose le Groupe à des risques supplémentaires auxquels il ne serait pas confronté s'il se chargeait de l'intégralité des phases de fabrication de ses produits, à savoir :

- le non respect par ces tiers de contrôles et d'exigences de qualité auxquels ils sont soumis ;
- la violation par ces tiers de leurs accords avec la Société ou une société du Groupe ; et
- la rupture ou le non renouvellement de ces accords pour des raisons échappant au contrôle de la Société.

Le Groupe ne peut garantir que ses fournisseurs et sous-traitants respectent ou respecteront à tout moment la réglementation locale applicable. L'organisme notifié, lors d'un audit de certification ou de suivi, ou les autorités réglementaires, au cours d'une inspection ou à l'occasion de tout autre processus réglementaire, pourraient identifier des manquements à la réglementation ou aux normes applicables et demander à ce qu'il y soit remédié par la conduite d'actions correctives susceptibles d'interrompre la fabrication et la fourniture des produits du Groupe et d'engendrer des coûts non anticipés par le Groupe. La suspension, l'arrêt total ou l'interdiction totale ou partielle des activités des sous-traitants ou des fournisseurs du Groupe pourraient significativement affecter l'activité, la situation financière, les résultats et la réputation du Groupe.

Le risque de dépendance du Groupe à l'égard des sous-traitants est toutefois limité car le recours à la sous-traitance porte principalement sur l'activité de traitement de surface des pièces du Groupe, fonction que le Groupe a récemment décidé d'internaliser progressivement.

S'agissant du risque de défaillance des fournisseurs, le Groupe met notamment en œuvre une politique de sécurisation de ses approvisionnements clés par le biais d'un Service Qualité composé de soixante personnes et d'un service d'Assurance Qualité Fournisseur (AQF) composé de neuf personnes. Le service AQF est en charge du suivi qualité des fournisseurs du Groupe, de leur agrément et du traitement du défaut de qualité identifié chez lesdits fournisseurs.

En outre, le Groupe est doté d'un service logistique chargé de réaliser des audits logistiques sur la base d'un formulaire référencé dans le système qualité. Le Groupe déploie grâce à une équipe de trois personnes un suivi approprié chez une vingtaine de fournisseurs considérés comme étant à risque (causes : performances en dégradation, *ressourcing* complexe en cas de défaillance, etc.). Le résultat des évaluations permet une classification du risque et des points d'amélioration des fournisseurs. Des plans d'action sont alors demandés et suivis par l'équipe approvisionnement du Groupe.

Le Groupe recherche constamment de nouveaux partenaires pour l'ensemble de sa chaîne de production afin d'atténuer les risques évoqués ci-dessus, mais ne peut toutefois garantir qu'il sera en mesure de maintenir les contrats en cours ou de conclure de nouveaux contrats à des conditions commerciales acceptables.

4.2.6. Risque pays

Le Groupe est implanté dans différents pays, répartis dans des zones géographiques très différentes (Europe, Afrique du Nord, Amérique du Nord, Amérique Centrale). Du fait de sa présence internationale, le Groupe peut être exposé à des risques politiques et sociaux propres aux pays concernés par son activité (embargos, grèves générales, décisions des autorités locales, restrictions quant aux transferts de fonds). Par ailleurs, les infrastructures du Groupe à l'étranger peuvent également être exposées à d'autres risques tels que des catastrophes naturelles, pandémies, guerres ou attaques terroristes.

En particulier, du fait de son implantation en Tunisie, le Groupe est exposé à des risques de perturbations importantes, des risques de mouvements sociaux et, plus récemment, un risque de terrorisme. Toutefois, la filiale tunisienne du Groupe, qui a débuté son activité pendant les événements du « Printemps Arabe », n'a pas du tout été touchée par les mouvements sociaux qui ont eu lieu à cette période.

En outre, du fait de son implantation au Mexique, le Groupe pourrait également être exposé à des risques d'enlèvements de membres de son personnel ou plus généralement de criminalité accrue, étant toutefois précisé que la ville d'Hermosillo dans l'Etat de Sonora dans laquelle le site du Groupe est implanté est située à 300 km des Etats-Unis et n'expose pas le site à un risque local particulier.

Ces événements peuvent impacter l'activité du Groupe dans la région concernée et, plus généralement, avoir des conséquences négatives sur les résultats et la situation financière du Groupe. Néanmoins, l'outil de production est identique dans tous les pays, ce qui rend possible la compensation de la baisse d'activité sur un site par un report de la production sur un autre site, en cas de besoin.

4.3. RISQUES FINANCIERS

4.3.1. Risque de liquidité

Du fait de son activité et de sa croissance, le Groupe doit financer un important cycle de production où il pourrait avoir besoin de renforcer ses fonds propres ou de recourir à des financements complémentaires afin d'assurer son développement. Le financement du cycle de production est effectué via la cession d'une partie du poste « Clients » à des sociétés d'affacturage. Au 30 septembre 2015, le recours à l'affacturage s'élevait à 29,08 millions d'euros. Le Groupe est ainsi exposé à un risque limité, du fait de la qualité de ses clients (voir la section 4.3.2 ci-dessous), sur les en-cours, les sociétés d'affacturage limitant contractuellement le niveau des en-cours sur certains clients.

Le Groupe continuera à avoir des besoins de financement importants pour le développement de ses technologies et la commercialisation de ses produits. Il se pourrait, dans ces conditions, que le Groupe se trouve à l'avenir dans l'incapacité d'autofinancer sa croissance, ce qui le conduirait à rechercher d'autres sources de financement, en particulier par le biais de nouvelles augmentations de capital de la Société.

Le niveau du besoin de financement et son échelonnement dans le temps dépendent d'éléments qui échappent largement au contrôle du Groupe, tels que :

- des coûts plus élevés et des progrès plus lents que ceux escomptés pour ses programmes de recherche et développement ;
- des coûts de préparation, de dépôt, de défense et de maintenance de ses brevets et autres droits de propriété intellectuelle ;
- des coûts pour répondre aux développements technologiques du marché et pour assurer la fabrication et la commercialisation de ses produits ;
- des opportunités nouvelles de développement de nouveaux produits ou d'acquisition de technologies, de produits ou de sociétés.

Il se peut que la Société ne parvienne pas à se procurer des capitaux supplémentaires quand elle en aura besoin, et ces capitaux pourraient ne pas être disponibles à des conditions financières acceptables pour la Société. Si les fonds nécessaires n'étaient pas disponibles, la Société pourrait devoir :

- retarder, réduire ou supprimer des programmes de recherche et/ou d'investissement ;
- obtenir des fonds par le biais d'accords de partenariat industriel qui pourraient la contraindre à renoncer à des droits sur certaines de ses technologies ou certains de ses produits ; ou
- accorder des licences ou conclure des accords qui pourraient être moins favorables pour elle que ceux qu'elle aurait pu obtenir dans un contexte différent.

Le financement par endettement, dans la mesure où il serait disponible, pourrait par ailleurs contenir des conditions restrictives et être coûteux. A cet égard, le Groupe dispose d'une dette à long et moyen termes, qui s'élevait à 130,66 millions d'euros au 30 septembre 2015, constituée de crédits classiques, de crédits baux et d'avances remboursables non conditionnées. La dette à court terme (affacturage et utilisation de découverts) s'élevait à 31,5 millions d'euros au 30 septembre 2015.

Au 30 septembre 2015, les emprunts contractés par la Société ne font l'objet d'aucun covenant. Néanmoins, la capacité future de la Société à refinancer ou rembourser ses emprunts selon les modalités prévues, dépendra notamment de ses performances opérationnelles futures. Le non-respect des engagements contractuels (ex : défaut de remboursement d'une échéance, demande de moratoire, situation irrémédiablement compromise) pourrait entraîner l'exigibilité anticipée des sommes dues au titre de ses crédits, entraînant l'ouverture de négociations avec les banques créancières dont l'issue ne peut être garantie. Cependant, la probabilité d'une telle occurrence est extrêmement faible.

Dans cette situation, la Société pourrait être conduite à réduire ou retarder ses dépenses d'investissement, chercher à obtenir des capitaux supplémentaires ou encore restructurer sa dette.

La réalisation de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats, le développement ou les perspectives de la Société et du Groupe.

L'échéance des actifs et passifs financiers au 30 septembre 2015 se présente ainsi :

En milliers d'euros	Total valeur comptable 30/09/2015	Moins de 1 an	1-5 ans	Plus de 5 ans
Actifs financiers non courants	1.814		1.814	
Autres actifs non courants	704		704	
Clients et autres débiteurs	61.381	61.145	236	
Créances d'impôt	2.926	2.926		
Autres actifs courants	11.207	11.207		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.357	9.357		
Total actifs financiers	87.389	84.635	2.754	

En milliers d'euros	Total valeur comptable 30/09/2015	Moins de 1 an	1-5 ans	Plus de 5 ans
Encours facto	29.081	29.081		
Découverts bancaires	2.430	2.430		
Fournisseurs	39.994	39.994		
Dettes fiscales	5.560	5.560		
Autres passifs courants	13.137	13.137		
Emprunts auprès des établissements de crédit	67.072	5.290	45.296	16.486
Emprunts - location financement	38.609	8.848	25.729	4.032
Avances remboursables	23.082	1.496	13.415	8.171
Total passifs financiers	218.965	105.837	84.440	28.689

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir sur les douze prochains mois.

4.3.2. Risque de contrepartie

Le Groupe est engagé dans des relations avec de nombreux tiers, parmi lesquels se trouvent des clients et des fournisseurs. Ces tiers peuvent, chacun à des degrés différents, présenter des risques de contrepartie pour le Groupe. Cependant, le Groupe considère qu'il n'est exposé qu'à un risque de contrepartie très limité pour les raisons suivantes :

- les clients export sont assurés dans le cadre de contrats d'affacturage et, pour les clients export non cédés, le Groupe s'assure annuellement de leur situation financière ;
- pour les clients domestiques, le Groupe n'a pas recours à l'assurance crédit mais s'assure annuellement de leur situation financière ;
- le Groupe suit la situation financière d'un petit nombre de sous-traitants et fournisseurs considérés comme stratégiques pour le Groupe (voir la section 4.2.5 ci-dessus) ;
- les principaux clients du Groupe sont de grands groupes mondiaux comme Airbus, Stelia Aerospace, Safran ou Spirit Aerosystems qui disposent d'une situation financière solide.

Le tableau ci-dessous présente la ventilation des créances clients par échéance au 30 septembre 2015 :

Créances clients ventilées par échéance	Clôture	-6 mois	+6 mois - 12 mois	+ 12 mois
Clients et comptes rattachés	61.381	60.825	319	236
TOTAL	61.381	60.825	319	236

4.3.3. Risque lié au crédit d'impôt recherche

La Société bénéficie depuis 2002 d'un crédit d'impôt recherche en tant qu'entreprise investissant significativement en recherche et développement. Les dépenses de recherche éligibles à ce crédit d'impôt incluent notamment les salaires et traitements, les amortissements du matériel de recherche, les prestations de services sous-traitées à des organismes de recherche agréés (publics ou privés) et les frais de propriété intellectuelle.

La Société se conforme aux exigences de documentation et d'éligibilité des dépenses en matière de crédit d'impôt recherche. Cependant, il ne peut être exclu que les services fiscaux remettent en cause les modes de calcul des dépenses de recherche et développement retenus par la Société ou que le crédit d'impôt recherche soit remis en cause par un changement de réglementation ou par une contestation des services fiscaux alors même que la Société se conforme aux exigences de documentation et d'éligibilité des dépenses. Si une telle situation devait se produire, cela pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats, la situation financière et les perspectives de la Société.

Afin de réduire ce risque, la Société fait appel à un prestataire (Alma Consulting) chargé de l'assister dans la préparation des dossiers et de sécuriser le calcul de son crédit d'impôt recherche. La Société dispose par ailleurs d'un salarié dédié à temps plein à la préparation et au suivi des dossiers crédit d'impôt recherche.

4.4. RISQUES DE MARCHE

4.4.1. Risque de change

Le résultat opérationnel et financier et les liquidités du Groupe sont soumis aux fluctuations des cours de change et, essentiellement, aux fluctuations de la parité entre l'euro et le dollar américain. En effet, une part significative du chiffre d'affaires du Groupe et des paiements de ses fournisseurs est libellée en dollar américain, qui constitue la devise de référence du secteur aéronautique civil. Le taux du dollar et le risque de change y afférent font en conséquence partie des hypothèses estimées dans le cadre des contrats de construction pour la détermination de la marge à terminaison. De plus, le Groupe possède également des créances sur ses clients, des dettes fournisseurs, des stocks et de la trésorerie libellés en dollar américain.

Les fluctuations de l'euro (et plus généralement des autres devises dans lesquelles le Groupe engage ses principales dépenses de fabrication) par rapport au dollar américain peuvent peser sur la capacité du Groupe à lutter contre ses concurrents américains, puisque les prix de nombreux produits du secteur aéronautique civil sont fixés en dollars américains.

Le chiffre d'affaires, les coûts, les éléments d'actif et de passif consolidés du Groupe libellés dans d'autres monnaies que l'euro sont convertis en euros pour l'établissement de ses comptes. Ainsi, les fluctuations de valeur de ces monnaies par rapport à l'euro, et en particulier les fluctuations de la parité euro/dollar, peuvent avoir un impact significatif sur la valeur en euros du chiffre d'affaires et des résultats du Groupe.

Néanmoins, il est précisé que le chiffre d'affaires du Groupe réalisé au titre du premier semestre 2015 a seulement été réalisé à hauteur des deux tiers en dollars américains. Au 30 septembre 2015, la Société a ainsi facturé 83,57 millions de dollars de ses clients à 1,109 dollar américain pour 1 euro et acheté 32,26 millions de dollars américains à ses fournisseurs.

De plus, afin d'atténuer son exposition à ces fluctuations et, en particulier, d'accompagner les variations de la parité euro/dollar, le Groupe a pour habitude de prendre régulièrement des couvertures. Il a ainsi mis en place une politique de couverture du risque de change avec ses banques afin de préserver sa rentabilité et sa trésorerie.

Figeac Aéro se couvre via des instruments financiers dérivés de différents types :

- des contrats de change à terme vanilles ;
- des options de change vanilles et/ou des tunnels (combinaisons d'options d'achat et d'options de vente portant sur un nominal identique) ;
- des options de change à barrière ;
- des accumulateurs qui sont des instruments dérivés de change permettant d'accumuler des devises à chaque date d'observation en fonction du niveau du taux de change par rapport au cours garanti ;
- des TRF, qui sont des combinaisons d'options d'achat et d'options de vente portant sur un nominal différent ;
- des FADER, qui sont des instruments dérivés de change à barrière permettant d'accumuler des devises à chaque date d'observation en fonction du niveau du taux de change par rapport au cours garanti et aux barrières

La Société utilise ainsi des produits structurés à base d'options incertaines (accumulateurs, TFR, FADER) qui lui permettent d'obtenir sur une maturité donnée un cours bonifié par rapport à un cours de marché à un instant t.

Les principes de comptabilisation des instruments dérivés de change selon les normes IFRS sont les suivants :

Les deux premières typologies d'instruments financiers (contrats de change à termes et positions de change nettes acheteuses) sont documentées en comptabilité de couverture. Les différentes autres typologies d'instruments dérivés ne sont pas documentées en couverture car nettes vendeuses d'options conformément à la norme IAS39.

Dans le cadre d'instruments financiers qualifiés de « *cash-flow hedge* », les instruments de couverture sont évalués au bilan à leur juste valeur en contrepartie :

- des capitaux propres pour la part efficace de la relation de couverture jusqu'au jour où les flux de trésorerie couverts impactent le résultat ;
- du compte de résultat financier pour la part inefficace.

Les montants accumulés en capitaux propres liés à la part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à la réalisation du sous-jacent. Ils sont alors recyclés au compte de résultat sur la même ligne que le sous-jacent (chiffre d'affaires ou achats consommés).

Dans le cadre d'instruments financiers qualifiés de « *trading* », la variation de juste valeur est comptabilisée en résultat financier.

Le tableau ci-dessous présente les couvertures de la Société au 30 septembre 2015 :

Position au 30 Septembre 2015						
Instruments financiers	Nominal	Échéances			Juste valeur	Equity
		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans		
- Options de change EUR/USD/ couverture flux trésorerie	11 750 000		11 750 000		-846 935	-846 935
- Options de change EUR/USD/ non couverture	125 340 000	19 050 000	106 290 000		-13 755 643	-13 755 643
- Options de change avec barrière EUR/USD	0				0	
- Accumulateurs EUR/USD/couverture flux trésorie	0				0	
- Accumulateurs EUR/USD/non couverture	221 285 670	61 927 470	159 358 200		-15 685 046	-15 685 046
- Accumulateurs achat USD/EUR non couverture	405 747 500	47 840 000	357 907 500		2 329 012	2 329 012
-TRFE vendeur EUR/USD/couverture flux trésorerie	0				0	
-TRFE vendeur EUR/USD/non couverture	204 689 207	54 239 207	150 450 000		-15 751 930	-15 751 930
-TRFE Acheteur USD/EUR	0				0	
- FADER/ couverture flux de trésorerie	0				0	
- FADER/ non couverture	3 035 000	1 250 000	1 785 000		-1 050 887	-1 050 887
- Contrat à Terme ventes	43 589 846	9 322 400	34 267 446		-4 771 645	-4 771 645
- Contrat à terme achats	49 702 500		49 702 500		1 094 180	1 094 180
Total risque de change Vente	609 689 723	145 789 077	463 900 646	0	-51 862 087	-5 618 581
Total risque de change achats	455 450 000	47 840 000	407 610 000	0	3 423 193	2 329 012

Pour chaque type d'instrument financier, ce tableau présente :

- le nominal qui correspond aux montants couverts (montants fermes pour les contrats à terme et les options de change sans barrière, montants maximum pour les autres instruments dérivés) ;
- les échéances correspondent aux différentes maturités contractuelles ;
- la juste valeur correspond à une évaluation de la position au 30 septembre 2015 qui représente un gain ou une perte latente. Cette juste valeur est comptabilisée dans les états financiers soit directement par les capitaux propres (Equity), soit au compte de résultat (P&L) conformément aux principes comptables définis par la norme IAS39 ;
- l'impact éventuel de ces instruments financiers sur la trésorerie future sera constitué par la différence entre le cours des contrats et le cours spot à échéance des contrats.

Ainsi, en prenant l'exemple de la ligne « Accumulateurs EUR/USD/non couverture », étant rappelé qu'un accumulateur est un instrument de dérivés de change permettant d'accumuler des devises à chaque date d'observation (pour le Groupe de façon hebdomadaire) en fonction du niveau du taux de change par rapport au cours garanti² :

- le montant du nominal représente le montant maximum pouvant être accumulé ;
- la juste valeur est évaluée à l'aide de modèle de valorisation reposant sur des techniques standards de place et utilisant des données de marchés observables ;
- le montant des accumulateurs de ventes de dollars mis en place par Figeac Aéro représente ainsi un volume de 221.285.670 dollars dont 61.927.470 dollars ont une date d'échéance inférieure à 1 an et 159.358.200 dollars entre 1 et 5 ans. Cette stratégie n'est pas qualifiée de couverture. La valeur de marché de ces accumulateurs est de – 15.685.046 euros, reconnue par le compte de résultat.

Les impacts comptables de ces instruments de couverture sont traités dans le rapport financier semestriel au 30 septembre 2015. Le lecteur est invité à se reporter à la section 20.5 de la première partie du présent Prospectus.

L'exposition du Groupe au risque de change au titre de l'exercice clos le 31 mars 2015 et du premier semestre clos le 30 septembre 2015, l'analyse de sensibilité ainsi que les instruments financiers de couverture sont détaillés aux sections 20.1 et 20.5 de la première partie du présent Prospectus dans les notes 3.18 des annexes aux comptes consolidés.

Enfin, le Groupe dispose désormais d'une filiale opérationnelle située dans la zone dollar (Figeac Aéro North America, située à Wichita aux Etats-Unis), ce qui lui permet de bénéficier d'une plus grande compétitivité en dollar américain et limiter un peu plus son exposition aux variations de la parité euro/dollar.

² Le montant accumulé par échéance dépend du spot : les accumulateurs utilisés par le Groupe comportent d'une part un seuil de désactivation qui implique une non accumulation en cas d'atteinte et d'autre part un seuil d'activation d'effet de ratio en cas d'atteinte. A l'intérieur de ces deux seuils, l'accumulation s'effectue à ratio 1.

4.4.2. Risque de taux

L'endettement financier du Groupe est présenté aux sections 20.1 et 20.5 de la première partie du présent Prospectus dans les notes 14. des annexes aux comptes consolidés. L'endettement existant du Groupe au 30 septembre 2015 se présentait comme suit :

Dette	Total	Taux Fixe	Taux Variable	SWAP
Emprunt crédit-bail	38.609	31.759	6.850	3.425
Emprunt bancaire	67.072	22.337	44.735	381
Financement court terme	31.511		31.511	
Total	137.192	54.096	83.096	3.806
%	100,00%	39,43%	60,57%	2,77%

Au 31 mars 2015 :

(En K€)

Dette	Total	Taux Fixe	Taux Variable	SWAP
Emprunt crédit bail	36 342	28 986	7 356	3 678
Emprunt bancaire	57 478	21 104	36 374	635
Financement court terme	25 934		25 934	
Total	119 755	50 090	69 664	4 313
%	100,00%	41,83%	58,17%	3,60%

Les expositions au risque de taux d'intérêt sont relatives au financement des créances clients et au financement d'une partie de la dette à terme. Les intérêts sont indexés sur l'Euribor. Seule une partie de ces positions, représentant 3,8 millions d'euros, fait l'objet d'une assurance contre une hausse importante de cet indice, par le biais de swap de taux.

Une variation de +/-5 cts de la moyenne de l'Euribor 3 mois sur le premier semestre 2015 aurait eu un impact de +/- 192.000 euros sur le résultat du Groupe.

4.4.3. Risque sur actions

Le Groupe détient uniquement des actions Figeac Aéro, dans le cadre du contrat de liquidité mis en place par la Société (8.661 actions auto-détenues au 30 septembre 2015, représentant un montant de 161.354 euros). L'impact de variation du cours est donc considéré comme très faible. En outre, le Groupe ne détient pas de portefeuille de placement investi en actions ou autres instruments financiers et estime donc ne pas être exposé au risque de fluctuation des cours de bourse.

4.4.4. Risque de dilution

Outre l'augmentation de capital faisant l'objet de la deuxième partie du présent Prospectus, la Société pourrait recourir à l'émission d'actions nouvelles ou de nouveaux instruments financiers donnant accès au capital pour financer son développement, ces émissions pouvant entraîner une dilution supplémentaire pour les actionnaires actuels et futurs de la Société.

Il est rappelé qu'à la date du présent Prospectus, il n'existe aucun instrument dilutif en circulation.

Dans le cadre de la politique de motivation de ses dirigeants et salariés, la Société pourrait ponctuellement ou régulièrement émettre ou attribuer des options de souscription ou d'achat d'actions et des actions gratuites. La Société a par ailleurs l'habitude, à l'occasion de chaque levée de fonds, de permettre à ses salariés adhérents au PEE de souscrire des actions nouvelles dans le cadre d'une augmentation de capital réservée aux salariés.

4.5. RISQUES JURIDIQUES

4.5.1. Risques liés à la propriété intellectuelle

En raison d'un marché concurrentiel, le succès commercial du Groupe dépend, en partie, de sa capacité à maintenir et protéger ses brevets et autres droits de propriété intellectuelle tels que les secrets commerciaux et son savoir-faire.

Le Groupe mène, depuis sa création, une stratégie soutenue en matière de recherche et développement pour développer, maîtriser et innover dans le domaine des « *process* d'usinage ». De plus, le Groupe a entamé depuis plusieurs années une politique active en matière de gestion de la propriété industrielle, en déposant des brevets pour certains procédés de fabrication.

Cependant, malgré les précautions prises, le Groupe pourrait ne pas être en mesure de maintenir une protection adéquate de ses brevets et, par là-même, perdre son avantage technologique et concurrentiel. En effet, le Groupe ne peut garantir l'issue des demandes de brevets qu'il a déposées, lesquelles supposent un examen préalable par les offices de propriété industrielle concernés avant une éventuelle délivrance du titre. En outre, même délivrés, des brevets peuvent toujours être « antériorisés » soit par des demandes de brevets antérieures non encore publiées soit par des divulgations antérieures de l'invention.

Le Groupe reste donc soumis à un risque de contestation d'antériorité ou d'invalidation des brevets déposés. En pareille hypothèse, il pourrait ne plus être en mesure de maintenir ses droits, ce qui pourrait avoir un impact significatif sur son activité, sa situation financière et son développement. De plus, toute violation de ses droits de propriété intellectuelle pourrait engendrer des dépenses pour le Groupe afin de mettre un terme aux agissements de tiers. Le Groupe supporte également le risque que ses droits ne soient pas protégés dans certains pays.

Par ailleurs, le Groupe pourrait connaître des actions l'accusant d'infractions aux droits de propriété intellectuelle de tiers. Ces litiges, sources de dépenses nouvelles, pourraient avoir des impacts négatifs sur les résultats, la réputation et la situation financière du Groupe, et l'amener à devoir conclure des contrats de licence à des conditions défavorables ou à arrêter la production du produit litigieux.

4.5.2. Risques liés à la protection des informations

L'activité du Groupe génère un traitement d'informations sensibles. Il ne peut garantir le caractère infaillible de son système de protection, notamment lorsque la diffusion de données sensibles résulterait d'une cyber-attaque, d'un vol ou de toutes autres intrusions. La perte d'informations sensibles pourrait avoir un impact négatif sur la réputation et la situation financière du Groupe, notamment en cas d'actions en justice intentées par la Société ou contre elle.

Afin de limiter ce risque, le Groupe a pris les mesures nécessaires en vue d'assurer la sécurité de son système d'information et de ses infrastructures (accès encadré des utilisateurs, audit du système de sécurité). La direction du système d'information définit les priorités et les actions à mettre en œuvre afin de réduire l'exposition aux menaces externes et internes.

Par ailleurs, toute interruption ou défaillance du système informatique pourrait avoir un impact négatif sur la production du Groupe, ses résultats et sa situation financière. Le Groupe dispose ainsi d'un système de gestion intégrée, qui est assuré par le biais d'un logiciel ERP (« *Enterprise Resource Planning* »). Des moyens ont été mis en place pour répondre à ce risque de défaillance système (procédures de sauvegarde, procédures de redémarrage).

Sur le site de Figeac, il existe trois niveaux de sauvegarde : une sauvegarde quotidienne sur des bornes magnétiques, une sauvegarde hebdomadaire et une sauvegarde mensuelle qui est entièrement externalisée. Les données ainsi collectées sont conservées dans trois serveurs différents, situés dans un site indépendant de l'usine. Chaque site du Groupe dispose d'un système de sauvegarde autonome établi sur le modèle de celui du site de Figeac.

En cas d'incendie, un système permet une reprise de l'activité à partir des données enregistrées quelques heures auparavant.

4.5.3. Litiges - Procédures judiciaires et d'arbitrage

A la date du présent Prospectus, la Société est impliquée dans 4 procédures contentieuses (contentieux sociaux), dont le détail est présenté à la section 20.7 de la première partie du présent Prospectus. De par son activité et la taille de ses effectifs, les contentieux prud'homaux font partie de la vie courante du Groupe. La Société estime toutefois que les provisions constituées au titre des litiges connus à la date du présent Prospectus sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée du Groupe ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable.

La Société a fait l'objet d'un contrôle URSSAF en 2015, qui s'est soldé par la rétrocession d'une somme de 97.459 euros.

Elle a également fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2015. La notification de redressement émise par l'administration et reçue par la Société le 17 décembre 2015 comporte une proposition de rectification d'un montant de 1,7 million d'euros au titre des crédits impôt recherche 2011 et 2012.

L'ensemble des sujets ayant généré une créance au titre des crédits impôt recherche 2011 et 2012 sont tous déclarés éligibles au dispositif. Le redressement porte sur la valorisation des dépenses retenues par la Société pour le calcul du crédit impôt recherche. La Société prépare actuellement sa réponse aux observations de l'administration et a constitué une provision de 20% du montant du redressement, soit 340.000 euros.

Il n'existe pas d'autre litige, procédure gouvernementale, judiciaire et d'arbitrage, y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance qui est en suspens ou dont il est menacé, susceptibles d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité financière du Groupe.

4.5.4. Risques liés aux changements dans la législation et la politique fiscale

Le Groupe exerce son activité à travers différents pays et est soumis au respect de différentes législations et réglementations nationales. Le suivi du respect des différentes réglementations, voire l'adaptation des produits aux nouvelles normes, pourraient avoir un impact sur les résultats, la situation financière et les perspectives de développement du Groupe.

En matière fiscale, le Groupe veille à appliquer l'interprétation donnée par ses conseils ou les recommandations des autorités compétentes. Toutefois, le Groupe ne peut anticiper un éventuel changement de cette interprétation.

Des changements dans la législation, la politique fiscale et la réglementation, ainsi que le non respect de ces normes, pourraient avoir un impact défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement et ses perspectives.

4.6. ASSURANCES ET COUVERTURE DES RISQUES

4.6.1. Politique en matière d'assurance

Le Groupe a mis en place une politique de couverture des principaux risques assurables avec des montants de garantie et de franchise qu'il estime compatibles avec la nature de ses activités. Le Groupe s'attache ainsi à disposer de garanties d'assurance couvrant notamment les risques de responsabilité civile et professionnelle qu'il considère adaptées aux risques spécifiques encourus dans le cadre de ses activités.

Le Groupe ne peut toutefois garantir qu'il sera toujours en mesure de conserver, et le cas échéant d'obtenir, des couvertures d'assurance similaires à un coût acceptable, ce qui pourrait le conduire, notamment au fur et à mesure de son développement, à accepter des polices d'assurance plus onéreuses et/ou à assumer un niveau de risque plus élevé.

Par ailleurs, l'occurrence d'un ou de plusieurs sinistres importants, même s'ils sont couverts par ces polices d'assurance, pourrait affecter les activités du Groupe et sa situation financière compte tenu de l'interruption de ses activités pouvant résulter de tels sinistres, des délais de remboursement par les compagnies d'assurance en cas de dépassement des limites fixées dans les polices et du renchérissement des primes qui s'en suivrait.

4.6.2. Présentation des polices d'assurance

Les sociétés du Groupe ont renouvelé ou conclu des polices d'assurance avec des assureurs spécifiques. Les plus significatives en valeur ont été contractées par la Société et sont destinées à couvrir les principaux risques suivants :

Police d'assurance	Risques couverts	Plafond par sinistre	Franchise	Date d'expiration
Responsabilité civile d'exploitation				
Responsabilité civile d'exploitation	Tous dommages corporels, matériels et immatériels	8.000.000 €	1.500 €	31/12/2016
Responsabilité civile après livraison	Dommages immatériels non consécutifs y compris frais de retrait et de dépose-repose	750.000 €	25.000 €	31/12/2016
Défense pénale et recours	-	30.000 €	1.500 €	31/12/2016
Responsabilité civile pour les produits aéronautiques				
Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs	Garantie de base	100.000.000 €	-	06/03/2018
	Garanties spécifiques : Dassault Aviation Airbus Socata Latécoère Stélia	60.000.000 € 150.000.000 \$ 200.000.000 \$ 100.000.000 € 100.000.000 €	-	06/03/2018
	Snecma et Aircelle	500.000.000 \$	-	06/03/2018
	Messier Dowty	400.000.000 \$	-	06/03/2018
	-	100.000.000 €	-	06/03/2018
Arrêts de vols (grounding)	-	100.000.000 €	-	06/03/2018
Activités aux USA	-	100.000.000 \$	-	06/03/2018
Défense pénale et recours	-	1.000.000 €	10.000 €	06/03/2018
Multirisques – Dommages aux biens				
	Incendie, foudre, explosions	LCI 170.000.000 €	0 €	31/03/2016
	Fumée, chute d'avion, dégâts des eaux, catastrophes naturelles	LCI 170.000.000 €	5.000 €	31/03/2016
	Tempêtes, ouragans	LCI 170.000.000 €	5.000 €	31/03/2016
	Dommages électriques	308.940 €	5.000 €	31/03/2016
	Responsabilités	1.544.704 €	5.000 €	31/03/2016
	Frais et pertes	3.089.408 €	5.000 €	31/03/2016
	Marchandises	2.000.000 €	5.000 €	31/03/2016
	Pertes indirectes forfaitaires	10% sur bâtiments 10% sur matériels 10% sur marchandises	-	31/03/2016
	Vol de marchandises	411.920 €	-	31/03/2016
	Tous risques informatiques	205.960 €	-	31/03/2016
	Evénements non dénommés	1.029.802 €	-	31/03/2016
	Pertes d'exploitation (durée : 18 mois) Frais supplémentaires d'exploitation : Pertes d'exploitation après dommages électriques (durée : 3 mois)	LCI 170.000.000 € 2.000.000 €	5 jours 50.000 €	 31/03/2016
Bris de machines				
	Garanties	36.678.199 €	7.559 €	31/03/2016

5. INFORMATIONS CONCERNANT LA SOCIETE

5.1. HISTOIRE ET EVOLUTION DE LA SOCIETE

5.1.1. Dénomination sociale et nom commercial de la Société

La dénomination sociale de la Société est « Figeac Aéro ».

5.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement de la Société

La Société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Cahors sous le numéro d'identification unique 349 357 343.

Le code activité de la Société est 2562B. Il correspond à l'activité de mécanique industrielle.

5.1.3. Date de constitution et durée

La Société a été constituée initialement sous la forme d'une société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 23 janvier 1989.

La Société a été constituée pour une durée de 99 années à compter de la date de son immatriculation, soit jusqu'au 26 janvier 2088, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

5.1.4. Siège social de la Société, forme juridique et législation applicable

Le siège social de la Société est situé ZI de l'Aiguille, 46100 Figeac, et son numéro de téléphone est le 05.65.34.52.52.

Initialement constituée sous forme de société à responsabilité limitée, la Société a été transformée en société anonyme à conseil d'administration aux termes d'une décision de l'Assemblée Générale des associés en date du 29 mars 1997.

La Société est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir, notamment par le Code de commerce et ses textes modificatifs, par ses statuts et par la législation générale sur la protection de l'environnement. Elle n'est pas soumise à des dispositions légales ou réglementaires spécifiques qui seraient applicables à son activité.

5.1.5. Historique de la Société

1989 - Création de la Société :

A l'initiative de Monsieur Jean-Claude Maillard, ingénieur mécanicien.

1994 - Création du Groupe :

- Reprise de l'entreprise MTI (Decazeville) spécialisée dans la chaudronnerie, la mécano-soudure et l'usinage de pièces grandes dimensions.
- L'activité aéronautique est en croissance, le Groupe se concentre exclusivement sur le secteur aéronautique et engage une démarche dynamique pour se positionner sur ces marchés, notamment à l'exportation.
- Le Groupe est le premier sous-traitant aéronautique à faire le choix de l'usinage à très grande vitesse.

1998 – 2002 :

- En quatre ans, le chiffre d'affaires est multiplié par deux, passant de 7,3 à 15,4 millions d'euros. Le résultat d'exploitation est, quant à lui, multiplié par quatre, passant de 230.000 à 871.000 euros. Les capitaux propres ont doublé, passant de 3,2 à 6,6 millions d'euros.
- Le Groupe se différencie sur le marché par la production de pièces de structure dites de grandes dimensions (taille supérieure à 1.500 millimètres) usinées à grande vitesse.

2004 :

- Intégration de Mécabrive Industries dans le Groupe, société spécialisée dans l'usinage, le traitement de surface et le montage de pièces.
- Premiers comptes consolidés établis par le Groupe au 31 mars 2004, avec un chiffre d'affaires s'élevant à 29,2 millions d'euros.

2006 :

- Certification ISO 9001 et EN 9100.
- Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 31 mars 2006 s'élève à 42,4 millions d'euros.

2007 :

Ouverture d'un centre de formation pour apprentis sur le site de Figeac qui permet d'accompagner la croissance de l'entreprise sur le plan des ressources humaines.

2010 :

- Le Groupe est retenu par Airbus pour faire partie du top 20 mondial de ses fournisseurs dans la famille des « *detailed parts* » (pièces élémentaires) dans le cadre du lancement de l'A350 et réalise le plancher de la pointe avant de l'avion en sous-traitance globale (STG) et des pièces mécaniques du mât moteur. Ainsi, le Groupe développe l'usinage des pièces de structure en métaux durs (acier, titane et inconel) pour répondre à la commande d'Airbus. Ce programme A350 est un moteur de croissance important pour le Groupe car il représente un chiffre d'affaires de 1,3M€ par avion avec une cadence de production attendue de 150 avions par an d'ici mars 2019.
- Le Groupe est retenu par Aéroliia (devenue Stelia Aerospace depuis le 1er janvier 2015) pour accompagner la société dans le cadre de son implantation en Tunisie. La Société réalisera les pièces élémentaires qui seront montées par Aéroliia.
- Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 31 mars 2010 s'élève à 59,4 millions d'euros.

2011 :

Le développement du Groupe est caractérisé par un transfert de savoir-faire sur l'usinage des métaux durs entre Airbus et Figeac Aéro pour la production de pièces Airbus. Ce transfert se traduit par la création d'un centre d'excellence avec un outil dédié dans un atelier dédié sur le site de Figeac et marque le début de l'expansion de l'activité usinage des métaux durs.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 31 mars 2011 s'élève à 72,2 millions d'euros.

2012 :

- Le Groupe a doublé son chiffre d'affaires en 2 ans, qui s'établit alors à 109,5 millions d'euros (31 mars 2012).
- Création de Figeac Aéro Picardie, située à Méaulte dans la Somme. Cette société est spécialisée dans l'assemblage de sous-ensembles aéronautiques de grandes dimensions.
- Démarrage de la production dans la première filiale en zone « *best cost* » de Figeac Aéro en Tunisie : sur l'exercice 2012/2013, la filiale tunisienne réalise un chiffre d'affaires de 1,3 millions d'euros.

2013 :

- Introduction en bourse de la Société sur Alternext Paris le 23 décembre 2013 à un prix de 9,2 euros par action.

Cette introduction est réalisée par voie de placement privé, donnant lieu à une émission d'actions nouvelles pour un montant de 14,5 millions d'euros et à une cession d'actions existantes par la famille Maillard à hauteur de 3,1 millions d'euros. La répartition du capital est alors de 93% pour la famille Maillard et de 7% pour le public.

- Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 31 mars 2013 s'élève à 137,1 millions d'euros.

2014 :

La Société connaît un développement important au niveau industriel et commercial :

- L'action Figeac Aéro devient éligible au PEA-PME.
- Figeac Aéro acquiert le site de production « Sonaca Wichita » dans l'Etat du Kansas aux Etats-Unis. Cette nouvelle filiale, baptisée Figeac Aéro North America, est spécialisée dans les procédés spéciaux (traitement de surface, microbillage / grenaillage, formage par grenaillage) ainsi que dans l'assemblage de structures. Sur le plan industriel, cette acquisition permet au Groupe, d'une part, d'acquérir une capacité de production en zone dollar et, d'autre part, de se doter de solutions complètes pour la réalisation de sous-ensembles, au cœur de l'industrie aéronautique américaine.
- Figeac Aéro signe un contrat « *Long Term Agreement* » de 60 millions de dollars avec l'américain Spirit Aerosystems et s'installe dans le troisième bassin aéronautique de France à Saint-Nazaire.
- Figeac Aéro et VSMPO-AVISMA Corporation³ signent un accord de coopération dans la zone économique russe « Vallée du titane ».
- Figeac Aéro est sélectionnée par Snecma (Groupe Safran) pour produire des pièces de moteurs LEAP. Ce contrat historique pour la Société est valorisé 500 millions de dollars sur 10 ans et doit déboucher sur la construction d'une usine dédiée de 7.500 m² sur le site de Figeac. Les pièces concernées sont des Viroles de Carter Intermédiaire (LEAP-1A et -1B) et des Viroles Interveines (LEAP-1A / -1B et -1C). Ces moteurs doivent équiper les Airbus A320neo, Boeing 737 MAX et Comac C919).
- Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 31 mars 2014 s'élève à 162,3 millions d'euros.

2015 :

- Le chiffre d'affaires du Groupe dépasse la barre symbolique des 200 millions d'euros en atteignant 203,9 millions d'euros au 31 mars 2015.
- Signature d'un nouveau contrat avec Snecma d'un montant de 40 millions de dollars (« *Long Term Agreement* ») dans le cadre du programme LEAP de CFM pour la production de « segments » en titane.
- Signature d'un contrat avec Embraer pour la production de pièces pour différentes versions du programme E-Jets E2 valorisé à 230 millions de dollars sur toute la durée de vie du programme.
- Annonce de partenariats avec des fournisseurs clés qui auront notamment un fort impact positif sur le besoin en fonds de roulement du Groupe :
 - partenariat industriel autour des activités de traitement thermique et de soudure avec Bodycote Plc ;
 - externalisation de la gestion du stock de matières premières avec Ami Metals Inc.
- Poursuite de l'implantation en zones « *best cost* » avec l'ouverture :
 - d'une nouvelle filiale au Maroc à Casablanca ;
 - d'un nouveau site au Mexique à Hermosillo dans l'Etat du Sonora.
- Signature d'un contrat avec le Groupe Latécoère pour le Boeing 787 Dreamliner.
- Inauguration en mars 2015 du site de Saint-Nazaire dédié à l'assemblage de sous-ensembles de l'Airbus A350 pour Spirit.
- La Société réalise un placement privé portant sur l'émission d'actions nouvelles pour un montant de 20 millions d'euros, laquelle est accompagnée de la cession d'actions existantes par Monsieur Jean-Claude

³ VSMPO-AVISMA est le numéro un mondial de la production de titane (« 25 % du marché mondial »). De plus, l'entreprise produit de l'aluminium, du magnésium et des structures métalliques. Sa production est principalement destinée à l'industrie aérospatiale. Environ 80 % de la production est exportée.

Maillard pour un montant de 4 millions d'euros. La répartition du capital de la Société à l'issue du placement privé est de 88% pour la famille Maillard et de 12% pour le public.

2016 :

- Signature d'un protocole d'accord « *Long Term Agreement* » avec Stélia pour un montant de près de 400 millions de dollars.

5.2. INVESTISSEMENTS

5.2.1. Principaux investissements réalisés au cours des trois derniers exercices

Les investissements réalisés par le Groupe sur les trois derniers exercices concernent principalement des acquisitions de matériels de production, des investissements immobiliers et des investissements incorporels liés aux activités de recherche et développement du Groupe.

Le tableau ci-dessous présente les acquisitions réalisées par le Groupe, par typologie d'actifs, telles qu'elles figurent dans les états comptables établis suivant les normes IFRS :

Investissements bruts (en milliers d'euros)	31/03/2013 (12 mois)	31/03/2014 (12 mois)	31/03/2015 (12 mois)
Immobilisations incorporelles	3.409	6.989	13.063
Immobilisations corporelles	19.775	29.029	31.666
Immobilisations financières	726	258	439
Total	23.910	36.276	45.168

- Au cours de l'exercice clos au 31 mars 2015, la poursuite d'une politique d'investissement soutenue a donné lieu à 45 millions d'euros d'investissements, répartis comme suit :

- Immobilisations incorporelles :

Un effort de recherche et développement important a été réalisé (12 millions d'euros), axé sur de nouveaux « *process* » d'usinage de produits complexes (aérostructure et moteurs), ainsi que sur des logiciels (1 million d'euros).

- Immobilisations corporelles :

Des investissements immobiliers ont été réalisés à hauteur de 8,5 millions d'euros, sous la forme suivante : deux nouveaux ateliers mis en service, agrandissement de l'atelier moteurs, construction en cours pour la Société d'un atelier dédié à l'usinage de pièces de grandes dimensions et de l'atelier dédié à l'usinage carter du moteur LEAP, agrandissement de l'atelier de Figeac Aéro Tunisie.

Des investissements en moyens de production ont également été réalisés à hauteur de 23,6 millions d'euros, se traduisant par l'attribution de 12 nouvelles machines à la Société, d'une nouvelle machine à Figeac Aéro Tunisie et d'une nouvelle machine à Figeac Aéro North America.

- Immobilisations financières :

Les acquisitions d'immobilisations financières sont constituées du versement de la participation des employeurs à l'effort logement sous forme de prêts et de retenues de garanties portant sur des financements conclus.

- Au cours de l'exercice clos au 31 mars 2014, la poursuite d'une politique d'investissement soutenue a donné lieu à 36 millions d'euros d'investissements, répartis comme suit :

- Immobilisations incorporelles :

Un investissement en recherche et développement a été réalisé à hauteur de 6,2 millions d'euros, qui s'est traduit par le développement de nouveaux procédés d'usinages, du traitement de rail de plancher d'avions, et trois demandes de brevets.

– Immobilisations corporelles :

Des investissements immobiliers ont été réalisés à hauteur de 7 millions d'euros, se traduisant par plus de 12.000 m² supplémentaires pour le Groupe (construction de l'usine de Figeac Aéro Picardie, construction d'un nouvel atelier et agrandissement de l'atelier moteurs d'avions à Figeac).

Des investissements en moyens de production ont été réalisés à hauteur de 22 millions d'euros, comprenant notamment 19 machines dédiées à accroître la capacité de production du Groupe.

– Immobilisations financières :

Les acquisitions d'immobilisations financières sont constituées du versement de la participation des employeurs à l'effort logement sous forme de prêts.

- Au cours de l'exercice clos au 31 mars 2013, la poursuite d'une politique d'investissement soutenue a donné lieu à 24 millions d'euros d'investissements, répartis comme suit :

– Immobilisations incorporelles :

Un investissement en recherche et développement a été réalisé à hauteur de 2,9 millions d'euros, axé sur de nouveaux « *process* » d'usinage de produits complexes (aérostructure et moteurs), ainsi que sur des logiciels (0,5 million d'euros).

– Immobilisations corporelles :

Des investissements immobiliers ont été réalisés à hauteur de 3,4 millions d'euros : agrandissement d'un atelier à Figeac, construction de l'usine pour Figeac Aéro Tunisie se traduisant par plus de 7.000 m² supplémentaires pour le Groupe.

Des investissements en moyens de production ont été réalisés à hauteur de 20 millions d'euros, comprenant notamment 13 machines dédiées à accroître la capacité de production du Groupe.

– Immobilisations financières :

Les acquisitions d'immobilisations financières sont constituées du versement de la participation des employeurs à l'effort logement sous forme de prêts.

5.2.2. Principaux investissements réalisés par le Groupe sur l'exercice en cours et mode de financement

– Immobilisations incorporelles :

Un effort de recherche et développement important a été réalisé (8 millions d'euros sur la période avril à septembre 2015), axé sur de nouveaux « *process* » d'usinage de produits complexes (aérostructure et moteurs), ainsi que des acquisitions de logiciels (1 million d'euros sur la période avril à septembre 2015).

Par ailleurs, l'effort de recherche et développement est financé par un prêt bancaire d'une durée de 5 ans.

– Immobilisations corporelles :

Les investissements immobiliers ont consisté en la construction de 2 bâtiments pour un total 13.000 m² sur le site de Figeac (bâtiment à destination de l'usinage de pièces de grandes dimensions en aluminium et bâtiment de « l'usine du futur »), l'agrandissement de l'usine de MTI à Decazeville, l'acquisition de terrains à Figeac et à Wichita, la construction d'un atelier dédié à l'usinage de pièces aéronautiques à Wichita.

Les constructions de bâtiments (Figeac et Wichita) sont financées par des prêts bancaires d'une durée de 15 ans.

Les investissements en moyens industriels comprennent de nouvelles machines d'usinage et les équipements connexes de production pour Figeac Aéro, de nouvelles machines tournage/fraisage et les équipements connexes de production pour MTI, de nouvelles machines d'usinage, une nouvelle chaîne de traitement de surface et les équipements connexes de production pour Mécabrive, de nouvelles machines d'usinage et les équipements connexes de production pour Wichita, les premières machines d'usinage du

projet de site au Maroc et les équipements connexes de production, et les premières machines d'usinage du projet de site au Mexique, ainsi que les équipements connexes de production.

Les acquisitions de nouvelles machines-outils et de la chaîne de traitement de surface par le Groupe sont financées par crédit-bail. Les équipements connexes de production sont autofinancés.

– Immobilisations financières :

Les acquisitions d'immobilisations financières sont constituées du versement de la participation des employeurs à l'effort logement sous forme de prêts et de retenues de garanties portant sur des financements conclus.

5.2.3. Principaux investissements envisagés

Le Groupe investit pour faire face aux demandes de ses clients et des contrats gagnés devant intervenir dans les 18 à 24 mois à venir. Chaque année, le Groupe définit son programme d'investissements lui permettant de suivre les montées en cadence des livraisons d'avions, sur la base des programmes constructeurs pondérée des décalages de programme confirmés. Le montant des investissements du Groupe pour l'exercice 2016-2017, permettant de réaliser le chiffre d'affaires à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2018, est compris entre 50 et 55 millions d'euros.

Les investissements importants réalisés sur les trois derniers exercices sont en grande partie justifiés par les besoins liés aux programmes Airbus A350 et LEAP X et les augmentations de cadence des programmes aéronautiques sur lesquels le Groupe est positionné.

6. APERÇU DES ACTIVITES

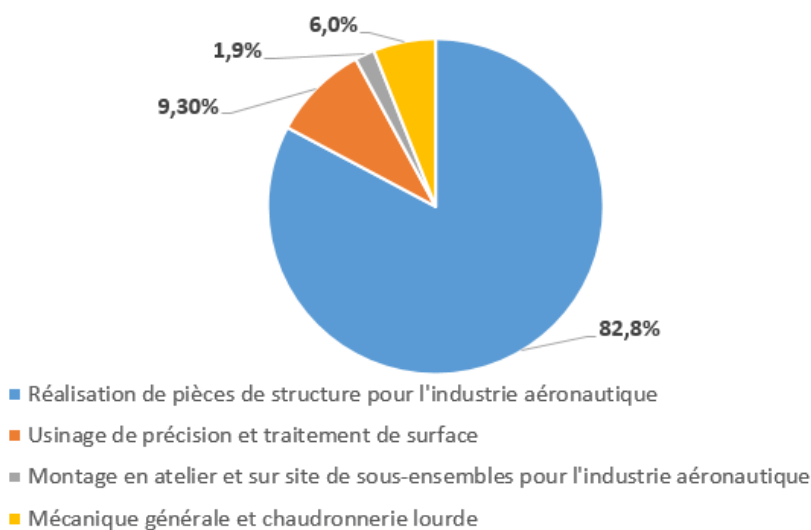
6.1. PRINCIPALES ACTIVITES DU GROUPE

6.1.1. Principales activités du Groupe

Le Groupe Figeac Aéro est un groupe industriel à forte dominante aéronautique qui intervient sur quatre lignes d'activités distinctes :

- la réalisation de pièces de structure pour l'industrie aéronautique ;
- l'usinage de précision et le traitement de surface (en majorité pour l'industrie aéronautique) ;
- le montage en atelier et sur site de sous-ensembles pour l'industrie aéronautique ;
- la mécanique générale et la chaudronnerie lourde (hors industrie aéronautique).

Répartition du chiffre d'affaires de Figeac Aero par secteur d'activité
au 31 Mars 2015



Cette répartition au 31 mars 2015 n'a pas significativement évolué au 30 septembre 2015.

Le Groupe fait partie de la catégorie des sous-traitants dans le domaine de l'aéronautique et est amené à travailler avec trois types de donneurs d'ordre : les constructeurs (tels que Airbus, Embraer, Bombardier), les équipementiers (comme Safran ou Rolls Royce) et les sous-ensembliers (Groupe Latécoère, Spirit Aerosystems, Stelia Aerospace).

Cartographie des donneurs d'ordres de Figeac Aéro sur ses marchés aéronautiques



De par son métier (sous-traitant) et la variété de ses donneurs d'ordre (constructeurs, équipementiers et sous-ensembliers), le Groupe est présent sur la quasi-totalité des programmes aéronautiques civils qui sont en cours.

Présentation des programmes aéronautiques sur lesquels Figeac Aéro intervient



6.1.2. Activités aéronautiques du Groupe

6.1.2.1. Premier secteur d'activité : la réalisation de pièces de structure et moteur pour l'aéronautique

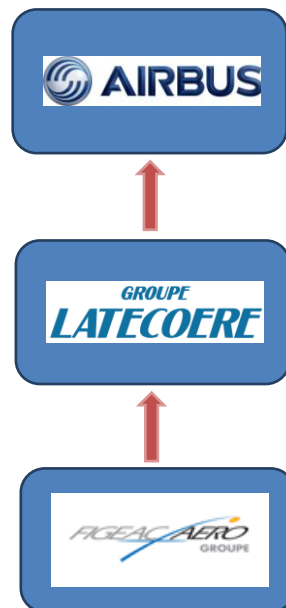
Le Groupe est un partenaire de premier plan des grands donneurs d'ordre du secteur aéronautique. Il intervient quasi exclusivement en rang 1 ou rang 2 des constructeurs et des équipementiers. Un fournisseur de « rang 1 » livre directement le donneur d'ordre, qui peut être le constructeur ou l'équipementier. On parle de relation de

« rang 2 » en présence d'un intermédiaire (le sous-ensemblier) entre le constructeur ou l'équipementier et le Groupe.

Exemple de relation Rang 1 :

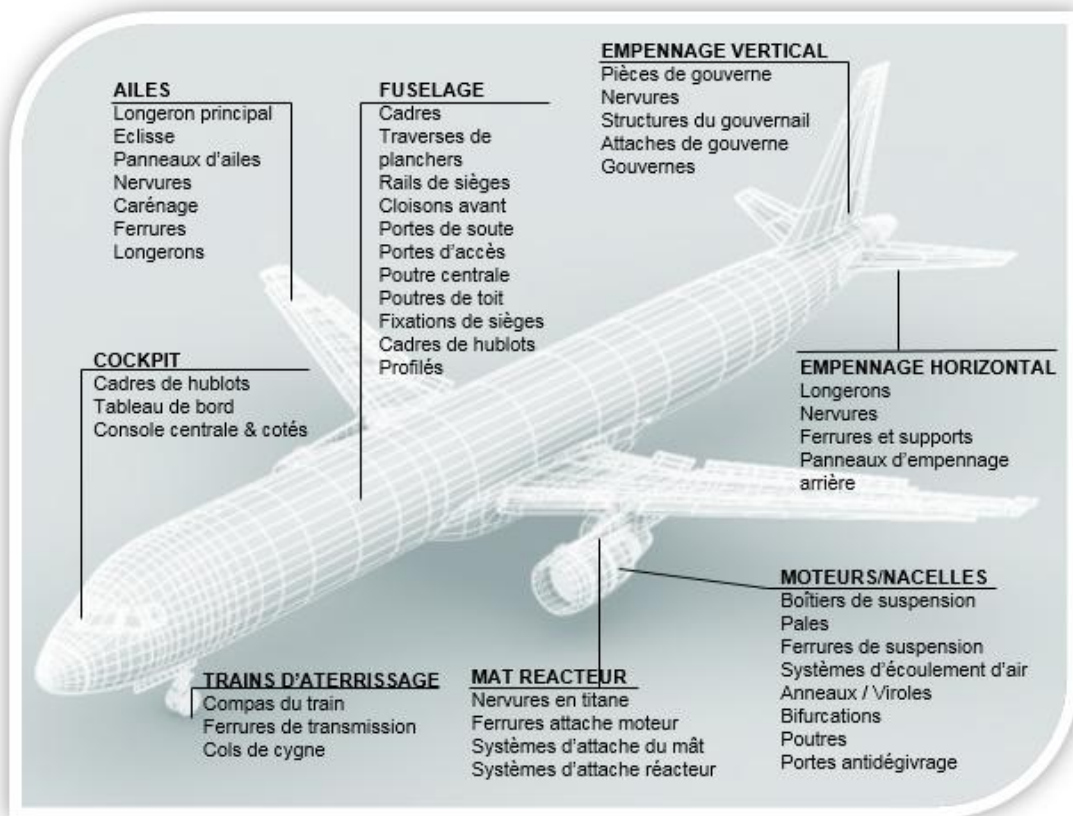


Exemple de relation Rang 2 :



Sur cette activité, les clients pour lesquels le Groupe intervient en rang 1 sont Airbus, Embraer, Bombardier, Daher-Socata, Pilatus, Dassault, HondaJet (pour l'aérostructure) et Safran (pour le moteur), tandis que les clients pour lesquels il intervient en rang 2 à l'égard du constructeur sont notamment Stelia Aerospace, Carlton Forges, Aubert et Duval, Famat, Premium Aerotech, Fokker Aerospace, Groupe Latécoère, Zodiac Aerospace, Spirit Aerosystems, GKN, Alkan, Aerotec, Triumph Group, Aircelle et IAI. Ses principaux concurrents sont Asco Industries, Mecachrome, Magellan Aerospace, Ducommun et LSI Aerospace.

Les produits phares de cette activité sont les pièces de structure métallique en aluminium et métaux durs rentrant dans la fabrication d'un avion. Ces pièces sont positionnées sur l'ensemble du squelette de l'appareil (ailes, fuselage, cockpit, moteurs, train d'atterrissage, empennages). Les produits sont fabriqués quasi exclusivement à des fins de première monte. Le Groupe intervient dans les phases de fabrication de l'ensemble de ces produits, qu'il agisse qualité de sous-traitant de rang 1 ou de rang 2.



Les principales matières utilisées pour cette activité sont l'aluminium et les superalliages à très haute résistance (titane, inconel, etc.) et les principales technologies sont l'Usinage Grande Vitesse (UGV) en 3, 4, 5 et 9 axes, pour des pièces allant de 26 millimètres à plus de 30 mètres, ainsi que l'usinage / tournage pour les métaux durs.

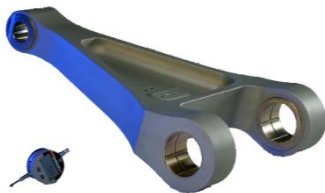
Au 31 mars 2015, cette activité, portée par Figeac Aéro S.A. et Figeac Aéro Tunisie, représentait 168,8 millions d'euros de chiffre d'affaires, comptait 1.322 salariés et un montant cumulé d'investissement net de 96,1 millions d'euros.



Cadre A 380



Assemblage Empennage - Moignon Forward Falcon 7FX



Compas de train d'atterrissage A 380



Carter Moteur TP400

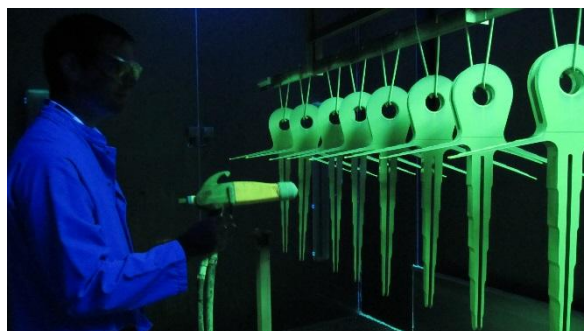


Pièce de structure Spar d'aile Spirit G650

Les principaux concurrents de l'activité « pièces de structure » sont Asco Industries, Mecachrome, Asquini MGP et ADI.

6.1.2.2. Deuxième secteur d'activité : l'usinage de précision et le traitement de surface

L'usinage de pièces consiste en la réalisation de tous types de pièces mécaniques nécessitant un usinage de haute précision et des tolérances de forme et de positionnement élevées. Le Groupe usine tous types de matériaux (alliages d'aluminium, fonte, titane, acier et inox) et maîtrise le procédé de « ressuage par fluorescence » (homologué par Airbus) pour le contrôle des pièces à hautes performances.



Ressuage (Mécabrive Industries)

Le traitement de surface consiste en l'application de différents procédés chimiques sur des pièces. Le Groupe dispose pour ce faire de chaînes automatiques et semi-automatiques répondant aux dernières normes et accréditations. Il maîtrise les contrôles non destructifs et plus particulièrement le contrôle par ressuage fluorescent, les oxydations anodiques (chromique, sulfurique, borique et sulfo-tartrique), les procédés de chromatisation, le dépôt de nickel chimique auto-catalytique, la passivation des aciers inoxydables, l'application de peintures liquides avec ou sans épargne, le marquage par jet d'encre ou par sérigraphie, les opérations de sablage ou de grenaillage de précontraintes. Ces procédés spéciaux sont soumis en intégralité à des qualifications clients sur des référentiels précis et/ou des accréditations « Nadcap » par le PRI (*Performance Review Institute*)⁴.



Ateliers de traitement de surface (Figeac Aéro North America)

Les produits phares de cette activité sont les pièces de structure métalliques en aluminium et métaux durs rentrant dans la fabrication d'un avion, qui sont positionnées sur l'ensemble du squelette de l'appareil (ailes, fuselage, cockpit, moteurs, train d'atterrissage, empennages).

⁴ Nadcap est le principal programme de collaboration mondiale entre les grandes entreprises dans les secteurs de l'automobile et de l'aérospatiale.

Les principaux clients du Groupe pour cette activité sont Airbus, Stelia Aerospace, Boeing, Embraer, Gulfstream, Bombardier, Safran, CFM, Zodiac Aerospace, Spirit Aerosystems, GKN, PCC, Triumph Group et IAI. Ses principaux concurrents sont Asco Industries, Mecachrome, Magellan Aerospace, Ducommun, Prodem, PMA, SGI, et Mécaprotec.

Au 31 mars 2015, cette activité, portée par Mécabrive Industries et Figeac Aéro North America, représentait un chiffre d'affaires de 19 millions d'euros (dont 6 millions d'euros destinés à des marchés non aéronautiques) comptait 177 salariés, et un montant cumulé d'investissement net de 9,9 millions d'euros.

6.1.2.3. Troisième secteur d'activité : le montage en atelier et sur site de sous-ensembles aéronautiques

L'activité est exclusivement dédiée à la production de sous-ensembles aéronautiques, à savoir à l'assemblage de pièces élémentaires entre elles pour constituer un module de l'appareil. Le montage en atelier est réalisé dans les usines du Groupe, à partir de pièces fabriquées ou achetées, tandis que le montage sur site a lieu chez le client. Dans tous les cas, cette activité est située à proximité directe des clients pour faciliter la livraison de ces sous-ensembles volumineux.

Le Groupe n'est pas en concurrence avec ses principaux clients sous-ensembliers sur ce secteur d'activité, puisqu'il est positionné sur le montage de petits sous-ensembles sur lesquels ceux-ci n'interviennent pas.



Exemple d'assemblage (Figeac Aéro Picardie)

Cette spécialisation concerne (i) le montage sur site de sous-ensembles aéronautiques de grandes dimensions et (ii) la sous-traitance industrielle, intégrant la gestion logistique des approvisionnements des composants des sous-ensembles.



Plancher A350 (FGA Saint-Nazaire)

Les produits phares de cette activité sont les planchers aéronautiques, avec Stelia Aerospace et Spirit Aerosystems comme principaux clients. Les principaux concurrents du Groupe sont SIMRA et Derichebourg Aéronautique.

Au 31 mars 2015, cette activité, portée par la Société (à Figeac et à Saint-Nazaire) et Figeac Aéro Picardie, représentait 3,8 millions d'euros de chiffre d'affaires, comptait 101 salariés et un montant cumulé d'investissement net de 3,4 millions d'euros.

6.1.2.4. Nouvelles activités et nouveaux produits dans le secteur aéronautique

Outre son haut niveau d'expertise, le Groupe a mis en place une politique de recherche et développement volontariste. Celle-ci permet non seulement de faire progresser les techniques et le « process » en matière d'usinage et de rendre ainsi la production des pièces toujours plus compétitive, mais également de développer de

nouveaux produits et solutions auprès des clients du Groupe. Le Groupe travaille actuellement sur plusieurs projets et propose régulièrement des solutions plus adaptées ou des produits plus innovants à ses clients, en particulier sur des techniques de revêtement de surface qui tendent à remplacer les solutions métalliques actuelles par des solutions qui permettent d'augmenter la durée de vie des pièces de structure et de respecter les normes environnementales.

6.1.3. Activités non-aéronautiques du Groupe : la mécanique générale et la chaudronnerie lourde

Le quatrième secteur d'activité du Groupe concerne les travaux suivants de sous-traitance dans le secteur de la chaudronnerie et de l'usinage de précision de pièces de grandes dimensions :

- études de sous-ensembles mécaniques et hydrauliques ;
- la réalisation d'ensembles chaudronnés complexes en acier, inox et aluminium ;
- l'usinage et le tournage de pièces de grandes dimensions (séries ou unitaires) ;
- les constructions mécano-soudées, pouvant aller jusqu'à 30 tonnes.

Pour cette activité, le Groupe produit à la demande, selon le cahier des charges de chaque client.



Exemples de réalisation Turbine et BOP Stack Terrestre

Les principaux clients du Groupe pour cette activité proviennent de trois secteurs qui sont le secteur pétrolier (l'exploitation pétrolière *offshore*), le secteur énergétique (microcentrales) et le secteur automobile (couronnes et fours de cuisson de pneus). Ces clients sont Thales, LISI Aerospace, EDF, Technip, CEA, Michelin, Cameron, Aubert&Duval et DGA. Ses principaux concurrents sont le groupe RBDH, le groupe Di Sante, le groupe Meunier, Pichon et Scapatichi.

Au 31 mars 2015, cette activité, portée par la société MTI, représentait un chiffre d'affaires de 12,2 millions d'euros, comptait 123 salariés et un montant cumulé d'investissement net de 1,6 millions d'euros.

6.2. PRINCIPAUX MARCHES

6.2.1. Description du marché

6.2.1.1. Principaux agrégats sur l'activité de l'industrie aéronautique et spatiale en France

Le chiffre d'affaires cumulé des industries aéronautiques et spatiales s'est établi à 50,8 milliards d'euros pour les industriels français en 2014, en hausse de 5% à périmètre constant par rapport à l'année précédente.

Chiffre d'affaires non consolidé pour le marché français (en M€)				
	2014		2013	
CA Total	50.793,9		48.368	
National	17.638,1	35%	17.336	36%
Exportation	33.155,8	65%	31.032	64%
Civil	39.083,5	77%	35.868	74%
Militaire	11.710,5	23%	12.500	26%

(Source : Rapport annuel 2014-2015 du Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales - GIFAS)

Le chiffre d'affaires réalisé et les prises de commandes proviennent majoritairement de l'étranger (65% du chiffre d'affaires a été réalisé à l'export, dont le poids dans les prises de commandes a atteint 77% du total).

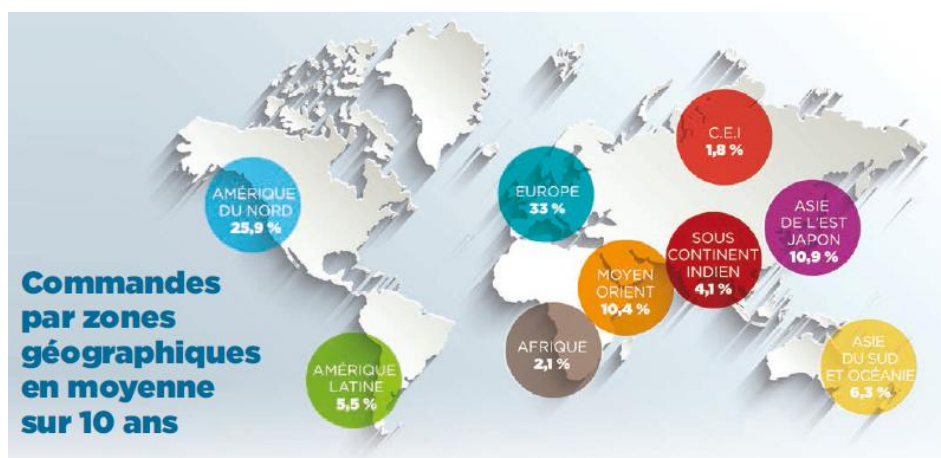
Commandes en France (en M€)				
	2014		2013	
Commandes totales	75.390,4		74.521	
National	17.310,6	23%	17.050	23%
Exportation	58.079,7	77%	57.471	77%
Civil	62.851,2	83%	62.390	84%
Militaire	12.539,2	17%	12.131	16%

(Source : Rapport annuel 2014-2015 du GIFAS)

Ce succès commercial à l'export s'explique notamment par les grands programmes dont la France est maître d'œuvre ou coopérant majeur au sein de l'Europe et auxquels l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants participent. Les industriels français sont mondialement reconnus pour proposer des gammes de matériel fiables, de qualité et à haute performance technologique, soit en propre, soit par le biais de coopérations transnationales. Les principales coopérations qui tirent le secteur français vers le haut sont notamment Airbus, Dassault Aviation, ATR et Safran, tandis que les principaux programmes sont Ariane, A380, A350, A320 neo, Falcon 7X, ATR 72, les moteurs CFM et LEAP.

Si l'Europe et les Etats-Unis représentent les premières destinations des exportations françaises avec près de 60% des commandes, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-est se sont fortement développés et représentent ensemble près de 32% des commandes aéronautiques passées au cours des dix dernières années.

Ventilation des exportations aéronautiques et spatiales depuis la France



(Source : Rapport annuel 2014-2015 du GIFAS)

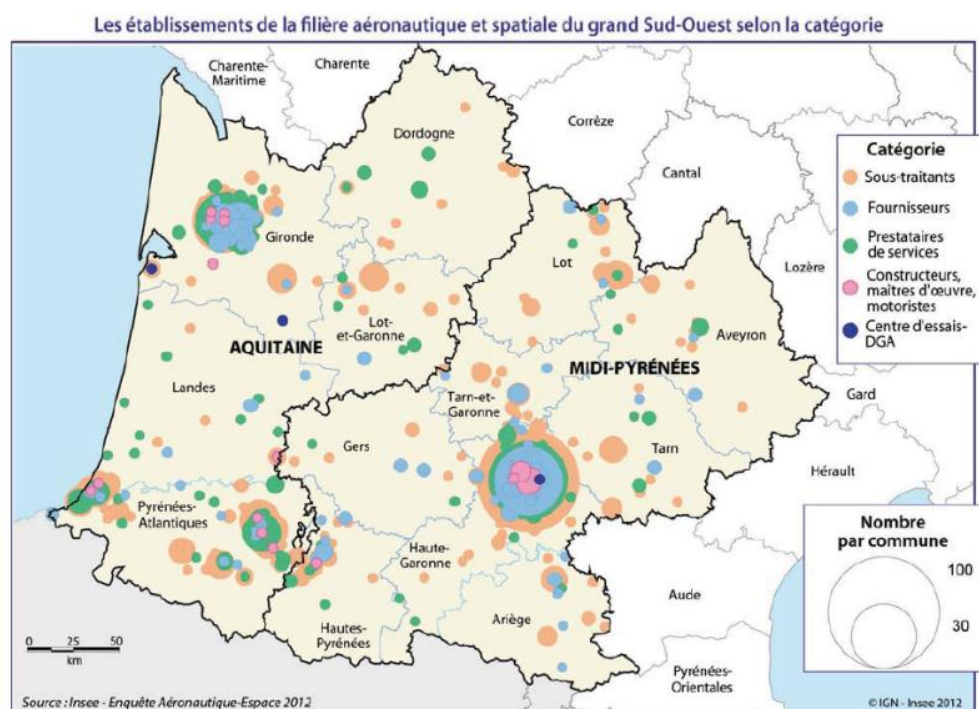
Dans le domaine des avions de transport, 2014 est une nouvelle année de référence pour Airbus qui a établi un nouveau record (après celui de 2013) en terme de livraisons. Avec 629 appareils livrés, dont 30 A380 et le premier A350, Airbus a livré pour la sixième année d'affilée plus de 400 avions monocouloirs. Airbus a également établi un nouveau record avec 1.796 commandes brutes en 2014.

Sur le plan industriel, l'assemblage des premiers A320 neo s'est poursuivi en 2014 et Airbus a lancé l'A330 neo. Par ailleurs, le carnet de commandes de CFM International est de 13.000 moteurs dont 8.500 LEAP.

6.2.1.2. Implantation géographique du secteur aéronautique en France

En France, l'activité aéronautique située dans le Sud-ouest représente près de 40% des effectifs en raison de la proximité avec les grands donneurs d'ordre (Source GIFAS). Cette région est leader dans l'aéronautique, notamment en ce qui concerne les avions civils de plus de cent places et les trains d'atterrissage.

Le Groupe est idéalement situé au sein d'un bassin baptisé « *Aerospace Valley* » qui lui permet de bénéficier de la dynamique induite et d'être proche des sièges sociaux de quatre de ses principaux clients situés dans la région (Airbus, Stelia Aerospace, Groupe Latécoère et ATR).



Cette région concentre par ailleurs environ 1.600 établissements ayant des activités directement liées à l'industrie aéronautique et spatiale. Fin 2014, les deux régions Midi-Pyrénées et Aquitaine employaient environ 68.000 personnes dans ce secteur.

6.2.2. Les acteurs du marché de l'aviation civile

6.2.2.1. Les constructeurs

Airbus, filiale à 100% d'Airbus Group, est le premier acteur du marché, avec un chiffre d'affaires de 60,7 milliards d'euros (dont 50 milliards d'euros pour l'activité commerciale) en 2014⁵ et un statut de « *pure player* » aéronautique. Airbus est toutefois « talonné de près » par Boeing, qui fut longtemps le leader du marché.

Ainsi, Boeing a réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 90,7 milliards de dollars en 2014, mais l'aviation civile n'a contribué qu'à hauteur de 66% de ce chiffre, soit 59,9 milliards de dollars. Les autres activités de Boeing sont l'aviation militaire, les satellites, les lanceurs spatiaux et le support⁶.

Airbus et Boeing représentent l'essentiel du marché mondial des avions de plus de cent places. Viennent ensuite :

- Bombardier, constructeur canadien ayant réalisé 20,1 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2014, pour moitié dans l'aéronautique et pour moitié dans les transports⁷ ;
- Embraer, constructeur brésilien de petits et moyens courriers, ayant réalisé 6,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2014⁸ ;
- Dassault, qui a réalisé en aviation d'affaires (Falcon) et militaire un chiffre d'affaires de 3,7 milliards d'euros en 2014⁹ ;
- Gulfstream, constructeur américain d'avions d'affaires, filiale de General Dynamics au chiffre d'affaires de 31,5 milliards de dollars en 2013¹⁰, dont 6,9 milliards de dollars pour sa division aéronautique ;

⁵ Rapport annuel 2014 d'Airbus Group.

⁶ Rapport annuel 2014 de The Boeing Company.

⁷ Rapport financier annuel 2014 de Bombardier.

⁸ Site Internet d'Embraer.

⁹ Site Internet de Dassault.

- ATR, constructeur d'avions régionaux petits et moyens courriers, codétenu à parts égales par Airbus Group et Alenia Aermacchi (Finmeccanica Group).

Figeac Aéro est fournisseur de rang 1 pour Airbus, Bombardier, Embraer et Dassault Aviation, soit trois des quatre principaux donneurs d'ordres au monde.

6.2.2.2. Les équipementiers

Pour l'essentiel, les constructeurs d'avions ne produisent pas leurs propres moteurs, qu'ils font développer par des entreprises spécialisées (les équipementiers-motoristes), dont les principaux acteurs du marché sont :

- General Electric, conglomérat américain ayant réalisé 148,6 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2014 et dont la division « aviation », bien que leader mondial de l'équipementier aérien, ne représente qu'une part restreinte des activités¹¹ ;
- Rolls-Royce : le groupe britannique est le second équipementier aéronautique mondial et a réalisé 13,73 milliards de livres sterling de chiffre d'affaires en 2014, dont la moitié dans l'aviation civile, le reste se répartissant principalement entre les moteurs d'avions militaires et les moteurs pour bateaux, ainsi que l'énergie¹² ;
- Safran, groupe français issu de la fusion entre les groupes Snecma et Sagem, a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 15,4 milliards euros, principalement en moteurs d'avions civils ou militaires, d'hélicoptères et de fusées¹³ ;
- Pratt & Whitney, qui fait partie du conglomérat américain « United Technologies » (65,1 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2014), est également l'un des principaux équipementiers mondiaux pour avions civils et militaires et engins spatiaux ; il a réalisé 14,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2014¹⁴.

Figeac Aéro est fournisseur de rang 1 en pièces techniques pour Safran et fournisseur de rang 2 pour les pièces de General Electric et Rolls-Royce.

6.2.2.3. Les sous-ensembliers

Dans le domaine de l'aéronautique, un sous-ensemblier est un industriel assemblant des parties importantes de l'appareil du type « tronçon » qui sont ensuite livrées au constructeur pour réaliser l'assemblage final.

Les principaux sous-ensembliers aéronautiques sont :

- Spirit Aerosystems, sous-ensemblier américain ayant réalisé 6,8 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2014, exclusivement dans le secteur aéronautique (fuselages, ailes, supports de réacteurs, etc.) et partenaire privilégié de Boeing¹⁵ ;
- GKN Aerospace, sous-ensemblier britannique ayant réalisé 7,5 milliards de livres sterling de chiffre d'affaires en 2014, se répartissant entre le secteur automobile et le secteur aéronautique¹⁶ ;
- Stelia Aerospace, sous-ensemblier français et filiale à 100% d'Airbus Group, ayant réalisé 2,3 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2014 (pointes-avant et sous-ensembles de fuselage)¹⁷ ;
- Groupe Latécoère, sous-ensemblier français indépendant coté sur Euronext Paris, ayant réalisé 664 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2014 (aérostructure et systèmes d'interconnexion), partenaire privilégié d'Airbus avec lequel il réalise près de 60% de son chiffre d'affaires)¹⁸ ;
- Daher-Socata, constructeur français de petits avions de tourisme (anciennement Morane-Saulnier) et sous-ensemblier aéronautique (trappes de trains d'atterrissage pour Airbus) ;
- Israel Aircraft Industries, sous-ensemblier israélien intervenant sur les produits Boeing et Gulfstream ;

¹⁰ Informations 2014 non disponibles.

¹¹ Rapport annuel 2014 de General Electric.

¹² Rapport annuel 2014 de Rolls-Royce.

¹³ Site Internet de Safran.

¹⁴ Rapport annuel 2014 de Pratt & Whitney.

¹⁵ Rapport annuel 2014 de Spirit Aerosystems.

¹⁶ Rapport annuel 2014 de GKN Aerospace.

¹⁷ Site internet de Stelia Aerospace.

¹⁸ Rapport annuel 2014 du Groupe Latécoère.

- Fokker Aerostructure, sous-ensemblier néerlandais intervenant sur les produits Airbus, Gulfstream, Dassault.

Figeac Aéro est fournisseur de ces différents sous-ensembliers et agit donc en tant que fournisseur de rang 2 (par l'intermédiaire du sous-ensemblier) pour les constructeurs qui sont les clients finaux. Ainsi, Figeac Aéro peut se trouver fournisseur de rang 1 et fournisseur de rang 2 pour un même constructeur, selon la nature des produits fournis.

6.2.3. Principaux clients et répartition du chiffre d'affaires

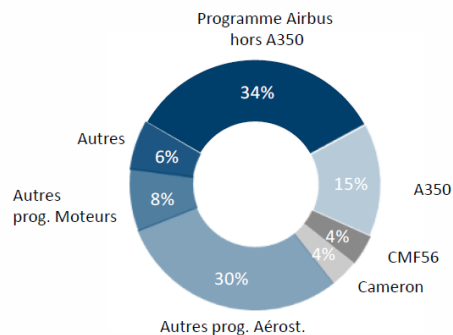
Le Groupe privilégie les contrats de taille importante et se positionne comme un partenaire privilégié des acteurs fabriquant des avions ayant des capacités supérieures à cinquante places. En effet, ces acteurs disposent de carnets de commandes peu volatiles, contrairement aux avionneurs des « *business jets* » et des « *regional jets* » qui peuvent avoir un ralentissement important de leurs activités en cas de retournement conjoncturel.

La facturation du Groupe se situe aujourd'hui à plus de 60% sur les séries concernant les avions supérieurs à cent places. Le Groupe fait d'ailleurs partie des vingt fournisseurs stratégiques d'Airbus, qui est son premier client, pour les « *detailed parts* ». Les programmes d'Airbus, en direct ou par l'intermédiaire de sa filiale Stelia Aerospace et des autres sous-ensembliers, représentent plus de 54% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au 30 septembre 2015. Ainsi, parmi les dix principaux clients du Groupe, un seul ne fait pas partie de l'industrie aéronautique. Il s'agit d'un client pétrolier de la société MTI (Cameron).

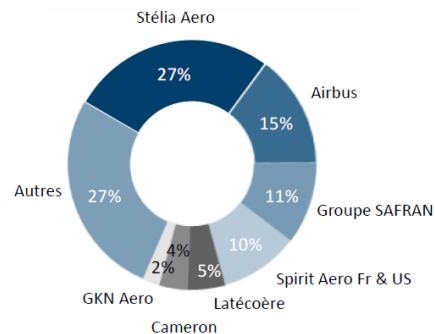
Les derniers contrats commerciaux gagnés sont les suivants :

- avec Stelia Aerospace en 2016 : signature d'un protocole d'accord pour la production de multiples pièces élémentaires et sous-ensembles dans le cadre de différents programmes aéronautiques (valorisé à 400 millions de dollars de chiffre d'affaires) (voir Chapitre 22 « *Contrats importants* »),
- avec Messier-Bugatti-Dowty en février 2016, pour la réalisation d'un kit de pièces de train d'atterrissage (16 millions d'euros de chiffre d'affaires),
- avec Embraer en octobre 2015 sur le programme E-2 Jets (230 millions de dollars de chiffre d'affaires), et
- avec Latécoère en juillet 2015, sur le programme Boeing B787.

CA 2014/2015
par programme
En M€

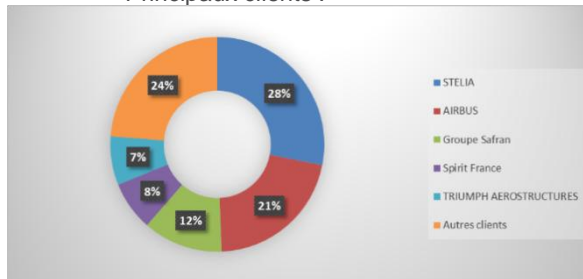


CA 2014/2015
par client
En M€

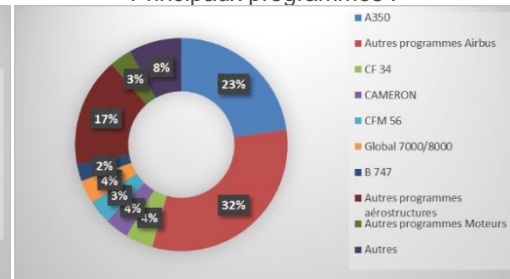


(Source : Société au 31 mars 2015)

Principaux clients :



Principaux programmes :



(Source : Société au 30 septembre 2015)

La relation des sous-traitants avec les grands donneurs d'ordre, tels qu'Airbus, s'est caractérisée au cours des dernières années par les éléments suivants :

– Réduction du nombre de sous-traitants :

Airbus, qui avait 2.500 sous-traitants il y a vingt ans, n'en a plus que vingt aujourd'hui dans le domaine des pièces élémentaires « *detailed parts* ». La relation avec le sous-traitant s'inscrit dans le cadre de contrats à long terme, sur la durée de vie potentielle du modèle d'avion, soit entre trente et quarante ans. En contrepartie de cette garantie d'activité à long terme, les constructeurs attendent que les sous-traitants qu'ils ont sélectionnés réalisent les niveaux d'investissement nécessaires pour assurer les fabrications aux normes de qualité.

– Réduction de la fabrication en propre :

Les grands constructeurs fabriquent de moins en moins d'équipements eux-mêmes et sont devenus, à près de 80%¹⁹, des assembleurs de pièces, de sous-ensembles et d'équipements fabriqués par leurs fournisseurs. Cette évolution a élargi et élargit encore le potentiel de progression du chiffre d'affaires des sous-traitants.

6.2.4. Développement du « *risk sharing* »

Sur les grands programmes, une partie des donneurs d'ordre a développé un modèle de partage des risques avec leurs sous-traitants, selon le système du « *risk sharing* ». Une partie des risques, notamment celui lié aux cadences, est externalisée par le donneur d'ordre auprès de son sous-traitant, qui partage avec lui la charge des frais de recherche et développement des nouveaux appareils. Cette prise de risque est la contrepartie des contrats à long terme qui sont conclus avec les sous-traitants. La durée de ces contrats est exprimée soit en nombre d'avions à livrer, soit par une durée exprimée en années. Cette durée dans les contrats assure au Groupe une bonne visibilité sur l'activité, chaque commande enregistrée par l'avionneur étant répercutée dans le carnet de commandes du Groupe, lui permettant de planifier ses investissements et d'assurer leurs financements.

Les donneurs d'ordres retiennent pour chaque programme une ou deux sources en « *risk sharing* » pour la fabrication des pièces ou sous-ensembles.

¹⁹ Source Société.

Les donneurs d'ordres n'affectent des contrats majeurs que dans le cadre de contrats en « *risk sharing* ».

Les prix de vente par élément sont généralement fixés pour la durée du contrat, ainsi le Groupe met en place :

- une politique de couverture de l'évolution de la parité euro/ dollar américain (couverture de change, production en zone dollar) ;
- une politique industrielle visant à optimiser les prix de revient des pièces.

En général, les sous-traitants activent leurs frais de développement des nouvelles pièces demandées par les constructeurs et ceux-ci sont par la suite désactivés au fur et à mesure de la livraison des pièces.

Les principaux enjeux pour le Groupe sont la tenue des budgets de développement et de production initialement chiffrés au contrat, notamment la décroissance des prix de revient unitaires.

Le Groupe finance les phases de développements de ses nouveaux programmes. En fonction des contrats, il peut facturer un montant de frais de développement contractuellement défini à son client au prorata des livraisons effectuées, c'est notamment le cas pour les relations entre le Groupe et Airbus ou Stelia Aerospace.

Si le nombre d'avions prévu initialement n'est pas atteint, une partie des frais de développement engagés ne pourra pas être récupérée. De même, si le nombre d'avions prévu est atteint, mais avec un décalage dans le temps par rapport au prévisionnel initial, le retour sur investissement sera plus long.

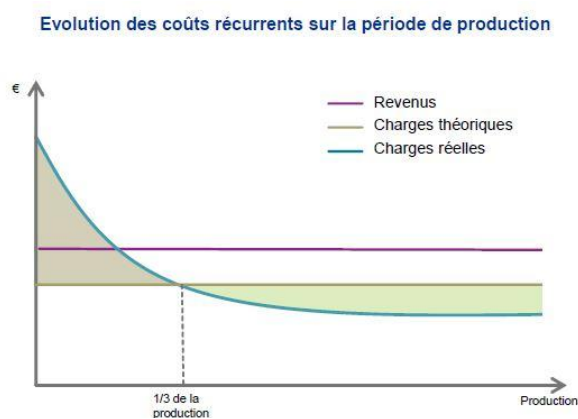
Ce risque est partiellement réduit dans la mesure où :

- il est mutualisé de par la diversité des programmes sur lequel le Groupe est engagé ;
- le financement de ces programmes est en partie assuré par des avances remboursables qui ne le seraient pas en cas d'échec ou qui subissent le même décalage en cas de décalage de programmes.

A cet égard, la solidité financière du Groupe et sa capacité à se financer auprès des banques ou du marché lui permettent d'accepter le système de « *risk sharing* » mis en place par ses clients et même de se démarquer de certains de ses concurrents.

Plus de deux tiers du chiffre d'affaires du Groupe est réalisé dans le cadre de contrats en « *risk sharing* », dans les activités « Aérostructure » et « Montage sur site ».

Le tableau ci-dessous illustre l'évolution des coûts récurrents sur la période de production.



6.2.5. Principaux concurrents du Groupe

Figeac Aéro fabrique et conçoit des pièces et des sous-ensembles pour l'ensemble des grands donneurs d'ordre du secteur aéronautique. Dans ce secteur, le Groupe est principalement en concurrence avec les entreprises suivantes :

- Magellan Aerospace, sous-traitant canadien de l'industrie aéronautique, ayant réalisé 843 millions de dollars de chiffre d'affaires en 2014²⁰ ;

²⁰ Rapport annuel 2014 de Magellan Aerospace.

- Asco, sous-traitant belge ayant réalisé 412 millions de dollars de chiffre d'affaires en 2014²¹ ;
- Mecachrome, sous-traitant français à capitaux franco-canadiens, ayant réalisé environ 335 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2014, principalement dans l'aéronautique et l'automobile²² ;
- Ducommun Incorporated, sous-traitant américain de l'industrie aéronautique ayant réalisé 742 millions de dollars de chiffre d'affaires en 2014, dont 37% dans l'aéronautique civile²³ ;
- Aircraft Designs Inc. (ADI), sous-traitant américain et filiale de PCC Aerostructures depuis mars 2014. PCC a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 9,5 milliards de dollars, dont 70% réalisés dans l'aéronautique²⁴.

6.2.6. Positionnement du Groupe par rapport à ses concurrents

Le premier sous-traitant européen est le belge Asco avec 412 millions d'euros de chiffres d'affaires environ. Le deuxième acteur européen et premier acteur en France est Mecachrome avec 335 millions d'euros de chiffres d'affaires environ.

Le Groupe est fournisseur de rang 1 auprès de trois des quatre premiers constructeurs d'avions mondiaux (Airbus, Embraer et Bombardier). Avec 204 millions d'euros de chiffres d'affaires au 31 mars 2015, la Société est le deuxième sous-traitant français et le troisième sous-traitant européen²⁵.

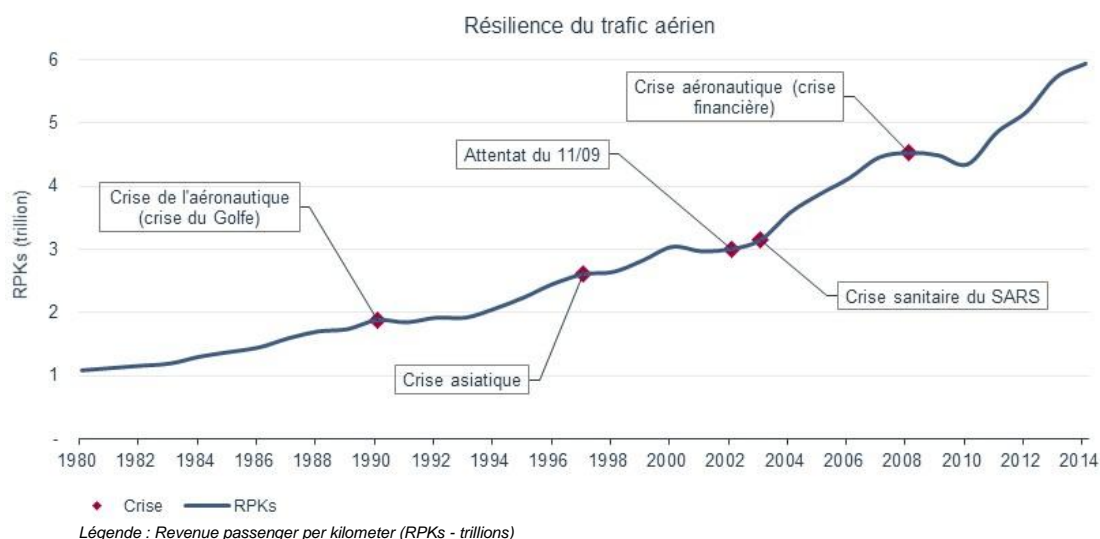
6.2.7. Indicateurs de marché

Le Groupe s'adresse principalement au marché de l'aéronautique civile (92% du chiffre d'affaires) et, plus marginalement, à celui de l'aviation militaire (2% du chiffre d'affaires) dont les commandes découlent de décisions politiques et des contraintes budgétaires des Etats. Son activité concerne quasi exclusivement la fourniture de produits dans le cadre d'une première monte. Le reste du chiffre d'affaires du Groupe (6%) est lié aux activités industrielles non aéronautiques de MTI et Mecabrive.

Les indicateurs clés présentés ci-après servent à effectuer le suivi de la vigueur du marché de l'aviation commerciale à court terme.

6.2.7.1. Une demande de trafic aérien solide : une croissance du trafic attendue à 6,5% en 2016²⁶

Malgré les différentes crises économiques au cours des trente dernières années, le trafic aérien a connu une croissance constante sur le long terme, se montrant particulièrement résilient.



(Source : Boeing Current Market Outlook 2015)

²¹ *Flight International, Top 100 Aerospace Companies*, 16-22 septembre 2014.

²² Site Internet de Mecachrome.

²³ Site Internet de Ducommun Incorporated.

²⁴ Site Internet de PCC.

²⁵ Source Société.

²⁶ Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

À court terme, l'horizon reste porteur puisque le marché anticipe une croissance du trafic aérien supérieure à la moyenne historique 2001-2014 de +4,9% par an²⁷ pour atteindre 6,3% en 2015 et 6,5% en 2016²⁸, portée par le Moyen-Orient, l'Asie/Pacifique (notamment l'Inde et la Chine) et l'Amérique latine en dépit de la faiblesse persistante du Brésil et de l'Argentine.

A moyen terme, le développement de la demande de transport aérien sera principalement porté par l'émergence d'une classe moyenne qui représentera 55% de la population mondiale dans vingt ans contre 37% aujourd'hui, et notamment dans les pays dits émergents qui connaîtront un quasi doublement de leur classe moyenne selon Oxford Economics. À titre d'illustration, en 2014, seulement un quart de la population dans les pays émergents a réalisé un trajet en avion contre une moyenne de 1,6 vol par personne en Amérique du Nord.

6.2.7.2. Des prévisions favorables de livraisons (marché mondial) par les principaux constructeurs (avions Cargo et Passagers)

Airbus table sur un doublement du trafic aérien sur les quinze prochaines années²⁹, tandis que Boeing anticipe un besoin de 38.050 avions pour une valeur de 5,6 billions de dollars sur les 20 prochaines années³⁰.

Le tableau ci-dessous présente les prévisions de marché publiées par Airbus, Boeing et Embraer pour la période de référence 2015-2034 :

	Airbus	Boeing	Embraer
<i>Période de ref.</i>	<i>2015-2034</i>	<i>2015-2034</i>	<i>2015-2034</i>
Gros porteurs	1 550	540	-
Avions à deux couloirs	8 106	8 290	12 700
Avions monocouloirs	22 927	26 730	21 550
Jet d'affaires	-	-	-
Avions régionaux	-	2 490	2 050
Total	32 583	38 050	36 300

Sources :
 Airbus Global Market Forecast 2015
 Boeing Current Market Outlook 2015
 Embraer Market Outlook 2015 - 2034

Ces prévisions favorables reposent sur des arguments solides :

- D'une part, la flotte active est vieillissante et le marché se trouve au cœur d'une phase de renouvellement accélérée. Les retraits devraient représenter plus de 2% en moyenne de la flotte active sur chacune des trois prochaines années contre une moyenne de 1,8% sur les années 2000 et 1,3% sur les années 90. Les retraits anticipés devraient absorber plus d'un tiers des livraisons attendues contre une moyenne de 26% depuis 1990. Dans le détail, la situation est plus confortable sur les long-courriers que les mono-couloirs, puisque sur les quatre prochaines années plus de 40% des livraisons de long-courriers devraient être réalisées pour remplacer des appareils contre moins de 30% pour les mono-couloirs (Source : ACAS).
- D'autre part, la rentabilité des compagnies aériennes s'améliore, ce qui devrait faciliter le financement de leurs dépenses d'investissement de capital (même si la corrélation entre les livraisons et les résultats des compagnies aériennes est assez limitée). L'Association Internationale du Transport Aérien (IATA) anticipe ainsi une progression de 77% de la rentabilité nette en 2015 pour atteindre 29,1 milliards de dollars, portée principalement par les sociétés d'Amérique du Nord (15,7 milliards de dollars) qui bénéficient de la consolidation de l'industrie, de la croissance des recettes auxiliaires et d'une amélioration des coefficients de remplissage.

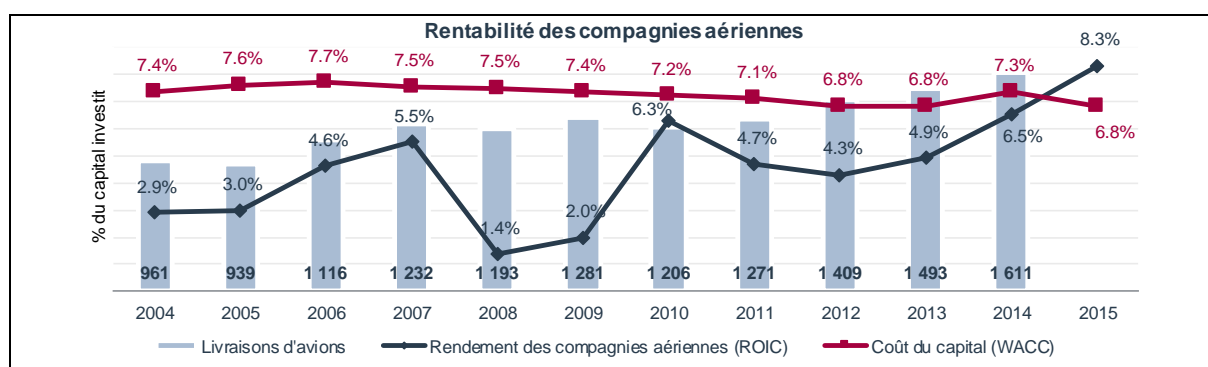
²⁷ Banque Mondiale.

²⁸ OACI.

²⁹ Prévisions de marché 2015 d'Airbus (*Airbus Global Market Forecast 2015 Book*).

³⁰ Prévisions de marché 2015 de Boeing (*Boeing Current Market Outlook 2015*).

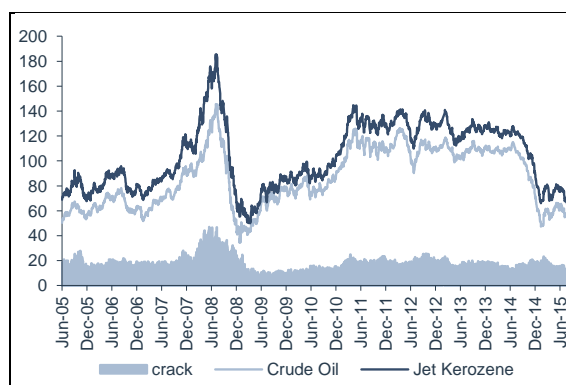
Forte amélioration de la rentabilité des compagnies aériennes en nombre d'appareils



(Sources : Data sheet IATA décembre 2015, IATA Economics Briefing n° 10, IATA Industry outlook, Présentation Mai 2014, Speed News Commercial Aircraft Program Status reports.)

- Les compagnies aériennes opèrent aujourd'hui sur des coefficients de remplissage moyen de 80% pour les avions Passagers³¹, soit une amélioration de plus de 500 points de base sur les dix dernières années. Or, ce seuil devrait désormais être proche du niveau optimal et un taux supérieur amènerait certainement des perturbations opérationnelles. Pour continuer à croître, les transporteurs n'auront pas d'autre choix que de commander et réceptionner de nouveaux appareils.
- Les prix élevés du carburant sur la période 2011/2014 ont poussé certaines compagnies aériennes à accélérer le rajeunissement de leur flotte et favorisé l'apparition de versions remotorisées de modèles existants (A320 neo, B737 max, A330 neo, B777X). A ce stade, le recul du prix du brut depuis 2 ans n'a pas eu d'impact sur le marché. Cette baisse devrait par ailleurs favoriser une meilleure rentabilité des sociétés aériennes, procurant à ces dernières l'occasion de réinvestir dans leurs flottes.

Évolution du prix du carburant (\$/bl)



Légendes :

- Crack : Différence entre le prix du pétrole brut et le prix du produit qui en est extrait
- Crude Oil : Pétrole brut
- Jet Kerosene : Kérosène aviation

(Source : Factset, IATA)

6.3. LES FACTEURS CLES DE SUCCES DU GROUPE

6.3.1. L'excellence industrielle sur son site historique de Figeac

L'objectif est de maintenir et d'accroître une avance compétitive sur le marché au travers :

³¹ IATA - Rapport H1 2015.

- d'un outil industriel récent entièrement dédié à l'aéronautique. Il est un des plus complets et performants en Europe. Il permet à la Société de mettre en œuvre un savoir-faire industriel reconnu par les clients et les prospects du Groupe ;
- d'une culture de recherche et développement et d'investissements importants sur les procédés de fabrication, ce qui permet au Groupe d'être efficient et toujours plus rapide pour produire. La Société a une avance reconnue dans certains domaines techniques. C'est notamment le cas pour l'usinage de grandes pièces en aluminium et en titane ;
- de procédés de fabrication qualifiés par ses clients : tous les procédés de fabrication de Figeac Aéro ont fait l'objet d'audits qualité rigoureux de la part des principaux clients, en vue d'une production zéro défaut ;
- d'un très bon niveau de qualité et de service. Le Groupe est certifié ISO 9001 et EN 9100 et dispose d'un service logistique performant lui permettant d'avoir de très bons indicateurs sur lesquels les constructeurs sont très attentifs, notamment son indicateur OTD (« *On Time Delivery* ») qui est très compétitif (environ 90% pour l'année 2015) ;
- d'une organisation industrielle orientée par métiers et familles de produits afin d'optimiser les moyens humains et matériels et le besoin en fonds de roulement (réduction du temps de cycle et du flux de production) ;
- d'un haut niveau de maîtrise industrielle qui permet au Groupe de proposer à ses clients des solutions innovantes et l'amélioration de ses produits et technologies existants.

6.3.2. La proximité avec ses clients

L'objectif est de dynamiser la relation commerciale et d'accroître la confiance des clients sur les capacités du Groupe à répondre à leurs besoins futurs. Pour cela, l'entreprise s'appuie sur :

- une relation de long terme avec une clientèle prestigieuse, puisque le Groupe est fournisseur de rang 1 auprès de trois des quatre premiers constructeurs d'avions mondiaux (Airbus, Embraer et Bombardier). C'est une position stratégique qui lui assure une relation étroite avec les clients, sur un plan commercial et industriel ;
- la volonté de se déployer industriellement à proximité des donneurs d'ordre, comme sur le site de Méaulte en Picardie ou de Saint-Nazaire en Loire Atlantique, pour dynamiser et entretenir un lien opérationnel de proximité, être réactif, rassurer et être en première position pour répondre aux exigences futures de ses clients (être « *single source* » sur de nombreux produits) ;
- la mise à disposition de ses clients d'une prestation complète : le client du Groupe peut opter pour une prestation comprenant la réalisation des études, l'industrialisation, la gestion des approvisionnements, les processus d'usinage et de formage, la réalisation du contrôle dimensionnel, le traitement de surface, l'assemblage et la livraison ;
- une présence commerciale sur tous les marchés : le Groupe est implanté non seulement sur les deux principaux marchés mondiaux que sont l'Europe et l'Amérique du Nord, mais est également présent au Brésil et commence à démarcher l'Asie (Japon et Corée du Sud). Le Groupe déploie à travers le monde une structure commerciale de 30 personnes au 31 mars 2015.

6.3.3. La compétitivité via des unités de production aussi bien en zones « *best cost* » qu'en zone dollar

L'objectif est d'avoir une démarche globale de groupe pour accroître la compétitivité de l'entreprise au travers :

- d'un positionnement industriel en zone dollar :

L'implantation du Groupe aux Etats-Unis, à Wichita, lui permet de se rapprocher de ses clients existants, mais également de potentiels prospects nord-américains (62% du marché « *aerospace and defense* » représentant 429,2 G\$ en 2014, selon PWC Aerospace and Defense 2014 Review), notamment Boeing (12% du chiffre d'affaires global du secteur « *aerospace and defense* » selon PWC Aerospace and Defense 2014 Review). L'objectif est de développer l'engagement commercial de l'entreprise sur le continent Nord-Américain, là où sont regroupés l'ensemble des donneurs d'ordres (Boeing, Spirit Aerosystems, Bombardier, Triumph, Gulfstream, etc.). Le site de Wichita a donc un intérêt stratégique industriel et commercial.

Il est également porteur de synergies, puisqu'il est spécialisé dans les procédés spéciaux (traitement de surface, microbillage/grenailage, formage par grenailage) ainsi que dans l'assemblage de structures, et devrait permettre au Groupe de pouvoir se prémunir naturellement contre les risques de change.

Sur le plan industriel, cette acquisition a permis au Groupe d'acquérir une capacité de production en zone dollar et de se doter de solutions complètes pour la réalisation de sous-ensembles, au cœur de la capitale mondiale de l'industrie aéronautique américaine. Au 31 mars 2015, ce site employait 87 personnes.

Au 30 septembre 2015, le chiffre d'affaires libellé en dollars représente 69,1% du chiffre d'affaires du Groupe, et les achats libellés en dollars représentent 49,7% des achats du Groupe.

- d'un positionnement industriel en zones « *best cost* » :

L'unité tunisienne de fabrication a démarré pour les besoins d'AéroliA (Stelia Aerospace) et a permis d'augmenter la valeur ajoutée produite sur les sites français du Groupe. C'est un centre d'excellence pour le Groupe pour les pièces usinées de petites tailles et de la tôlerie.

Fort de cette expérience réussie, Figeac Aéro duplique actuellement ce modèle au Maroc et au Mexique. Le site implanté au Maroc sera en mesure d'usiner des pièces en aluminium et en métaux durs et de réaliser des pièces de tôlerie et aura en option une capacité en traitement de surface. Le Mexique sera quant à lui axé sur l'usinage de pièces en aluminium et métaux durs et aura une capacité pour réaliser de petits sous-ensembles.

Le site mexicain permettra par ailleurs d'accroître la valeur ajoutée réalisée sur le site de Wichita aux Etats-Unis, ce qui démontre la complémentarité des deux positionnements du Groupe.

6.3.4. Une solidité financière et une capacité éprouvée à se financer pour assurer son développement et celui de ses clients

La solidité financière du Groupe et sa capacité à se financer, auprès de banques ou sur le marché, sont un facteur clé de sa réussite et de son développement :

- Ces atouts lui permettent non seulement d'assurer son développement, de maintenir son haut niveau d'expertise et d'équipement et de financer sa politique en matière de recherche et développement, mais également de suivre le développement de ses clients.
- Dans un secteur de l'aéronautique où le système du « *risk sharing* » est en constant développement et compte tenu des contrats à long terme conclus dans le cadre des programmes d'avions, ces deux facteurs sont de plus en plus pris en compte par les donneurs d'ordre dans la sélection de leurs sous-traitants et permettent ainsi au Groupe de se démarquer de ses concurrents compte tenu de sa solidité financière.

Le lecteur est invité à se reporter à la section 10.5 de la première partie du présent Prospectus.

6.4. LA STRATEGIE DU GROUPE

6.4.1. Volonté du Groupe

Le Groupe détient moins de 5% de part de marché mondial dans ses domaines d'activité. La stratégie de l'entreprise est de maintenir un fort rythme de croissance pour devenir le premier sous-traitant aéronautique européen et un leader mondial.

En particulier, la volonté du Groupe est de :

- devenir le leader européen de la sous-traitance aéronautique avec un objectif de chiffre d'affaires de 650 à 750 millions d'euros d'ici 2020 (sur la base d'une parité euro/dollar de 1,18) ;
- poursuivre son internationalisation, notamment en Amérique du Nord qui constitue le premier marché mondial, en étant proche des principaux acteurs.

La mise en œuvre de cette stratégie suppose de :

- préserver la solidité financière du Groupe afin de lui procurer la flexibilité suffisante pour ses investissements futurs, notamment dans l'outil et les « *process* » de production, gages de son excellence industrielle ;
- poursuivre la recherche continue de gains de compétitivité, notamment via la recherche et développement, les investissements dans les zones « *best cost* » et dollar et des outils de production toujours plus efficaces ;
- poursuivre la montée en gamme des produits et services offerts au client permettant une stabilité des niveaux de marges du Groupe d'ici 2020.

6.4.2. Financement de la stratégie du Groupe

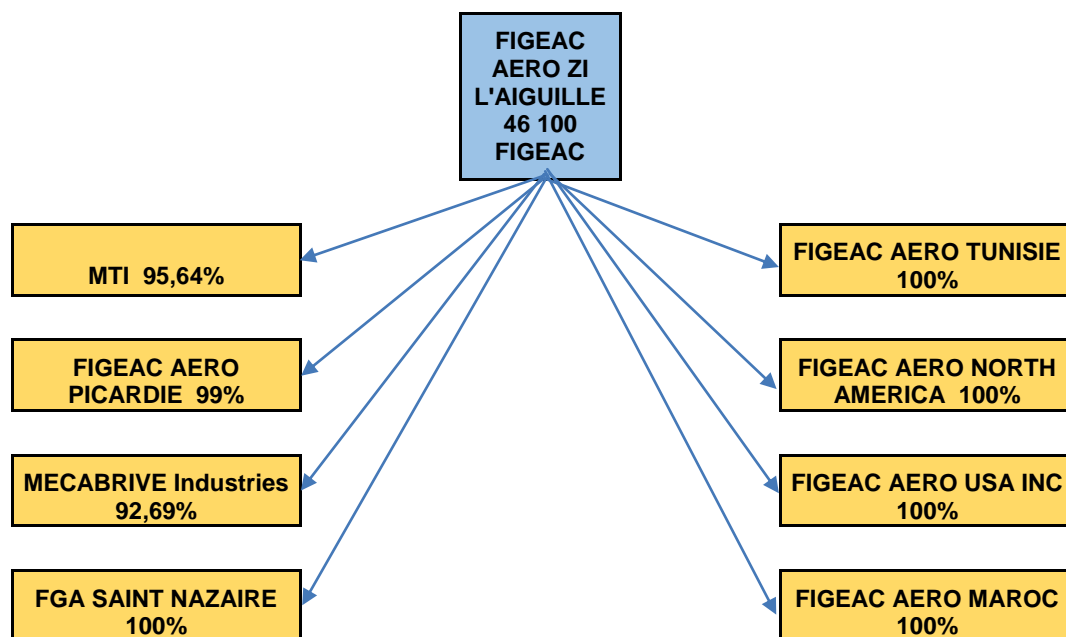
Le Groupe prévoit de financer sa stratégie de développement de façon traditionnelle, comme il l'a fait jusqu'à présent, par capitalisation de ses bénéfices, par emprunts bancaires sur ses équipements, et également en faisant appel au marché s'agissant des besoins les plus significatifs. En particulier, l'augmentation de capital objet de la deuxième partie du présent Prospectus, d'un montant brut initial d'environ 75 millions d'euros, vise à financer les investissements à engager pour concrétiser la croissance du Groupe à partir de l'année 2018.

7. ORGANIGRAMME

7.1. DESCRIPTION DU GROUPE

7.1.1. Organigramme juridique

A la date du présent Prospectus, l'organigramme juridique du Groupe est le suivant (les pourcentages indiqués représentent la détention en capital et en droits de vote) :



7.1.2. Organigramme par métier

	FIGEAC	TUNISIE	MAROC	PICARDIE ST-NAZAIRE	NORTH AMERICA	MEXIQUE	MECABRIVE	
Tôlerie Aluminium		✓	✓					
Usinage de profilés		✓						
Usinage petite et moyenne dimension	✓	✓	✓		✓	✓	✓	
Usinage complexe & grande dimension	✓				⚙️			✓
Usinage des métaux durs	✓		✓			✓		
Traitement de Surface	⚙️		⚙️		✓		✓	
Assemblage petite dimension	✓	✓			✓	✓	✓	
Assemblage moyenne dimension				✓				
Assemblage grande dimension				✓				

7.1.3. Description des filiales et participations

A la date du présent Prospectus, le Groupe comprend 9 filiales dont les principales caractéristiques sont présentées ci-après :

MECANIQUE ET TRAVAUX INDUSTRIELS (M.T.I.) est une société par actions simplifiée au capital de 152.449,02 euros, immatriculée le 11 mars 1994 à Rodez sous le numéro 394 223 804, dont le siège social est situé Z.I. du Combal - 12300 Decazeville. Elle est spécialisée dans la chaudronnerie, la mécano-soudure et l'usinage de pièces de grandes dimensions, et est détenue à 95,64% par la Société.

MECABRIVE INDUSTRIES est une société par actions simplifiée au capital de 2.050.000 euros, immatriculée le 4 juin 2004 à Brive sous le numéro 453 806 267, dont le siège social est situé 1, Impasse Langevin - 19100 Brive-la-Gaillarde. Elle est spécialisée dans l'usinage de pièces complexes, la mécanique industrielle, le traitement de surface et le montage, et est détenue à 92,68% par la Société.

FGA TUNISIE est une société à responsabilité limitée non résidente de droit tunisien au capital de 4.000.000 TND, immatriculée le 10 décembre 2009 à Tunis sous le numéro 1125929Q, dont le siège social est situé Z.I. M'Ghira III - Rue de Gafsa - 2082 Fouchana (Tunisie). Elle est spécialisée dans l'usinage et le montage de petits sous-ensembles aéronautiques et est détenue à 100% par la Société.

FIGEAC AERO USA Inc. est une société de droit américain au capital de 40.000 USD, dont le siège social est situé au 2701, South Bayshore Drive - 33133 Miami (Etats-Unis). Il s'agit d'un bureau de représentation. Cette société est détenue à 100% par la Société.

FGA PICARDIE, est une société par actions simplifiée au capital de 500.000 euros, immatriculée le 10 août 2011 à Amiens sous le numéro 533 995 684, dont le siège social est situé Rue Maryse Bastie - 80300 Méaulte. Elle est spécialisée dans l'assemblage de structures aéronautiques et la réalisation de tous travaux de mécanique générale de précision et est détenue à 99,00% par la Société.

FIGEAC AERO NORTH AMERICA Inc. est une société de droit américain au capital de 370.838 USD, immatriculée le 21 septembre 1999 dans l'Etat du Delaware sous le numéro 3085709, dont le siège social est situé 9313E 39th Street – Wichita - KS 67226 (Etats-Unis). Cette société est spécialisée dans l'usinage de précision et le traitement de surface et est détenue à 100% par la Société.

FGA SAINT-NAZAIRE est une société par actions simplifiée en cours d'immatriculation, au capital social de 100.000 euros, dont le siège social est situé Z.A.C. de Cadréan - 44550 Montoir de Bretagne. Cette société est spécialisée dans le montage de planchers d'avions et est détenue à 100% par la Société.

FIGEACAERO MAROC est une société à responsabilité limitée à associé unique de droit marocain au capital de 200.000 DH, immatriculée le 12 juin 2015 à Casablanca sous le numéro 328973, dont le siège social se trouve 49 rue Jean Jaurès - Gauthier - Casablanca (Maroc). Cette société est spécialisée dans la réalisation de travaux de mécanique générale de précision et la formation professionnelle et est détenue à 100% par la Société.

7.2. FLUX FINANCIERS INTRA-GROUPE

Les principaux flux financiers entre les sociétés du Groupe sont présentés dans les tableaux ci-dessous (en euros).

Flux intra-groupe au 31 mars 2015 (flux annuels) :

ACHATS/VENTES INTRA GROUPE									
Vendeur	FGA	MTI	MBI	FGAT	FGAP	FANA	FGAFGAUS	SCI REMSI	SOLDE
Acheteur :									
FGA	0	23.606	3.418.765	10.985.160	3.249.950	38.927	194 856	372.398	18.283.662
MTI	171.455	0	0	0	0	0	0	0	171.455
MBI	156.638	0	0	0	0	0	0	0	156.638
FGAT	2.228.197	106.821	0	0	5.889	0	0	0	2.340.907
FGAP	205.355	0	0	0	0	0	0	0	205.355
FANA	564.744	0	0	0	0	0	0	0	564.744
SCI REMSI		0	0	0	0	0	0	0	0
	3.326.389	130.427	3.418.765	10.985.160	3.255.839	38.927	194 856	372.398	21.722.761
	21.722.761								

Flux intra-groupe au 30 septembre 2015 (flux semestriels) :

ACHATS/VENTES INTRA GROUPE										
Vendeur	FGA	MTI	MBI	FGAT	FGAP	FANA	FGA/FGAUS	SCI REMSI	FGA MAROC	TOTAL
Acheteur :										
FGA		32.980	2.340.859	5.426.238	2.135.054	46.148	113.254	324.299	2.349	10.421.181
MTI	96.000									96.000
MBI	87.960									87.960
FGAT	891.724	53.410								945.134
FGAP	475.578									475.578
FANA	961.038									961.038
SCI REMSI										0
FGA MAROC	6.064									6.064
	2.518.364	86.390	2.340.859	5.426.238	2.135.054	46.148	113.254	324.299	2.349	12.992.955
	12.992.955									

Les principales relations intra-groupe concernent les relations commerciales entre la Société et :

- Mecabrive qui réalise pour la Société des prestations de traitement de surface et d'usinage ;
- FGA Tunisie, dont la quasi-totalité du chiffre d'affaires (à l'exception de la vente de copeaux et chutes de matières) est adressée à la Société. La facturation porte sur des prestations d'usinage ;
- FGA Picardie, dont une partie de la facturation est réalisée au travers de la Société. Cette facturation porte sur des prestations de montage de sous-ensembles aéronautiques.

De son côté, la Société procède aux facturations suivantes vers ses filiales :

- FGA Tunisie : refacturation de loyers de machines dont le contrat avec le financeur est au nom de Figeac Aéro, refacturation de mise à disposition de personnel ;
- FGA Picardie : refacturation de couts supportés pour le compte de FGA PICARDIE ;
- Figeac Aéro North America : prestations d'usinage de pièces.

8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS

8.1. PROPRIETES IMMOBILIERES ET USINES

Le siège social de la Société est situé à Figeac (France), ainsi qu'une partie de ses usines. Le Groupe concentre ses activités en France, aux Etats-Unis, en Tunisie, au Maroc et au Mexique, avec 27 sites majeurs, qui sont présentés ci-après :

Eléments	Adresse	Surface	Activité	Type de détention
Figeac Aéro				
Partie principale de l'usine	ZI de l'Aiguille 46100 Figeac	23.000 m ²	Ateliers d'usinage Bureaux administratifs	Crédit-bail
Bâtiment métaux durs B6	ZI de l'Aiguille 46100 Figeac	8.500 m ² avec mezzanine	Atelier d'usinage métaux durs Atelier de montage	Bail commercial
Bâtiment Capdenac	ZA de la retonde 12700 Capdenac	1.500 m ² sur un terrain de 3.700 m ²	Stockage	Propriétaire
Bâtiment métaux dur grandes dimensions B10	ZI de l'Aiguille 46100 Figeac	5.000 m ² sur un terrain de 9.077 m ²	Atelier d'usinage métaux durs	Propriétaire
Bâtiment stockage matière B11	ZI de l'Aiguille 46100 Figeac	5.500 m ²	Stockage	Propriétaire
Bâtiment usinage pièces de grande dimension aluminium B12	ZI de l'Aiguille 46100 Figeac	11.333 m ² sur un terrain de 16.036 m ²	Atelier d'usinage pièces en aluminium de grandes dimensions	Propriétaire
Propriété Latapie	ZI de l'Aiguille 46100 Figeac	Maison	Local social	Propriétaire
Terrain	ZI de Cambes 46100 Cambes	15.361 m ²	Réserve foncière	Propriétaire
Ecole et grange	Lieu dit Etemps 46100 Figeac	500 m ² sur un terrain de 80.703 m ²	Centre de formation	Propriétaire
Bâtiment	La Madeleine 46100 Faycelle	900 m ²	Stockage	Bail commercial
Bâtiment et terrain	Herbemols 46100 Figeac	44.950 m ²	Réserve foncière	Propriétaire
Bureau et parking	ZI de l'Aiguille 46100 Figeac (Maison Troiville)	1.559 m ²	Bureau et parking	Propriétaire
Terrain	Propriété Sales 46100 Figeac	4.256 m ²	Réserve foncière	Propriétaire
Terrain	Propriété Cayla 46100 Figeac	30.465 m ²	Réserve foncière	Propriétaire
Terrain	Propriété Diez 46100 Figeac	7.050 m ²	Réserve foncière	Propriétaire
MTI				
Bâtiment principal	ZI du Combal 12300 Decazeville	4.920 m ²	Atelier d'usinage et chaudronnerie	Crédit-bail
Annexe	ZI du Combal 12300 Decazeville	2.700 m ²	Atelier d'usinage et chaudronnerie	Crédit-bail
Extension 2002	ZI du Combal 12300 Decazeville	1.236 m ²	Atelier d'usinage et chaudronnerie	Crédit-bail
Bureaux	ZI du Combal 12300 Decazeville	243 m ²	Bureaux	Propriétaire
Mécabrive Industries				
Bâtiment principal	Impasse Langevin 19100 Brive-la-Gaillarde	5.700 m ²	Atelier d'usinage Atelier de traitement de surface Bureaux	Propriétaire
FGA Picardie				
Bâtiment principal	ZAC du Coquelicot 80810 Méaulte	5.000 m ²	Ateliers d'assemblage Bureaux	Crédit-bail
FGA Saint-Nazaire				
Bâtiment principal	ZAC de Cadréan 44550 Montoir-de-Bretagne	1.800 m ²	Bâtiment industriel	Bail commercial
FGA Tunisie				
Bâtiment principal	ZI de M'Ghira Tunis (Tunisie)	8.600 m ² (avec mezzanine)	Atelier d'usinage Bureaux	Propriétaire
FigeacAéro Maroc				
Bâtiment industriel	Locaux E19 et E20 Sidi Bernoussi Casablanca (Maroc)	2.560 m ²	Atelier d'usinage	Bail commercial
Bâtiment industriel	Locaux A2 Sidi Bernoussi Casablanca (Maroc)	4.985 m ²	Atelier d'usinage Activité de traitement de surface	Bail commercial

Eléments	Adresse	Surface	Activité	Type de détention
Figeac Aéro North America				
Bâtiment principal	9313E 39th St. N Wichita (Etats-Unis)	11.000 m²	Atelier traitement de surface Atelier d'assemblage	Propriétaire
Terrain	9313E 39th St. N Wichita (Etats-Unis)	25.000 m²	Réserve foncière	Propriétaire

Le tableau ci-dessous présente le taux d'utilisation des outils de production dans les sociétés du Groupe par rapport à leur capacité productive (activité normale) :

	Critère	Activité	Activité normale	Taux utilisation
FIGEAC AERO	Heures machines usinage	361.810	461.880	78%
FGA Tunisie	Heures machines usinage	79.608	101.724	78%
Mécabrive	Heures machines usinage	52.675	70.440	75%
MTI	Heures machines usinage	62.152	88.451	70%
FGA Picardie	Utilisation bâtiment en M²	1.900	5.500	35%
FGA North America	Utilisation bâtiment en M²	4.000	5.000	80%
FGA St Nazaire	Utilisation bâtiment en M²	1.350	1.800	75%

Le Groupe a également lancé :

- la création de « l'usine du futur », un atelier dédié de 7.500 m² situé sur le site de Figeac (livraison attendue en juin 2016) ;
- la construction d'un bâtiment d'usinage de 5.833 m² sur le site de Wichita (livraison attendue en juin 2016) ;
- l'agrandissement de l'atelier de MTI à Decazeville (livraison attendue en mars 2016).

Le Groupe lancera par ailleurs courant 2016 la construction d'un atelier d'usinage d'environ 3.500 m² au Mexique, avec une livraison attendue en novembre 2016.

8.2. CONTRAINTES ENVIRONNEMENTALES POUVANT INFLUENCER L'UTILISATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

A la connaissance de la Société, aucun facteur de nature environnementale n'a eu d'influence au cours des derniers exercices ou n'est susceptible d'influencer l'utilisation qu'elle fait de ses immobilisations corporelles.

La Société se conforme aux réglementations environnementales applicables et s'inscrit dans une volonté de protection de l'environnement, notamment s'agissant de la pollution des sols ou des nappes phréatiques et du traitement des déchets.

A ce titre, le Groupe mène une politique de prévention et de recyclage des déchets, et des actions de surveillance de la pollution des sols, en concertation avec les autorités locales.

9. EXAMEN DU RESULTAT ET DE LA SITUATION FINANCIERE

Le lecteur est invité à lire les informations suivantes relatives aux résultats et à la situation financière du Groupe conjointement avec les comptes consolidés annuels du Groupe pour les exercices clos les 31 mars 2013, 2014 et 2015, tels qu'ils figurent à la section 20.1 de la première partie du présent Prospectus et les comptes consolidés résumés semestriels du Groupe pour les semestres clos le 30 septembre 2015, figurant à la section 20.5 de ce même document.

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis conformément aux normes IFRS, telles que publiées par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) et adoptées par l'Union européenne. Les comptes consolidés annuels du Groupe pour les exercices clos les 31 mars 2013, 2014 et 2015 ont été audités. Les rapports des Commissaires aux Comptes sur ces comptes consolidés figurent à la section 20.1 de la première partie du présent Prospectus. Les comptes consolidés résumés semestriels du Groupe pour les semestres clos les 30 septembre 2014 et 2015 ont été établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », norme du référentiel IFRS applicable aux comptes intermédiaires. Le rapport d'examen limité des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés résumés semestriels au 30 septembre 2015 figure à la section 20.5 de la première partie du présent Prospectus. Les informations au 30 septembre 2014 sont issues de l'information comparative des comptes condensés semestriels au 30 septembre 2015 et ont été retraitées.

9.1. PRESENTATION DE LA SITUATION FINANCIERE

Créée en 1989, la Société est un groupe industriel qui opère sur quatre lignes d'activités distinctes :

- la réalisation de pièces de structure pour l'industrie aéronautique ;
- l'usinage de précision et le traitement de surface (en majorité pour l'industrie aéronautique) ;
- le montage en atelier et sur site de sous-ensembles pour l'industrie aéronautique ;
- la mécanique générale et la chaudronnerie lourde (hors industrie aéronautique).

Le Groupe fait partie de la catégorie des sous-traitants dans le domaine de l'aéronautique et est amené à travailler avec trois types de donneurs d'ordre : les constructeurs (tels que Airbus, Embraer, Bombardier), les équipementiers (comme Safran ou Rolls Royce) et les sous-ensembliers (Groupe Latécoère, Spirit Aerosystems, Stelia Aerospace, Zodiac Aerospace).

De par son métier (sous-traitant) et la variété de ses donneurs d'ordre (constructeurs, équipementiers et sous-ensembliers), le Groupe est présent sur la quasi-totalité des programmes aéronautiques civils qui sont actuellement en cours de production chez les constructeurs.

Soutenu par la bonne conjoncture du marché aéronautique français et international, le chiffre d'affaires du Groupe a augmenté de 18,0% au premier semestre de l'exercice se clôturant le 31 mars 2016 (6,0% à taux de change constant). Cette croissance du chiffre d'affaires était de 25,1% pour l'exercice clos en mars 2013, 18,4% en mars 2014 et 25,6% en mars 2015 (+20% à périmètre et taux de change constants).

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014	2015	2014	2013
Chiffre d'affaires	118.930	100.797	203.938	162.325	137.129

Le tableau ci-dessous présente la progression de l'EBITDA dégagée par le Groupe, ainsi que l'évolution du ratio EBITDA/Chiffre d'affaires :

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014*	2015	2014	2013
EBITDA**	30.869	22.904	48.098	35.383	32.021
Taux croissance	34,8%	39,0%	35,9%	10,5%	29,8%
EBITDA/Chiffre d'affaires	26,0%	22,7%	23,6%	21,8%	23,4%

* Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

- de l'impact lié au changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « taxes » ;
- pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération.

**Le calcul de l'EBITDA est présenté à la section 9.2 ci-après.

Le Groupe a défini les segments opérationnels suivants, conformément à la norme IFRS 8 :

- les activités opérationnelles du Groupe sont organisées et gérées séparément suivant la nature des produits et services rendus ;
- chaque secteur représente un domaine d'activité stratégique qui propose différents produits sur différents marchés ;
- ces secteurs correspondent au découpage du *reporting* interne utilisé par le management du Groupe pour le suivi des activités du Groupe ;
- les données financières présentées pour l'information sectorielle suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés du Groupe.

L'activité du Groupe s'articule autour de 4 axes principaux :

1. Aérostructure : réalisation de pièces de structure pour l'aéronautique
 - réalisation de sous-ensembles aéronautiques (usinage et assemblage)
 - réalisation de pièces de structure aéronautiques
 - pièces moteurs et pièces précises aéronautiques
2. Traitement de surface et usinage de précision
 - traitement chimique et peinture de tous types de pièces mécaniques
 - usinage de précision pour l'industrie aéronautique civile et militaire
3. Montage en atelier et sur site de sous-ensembles aéronautiques
 - montage et assemblage de sous-ensembles dans les usines du Groupe
 - montage et assemblage de sous-ensembles par des salariés du Groupe au sein des sites de production des clients du Groupe
4. Mécanique générale et chaudronnerie lourde (activité non-aéronautique)
 - mécanique générale traditionnelle de gros sous-ensembles (tournage, usinage et fraisage)
 - réalisation d'ensembles chaudronnés complexes

Il est précisé que la Société connaissant une forte croissance, celle-ci implique le financement du cycle de fabrication matérialisé par le besoin en fonds de roulement, ainsi que la réalisation de nombreux investissements, entraînant nécessairement une forte consommation de la trésorerie.

Le tableau suivant présente la répartition du chiffre d'affaires et de l'EBITDA par secteur d'activité pour les semestres clos les 30 septembre 2014 et 2015 et pour les exercices clos les 31 mars 2013, 2014 et 2015.

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre				Pour l'exercice clos le 31 mars					
	2015	%	2014*	%	2015	%	2014	%	2013	%
Chiffre d'affaires	118.930	100,0%	100.797	100,0%	203.938	100,0%	162.325	100,0%	137.129	100,0%
Aérostructure	96.788	81,4%	81.576	80,9%	168.894	82,8%	137.229	84,5%	115.802	84,5%
Traitement de surface et usinage de précision	12.263	10,3%	8.124	8,1%	19.014	9,3%	9.786	6,0%	7.887	5,8%
Montage sur site	2.518	2,1%	2.139	2,1%	3.815	1,9%	4.443	2,7%	3.105	2,3%
Mécanique générale et chaudronnerie	7.362	6,2%	8.958	8,9%	12.215	6,0%	10.867	6,7%	10.336	7,5%
EBITDA	30.869	100,0%	22.904	100,0%	48.098	100,0%	35.383	100,0%	32.021	100,0%
Aérostructure	28.418	92,1%	20.617	90,0%	45.815	95,6%	33.032	93,4%	30.280	94,6%
Traitement de surface et usinage de précision	2.103	6,8%	1.390	6,1%	1.979	4,1%	1.233	3,5%	675	2,1%
Montage sur site	-1 55	-0,5%	-8	-0,03%	-567	-1,2%	213	0,6%	392	1,2%
Mécanique générale et chaudronnerie	503	1,6%	906	4,0%	871	1,8%	904	2,6%	674	2,1%

* Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

- de l'impact lié au changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « taxes » ;

- pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération.

9.1.1. Principaux postes du compte de résultat

Chiffre d'affaires

L'essentiel du chiffre d'affaires du Groupe est réalisé dans l'industrie aéronautique. Le tableau ci-dessous présente cette ventilation entre la partie aéronautique et hors aéronautique (activité de MTI et, en partie, de Mecabrive) :

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014*	2015	2014	2013
Chiffre d'affaires	118.930	100.797	203.938	162.325	137.129
Chiffres d'affaires industrie aéronautique	91,4%	86,7%	89,1%	87,0%	86,7%
Chiffres d'affaires hors industrie aéronautique	8,6%	13,3%	10,9%	13,0%	13,3%

* Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

- de l'impact lié au changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « taxes » ;
- pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération.

Le chiffre d'affaires réalisé auprès des acteurs de l'industrie aéronautique représente plus de 86,0% du chiffre d'affaires du Groupe. Ce chiffre d'affaires est réalisé auprès des constructeurs d'avions, des sous-ensembliers et des équipementiers. Une part résiduelle de ce chiffre d'affaires est constituée de ventes de chutes et déchets issus de la matière première utilisée.

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars	
	2015	2014	2015	2014
Part du chiffre d'affaires aéronautique ventilé par :				
Constructeurs	22,6%	17,3%	19,8%	20,8%
Équipementiers	11,3%	11,9%	11,9%	10,7%
Sous-ensembliers	60,2%	68,8%	64,5%	66,0%
Autres (vente de chutes et déchets issus de la matière première utilisée)	5,9%	2,0%	3,8%	2,5%

La progression du chiffre d'affaires du Groupe de 48,7% entre 2013 et 2015 est essentiellement due à la progression du marché aéronautique, et plus particulièrement à l'entrée en phase de production de l'Airbus A350 au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014 ainsi qu'à la montée en cadence de l'Airbus A320 et aux marchés remportés entre 2012 et 2014.

Autres produits de l'activité

Cette rubrique comprend la production immobilisée liée à l'effort de recherche et développement engagé par le Groupe, au crédit impôt recherche obtenu par le Groupe en lien avec son effort de recherche et développement et les subventions d'exploitation obtenues par le Groupe.

La production immobilisée correspond à la valorisation des dépenses engagées par le Groupe dans des projets de recherche et développement correspondant aux critères comptables d'activation définis par le Groupe et présentés à la section 3.11 du rapport financier de l'exercice clos au 31 mars 2015. Ces dépenses sont appréhendées via le suivi des ordres de fabrications associés, cette valorisation revient à neutraliser en termes de résultat les coûts engagés pour la réalisation de ces projets (main d'œuvre directe, consommation de matière, consommables atelier, coûts de structure associés).

Le crédit d'impôt recherche est généré par la valorisation des dépenses de recherche et développement engagées dans des projets éligibles à ce dispositif.

Les subventions d'exploitation sont générées par les diverses aides obtenues par le Groupe, notamment liées à la formation des salariés et aux efforts en lien avec le recyclage des consommations du Groupe (eau, huiles de coupes).

Le tableau ci-dessous présente le montant de ces différents postes à l'arrêté semestriel du 30 septembre 2015 et aux arrêts annuels au 31 mars 2015, 2014 et 2013.

En milliers d'euros	30-sept-15	31-mars-15	31-mars-14	31-mars-13
Durée en mois	6	12	12	12
Crédit d'impôt recherche	848	1.775	1.995	1.743
Subventions d'exploitation	95	354	373	534
Total	943	2.129	2.368	2.277

Variation des stocks de produits en cours et finis

Cette rubrique retrace la variation de valeur des stocks de produits en cours et des produits finis du Groupe. Une variation positive indique que les stocks et en cours ont augmenté durant la période, une variation négative indique une baisse de ces mêmes stocks. La variation positive de ces stocks neutralise les dépenses engagées pour leur réalisation, la variation négative ajoute aux charges de la période le coût de ce déstockage.

En période de croissance, ces stocks augmentent mécaniquement car ils sont engagés pour faire face à la hausse des livraisons à venir. L'augmentation de ces stocks génère un besoin de financement qui impacte les flux de trésorerie liés à l'activité.

Ces stocks sont évalués suivant la méthode du coût de revient complet (excluant les frais non liés à la production et la sous-activité éventuelle).

Ces stocks sont constitués des :

- en-cours de production de pièces et sous-ensembles ;
- coûts relatifs aux contrats suivis à l'avancement sous la norme IAS 11,
- produits finis et semi-finis.

Charges opérationnelles courantes

Les charges comprennent essentiellement :

- les achats de matières premières (aluminium, titane) consommées pour la réalisation des produits vendus ;
- les consommables de production utilisés lors des processus de fabrication ;
- les opérations de sous-traitance : usinage, traitement de surface, traitement thermique ;
- les autres achats et charges externes qui recouvrent notamment les dépenses de sous-traitance générale, d'entretien, de transport de marchandises, les frais de déplacement, les dépenses d'assurance, les dépenses de location, les honoraires ;
- les dépenses de personnel qui recouvrent les charges de personnels engagées par les sociétés du Groupe, le recours au personnel intérimaire, les sommes attribuées au titre de l'intéressement et de la participation et la variation de la provision de droits aux indemnités retraite et médailles du travail des salariés du Groupe pouvant y prétendre ;
- les impôts et taxes, tels que la cotisation foncière des entreprises, les taxes foncières, la cotisation CVAE ;
- les dotations aux amortissements et aux provisions, qui recouvrent la dotation aux amortissements générée par les investissements réalisés par le Groupe, minorée par la reprise d'une quote-part des subventions d'investissement obtenues par le Groupe et les dotations/reprises sur les provisions réalisées essentiellement sur les stocks et en-cours.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant du Groupe est calculé en déduisant du chiffre d'affaires, des autres produits de l'activité et de la variation des stocks de produits en cours et finis, les charges opérationnelles courantes.

Autres produits et charges opérationnels

Ces rubriques représentent essentiellement les produits de cession d'éléments d'actifs et la valeur nette comptable de ces éléments cédés.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel représente le résultat opérationnel courant après prise en compte des autres produits et charges opérationnels.

Résultat financier

Le résultat financier est constitué de :

- charges financières générées par les ressources financières externes mises en place pour subvenir aux besoins de financement du Groupe ;
- produits financiers générés par le placement de la trésorerie du Groupe ;
- gains et pertes de changes réalisés ;
- gains et pertes latents sur instruments financiers générés par la prise en compte du *mark-to-market* des positions de change prises par le Groupe.

Impôts sur les bénéfices

Cette rubrique comprend :

- l'impôt exigible généré par l'activité des sociétés du Groupe ;
- la prise en compte de la variation des impôts différés.

Résultat net

Le résultat net représente le résultat opérationnel réalisé par le Groupe après prise en compte du résultat financier, des impôts exigibles et différés et la prise en compte des intérêts minoritaires correspondant aux intérêts des tiers dans des filiales du Groupe.

EBITDA

L'EBITDA (*Earnings Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization*) constitue l'un des principaux indicateurs utilisés par le Groupe afin de gérer ses activités et d'évaluer sa performance. Il est constitué du résultat opérationnel avant prise en compte de la dotation aux amortissements et de la dotation nette aux provisions.

L'EBITDA ne constitue pas un indicateur défini par les normes IFRS et la définition par le Groupe peut ne pas être comparable à celle utilisée par d'autres sociétés.

Le Groupe estime que cet indicateur est pertinent pour le lecteur de ses comptes, car il représente un indicateur du résultat opérationnel qui exclut les éléments sans incidence sur la trésorerie tels que la dotation aux amortissements et aux dépréciations, et les éléments qui échappent au contrôle du Groupe tels que les impôts sur les bénéfices et les éléments non récurrents.

9.1.2. Principaux facteurs ayant une incidence sur les résultats

Certains facteurs clés ainsi que certains événements passés et opérations ont eu, et pourraient continuer à avoir une incidence sur les activités et les résultats du Groupe.

Ces éléments sont décrits ci-dessous :

- niveau de production des avions civils, plus de 86,0% du chiffre d'affaires du Groupe étant générés par l'activité de fabrication d'aéronefs, et capacité du Groupe à remporter des parts de marché ;
- niveau de la parité entre l'euro et le dollar américain, la majorité du chiffre d'affaires du Groupe étant libellée en dollar américain ;
- l'organisation industrielle du Groupe ;
- la maîtrise de la croissance de l'activité.

Le lecteur est invité à se reporter au chapitre 4 de la première partie du présent Prospectus afin d'obtenir une vision plus complète des risques auxquels est exposé le Groupe.

9.2. COMPARAISON DES RESULTATS SEMESTRIELS DU GROUPE POUR LES PREMIERS SEMESTRES 2014 ET 2015

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé du Groupe pour les semestres clos les 30 septembre 2014 et 2015, en milliers d'euros.

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		% de variation 2014-2015
	2015	2014*	
Chiffre d'affaires	118.930	100.797	18,0%
Autres produits de l'activité	10.675	6.392	67,0%
Variation des stocks de produits en cours et finis	11.329	14.871	-23,8%
Achats consommés	-64.706	-57.959	11,6%
Charges de personnel	-33.577	-30.499	10,1%
Charges externes	-10.776	-9.543	12,9%
Impôts et taxes	-1.007	-1.155	-12,8%
EBITDA	30.869	22.904	34,8%
Dotations aux amortissements	-10.894	-8.079	34,8%
Dotations nettes de provisions	-256	-154	66,3%
Résultat opérationnel courant	19.719	14.671	34,4%
Autres produits opérationnels	216	931	-94,3%
Autres charges opérationnelles	-932	-1.281	-40,0%
Résultat opérationnel	19.003	14.321	32,7%
Produits financiers	8	948	-99,2%
Charges financières	-1.675	-1.705	-1,8%
Coût de l'endettement financier net	-1.667	-757	120,2%
Gains et pertes de changes réalisés	-8.462	2.163	-491,2%
Gains et pertes latents sur instruments financiers	22.267	-8.712	-355,6%
Autres charges et produits financiers réalisés	-23	-191	-87,9%
Quote-part de résultat net des sociétés ME	0		
Impôt	-10.069	-1.937	419,9%
Résultat de la période	21.048	4.887	330,7%

* Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

- de l'impact lié au changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « taxes » ;
- pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération.

Le chiffre d'affaires du Groupe connaît une croissance de 18,0% entre le 30 septembre 2014 et le 30 septembre 2015 (6,0% à taux de change constant), parmi les secteurs d'activités définis par le Groupe, tous affichent une

croissance à deux chiffres, hormis l'activité « Mécanique générale et chaudronnerie » qui connaît un retrait de 17,8% pour ce semestre. Cette baisse d'activité est due à une moindre performance de l'activité pétrolière de la société MTI, compte tenu de la diminution des commandes rencontrée par les principaux clients de cette filiale résultant de la baisse du prix du baril de pétrole et ce, malgré le gain de parts de marché de MTI auprès de son principal client.

La croissance du chiffre d'affaires « Aérostructure » de 18,7% provient de la bonne tenue du marché aéronautique et de l'entrée en phase de livraison série du programme Airbus A350.

La croissance du chiffre d'affaires de l'activité « Usinage de précision et traitement de surface » de près de 51,0% provient de l'excellente performance industrielle et commerciale réalisée sur le site de Wichita aux Etats-Unis.

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		% de variation 2014-2015
	2015	2014*	
Chiffre d'affaires	118.930	100.797	18,0%
Aérostructure	96.787	81.576	18,7%**
Montage sur site	2.518	2.139	17,7%
Usinage de précision et traitement de surface	12.263	8.124	51,0%
Mécanique générale et chaudronnerie	7.362	8.958	-17,8%

* Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

- de l'impact lié au changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « taxes » ;
- pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération.

**11% à taux de change constant.

En parallèle, le Groupe a maîtrisé l'évolution de ses charges opérationnelles qui n'augmentent en moyenne que de 11,0%.

La hausse des achats consommés est de + 11,6%, inférieure à la croissance de l'activité du Groupe.

La hausse des charges de personnel est de 10,1%, inférieure à la croissance de l'activité du Groupe, la croissance de l'activité ayant dilué le poids des charges de structure.

La progression des charges externes est de 12,9%, inférieure à la croissance de l'activité du Groupe, celle-ci ayant dilué le poids des charges de structure.

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		% de variation 2014-2015
	2015	2014*	
Achats consommés	-64.706	-57.959	11,6%
Charges de personnel	-33.577	-30.499	10,1%
Charges externes	-10.776	-9.543	12,9%
Impôts et taxes	-1.007	-1.155	-12,8%

* Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

- de l'impact lié au changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « taxes » ;
- pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération.

La moindre progression des coûts caractérisant une bonne maîtrise des charges opérationnelles, alliée à la progression du chiffre d'affaires et des autres produits de l'activité explique la progression de l'EBITDA de près de 35% dégagée par le Groupe sur le semestre clos le 30 septembre 2015.

La progression des achats consommés s'explique d'une part par un effet de change pour 5,8 % (les achats de matières premières étant très majoritairement libellés en dollar américain), et par une mutation des achats de matières premières de l'aluminium vers le titane, cette dernière matière étant entre 7,5 et 10 fois plus chère au kilo selon les nuances.

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		% de variation 2014-2015
	2015	2014	
EBITDA	30.869	22.904	34,8%

Les dotations aux amortissements croissent et sont liées aux efforts d'investissements engagés par le Groupe. Cet accroissement minore la progression du résultat opérationnel courant qui s'établit à +34,4%, progression néanmoins supérieure à celle du chiffre d'affaires. L'ensemble des investissements réalisés par le Groupe ne sont pas encore pleinement utilisés.

Après prise en compte des autres produits et charges opérationnels, le résultat opérationnel progresse de 32,7% entre le 30 septembre 2014 et 2015.

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		% de variation 2014-2015
	2015	2014	
Dotations aux amortissements	-10.894	-8.079	34,8%
Dotations nettes de provisions	-256	-154	66,3%
Résultat opérationnel courant	19.719	14.671	34,4%
Autres produits opérationnels	216	931	-76,8%
Autres charges opérationnelles	-932	-1.281	-27,2%
Résultat opérationnel	19.003	14.321	32,7%

Le coût de l'endettement financier net progresse de 120,2%, alors qu'il apparait une stabilité des charges financières sur la période. Cette progression provient de la baisse des produits financiers due à l'absence d'avantage financier des avances sans intérêts obtenues par le Groupe sur la période.

Le résultat de change réalisé passe d'un profit de 2,1 millions d'euros en septembre 2014 à une perte de 8,4 millions d'euros en septembre 2015 (voir section 16.3 du rapport sur les comptes consolidés résumés semestriels au 30 septembre 2015).

Le résultat latent (sans impact sur la trésorerie) sur instruments financiers passe d'une perte de 8,7 millions d'euros en septembre 2014 à un profit de 22 millions d'euros en septembre 2015, reflétant l'évolution positive du *mark-to-market* des positions de change prises par le Groupe.

Ce résultat latent est généré par la valeur de marché des positions de change prises par le Groupe dans le cadre de sa politique de couverture change et découle de l'évolution de la parité euro/dollar américain entre le 31 mars et le 30 septembre 2015.

L'ensemble des opérations du semestre génèrent un impôt de 10 millions d'euros en septembre 2015 contre 1,9 millions d'euros en septembre 2014.

Le résultat de la période, avant prise en compte des intérêts minoritaires s'établit à 21 millions d'euros en septembre 2015 contre 4,8 millions d'euros en septembre 2014.

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		% de variation 2014-2015
	2015	2014*	
Résultat opérationnel	19 003	14 321	32,7%
Produits financiers	8	948	-99,6%
Charges financières	-1.675	-1.705	-1,8%
Coût de l'endettement financier net	-1.667	-757	120,2%
Gains et pertes de changes réalisés	-8.462	2.163	-491,2%
Gains et pertes latents sur instruments financiers	22.267	-8.712	-355,6%
Autres charges et produits financiers réalisés	-23	-191	-87,9%
Quote-part de résultat net des sociétés ME	0		
Impôt	-10.069	-1.937	419,9%
Résultat de la période	21.048	4.887	330,7%

* Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

- de l'impact lié au changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « taxes » ;
- pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération.

Informations financières sélectionnées du compte de résultat consolidé du Groupe en pourcentage du chiffre d'affaires :

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre	
	2015	2014*
Chiffre d'affaires	100,0%	100,0%
Autres produits de l'activité	8,9%	6,3%
Variation des stocks de produits en cours et finis	9,5%	14,8%
Achats consommés	-54,4%	-57,5%
Charges de personnel	-28,2%	-30,3%
Charges externes	-9,1%	-9,5%
Impôts et taxes	-0,9%	-1,2%
EBITDA	26,0%	22,7%
Dotations aux amortissements	-9,2%	-8,0%
Dotations nettes de provisions	-0,2%	-0,2%
Résultat opérationnel courant	16,6%	14,6%
Autres produits opérationnels	0,04%	0,9%
Autres charges opérationnelles	-0,7%	-1,3%
Résultat opérationnel	16,0%	14,2%

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre	
	2015	2014*
Résultat opérationnel	16,0%	14,2%
Produits financiers	0,01%	0,9%
Charges financières	-1,4%	-1,7%
Coût de l'endettement financier net	-1,4%	-0,8%
Gains et pertes de changes réalisés	-7,1%	2,2%
Gains et pertes latents sur instruments financiers	18,7%	-8,6%
Autres charges et produits financiers réalisés	-0,02%	-0,2%
Impôt	-8,5%	-1,9%
Résultat de la période	17,7%	4,9%

* Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

- de l'impact lié au changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « taxes » ;
- pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération.

9.3. COMPARAISON DES RESULTATS ANNUELS DU GROUPE POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2013, 2014 ET 2015

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé du Groupe pour les exercices clos les 31 mars 2013, 2014 et 2015.

(en milliers d'euros)	Pour l'exercice clos le 31 mars			% de variation	
	2015	2014	2013	2015 à 2014	2014 à 2013
Chiffre d'affaires	203.938	162.325	137.129	25,6%	18,4%
Autres produits de l'activité	13.309	8.257	6.535	61,2%	26,4%
Variation des stocks de produits en cours et finis	31.312	25.556	18.647	22,5%	37,1%
Achats consommés	-117.083	-92.593	-70.018	26,6%	32,2%
Charges de personnels	-61.980	-51.765	-44.897	19,7%	15,3%
Charges externes	-18.534	-14.155	-13.091	30,9%	8,1%
Impôts et taxes	-2.865	-2.242	-2.285	27,8%	-1,9%
EBITDA	48.098	35.383	32.021	35,9%	10,5%
Dotations aux amortissements	-17.154	-13.187	-10.179	30,1%	29,6%
Dotations nettes de provisions	-101	96	279	-205,2%	-65,6%
Résultat opérationnel courant	30.843	22.292	22.121	38,4%	0,8%
Autres produits opérationnels	4.640	6.204	2.657	-25,2%	133,5%
Autres charges opérationnelles	-8.233	-7.119	-3.683	15,7%	93,3%
Résultat opérationnel	27.250	21.377	21.095	27,5%	1,3%
Produits financiers	869	17	4	5011,8%	325,0%
Charges financières	-3.036	-2.934	-2.702	3,5%	8,6%
Coût de l'endettement financier net	-2.167	-2.917	-2.698	-25,7%	8,1%
Gains et pertes de changes réalisés	3.997	2.710	1.895	47,5%	43,0%
Gains et pertes latents sur instruments financiers	-64.752	1.212	-2.942	-5.442,6%	-141,2%
Autres charges et produits financiers réalisés	-31	-187	-169	-83,4%	10,7%
Quote-part de résultat net des sociétés ME					
Impôt	13.811	-6.231	-5.203	-321,7%	19,8%
Résultat de la période	-21.892	15.965	11.978	-237,1%	33,3%

Le chiffre d'affaires du Groupe a augmenté de 25,6% entre mars 2014 et mars 2015, 20,0% à périmètre et taux de change constants (intégration de Figeac Aéro North America). Cette progression est due notamment à la bonne tenue du marché aéronautique, à l'entrée en phase série de nouveaux programmes (Airbus A350) au cours de l'exercice, à la montée en cadence de l'A320 sur la période et des gains de parts de marché par Figeac Aéro entre 2012 et 2014. Cette progression était de 18,37% en 2014.

(en milliers d'euros)	Pour l'exercice clos le 31 mars			% de variation	
	2015	2014	2013	2015 à 2014	2014 à 2013
Chiffre d'affaires	203.938	162.325	137.129	25,6%	18,4%
Aérostructure	168.894	137.229	115.802	23,1%	18,5%
Montage sur site	3.815	4.443	3.105	-14,1%	43,1%
Usinage de prévision et traitement de surface	19.014	9.786	7.887	94,3%	24,1%
Mécanique générale et chaudronnerie	12.215	10.867	10.336	12,4%	5,1%

En parallèle, les charges opérationnelles ont crû en moyenne de 23,4% en mars 2014 et de 24,7% en mars 2015. La hausse des achats consommés par rapport à l'exercice précédent est de 32,2% en mars 2014 et de 26,5% en mars 2015.

Le poids des achats consommés par rapport aux charges opérationnelles totales est de 44,1% en mars 2014 et de 53,0% en mars 2015. Cette hausse provient principalement de la matière première consommée (essentiellement le titane) pour la fabrication des produits du Groupe, qui progresse de 34,2 millions d'euros en 2013 à 40,8 millions d'euros en 2014 et 62 millions d'euros en 2015.

La hausse des charges de personnel est de 15,3% en mars 2014 et de 19,7% en mars 2015. Cette progression s'explique par les charges de personnel en provenance de Figeac Aéro North America, qui ont été intégrées en 2015, et par la croissance de l'activité du Groupe en 2014. Ces charges progressent moins que l'activité du Groupe grâce à une meilleure absorption des coûts fixes.

La croissance des charges externes est de 30,9% en 2015 contre 8,1% en 2014. En 2015, la principale raison de la croissance de ces charges provient de la hausse du poste d'entretien qui progresse de 3,2 millions d'euros à 4,7 millions d'euros (+45,7%)

(en milliers d'euros)	Pour l'exercice clos le 31 mars			% de variation	
	2015	2014	2013	2015 à 2014	2014 à 2013
Achats consommés	-117.083	-92.593	-70.018	26,5%	32,2%
Charges de personnels	-61.980	-51.765	-44.897	19,7%	15,3%
Charges externes	-18.534	-14.155	-13.091	30,9%	8,1%
Impôts et taxes	-2.865	-2.242	-2.285	27,8%	-1,9%

Du fait d'une meilleure maîtrise des charges opérationnelles, l'EBITDA du Groupe progresse de 36,0% en 2015 à 48,1 millions d'euros.

En 2014, du fait de la progression des charges opérationnelles supérieure à la progression du chiffre d'affaires, l'EBITDA a progressé à un moindre rythme de 10,5% à 35,4 millions d'euros.

(en milliers d'euros)	Pour l'exercice clos le 31 mars			% de variation	
	2015	2014	2013	2015 à 2014	2014 à 2013
EBITDA	48.098	35.383	32.021	35,9%	10,5%

Les dotations aux amortissements progressent et sont liées aux efforts d'investissements engagés par le Groupe, passant de 10 millions d'euros en mars 2013 à 13 millions d'euros en mars 2014 et 17 millions d'euros en mars 2015.

Après prise en compte de ces dotations, le résultat opérationnel courant est de 30,8 millions d'euros en mars 2015 (en progression de 38,0% par rapport à 2014) et de 22,2 millions d'euros en mars 2014 (stable par rapport aux 22,1 millions d'euros observés en 2013).

Après prise en compte des autres produits et charges opérationnels, le résultat opérationnel s'établit à 27,2 millions d'euros en mars 2015 (+27,5%), 21,3 millions d'euros en mars 2014 (+1,3%) et 21,1 millions d'euros en mars 2013.

(en milliers d'euros)	Pour l'exercice clos le 31 mars			% de variation	
	2015	2014	2013	2015 à 2014	2014 à 2013
Dotations aux amortissements	-17.154	-13.187	-10.179	30,1%	29,6%
Dotations nettes de provisions	-101	96	279	-205,2%	-65,6%
Résultat opérationnel courant	30.843	22.292	22.121	38,4%	0,8%
Autres produits opérationnels	4.640	6.204	2.657	-25,2%	133,5%
Autres charges opérationnelles	-8.233	-7.119	-3.683	15,7%	93,3%
Résultat opérationnel	27.250	21.377	21.095	27,5%	1,3%

Les charges financières générées par le financement des investissements et du besoin en fonds de roulement du Groupe s'élèvent à 3,0 millions d'euros en mars 2015 (+3,5%), 2,9 millions d'euros en mars 2014 (+8,6%) et 2,7 millions d'euros en mars 2013.

Après prise en compte des produits financiers, le coût de l'endettement financier net s'établit à 2,1 millions d'euros en mars 2015, 2,9 millions d'euros en mars 2014 et 2,7 millions d'euros en mars 2013.

Le résultat de change réalisé représente un profit de 4 millions d'euros en mars 2015, 2,7 millions d'euros en mars 2014 et 1,9 millions d'euros en mars 2013.

La prise en compte du résultat latent (sans effet sur la trésorerie du Groupe) sur instruments financiers représente une perte de 64,7 millions d'euros en mars 2015, un profit de 1,2 millions d'euros en mars 2014 et une perte de 2,9 millions d'euros en mars 2013, reflétant l'évolution du *mark-to-market* des positions de change prises par le Groupe. Ce résultat latent est généré par la valeur de marché des positions de change prises par le Groupe dans le cadre de sa politique de couverture change et découle de l'évolution de la parité euro/dollar américain entre les différentes dates de clôture.

L'ensemble des opérations du semestre génèrent un crédit d'impôt de 13,8 millions d'euros en 2015 contre une charge d'impôts de 6,2 millions d'euros en 2014 et 5,2 millions d'euros en 2013.

Le résultat de la période, avant prise en compte des intérêts minoritaires, s'établit à -21,9 millions d'euros en 2015 contre + 15,9 millions d'euros en 2014 et + 11,9 millions d'euros en 2013.

(en milliers d'euros)	Pour l'exercice clos le 31 mars			% de variation	
	2015	2014	2013	2015 à 2014	2014 à 2013
Résultat opérationnel	27.250	21.377	21.095	27,5%	1,3%
Produits financiers	869	17	4	5.011,8%	325,0%
Charges financières	-3.036	-2.934	-2.702	3,5%	8,6%
Coût de l'endettement financier net	-2.167	-2.917	-2.698	-25,7%	8,1%
Gains et pertes de changes réalisés	3.997	2.710	1.895	47,5%	43,0%
Gains et pertes latents sur instruments financiers	- 64.752	1.212	-2.942	-5.442,6%	-141,2%
Autres charges et produits financiers réalisés	-31	-187	-169	-83,4%	10,7%
Quote-part de résultat net des sociétés ME					
Impôt	13.811	-6.231	-5.203	-321,7%	19,8%
Résultat de la période	-21.892	15.965	11.978	-237,1%	33,3%

Informations financières sélectionnées du compte de résultat consolidé du Groupe en pourcentage du chiffre d'affaires :

En % du chiffre d'affaires	Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014	2013
Chiffre d'affaires	100,0%	100,0%	100,0%
Autres produits de l'activité	6,5%	5,1%	4,8%
Variation des stocks de produits en cours et finis	15,6%	15,7%	13,6%
Achats consommés	-57,4%	-57,0%	-51,1%
Charges de personnels	-30,4%	-31,9%	-32,7%
Charges externes	-9,1%	-8,7%	-9,6%
Impôts et taxes	-1,4%	-1,4%	-1,7%
EBITDA	23,6%	21,8%	23,4%
Dotations aux amortissements	-8,4%	-8,1%	-7,4%
Dotations nettes de provisions	-0,1%	0,1%	0,2%
Résultat opérationnel courant	15,1%	13,7%	16,1%
Autres produits opérationnels	2,3%	3,8%	1,9%
Autres charges opérationnelles	-4,0%	-4,4%	-2,7%
Résultat opérationnel	13,4%	13,2%	15,4%
Produits financiers	0,4%	0,01%	0,0%
Charges financières	-1,5%	-1,8%	-2,0%
Coût de l'endettement financier net	-1,1%	-1,8%	-2,0%
Gains et pertes de changes réalisés	2,0%	1,7%	1,4%
Gains et pertes latents sur instruments financiers	-31,8%	0,8%	-2,2%
Autres charges et produits financiers réalisés	-0,02%	-0,1%	-0,1%
Impôt	6,8%	-3,8%	-3,8%
Résultat de la période	-10,73%	9,8%	8,7%

9.4. ANALYSE DU BILAN

9.4.1. Actifs non courants

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014	2015	2014	2013
Actif Consolidé					
Total immobilisations incorporelles	28.916	16.185	21.996	12.467	8.366
Total immobilisations corporelles	98.596	77.482	87.129	66.040	54.489
Autres actifs non courants	3.311	11.194	28.061	7.940	8.163
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	130.824	104.861	137.186	86.447	71.018

Les investissements en immobilisations incorporelles du Groupe sont principalement constitués des :

- Frais de développements de nouveaux *process* de fabrication de pièces ou de sous-ensembles d'aéronefs. Ces frais engagés par le Groupe sont immobilisés lorsque les six critères définis par la norme IAS 38 sont respectés : faisabilité technique, intention d'achever, d'utiliser ou de vendre le produit du projet, capacité à

utiliser ou à vendre le produit du projet, avantages économiques probables, disponibilité des ressources et capacités à évaluer de manière fiable les dépenses liées au projet. Ces frais sont amortis sur une durée de 5 ans.

- Logiciels et autres licences acquis par le Groupe. Ces frais sont amortis sur une durée comprise entre 1 et 3 ans.

La progression du montant des immobilisations incorporelles est générée par les efforts du Groupe engagés pour développer et optimiser ses *process* de fabrication et pour développer de nouveaux *process* innovants de fabrication de pièces.

Les investissements en immobilisations corporelles du Groupe sont principalement constitués des :

- Investissements immobiliers : terrains, constructions (usines et ateliers). Les terrains ne font pas l'objet d'un amortissement (à l'exception des aménagements), les constructions et leurs agencements sont amortis sur une durée variant de 5 à 30 ans.
- Investissements mobiliers : installations techniques, matériels et outillages de productions, agencements et aménagements divers, matériels de transports et matériels de bureau. La durée d'amortissement des matériels industriels est de 3 à 10 ans selon la nature et l'usage du matériel, pour les matériels de transports la durée est de 2 à 5 ans selon l'usage du véhicule, pour le matériel de bureau la durée est de 3 à 6 ans selon l'équipement.

La progression du montant des immobilisations corporelles est générée par les efforts d'investissements du Groupe nécessaires pour accompagner sa croissance.

Les autres actifs non courants sont constitués des :

- Impôts différés actifs.
- Autres actifs financiers (essentiellement des dépôts et retenues de garanties accordés par le Groupe).
- Autres actifs non courants : partie à plus d'un an d'actifs courants.

La progression des autres actifs non courants est essentiellement due à l'actif d'imposition différée générée par la provision sur instruments financiers.

9.4.2. Actifs courants

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014	2015	2014	2013
Stocks et en-cours	158.461	124.696	145.367	109.850	82.106
Clients et autres débiteurs	61.389	44.554	52.509	41.809	36.807
Autres actifs courants	13.889	11.362	8.511	8.871	5.909
Trésorerie et équivalent de trésorerie	9.357	12.825	30.261	19.041	1.911
TOTAL ACTIFS COURANTS	243.096	193.438	236.647	179.571	126.733

Les stocks sont constitués des éléments suivants :

- matières premières et autres approvisionnements ;
- en-cours de production ;
- contrats de construction ou de partenariat ;
- produits finis.

L'évolution des stocks est directement influencée par :

- l'activité du Groupe ;
- les *process* industriels qui influent sur le cycle de fabrication ;
- les typologies de fabrications à réaliser.

Conscient du poids des stocks et en-cours dans le besoin en fonds de roulement, le Groupe a lancé plusieurs actions destinées à corriger cette situation :

- l'externalisation de la gestion de la matière première ;
- l'internalisation de la fonction traitement de surface ;
- les partenariats avec certains sous-traitants clefs ;
- l'organisation en *business line*.

Le poste « Clients et autres débiteurs » regroupe essentiellement les créances détenues par le Groupe sur ses clients.

Le poste « Autres actifs courant » est constitué de :

- créances détenues par le Groupe sur l'Etat ;
- créances détenues par le Groupe sur d'autres tiers ;
- charges constatées d'avance.

Le poste « Trésorerie et équivalent de trésorerie » est constitué par la trésorerie disponible, nette des découverts bancaires utilisés et les placements de trésorerie à court terme très liquides et facilement convertibles en cash.

9.4.3. Capitaux propres

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014	2015*	2014	2013
Passif consolidé					
Capital	3.332	3.195	3.328	3.195	3.000
Primes	34.118	14.200	33.731	14.200	0
Réserves	26.872	51.004	45.104	35.201	23.508
Réserves de conversion	42	0	204	0	0
Résultat de l'exercice	20.971	5.284	-21.889	16.060	11.980
Capital émis et réserves attribuables aux propriétaires de la société mère	85.335	73.683	60.479	68.656	38.488
Participation ne donnant pas le contrôle	650	90	255	83	171
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	85.985	73.773	60.734	68.739	38.658

* Les données publiées au 31 mars 2015 ont été retraitées de l'impact lié au changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « Taxes ».

Le capital social est 3.332.101,56 euros, constitué par 27.767.513 actions de 0,12 euro de valeur nominale.

Le capital social a connu les évolutions suivantes :

- Décembre 2013 : division de la valeur nominale par 1.000.
- Décembre 2013 : augmentation de capital de 189.600 euros par création de 1.580.000 actions nouvelles dans le cadre d'un placement privé.
- Février 2014 : augmentation de capital réservée aux salariés de 5.504,40 € par création de 45.845 actions nouvelles.
- Mars 2015 : augmentation de capital de 133.333,32 € par création de 1.111.111 actions nouvelles dans le cadre d'un placement privé.
- Mai 2015 : augmentation de capital réservée aux salariés de 3.666,84 € par création de 30.557 actions nouvelles.

Les primes sont liées aux augmentations de capital réalisées. Les réserves sont générées par le cumul des résultats réalisés non distribués.

9.4.4. Passif non courant

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014	2015	2014	2013
Total des dettes financières non courantes	115.029	87.107	98.350	79.043	61.891
Autres passifs non courants	64.498	42.990	103.591	28.670	28.103
Total passif non courant	179.527	130.096	201.940	107.712	89.994

Le passif non courant comprend :

- les dettes financières non courantes (partie supérieure à 1 an) : emprunts auprès des établissements de crédit, dettes financières de location financement, avances remboursables et la dette liée à la participation des salariés aux résultats de la Société, (les dettes financières sont générées par les investissements réalisés par le Groupe) ;
- les autres passifs non courants constitués de : provisions constituées par le Groupe (y compris la provision pour retraite), l'impôt différé passif, l'engagement sur instruments financiers, partie à plus d'un an du passif courant.

9.4.5. Passif courant

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014	2015	2014	2013
Total des dettes financières courantes	47.145	39.370	45.699	32.811	28.357
Autres passifs courants	61.264	55.060	65.460	56.756	40.743
Total passif courant	108.409	94.430	111.159	89.567	69.100

Les dettes financières courantes sont constituées :

- des dettes financières à court terme formées par l'en-cours des mobilisations de créances via le recours à l'affacturage ;
- de la partie courante (inférieure à 1 an) des dettes financières à terme et des avances remboursables ;
- des dettes liées au financement du cycle de production : dettes fournisseurs, dettes fiscales et sociales, dettes diverses.

9.4.6. Structure du bilan présentée en pourcentage du total du bilan

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014	2015*	2014	2013
Actif consolidé					
Total immobilisations incorporelles	7,7%	5,4%	5,9%	4,7%	4,2%
Total immobilisations corporelles	26,4%	26,0%	23,3%	24,8%	27,6%
Autres actifs non courants	0,9%	3,8%	7,5%	3,0%	4,1%
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	35,0%	35,2%	36,0%	32,5%	35,9%
TOTAL ACTIFS COURANTS	65,0%	64,9%	63,3%	67,5%	64,1%
TOTAL ACTIF	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

(en milliers d'euros)	Pour le semestre clos le 30 septembre		Pour l'exercice clos le 31 mars		
	2015	2014	2015*	2014	2013
Passif consolidé					
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	23,0%	24,7%	16,2%	25,8%	19,6%
Total passif non courant	48,0%	43,6%	54,0%	40,5%	45,5%
Total passif courant	29,0%	31,7%	30,0%	33,7%	34,9%
Total capitaux propres et passifs	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

* Les données publiées au 31 mars 2015 ont été retraitées de l'impact lié au changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « Taxes ».

10. TRESORERIE ET CAPITAUX

10.1. PRESENTATION GENERALE

Les principaux besoins en trésorerie du Groupe correspondent, historiquement, à la trésorerie utilisée pour la couverture de son besoin en fonds de roulement et pour ses dépenses d'investissements : recherche et développement, investissements immobiliers et mobiliers.

Le Groupe répond à ces besoins principalement grâce à la trésorerie disponible, aux flux de trésorerie générés par l'activité, et par le recours à des financements externes :

- financement en fonds propres :
 - o subventions d'investissements,
 - o augmentations de capital (sur le marché et/ou dédiée aux salariés) ;
- émissions d'emprunts (emprunts bancaires, emprunt obligataire et financement par crédit-bail) ;
- avances consenties par l'Etat ou d'autres institutions publiques et parapubliques ;
- participation des salariés ;
- mobilisation du poste client par le recours à l'affacturage ;
- utilisation de découverts bancaires.

La couverture du besoin en fonds de roulement est essentiellement assurée par le recours à l'affacturage. A ce titre, l'utilisation de la ligne affacturage au 31 décembre 2015 est de 33,2 millions d'euros.

Le financement des investissements du Groupe en recherche et développement, investissements immobiliers et mobiliers est assuré par des financements moyen et long termes consentis par les banques du Groupe, des organismes de crédit-bail et par des avances remboursables consenties par l'Etat ou d'autres institutions publiques et parapubliques.

L'utilisation de ces financements au 31 décembre 2015 représente un total de 141,8 millions d'euros répartis ainsi :

En milliers d'euros	Montant	%
Emprunts bancaires	74.358	52,5%
Dette obligataire	2.000	1,4%
Dette location financement	40.197	28,4%
Avances	23.324	16,5%
Participation des salariés	1.874	1,3%
TOTAL	141.753	100,0%

La trésorerie disponible du Groupe au 31 décembre 2015 est de 11,8 millions d'euros.

Depuis sa création, le Groupe n'a pas versé de dividende, préférant se concentrer sur des investissements porteurs de croissance et souhaitant maintenir une situation de trésorerie saine, lui permettant de bénéficier de la flexibilité nécessaire afin de pouvoir réaliser des investissements stratégiques à l'avenir.

Dans le cadre de son opération de marché à venir, le Groupe entend procéder à une augmentation de capital pour un montant compris entre 75,0 et 86,2 millions d'euros.

10.2. CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT

10.2.1. Capitaux propres

Les capitaux propres attribuables au Groupe (capital émis et réserves attribuables aux propriétaires de la société mère) s'élèvent à 85,3 millions d'euros au 30 septembre 2015 contre 60,4 millions d'euros au 31 mars 2015.

L'essentiel de ces capitaux propres est constitué du capital social de la société mère, des primes liées aux diverses augmentations de capital effectuées et de la capitalisation des résultats du Groupe.

Les opérations intervenues sur le capital de la société au cours des trois années précédentes sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Date	Opération	Nombre de titres	Nominal (euros)	Variation du capital en nominal (euros)	Capital nominal (euros)	Prime (euros)
janvier-13	Situation à janvier 2013	25.000	120		3.000.000,00	0,00
décembre-13	Division du nominal par 1000	25.000.000	0,12		3.000.000,00	0,00
décembre-13	Augmentation de capital par placement privé	1.580.000	0,12	189.600,00	3.189.600,00	13.915.669,41
février-14	Augmentation de capital réservée aux salariés	45.845	0,12	5.501,40	3.195.101,40	284.744,31
mars-15	Augmentation de capital par placement privé	1.111.111	0,12	133.333,32	3.328.434,72	19.530.835,92
mai-15	Augmentation de capital réservée aux salariés	30.557	0,12	3.666,84	3.332.101,56	386.922,69
janvier-16	Situation janvier 2016	27.767.513	0,12		3.332.101,56	34.118.172,33

Les augmentations de capital réalisées par le Groupe lui ont permis de réaliser le financement des investissements, la création de filiales en zones « best cost », la première implantation en zone dollar et le financement du besoin en fonds de roulement généré par la croissance de son activité.

Afin de soutenir ses investissements, le Groupe bénéficie de subventions d'investissements.

Le tableau ci-dessous présente les subventions d'équipement obtenues par le Groupe ces trois dernières années :

Exercice	Société	Montant	Organisme	Projet
2012-2013	FGA Picardie	421.640	Etat	Prime à l'aménagement du territoire, création d'emplois et investissements
2012-2013	Figeac Aéro	104.400	BPI/FUI	Subvention sur projets de recherche et développement
2012-2013	Figeac Aéro	360.000	Collectivité local + FEDER	Subvention sur immobilier
TOTAL 2012-2013		886.040		
2013-2014	Figeac Aéro	47.094	Conseil Régional	Subvention sur projets de recherche et développement
2013-2014	MTI	233.600	Conseil Régional	Subvention sur projets investissements
TOTAL 2013-2014		280.694		
2014-2015	FGA Picardie	166.000	Conseil Général de la Somme	Subvention sur projets investissements
2014-2015	Figeac Aéro	89.220	Etat	Subvention sur projets de recherche et développement
2014-2015	Figeac Aéro	100.000	Collectivité locale	Subvention sur immobilier
2014-2015	Figeac Aéro	800.000	Etat	Prime à l'aménagement du territoire, création d'emplois et investissements
2014-2015	MBI	52.640	Agence de l'eau	Subvention sur projets investissements
2014-2015	MTI	88.400	Collectivité locale	Subvention sur projets investissements
2014-2015	MTI	266.000	Etat	Subvention sur projets investissements
TOTAL 2014-2015		1.562.260		
2015-2016	FGA Picardie	166.000	Conseil Général de la Somme	Subvention investissements immobiliers
2015-2016	FANA	920.938	Ville et comté de	Subvention sur projets investissements à Wichita 1 M\$

			Wichita	
TOTAL 2015-2016		1.086.938		
TOTAL GENERAL		3.815.932		

10.2.2. Endettement

10.2.2.1. Endettement long et moyen termes

En complément des ressources propres, le Groupe a recours aux différentes sources d'endettement suivantes pour financer son développement :

- endettement long et moyen terme auprès de ses banques pour un montant de 74,4 millions d'euros au 31 décembre 2015 ;
- dette obligataire pour un montant de 2,0 millions d'euros au 31 décembre 2015 ;
- dettes de location financement auprès d'organismes de crédit-bail pour un montant de 40,2 millions d'euros au 31 décembre 2015 ;
- avances remboursables consenties par l'Etat ou par des organismes publics ou parapublics pour un montant de 23,3 millions d'euros au 31 décembre 2015 ;
- gestion par Figeac Aéro des droits des salariés au titre de la participation, pour un montant de 1,8 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Le tableau ci-dessous présente la répartition de la dette brute du Groupe aux dates indiquées (voir section 13.2 du rapport sur les comptes consolidés résumés semestriels au 30 septembre 2015) :

Capital restant dû (en milliers d'euros)	31/12/15	30/09/15	31/03/15	31/03/14	31/03/13
Emprunts bancaires	74.358	65.072	55.478	37.179	31.354
Dette obligataire	2.000	2.000	2.000	2.000	0
Dette location financement	40.197	38.609	36.342	35.808	28.527
Avances	23.324	23.082	22.703	12.136	10.160
Participation des salariés	1.874	1.900	1.591	1.512	2.009
Total	141.753	130.663	118.114	88.635	72.050
Dont part à moins d'un an	20.775	15.634	19.764	9.587	10.158

Le tableau ci-dessous présente la variation nette de la dette aux dates indiquées :

Variation en milliers d'euros	31/12/15	30/09/15	31/03/15	31/03/14
Emprunts bancaires	9.286	9.594	18.299	5.825
Dette obligataire	0	0	0	2.000
Dette location financement	1.588	2.267	534	7.281
Avances	242	379	10.567	1.976
Participation des salariés	-26	309	79	-497
Variation totale	11.090	12.549	29.479	16.585

La progression de la dette résulte principalement des éléments suivants :

- a) septembre - décembre 2015 :
- Mise en place d'un nouveau financement (4,0 millions d'euros).
 - Prêt immobilier finançant un nouvel atelier (2,0 millions d'euros).
 - Augmentation des financements bancaires dédiés aux besoins de contrats clients (5,8 millions d'euros).

- Mise en place de financements en location financement correspondant aux investissements réalisés par le Groupe : 1 four pour traitement thermique et 7 nouvelles machines d'usinage pour un montant de 3,3 millions d'euros.
- b) mars - septembre 2015 :
 - Augmentation des financements bancaires dédiés aux besoins de contrats clients (11,4 millions d'euros).
 - Prêt immobilier finançant une extension d'atelier (1,2 millions d'euros) et un nouvel atelier (2,2 millions d'euros).
 - Mise en place de financements en location financement correspondant aux investissements réalisés par le Groupe : 8 nouvelles machines d'usinage pour un montant de 7,0 millions d'euros.
- c) mars 2014 – mars 2015 :
 - Augmentation des financements bancaires dédiés aux contrats clients (13,9 millions d'euros).
 - Prêt immobilier finançant un nouvel atelier (1,8 millions d'euros).
 - Mise en place d'un financement BPI France en abondement aux financements bancaires (4,0 millions d'euros).
 - Mise en place de financements en location financement correspondant aux investissements réalisés par le Groupe : 8 nouvelles machines d'usinage, une cabine de peinture et outillage de production pour 8,6 millions d'euros
 - Avances remboursables sur les programmes d'investissements (12,0 millions d'euros).
- d) mars 2013 – mars 2014 :
 - Mise en place d'un emprunt obligataire pour financer l'effort de recherche et développement du Groupe (2,0 millions d'euros).
 - Mise en place d'un financement BPI France en abondement aux financements bancaires (3,5 millions d'euros).
 - Augmentation des financements bancaires dédiés aux contrats clients pour 10,9 millions d'euros.
 - Mise en place de financements en location financement correspondant aux investissements réalisés par le Groupe : 15 nouvelles machines d'usinage pour 10,0 millions d'euros.
 - Mise en place de financements en location financement correspondant à l'usine de FGA Picardie (crédit-bail immobilier pour 2,7 millions d'euros).
 - Avance remboursable COFACE sur effort prospection (0,9 millions d'euros), avance remboursable sur programme d'investissements (1,2 millions d'euros).

10.2.2.2. Endettement court terme

Le Groupe a recours à de l'endettement court terme notamment pour financer son besoin en fonds de roulement. Le tableau ci-dessous présente l'utilisation de l'affacturage et des autorisations de découverts aux dates indiquées.

Nature	31/12/15	30/09/15	31/03/15	31/03/14	31/03/13
Affacturage	32.146	29.081	25.934	23.224	18.197
Découvert utilisés	7.616	2.430	1.837	1.961	1.434
Total endettement court terme	39.762	31.511	27.771	25.185	19.631

Le recours à l'affacturage représente entre 47% et 55% de l'en-cours client du Groupe. Les contrats d'affacturage du Groupe sont avec recours.

Figeac Aéro et Mecabrive sont les deux entités du Groupe qui recourent à l'affacturage pour le financement de leur cycle de production.

Figeac Aéro et Mecabrive utilisent le même « *factor* » pour leurs clients français. Figeac Aéro utilise un second « *factor* » pour les clients étrangers. Les deux sociétés ne cèdent pas la totalité de leurs créances clients.

Les contrats d'affacturages prévoient une limitation d'en-cours propre à chaque client cédé. Ces limites sont gérées conjointement par la société d'affacturage et la société. De par la qualité des clients cédés, ces limites d'en-cours n'ont jamais constitué une limite au financement.

10.3. FLUX DE TRESORERIE

10.3.1. Flux de trésorerie liés à l'activité

Le tableau ci-dessous présente les flux nets de trésorerie générés par l'activité

(en milliers d'euros)	30 sept. 2015	Pour l'exercice clos le 31 mars		
		2015	2014	2013
FLUX DE TRESORERIE				
<i>Flux de trésorerie liés à l'activité</i>				
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net d'impôt	21.345	42.676	34.892	26.313
<i>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</i>	-28.315	-43.161	-23.665	-23.589
<i>Variation des stocks et en-cours</i>	-13.987	-34.876	-28.653	-23.219
<i>Variation des clients et autres débiteurs</i>	-9.953	-4.392	-8.187	-8.403
<i>Variation des fournisseurs et autres créditeurs</i>	-4.375	-3.893	13.175	8.033
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	-6.970	-485	11.227	2.725

Les flux de trésorerie d'activité sont fortement impactés par la dynamique négative du besoin en fonds de roulement. De part sa nature industrielle, la production du Groupe génère d'importants besoins en fonds de roulement.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des besoins et des ressources liés au besoin en fonds de roulement exprimés en jours de chiffre d'affaires.

Eléments BFR exprimés en jours de chiffre d'affaires	30 sept. 2015	Pour l'exercice clos le 31 mars		
		2015	2014	2013
Total besoins(1) en jours de chiffre d'affaires	360	371	363	333
Total ressources(2) en jours de chiffre d'affaires	-103	-125	-136	-122
BFR en jours de chiffre d'affaires (3)	257	246	227	211

(1) Besoins de financements : autres actifs non courants + stocks et en-cours + créances clients + créances d'impôts + autres actifs courants.

(2) Ressources de financements : autres passifs non courants + produits différés non courants et courants + fournisseurs + dettes fiscales + autres passifs courants.

(3) Le chiffre d'affaires pris en considération est, selon le cas, le chiffre d'affaires annuel hors taxes du Groupe, ou bien le chiffre d'affaires semestriel hors taxes du Groupe tel qu'annualisé.

L'évolution du besoin de financement au 30 septembre est due à la contraction équivalente à 22 jours de chiffre d'affaires des ressources. Cette situation est notamment générée par les faits suivants :

- le changement de fournisseurs de matières premières pour des fournisseurs ayant des délais de règlements plus courts : -11 jours ;
- le fait que le Groupe ne bénéficiait plus d'acomptes clients au 30 septembre : -3 jours ;
- le règlement d'une dette exceptionnelle sur le semestre : - 5 jours.

10.3.2. Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements

(en milliers d'euros)	30 sept. 2015	Pour l'exercice clos le 31 mars		
		2015	2014	2013
FLUX DE TRESORERIE				
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations investissements</i>				
Acquisitions d'immobilisations	-30.243	-43.516	-36.276	-23.910
Cessions d'immobilisations	5.389	6.003	6.177	2.611
Entrée de périmètre		-768		
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS	-24.854	-38.281	-30.100	-21.299

Au cours de chacun des exercices 2015, 2014 et 2013 et du semestre clos le 30 septembre 2015, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont été utilisés par le Groupe dans le cadre d'investissements en immobilisations incorporelles et corporelles (immobilier et mobilier). Le lecteur est invité à se reporter à la section 5.2.1 du présent Prospectus.

10.3.3. Flux de trésorerie liés aux opérations de financement

(en milliers d'euros)	30 sept. 2015	Pour l'exercice clos le 31 mars		
		2015	2014	2013
FLUX DE TRESORERIE				
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</i>				
Augmentations de capital et subventions reçues	1.280	20.772	14.396	
Emissions d'emprunts et avances	15.760	47.841	32.648	20.514
Remboursements d'emprunts et avances	-11.667	-19.789	-16.067	-9.611
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	5.373	48.824	30.977	10.903

Les émissions d'emprunts et d'avances ont permis le financement des investissements du Groupe tel que décrit à la section 10.2.2 du présent Prospectus.

Les différentes augmentations de capital et les subventions d'investissements reçues ont de même permis le financement des investissements du Groupe.

10.3.4. Flux de trésorerie

La croissance du Groupe génère des besoins en matière de financement de besoin en fonds de roulement, d'investissements immobiliers, mobiliers et immatériels et de création de nouvelles filiales (Maroc, Mexique, Saint Nazaire). Ces éléments font que, même avec un EBITDA important, le Groupe a besoin de ressources extérieures pour financer l'ensemble de ces besoins.

Le Groupe connaît depuis l'exercice clos en mars 2012 une forte croissance de son chiffre d'affaires (entre 18 et 26% par an entre mars 2012 et mars 2016), va connaître une croissance importante dans les années à venir (entre +17 et +45% par an entre mars 2017 et mars 2020). Ce développement important est produit par la croissance de production de l'Airbus A350 et du moteur LEAP équipant les Airbus A320 neo et les Boeing B737 Max. Cette croissance sera absorbée d'un point de vue financement du besoin en fonds de roulement et investissements associés pour l'exercice clos en mars 2019. De ce fait, mécaniquement, si la croissance du Groupe devait être ralentie, cela entraînerait tout aussi mécaniquement une génération de flux de trésorerie positifs.

(en milliers d'euros)	30 sept. 2015	Pour l'exercice clos le 31 mars		
		2015	2014	2013
FLUX DE TRESORERIE				
<i>Flux de trésorerie liés à l'activité</i>				
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net d'impôt	21.345	42.676	34.892	26.313
<i>Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation</i>	-28.315	-43.161	-23.665	-23.589
<i>Variation stock</i>	-13.987	-34.876	-28.653	-23.219
<i>Variation des clients et autres débiteurs</i>	-9.953	-4.392	-8.187	-8.403
<i>Variation des fournisseurs et autres créditeurs</i>	-4.375	-3.893	13.175	8.033
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	-6.970	-485	11.227	2.725
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations investissements</i>				
Acquisitions d'immobilisations	-30.243	-43.516	-36.276	-23.910
Cessions d'immobilisations	5.389	6.003	6.177	2.611
Entrée de périmètre		-768		
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS	-24.854	-38.281	-30.100	-21.299
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations financement</i>				
Augmentations de capital et subventions reçues	1.280	20.772	14.396	
Emissions d'emprunts et avances	15.760	47.841	32.648	20.514
Remboursements d'emprunts et avances	-11.667	-19.789	-16.067	-9.611
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	5.373	48.824	30.977	10.903
<i>Autres flux de trésorerie</i>		-1.544		
VARIATION DE TRESORERIE	-26.450	8.515	12.103	-7.670
<i>Trésorerie - Clôture</i>	-22.153	4.327	-4.183	-16.286

(en milliers d'euros)	30 sept. 2015	Pour l'exercice clos le 31 mars		
		2015	2014	2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie				
Valeurs mobilières de placement	2 073	2 537	122	
Disponibilités	7 284	29 567	20 880	3 346
Découverts bancaires		-1 837	-1 961	-1 434
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 357	30 267	19 041	1 912
En-cours facto	-29 081	-25 934	-23 224	-18 197
Découverts bancaires	-2 430			
Solde	-22 153	4 327	-4 183	-16 286

10.4. RESTRICTIONS A L'UTILISATION DES CAPITAUX

Néant.

10.5. SOURCES DE FINANCEMENT NECESSAIRES A L'AVENIR

Pour faire face aux besoins de financement à engager sur 2016/2017 pour concrétiser le développement du Groupe à partir de l'année 2018 (financement des investissements en recherche et développement, en immobilier et matériels de production, financement du besoin en fonds de roulement), le Groupe utilisera, en complément de l'opération en capital envisagée et de façon traditionnelle, les moyens suivants :

- financement bancaire de façon bilatérale ou sous forme de crédit syndiqué ;
- financement sous forme de dette location financement ;
- avances remboursables sur des sujets de recherche et développement et d'investissements ;
- subventions sur des sujets de recherche et développement et d'investissements ;
- autofinancement par capitalisation des résultats futurs.

Le Groupe a notamment obtenu le 27 janvier 2016 un prêt de 25,0 millions d'euros auprès de la Banque Européenne d'Investissement destiné au financement de l'effort de recherche et développement.

Le déblocage de ce prêt s'effectue en deux tranches : la première de 12 millions d'euros débloquée en janvier 2016, tandis que la seconde le sera en juillet 2016. Chaque déblocage déclenche le début de la période d'amortissement de 5 ans.

Il s'agit du premier prêt contenant des « *covenants* » souscrits par le Groupe :

- « *Gearing* » < 2
- Levier < 3
- Ration service dette / EBITDA < 0.5

Les avances remboursables sont exclues de la définition de la dette.

Le Groupe a obtenu de la part de BPI France les financements suivants :

- prêt croissance internationale de 5 millions d'euros d'une durée de 7 ans dont 2 ans de différé de remboursement ;
- prêt croissance industrie de 1,5 millions d'euros d'une durée de 7 ans dont 2 ans de différé de remboursement ;
- avance remboursable de 3,3 millions d'euros dans le cadre de projets d'innovation en lien avec l'industrialisation des carters du moteur LEAP ;
- prêt à taux zéro pour l'innovation : 0,26 million d'euros.

Enfin, le Groupe est en cours de négociation avec ses banques pour la mise en place d'un crédit syndiqué d'un montant compris entre 70 et 80 millions d'euros.

11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES

11.1. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

11.1.1. Politique de recherche

Le Groupe mène, depuis sa création, une stratégie soutenue en matière de recherche et développement pour développer, maîtriser et innover dans le domaine des « *process* d'usinage ». De plus, le Groupe a entamé depuis plusieurs années une politique active en matière de gestion de la propriété industrielle, en déposant des brevets pour certains procédés de fabrication.

Le Groupe ne dispose pas d'un service recherche et développement en tant que tel. L'activité recherche et développement est assurée par des techniciens et des ingénieurs appartenant aux services méthodes, supports techniques et direction des productions. En moyenne, ces personnes consacrent 30% de leur temps de travail à l'activité recherche et développement.

Le nombre de personnes ayant travaillé sur les dossiers de recherche et développement au sein du Groupe au cours des trois derniers exercices clos est présenté ci-dessous (en équivalent temps plein) :

	2013	2014	2015
Nombre de personnes	94	89	102

11.1.2. Frais de recherche

Les dépenses de développement sont capitalisées lorsque les critères suivants sont remplis :

- démonstration de la faisabilité technique du projet et de la disponibilité des ressources pour achever le développement ;
- capacité de l'immobilisation à générer des avantages économiques futurs probables ;
- évaluation fiable du coût de cet actif.

Les coûts de recherche et développement sont amortis par la Société sur une durée maximale de 5 ans. Une provision complémentaire pour dépréciation peut être constatée lorsque la comparaison entre la valeur actuelle de l'actif et sa valeur nette comptable conduit à constater une baisse de la valeur de l'actif résultant de causes dont les effets ne sont pas jugés irréversibles.

Le tableau ci-dessous présente l'effort de recherche et développement engagé par le Groupe au cours des trois derniers exercices :

En milliers d'euros	Mars 2013	% du CA	Mars 2014	% du CA	Mars 2015	% du CA
Frais de recherche et développement engagés	5.397	3,9%	8.625	5,3%	13.077	6,4%
Frais de recherche et développement capitalisés	3.572	2,6%	5.455	3,4%	11.180	5,5%

11.2. PROPRIETE INTELLECTUELLE

La Société a entamé depuis cinq ans une politique active en matière de gestion de la propriété industrielle.

11.2.1. Brevets déposés

A la date du présent Prospectus, la Société est titulaire de deux brevets portant sur des technologies relatives à son activité :

- un brevet déposé en France le 30 juillet 2010 intitulé « *Rail du siège, son procédé de fabrication et plancher obtenu* », enregistré sous le n° 1056331 ;
- un brevet déposé en Espagne le 13 janvier 2012 intitulé « *Rail du siège, son procédé de fabrication et plancher obtenu* », enregistré sous le n° P201230036.

Elle a par ailleurs déposé les cinq demandes de brevet suivantes :

- une demande de brevet en Allemagne le 18 janvier 2012 intitulé « *Rail du siège, son procédé de fabrication et plancher obtenu* », enregistré sous le n° 10 2012 100 382.3 ;
- une demande de brevet en France le 17 octobre 2012 intitulé « *Procédé de fabrication de pièces de structure aéronautique et dispositif permettant de le mettre en œuvre* », enregistré sous le n° 1259889 ;
- une demande de brevet international intitulée « *Procédé de fabrication de pièces de structure aéronautique et dispositif permettant de le mettre en œuvre* », déposée le 15 avril 2014 sous la référence PCT/FR2014/050908 ;
- une demande de brevet intitulée « *Procédé de fabrication d'un rail de sièges et rail de sièges ainsi obtenu* », déposée en France le 20 juin 2014 sous le n° 1455733 ;
- une demande de brevet international intitulée « *Procédé de fabrication d'un rail de siège et rail de sièges ainsi obtenu* », déposée le 11 juillet 2014 sous la référence PCT/FR2014/050908.

11.2.2. Autres droits de propriété intellectuelle

Néant.

12. INFORMATION SUR LES TENDANCES

Depuis la clôture de son dernier exercice le 31 mars 2015, le Groupe a poursuivi son développement et confirme son ambition de devenir le leader européen et un leader mondial de la sous-traitance aéronautique. Par ailleurs, le Groupe entend poursuivre sa croissance au cours des prochains exercices.

Pour l'exercice se clôturant le 31 mars 2018 :

Les objectifs du Groupe sont d'atteindre un chiffre d'affaires de 500 millions d'euros au 31 mars 2018, avec une marge d'EBITDA³² comprise entre 23% et 25% (sur la base d'une parité euro/dollar de 1,18).

A fin janvier 2016, près de 90% de cet objectif de chiffre d'affaires est contractualisé et/ou identifié sur la base des contrats signés (intégrés dans le carnet de commande du Groupe) et/ou des prévisions de cadences communiquées par les clients de Figeac Aéro.

Pour l'exercice se clôturant le au 31 mars 2020 :

Le Groupe s'est fixé pour objectifs ambitieux d'atteindre un chiffre d'affaires compris entre 650 et 750 millions d'euros et une stabilité de sa marge d'EBITDA aux niveaux actuels (sur la base d'une parité euro/dollar de 1,18). Ce chiffre ne pourra néanmoins être atteint que sous réserve de la réalisation des investissements en machines et bâtiments nécessaires.

L'objectif de croissance du chiffre d'affaires entre le 31 mars 2018 et le 31 mars 2020 se décompose, d'une part, en un objectif de croissance organique comprise entre 125 et 175 millions d'euros et, d'autre part, en un objectif de croissance externe comprise entre 25 et 75 millions d'euros.

Le Groupe estime que sa croissance future reposera sur les axes suivants :

- prises de parts de marché sur les nouveaux programmes non encore attribués (exemple : A330neo) ;
- recours à la sous-traitance de plus en plus important par les donneurs d'ordre ;
- réaffectation des contrats vers les acteurs les plus solides tels que Figeac Aéro ;
- poursuite du développement en zones « *best cost* » avec des gains de productivité ;
- saisie des opportunités de croissance externe dans une stricte discipline financière.

Dans le cadre d'opérations de croissance externe, le Groupe a pour volonté de respecter un rationnel stratégique et industriel comme critère clé de décision. L'objectif sera de développer l'entreprise au travers d'un renforcement de sa présence dans de nouvelles zones géographiques (Royaume-Uni, Etats-Unis, autres zones) et/ou au travers l'acquisition d'un savoir-faire complémentaire.

Pour chaque opération de croissance externe, le Groupe a également pour volonté de maintenir une discipline financière stricte qui repose sur les éléments suivants :

- un niveau de levier qui restera inférieur à 3 fois l'EBITDA ;
- des cibles avec des prix d'acquisition autour de 6 à 7 fois l'EBITDA ;
- un financement déjà sécurisé avant toute opération.

Les objectifs présentés ci-dessus ne constituent pas des données prévisionnelles ou des estimations de bénéfices du Groupe, mais résultent de ses orientations stratégiques et de son plan d'action.

Ces objectifs sont fondés sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par le Groupe. Ces données, hypothèses et estimations sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, concurrentiel, réglementaire et fiscal.

Ces objectifs sont notamment conditionnés aux éléments suivants :

- une parité euro/dollar comprise entre 1 et 1,20 ;
- l'absence de crise majeure dans le secteur aéronautique ;
- le respect des cadences annoncées par les constructeurs.

³² L'EBITDA est calculé selon la formule suivante : résultat opérationnel courant + dotations aux amortissements + dotations nettes de provisions.

13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE

13.1. PREVISIONS

Les prévisions de bénéfice présentées ci-dessous et les hypothèses qui les sous-tendent ont été établies en application des dispositions du règlement européen n° 809/2004/CE du 29 avril 2004 (tel que modifié par le règlement délégué n°486/2012 du 30 mars 2012) et des recommandations de l'ESMA 2013/319 (*European Securities and Markets Authority*).

Les prévisions de bénéfice présentées ci-dessous sont fondées sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par le Groupe à la date du présent Prospectus. Ces données, hypothèses et estimations sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement réglementaire, économique, financier, concurrentiel, comptable ou fiscal ou en fonction d'autres facteurs dont le Groupe n'aurait pas connaissance à la date du présent Prospectus.

En outre, la matérialisation d'un ou plusieurs risques décrits au Chapitre 4 « Facteurs de risque » de la première partie du présent Prospectus pourrait avoir un impact sur les activités, la situation financière, les résultats ou les perspectives du Groupe et remettre ainsi en cause ces prévisions de bénéfice.

Par ailleurs, la réalisation des objectifs suppose le succès de la stratégie du Groupe. Le Groupe ne prend donc aucun engagement ni ne donne aucune garantie quant à la réalisation des prévisions figurant dans le présent chapitre.

Le Groupe clôture ses comptes annuels le 31 mars de chaque année. Le Groupe présente des prévisions pour les exercices clos au 31 mars 2016 et au 31 mars 2017.

13.1.1. Hypothèses

Le Groupe a construit les prévisions pour les exercices clos au 31 mars 2016 et au 31 mars 2017 (i) sur la base des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2015 et des comptes consolidés intermédiaires du Groupe pour le semestre clos le 30 septembre 2015 et (ii) sur la base des perspectives d'évolution du chiffre d'affaires en France et à l'international pour l'ensemble du Groupe.

Les règles et méthodes comptables appliquées pour les prévisions pour les exercices clos au 31 mars 2016 et 31 mars 2017 sont identiques à celles adoptées dans les comptes consolidés semestriels clos au 30 septembre 2015.

Ces prévisions reposent principalement sur les hypothèses suivantes :

1- Le chiffre d'affaires :

- i. Par rapport à la situation au 31 mars 2015, le périmètre de consolidation intègre les nouvelles filiales créées par le Groupe au Maroc et au Mexique. Dans une phase de montée en puissance, la contribution de ces deux entités au chiffre d'affaires du Groupe reste toutefois limitée à environ 0,1% au 31 mars 2016 et inférieure à 2% au 31 mars 2017.

- ii. Un taux de change estimé moyen euro / dollar américain de 1,11 pour l'exercice clôturant en mars 2016 et de 1,15 pour l'exercice clôturant en mars 2017.

Pour rappel, comme indiqué dans la note annexe 16.2.2. aux comptes semestriels consolidés au 30 septembre 2015, le Groupe utilise quasi exclusivement des instruments financiers non éligibles à la comptabilité de couverture, pour lesquels tous les flux sont enregistrés en résultat financier et n'impactent donc pas le chiffre d'affaires.

Les taux de change énoncés ci-dessus, sur la base desquels est convertie la totalité du chiffre d'affaires prévisionnel en dollars, ne sont par conséquent impactés par aucune opération de couverture.

- iii. Le chiffre d'affaires prévisionnel est essentiellement déterminé sur la base des contrats en cours. Le Groupe tient compte non seulement des commandes déjà passées par les clients, mais également des commandes à venir, déterminées à partir des cadences de production communiquées par les avionneurs.

Le chiffre d'affaires prévisionnel intègre également une partie sur des marchés « en gestation ». Il s'agit de contrats potentiels futurs, pour lesquels les négociations sont à un stade suffisamment avancées pour considérer leur signature comme probable. La part de ces marchés « en gestation » est nulle dans le

chiffre d'affaires prévisionnel au 31 mars 2016 et environ 14% du chiffre d'affaires prévisionnel au 31 mars 2017.

- iv. Les succès commerciaux des dernières années se matérialisent par une progression marquée du chiffre d'affaires. Cette évolution est notamment liée à la montée en cadence des nouveaux programmes A320 neo et A350. Le poids de ces deux programmes représenterait environ 22% du chiffre d'affaires au 31 mars 2016 et environ 29% du chiffre d'affaires au 31 mars 2017.

2- L'EBITDA :

- i. Le Groupe prévoit de maintenir ses efforts en matière de recherche et développement à un niveau comparable à celui du 31 mars 2015, soit des montants voisins de 11 millions d'euros pour chacun des exercices clos au 31 mars 2016 et au 31 mars 2017. Cet effort de recherche et développement sera capitalisé conformément aux principes comptables retenus par le Groupe.
- ii. La part des achats de matières premières dans la production de l'exercice devrait croître au cours des exercices clos au 31 mars 2016 et au 31 mars 2017. Cette tendance s'explique notamment par la montée en cadence de programmes pour lesquels les matières premières consommées sont plus importantes, soit en quantité, soit en valeur (matériaux plus onéreux tels que le titane par exemple).

Le taux de change retenu pour les achats de matières premières est identique à celui présenté ci-dessus pour le chiffre d'affaires. Comme énoncé ci-dessus, ces parités ne sont impactées par aucune opération de couverture, les instruments souscrits par le Groupe n'étant pas éligibles à la comptabilité de couverture selon le référentiel IFRS.
- iii. Face à la progression de son niveau d'activité, le Groupe prévoit de renforcer de façon significative ses moyens de production, tant en matière d'équipements, qu'en matière de ressources humaines. Les charges de personnel sont ainsi attendues en évolution de près de 10% au 31 mars 2016, et de 20% au 31 mars 2017.
- iv. Le Groupe prévoit par ailleurs de fortement accroître la part de production confiée à la sous-traitance. Les charges de sous-traitance devraient ainsi croître entre 10% et 15% au 31 mars 2016, pour ensuite doubler au 31 mars 2017.

3- Le résultat opérationnel courant :

- i. Les dotations aux provisions et aux amortissements devraient croître fortement, en lien avec les investissements évoqués ci-dessus pour faire face à la progression du niveau d'activité du Groupe. En valeur relative, ces charges devraient se maintenir à un niveau voisin de 8% à 9% du chiffre d'affaires du Groupe.

13.1.2. Prévisions du Groupe

Sur la base des hypothèses décrites ci-dessus, le Groupe prévoit de continuer à générer une croissance rentable se traduisant ainsi :

- i. Un chiffre d'affaires consolidé compris entre 250 millions d'euros et 260 millions d'euros au 31 mars 2016, soit une croissance comprise entre +22,5% et 27,5% par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2015. Ce chiffre d'affaires intègre une part de chiffre d'affaires libellée en dollars s'élevant à environ 180 millions d'euros.
- ii. Un chiffre d'affaires consolidé compris entre 360 millions d'euros et 380 millions d'euros au 31 mars 2017. Ce chiffre d'affaires intègre une part de chiffre d'affaires libellée en dollars s'élevant à environ 280 millions d'euros.
- iii. Pour les deux exercices (31 mars 2016 et 31 mars 2017), le Groupe anticipe un EBITDA se situant dans une fourchette de 23% à 25% de son chiffre d'affaires. Cet EBITDA intègre des achats libellés en dollars s'élevant à 72 millions d'euros au 31 mars 2016 et 112 millions d'euros au 31 mars 2017.
- iv. Le résultat opérationnel courant des deux exercices devrait être compris entre 13% et 16% de son chiffre d'affaires.

13.2. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES PREVISIONS DE BENEFICE

KPMG Audit
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France

FIDAUDIT - Membre du réseau Fiducial
41, rue du Capitaine Guynemer
92925 La Défense cedex
France

Figeac Aéro S.A.
Siège social : Zone Industrielle de l'Aiguille
46100 Figeac
Capital social : € 3.332.101,56

Rapport des commissaires aux comptes sur les prévisions de bénéfice relatives aux exercices se clôturant les 31 mars 2016 et 31 mars 2017

Au Président du Conseil d'administration,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application du règlement (CE) n°809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les prévisions de bénéfice de la société Figeac Aéro S.A. incluses dans la partie 13 du prospectus établi à l'occasion de l'offre au public en France et de l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris des actions de la société Figeac Aéro S.A..

Ces prévisions et les hypothèses significatives qui les sous-tendent ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du règlement (CE) n°809/2004 et des recommandations ESMA relatives aux prévisions.

Il nous appartient sur la base de nos travaux d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe I, point 13.2, du règlement (CE) n°809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement de ces prévisions.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont comporté une appréciation des procédures mises en place par la direction pour l'établissement des prévisions ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des informations financières historiques de la société Figeac Aéro S.A. Elles ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimé nécessaires permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les prévisions sont adéquatement établies sur la base des hypothèses qui sont énoncées.

Nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que nous n'exprimons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.

A notre avis :

- les prévisions ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- la base comptable utilisée aux fins de ces prévisions est conforme aux méthodes comptables appliquées par la société Figeac Aéro S.A. pour les comptes semestriels consolidés condensés relatifs à la période du 1er avril 2015 au 30 septembre 2015.

Ce rapport est émis aux seules fins de l'admission aux négociations sur un marché réglementé et d'une offre au public des actions de la société Figeac Aéro S.A. en France et dans les autres pays de l'Union européenne dans lesquels le prospectus visé par l'AMF serait notifié et ne peut pas être utilisé dans un autre contexte.

Les commissaires aux comptes

Labège, le 3 mars 2016

Paris La Défense, le 3 mars 2016

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Fidaudit
Membre du réseau Fiducial

Jean-Marc Laborie
Associé

Jean-Pierre Boutard
Associé

14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE

14.1. DIRIGEANTS ET ADMINISTRATEURS

Un résumé des principales dispositions contenues dans les statuts concernant les membres du Conseil d'administration et les organes de direction figure au chapitre 16 et à la section 21.2 de la première partie du présent Prospectus.

14.1.1. Composition du Conseil d'administration

La Société est administrée par un Conseil d'administration. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, les statuts de la Société ainsi que le règlement intérieur du Conseil d'administration adopté le 7 mars 2016 qui sera disponible sur le site internet de la Société le 8 mars 2016 (rappelant notamment aux administrateurs la déontologie des opérations de bourse).

Sous réserve des dérogations prévues par la loi, le Conseil d'administration est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

La durée des fonctions d'administrateur est de six ans, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur. Ils sont toujours rééligibles.

Le Conseil d'administration a opté, depuis la transformation de la Société en société anonyme, pour la non-dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général.

A la date du présent Prospectus, le Conseil d'administration de la Société est composé comme suit :

Prénom, nom et adresse professionnelle	Fonction au sein du Conseil	Principale fonction dans la Société	Principale fonction hors de la Société	Date de 1 ^{ère} nomination	Echéance du mandat
Jean-Claude MAILLARD 4, avenue Jean Jaurès 46100 Figeac	Président	Directeur Général	Néant	29/03/1997	A l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021
Rémi MAILLARD 39, rue de l'Espérance 31500 TOULOUSE	Administrateur	Néant	Négociateur immobilier	25/09/2015	A l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021
Simon MAILLARD 4, avenue Jean Jaurès 46100 Figeac	Administrateur	Néant	Etudiant	25/09/2015	A l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2021

Par ailleurs, le Conseil d'administration proposera la candidature de Madame Marie-Line Malaterre en tant qu'administratrice indépendante, au sens du Code de gouvernement d'entreprise Middlednext, au cours d'une assemblée générale de la Société qui sera convoquée dans les plus brefs délais à compter du transfert sur le marché réglementé d'Euronext Paris. La Famille Maillard s'est d'ores et déjà engagée à voter en faveur d'une telle nomination.

Madame Marie-Line Malaterre remplit en effet les critères d'indépendance prévus par le Code Middlednext :

- ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la société ou d'une société de son groupe et ne pas l'avoir été au cours des trois dernières années ;
- ne pas être client, fournisseur ou banquier significatif de la société ou de son groupe ou pour lequel la société ou son groupe représente une part significative de l'activité ;
- ne pas être actionnaire de référence de la société ;
- ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence ;

- ne pas avoir été auditeur de l'entreprise au cours des trois dernières années.

14.1.2. Direction Générale

A la date du présent Prospectus, la Direction Générale est composée du Président Directeur Général, Monsieur Jean-Claude Maillard, les autres membres du Comité de Direction du Groupe n'étant pas des mandataires sociaux.

14.1.3. Autres mandats exercés par les dirigeants et administrateurs

Prénom et nom du mandataire social	Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années	
	Au sein du Groupe	En dehors du Groupe
Jean-Claude MAILLARD	Président de FGA Picardie SAS Président de MTI SAS Président de Mécabrive Industrie SAS Gérant de FGA Tunisie SARL Gérant de FigeacAéro Maroc SARL Président de Figeac Aéro North America Inc.	Président du Conseil d'administration de MP Usicap SA ³³
Rémi MAILLARD	-	-
Simon MAILLARD	-	-

14.1.4. Biographies des dirigeants et administrateurs

Jean-Claude MAILLARD (58 ans)

Président Directeur Général

Ingénieur diplômé de l'ENI de Tarbes (école d'ingénieur à dominante mécanique), Monsieur Jean-Claude Maillard commencé sa carrière professionnelle au début des années 80 en tant qu'ingénieur vente chez Forest Line, constructeur de machines outil à Capdenac (12), où il est resté deux ans. Il a ensuite été ingénieur commercial pendant cinq ans chez Ratier Figeac, sous-traitant aéronautique d'environ 1.000 salariés. En 1989, il quitte Ratier Figeac pour fonder Figeac Aéro, dont il assume la direction depuis lors.

Rémi MAILLARD (29 ans)

Administrateur

Monsieur Rémi Maillard a suivi une formation dans le domaine de l'immobilier (BTS Profession Immobilière), à l'issue de laquelle il est devenu agent immobilier. Il n'exerce aucune fonction opérationnelle dans la Société.

Simon MAILLARD (21 ans)

Administrateur

Monsieur Simon Maillard est titulaire d'un BTS « Maintenance et après ventes des engins travaux publics et de manutention » (MAVETPM) et est actuellement étudiant en Licence Professionnelle « Commercialisation des produits et services industriels » (LPCPSI). Il n'exerce aucune fonction opérationnelle dans la Société.

Par ailleurs, les biographies des autres membres du Comité de Direction du Groupe sont les suivantes :

Joël MALLEVIALE (52 ans)

Directeur Financier Groupe

Monsieur Joël Malleviale est titulaire du DESCF (Diplôme d'Etude Supérieure Comptable et Financière). Il a été collaborateur puis responsable de bureau d'expertise comptable. Il a intégré le Groupe Figeac Aéro en 1995. Il a également exercé les fonctions de Directeur des Ressources Humaines de 1995 à 2009.

Thomas GIRARD (35 ans)

Directeur Commercial et Marketing

Monsieur Thomas Girard est titulaire d'un master 1 en génie industriel (Université Paul Sabatier) et d'un master en « *procurement* » (Université Bordeaux IV). Il a exercé les fonctions de « *Mechanical Purchasing Manager* » de 2005 à 2009 et de « *Purchasing Manager* » de 2009 à 2013. Il est VP Sales et Marketing de 2013 à 2015.

Didier Roux (40 ans)

Directeur des Opérations du Groupe

Monsieur Didier Roux est ingénieur diplômé de l'ENI de Tarbes. Il a rejoint la Société en 1999 au poste de Responsable du département usinage et devient Responsable de production en 2005. Il exerce les fonctions de Directeur Industriel de la Société jusqu'en 2014.

³³ Ce mandat n'occupe qu'une part très marginale de l'activité de Monsieur Jean-Claude Maillard.

14.1.5. Liens familiaux

Messieurs Rémi Maillard et Simon Maillard sont les fils de Monsieur Jean-Claude Maillard.

14.1.6. Informations judiciaires

A la date du présent Prospectus, à la connaissance de la Société, aucun membre du Conseil d'administration et de la direction n'a fait l'objet, au cours des cinq dernières années :

- d'une condamnation pour fraude ;
- d'une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;
- d'une incrimination ou d'une sanction publique officielle prononcée par des autorités statutaires ou réglementaires.

A la connaissance de la Société, aucun mandataire social n'a été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années.

14.2. CONFLITS D'INTERETS AU NIVEAU DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE LA DIRECTION GENERALE

Les trois membres actuels du Conseil d'administration de la Société font partie de la Famille Maillard (groupe familial majoritaire) et sont, directement, ou indirectement, actionnaires de la Société.

A l'exception de ce qui précède, il n'existe, à la connaissance de la Société, aucun élément susceptible de générer des conflits d'intérêts potentiels entre les devoirs, à l'égard de la celle-ci, de l'un quelconque des mandataires sociaux et leurs intérêts privés et/ou devoirs, ni aucune restriction acceptée par les mandataires sociaux concernant la cession de leur participation dans le capital social de la Société.

15. REMUNERATIONS ET AVANTAGES

15.1. REMUNERATIONS ET AVANTAGES VERSES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

15.1.1. Rémunérations et avantages versés aux dirigeants mandataires sociaux

15.1.1.1. Tableau de synthèse

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
Jean-Claude MAILLARD Président Directeur Général	31 mars 2014	31 mars 2015
Rémunérations dues au titre de l'exercice	99.602 €	99.129 €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Valorisation des actions de préférence attribuées au cours de l'exercice	Néant	Néant
Total	99.602 €	99.129 €

15.1.1.2. Rémunérations du Président Directeur Général

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
Jean-Claude MAILLARD Président Directeur Général	31 mars 2014		31 mars 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	96.000 €	96.000 €	96.000 €	96.000 €
Rémunération variable	Néant	Néant	Néant	Néant
Rémunération indirecte	Néant	Néant	Néant	Néant
Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature	3.474 € (usage d'un véhicule)	3.474 € (usage d'un véhicule)	3.129 € (usage d'un véhicule)	3.129 € (usage d'un véhicule)
Total	99.474 €	99.474 €	99.129 €	99.129 €

Les filiales de la Société ne lui versent aucune rémunération à quelque titre que ce soit.

15.1.1.3. Contrat de travail et autres avantages consentis

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction		Indemnité relative à une clause de non-concurrence	
	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
Jean-Claude MAILLARD Président Directeur Général		X		X		X		X

15.1.1.4. Actions gratuites et stock options

Le Président Directeur Général n'a bénéficié d'aucune attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions ni d'aucune attribution gratuite d'actions.

15.1.2. Rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux non dirigeants

Au cours des deux exercices précédents, aucun jeton de présence ni aucun avantage n'a été versé aux membres du Conseil d'administration de la Société.

15.2. SOMMES PROVISIONNEES PAR LA SOCIETE AUX FINS DE VERSEMENT DE PENSIONS, RETRAITES ET AUTRES AVANTAGES AU PROFIT DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

La Société n'a pas provisionné de sommes aux fins de versement de pensions, retraites et autres avantages au profit de ses mandataires sociaux. Elle n'a pas non plus versé de primes d'arrivée ou de départ à ces personnes.

16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

16.1. MANDATS DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

La Société est constituée sous la forme d'une société anonyme à conseil d'administration. La composition du Conseil d'administration et les mandats détenus par chacun de ses membres sont détaillés à la section 14.1 de la première partie du présent Prospectus.

16.2. CONTRATS ENTRE LES ADMINISTRATEURS ET LA SOCIETE

A la connaissance de la Société, il n'existe pas, à la date du présent Prospectus, de contrats de service liant les membres des organes d'administration ou de direction à la Société ou à l'une quelconque de ses filiales, prévoyant l'octroi d'avantages aux termes d'un tel contrat.

16.3. COMITE D'AUDIT ET COMITE DE REMUNERATION

A la date du présent Prospectus, la Société n'a mis en place ni comité d'audit ni comité de rémunération.

Il est toutefois prévu qu'un comité d'audit soit créé dès la nomination en tant qu'administratrice indépendante de Madame Marie-Line Malaterre qui, en tant que diplômée en expertise-comptable, assurera la présidence du comité d'audit (qui sera également composé de Messieurs Rémi Maillard et Simon Maillard).

Concernant le comité de rémunération, la Société estime que compte tenu de la politique de rémunération des mandataires sociaux, sa création ne s'impose pas à ce stade.

16.4. DECLARATION RELATIVE AU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Dans un souci de transparence et d'information du public, la Société a engagé une réflexion d'ensemble relative aux pratiques du gouvernement d'entreprise, notamment dans la perspective de l'admission de ses actions aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

A cet égard, la Société s'engage à se référer, à compter de l'admission aux négociations des titres de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, au Code Middledenext de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites de décembre 2009, dans la mesure où les principes qu'il contient lui semblent compatibles avec l'organisation, la taille, les moyens et la structure actionnariale de la Société.

De manière générale, les recommandations du Code Middledenext que la Société envisage d'adopter dans le tableau ci-dessous seront mises en place au plus tard dans les 12 mois suivant la date du présent Prospectus.

La Société a d'ores et déjà mis en place certaines mesures visant à se conformer aux recommandations de gouvernement d'entreprise précitées :

Recommandations du Code Middledenext	Adoptée	Sera adoptée	Non applicable
I. LE POUVOIR EXECUTIF			
R1 : Cumul contrat de travail et mandat social	X (1)		
R2 : Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux	X		
R3 : Indemnités de départ			X (2)
R4 : Régime des retraites supplémentaires			X (2)
R5 : Stock options et attribution gratuite d'actions	X (3)		
II. LE POUVOIR DE « SURVEILLANCE »			
R6 : Mise en place d'un règlement intérieur	X (4)		
R7 : Déontologie des membres du Conseil	X		
R8 : Composition du Conseil Présence des membres indépendants au sein du Conseil		X (5)	
R9 : Choix des administrateurs	X		
R10 : Durée des mandats des membres du Conseil	X		
R11 : Information des membres du Conseil	X		
R12 : Mise en place des Comités		X (6)	

R13 : Réunion du Conseil et des Comités	X		
R14 : Rémunération des administrateurs			X (7)
R15 : Mise en place d'une évaluation des travaux du Conseil		X	

- (1) Le Président Directeur Général ne dispose pas de contrat de travail.
- (2) La Société n'a pas mis en place de régimes de retraites supplémentaires ou d'indemnités de départ au profit de ses dirigeants.
- (3) La Société n'attribue pas d'actions gratuites ou de stock options au Président Directeur Général.
- (4) Un règlement intérieur a été adopté par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 7 mars 2016.
- (5) La nomination d'une administratrice indépendante sera proposée au cours d'une assemblée générale de la Société qui sera convoquée dans les plus brefs délais à compter du transfert sur le marché réglementé d'Euronext Paris, étant précisé que la Famille Maillard s'est d'ores et déjà engagée à voter en faveur d'une telle nomination.
- (6) Il est prévu qu'un comité d'audit soit créé dès la nomination de l'administratrice indépendante qui, en tant que diplômée en expertise-comptable, en assurera la présidence.
- (7) Les administrateurs de la Société ne perçoivent aucun jeton de présence.

En ce qui concerne les points de vigilance contenus dans le Code Middledenext relatifs à la fonction exécutive :

- la compétence du dirigeant est adaptée au regard de la formation d'ingénieur de Monsieur Jean-Claude Maillard, qui a été ingénieur commercial chez le sous-traitant aéronautique Ratier Figeac pendant cinq ans, et qui a ensuite créé la Société en 1989 et y exerce depuis en continu ;
- les décisions ne sont pas prises de façon isolée par Monsieur Jean-Claude Maillard. Outre le Comité de Direction du Groupe (composé du Président Directeur Général, du Directeur Financier, du Directeur Commercial et du Directeur des Opérations du Groupe – voir biographies à la section 14.1.4), un Comité de Direction de la Société (composé des membres du Comité de Direction du Groupe et du Directeur Industriel, du Directeur Qualité, du Directeur des Achats et du Directeur des Ressources Humaines) se réunit de façon hebdomadaire ;
- Monsieur Jean-Claude Maillard ne perçoit pas de rémunération variable ni toute autre forme de rémunération indexée sur des objectifs de performance de la Société l'incitant à être court-termiste dans les décisions stratégiques qu'il prend ou de nature à affecter son jugement ;
- des profils ont déjà été identifiés en interne (au sein du Comité de Direction du Groupe) comme successeurs potentiels de l'actuel Président Directeur Général de la Société.

En ce qui concerne les points de vigilance contenus dans le Code Middledenext relatifs au pouvoir de « surveillance » :

- Il n'y a pas d'intrusion inappropriée du Conseil d'administration dans l'exécutif ;
- le Président Directeur Général a pleine capacité pour conduire l'entreprise de façon pérenne, et le pouvoir de surveillance du Conseil d'administration va être renforcé avec la nomination d'une administratrice indépendante au cours d'une assemblée générale de la Société qui sera convoquée dans les plus brefs délais à compter du transfert sur le marché réglementé d'Euronext Paris ;
- les administrateurs se voient communiquer des informations avant chaque réunion conformément au règlement intérieur du Conseil d'administration et ont bien les moyens matériels de remplir leur mission ;
- la compétence des administrateurs va être améliorée puisqu'une administratrice indépendante ayant des compétences financières et comptables va être nommée au cours d'une assemblée générale de la Société qui sera convoquée dans les plus brefs délais à compter du transfert sur le marché réglementé d'Euronext Paris.
- les administrateurs ont un mandat d'une durée de 6 ans et ne perçoivent pas de jetons de présence, conditions de travail relativement classiques dans une entreprise familiale qui n'influencent pas leur implication.

En ce qui concerne les points de vigilance contenus dans le Code Middledenext relatifs au pouvoir souverain :

- les actionnaires sont clairement informés des risques majeurs et prévisibles qui pourraient menacer la pérennité de l'entreprise, par les rapports financiers annuels et semestriels, l'« *offering circular* » de 2013 et le présent Prospectus ;
- les administrateurs sont réellement choisis par les actionnaires, étant rappelé que la Famille Maillard détient 87,7% du capital et 93,3% des droits de vote de la Société ;
- les actionnaires participent relativement bien au vote (essentiellement par correspondance), puisque 28,7% du flottant (hors Famille Maillard) a participé à l'assemblée générale annuelle qui s'est tenue en septembre 2015, contre 30,3% à l'assemblée générale annuelle de septembre 2014 ;
- il n'existe pas de risque d'atteinte aux intérêts des actionnaires minoritaires, les conventions réglementées approuvées en assemblée générale ayant essentiellement pour contrepartie des sociétés du Groupe, dans l'intérêt de ce dernier, et non le Président Directeur Général ;
- l'actionnariat est bien géré dans la durée, les opérations successives d'élargissement du capital ayant entraîné une augmentation significative de la part de flottant. A cet égard, un TPI sera demandé par la Société lorsqu'elle le jugera opportun.

16.5. CONTROLE INTERNE

A la date du présent Prospectus, les titres de la Société ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé. Conformément à l'article L. 225-37 du Code de commerce, le Président du Conseil d'administration n'est pas tenu d'établir un rapport relatif aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, aux procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société.

En revanche, à compter de l'admission aux négociations des titres de la Société sur Euronext Paris, le Président du Conseil d'administration établira annuellement un rapport sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil, ainsi que sur les procédures de contrôle interne, en vue de sa présentation à l'Assemblée Générale annuelle. Les Commissaires aux Comptes rendront un rapport sur celui du Président en application de l'article L. 225-235, alinéa 5 du Code de commerce. Le premier rapport sur le contrôle interne et la gouvernance sera soumis à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clôturant le 31 mars 2016 et figurera dans le rapport annuel ou le document de référence de la Société.

16.5.1. Définition et périmètre

Les procédures de contrôle interne sont déployées au sein de la Société (Figeac Aéro S.A.), elles sont partiellement étendues sur l'ensemble du périmètre de consolidation du Groupe. Le Groupe dispose ainsi de procédures de reporting financier et comptable et les services comptables et financiers des filiales sont supervisés par le service comptable et financier de Figeac Aéro. Un directeur du contrôle de gestion Groupe s'assure de ce reporting.

Les procédures s'inspirent notamment de la recommandation de l'Autorité des Marchés Financiers du 9 janvier 2008 telle que modifiée le 22 juillet 2010 (« *Cadre de référence du contrôle interne : Guide de mise en œuvre pour les valeurs moyennes et petites* ») et sa recommandation n° 2011-17 de décembre 2011.

Le dispositif de contrôle interne du Groupe vise à assurer :

- la conformité aux lois et règlements ;
- la fiabilité des informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la Société ;
- le bon fonctionnement des processus internes, notamment ceux concourant à la sauvegarde des actifs ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la Direction Générale et le Conseil d'administration dans les actes de gestion, la réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnes.

Ce dispositif doit également contribuer à la maîtrise des activités du Groupe, à l'efficacité des opérations et à la prévention des risques d'erreur ou de fraude, en particulier dans les domaines comptable et financier. Un tel dispositif ne peut toutefois fournir une garantie absolue quant à la réalisation des objectifs et à la maîtrise globale des risques auxquels le Groupe peut être confronté.

16.5.2. Composantes du dispositif

16.5.2.1. Pilotage du processus de contrôle interne

La division Contrôle Interne du service Contrôle de Gestion est responsable du déploiement et de la mise en œuvre du processus global de gestion des risques, tel que défini par la direction opérationnelle du Groupe et selon un plan d'audit annuel validé par le Comité de Direction. A ce titre, le Comité de Direction pour mission de mettre en place un dispositif, adapté à la taille et aux spécificités de l'entreprise, visant à l'identification, à l'analyse et au traitement des principaux risques.

Le Comité de Direction a également la responsabilité d'évaluer le fonctionnement du dispositif de contrôle interne et de faire toutes préconisations pour l'améliorer (missions d'audit interne).

Les rapports produits par le service Contrôle Interne sont transmis au directeur opérationnel du Groupe ainsi qu'aux responsables des services audités afin d'élaborer un plan d'action visant à traiter toutes les sources de risques potentiels dans un délai imparti par la direction opérationnelle. Ce plan d'action est ensuite validé par le Comité de Direction.

16.5.2.2. Recensement et gestion des risques

Dans l'exercice de ses activités, la Société est exposée à un ensemble de risques pouvant impacter sa performance et l'atteinte de ses objectifs stratégiques et financiers. Afin de mettre en œuvre les moyens de gérer ses risques, la Société a recensé les risques grâce à une approche dynamique des équipes opérationnelles et fonctionnelles.

A la demande du management, les risques dont le niveau de maîtrise est insuffisant ou pourrait être amélioré peuvent faire l'objet d'une analyse approfondie de la part des acteurs du système de contrôle interne. Les procédures existantes sont alors revues pour une meilleure efficacité.

Les procédures mises en place constituent un cadre de fonctionnement interne à la Société et évoluent en permanence afin de devenir à terme de véritables outils de gestion des risques, utilisables à tous les niveaux de l'organisation et dans tout le périmètre du Groupe.

16.5.2.3. Facteurs et gestion des risques

Rappel des principaux travaux menés au cours de l'exercice

Le service Contrôle Interne de la Société a répertorié l'ensemble des *process* existants au sein du Groupe afin d'en établir la cartographie des risques, ces risques pouvant avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats du Groupe ou sa capacité à réaliser ses objectifs.

Un plan d'audit a permis d'établir le périmètre fonctionnel des domaines présentant les risques les plus importants. Les principaux *process* identifiés à ce jour comme étant potentiellement à risque sont utilisés au sein des services achats, ressources humaines et chaîne client.

Pour chacune de ces problématiques, une distinction a été faite entre, d'une part, l'identification du risque par l'élaboration d'une cartographie et, d'autre part, le mode de gestion de ce risque par l'établissement d'un plan d'action échelonné sur trois mois.

Ces plans d'action sont en cours de validation auprès de la direction opérationnelle de la Société car ils prévoient parfois des modifications complexes des *process* existants, telles que l'intégration de nouveaux niveaux de validation et de contrôle des engagements pris par la Société.

Perspective des travaux à réaliser au cours du prochain exercice

La Société prévoit la montée en puissance du contrôle interne par l'extension à tous ses services de la cartographie des risques initiée cette année. Il sera ainsi possible de réagir à l'identification de chaque risque et d'améliorer la fiabilité et la transparence des engagements supportés par la Société. Par ailleurs, la Société prévoit de développer le contrôle récurrent de la bonne application des dispositions prises.

Enfin, conformément à la planification qui a été décidée, le contrôle interne devra rapidement être étendu à l'ensemble du périmètre du Groupe. D'une manière générale, le Groupe va poursuivre la démarche d'amélioration continue de son contrôle interne engagée, avec l'objectif d'adapter en permanence ses outils de gestion et de contrôle à l'évolution du Groupe et de ses enjeux.

L'ensemble de cette démarche est soutenue activement par la Direction Générale du Groupe.

17. SALARIES

17.1. RESSOURCES HUMAINES

Les effectifs à la clôture des trois derniers exercices sont les suivants :

Sociétés	Effectif au 31/03/2013	Effectif au 31/03/2014	Effectif au 31/03/2015
Figeac Aéro	776	889	1.019
Mécabrive Industries	103	114	117
Mécanique et Travaux Industriels (MTI)	83	107	123
Figeac Aéro Picardie	74	106	101
Figeac Aéro USA Inc.	2	1	1
FGA Tunisie	43	215	302
Figeac Aéro North America	-	N/A	60
FGA Saint-Nazaire	-	-	N/A
FigeacAéro Maroc	-	-	-
Total	1.081	1.432	1.723

L'effectif salarié total du Groupe (CDI, CDD et intérimaires) pour l'exercice en cours était de 1.829 personnes au 30 septembre 2015.

Le Groupe envisage par ailleurs d'effectuer environ 1.500 embauches dans les 5 ans à venir, en particulier dans les zones « *best cost* ».

17.2. PARTICIPATIONS ET STOCK OPTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

17.2.1. Participations directes et indirectes dans le capital social

La participation directe de Monsieur Jean-Claude Maillard, Président Directeur Général, dans le capital social de la Société est de 42,72% au 22 janvier 2016. Messieurs Rémi et Simon Maillard ne détiennent aucune participation directe dans la Société.

La SC Maillard et Fils, contrôlée par Monsieur Jean-Claude Maillard, détient 45% du capital social de la Société au 22 janvier 2016.

17.2.2. Options attribuées aux mandataires sociaux

Aucun des mandataires sociaux n'a bénéficié d'une attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions.

17.3. PARTICIPATIONS ET ACTIONS GRATUITES DES SALARIES

17.3.1. Participations directes et indirectes dans le capital social

Le Groupe a mis en place une politique d'intéressement et de fidélisation de ses salariés. Dans ce cadre, la Société a procédé à plusieurs augmentations de capital réservées aux salariés adhérents d'un Plan d'Epargne Entreprise ou Plan d'Epargne Groupe. Au 22 janvier 2016, la participation des salariés dans le capital de la Société s'élevait à 0,23%.

17.3.2. Actions attribuées gratuitement aux salariés

A la suite de la décision de principe prise par le Conseil d'administration le 6 novembre 2015 de procéder à la mise en place d'un plan d'attribution gratuite d'actions, le Conseil d'administration a formellement attribué gratuitement, le 29 février 2016, un nombre maximum de 53.551 actions de la Société à l'ensemble des salariés de la Société et de ses filiales françaises. Le nombre d'actions attribuées par bénéficiaire varie en fonction de l'ancienneté de chaque salarié et est compris entre 10 et 125 actions. Il est précisé, en tant que de besoin, que Monsieur Jean-Claude Maillard ne fait pas partie des bénéficiaires.

Historique des attributions gratuites d'actions	
Information sur les actions attribuées gratuitement	
Date d'Assemblée Générale	25/09/2015
Date du Conseil d'administration	06/11/2015
Nombre total d'actions attribuées	53.551

Date d'acquisition des actions	06/11/2017
Date de fin de période de conservation	N/A
Nombre d'actions souscrites	-
Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques	-
Actions attribuées gratuitement restantes en fin d'exercice	-

17.4. ACCORDS DE PARTICIPATION ET D'INTERESSEMENT

17.4.1. Plan d'épargne entreprise

Un plan d'épargne entreprise a été mis en place le 9 novembre 1999 au sein de la Société. Un second plan d'épargne entreprise a été mis en place le 12 mai 2000 au sein de sa filiale MTI. La gestion de ces deux plans est externalisée et assurée par un prestataire.

Les salariés de la Société et de MTI ont la possibilité de verser le montant de leur intéressement sur leur PEE. La participation des salariés de MTI est gérée dans le cadre du PEE, des versements volontaires de la part des salariés étant également possibles.

L'abondement des entreprises consiste dans la prise en charge des frais de gestion.

17.4.2. Accord de participation

Un accord de participation des salariés aux résultats de la Société a été conclu le 6 mai 1998 pour une durée indéterminée entre la Société et son Comité d'Entreprise. La somme attribuée au titre de chaque exercice est appelée réserve spéciale de participation (la « **RSP** ») et est fonction des résultats économiques. Cette somme est par nature aléatoire et ne constitue donc pas un avantage acquis.

Les membres du personnel bénéficiant de la répartition de la RSP sont tous les salariés comptant au moins trois mois d'ancienneté dans l'entreprise. La RSP est répartie entre les bénéficiaires de la façon suivante :

- 50% uniformément, proportionnellement à la durée de présence de chaque bénéficiaire pendant l'exercice au titre duquel la participation est attribuée ; et
- 50% proportionnellement aux salaires perçus par chaque salarié participant au cours de l'exercice de référence.
-

MTI dispose d'un accord de participation signé le 16 mars 2000, qui reprend les mêmes éléments que celui de la Société.

17.4.3. Accord d'intéressement

Pour la Société, un accord d'intéressement a été mis en place le 20 septembre 2013 et s'applique aux exercices couverts par la période du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2016. Il concerne l'ensemble du personnel lié à l'entreprise par un contrat de travail pendant tout ou partie de l'exercice et ayant atteint trois mois d'ancienneté dans l'entreprise.

La répartition de l'intéressement entre les salariés est effectuée proportionnellement à la durée de présence exprimée en heures (heures d'absence / heures attendues) de chaque bénéficiaire pendant l'exercice au titre duquel l'intéressement est attribué.

Le montant global de l'intéressement distribué aux salariés ne peut dépasser annuellement 20% du total des salaires bruts versés aux personnes concernées. Par ailleurs, le montant de l'intéressement distribué à un même salarié ne peut, au titre d'un même exercice, excéder une somme égale à la moitié du plafond annuel moyen de la sécurité sociale de l'exercice au titre duquel l'intéressement est attribué.

Pour MTI, un accord d'intéressement a été mis en place le 17 juin 2014 et s'applique aux exercices 2014, 2015 et 2016 (du 1^{er} janvier au 31 décembre). Il concerne l'ensemble du personnel lié à l'entreprise par un contrat de travail pendant tout ou partie de l'exercice et ayant atteint trois mois d'ancienneté dans l'entreprise.

La répartition de l'intéressement entre les salariés est effectuée proportionnellement à la durée de présence exprimée en heures (heures d'absence/ heures attendues) de chaque bénéficiaire pendant l'exercice au titre duquel l'intéressement est attribué.

18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

18.1. REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

18.1.1. Actionnariat de la Société

Le tableau ci-après présente la répartition du capital et des droits de vote de la Société au 22 janvier 2016 :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables
Jean-Claude Maillard	11.861.778	42,72	23.723.556	45,43	23.723.556	45,44
SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	12.496.000	45,00	24.992.000	47,86	24.992.000	47,87
Total Famille Maillard	24.357.778	87,72	48.715.556	93,30	48.715.556	93,31
Isabelle Ricaud-Maillard	85.000	0,31	170.000	0,33	170.000	0,33
Salariés	63.921	0,23	63.921	0,12	63.921	0,12
Autres actionnaires	3.253.462	11,72	3.258.462	6,24	3.258.462	6,24
Actions auto-détenues	7.352	0,03	7.352	0,01	0	0,0
TOTAL	27.767.513	100,0	52.215.291	100,0	52.207.939	100,0

- (2) SC Maillard et Fils est une société holding familiale constituée par Messieurs Jean-Claude, Rémi et Simon Maillard, étant précisé que Monsieur Jean-Claude Maillard contrôle la société.

SC Maillard et Fils étant contrôlée par Monsieur Jean-Claude Maillard, dont il est le gérant, elle est présumée agir de concert avec Monsieur Jean-Claude Maillard. A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre action de concert entre les actionnaires.

A la connaissance de la Société, aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement plus de 5% du capital et des droits de vote.

18.1.2. Evolution de l'actionnariat de la Société

Au cours des trois derniers exercices, la répartition du capital social et des droits de vote de la Société a évolué comme suit :

Actionnaires	31 mars 2012		31 mars 2013		31 mars 2014		31 mars 2015	
	% de capital	% de droits de vote	% de capital	% de droits de vote	% de capital	% de droits de vote	% de capital	% de droits de vote
Jean-Claude Maillard	75,0	75,0	75,0	75,0	45,38	47,12	42,77	45,47
SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	0,0	0,0	0,0	0,0	46,93	48,73	45,05	47,90
Total Famille Maillard	75,0	75,0	75,0	75,0	92,32	95,84	87,82	93,37
Isabelle Ricaud-Maillard	24,98	24,98	24,98	24,98	0,32	0,33	0,31	0,33
Salariés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,17	0,09	0,12	0,06
Autres actionnaires	0,02	0,02	0,02	0,02	7,15	3,72	11,73	6,24
Actions auto-détenues	0,0	0,0	0,0	0,0	0,04	0,0	0,03	0,0
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

- (1) SC Maillard et Fils est une société holding familiale constituée par Messieurs Jean-Claude, Rémi et Simon Maillard, étant précisé que Monsieur Jean-Claude Maillard contrôle la société.

18.2. DROITS DE VOTE DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Un droit de vote double est attribué, conformément aux statuts de la Société, à tout actionnaire justifiant d'une inscription au nominatif d'actions pendant une durée minimum de deux ans. La clause statutaire conférant un droit de vote double sera maintenue après l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, étant précisé que ses dispositions sont identiques à celles de l'article L. 225-123 dernier alinéa du Code de commerce ayant instauré un droit de vote double automatique pour les sociétés cotées sur un marché réglementé.

Monsieur Jean-Claude Maillard, la SC Maillard et Fils et Madame Isabelle Ricaud-Maillard disposent de droits de vote doubles.

18.3. CONTROLE DE LA SOCIETE

La Société est contrôlée par Monsieur Jean-Claude Maillard, actionnaire majoritaire et fondateur de la Société. Celui-ci détient, directement et indirectement par la société SC Maillard et Fils qu'il contrôle, un total de 87,72% du capital et 93,30% des droits de vote de la Société à la date du présent Prospectus.

La Société n'a pas mis en place de mécanisme spécifique visant à lutter contre l'exercice d'un contrôle abusif par son actionnaire de majoritaire. Toutefois, dans le cadre du transfert des actions de la Société du marché Alternext Paris vers le marché réglementé d'Euronext Paris, la Société a décidé de faire évoluer sa gouvernance en se référant au Code Middlednext et en prévoyant notamment de nommer une administratrice indépendante au cours d'une assemblée générale de la Société qui sera convoquée dans les plus brefs délais à compter du transfert sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

Par ailleurs, l'actionnaire majoritaire de la Société, Monsieur Jean-Claude Maillard, étant également Président Directeur Général et administrateur de la Société, il est tenu en qualité de mandataire social de respecter les obligations que la loi, les règlements et les statuts lui imposent et d'agir dans les limites des pouvoirs qui lui ont été conférés, et notamment d'agir dans le respect de l'intérêt social.

18.4. ACCORDS SUSCEPTIBLES D'ENTRAINER UN CHANGEMENT DE CONTROLE

A la connaissance de la Société, il n'existe aucun accord susceptible d'entraîner un changement de contrôle de la Société, étant précisé que la cession d'actions existantes par Monsieur Jean-Claude Maillard dans le cadre de l'opération d'offre au public faisant l'objet du présent Prospectus (décrite dans la deuxième partie du Prospectus) n'entraînera aucun changement de contrôle de la Société.

19. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES

19.1. CONVENTIONS CONCLUES AVEC DES APPARENTES

Outre les opérations suivantes, à savoir :

- les conventions réglementées conclues entre la Société et son Président Directeur Général, l'un de ses administrateurs ou l'un de ses actionnaires détenant plus de 10% des droits de vote ou entre la Société et des sociétés ayant des administrateurs, des Directeurs Généraux, des membres du Directoire ou du Conseil de Surveillance communs avec la Société, qui sont présentées dans les rapports spéciaux des Commissaires aux Comptes établis au titre des exercices clos les 31 mars 2013, 2014 et 2015 (voir section 19.2 ci-après) ; et
- les opérations intra-groupe qui sont décrites à la section 7.3 de la première partie du présent Prospectus ;

les sociétés du Groupe ont réalisé les opérations suivantes avec des sociétés apparentées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015, dans le cadre de conventions courantes conclues à des conditions normales :

- auprès de la société MP Usicap : (i) l'achat de prestations d'usinage de pièces aéronautiques pour un montant de 3,6 millions d'euros et (ii) la facturation de prestations de gestion pour un montant de 218.000 euros ;
- auprès du groupe Avantis Engineering : (i) l'achat de prestations de programmations de moyens de production ainsi que de prestations d'études de sous-ensembles pour un montant de 2,2 millions d'euros, (ii) la facturation de prestations d'usinage et de mécano-soudure pour un montant de 350.000 euros et (iii) la facturation de prestations (pour Avantis Manufacturing) pour un montant de 3.000 euros.

19.2. RAPPORTS SPECIAUX DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les rapports spéciaux des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées au titre des exercices clos les 31 mars 2013, 31 mars 2014 et 31 mars 2015 sont présentés ci-après.

19.2.1. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées au titre de l'exercice clos le 31 mars 2015

KPMG AUDIT
224, Rue Carmin
CS 17610
31676 LABEGE CEDEX

SODECAL AUDIT
449, Avenue du Danemark
82000 MONTAUBAN

FIDAUDIT
Membre du réseau FIDUCIAL
41, rue du Capitaine Guynemer
92925 LA DEFENSE CEDEX

FIGEAC AERO

Société Anonyme au capital de 3 328 434,72 Euros

Z.I de l'Aiguille

46 100 FIGEAC

RCS CAHORS B 349 357 343

**RAPPORT SPECIAL
DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 MARS 2015

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

KPMG AUDIT

SODECAL AUDIT

FIDAUDIT

2. CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avance de trésorerie avec la société MECANIQUE ET TRAVAUX INDUSTRIELS - MTI

▪ Nature, objet et modalités :

Votre société a mis en place une convention de trésorerie avec la société MECANIQUE ET TRAVAUX INDUSTRIELS - MTI.

Le solde débiteur dans les comptes de votre société au 31 mars 2015 s'élève à 403 223,50€uros.

Au titre de l'exercice clos, cette avance financière ne donne lieu à aucune rémunération.

Fait à Labège, Montauban et Paris-La Défense, le 11 septembre 2015

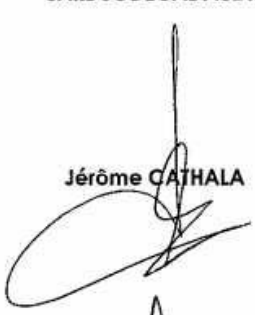
Les Commissaires aux comptes,

KPMG AUDIT
Département de KPMG S.A.




Jean-Marc LABORIE

SARL SODECAL AUDIT



Jérôme CATHALA



Anne-Laure DESTRUEL
Gérante de la SARL

FIDAUDIT
Membre du réseau FIDUCIAL



Jean-Pierre BOUTARD

19.2.2. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées au titre de l'exercice clos le 31 mars 2014

KPMG AUDIT
224, Rue Carmin
CS 17610
31676 LABEGE CEDEX

SODECAL AUDIT
449, Avenue du Danemark
82000 MONTAUBAN

FIDAUDIT
Membre du réseau FIDUCIAL
41, rue du Capitaine Guynemer
92925 LA DEFENSE CEDEX

FIGEAC AERO

Société Anonyme au capital de 3 195 101,40 Euros

Z.I de l'Aiguille

46 100 FIGEAC

RCS CAHORS B 349 357 343

**RAPPORT SPECIAL
DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Exercice du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2014

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

1.1 Caution pour le compte de la société FGA PICARDIE auprès du CRCA LEASING

- Personne concernée :
Monsieur Jean-Claude MAILLARD, mandataire social de FIGEAC AERO et de FGA PICARDIE.
- Nature, objet et modalités :
Votre société s'est constituée caution solidaire de la société FGA PICARDIE à l'égard du financeur CRCA LEASING pour le contrat de crédit bail immobilier du bâtiment de Meaulte d'un montant initial de 2 800 000 €. L'encours à la clôture s'élève à 2 742 415€.
Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.

1.2 Convention de prestations support technique avec la société FGA PICARDIE

- Personne concernée :
Monsieur Jean-Claude MAILLARD, mandataire social de FIGEAC AERO et de FGA PICARDIE.
- Nature, objet et modalités :
Votre société a facturé à la société FGA PICARDIE des prestations d'activité support technique.
Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2014, votre société a facturé une somme de 75 454 €.

1.3 Promesse de substitution pour le compte de la société MECABRIVE INDUSTRIES auprès du CRCA LEASING

- Personne concernée :
Monsieur Jean-Claude MAILLARD, mandataire social de FIGEAC AERO et de MECABRIVE INDUSTRIES.
- Nature, objet et modalités :
Votre société s'est engagée à se substituer à la société MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard du financeur CRCA LEASING pour le contrat de crédit bail d'une chaîne de ressuage. L'encours à la clôture s'élève à 116 893€.
Cette promesse de substitution ne donne lieu à aucune rémunération.

1.4 Promesse de substitution pour le compte de la société MECABRIVE INDUSTRIES auprès du CRCA LEASING

- Personne concernée :
Monsieur Jean-Claude MAILLARD, mandataire social de FIGEAC AERO et de MECABRIVE INDUSTRIES.
- Nature, objet et modalités :
Votre société s'est engagée à se substituer à la société MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard du financeur CRCA LEASING pour le contrat de crédit bail d'une chaîne de traitement de surface titane. L'encours à la clôture s'élève à 357 009 €.
Cette promesse de substitution ne donne lieu à aucune rémunération.

1.5 Engagement de colocation pour le compte de la société MECABRIVE INDUSTRIES auprès de LOREQUIP

- Personne concernée :
Monsieur Jean-Claude MAILLARD, mandataire social de FIGEAC AERO et de MECABRIVE INDUSTRIES.
- Nature, objet et modalités :
Votre société s'est engagée comme colocataire de la société MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard du financeur LOREQUIP pour le contrat de crédit bail de centres d'usinage MATSUURA. L'encours à la clôture s'élève à 776 275 €.
Cet engagement de colocataire ne donne lieu à aucune rémunération.

1.6 Convention de refacturations avec la société FGA TUNISIE

- Personne concernée :
Monsieur Jean-Claude MAILLARD, mandataire social de FIGEAC AERO et de FGA TUNISIE.
- Nature, objet et modalités :
Votre société a facturé à la société FGA TUNISIE des dépenses de location de machines ainsi que de la mise à disposition de personnel.
Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2014, votre société a facturé un montant total de 1 527 350 € HT.

1.7 Bail commercial du bâtiment B6 avec la SCI REMSI

- Personne concernée :
Monsieur Jean-Claude MAILLARD, mandataire social de FIGEAC AERO et associé majoritaire de la SCI REMSI.
- Nature, objet et modalités :
Un bail commercial a été signé entre votre société et la SCI REMSI pour la location d'un bâtiment à usage industriel, dénommé « Atelier n°6 », sis Zone Industrielle de l'Aiguille – 46100 ETEMPE, d'une durée de 9 ans.

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2014, le montant des loyers facturés à votre société par la SCI REMSI s'élève à 326 613€ HT.

2. CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

2.1 Convention de trésorerie

- 2.1.1 Avance de trésorerie avec les autres sociétés du groupe

- Nature, objet et modalités :
Votre société a mis en place une convention de trésorerie avec les autres sociétés du groupe. Les soldes dans les comptes de votre société au 31 mars 2014 sont les suivants :

Société en contrepartie	Créance
MTI	403 224 €
MECABRIVE INDUSTRIES	656 779€
FGA USA	1 543 €
AVANTIS MANUFACTURING	465 967 €
FGA TUNISIE	3 116 770 €

Au titre de l'exercice clos, les produits d'intérêts s'élèvent à 43 501 €.

- 2.1.2 Intérêts de retard de l'encours client avec la société FGA PICARDIE

▪ Nature, objet et modalités :

Le solde du compte Fournisseur « FGA PICARDIE » présente un solde créditeur de 923 745 €. A ce titre la société FGA PICARDIE a facturé des intérêts de retard à votre société au taux de 1% par an.

A ce titre, la société FGA PICARDIE a facturé une somme de 43 501 €.

2.2 Engagements de cautions

- 2.2.1 Avec la société MECABRIVE INDUSTRIES

▪ a - Nature, objet et modalités :

Votre société s'est portée caution pour le compte de MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard de la Banque TARNEAUD pour un découvert de trésorerie consenti de 10 000 €. Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.

▪ b - Nature, objet et modalités :

Votre société s'est portée caution pour le compte de MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard du financeur locatif NATIXIS LEASE pour le contrat de location d'un centre d'usinage MITSUI SEIKI et des tours BIGLIA ET GOODWAY. L'encours à la clôture s'élève à 19 550 €. Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.

▪ c - Nature, objet et modalités :

Votre société s'est portée caution pour le compte de MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard du financeur locatif LOREQUIP pour le contrat de location d'une machine à usiner les profilés CINETIC MGP 150. L'encours à la clôture s'élève à 226 050 €. Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.

▪ d - Nature, objet et modalités :

Votre société s'est portée caution pour le compte de MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard du financeur locatif SIEMENS FINANCIAL SERVICES pour le contrat de location d'une machine à usiner les profilés CINETIC MGP 150. L'encours à la clôture s'élève à 141 066 €. Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.

▪ e - Nature, objet et modalités :

Votre société s'est portée caution pour le compte de MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard de la BANQUE POPULAIRE CENTRE ATLANTIQUE pour une facilité de caisse de trésorerie d'un montant de 250 000 €. Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.

▪ f - Nature, objet et modalités :

Votre société s'est portée caution pour le compte de MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard de la banque TARNEAUD, suite à l'obtention d'un prêt de 100 000 € d'une durée de cinq ans avec une mensualité de 1 840,30 €. Ce prêt n'étant garanti qu'à hauteur de 50 % par OSEO et à l'issue d'une période de franchise de 9 mois, la société FIGEAC AERO a fourni une garantie à l'égard de la banque à hauteur de 100 % sur 9 mois, puis de 50 % jusqu'au terme du prêt. L'encours à la clôture s'élève à 50 808 €. Cette caution n'a donné lieu à aucune rémunération.

- g - Nature, objet et modalités :
Votre société s'est constituée caution solidaire de la société MECABRIVE INDUSTRIES au profit d'OSEO INNOVATION en garantie d'un emprunt d'un montant de 190 000 €. Aucun remboursement n'a encore été réalisé. Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.
- h - Nature, objet et modalités :
Votre société s'est constituée caution solidaire de la société MECABRIVE INDUSTRIES au profit du CREDIT AGRICOLE en garantie d'une facilité de caisse d'un montant de 250 000 €. Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.
- **2.2.2 Avec la société MECANIQUE ET TRAVAUX INDUSTRIELS - MTI**
 - Nature, objet et modalités :
Votre société s'est portée caution pour le compte de MTI à l'égard de la banque Populaire Occitane pour un emprunt d'un montant de 220 000 euros. L'encours à la clôture est de 91 053 euros. Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.
- **2.2.3 Avec la société AVANTIS MANUFACTURING**
 - Nature, objet et modalités :
Votre société s'est portée caution pour le compte de AVANTIS MANUFACTURING à l'égard de la banque POPULAIRE OCCITANE pour la restitution d'acomptes clients d'un montant global plafonné à 500 000 €. Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.
- **2.2.4 Avec la société FGA PICARDIE**
 - a - Nature, objet et modalités :
Votre société s'est constituée caution solidaire de la société FGA PICARDIE au profit du CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE en garantie d'un emprunt de 150 000 €. L'encours à la clôture s'élève à 88 564 €. Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.
 - b - Nature, objet et modalités :
Votre société s'est constituée caution solidaire de la société FGA PICARDIE au profit de la BCME-ARKEA en garantie d'un emprunt de 150 000 €. L'encours à la clôture s'élève à 88 700 €. Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.

2.3 Prestations de services

- **2.3.1 Avec la société MECABRIVE INDUSTRIES**
 - Nature, objet et modalités :
Au cours de cet exercice, votre société a facturé à MECABRIVE INDUSTRIES des prestations de gestion pour un montant de 12 000 € HT.

- **2.3.2 Avec la société MECANIQUE ET TRAVAUX INDUSTRIELS – MTI**

▪ Nature, objet et modalités :

Au cours de cet exercice, votre société a facturé à MTI des prestations de gestion pour un montant de 36 000 € HT ainsi que des prestations diverses pour un montant de 23 000 € HT.

- **2.3.3 Avec la société MP USICAP**

▪ Nature, objet et modalités :

Au cours de cet exercice, votre société a facturé à MP USICAP des prestations de gestion pour un montant de 5 400 € HT.

- **2.3.4 Avec la société FGA PICARDIE**

▪ Nature, objet et modalités :

Au cours de cet exercice, votre société a facturé à la société FGA PICARDIE des frais de siège prenant en compte des prestations administratives, financières et industrielles pour un montant de 120 000 € HT.

Fait à Montauban, Labège et à La Défense, le 8 octobre 2014

Les commissaires aux comptes

SARL SODECAL AUDIT

Jérôme CATHALA



KPMG AUDIT

Département de KPMG S.A.

Gérard CAZENEUVE
Gérant de la SARL



FIDAUDIT
Membre du réseau FIDUCIAL

Jean-Pierre BOUTARD



Jean-Marc LABORIE



19.2.3. Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées au titre de l'exercice clos le 31 mars 2013

SARL SODECAL AUDIT

449, avenue du Danemark

82 000 MONTAUBAN

*Société à responsabilité limitée de Commissariat aux Comptes
au capital de 7 639 € - 314 684 481 RCS Montauban
Membre de la Compagnie Régionale de Toulouse*

FIDAUDIT

Membre du réseau FIDUCIAL

41, rue du Capitaine Guynemer

92 925 LA DEFENSE CEDEX

*Société Anonyme de Commissariat aux Comptes au capital de
250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles*

FIGEAC AERO

Société Anonyme au capital de 3 000 000 Euros

Z.I de l'Aiguille

46 100 FIGEAC

RCS CAHORS B 349 357 343

**RAPPORT SPECIAL
DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS ET
ENGAGEMENTS REGLEMENTES**

Exercice du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2013

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

1.1 Caution pour le compte de MECABRIVE INDUSTRIES

- Personne concernée
M. Jean Claude MAILLARD, mandataire social de FIGEAC AERO et de MECABRIVE INDUSTRIES.
- Nature, objet et modalité
Votre société s'est constituée caution solidaire de la société MECABRIVE INDUSTRIES au profit d'OSEO INNOVATION en garantie d'un emprunt d'un montant de 190 000 €.

Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.

1.2 Caution pour le compte de MECABRIVE INDUSTRIES d'une facilité de caisse

- Personne concernée
M. Jean Claude MAILLARD, mandataire social de FIGEAC AERO et de MECABRIVE INDUSTRIES.
- Nature, objet et modalité
Votre société s'est constituée caution solidaire de la société MECABRIVE INDUSTRIES au profit du crédit Agricole en garantie d'une facilité de caisse d'un montant de 250 000 €.

Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.

1.3 Caution pour le compte de FGA PICARDIE auprès du Crédit Agricole Brie Picardie

- Personne concernée
M. Jean Claude MAILLARD, mandataire social de FIGEAC AERO et de FGA PICARDIE.
- Nature, objet et modalité
Votre société s'est constituée caution solidaire de la société FGA PICARDIE au profit du CREDIT AGRICOLE BRIE PICARDIE en garantie d'un emprunt de 150 000 €.

Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.

1.4 Caution pour le compte de FGA PICARDIE auprès de la BCME- ARKEA

- Personne concernée
M. Jean Claude MAILLARD, mandataire social de FIGEAC AERO et de FGA PICARDIE.
- Nature, objet et modalité
Votre société s'est constituée caution solidaire de la société FGA PICARDIE au profit de la BCME-ARKEA en garantie d'un emprunt de 150 000 €.

Cette caution ne donne lieu à aucune rémunération.

1.5 Convention de frais de siège avec la société FGA PICARDIE

- Personne concernée
M. Jean Claude MAILLARD, mandataire social de FIGEAC AERO et de FGA PICARDIE.
- Nature, objet et modalité
Votre société a facturé à la société FGA PICARDIE des frais de siège prenant en compte des prestations administratives, financières et industrielles.

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2013, votre société a facturé une somme de 120 000 €.

1.6 Intérêts de retard de l'en cours client avec la société FGA PICARDIE

- Personne concernée
M. Jean Claude MAILLARD, mandataire social de FIGEAC AERO et de FGA PICARDIE.
- Nature, objet et modalité
Le solde du compte Fournisseur « FGA PICARDIE » présente un solde créditeur de 1 754 934 €. A ce titre la société FGA PICARDIE a facturé des intérêts de retard à votre société au taux de 1% par an.

A ce titre, la société FGA PICARDIE a facturé une somme de 38 000 €.

1.7 Cession du bâtiment B6 à la SCI REMSI

- Personne concernée
M. Jean Claude MAILLARD, mandataire social de FIGEAC AERO et actionnaire majoritaire de la SCI REMSI.
- Nature, objet et modalité
Votre société a cédé le bâtiment B6 à la SCI REMSI pour un montant de 3 500 000 € en date du 29 mars 2013.
Au 31 mars 2013, votre société avait une créance de 4 186 000 € vis-à-vis de la SCI REMSI.

Aucune facturation de loyers n'a été constatée au titre de l'exercice clos le 31 mars 2013.

2. CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

2.1 Convention de trésorerie

- Nature, objet et modalités
Votre société a mis en place une convention de trésorerie avec les autres sociétés du groupe. Les soldes dans les comptes de votre société au 31 mars 2013 sont les suivants :

Société en contrepartie	Créance
MTI	233 224 €
MECABRIVE INDUSTRIES	904 071 €
FGA USA	1 543 €
AVANTIS MANUFACTURING	463 649 €
FGA TUNISIE	4 412 086 €

Au titre de l'exercice clos, les produits d'intérêts s'élèvent à 35 132 €.

2.2 Engagements de cautions**- 2.2.1 Avec la société MECABRIVE INDUSTRIES**

- a - Nature, objet et modalités
Votre société s'est portée caution pour le compte de MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard de la Banque Tarneaud pour un découvert de trésorerie consenti de 10 000 €.
- b - Nature, objet et modalités
Votre société s'est portée caution pour le compte de MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard du financeur locatif Natixis Lease pour le contrat de location d'un centre d'usinage Mitsui Seiki et des tours Biglia et Goodway. L'encours à la clôture s'élève à 99 536 euros. Aucune commission n'a été comptabilisée au titre de l'exercice clos.
- c - Nature, objet et modalités
Votre société s'est portée caution pour le compte de MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard de la Banque Populaires Rives de Paris pour le contrat de location d'un centre d'usinage MORI SEIKI NH 4000. L'encours à la clôture s'élève à 99 688 euros. Aucune commission n'a été comptabilisée au titre de l'exercice clos.
- d - Nature, objet et modalités
Votre société s'est portée caution pour le compte de MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard du financeur locatif Lorequip pour le contrat de location d'une machine à usiner les profilés CINETIC MGP 150. L'encours à la clôture s'élève à 390 450 euros. Aucune commission n'a été comptabilisée au titre de l'exercice clos.
- e - Nature, objet et modalités
Votre société s'est portée caution pour le compte de MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard du financeur locatif Siemens Financial Services pour le contrat de location d'une machine à usiner les profilés CINETIC MGP 150. L'encours à la clôture s'élève à 329 154 euros. Aucune commission n'a été comptabilisée au titre de l'exercice clos.
- f - Nature, objet et modalités
Votre société s'est portée caution pour le compte de MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard de la banque Populaire Centre Atlantique pour une facilité de caisse de trésorerie d'un montant de 250 000 euros. Aucune commission n'a été comptabilisée au titre de l'exercice clos.
- g - Nature, objet et modalités
Votre société s'est portée caution pour le compte de MECABRIVE INDUSTRIES à l'égard de la banque Tarneaud, suite à l'obtention d'un prêt de 100 000 euros d'une durée de cinq ans avec une mensualité de 1 840,30 euros. Ce prêt n'étant garanti qu'à hauteur de 50 % par OSEO et à l'issue d'une période de franchise de 9 mois, la société FIGEAC AERO a fourni une garantie à l'égard de la banque à hauteur de 100% sur 9 mois, puis de 50 % jusqu'au terme du prêt.

- 2.2.2 Avec la société MECANIQUE ET TRAVAUX INDUSTRIELS - MTI

- Nature, objet et modalités
Votre société s'est portée caution pour le compte de MTI à l'égard de la banque Populaire Occitane pour un emprunt d'un montant de 220 000 euros. L'encours à la clôture est de 145 916 euros. Aucune commission n'a été comptabilisée au titre de l'exercice clos.

- **2.2.3 Avec la société AVANTIS MANUFACTURING**

- Nature, objet et modalités
Votre société s'est portée caution pour le compte de AVANTIS MANUFACTURING à l'égard de la banque Populaire Occitane pour la restitution d'acomptes clients d'un montant global plafonné à 500 000 euros. Aucune commission n'a été comptabilisée au titre de l'exercice clos.

2.3 Prestations de services

- **2.3.1 Avec la société MECABRIVE INDUSTRIES**

- Nature, objet et modalité :
Au cours de cet exercice, votre société a facturé à MECABRIVE INDUSTRIES des prestations de gestion pour un montant de 12 000 € HT.

- **2.3.2 Avec la société MECANIQUE ET TRAVAUX INDUSTRIELS – MTI**

- Nature, objet et modalité :
Au cours de cet exercice, votre société a facturé à MTI des prestations de gestion pour un montant de 37 900 € HT.

- **2.3.3 Avec la société MP USICAP**

- Nature, objet et modalité :
Au cours de cet exercice, votre société a facturé à MP USICAP des prestations de gestion pour un montant de 5 400 € HT.

Fait à Montauban et à La Défense, le 13 septembre 2013

Les commissaires aux comptes

SARL SODECAL AUDIT


Jérôme CATHALA


Gérard CAZENEUVE
Gérant de la SARL

FIDAUDIT
Membre du réseau FIDUCIAL


Jean-Pierre BOUTARD

20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR

20.1. COMPTES CONSOLIDES POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MARS 2013, 2014 ET 2015

20.1.1. Comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 mars 2015

1. Etats financiers consolidés

1.1 Etat de la situation financière consolidée



ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

		Mars 2015	Mars 2014	Mars 2013
(EnK€)				
ACTIF CONSOLIDE	Notes	Clôture	Clôture	Clôture
Goodwills		0	0	0
Frais de développement		20 273	11 607	7 631
Autres immobilisations incorporelles		1 722	860	735
Total immobilisations incorporelles	6.1	21 996	12 467	8 366
		0		
Terrains		2 232	1 053	759
Constructions		26 645	17 172	14 815
Installations techniques		54 866	44 524	36 014
Autres immobilisations corporelles		3 387	3 292	2 901
Total immobilisations corporelles	6.2	87 129	66 040	54 489
Participations mises en équivalence		0	0	0
Impôts différés	15.2	25 322	5 559	6 139
Instruments financiers		0	0	0
Autres actifs financiers	6.3	2 034	1 662	1 552
Autres actifs non courants	8.1	705	719	472
		0		
Total actifs non courants		137 186	86 447	71 018
		0		
Stocks et en-cours	7.1	145 367	109 850	82 106
Créances clients	8.1	52 509	41 809	36 807
Créances fiscales		0	0	0
Instruments financiers		0	0	0
Autres actifs courants	8.1	8 511	8 871	5 909
Trésorerie et équivalent de trésorerie	9	30 261	19 041	1 911
Total actif courant		236 647	179 571	126 733
Total actif		373 833	266 018	197 751

		Mars 2015	Mars 2014	Mars 2013
(EnK€)				
PASSIF CONSOLIDE	Notes	Clôture	Clôture	Clôture
Capital		3 328	3 195	3 000
Primes		33 731	14 200	0
Réserves		45 517	35 201	23 508
Réserves de conversion		204		0
Résultat de l'exercice		-21 889	16 060	11 980
Capitaux propres attribuables au Groupe		60 892	68 656	38 488
Participations ne donnant pas le contrôle		255	83	171
Participations ne donnant pas le contrôle		255	83	171
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	10	61 147	68 739	38 658
Emprunts auprès des établissements de crédit	14.1	45 827	36 669	28 083
Avances remboursables	14.2	21 534	11 447	10 013
Dettes financières location financement	14.1	29 397	29 415	22 523
Autres dettes financières	14.1	1 591	1 512	1 272
Total des dettes financières non courantes		98 350	79 043	61 891
Autres provisions	11	5 328	6 394	7 460
Impôt différé passif	15.2	16 080	15 945	11 762
Provision pour retraite et avantages à long terme	11	2 096	1 237	997
Instruments financiers	11	75 548	1 515	2 727
Autres passifs non courants	12	2 022	251	1 962
Produits différés partie non courante	12	2 517	3 328	3 195
Total passif non courant		201 940	107 712	89 994
Dettes financières à court terme	9	25 934	23 224	18 198
Partie courante des dettes financières à terme	14.1	18 596	8 898	10 012
Avances remboursables	14.2	1 169	689	147
Total des dettes financières courantes		45 699	32 811	28 357
Fournisseurs	12	40 401	31 778	23 155
Dettes fiscales	12	4 055	3 956	4 163
Instruments financiers		0	0	0
Autres passifs courants	12	19 117	18 089	12 282
Produits différés	12	1 474	2 933	1 143
Total passif courant		110 746	89 567	69 099
Total capitaux propres et passifs		373 833	266 018	197 751

1.2 Compte de résultat consolidé



COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

		Mars 2015	Mars 2014	Mars 2013
(EnK€)				
Etat du Résultat Consolidé		Clôture	Clôture	Clôture
Chiffre d'affaires	16	203 938	162 325	137 129
Autres produits de l'activité	17	13 309	8 257	6 535
Variation des stocks de produits en cours et finis		31 312	25 556	18 647
Achats consommés	18	-117 083	-92 593	-70 018
Charges de personnel	19	-61 980	-51 765	-44 897
Charges externes	18	-18 534	-14 155	-13 091
Impôts et taxes		-2 865	-2 242	-2 285
Dotations aux amortissements	20	-17 154	-13 187	-10 179
Dotations nettes de provisions	20	-101	96	279
Résultat opérationnel courant		30 843	22 292	22 121
Autres produits opérationnels	21	4 640	6 204	2 657
Autres charges opérationnelles	21	-8 233	-7 119	-3 683
Résultat opérationnel		27 250	21 377	21 095
Produits financiers		869	17	4
Charges financières	22	-3 036	-2 934	-2 702
Coût de l'endettement financier net		-2 167	-2 917	-2 698
Gains et pertes de changes réalisés		3 997	2 710	1 895
Gains et pertes latents sur instruments financiers		-64 752	1 212	-2 942
Autres charges et produits financiers		-31	-187	-169
Quote-part de résultat net des sociétés ME		0	0	0
Impôt	15.1	13 811	-6 231	-5 203
Résultat de la période		-21 892	15 965	11 978
Résultat net (part du groupe)		-21 889	16 060	11 977
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-3	-95	1
Nombre d'actions		27 736 956	26 625 845	25 000 000
Résultat par action		-0,79	0,60	0,48

1.3 Etat du résultat global consolidé

		Mars 2015	Mars 2014
(EnK€)			
Etat du résultat global	Notes Annexes	Clôture	Clôture
Résultat de la période		-21 892	16 060
Autres éléments du résultat consolidé			
Variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		-9 281	
Impôts différés - Variation juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		3 182	
Engagements postérieurs à l'emploi - Ecart actuariel		-730	
Impôts différés - Engagements postérieurs à l'emploi - Ecart actuariel		243	-65
Résultat global de la période		-28 479	15 995
* Attribuable au Groupe		-28 476	15 900
* Participations ne donnant pas le contrôle		-3	-95
Nombre d'actions		27 736 956	26 625 845
Résultat par action		-1,03	0,60
Résultat par action dilué		-1,03	0,60

1.4 Tableau des flux de trésorerie consolidé

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

	Mars 2015	Mars 2014	Mars 2013
<i>(EnK€)</i>			
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat des stés intégrées	-21 892	15 965	11 978
Amort., prov. et QP subv. virés au résultat	80 787	13 257	10 039
Variation des impôts différés	-16 218	4 819	3 455
Plus-values de cession (Divers)	-1	851	840
Résultat opérationnel avant variation en fonds de roulement	42 676	34 892	26 313
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation			
Variation stock	-34 876	-28 653	-23 219
Variation autres créances exploitation	-4 392	-8 187	-8 403
Variation autres dettes exploitation	-1 344	11 357	4 897
Variation charges et produits constatés d'avance	-2 549	1 818	3 136
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	-485	11 227	2 725
Flux de trésorerie liés aux op. investissements			
Acquisitions d'immobilisations	-45 168	-36 276	-23 910
Cessions d'immobilisations	6 003	6 177	2 611
Incidences des variations de périmètre	-768		
Décalage de trésorerie sur immobilisations ---	1 652		
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OP. D'INVEST.	-38 281	-30 100	-21 299
Flux de trésorerie liés aux op. financement			
Augmentations de capital et subventions	20 772	14 396	
Emissions d'emprunts et avances	47 841	32 648	20 514
Remboursements d'emprunts et avances	-19 789	-16 067	-9 611
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OP. DE FINANCT	48 824	30 977	10 903
Autres flux de trésorerie	-1 544		
VARIATION DE TRESORERIE	8 515	12 103	-7 670
Trésorerie - Ouverture	-4 183	-16 286	-8 616
Trésorerie - Variation cours devises	-5		
Trésorerie - Autres variations	0		
Trésorerie - Clôture	4 327	-4 183	-16 286
VARIATION COMPTES DE TRESORERIE	8 515	12 103	-7 670

1.5 Variation des capitaux propres

(EnK€)	Part du groupe						Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux Propres
	Capital	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Capitaux propres - Part du groupe			
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES								
<i>Exercice clos Mars 2013</i>	3 000	0	23 507	11 980	38 487	170		38 657
Opérations sur capital	195	14 200			14 395			14 395
Autres variations			-221		-221	7		-213
Dividendes versés								0
Affectation Résultat N-1			11 980	-11 980				0
Résultat enregistré directement en CP			-65		-65			-65
Résultat de la période				16 060	16 060	-95		15 965
Variation de périmètre								
<i>Exercice clos Mars 2014</i>	3 195	14 200	35 201	16 060	68 656	82		68 739
Opérations sur capital	133	19 531			19 664	0		19 664
Autres variations			777		777	176		954
Dividendes versés			0		0	0		0
Affectation Résultat N-1			16 060	-16 060	0	1		1
Autres éléments du résultat global			-6 586		-6 586	-2		-6 588
Résultat de la période				-21 889	-21 889	-3		-21 892
Variation de périmètre			269		269	0		269
<i>Exercice clos Mars 2015</i>	3 328	33 731	45 722	-21 889	60 892	255		61 147

2. Présentation du Groupe

Le Groupe FIGEAC AERO est un groupe industriel à forte dominante aéronautique dont l'activité s'articule autour de 4 axes principaux :

- Réalisation de pièces de structure pour l'aéronautique :
- Réalisation de sous-ensembles aéronautiques (usinage et assemblage) ;
 - ❖ Réalisation de pièces de structure, aéronautiques ;
 - ❖ Pièces moteurs et pièces précises aéronautiques.
- Montage en atelier et sur site de sous-ensembles aéronautiques ;
- Mécanique générale et chaudronnerie lourde ;

Usinage de précision et traitement de surfaces.

Ces secteurs d'activité ont été retenus dans le cadre de l'activité sectorielle.

Le Groupe est un partenaire de premier plan des grands donneurs d'ordre du secteur aéronautique. Il intervient en rang 1 ou 2 des avionneurs, des motoristes et des principaux équipementiers.

Le Groupe s'est positionné sur la conception et la fabrication :

- **De pièces de structures et sous-ensembles**
(Pièces fabriquées assemblées et prêtes à être intégrées dans la partie de l'avion concernée),
- **De pièces moteurs et de pièces de précision.**

Le Groupe est également positionné sur la fabrication de ces pièces sur de nombreux programmes (cf. tableau ci-dessous), principalement dans le domaine de l'aviation commerciale, et accessoirement dans le domaine militaire.

Constructeurs	Programmes dans lesquels intervient le Groupe
AIRBUS	A318/319/320/321 A320 NEO, A330-340 A350 A380 A400M
ATR	ATR 42 ATR 72
BOEING	747-8 787
BOMBARDIER	CRJ 700/ 900/1000 Global Express CL300 / CL605 / DASH 8/ C SERIES
DASSAULT	FALCON 900 / 2000 FALCON 7X 5xRAFALE
EMBRAER	ERJ 145 / ERJ 170 ERJ190 LEGACY 450-500 E2
EUROCOPTER	NH90
GULFSTREAM	G150/ G280/ G550 / G650 / AAP2
HONDA JET	HA 420
Moteurs	CFM 56 / GP7200 / TRENT 500 et 700 / M88 / TP 400 / GE 90-115 / CF6 / LEAPX

Le Groupe entretient des relations étroites avec AIRBUS, dont il est depuis 2009 l'un des 20 fournisseurs stratégiques mondiaux pour les pièces élémentaires.

Par le biais d'un partenariat stratégique en place avec AIRBUS, le Groupe bénéficie notamment d'un transfert de technologie et de savoir-faire en provenance de l'avionneur européen concernant l'usinage des métaux durs.

Au travers de la conception et de la fabrication des pièces élémentaires (pièces de structure en aluminium ou en titane, pièces moteur et pièces précises en acier, titane ou inconel), ou de sous-ensembles, le Groupe intervient sur les différentes parties des avions, à savoir :

- **Cockpit** : encadrements des hublots, planches de bords, consoles centrales et latérales ;
- **Fuselage** : planchers assemblés, cadres et panneaux de fuselages, cloisons de pressurisation, ferrures et supports divers ;
- **Portes** : structures, mécanismes, ferrures de porte ;
- **Ailes** : longerons, nervures, panneaux, rails de volets ;
- **Moteurs** : pièces de mats, carters, viroles en aluminium et en titane, pièces d'entrée d'air ;
- **Inverseurs de poussée** : poutres, cadres, portes ;
- **Trains d'atterrissage** : compas.

Une partie de la production des pièces de structure est réalisée par la filiale Low Cost FGA TUNISIE.

Depuis mai 2014, une filiale en Zone Dollar, FGA North America (Wichita,USA), a intégré le Groupe au sein de l'activité Usinage de précision et traitement de surface, afin de donner au Groupe une plus grande compétitivité en USD vis-à-vis de la pression internationale de plus en plus forte, ainsi que de participer à la politique du Groupe en matière de positionnement géographique : se situer à proximité de ses clients. Soit une politique visant à un lien étroit entre productivité et compétitivité.

Le Groupe a développé une activité de montage de sous-ensembles aéronautiques sur le site de Méaulte (80) portée par FGA PICARDIE.

A travers sa filiale MTI, le Groupe exerce une activité de chaudronnerie (mécano-soudure et usinage de pièces de grande dimension), pour diverses industries, notamment l'industrie pétrolière et automobile (moules pour les pneus).

A travers sa filiale MECABRIVE, le Groupe propose l'usinage de pièces complexes, le traitement de surface et le montage, pour l'industrie aéronautique et spatiale, mais aussi pour l'industrie des biens d'équipements et l'électronique.

Le Groupe propose à ses clients des prestations complètes intégrant :

- *La réalisation des études et l'industrialisation :*

Avec un bureau des méthodes composé de 45 ingénieurs et techniciens, le Groupe réalise la phase de conception de la pièce assistée par ordinateur et prépare les dossiers techniques pour la fabrication ;

- *La gestion des approvisionnements ;*
- *Les processus d'usinage et de formage ;*
- *La réalisation du contrôle dimensionnel ;*
- *Le traitement de surface ;*
- *L'assemblage.*

3. Notes annexes aux comptes consolidés

Principes comptables, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

3.1 Base de préparation des états financiers consolidés

Les comptes consolidés du Groupe FIGEAC AERO (« le Groupe ») ont été arrêtés par le conseil d'administration du 3 août 2015. Les comptes consolidés de l'exercice 2015 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté par l'Union Européenne au 31 mars 2015.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standard), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers sont présentés en K€ arrondis au millier d'euros le plus proche. Ils sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Le Groupe a choisi de présenter les éléments non récurrents significatifs au sein de son résultat opérationnel. La partie non récurrente est présentée après le sous total « Résultat opérationnel courant », le sous-total en résultant étant le « Résultat opérationnel »

Au bilan, les actifs/passifs du Groupe inférieurs à 1 an sont classés en courant. Tous les autres actifs/passifs sont classés en non courant.

Les principes et méthodes comptables du Groupe sont décrits ci-après.

Les principaux taux de conversion utilisés sont les suivants (en valeur pour 1 €) :

	31/03/2014		31/03/2015	
	Bilan	Résultat	Bilan	Résultat
Dollar US	1,3788	1,3444	1,0759	1,2636
Dinar Tunisien	2,1821	2,1906	2,1019	2,1064

3.2 Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

La société mère FIGEAC AERO ainsi que les sociétés MECABRIVE INDUSTRIES, FGA TUNISIE, et FGA USA sont consolidées sur la base de leur bilan arrêté au 31 mars 2015, d'une durée de 12 mois.

Les sociétés MTI et SCI REMSI ayant clos leurs exercices au 31 décembre 2014, les comptes individuels ont été retraités pour tenir compte des opérations significatives ou ayant une incidence sur l'établissement des comptes consolidés survenues entre le 1er janvier 2014 et le 31 mars 2015.

La société FIGEAC AERO NORTH AMERICA est consolidée sur la base de son bilan arrêté au 31 mars 2015. Les opérations de gestion sont reprises par la Groupe pour la période du 2 mai 2014 (date d'entrée dans le périmètre de consolidation) au 31 mars 2015.

3.3 Application de normes, amendements et interprétations applicables pour les états financiers

Les nouveaux textes IAS/IFRS et interprétations entrés en vigueur à compter du 1er avril 2014 et appliqués par le Groupe pour l'établissement de ses comptes consolidés au 31 mars 2015 sont les suivants :

- IFRS 10, « États financiers consolidés » ;
- IFRS 11, « Accords conjoints » ;
- IFRS 12, « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités » ;
- amendement à IAS 27, « États financiers individuels » ;
- amendement à IAS 28, « Participation dans des entreprises associées et dans des co-entreprises »
- amendements à la norme IAS 32 visant à préciser les principes relatifs à la compensation des actifs et passifs financiers ;
- amendement à la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, relatif aux informations à fournir sur les valeurs recouvrables des actifs non financiers ;

- amendements à la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », intitulés « Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture ».

La première application de ces textes n'entraîne aucun impact significatif sur les comptes consolidés du groupe.

Les textes ou amendements d'application obligatoire postérieurement au 31 mars 2015 et pour lequel le groupe n'a pas opté pour une application anticipée pour les comptes consolidés au 31 mars 2015 sont les suivants :

- améliorations annuelles des IFRS cycle 2010-2012 et cycle 2011-2013 ;
- amendement à IAS 19 « Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel » ;
- IFRIC21 « Droits et taxes ».

La première application de ces normes et amendements ne devrait pas impacter de manière significative les comptes consolidés du groupe.

3.4 Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers nécessite de la part du Conseil d'Administration de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Le Conseil d'Administration revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière principalement pour :

- la marge estimée au titre des contrats de construction ;
- les provisions sur stock ;
- la valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité ;
- la juste valeur des instruments financiers ;
- les retraites et autres avantages au personnel à long terme et postérieurs à l'emploi.

Au 31 mars 2015, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. Les estimations et hypothèses retenues dans les comptes consolidés ont été déterminées à partir des éléments en possession du groupe à la date de clôture et notamment, concernant les contrats de construction, en fonction des prévisionnels de commandes des avionneurs et des perspectives d'évolution de la parité €/Dollar US.

Sur l'exercice clos au 31 mars 2015, le Groupe a procédé à une revue des hypothèses à terminaison considérées dans le calcul des marges sur les contrats de construction.

Cette révision des hypothèses a notamment porté sur la parité €/dollar US pour tenir compte :

- de la stratégie de couverture mise en place par le Groupe sur l'horizon 2015-2017
- de l'estimation de l'évolution de cette parité sur l'horizon résiduel des contrats au regard de l'évolution observée sur la parité sur l'exercice (Cf note sur les contrats de constructions).

3.5 Méthode de conversion des éléments en devise

Les charges et produits en monnaies étrangères sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération au taux de transaction.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur en euros au taux de conversion en vigueur à la date de clôture de l'exercice. La différence, résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au compte de résultat financier.

Sur l'exercice clos au 31 mars 2015, le Groupe a contracté des instruments dérivés éligibles à la comptabilité de couverture, qui ont donné lieu à la mise en place d'une documentation de la relation de couverture et qui ont été comptabilisés conformément à la norme IAS 39 (Cf note sur les instruments dérivés).

3.6 Filiales

Les sociétés contrôlées directement ou indirectement par la société Figeac Aéro sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. La notion de contrôle est existante dès lors que la société mère détient directement ou indirectement le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise et d'en tirer un avantage dans ses activités.

La méthode de consolidation par intégration globale consiste à intégrer l'ensemble des actifs, passifs, produits et charges. La part des actifs et résultats attribuable à des actionnaires minoritaires est comptabilisée en tant qu'intérêts minoritaires au niveau du bilan et du compte de résultat consolidé. Les filiales sont intégrées dans le périmètre de consolidation à compter de la date de prise de contrôle.

Les sociétés MTI, MECABRIVE INDUSTRIES, SCI REMSI, FGA TUNISIE, FGA PICARDIE et FGA USA, FIGEAC AERO NORTH AMERICA étant contrôlées exclusivement de droit par la société mère FIGEAC AERO, celles-ci sont consolidées selon la méthode de l'Intégration Globale.

La société AEROTRADE étant sous contrôle conjoint de ses neuf associés détenant chacun une participation équitable du capital, et son activité étant marginale, elle n'est pas consolidée (la liste des sociétés appartenant au périmètre de consolidation est précisée en note 4).

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes et méthodes comptables retenus par le Groupe et en conformité avec le référentiel comptable.

Après identification des opérations intragroupes, l'ensemble des créances et dettes ainsi que des charges et des produits relatifs à ces opérations et les profits internes ont été éliminés des comptes consolidés.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises à compter de leur date d'acquisition ou de création.

3.7 Entreprises associées

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20 %.

La méthode de consolidation retenue est la mise en équivalence qui consiste à comptabiliser au bilan un montant reflétant la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée, majorée le cas échéant du goodwill généré par l'acquisition d'origine.

3.8 Elimination des opérations internes au Groupe

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes et méthodes comptables retenus par le Groupe et en conformité avec le référentiel comptable.

Les opérations réalisées entre des filiales consolidées sont éliminées en totalité, ainsi que les créances et dettes qui en résultent. Il en va de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, résultats de cession) qui sont éliminés du résultat consolidé. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Après identification des opérations intragroupes, l'ensemble des créances et dettes ainsi que des charges et des produits relatifs à ces opérations et les profits internes ont été éliminés des comptes consolidés.

3.9 Etats financiers des entités étrangères

Les postes de l'actif et du passif des entités consolidées dont la devise de fonctionnement est différente de l'euro sont convertis au cours de clôture, à l'exception des capitaux propres de chaque entité qui sont comptabilisés au cours historique. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. Les écarts de change résultant de ces conversions sont comptabilisés dans les capitaux propres consolidés (écart de conversion).

Conformément à l'IAS 21, les différences de change relatives à des financements permanents faisant partie de l'investissement net dans une filiale consolidée sont constatées dans les capitaux propres (en réserve de conversion). Lors de la cession ultérieure de ces investissements, les résultats de change cumulés constatés dans les capitaux propres seront enregistrés en résultat.

Aucune filiale étrangère n'a pour monnaie fonctionnelle la monnaie d'une économie hyper inflationniste.

3.10 Goodwills

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la norme IFRS 3 révisée. Les actifs identifiables acquis et passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et, le cas échéant, la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable (y compris ajustements de juste valeur) de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises. Les coûts directs liés à l'acquisition (frais de transaction) sont constatés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus. Toute quote-part antérieurement détenue dans l'entreprise acquise, avant la prise de contrôle, est réévaluée à sa juste valeur et le produit ou la perte correspondante enregistrée en résultat.

Les actifs identifiables et les passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et les changements de juste valeur seront dans le futur constatés en résultat au delà du délai d'affectation d'un an. Les ajustements de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition.

Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. Au-delà du délai d'affectation, tout changement ultérieur de cette juste valeur sera constaté en résultat. Le prix d'achat payé par l'acquéreur, qui inclut une part contingente, est évalué et reconnu à sa juste valeur à la date d'acquisition, les variations subséquentes de juste valeur de la part contingente présentées au passif, étant reconnues conformément à IAS 39, IAS 37 ou autre norme IFRS applicable, seront comptabilisées soit en résultat net, soit en Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres.

A la date d'acquisition, le goodwill déterminé à l'occasion de chaque regroupement d'entreprises pourra être évalué soit sur la base de la quote-part de l'actif net acquis (y compris ajustements de juste valeur), soit sur la base de la valeur globale de l'entreprise.

Lorsqu'ils sont générés par l'acquisition de sociétés intégrées globalement ou proportionnellement, les goodwills positifs sont portés à l'actif du bilan dans la rubrique « Goodwills » et les goodwills négatifs (badwills) sont enregistrés immédiatement en résultat. En revanche, les goodwills provenant de l'acquisition de sociétés mises en équivalence sont enregistrés dans la ligne « participations comptabilisées par mise en équivalence » conformément à IAS28.

Les goodwills peuvent être corrigés dans le délai d'affectation d'un an après la date d'acquisition pour tenir compte de l'estimation définitive de la juste valeur des actifs et passifs acquis. Au-delà de ce délai, les ajustements sont enregistrés en résultat.

Les goodwills ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au moins une fois par an et à chaque fois qu'il existe des événements ou circonstances indiquant une perte de valeur.

Le groupe réalise à la clôture de chaque exercice à une évaluation de leurs valeurs recouvrables. Une dépréciation exceptionnelle individuelle est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable.

3.11 Autres actifs incorporels immobilisés

Les immobilisations incorporelles sont des actifs non monétaires identifiables (résultant d'un droit légal ou susceptibles d'être vendus, transférés, loués ou échangés de manière isolée ou avec un contrat, un autre actif ou passif), sans substance physique, détenus en vue d'une utilisation pour la production ou la fourniture de biens ou de services, pour la location à des tiers ou à des fins administratives.

Les immobilisations incorporelles doivent répondre aux critères ci-dessous :

- Probabilité d'obtenir des avantages économiques futurs attribuables à cet actif ;
- Evaluation fiable du coût de l'actif.

Le mode d'amortissement utilisé reflète le rythme de consommation par l'entreprise des avantages économiques de l'immobilisation.

Les actifs incorporels détenus par le Groupe sont principalement :

- *des frais de recherche et de développement pour améliorer les procédés industriels et amortis sur une durée de 5 ans ;*

Les frais de développement sont obligatoirement activés en IFRS si tous les critères suivants sont vérifiés :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- la capacité à utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle va générer des avantages économiques probables futurs ;
- la disponibilité des ressources techniques, financières et autres pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- la capacité à évaluer les dépenses de façon fiable

- *des logiciels et autres licences (durée d'amortissement de 1 à 3 ans).*

Les actifs incorporels sont amortis sur leur durée d'utilité. Le Groupe ne détient pas d'actif incorporel à durée de vie indéfinie. Les immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. S'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué comme décrit dans la note 3.13. Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

Les méthodes et durée d'amortissement retenues sont les suivantes :

<i>Immobilisations incorporelles</i>	<i>Méthode</i>	<i>Durée</i>
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Frais de recherche et développement	Linéaire	5 ans

Les sociétés FIGEAC AERO et MECABRIVE INDUSTRIES ont poursuivi leur activité de R&D notamment engagée dans le cadre des nouveaux programmes aéronautiques sur lesquels les sociétés sont positionnées en distinguant clairement les phases de recherche et de développement. Les phases de développement activées sont distinctes des dépenses engagées dans le cadre de contrats de partenariat dits de 'risk sharing'.

3.12 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, qui comprend le prix d'achat et frais accessoires, ou à leur coût de production (production immobilisée). Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de ces immobilisations.

Dès, l'acquisition de l'actif, le coût total d'un actif fait l'objet d'une répartition entre l'actif principal et les différents composants comptabilisés séparément, et les frais accessoires par simplification sont attribués à l'actif principal.

Compte tenu du fait que les actifs acquis par le Groupe n'ont pas pour vocation d'être revendus avant leur fin de vie économique, aucune valeur résiduelle n'a été appliquée aux différents actifs corporels immobilisés.

Le mode d'amortissement reflète le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à l'actif.

Les amortissements pour dépréciation de chaque actif principal et composant sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, en fonction de la durée réelle d'utilisation prévue.

Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

Les durées d'utilisations retenues sont les suivantes :

- *Pour les constructions et agencements : de 5 à 30 ans selon la nature de la construction et de l'agencement*
- *Pour les matériels industriels : de 3 à 10 ans selon la nature et l'usage de ces matériels*
- *Pour les mobiliers et matériels informatiques : de 3 à 6 ans selon l'usage de ces équipements*
- *Pour le matériel de transport : de 2 à 5 ans selon l'usage de ces véhicules.*

3.13 Dépréciation des actifs

Les valeurs comptables des actifs du Groupe (autres que les stocks et les actifs d'impôt différé) sont examinées à chaque clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait subi une perte de valeur. Si un tel indice est identifié (baisse de valeur sur le marché ou obsolescence accélérée par exemple), un test de dépréciation est réalisé.

Concernant les actifs incorporels non encore disponibles pour utilisation ou dont la durée d'utilité est indéfinie, et pour les écarts d'acquisition, ce test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an.

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'actifs concerné à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net de coûts de sortie et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée de l'estimation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée d'utilité.

Une dépréciation est constatée à chaque fois que la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable doit être estimée pour chaque actif pris individuellement. Si cela n'est pas possible, IAS 36 impose à une entreprise de déterminer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Les actifs sont donc « rattachés » à des Unités Génératrices de Trésorerie (le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie d'autres actifs ou groupes d'actifs).

Compte tenu du fait qu'à l'intérieur de chaque secteur d'activité du Groupe, les actifs immobilisés utilisés ne sont pas spécifiques à une activité ou à une branche mais sont utilisables par l'ensemble du secteur (pas d'indépendance des entrées de trésorerie entre eux), les Unités Génératrices de Trésorerie retenues sont les différents secteurs d'activité du Groupe pris individuellement.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une Unité Génératrice de Trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à cette Unité Génératrice de Trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'Unité, au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'Unité.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable.

La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

3.14 Contrat de location et de location-financement

Les opérations réalisées au moyen d'un contrat de location financement dont la valeur d'origine est supérieure à 75 000 euros, sont retraitées selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine au contrat.

Les actifs ainsi détenus sont comptabilisés pour leur juste valeur à la date de conclusion du bail avec pour contrepartie au passif la constatation des dettes en emprunts égales aux coûts d'entrée. Ces actifs sont ensuite amortis conformément aux méthodes comptables du groupe décrites ci-avant. L'incidence fiscale de ces retraitements est en compte à l'aide des impôts différés.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur ne transfère pas la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

3.15 Stocks et en-cours

Matières premières et autres approvisionnements

La valeur brute des matières premières et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires (coefficient d'approvisionnement). Des dépréciations sont constituées sur les matières premières selon le barème suivant et pour lesquels aucune consommation n'est prévue :

- sans mouvement depuis + 18 mois et moins de 24 mois50 %
- sans mouvement depuis + de 24 mois.....75 %

En-cours de production (hors contrats de construction)

Les en cours de production sont évalués suivant la méthode du coût de revient complet à l'exception des frais non liés à la production et de la sous activité éventuelle. Une dépréciation de l'encours est constatée dans les cas où le prix de revient attendu du produit fini auquel il est incorporé est supérieur à son prix de vente escompté diminué des frais de distribution.

Contrats de construction/partenariat

Le Groupe a conclu avec certains de ses clients des contrats de partenariat dont les caractéristiques sont celles des contrats de construction au sens de IAS 11 :

- contrat relatif à la production d'un ensemble de biens étroitement liés ou interdépendants en terme de conception, technologie et fonction ;
- dont la durée couvre plusieurs exercices.

La comptabilisation de ces contrats répond aux critères ci-dessous, les produits et les coûts principaux pris en compte dans le cadre de l'application des contrats de construction sont :

a) pour les produits :

- le montant initial des produits convenus dans le contrat ;
- les modifications des travaux du contrat ou les réclamations dans la mesure où il est probable qu'elles donneront lieu à des produits et où elles peuvent être estimées de façon fiable.

b) pour les coûts :

- les coûts directement liés au contrat ;
- les coûts attribuables à l'activité de contrats en général et qui peuvent être affectés au contrat ;
- tous autres coûts qui peuvent être spécifiquement imputés au client selon les termes du contrat.

La marge est reconnue à l'avancement calculé par rapport à la livraison des éléments (« milestones »). En effet le Groupe facture à la livraison et toute la facturation effectuée est acquise quelle que soit l'issue du programme. Il est aussi possible que des facturations complémentaires soient effectuées par la suite (modifications ou suppléments de travaux). Une étude est menée au cas par cas afin de définir les éléments permettant d'identifier l'avancement.

La marge estimée est calculée sur la base d'une prévision comprenant les éléments techniques et budgétaires. Cette marge est révisée périodiquement en fonction des coûts et produits réalisés sur la période et restant à venir. Lorsque la marge prévisionnelle est négative, elle est immédiatement constatée en résultat.

Les contrats de construction couvrant plusieurs exercices, le Groupe est amené au cours des premiers exercices à constater au bilan des coûts de production qui seront ensuite recyclés en résultat en fonction de la décroissance réellement observée.

Produits finis

Les produits finis sont évalués suivant la méthode du coût de revient complet à l'exception des frais non liés à la production et de la sous activité éventuelle.

Des dépréciations sont constituées pour les produits finis codifiés obsolètes avec des perspectives de vente très faibles répartis en deux catégories selon le barème suivant :

article codifié obsolète/peut être (pouvant être revendus) : 25 %

article codifié obsolètes/jamais (dont la probabilité de revente est faible) : 90 %

En complément, une dépréciation est constatée dans les cas où le prix de revient du produit fini est supérieur à son prix de vente escompté diminué des frais de distribution.

3.16 Reconnaissance du revenu

Le revenu est reconnu selon les critères suivants :

- pour les contrats de constructions entrant dans les critères de IAS 11, il convient de se référer à la note 3.15 ;

- pour les autres types de contrats (hors prestation), le revenu est reconnu au moment du transfert de la majorité des risques et avantages à l'acheteur, ce qui intervient généralement au moment de la livraison ;
- pour les contrats de prestations de services, le revenu est reconnu à l'avancement, en fonction de l'avancement réel des travaux sur la base des coûts constatés par rapport aux coûts totaux estimés.

Les ventes sont présentées nettes de toutes formes de remises.

3.17 Créances clients et autres créiteurs

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur.

Lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur, le montant de la perte constatée est la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.

3.18 Actifs et passifs financiers

Le Groupe applique IAS 32, IAS 39 et IFRS 7. Ces normes définissent quatre catégories d'actifs financiers et deux catégories de passifs financiers :

- les actifs et passifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat : il s'agit des instruments dérivés n'entrant pas dans le cadre de la comptabilité de couverture ainsi que des placements de trésorerie désignés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- les actifs financiers disponibles à la vente évalués en juste valeur avec une comptabilisation des variations de juste valeur en capitaux propres (le Groupe ne détient pas de tels actifs) ;
- les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance évalués au coût amorti : aucun actif n'entre, à ce jour, dans cette famille ;
- les prêts et créances émis par l'entreprise évalués au coût amorti ;
- les autres passifs financiers évalués au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs et passifs financiers sont ventilés au bilan en éléments courants et non courants suivant leur date d'échéance inférieure ou supérieure à un an.

i) Instruments dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats de couverture sur des devises étrangères et sur les taux d'intérêts afin de couvrir ses positions actuelles ou futures contre le risque de change et de taux.

Les instruments dérivés sont évalués à la juste valeur. La juste valeur des instruments dérivés est évaluée par une société indépendante. Elle tient compte de la valeur de l'instrument dérivé à la date de clôture (mark to market). Les instruments dérivés sont comptabilisés à la date de transaction.

Les instruments dérivés souscrits par le Groupe pour couvrir son exposition au risque de change sont des produits de type ventes et achats à terme de devises, tunnels d'options vanille ou à barrière ainsi que des produits de type accumulateur et TRF.

- Les instruments dérivés répondant aux critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture fixés par IAS 39 sont :
 - ✓ les VAT
 - ✓ les tunnels d'option « vanille »
 - ✓ les accumulateurs, pour la seule partie des montants accumulés à la clôture qui sont considérés comme des forwards délivrés par le contrat car contractuellement fermes et indépendants du contrat d'accumulateur

Conformément à IAS 39, le caractère éligible des instruments dérivés à la comptabilité de couverture a donné lieu à la mise en place d'une documentation pour démontrer l'application d'une relation de couverture et notamment

dans le cas du Groupe, la relation de couverture de flux de trésorerie (cash flow hedge). Des tests d'efficacité ont été réalisés à la mise en place des instruments de couverture et à chaque clôture.

Les couvertures de flux de trésoreries qui couvrent l'exposition aux variations futures de trésorerie d'éléments d'actif ou de passifs existants ou futurs sont traitées dans les comptes consolidés du groupe :

- ✓ La part efficace du produit ou de la perte sur l'instrument de couverture est directement comptabilisée au niveau des capitaux propres (net d'impôt différé) ; la part inefficace et la valeur temps sont reconnues immédiatement en résultat financier.
- ✓ Les profits ou les pertes comptabilisés dans les capitaux propres sont rapportés au compte de résultat de la période au cours de laquelle le sous-jacent est comptabilisé au compte de résultat, comme par exemple, lorsque le chiffre d'affaires prévu se réalise.
- Les instruments dérivés ne répondant pas aux critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture fixés par IAS 39 sont :
 - ✓ les TRF
 - ✓ les accumulateurs
 - ✓ les tunnels à barrière

La variation de juste valeur de ces instruments est comptabilisée au compte de résultat.

ii) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse et les dépôts à vue. Les découverts bancaires remboursables à vue et les financements par mobilisation de créance (ne respectant pas les critères de décomptabilisation d'actifs) qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe sont une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Les placements de trésorerie à court terme, très liquides, et facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont considérés comme des équivalents de trésorerie. Ces placements sont évalués en juste valeur.

iii) Emprunts

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts sont comptabilisés à la juste valeur sur laquelle sont imputés les coûts de transaction directement attribuables à l'émission du passif.

À la clôture, les emprunts sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif.

iv) Détermination de la valeur de marché

Les actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat et les dérivés qualifiés d'instruments de couverture sont évalués et comptabilisés à leur valeur de marché, à la date de première comptabilisation, comme en date d'évaluation ultérieure.

La valeur de marché est déterminée :

- soit à partir de prix cotés sur un marché actif ;
- soit à partir d'une technique de valorisation faisant appel à :
 - des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des théories financières reconnues
 - des paramètres dont la valeur est déterminée, pour certains, à partir des prix d'instruments traités sur des marchés actifs et pour d'autres, à partir d'estimations statistiques ou d'autres méthodes quantitatives

La distinction entre les deux modes de valorisation est opérée selon que le marché sur lequel est traité l'instrument est actif ou non.

Pour un instrument donné, est considéré comme actif et donc liquide, un marché sur lequel des transactions sont régulièrement opérées ou sur lequel des transactions sont effectuées sur des instruments très similaires à l'instrument faisant l'objet de l'évaluation.

Le Groupe a distingué trois catégories d'instruments financiers selon les conséquences qu'ont leurs caractéristiques sur leur mode de valorisation et s'appuie sur cette classification pour exposer certaines des informations demandées par la norme IFRS 7 :

- catégorie de niveau 1 « Prix de marché » : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2 « Modèle avec paramètres observables » : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- catégorie de niveau 3 « Modèle avec paramètres non observables » : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres inobservables ; un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur les marchés, sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à la même date.

Dans le cas de marché inactif, par exemple exprimé par une raréfaction des contreparties, le Groupe se réserve la possibilité de recourir à des modèles mathématiques évaluant les risques sur la base des hypothèses que prendraient normalement les participants au marché, selon un horizon correspondant à la durée.

3.19 Provisions

Conformément à IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », le groupe constate une provision à la clôture pour chaque événement qui remplit l'ensemble des conditions suivantes :

- existence d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement antérieur à la clôture,
- probabilité ou certitude qu'une sortie de ressources au bénéfice de tiers sera nécessaire pour éteindre l'obligation sans contrepartie après la date de clôture,
- valorisation estimée de façon fiable.

L'estimation de la valorisation des provisions est revue lors de chaque clôture avec une mise à jour comptable si cela apparaît requis sans actualisation. Les provisions sont maintenues tant que la société n'est pas en mesure de statuer clairement et certitude sur leur dénouement.

Sauf cas particulier dûment justifié, les provisions sont présentées au bilan dans le passif non courant.

Les provisions sont actualisées si l'effet s'avère significatif.

L'impact de cette règle dans le Groupe ne concerne que les provisions pour avantages au personnel.

3.20 Dettes fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

3.21 Avantages au personnel

Le Groupe provisionne certains avantages au personnel conformément à la norme IAS 19 révisée. Après analyse des réglementations spécifiques aux pays dans lesquels le Groupe est présent, il en ressort que ces provisions concernent principalement les sociétés françaises au titre des indemnités de départ en retraite et accessoirement des médailles du travail.

Régimes à cotisations définies

Les cotisations à payer à un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Indemnités de départ en retraite

Les obligations du Groupe en matière de retraite consistent en des indemnités versées lors du départ du salarié. Conformément à l'IAS19 révisée, dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées. Les estimations des obligations du Groupe au titre des engagements du personnel des sociétés françaises sont calculées en interne.

La méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service futur du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation, calculée

charges sociales comprises, est actualisée et est comptabilisée sur la base des années de service des salariés. Les écarts actuariels résultant de ces hypothèses sont reconnus en capitaux propres depuis l'exercice 2013.

Le cout des services courants (ie : de la période) est présenté en tant que charge de personnel.

Médailles du travail

Le groupe FIGEAC AERO comptabilise une provision sur la base d'hypothèses actuarielles, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel (IAS 19 révisée). Les estimations des obligations du Groupe au titre des médailles du travail (sociétés françaises uniquement) sont calculées en interne.

Droit individuel à la formation

Le groupe ne comptabilise pas l'application du Droit Individuel à la Formation (DIF) puisqu'elle ne répond pas aux règles sur les passifs du fait que l'action de formation ne se rattache pas à des services passés, c'est-à-dire aux exercices clos, mais à des services à rendre dans le futur par le salarié.

3.22 Financements publics

Le Groupe perçoit deux types de financements :

Subventions d'investissements

Elles représentent l'ensemble des subventions accordées au groupe dans le cadre du développement de son activité.

Le groupe a choisi de les éliminer des capitaux propres et de les reclasser en compte de régularisation passif suivant ainsi la recommandation de l'AMF.

Ces subventions d'investissement sont reprises dans les comptes consolidés et individuels au même rythme que les amortissements pour dépréciation des immobilisations qu'elles permettent de financer.

Avances remboursables

Ces financements ne sont pas contractuellement porteurs d'intérêts (vis-à-vis des organismes gestionnaires).

Par conséquent, ces types de financements rentrent dans le cadre de gestion des subventions publiques et sont dans le champ d'application de la norme IAS 20.

A l'origine elles sont évaluées pour la contrepartie de la trésorerie reçue. A chaque clôture, elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

3.23 Autres produits et autres charges opérationnels

Le Groupe comptabilise notamment dans les « autres produits opérationnels » le produit de cessions d'éléments d'actifs immobilisés.

Le Groupe comptabilise notamment dans les « autres charges opérationnelles » la valeur nette des immobilisations cédées.

3.24 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé.

Le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- De différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé,
- D'impacts sur le résultat des retraitements de consolidation,

Le Groupe comptabilise un impôt différé actif relatif aux reports déficitaires des sociétés du groupe dans la mesure où l'horizon de recouvrement raisonnable est établi.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société et en fonction des années dont le groupe s'attend à ce que les actifs et passifs se dénoueront. Les impôts différés actifs et passifs sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- Si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs,
- Ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de leur période de dénouement.

Conformément à IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

3.25 Résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé -part du groupe- se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

4. Périmètre de consolidation

4.1 Liste des sociétés consolidées

Société et forme juridique	N° d'ident.	Siège Social	Méthode de consolidation		% contrôle		% intérêt	
			Mars 2014	Mars 2015	Mars 2014	Mars 2015	Mars 2014	Mars 2015
FIGEAC AERO SA	349357343	Z.I. de l'Aiguille 46100 FIGEAC	Société Mère	Société Mère	Société Mère	Société Mère	Société Mère	Société Mère
M.T.I. SAS	394223804	Z.I. du Combal 12300 DECAZEVILLE	Intégration globale	Intégration globale	95,64%	95,64%	95,64%	95,64%
MECABRIVE IND. SAS	453806267	1, Imp. Langevin 19108 BRIVE	Intégration globale	Intégration globale	92,68%	92,68%	92,68%	92,68%
SARL FGA TUNISIE	NEANT	ZI M'Ghira III, Rue de Gafsa 2082 FOUCHANA	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
FIGEAC AERO USA INC	NEANT	2701 South Bayshore Drive 33133 MIAMI	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
FGA PICARDIE SAS	533995684	Z.I. de l'Aiguille 46100 FIGEAC	Intégration globale	Intégration globale	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
FGA NORTH AMERICA INC	NEANT	9313 E 39th St N Wichita, KS, 67226 USA	N/A	Intégration globale	N/A	100,00%	N/A	100,00%

4.2 Société non consolidée

Société et forme juridique	N° d'ident.	Siège Social	Méthode de consolidation		% contrôle		% intérêt	
			2014	2013	2014	2013	2014	2013
SAS AEROTRADE	520459876	23 Av Edouard BELIN 31 400 TOULOUSE	Non Consolidée	Non Consolidée	11,11%	11,11%	11,11%	11,11%

4.3 Entité ad-hoc consolidée

Société et forme juridique	N° d'ident.	Siège Social	Méthode de consolidation		% contrôle		% intérêt	
			2014	2013	2014	2013	2014	2013
SCI REMSI		4 Avenue Jean Jaurès 46100 FIGEAC	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	0,00%	0,00%

5. Secteurs opérationnels

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8.

Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées et gérées séparément suivant la nature des produits et services rendus.

Chaque secteur représente un domaine d'activité stratégique qui propose différents produits sur différents marchés.

Ces secteurs correspondent au découpage du reporting interne utilisé par le management du Groupe pour le suivi des activités du Groupe.

Les données financières présentées pour l'information sectorielle suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés du Groupe.

L'activité du groupe s'articule autour de 4 axes principaux :

1. **Aérostructure : réalisation de pièces de structure pour l'aéronautique**

- Réalisation de sous-ensembles aéronautiques (usinage et assemblage),
- Réalisation de pièces de structure, aéronautiques
- Pièces moteurs et pièces précises aéronautiques.

2. **Montage en atelier et sur site de sous-ensembles aéronautiques**

3. **Mécanique générale et chaudronnerie lourde**

4. **Usinage de précision et traitement de surface.**

Mars 2015

(EnK€)

SECTEURS OPERATIONELS	TOTAL	Aérostructure	%	Montage sur site	%	Usinage de précision et traitement de surface	%	Mécanique générale et chaudronnerie	%
Chiffre d'affaires	203 938	168 894	82,82%	3 815	1,87%	19 014	9,32%	12 215	5,99%
Autres produits de l'activité	13 309	12 708	95,48%	132	1,00%	459	3,45%	10	0,07%
Variation des stocks de produits en cours et finis	31 312	31 684	101,19%	635	2,03%	-218	-0,70%	-788	-2,52%
Achats consommés	-117 083	-102 752	87,76%	-445	0,38%	-8 345	7,13%	-5 541	4,73%
Charges de personnel	-61 980	-46 576	75,15%	-4 014	6,48%	-7 252	11,70%	-4 138	6,68%
Charges externes	-18 534	-15 972	86,18%	-566	3,06%	-1 358	7,33%	-638	3,44%
Impôts et taxes	-2 865	-2 171	75,76%	-125	4,35%	-322	11,22%	-249	8,67%
Dotations aux amortissements	-17 154	-15 189	88,54%	-258	1,50%	-1 412	8,23%	-296	1,72%
Dotations nettes de provisions	-101	157	-155,27%	31	-30,71%	-267	263,15%	-23	22,84%
Résultat opérationnel courant	30 843	30 785	99,81%	-794	-2,58%	301	0,98%	552	1,79%
Résultat op/ CA	15,12%	18,23%		-20,82%		1,58%		4,52%	
Autres produits opérationnels	4 640	4 503	97,05%	0	0,00%	96	2,07%	41	0,88%
Autres charges opérationnelles	-8 233	-8 140	98,87%	-35	0,43%	-31	0,37%	-26	0,32%
Résultat opérationnel	27 250	27 148	99,62%	-830	-3,04%	366	1,34%	566	2,08%
Résultat financier réalisé	1 799	2 097	99,53%	-128	0,20%	-132	0,21%	-38	0,06%
Résultat financier latent	-64 752	-64 752	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Résultat de la période	-21 892	-22 226	101,53%	-561	2,56%	341	-1,56%	554	-2,53%
Résultat / CA	-10,73%	-12,65%		-100,09%		2,20%		4,54%	
Total immobilisations incorporelles	21 996	20 946	95,23%	0	0,00%	1 045	4,75%	5	0,02%
Total immobilisations corporelles	87 129	73 267	84,09%	3 440	3,95%	8 795	10,09%	1 627	1,87%
Immobilisations financières	2 034	1 933	95,02%	2	0,09%	82	4,04%	17	0,85%
Total immobilisations	111 324	96 146	86,49%	3 441	3,10%	9 922	8,93%	1 650	1,48%
Stocks et en-cours	145 367	139 782	96,16%	843	0,58%	3 566	2,45%	1 176	0,81%
Créances clients et autres débiteurs	61 724	52 092	84,39%	1 015	1,64%	4 310	6,98%	4 307	6,98%
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	-65 531	-53 378	81,45%	-5 504	8,40%	-3 595	5,49%	-3 053	4,66%
Endettement financier	-116 523	-109 536	94,00%	-3 107	2,67%	-3 152	2,70%	-728	0,62%

Mars 2014

(EnK€)

SECTEURS OPERATIONNELS	TOTAL	Aérostructure	%	Montage sur site	%	Usinage de précision et traitement de surface	%	Mécanique générale et chaudronnerie	%
Chiffre d'affaires consolidés	162 325	137 229	84,54%	4 443	2,74%	9 786	6,03%	10 867	6,69%
Autres produits de l'activité	8 257	7 074	85,68%	91	1,11%	960	11,63%	131	1,58%
Variation des stocks de produits en cours et finis	25 556	25 575	100,08%	96	0,37%	-947	-3,71%	832	3,26%
Achats consommés	-92 593	-83 302	89,97%	-209	0,23%	-3 192	3,45%	-5 890	6,36%
Charges de personnel	-51 765	-38 935	75,22%	-3 925	7,58%	-4 573	8,83%	-4 331	8,37%
Charges externes	-14 155	-12 953	91,51%	-153	1,08%	-584	4,12%	-466	3,29%
Impôts et taxes	-2 242	-1 657	73,89%	-129	5,77%	-217	9,70%	-239	10,64%
Dotations aux amortissements	-13 187	-11 763	89,21%	-58	0,44%	-1 044	7,92%	-321	2,43%
Dotations nettes aux provisions	96	162	168,77%		-0,29%	-34	-35,83%	-31	-32,64%
Résultat opérationnel courant	22 292	21 430	96,13%	155	0,70%	154	0,69%	552	2,48%
Résultat op/CA	13,73%	15,62%		3,49%		1,58%		5,08%	
Autres produits opérationnels	6 204	6 177	99,56%		0,00%	27	0,44%		0,00%
Autres charges opérationnelles	-7 119	-6 949	97,61%	-1	0,01%	-147	2,07%	-22	0,31%
Résultat opérationnel	21 377	20 658	96,64%	155	0,72%	34	0,16%	530	2,48%
Résultat financier réalisé	-394	-131	33,20%	-77	19,66%	-130	33,07%	-55	14,07%
Résultat financier latent	1 212	1 212	100,00%		0,00%		0,00%		0,00%
Résultat de la période	15 965	15 556	97,44%	125	0,78%	-109	-0,68%	393	2,46%
Résultat / CA	9,84%	11,34%		2,82%		-1,12%		3,62%	
Total des immobilisations incorporelles	12 467	11 346	91,01%	3	0,02%	1 116	8,95%	2	0,02%
Total des immobilisations corporelles	66 040	59 177	89,61%	3 029	4,59%	2 131	3,23%	1 703	2,58%
Total des immobilisations financières	1 662	1 555	93,55%	2	0,09%	89	5,33%	17	1,04%
Total immobilisations	80 169	72 078	89,91%	3 033	3,78%	3 335	4,16%	1 723	2,15%
Stocks et en cours	109 850	105 268	95,83%	202	0,18%	2 369	2,16%	2 011	1,83%
Créances clients et autres débiteurs (1)	51 399	45 587	88,69%	373	0,73%	1 117	2,17%	4 321	8,41%
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	-54 074	-47 676	88,17%	-1 364	2,52%	-1 988	3,68%	-3 046	5,63%
Endettement financier	-88 630	-81 558	92,02%	-3 052	3,44%	-3 033	3,42%	-987	1,11%

6. Immobilisations

6.1 Immobilisations incorporelles

Immobilisations incorporelles

(En€)		Mars 2014							Mars 2015						
Immobilisations incorporelles	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cessions	Autres mouvements	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Clôture							
Frais d'établissement et assimilés	0	0	0	0	-165	36	129	0							
Frais de développement	17 634	3 700	-47	0	-1 113	0	0	20 173							
Conces., brevets & licences	1 606	349	0	0	0	0	0	1 954							
Logiciels	2 282	814	0	0	1	29	12	3 138							
Fonds commercial	7	346	0	0	0	0	0	353							
Autres immo. incorp.	0	0	0	0	0	0	0	0							
Immobilisations incorporelles en cours	2 246	12 758	-4 903	0	1 113	2	0	11 216							
Avces/immob.incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0							
Immobilisations incorporelles brutes	23 774	17 966	-4 951	0	-163	67	141	36 835							
Amortissements															
Amort. Frais ets	0	0	0	0	0	0	0	0							
Frais de développement - amort.	-8 273	-2 866	23	0	0	0	0	-11 117							
Concessions, brevets, licences - amort.	-1 228	-268	0	0	0	0	0	-1 496							
Logiciels - amort.	-1 807	-413	0	0	0	-7	0	-2 227							
Fonds commercial - amort	0	0	0	0	0	0	0	0							
Autres immo. incorp. - amort.	0	0	0	0	0	0	0	0							
Immo. Incorporelles en cours - deprec.	0	0	0	0	0	0	0	0							
Avces/immob.incorporelles - depreciation	0	0	0	0	0	0	0	0							
Immobilisations incorporelles amortis. et dép.	-11 307	-3 547	23	0	0	-7	0	-14 839							
Valeurs nettes															
Frais d'établissement et assimilés	0	0	0	0	-165	36	129	0							
Frais de développement	9 361	833	-25	0	-1 113	0	0	9 057							
Conces., brevets & licences	378	80	0	0	0	0	0	459							
Logiciels	475	401	0	0	1	21	12	911							
Fonds commercial	7	346	0	0	0	0	0	353							
Autres immo. incorp.	0	0	0	0	0	0	0	0							
Immobilisations incorporelles en cours	2 246	12 758	-4 903	0	1 113	2	0	11 216							
Avces/immob.incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0							
Immobilisations incorporelles	12 467	14 419	-4 927	0	-163	60	141	21 996							

- Détails du poste Frais de recherches et de développement :

- FIGEAC AERO

Développements	Valeur Brute	Acquisition	Autres variation	Valeur fin exercice	Ats Antérieurs	Ats Exercice	Reprise Exercice	As Cumulés	Valeur nette
Procédés usinage forgés	532			532	532			532	0
Procédés usinages parois minces	1 733			1 733	1 733			1 733	0
Substitution usinage chimique	310			310	310			310	0
Usinage virole en un seul posage	521			521	521			521	0
Usinage ferrures inconel	130			130	130			130	0
Usinage pièces tuyauterie tirée masse	186			186	186			186	0
Usinage pièces structure grande dimension en métaux durs	1 638			1 638	1 056	328		1 384	254
Nouvelles techniques d'assemblages de plancher d'aéronefs	1 064			1 064	691	213		904	160
Usinage longeron	559			559	224	112		336	223
Etude rail soucés	403			403	185	81		266	137
Remplacement tole/profilé	438			438	178	88		266	172
Travaux formage panneaux d'ailes	549			549	247	110		357	192
Travaux usinage anneaux de réacteurs	539			539	270	108		378	161
Développement usinage de roues et redresseurs	423			423	85	85		170	253
FUI TIMAS	1 105			1 105	149	221		370	735
Etudes déformations forgés	663			663	133	133		266	397
Etudes déformations pièces grande dimension	343			343	69	69		138	205
Usinage carter moteurs	1 942			1 942	231	388		619	1 323
Usinage cadres et anneaux de réacteurs	692			692	12	138		150	542
Projet NOMAD revêtements	1 136	25	-1 161	0	22		-22	0	0
Usinage pièces inverseurs	684			684	1	137		138	546
Process usinage Aubes moteurs		1 209		1 209		182		182	1 027
Process usinage carters moteurs		1 638		1 638		81		81	1 557
Process usinage forgés		559		559		84		84	475
Process chaudronnerie		230		230		11		11	219
TOTAL	15 590	3 660	-1 161	18 089	6 965	2 566	-22	9 509	8 581

○ **MECABRIVE INDUSTRIES**

Développements	Valeur Brute	Acquisition		Valeur fin exercice	Ats Antérieurs	Ats Exercice	Reprise Exercice	As Cumulés	Valeur nette
Assemblages	68			68	68	0		68	0
Traitement de surface	396			396	247	22		268	128
Organisation	128			128	115	7		122	6
Usinage	251			251	118	84		202	49
Profilés	586			586	380	117		497	89
Optimisation production	376			376	358	18		376	0
Optimisation process usinage	196	40		236	20	43		63	173
Traitement de surface	45			45	5	9		13	32
	2 046	40	0	2 086	1 310	300	0	1 610	476

6.2 Immobilisations corporelles

Mars 2015

Immobilisations corporelles	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cessions	Autres mouvements	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Clôture
Valeurs brutes								
Terrains	1 445	561	0	0	0	165	585	2 755
Construction	20 598	7 924	-23	0	5	816	2 504	31 825
Constructions - location fin.	3 811	0	0	0	0	0	0	3 811
Instal. techniques, mat. et outillage	33 652	10 937	-989	0	-71	570	1 114	45 213
Instal. tech, mat. et out. - location fin.	40 883	8 203	0	0	0	0	0	49 087
Agencements, aménagements	4 962	534	0	0	-15	7	0	5 487
Matériel transport	243	22	-46	0	0	0	0	219
Matériel bureau et inform	1 815	484	0	0	-4	39	58	2 392
Mat. bureau et inform - location fin.	2	0	0	0	0	0	0	2
Autres immo. corporelles	553	0	0	0	0	0	0	553
Immobilisations corporelles en cours	4 443	13 231	-12 354	0	-67	1	0	5 253
Avces/immob.corporelles	540	1 094	-680	0	0	0	0	954
Immobilisations corporelles brutes	112 947	42 989	-14 091	0	-152	1 597	4 262	147 552
Amortissements								
Terrains - amort.	-389	-134	0	0	0	0	0	-523
Constructions - amort.	-6 406	-867	15	0	-5	-15	0	-7 279
Constructions - location fin. - amort.	-842	-871	0	0	0	0	0	-1 713
Instal. techniques, mat. et outillage - amort.	-21 198	-4 925	573	0	-10	-46	0	-25 605
Instal. tech, mat. out. - location fin. - amort.	-13 797	-6 930	0	0	691	0	0	-20 036
Agencements, aménagements - amort.	-2 997	-586	0	0	2	-1	0	-3 583
Matériel transport - amort.	-150	-41	33	0	0	0	0	-158
Matériel bureau et inform - amort.	-1 130	-391	0	0	0	-6	0	-1 527
Mat. bureau et inform - location fin. - amort.	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immo. corporelles - amort.	0	0	0	0	0	0	0	0
Immo. corporelles en cours - deprec.	0	0	0	0	0	0	0	0
Avces/immob.corporelles - deprec.	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles amortis et dépr.	-46 910	-14 744	622	0	678	-67	0	-60 422
Valeurs nettes								
Terrains	1 056	427	0	0	0	165	585	2 232
Construction	14 192	7 057	-8	0	0	801	2 504	24 546
Constructions - location fin.	2 969	-871	0	0	0	0	0	2 098
Instal. techniques, mat. et outillage	12 455	6 010	-416	0	-81	524	1 114	19 608
Instal. tech, mat. et out. - location fin.	27 087	1 273	0	0	691	0	0	29 051
Agencements, aménagements	1 964	-52	0	0	-13	6	0	1 905
Matériel transport	93	-18	-13	0	0	0	0	61
Matériel bureau et inform	685	93	0	0	-4	33	58	865
Mat. bureau et inform - location fin.	2	0	0	0	0	0	0	2
Autres immo. corporelles	553	0	0	0	0	0	0	553
Immobilisations corporelles en cours	4 443	13 231	-12 354	0	-67	1	0	5 253
Avces/immob.corporelles	540	1 094	-680	0	0	0	0	954
Immobilisations corporelles	66 040	28 242	-13 470	0	525	1 530	4 262	87 129

164

Immobilisations financières

(EnK€)		Mars 2014	Mars 2015						
Immobilisations financières	Ouverture	Augmentation	Diminution	Cessions	Autres mouvements	Réévaluation à la juste valeur	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Clôture
Valeurs brutes									
Titres consolidés	168	0	0	0	0	0	0	0	168
Créances rattachées à des participations	0	3 774	-685	0	-3 059	0	0	0	29
Titres non consolidés	70	0	0	0	0	0	0	0	70
Prêts	593	128	-9	0	0	0	0	0	712
Autres immobilisations financières	832	256	-141	0	176	0	13	0	1 136
Immobilisations financières brutes	1 662	4 158	-836	0	-2 883	0	13	0	2 114
Dépréciation									
Titres consolidés - dépréciation	0	-80	0	0	0	0	0	0	-80
Créances rattachées à des part. dép.	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres non consolidés - dépréciation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations financières - dép	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations financières dépréciations	0	-80	0	0	0	0	0	0	-80
Valeurs nettes									
Titres consolidés	168	-80	0	0	0	0	0	0	88
Créances rattachées à des participations	0	3 774	-685	0	-3 059	0	0	0	29
Titres non consolidés	70	0	0	0	0	0	0	0	70
Prêts	593	128	-9	0	0	0	0	0	712
Autres immobilisations financières	832	256	-141	0	176	0	13	0	1 136
Immobilisations financières	1 662	4 078	-836	0	-2 883	0	13	0	2 034

7. Stocks, en-cours de production et contrats de construction

7.1 Stocks et en-cours de production

Stocks et en cours de production

(EnK€)		Mars 2014							Mars 2015						
		Mars 2014							Mars 2015						
Stocks et en cours de production	Ouverture	Variation nette	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Clôture							
Valeurs brutes															
Stocks matières premières	11 014	1 375	0	0	0	206	572	13 168							
Stocks autres approvision.	11 221	2 710	0	0	0	21	0	13 951							
Travaux et prestations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0							
En-cours de production et services	76 294	21 705	0	0	0	81	92	98 172							
Stocks produits finis	14 007	9 874	0	0	0	0	0	23 881							
Stocks marchandises	0	0	0	0	0	0	0	0							
Stock - valeur brute	112 536	35 664	0	0	0	307	664	149 172							
Provisions															
Stocks matières premières - dépréciation	-456		-30	84	-50	-7	-76	-535							
Stocks autres approvision. - dépréciation	0		0	0	0	0	0	0							
Travaux et prestations en cours - dépréciation	0		0	0	0	0	0	0							
Stock en-crs prod.serv. - dépréciation	-1 010		-457	1	0	0	0	-1 466							
Stocks produits finis - dépréciation	-1 220		-557	0	-26	0	0	-1 803							
Stocks marchandises - dépréciation	0		0	0	0	0	0	0							
Stock - dépréciation	-2 686		-1 045	86	-76	-7	-76	-3 805							
Valeurs nettes															
Stocks matières premières	10 558	1 375	-30	84	-50	199	496	12 632							
Stocks autres approvision.	11 221	2 710	0	0	0	21	0	13 951							
Travaux et prestations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0							
En-cours de production et services	75 284	21 705	-457	1	0	81	92	96 706							
Stocks produits finis	12 787	9 874	-557	0	-26	0	0	22 078							
Stocks marchandises	0	0	0	0	0	0	0	0							
Stocks et encours	109 850	35 664	-1 045	86	-76	301	587	145 367							

7.2 Contrats de construction

Contrats de Construction

(EnK€)		Mars 2014	Mars 2015
Contrats de Construction	Ouverture	Clôture	
En-cours net reconnus à l'actif	43 409	60 001	
Revenus reconnus depuis l'origine des contrats	326 060	440 974	
Charges engagées depuis l'origine des contrats	337 054	449 103	

Les contrats de construction sont basés sur des prévisions faites par le Groupe en tenant compte des informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents constructeurs

et des informations provenant des perspectives du marché aéronautique, notamment le Global Market Forecast d'AIRBUS.

La durée retenue tient compte de la durée moyenne de présence au sein du groupe des équipements industriels nécessaires à la réalisation de ces fabrications.

La durée retenue pour l'analyse des contrats est de 11 ans.

Les coûts à venir sont estimés sur la base des organisations industrielles mises en place par le Groupe. Par ailleurs, concernant, les flux dollars (chiffre d'affaires et charges) représentant une part significative des flux globaux, le Groupe a fondé ses prévisions sur des hypothèses d'évolution future de la parité Euro/Dollar en relation avec la durée des contrats. Cette dernière hypothèse a fait l'objet d'une révision sur l'exercice pour tenir compte :

- de la stratégie de couverture mise en place par le Groupe sur l'horizon 2015-2017
- de l'estimation de l'évolution de la parité €/dollar sur l'horizon résiduelle des contrats au regard de l'évolution observée de la parité sur l'exercice

La révision de cette hypothèse a un impact de +2,5 pts sur l'EBIT de la période dont +1,9 pts lié à l'impact du changement d'estimation sur les périodes antérieures.

Une variation de + 5 cts de la parité Euro/dollar retenue par le Groupe aurait un impact de - 0,8 pts sur le taux d'EBIT reconnu de la période

Une variation de -5 cts de la parité Euro/dollar retenue par le Groupe aurait un impact de +1,6 pts sur le taux d'EBIT reconnu de la période.

Les principaux programmes concernés sont :

- AIRBUS A 350 (plancher et mats moteurs et pièces de structure)
- AIRBUS A 380
- AIRBUS A 320
- EMBRAER LEGACY
- MOTEUR CFM 56
- MOTEUR LEAP X
- GULSTREAM

Une information chiffrée détaillée par programme (notamment chiffre d'affaires, marge à terminaison) ne peut pas être communiquée pour des raisons de confidentialité.

8. Clients et autres débiteurs

8.1 Créances ventilées

Créances ventilées

Mars 2014 Mars 2015

(EnK€)

Créances ventilées	Ouverture	Clôture	Moins d'un an	Plus d'un an
Clients et comptes rattachés	42 318	52 745	52 509	236
Créances fiscales	5 226	5 286	4 818	468
Débiteurs divers	3 417	2 658	2 658	
Charges constatées d'avance	695	1 035	1 035	
TOTAL	51 655	61 724	61 020	705

8.2 Dépréciation de l'actif circulant

Dépréciation de l'actif circulant

Mars 2014 Mars 2015

(EnK€)

Dépréciation de l'actif circulant	Ouverture	Clôture	Dotations	Reprises
Clients et comptes rattachés	256	236	0	20
Débiteurs divers	0	0	0	0
TOTAL	256	236	0	20

9. Trésorerie et équivalents de trésorerie



Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Mars 2014	Mars 2015	
(EnK€)			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Ouverture	Clôture	Evolution
Valeurs mobilières de placement	122	2 537	2 415
Disponibilités	20 880	29 567	8 687
Découvert utilisés	-1 961	-1 837	124
Trésorerie et équivalent de trésorerie	19 041	30 267	11 226
En-cours Facto	-23 224	-25 934	-2 711
TOTAL	-4 183	4 327	8 515

Les concours bancaires courants sont inclus dans les « dettes financières à court terme ». Les concours bancaires sont constitués uniquement par la mobilisation d'une partie du portefeuille client via l'affacturage.

La variation de la trésorerie de l'exercice est expliquée dans le point 1.4 « tableau des flux de trésorerie consolidés ».

10. Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social au début de l'exercice	26 625 845	0,12
Ouverture du capital le 12/03/2015	1 111 111	0,12
Actions composant le capital social en fin d'exercice	27 736 956	0,12

11. Provisions

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

Provisions pour risques et charges

(EnK€)						
		Mars 2014		Mars 2015		
Provisions pour risques et charges	Ouverture	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Clôture
Provision pour litige	1 011	211	-29	-92	0	1 101
Provision perte à terminaison	5 383	1 324	-35	-2 453	0	4 219
Autres provisions	0	9	0	0	0	9
Provision Instruments financiers	0	74 034	0	0	1 515	75 548
Total provisions pour risques	6 394	75 578	-64	-2 545	1 515	80 876

Provisions pour avantages aux personnels :

Provisions pour avantages aux personnels

(EnK€)		Mars 2014		Mars 2015				
Provisions pour avantages aux personnels		Ouverture		Dotations	Impact Capitaux Propres	Reprises	Impact Capitaux Propres	Clôture
Provision pour retraite		1 171		173		-76	730	1 998
Provision pour médaille du travail		66		31				97
Total provisions pour risques		1 237		204	0	-76	730	2 096

Les modalités de calcul des provisions pour avantages aux personnels sont exposées note 13 des comptes annuels 2014-2015.

12. Dettes fournisseurs et autres dettes



Autres dettes Dettes fournisseurs et autres dettes

(EnK€)		Mars 2014	Mars 2015			
Dettes Fournisseurs et Autres Dettes	Ouverture	Clôture	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Fournisseurs	29 920	36 884	36 884	0	0	
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés	1 859	3 517	3 517	0	0	
Avances et acomptes reçus sur commande	5 775	1 869	1 869	0	0	
Dettes sociales	11 482	13 910	13 910	0	0	
Dettes fiscales	3 956	4 055	4 055	0	0	
Dettes diverses	1 082	5 345	3 324	2 022	0	
Produits constatés d'avance	6 261	3 991	1 474	2 517	0	
TOTAL	60 335	69 571	65 032	4 538	0	

Les produits constatés d'avance sont constitués par :

- Subventions d'investissements accordées aux sociétés du groupe : 2 170 k€,
- Produits constatés d'avance sur travaux 596 k€,
- Etalement crédit impôts recherche : 1 225 k€.

13. Avantages au personnel

13.1 Engagement de retraite

Les engagements de retraite comptabilisés au 31 mars 2015 ne concernent que la France et ont été calculés selon la méthode décrite dans la note 3.21.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation de 1.14% contre 3% au 31 mars 2014, taux fondé sur les taux de rendement moyen des obligations d'entreprises de première catégorie, notamment l'indice IBOXX Corporates AA
- Table de mortalité : INSEE 2014
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux moyen de charges sociales : de 37 % à 42.81 % selon les sociétés
- Rotation du personnel constatée par tranche d'âge, par catégorie (cadres/non cadres) et par société
 - Non cadres de 0% à 10.36%
 - Cadres de 0% à 12.53%
- Taux annuel moyen d'augmentation des salaires : 1.50% contre 2% au 31 mars 2014.

Les écarts actuariels sont constatés en capitaux propres.

Un taux d'actualisation de 0.64% aurait un impact de + 259 K€ sur la provision pour indemnité de départ à la retraite.

Un taux d'actualisation de 1.64% aurait un impact de - 223 K€ sur la provision pour indemnité de départ à la retraite.

L'engagement est constaté au bilan en passif non courant pour le montant de l'engagement total.
Les indemnités de retraite versées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 s'élèvent à 82 k€.

13.2 Droit individuel à la formation

Droits acquis au titre du DIF par les salariés au 31 décembre 2014 et non utilisés : 81 296 heures (contre 76 291 heures au 31 décembre 2013).

14.

14.1 Emprunts et dettes financières



Dettes Financières

(EnK€)								
		Mars 2014		Mars 2015				
Dettes Financière	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	Clôture	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes	39 179	26 759	-9 740	30	57 478	10 011	39 062	8 351
Emprunts crédit-bail	35 808	8 614	-8 232	-3	36 342	8 585	22 822	3 969
Avances remboursables	12 136	12 035	-1 817	348	22 703	1 169	13 589	7 945
Total	87 118	47 408	-19 789	376	116 523	19 764	75 474	20 265

Les autres dettes financières comprennent les droits à participation des salariés de FIGEAC.



Autres dettes financières

(EnK€)								
		Mars 2014		Mars 2015				
Autres dettes financières	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	Clôture	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Autres dettes financières	1 512	79	0	0	1 591	0	0	1 591
Total	1 512	79	0	0	1 591	0	0	1 591

14.2 Avances remboursables



Avances Remboursables

	Mars 2014				Mars 2015			
(EnK€)								
Avances Remboursables	Ouverture	Aug	Dim	Var Act	Clôture	à - 1 an	à + 1 an et - 5 ans	à + 5 ans
AVANCE REMBOURSABLE OSEO	288		-38		250	38	212	
AGENCE EAU PREVENTION POLLUTION	127	174	-19		282	110	172	
AVANCE COFACE	3 297	1 314	-881		3 730	516	3 214	
AVANCE RISK SHARING	231		-49		182		182	
AVANCE REMBT OSEO DPAC	2 960		0		2 960			2 960
AVANCE REMBOURSABLE GRAND EMPRUNT	3 386	5 581		428	9 395		6 500	2 895
Région MP abondement ARI	1 247	695		8	1 950	400	1 550	
ARI2	0	3 111		344	3 455		1 365	2 090
Aglo Brive Avance Communauté	88				88	30	58	
Région limousin	513		-100	-1	412	75	337	
Total	12 136	10 875	-1 086	779	22 703	1 169	13 589	7 945

- L'avance OSEO pour un montant de 250 k€ concerne le programme de développement du process d'usinage de profilés par MECABRIVE.
- L'avance COFACE est destinée à aider le Groupe dans ses démarches commerciales à l'exportation, notamment vers les USA. Cette avance sera remboursée en cas de succès commerciaux
- L'avance de l'agence de l'eau soutien les efforts entrepris par le Groupe pour récupérer l'eau utilisé lors des opérations d'usinage.
- Les avances remboursables RISK SHARING portent sur les dépenses engagées par FIGEAC AERO pour l'industrialisation de sous ensembles du A380 et du F7x.
- L'avance remboursable DPAC concerne l'AIRBUS A 350 ;
- L'avance Grand Emprunt et l'abondement de la région Midi Pyrénées sont destinés à soutenir FIGEAC AERO dans ses efforts d'investissements.
- L'avance de la communauté de Commune de Brive est destinée à soutenir MECABRIVE dans ses efforts d'investissements.
- L'avance Du Conseil Régional Limousin est destinée à soutenir MECABRIVE dans ses efforts d'investissements.

Ces avances lorsqu'elles sont non productives d'intérêts au profit de l'organisme les ayant accordés génèrent un avantage pour le groupe traité selon l'IAS 20.

15. Impôts

15.1 Impôt sur les sociétés

La société mère FIGEAC AERO n'a pas établi de convention d'intégration fiscale.

Impôts sur les sociétés

	Mars 2014	Mars 2015
(EnK€)		
Impôts sur les sociétés	Ouverture	Clôture
Impôt exigible	1 457	2 410
Variation d'impôts différés	4 819	-16 218
Credit Impot Apprentissage	-45	-3
Charge d'impôts nette	6 231	-13 811

15.2 Impôts différés

La prise en compte, au 31 mars 2015, d'imposition différée dans les comptes consolidés a eu, poste par poste, les incidences suivantes :

Impôts différés

	Mars 2014	Mars 2015		
(EnK€)				
Impôts différés	Ouverture	Variation nette	Autres mouvements	Clôture
Impots differes actifs	5 559	19 524	240	25 322
Impots differes passifs	-15 945	-19	-116	-16 080
Solde	-10 386	19 505	124	9 243

Les actifs et les passifs d'impôt différé, quelle que soit leur échéance, ont été compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

		Mars 2014	Mars 2015	
(EnK€)				
Analyse de l'impôt différé	Ouverture	Variations Exercice	Clôture	
Imposition Différée Actif				
Amortissements dérogatoires	0	37	37	
Crédit-bail	167	-551	-384	
Participation	67	144	211	
Avantage du personnel	412	294	706	
Valorisation Déficit Fiscal Reportable	35	716	751	
Décalage		0	0	
Provision dépréciation MP	3		0	
Subventions		-162	-162	
Contrats de construction	4 345	-5 472	-1 127	
Instruments financiers	505	24 678	25 183	
Locations financières	13		13	
Provisions pertes de change	12		15	
Autres	1	80	81	
Sous Total IDA	5 559	19 763	25 322	
Imposition Différée Passif				
Amortissements dérogatoires	-455		-455	
Crédit-bail	-808	-19	-827	
Participation			0	
Avantage du personnel			0	
Décalage	36		36	
Subventions	-308		-308	
Contrats de construction	-14 468		-14 468	
Instruments financiers			0	
Locations financières	-22		-22	
Provisions pertes de change	80		80	
Autres	0	-116	-116	
Sous Total IDP	-15 945	-135	-16 080	
TOTAL IMPOSITION DIFFEREE	-10 386	19 629	9 243	

15.3 Preuve d'impôt

	Mars 2015	Mars 2014
En KEUR	Clôture	Ouverture
Résultat des sociétés intégrées avant impôt sur les résultats et amortissement des écarts d'acquisition	-35 703	22 196
Taux d'impôt sur les bénéfices applicable à la maison mère	33,33%	33,33%
Charge théorique d'impôt	-11 900	7 398
Charge effective d'impôt sur les résultats	-13 811	6 231
ECART IMPOT SUR RESULTAT THEORIQUE / EFFECTIF	1 911	1 167
Effet des taux d'imposition des filiales étrangères, différents du taux français	407	
Déficits fiscaux non activés		-52
Quote part de frais et charges sur dividendes groupe		
Effet des différences permanentes	-6	-9
Incidence de l'imposition au taux réduit et crédit d'impôt	1 351	1 174
Autres éléments non déductibles / non imposables localement	159	55
TOTAL	1 911	1 168

16. Chiffre d'affaires

La répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité est la suivante :

	Mars 2014	Mars 2015	
Par secteur d'activité	Clôture	Clôture	Evolution
Réalisation de pièces de structure pour l'aéronautique	137 229	168 894	23,04%
Mécanique générale et chaudronnerie lourde	10 867	12 215	13,43%
Montage sur site	4 443	3 815	-14,12%
Usinage et traitement de surface	9 786	19 014	93,61%
TOTAL	162 325	203 938	26%

La répartition du chiffre d'affaires par secteur et zone géographique est la suivante :

	Mars 2014	Mars 2015	
Par secteur géographique	Clôture	Clôture	Evolution
FRANCE	133 465	155 481	16,50%
EXPORT	28 860	48 457	67,90%
TOTAL ZONES GEOGRAPHIQUES	162 325	203 938	26%

Mars 2014		Mars 2015	
Par zone géographique	Clôture	Clôture	Evolution
EUROPE	156 155	182 938	17,15%
AMERIQUE DU NORD	0	9 352	
AFRIQUE DU NORD	6 169	11 648	88,80%
TOTAL ZONES GEOGRAPHIQUES	162 325	203 938	26%

17. Détail des autres produits de l'activité



Detail des Autres Produits de l'Activité

	Mars 2014	Mars 2015	
(EnK€)			
Autres Produits de l'Activité	Ouverture	Clôture	Evolution
Autres produits de l'activité	8 257	13 309	61,19%
Production immobilisee	5 455	11 180	105,35%
Crédit Impôts Recherche	1 995	1 775	-11,02%
Subventions d'exploitation	373	354	-5,08%
Autres produits de l'activité	435	0	-104,84%
Total	8 257	13 309	61,19%

18. Achats consommés et charges externes

Achats Consommés et Charges Externes

		Mars 2014	Mars 2015	
(EnK€)				
Achats consommés	Ouverture	Clôture	Evolution	
Achats consommés	92 593	117 083		
Matière premières et achats consommés	40 834	62 151	52,20%	
Consommable de production consommé	7 453	8 169	9,61%	
Achats de sous-traitance	40 182	43 181	7,46%	
Autres consommations	4 124	3 582	-13,15%	
Total	92 593	117 083	26,45%	

		Mars 2014	Mars 2015	
(EnK€)				
Charges externes	Ouverture	Clôture	Evolution	
Charges externes	14 155	18 534		
Sous traitance générale	411	433	5,25%	
Crédit baux non retraités et locations simples	1 820	2 211	21,50%	
Entretien	3 251	4 735	45,65%	
Primes d'assurance	553	676	22,38%	
Honoraires	1 307	1 881	43,93%	
Transports	3 909	4 412	12,87%	
Deplacemt, missions, recept.	1 005	1 474	46,73%	
Postes et telecoms	265	384	44,85%	
Services bancaires & ass.	572	625	9,34%	
Autres charges externes	1 063	1 702	60,08%	
Total	14 155	18 534	30,93%	

19. Charges de personnel



Charges de Personnel

		Mars 2014	Mars 2015	
(EnK€)				
Charges de personnel	Ouverture	Clôture	Evolution	
Charges de personnel	51 765	61 980	19,73%	
Autres services extérieurs - Personnel	2 088	2 557	22,46%	
Rémunération brute	35 419	42 323	19,49%	
Intéressement et participation	1 519	2 021	33,05%	
Charges sociales	12 385	14 986	21,00%	
Variation Provision IFC	354	93	-73,81%	
Total	51 765	61 980	19,73%	

20. Dotations nettes aux amortissements et aux provisions



Dotations nettes aux amortissements

		Mars 2014	Mars 2015	
(EnK€)				
Dotations aux amortissements	Ouverture	Clôture	Evolution	
Dotations aux amortissements	13 187	17 154		
Dotations aux amortissements	13 717	17 606	28,36%	
QP subvention invest. passée en résultat	-530	-452	-14,78%	
Total	13 187	17 154	30,09%	

Dotations nettes aux provisions

		Mars 2014	Mars 2015	
(EnK€)				
Dotations nettes de provisions	Ouverture	Clôture	Evolution	
Dotations nettes de provisions	-96	101		
Dotation provisions creances	35	254	618,89%	
Reprise provisions creances	-11	-75	578,74%	
Dotation Provision sur stock	2 654	5 048	90,22%	
Reprise sur provision stock	-2 971	-5 080	70,97%	
Dotation exploit. prov. risques et charges	70	302	330,74%	
Reprise exploit. prov. risques et charges	-37	-35	-4,29%	
Autres dotations	270	80	-70,46%	
Autres reprises	-106	-392	270,05%	
Total	-96	101	-205,61%	

21. Autres produits et charges opérationnels

Autres Produits et Charges operationnels

		Mars 2014	Mars 2015	
(EnK€)				
Autres produits opérationnels	Ouverture	Clôture	Evolution	
Autres produits opérationnels	6 204	4 640		
Cessions éléments d'actifs	6 177	4 609	-25,38%	
Autres produits	27	31	12,52%	
Total	6 204	4 640	-25,21%	

Autres charges opérationnelles	Ouverture	Clôture	Evolution	
Autres charges opérationnelles	7 119	8 233		
VNC éléments cédés	6 840	4 608	-32,63%	
Autres charges	279	3 624	1199,07%	
Total	7 119	8 233	15,64%	

22. Résultat financier



Résultat Financier

		Mars 2014	Mars 2015
(EnK€)			
Résultat Financier	Ouverture	Clôture	Evolution
Produits financiers	17	869	4948,34%
Charges financières	-2 934	-3 036	3,49%
Coût de l'endettement financier net	-2 917	-2 167	-25,70%
Gains et pertes de changes réalisés	2 709	3 997	47,54%
Gains et pertes latents sur instruments financiers	1 213	-64 752	-5431,16%
Autres charges et produits financiers réalisés	-187	-31	84%
Total	818	-62 952	-7779,60%

Position au 31 Mars 2015									
Instruments financiers	Nominal	Échéances			Juste valeur	Courant	Non courant	Equity	P&L
		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans					
- Options de change EUR/USD	159 820 000	60 780 000	99 040 000		-18 657 743		-18 657 743	-5 425 269	-13 232 474
- Options de change avec barrière EUR/USD	0						0		
- Accumulateurs EUR/USD	201 780 670	25 801 680	175 978 990		-20 638 153		-20 638 153	-1 493 998	-19 144 155
- Accumulateurs achat USD/EUR	549 890 180	37 723 240	512 166 940		3 639 717		3 639 717		3 639 717
-TRFE vendeur EUR/USD	354 427 000	222 237 000	132 190 000		-37 838 186		-37 838 186	-1 282 226	-36 555 960
-TRFE Acheteur USD/EUR	0		0				0		
- FADER	3 035 000	340 000	2 695 000		-906 444		-906 444	-41 041	-865 403
- Contrat à Terme ventes	25 439 350	1 622 400	23 816 950		-1 606 532		-1 606 532	-1 606 532	
- Contrat à terme achats	6 787 500	5 100 000	1 687 500		567 621		567 621	567 621	
Total risque de change Vente	744 502 019	310 781 079	433 720 940	0	-79 647 058	0	-79 647 058	-9 849 066	-69 797 992
Total risque de change achats	556 677 680	42 823 240	513 854 440	0	4 207 337	0	4 207 337	567 621	3 639 717
SWAP de taux	4 313 000		4 313 000		-108 527		-108 527		-108 527
Total des instruments financiers	1 305 492 699	353 604 319	951 888 380	0	-75 548 247	0	-75 548 247	-9 281 445	-66 266 802

23. Résultat par action

Mars 2014		Mars 2015	
Résultat par Action	Ouverture	Clôture	Evolution
Nombre d'actions	26 625 845	27 736 956	4,17%
Résultat net part du Groupe	15 964 774	-21 888 936	-236,34%
Résultat net par action	0,60	-0,79	-230,88%

Résultat net par action dilué	0,60	-0,79
--------------------------------------	-------------	--------------

24.

24.1 Risque de liquidité

Du fait de son activité et de sa croissance, la Société doit financer un important cycle de production où elle pourrait avoir besoin de renforcer ses fonds propres ou de recourir à des financements complémentaires afin d'assurer son développement.

Le financement du cycle de production est effectué via la cession d'une partie du poste « Clients » à des sociétés d'affacturage. Au 31 mars 2015, le montant des créances clients cédées s'élève à 25.93 Millions d'euros. Historiquement, la Société a financé son développement par mobilisation du poste clients notamment auprès de sociétés d'affacturage. La Société est exposée à un risque de limitation des en-cours, les sociétés d'affacturage limitant contractuellement le niveau des en-cours sur certains clients.

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

24.2 Risque de change

Une part significative du chiffre d'affaires de la Société et des paiements à ses fournisseurs est libellée en US dollars. La Société possède des créances sur les clients, des dettes fournisseurs, des stocks et de la trésorerie en dollars.

Au 31 mars 2015, la Société a facturé 152.68 millions d'US dollars à ses clients à un taux moyen de 1.2923 \$ pour 1 €. La Société a, par ailleurs, converti en euros 162.78 millions d'US dollars à un taux moyen de 1.2701 \$ pour 1 €.

Le résultat opérationnel et les liquidités de la Société sont soumis aux fluctuations des cours de change et, essentiellement, aux fluctuations de la parité euro/dollar.

L'impact de la variation de 5 Cts sur l'EBITDA du Groupe de la parité euro/dollar est exposé ci-dessous :

Sensibilité € VS dollar US	En K
Montant facturé \$	152 682
Montant acheté \$	69 919
Solde exercice \$	82 763
Tx moyen €/ \$ exercice	1,2924
Impact EBIT DA variation	
+ 5 points En K€	-2 385
- 5 points En K€	2 577

Le taux du dollar fait partie des hypothèses estimées dans le cadre des contrats de construction pour la détermination de la marge à terminaison.

Afin d'atténuer ce risque, la Société a mis en place une politique de couverture du risque de change avec ses banques afin de préserver sa rentabilité et sa trésorerie.

Toutefois, la Société ne peut garantir que sa politique de couverture la protégera efficacement contre les variations des changes.

Le tableau ci-dessous présente les positions prises par le Groupe au 31 mars 2015 :

Position au 31 Mars 2015				
Instruments financiers	Nominal	Échéances		
		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
- Options de change EUR/USD	159 820 000	60 780 000	99 040 000	
- Options de change avec barrière EUR/USD	0			
- Accumulateurs EUR/USD	201 780 670	25 801 680	175 978 990	
- Accumulateurs achat USD/EUR	549 890 180	37 723 240	512 166 940	
-TRFE vendeur EUR/USD	354 427 000	222 237 000	132 190 000	
-TRFE Acheteur USD/EUR	0		0	
- FADER	3 035 000	340 000	2 695 000	
- Contrat à Terme ventes	25 439 350	1 622 400	23 816 950	
- Contrat à terme achats	6 787 500	5 100 000	1 687 500	
Total risque de change Vente	744 502 019	310 781 079	433 720 940	0
Total risque de change achats	556 677 680	42 823 240	513 854 440	0
Total des instruments financiers	1 301 179 699	353 604 319	947 575 380	0

24.3 Risque de taux

L'endettement existant au 31 mars 2015 se présente comme suit :

(En K€)

Dette	Total	Taux Fixe	Taux Variable	SWAP
Emprunt crédit bail	36 342	28 986	7 356	3 678
Emprunt bancaire	57 478	21 104	36 374	635
Financement court terme	25 934		25 934	
Total	119 755	50 090	69 664	4 313
%	100,00%	41,83%	58,17%	3,60%

Les expositions au risque de taux d'intérêt sont relatives au financement des créances clients et au financement d'une partie de la dette à terme. Les intérêts sont indexés sur l'Euribor.

Seule une partie de ces positions, représentant 4.3 millions d'euros (Cf. tableau ci-dessus) fait l'objet d'une assurance contre une hausse importante de cet indice, par le biais de swap de taux.

Une variation de +/-5 cts de la moyenne de l'Euribor 3 mois sur l'exercice aurait eu un impact de +/- 326 k€ sur le résultat du Groupe.

25. Effectif

Mars 2014

Mars 2015

Par catégorie	Ouverture	Clôture	Evolution
Cadres et équivalents	209	210	0,48%
Non Cadre	1 162	1 434	23,46%
Personnels extérieurs	62	79	28,35%
Total	1 432	1 723	20,32%

Par secteur d'activité	Ouverture	Clôture	Evolution
Aérostructure	1 105	1 322	19,64%
Montage sur site	106	101	-4,72%
Usinage et traitement de surface	115	177	53,91%
Mécanique générale et chaudronnerie	107	123	14,95%
Total	1 432	1 723	20,32%

Par secteur géographique	Ouverture	Clôture	Evolution
Effectif France	1 216	1 391	14,39%
Effectif hors de France	216	332	53,70%
Total	1 432	1 723	20,32%

26. Engagements financiers

Engagements reçus :

- garantie COFACE : 34 361 518 €
- garantie OSEO UIMM : 616 993 €
- garantie OSEO sur l'opération de lease back en crédit-bail immobilier à hauteur de 90% de l'en cours de 7 383 020 € au 31 mars 2015

Engagements donnés – crédit-bail mobilier :

(EnK€)

Crédit bail mobilier		Redevance payées		Redevance restant a payer			
Poste du bilan	cout d'entree	de l'exercice	cumule depuis debut contrat	jusqu'à 1 an	de 1 a 5 ans	*+ 5 ans	total a payer
Pont roulant B5 BPRP	58 250	11 251	67 478	953	453		953
Banc réglage Lorequip	61 900	13 848	63 550	5 745	0	0	5 745
Mors à chien	60 000	12 857	35 620	13 176	16 789	0	29 965
Condura mbi	62 000	11 578	11 578	13 131	40 945	0	54 075
TOTAL	242 150	49 534	178 226	33 005	58 187	0	90 738

Engagements donnés – locations simples :

Le groupe a recours dans le cadre de son activité à de la location simple de certains biens. Le montant de l'engagement au titre des différents contrats de locations en cours au 31 mars 2015 est de 1 689 K€ contre 2 538 K€ au 31 mars 2014.

Total loyer en K€	Part à - 1 an	Part à + 1 an et - 5 ans	Part à + 5 an
1 689	828	855	7

27. Parties liées

Les parties liées ont été définies conformément à la norme IAS 24 et sont présentées ci-après ainsi que le détail des opérations réalisées au cours du premier semestre 2015.

(EnK€)

	Achats HT	Dettes Fournisseurs	Ventes HT	Créances Clients
Opérations avec entreprises liées	5 770	1 297	571	46

Avec la société MP USICAP

La société MP USICAP est un sous-traitant du Groupe qui lui achète des prestations d'usinage de pièces aéronautiques. Le Montant des achats est de 3 602 k€ HT. L'en cours fournisseurs au 31 mars 2015 est de 850 k€.

La Groupe a facturé à la société MP USICAP des prestations de gestions pour un montant de 218 k€. L'en cours client au 31 mars 2015 est de 2 k€.

Avec le Groupe Avantis Engineering

Le Groupe Avantis Engineering vend au Groupe des prestations de programmations de moyens de production et des prestations d'études de sous-ensembles.

Le montant des achats effectués est de 2 168 K€, l'en cours fournisseurs au 31 mars 2015 est de 447 k€.

Le Groupe, via la société MTI a facturé au Groupe Avantis Engineering des prestations d'usinage et de mécano soudure pour un montant de 350 k€. L'en cours client au 31 mars 2015 est de 44 k€.

FIGEAC AERO a facturé à Avantis Manufacturing 3K€, l'en cours client au 31 mars 2015 est de 0 k€.


28. Rémunération des membres du Comité de Direction



Rémunération des membres du Comité de Direction

Exercice	Effectif moyen	Rémunération
2013-2014	8	680 811
2014-2015	10	743 203

29. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux													
	FIDAUDIT			KPMG			SODECAL			Autres CAC			
	Montant (HT)	31/03/2014	31/03/2015	31/03/2014	31/03/2015	31/03/2014	31/03/2014	31/03/2015	31/03/2014	31/03/2015	31/03/2014	31/03/2015	
	%			%			Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	Montant (HT)	%	
 Audit Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés Emetteur Filiales intégrées globalement	82 432	68 100	99%	91%	84 500	74 850	100%	100%	38 725	68%	19 200	63%	0%
	6 520	6 500	7%	9%			18 505	32%	11 450	37%	61 171	100%	0%
													100%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes Emetteur Filiales intégrées globalement			0%	0%				0%		0%			0%
			0%	0%				0%		0%			0%
Sous-Total	88 952	74 600	100%	100%	84 500	74 850	100%	100%	57 230	100%	30 650	100%	100%
Autres Prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement													
Juridique / fiscal social			0%	0%				0%		0%			0%
Autres			0%	0%				0%		0%			0%
Sous-Total		0	0%	0%				0%	0	0%	0	0%	0%
Total	88 952	74 600	100,00%	100,00%	84 500	74 850	100,00%	100,00%	57 230	100,00%	30 650	100,00%	100,00%

30. Evènements postérieurs à la clôture

Juin 2015 :

Annonce de partenariats industriels avec des fournisseurs clefs :

- Partenariat industriel autour des activités de traitement thermique et de soudure avec BODYCOTE PLC,
- Externalisation de la gestion du stock de matière première avec AMI METALS INC,

Ces deux partenariats auront notamment un fort impact positif sur le BFR du Groupe.

Annonce de l'implantation du Groupe au MAROC à Casablanca avec la création de FIGEACAERO MAROC

Juillet 2015 :

Annonce de la signature d'un contrat avec le Groupe Latécoere portant sur la fourniture de pièces élémentaires pour les portes du Boeing 787 Dreamliner.

A cette occasion le Groupe annonce son implantation au MEXIQUE dans l'état de SONARA.

20.1.2. Comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 mars 2014

1. Etats financiers consolidés

1.1 Etat de la situation financière consolidée

Groupe Figeac Aéro				
Actif consolidé en k€	Notes Annexes	31/03/2014	31/03/2013	31/03/2012
Goodwills				
Frais de développement		11 607	7 631	5 574
Autres immobilisations incorporelles		860	735	1 476
Total immobilisations incorporelles	6,1	12 467	8 366	7 051
Terrains		1 053	759	695
Constructions		17 172	14 815	12 469
Installations techniques		44 524	36 014	30 552
Autres immobilisations corporelles		3 292	2 901	2 337
Total immobilisations corporelles	6,2	66 040	54 488	46 053
Participations mises en équivalence				
Impôts différés	15,2	5 559	6 139	5 291
Instruments financiers				
Autres actifs financiers	6,3	1 662	1 552	833
Autres actifs non courants	8,1	719	472	7
TOTAL ACTIF NON COURANT		86 447	71 018	59 235
Stocks et en-cours	7,1	109 850	82 106	59 268
Créances clients	8,1	41 809	36 807	29 144
Créances fiscales				
Instruments financiers				215
Autres actifs courants	8,1	8 871	5 909	5 470
Trésorerie et équivalent de trésorerie	9	19 041	1 911	4 022
TOTAL ACTIF COURANT		179 571	126 733	98 119
TOTAL ACTIF		266 018	197 751	157 354

Groupe Figeac Aéro

Capitaux Propres et Passif consolidés en k€	Notes Annexes	31/03/2014	31/03/2013	31/03/2012
Capital	10,1	3 195	3 000	3 000
Primes		14 200		
Réserves		35 201	23 508	11 798
Report à nouveau				
Réserve de conversion				
Résultat de l'exercice		16 060	11 980	11 627
Capitaux Propres attribuables au Groupe	10,2	68 656	38 487	26 425
Réserves minoritaires		83	171	252
Intérêts minoritaires	10,3	83	171	252
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		68 739	38 658	26 677
Emprunts auprès des établissements de crédit	14,1	36 669	28 083	19 082
Avances remboursables	14,2	11 447	10 013	8 917
Dettes financières location financement	14,1	29 415	22 523	22 259
Autres dettes financières	14,1	1 512	1 272	1 758
Total des dettes financières non courantes		79 043	61 891	52 016
Autres provisions	11	6 394	7 460	8 009
Impôt différé passif	15,2	15 945	11 762	7 457
Provision pour retraite et autres avantages à long terme	11	1 237	997	737
Instruments financiers	22	1 515	2 727	
Autres passif non courants	12	251	1 962	1 620
Produits différés partie non courant	12	3 328	3 195	2 705
TOTAL PASSIF NON COURANT		107 712	89 994	72 543
Dettes financières à court terme	9	23 224	18 198	12 638
Partie courantes dettes financières à terme	14,1	8 898	10 012	8 926
Avances remboursables	14,2	689	147	204
Total des dettes financières courantes		32 811	28 356	21 769
Fournisseurs	12	31 778	23 155	21 894
Dettes fiscales	12	3 956	4 163	3 188
Instruments financiers				
Autres passifs courants	12	18 089	12 282	9 958
Produits différés	12	2 933	1 143	1 325
TOTAL PASSIF COURANT		89 567	69 099	58 133
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		266 018	197 751	157 354

1.2 Compte de résultat consolidé

Groupe Figeac Aéro				
Etat du résultat consolidé en k€	Notes Annexes	31/03/2014	31/03/2013	31/03/2012
Chiffre d'affaires	16	162 325	137 129	109 585
Autres produits de l'activité	17	8 257	6 535	4 983
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		25 556	18 647	18 922
Achats consommés	18	-92 593	-70 018	-59 594
Charges de personnel	19	-51 765	-44 897	-36 416
Charges externes	18	-14 155	-13 091	-11 283
Impôts et taxes		-2 242	-2 285	-1 521
Dotations aux amortissements	20	-13 187	-10 179	-7 333
Dotations nettes de provisions	20	96	279	356
Résultat opérationnel courant		22 292	22 121	17 698
Autres produits opérationnels	21	6 204	2 657	5 682
Autres charges opérationnelles	21	-7 119	-3 683	-5 321
Résultat opérationnel		21 377	21 095	18 059
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		17	4	20
Intérêts financiers	22	-2 934	-2 702	-2 233
Coût de l'endettement financier net	22	-2 917	-2 698	-2 213
Gains et pertes de changes réalisés		2 710	1 895	599
Gains et pertes latents sur instruments financiers		1 212	-2 942	286
Autres charges et produits financiers réalisés		-187	-169	464
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence				
Impôt	15,1	-6 231	-5 203	-5 652
Résultat de la période		15 965	11 978	11 544
* attribuable au Groupe				
* intérêts minoritaires		-95	1	83

1.3 Etat du résultat global consolidé

Groupe Figeac Aéro

Etat du résultat global en k€	Notes Annexes	31/03/2014	31/03/2013	31/03/2012
Résultat de la période		16060	11980	11627
Engagements postérieurs à l'emploi - Ecart actuariels Impôts différés - Engagements postérieurs à l'emploi - Ecart actuariels		-65	-81	
Résultat global de la période		15995	11899	11627
* attribuable au Groupe		15900	11898	11544
* intérêts minoritaires		-95	1	83

Nombre d'actions	23	26 625 845	25 000	25 000
Résultat par actions		0,60	479,14	461,75

Résultat par actions dilué	23	0,60	479,14	461,75
----------------------------	-----------	------	--------	--------

1.4 Tableau de flux de trésorerie consolidés

Groupe Figeac Aéro

Tableau des flux de trésorerie consolidé en k€	31/03/2014	31/03/2013	31/03/2012
Résultat net de la période	15 965	11 978	11 544
<u>Ajustement pour :</u>	-		
Amortissements et provisions	13 257	10 039	5 446
Résultat de cession d'immobilisations	851	840	-261
Intérêts financiers			
Charge d'impôt courant et CIR			
Variation des impôts différés	4 819	3 455	3 329
Autres produits et charges			
Quote-part dans le résultat des entreprises associées			
Résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement	34 892	26 313	20 058
Variation stocks	28 653	23 219	21 955
variation autres créances exploitation	8 187	8 403	7 354
variation autres dettes exploitation	-11 357	-4 897	-10 855
variation charges et produits constatés d'avance	-1 818	-3 136	747
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	23 666	23 588	19 201
Trésorerie provenant des activités opérationnelles	11 227	2 725	857
Décassement impôt sur les sociétés			
Encaissement crédit impôt recherche			
Flux net de trésorerie généré par l'activité	11 227	2 725	857
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :</u>	-		
Acquisitions d'immobilisations	-36 276	-23 910	-25 500
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	6 177	2 611	5 480
Part des minoritaires rachetés au cours de la période			
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-30 100	-21 299	-20 020
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :</u>	-		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Augmentation de capital en numéraire chez la société mère	14 396		
Augmentation de capital en numéraire chez les filiales (part versée par les minoritaires)			
Intérêts financiers			
Nouveaux emprunts	32 648	20 514	28 307
Remboursements d'emprunts	-16 067	-9 611	-9 906
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	30 976	10 903	18 401
Incidence des variations de cours de devises sur les disponibilités			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	-16 286	-8 616	-7 854
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	-4 183	-16 286	-8 616
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	12 103	-7 670	-762

1.5 Tableau de variation des capitaux propres

En K€	Capital	Réserves liées au capital	Réserve consolidé	Résultat consolidé	Total capitaux propres part de Groupe	Intérêts minoritaires
Exercice clos le 31/03/12	3 000		11 798	11 627	26 425	252
Affectation résultat 2011-2012			11 627	-11 627		
Autres variations			162		162	-80
Dividendes versés						
Résultat enregistré directement en capitaux propres			-80		-80	
Résultat de la période				11 980	11 980	-1
Exercice clos le 31/03/13	3 000		23 507	11 980	38 487	171
Affectation résultat 2012-2013			11 980	-11 980		
Opération sur capital	195	14 200			14 395	
Autres variations			-221		-221	7
Dividendes versés						
Résultat enregistré directement en capitaux propres			-65		-65	
Résultat de la période				16 060	16 060	-95
Exercice clos le 31/03/14	3 195	14 200	35 201	16 060	68 656	83

Intérêts Minoritaires	
Situation clôture N-1	171
Résultat de l'exercice. 2014	-95
Autres variations (1)	7
Situation clôture N	<u>83</u>

(1) Dont 5 K€ intégration SCI REMSI

2. Généralités

2.1 Présentation du Groupe

Le Groupe FIGEAC AERO est un groupe industriels à forte dominante aéronautique dont l'activité s'articule autour de 4 axes principaux :

- Réalisation de pièces de structure pour l'aéronautique :
 - Réalisation de sous-ensembles aéronautiques (usinage et assemblage) ;
 - Réalisation de pièces de structure, aéronautiques ;
 - Pièces moteurs et pièces précises aéronautiques.
- Montage en atelier et sur site de sous-ensembles aéronautique ;
- Mécanique générale et chaudronnerie lourde ;
- Usinage de précision et traitement de surface.

Ces secteurs d'activité ont été retenus dans le cadre de l'activité sectorielle.

Le Groupe est un partenaire de premier plan des grands donneurs d'ordre du secteur aéronautique. Le Groupe intervient en rang 1 ou 2 des avionneurs, des motoristes et des principaux équipementiers.

Le Groupe s'est positionné sur la conception et la fabrication :

- **De pièces de structures et sous-ensembles** (pièces fabriquées assemblées et prêtes à être intégrées dans la partie de l'avion concernée),

▪ **De pièces moteurs et précises.**

Le Groupe est également positionné sur la fabrication de ces pièces sur de nombreux programmes (cf. tableau ci-dessous), principalement dans le domaine de l'aviation commerciale, et accessoirement dans le militaire.

Constructeurs	Programmes dans lesquels intervient le Groupe
AIRBUS	A318/319/320/321 A330-340 A350 A380 A400M
ATR	ATR 42 ATR 72
BOEING	747-8 787
BOMBARDIER	CRJ 700/ 900/1000 Global Express CL300 / CL605 / DASH 8
DAHER SOCATA	TBM 850
DASSAULT	FALCON 900 / 2000 FALCON 7X RAFALE
EMBRAER	ERJ 145 / ERJ 170 ERJ190 LEGACY 450-500
EUROCOPTER	NH90
GULFSTREAM	G150/ G280/ G550 / G650
Moteurs	CFM 56 / GP7200 / TRENT 500 et 700 / M88 / TP 400 / GE 90-115 / LEAP X

Le Groupe entretient des relations étroites avec AIRBUS, dont il est depuis 2009 l'un des 20 fournisseurs stratégiques mondiaux pour les pièces élémentaires.

Par le biais d'un partenariat stratégique en place avec AIRBUS, le Groupe bénéficie notamment d'un transfert de technologie et de savoir-faire en provenance de l'avionneur européen concernant l'usinage des métaux durs.

Au travers de la conception et de la fabrication des pièces élémentaires (pièces de structure en aluminium ou en titane, pièces moteur et pièces précises en acier, titane ou inconel), ou de sous-ensembles, le Groupe intervient sur les différentes parties des avions, à savoir :

- **Cockpit** : encadrements des hublots, planches de bords, consoles centrales et latérales ;
- **Fuselage** : planchers assemblés, cadres et panneaux de fuselages, cloisons de pressurisation, ferrures et supports divers ;
- **Portes** : structures, mécanismes, ferrures de porte ;
- **Ailes** : longerons, nervures, panneaux, rails de volets ;
- **Moteurs** : pièces de mats, carters, viroles en aluminium et en titane, pièces d'entrée d'air ;
- **Inverseurs de poussée** : poutres, cadres, portes : et

- **Trains d'atterrissage** : compas

Une partie de la production des pièces de structure est réalisée par la filiale low cost FGA TUNISIE.

Le Groupe propose à ses clients des prestations complètes intégrant :

- *La réalisation des études et l'industrialisation* : avec un bureau des méthodes composé de 47 ingénieurs et techniciens, le Groupe réalise la phase de conception de la pièce assistée par ordinateur et prépare les dossiers techniques pour la fabrication ;
- *La gestion des approvisionnements* ;
- *Les processus d'usinage et de formage* ;
- *La réalisation du contrôle dimensionnel* ;
- *Le traitement de surface* ;
- *L'assemblage.*

A travers sa filiale MTI, le Groupe exerce une activité de chaudronnerie (mécano-soudure et usinage de pièces de grande dimension), pour diverses industries, notamment l'industrie pétrolière et automobile (moules pour les pneus).

A travers sa filiale MECABRIVE, le Groupe propose l'usinage de pièces complexes, le traitement de surface et le montage, pour l'industrie aéronautique et spatiale, mais aussi pour l'industrie des biens d'équipements et l'électronique.

Le Groupe a développé une activité de montage de sous-ensemble aéronautique sur le site de Méaulte (80) portée par FGA PICARDIE.

Le Groupe s'est doté **de compétences et d'un outil industriel de pointe** lui permettant de maintenir **son avance technologique** sur ses concurrents **en matière d'usinage** (grande dimension, métaux durs, usinage grande vitesse...).

2.2 Evènements majeurs intervenus au cours de l'exercice

- Division par 1 000 du nominal de l'action, puis augmentation de capital en décembre 2013 de 14.5 M€ par émission de 1 625 845 nouvelles actions et cotation sur ALTERNEXT ; les capitaux propres du Groupe s'établissent à 68.6 M€ contre 38.5 M€ en mars 2013.
- Croissance annuelle soutenue :
 - Croissance du chiffre d'affaires : +18.37%
 - Croissance de l'activité : +20.60%
- Flux de trésorerie généré par l'activité positif de 11.2 M€ contre + 2.7 M€ en 2013
- Résultat de 16 M€ en progression de 33% par rapport à mars 2013
- Poursuite d'une politique d'investissement soutenue : 36 M€ d'investissements :
 - Investissement en R&D de 6.2 M€ : développement de nouveaux procédés d'usinages, traitement de rail de plancher d'avions, 3 demandes de brevets en cours.
 - Investissement immobiliers : 7 M€, plus de 12 000 m² supplémentaires : construction de l'usine de FIGEAC AERO PICARDIE, construction d'un nouvel atelier et agrandissement de l'atelier moteurs d'avions à FIGEAC.
 - Investissements en moyens de production : 22.8 M€ dont 19 machines dédiées à accroître la capacité de production du Groupe

3. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

3.1 Base de préparation des états financiers consolidés

Les comptes consolidés du Groupe FIGEAC AERO (« le Groupe ») ont été arrêtés par le conseil d'administration du 26 juillet 2014.

Les comptes consolidés de l'exercice 2014 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté par l'Union Européenne au 31 mars 2014.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standard), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers sont présentés en K€ arrondis au millier d'euros le plus proche.

Ils sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Le Groupe a choisi de présenter les éléments non récurrents significatifs au sein de son résultat opérationnel. La partie non récurrente est présentée après le sous total « Résultat opérationnel courant », le sous-total en résultant étant le « Résultat opérationnel »

Au bilan, les actifs/passifs du Groupe inférieurs à 1 an sont classés en courant. Tous les autres actifs/passifs sont classés en non courant.

Les principes et méthodes comptables du Groupe sont décrits ci-après.

Les principaux taux de conversion utilisés sont les suivants (en valeur pour 1 €) :

	31/03/2013		31/03/2014	
	<i>Bilan</i>	<i>Résultat</i>	<i>Bilan</i>	<i>Résultat</i>
Dollar US	1.2805	1.2928	1.3788	1.3444
Dinar Tunisien	2.0447	2.0286	2.1821	2.1906

3.2 Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

La société mère FIGEAC AERO ainsi que les sociétés MECABRIVE INDUSTRIES, FGA TUNISIE, et FGA USA sont consolidées sur la base de leur bilan arrêté au 31 mars 2014, d'une durée de 12 mois.

Les sociétés MTI et SCI REMSI ayant clos leurs exercices au 31 décembre 2013, les comptes individuels ont été retraités pour tenir compte des opérations significatives ou ayant une incidence sur l'établissement des comptes consolidés survenues entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 mars 2014.

3.3 Application de normes, amendements et interprétations applicables pour les états financiers

Les nouveaux textes IAS/IFRS et interprétations entrés en vigueur à compter du 1er avril 2013 et appliqués par le Groupe pour l'établissement de ses comptes consolidés au 31 mars 2014 sont les suivants :

- Amendement à IFRS 7 - Informations à fournir en matière de transferts d'actifs financiers ;
- L'application de cette nouvelle norme n'a pas d'incidence sur les comptes consolidés.

Les nouveaux textes IAS/IFRS et interprétations adoptés par l'Union Européenne mais avec une date d'application pour les exercices ouverts après le 1er avril 2013 sont les suivants :

- ❖ IFRS 13 – Evaluation à la juste valeur ;
- ❖ IFRS 10 – Consolidation ;
- ❖ IFRS 11 – Partenariats ;
- ❖ IFRS 12 – Informations à fournir sur l'implication avec d'autres entités ;
- ❖ Amendements consécutifs à IFRS 10, 11, 12 sur IAS 27 et IAS 28 ;
- ❖ Amendements de transition à IFRS 10, 11 et 12 ;

- ❖ Amendement à IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global ;
- ❖ Amendements à IAS 19 – Avantages post-emploi ;
- ❖ Amendements à IFRS 1 – Hyperinflation sévère et suppression de dates fixes ;
- ❖ Amendements à IAS 12 – Impôts différés – Recouvrement des actifs sous-jacents ;
- ❖ Amendements à IFRS 7 – Information à fournir sur la compensation des actifs et passifs financiers ;
- ❖ Amendements à IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers ;
- ❖ IFRIC 20 – Frais de découverte ;
- ❖ Améliorations annuelles 2009-2011.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les autres normes, interprétations et amendements adoptés par l'Union Européenne pour l'établissement des comptes consolidés 2014. Leurs applications ne devraient pas avoir d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

Les normes IAS/IFRS, interprétations et amendements publiés après le 1^{er} avril 2013 et non applicables à la clôture 2014 sont les suivants :

- ❖ IFRS 9 – Instruments financiers – Classification et évaluation actifs et passifs financiers ;
- ❖ Amendements à IFRS 10, 12 et IAS 27 – Entités d'investissement ;
- ❖ Amendements à IFRS 1 – Prêts gouvernementaux ;
- ❖ IFRS 1 – Première application des IFRS (application répétée d'IFRS 1 ; coût d'emprunt) ;
- ❖ IAS 1 – Présentation des états financiers (clarification des obligations en termes d'informations comparatives) ;
- ❖ IAS 16 – Immobilisations corporelles (classement des pièces de rechange) ;
- ❖ IAS 32 – Présentation des instruments financiers (effet fiscal de distribution aux porteurs d'instruments de capitaux propres) ;
- ❖ IAS 34 – Etats financiers intermédiaires (informations sur les actifs et passifs sectoriels).

Ces nouvelles normes, interprétations et amendements n'auront pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

3.4 Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers nécessite de la part du Conseil d'Administration de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Le Conseil d'Administration revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière principalement pour :

- la marge estimée au titre des contrats de construction (note 3.15) ;
- les provisions sur stock (note 3.15) ;
- la valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité (note 3.11) ;
- la juste valeur des instruments financiers (note 3.18) ;
- les retraites et autres avantages au personnel à long terme et postérieurs à l'emploi (note 3.19).

Au 31 mars 2014, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. Les estimations et hypothèses retenues dans les comptes consolidés ont été déterminées à partir des éléments en possession du

groupe à la date de clôture et notamment, concernant les contrats de construction, en fonction des prévisionnels de commandes des avionneurs.

3.5 Méthode de conversion des éléments en devises

Les charges et produits en monnaies étrangères sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération au taux de transaction.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre valeur en euros au taux de conversion en vigueur à la date de clôture de l'exercice. La différence, résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au compte de résultat financier.

3.6 Filiales

Les sociétés contrôlées directement ou indirectement par la société Figeac Aéro sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. La notion de contrôle est existante dès lors que la société mère détient directement ou indirectement le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise et d'en tirer un avantage dans ses activités.

La méthode de consolidation par intégration globale consiste à intégrer l'ensemble des actifs, passifs, produits et charges. La part des actifs et résultats attribuables à des actionnaires minoritaires est comptabilisée en tant qu'intérêts minoritaires au niveau du bilan et du compte de résultat consolidé. Les filiales sont intégrées dans le périmètre de consolidation à compter de la date de prise de contrôle.

Les sociétés MTI, MECABRIVE INDUSTRIES, SCI REMSI, FGA TUNISIE, FGA PICARDIE et FGA USA étant contrôlées exclusivement de droit par la société mère FIGEAC AERO, celles-ci sont consolidées selon la méthode de l'Intégration Globale.

La société AEROTRADE étant sous contrôle conjoint de ses neuf associés détenant chacun une participation équitable du capital, et son activité n'ayant pas débuté, elle n'est pas consolidée (*la liste des sociétés appartenant au périmètre de consolidation est précisée en note 4*).

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes et méthodes comptables retenus par le Groupe et en conformité avec le référentiel comptable.

Après identification des opérations intragroupes, l'ensemble des créances et dettes ainsi que des charges et des produits relatifs à ces opérations et les profits internes ont été éliminés des comptes consolidés.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises à compter de leur date d'acquisition ou de création.

3.7 Entreprises associées

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20 %.

La méthode de consolidation retenue est la mise en équivalence qui consiste à comptabiliser au bilan un montant reflétant la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée, majorée le cas échéant du goodwill généré par l'acquisition d'origine.

3.8 Elimination des opérations internes au Groupe

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes et méthodes comptables retenus par le Groupe et en conformité avec le référentiel comptable.

Les opérations réalisées entre des filiales consolidées sont éliminées en totalité, ainsi que les créances et dettes qui en résultent. Il en va de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, résultats de cession) qui sont éliminés du résultat consolidé. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Après identification des opérations intragroupes, l'ensemble des créances et dettes ainsi que des charges et des produits relatifs à ces opérations et les profits internes ont été éliminés des comptes consolidés.

3.9 Etats financiers des entités étrangères

Les postes de l'actif et du passif des entités consolidées dont la devise de fonctionnement est différente de l'euro sont convertis au cours de clôture, à l'exception des capitaux propres de chaque entité qui sont comptabilisés au cours historique. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. Les écarts de change résultant de ces conversions sont comptabilisés dans les capitaux propres consolidés (écart de conversion).

Conformément à l'IAS 21, les différences de change relatives à des financements permanents faisant partie de l'investissement net dans une filiale consolidée sont constatées dans les capitaux propres (en réserve de conversion). Lors de la cession ultérieure de ces investissements, les résultats de change cumulés constatés dans les capitaux propres seront enregistrés en résultat.

Aucune filiale étrangère n'a pour monnaie fonctionnelle la monnaie d'une économie hyper inflationniste.

3.10 Ecart d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la norme IFRS 3 révisée. Les actifs identifiables acquis et passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et, le cas échéant, la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable (y compris ajustements de juste valeur) de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises. Les coûts directs liés à l'acquisition (frais de transaction) sont constatés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus. Toute quote-part antérieurement détenue dans l'entreprise acquise, avant la prise de contrôle, est réévaluée à sa juste valeur et le produit ou la perte correspondante enregistrée en résultat.

Les actifs identifiables et les passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et les changements de juste valeur seront dans le futur constatés en résultat au delà du délai d'affectation d'un an. Les ajustements de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition.

Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. Au delà du délai d'affectation, tout changement ultérieur de cette juste valeur sera constaté en résultat. Le prix d'achat payé par l'acquéreur, qui inclut une part contingente, est évalué et reconnu à sa juste valeur à la date d'acquisition, les variations subséquentes de juste valeur de la part contingente présentées au passif, étant reconnues conformément à IAS 39, IAS 37 ou autre norme IFRS applicable, seront comptabilisées soit en résultat net, soit en Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres.

A la date d'acquisition, le goodwill déterminé à l'occasion de chaque regroupement d'entreprises pourra être évalué soit sur la base de la quote-part de l'actif net acquis (y compris ajustements de juste valeur), soit sur la base de la valeur globale de l'entreprise.

Lorsqu'ils sont générés par l'acquisition de sociétés intégrées globalement ou proportionnellement, les écarts d'acquisition positifs sont portés à l'actif du bilan dans la rubrique « Ecart d'acquisition » et les écarts d'acquisition négatifs sont enregistrés immédiatement en résultat. En revanche, les écarts d'acquisition provenant de l'acquisition de sociétés mises en équivalence sont enregistrés dans la ligne « participations comptabilisées par mise en équivalence » conformément à IAS28.

Les écarts d'acquisition peuvent être corrigés dans le délai d'affectation d'un an après la date d'acquisition pour tenir compte de l'estimation définitive de la juste valeur des actifs et passifs acquis. Au-delà de ce délai, les ajustements sont enregistrés en résultat.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au moins une fois par an et à chaque fois qu'il existe des événements ou circonstances indiquant une perte de valeur.

Le groupe réalise à la clôture de chaque exercice à une évaluation de leurs valeurs recouvrables. Une dépréciation exceptionnelle individuelle est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable.

3.11 Autres actifs incorporels immobilisés

Les immobilisations incorporelles sont des actifs non monétaires identifiables (résultant d'un droit légal ou susceptibles d'être vendus, transférés, loués ou échangés de manière isolée ou avec un contrat, un autre actif ou passif), sans substance physique, détenus en vue d'une utilisation pour la production ou la fourniture de biens ou de services, pour la location à des tiers ou à des fins administratives.

Les immobilisations incorporelles doivent répondre aux critères ci-dessous :

- Probabilité d'obtenir des avantages économiques futurs attribuables à cet actif ;
- Evaluation fiable du coût de l'actif.

Le mode d'amortissement utilisé reflète le rythme de consommation par l'entreprise des avantages économiques de l'immobilisation.

Les actifs incorporels détenus par le Groupe sont principalement :

- *des frais de recherche et de développement pour améliorer les procédés industriels et amortis sur une durée de 5 ans ;*

Les frais de développement sont obligatoirement activés en IFRS si tous les critères suivants sont vérifiés :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
 - l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
 - la capacité à utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
 - la façon dont l'immobilisation incorporelle va générer des avantages économiques probables futurs;
 - la disponibilité des ressources techniques, financières et autres pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
 - la capacité à évaluer les dépenses de façon fiable
- *des logiciels et autres licences (durée d'amortissement de 1 à 3 ans).*

Les actifs incorporels sont amortis sur leur durée d'utilité. Le Groupe ne détient pas d'actif incorporel à durée de vie indéfinie. Les immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. S'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué comme décrit dans la note 3.13. Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

Les méthodes et durée d'amortissement retenues sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles	Méthode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Frais de recherche et développement	Linéaire	5 ans

Les sociétés FIGEAC AERO et MECABRIVE INDUSTRIES ont poursuivi leur activité de R&D notamment engagée dans le cadre des nouveaux programmes aéronautiques sur lesquels les sociétés sont positionnées en distinguant clairement les phases de recherche et de développement. Les phases de développement activées sont distincts des dépenses engagées dans le cadre de contrats de partenariat dits de 'risk sharing'.

3.12 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, qui comprend le prix d'achat et frais accessoires, ou à leur coût de production (production immobilisée). Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de ces immobilisations.

Dès, l'acquisition de l'actif, le coût total d'un actif fait l'objet d'une répartition entre l'actif principal et les différents composants comptabilisés séparément, et les frais accessoires par simplification sont attribués à l'actif principal.

Compte tenu du fait que les actifs acquis par le Groupe n'ont pas pour vocation d'être revendus avant leur fin de vie économique, aucune valeur résiduelle n'a été appliquée aux différents actifs corporels immobilisés.

Le mode d'amortissement reflète le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à l'actif.

Les amortissements pour dépréciation de chaque actif principal et composant sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, en fonction de la durée réelle d'utilisation prévue.

Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

Les durées d'utilisations retenues sont les suivantes :

- Pour les constructions et agencements : de 5 à 30 ans selon la nature de la construction et de l'agencement
- Pour les matériels industriels : de 3 à 10 ans selon la nature et l'usage de ces matériels
- Pour les mobiliers et matériels informatiques : de 3 à 6 ans selon l'usage de ces équipements
- Pour le matériel de transport : de 2 à 5 ans selon l'usage de ces véhicules.

3.13 Dépréciation des actifs

Les valeurs comptables des actifs du Groupe (autres que les stocks et les actifs d'impôt différé) sont examinées à chaque clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait subi une perte de valeur. Si un tel indice est identifié (baisse de valeur sur le marché ou obsolescence accélérée par exemple), un test de dépréciation est réalisé.

Concernant les actifs incorporels non encore disponibles pour utilisation ou dont la durée d'utilité est indéfinie, et pour les écarts d'acquisition, ce test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an.

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'actifs concerné à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net de coûts de sortie et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée de l'estimation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée d'utilité.

Une dépréciation est constatée à chaque fois que la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable doit être estimée pour chaque actif pris individuellement. Si cela n'est pas possible, IAS 36 impose à une entreprise de déterminer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Les actifs sont donc « rattachés » à des Unités Génératrices de Trésorerie (le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie d'autres actifs ou groupes d'actifs).

Compte tenu du fait qu'à l'intérieur de chaque secteur d'activité du Groupe, les actifs immobilisés utilisés ne sont pas spécifiques à une activité ou à une branche mais sont utilisables par l'ensemble du secteur (pas d'indépendance des entrées de trésorerie entre eux), les Unités Génératrices de Trésorerie retenues sont les différents secteurs d'activité du Groupe pris individuellement.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une Unité Génératrice de Trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à cette Unité Génératrice de Trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'Unité, au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'Unité.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable.

La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

3.14 Contrats de location et de location-financement

Les opérations réalisées au moyen d'un contrat de location financement dont la valeur d'origine est supérieure à 75 000 euros, sont retraitées selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine au contrat.

Les actifs ainsi détenus sont comptabilisés pour leur juste valeur à la date de conclusion du bail avec pour contrepartie au passif la constatation des dettes en emprunts égales aux coûts d'entrée. Ces actifs sont ensuite amortis conformément aux méthodes comptables du groupe décrites ci-avant. L'incidence fiscale de ces retraitements est en compte à l'aide des impôts différés.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur ne transfère pas la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

3.15 Stocks et en-cours

Matières premières et autres approvisionnements

La valeur brute des matières premières et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires (coefficient d'approvisionnement). Des dépréciations sont constituées sur les matières premières selon le barème suivant et pour lesquels aucune consommation n'est prévue :

- sans mouvement depuis + 18 mois et moins de 24 mois50 %
- sans mouvement depuis + de 24 mois.....75 %

En cours de production (hors contrats de constructions)

Les en cours de production sont évalués suivant la méthode du coût de revient complet à l'exception des frais non liés à la production et de la sous activité éventuelle. Une dépréciation de l'encours est constatée dans les cas où le prix de revient attendu du produit fini auquel il est incorporé est supérieur à son prix de vente escompté diminué des frais de distribution.

Contrats de construction / partenariat

Le Groupe a conclu avec certains de ses clients des contrats de partenariat dont les caractéristiques sont celles des contrats de construction au sens de IAS 11 :

- contrat relatif à la production d'un ensemble de biens étroitement liés ou interdépendants en terme de conception, technologie et fonction ;
- dont la durée couvre plusieurs exercices.

La comptabilisation de ces contrats répond aux critères ci-dessous, les produits et les coûts principaux pris en compte dans le cadre de l'application des contrats de construction sont :

a) pour les produits :

- le montant initial des produits convenus dans le contrat ;
- les modifications des travaux du contrat ou les réclamations dans la mesure où il est probable qu'elles donneront lieu à des produits et où elles peuvent être estimées de façon fiable.

b) pour les coûts :

- les coûts directement liés au contrat ;
- les coûts attribuables à l'activité de contrats en général et qui peuvent être affectés au contrat ;
- tous autres coûts qui peuvent être spécifiquement imputés au client selon les termes du contrat.

La marge est reconnue à l'avancement calculé par rapport à la livraison des éléments (« milestones »).

En effet le Groupe facture à la livraison et toute la facturation effectuée est acquise quelle que soit l'issue du programme.

Il est aussi possible que des facturations complémentaires soient effectuées par la suite (modifications ou suppléments de travaux). Une étude est menée au cas par cas afin de définir les éléments permettant d'identifier l'avancement.

La marge estimée est calculée sur la base d'une prévision comprenant les éléments techniques et budgétaires. Cette marge est révisée périodiquement en fonction des coûts et produits réalisés sur la période et restant à venir. Lorsque la marge prévisionnelle est négative, elle est immédiatement constatée en résultat.

Les contrats de construction couvrant plusieurs exercices, le Groupe est amené au cours des premiers exercices à constater au bilan des coûts de production qui seront ensuite recyclés en résultat en fonction de la décroissance réellement observée.

Produits finis

Les produits finis sont évalués suivant la méthode du coût de revient complet à l'exception des frais non liés à la production et de la sous activité éventuelle.

Des dépréciations sont constituées pour les produits finis codifiés obsolètes avec des perspectives de vente très faibles répartis en deux catégories selon le barème suivant :

- article codifié obsolète/peut être (pouvant être revendus) : 25 %
- article codifié obsolètes/jamais (dont la probabilité de revente est faible) : 90 %

En complément, une dépréciation est constatée dans les cas où le prix de revient du produit fini est supérieur à son prix de vente escompté diminué des frais de distribution.

3.16 Reconnaissance du revenu

Le revenu est reconnu selon les critères suivants :

- pour les contrats de constructions entrant dans les critères de IAS 11, il convient de se référer à la note 3.15 ;
- pour les autres types de contrats (hors prestation), le revenu est reconnu au moment du transfert de la majorité des risques et avantages à l'acheteur, ce qui intervient généralement au moment de la livraison ;
- pour les contrats de prestations de services, le revenu est reconnu à l'avancement, en fonction de l'avancement réel des travaux sur la base des coûts constatés par rapport aux coûts totaux estimés.

Les ventes sont présentées nettes de toutes formes de remises.

3.17 Créances clients et autres créditeurs

Les créances clients, autres débiteurs et dettes sont valorisées à leur valeur nominale déduction faite des provisions pour dépréciations des montants non recouvrables.

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable et, le cas échéant, pour tenir compte du risque de non recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

3.18 Actifs et passifs financiers

Le Groupe applique IAS 32, IAS 39 et IFRS 7. Ces normes définissent quatre catégories d'actifs financiers et deux catégories de passifs financiers :

- les actifs et passifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat : il s'agit des instruments dérivés n'entrant pas dans le cadre de la comptabilité de couverture ainsi que des placements de trésorerie désignés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- les actifs financiers disponibles à la vente évalués en juste valeur avec une comptabilisation des variations de juste valeur en capitaux propres (le Groupe ne détient pas de tels actifs) ;
- les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance évalués au coût amorti : aucun actif n'entre, à ce jour, dans cette famille ;
- les prêts et créances émis par l'entreprise évalués au coût amorti ;
- les autres passifs financiers évalués au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs et passifs financiers sont ventilés au bilan en éléments courants et non courants suivant leur date d'échéance inférieure ou supérieure à un an.

i) Instruments dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats de couverture sur des devises étrangères et sur les taux d'intérêts afin de couvrir ses positions actuelles ou futures contre le risque de change et de taux.

Les instruments de couvertures utilisés permettent au groupe d'acheter ou de vendre, aux échéances fixées une quantité nominale de devise à un niveau d'exercice fixé.

Produits 1

Le niveau d'exercice peut dépendre des échéances. Dans le cas où l'échange est favorable au groupe, celui-ci consomme un nombre de figures égal à la différence entre le niveau d'exercice et le Fixing. Si l'échange est défavorable au groupe, celui-ci achète ou vend le nominal multiplié par le ratio.

La désactivation du produit peut avoir lieu sans aucun flux (les figures non consommées sont alors perdues) ou avec un flux sur lequel la quantité est proportionnelle au nombre de figures restantes.

Les flux de devises peuvent avoir lieu immédiatement ou à l'échéance, dans ce cas une utilisation anticipée est possible.

Produit 2 :

- Le Groupe vend (ou achète) à maturité à un niveau d'exercice. Le montant vendu (ou acheté) est une accumulation hebdomadaire.
- A chaque échéance (hebdomadaire), si le fixing est favorable au Groupe, il accumule une quantité égale au nominal divisée par le nombre de fixings. Si le fixing est défavorable au client, le client accumule une quantité égale au nominal divisé par le nombre de fixing multiplié par le levier (ou ratio)
- Selon le type d'engagement, l'accumulation peut soit s'arrêter définitivement quand le fixing atteint une barrière soit être seulement suspendue le jour de la constatation.

Les instruments dérivés sont évalués en juste valeur avec une comptabilisation des variations de juste valeur au compte de résultat La juste valeur des instruments dérivés est évaluée par les établissements financiers.

Elle tient compte de la valeur de l'instrument dérivé à la date de clôture (mark to market). Les instruments dérivés sont comptabilisés à la date de transaction.

ii) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse et les dépôts à vue. Les découverts bancaires remboursables à vue et les financements par mobilisation de créance (ne respectant pas les critères de décomptabilisation d'actifs) qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe sont une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Les placements de trésorerie à court terme, très liquides, et facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont considérés comme des équivalents de trésorerie. Ces placements sont évalués en juste valeur.

iii) Emprunts

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts sont comptabilisés à la juste valeur sur laquelle sont imputés les coûts de transaction directement attribuables à l'émission du passif.

A la clôture, les emprunts sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif.

iv) Détermination de la valeur de marché

Les actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat et les dérivés qualifiés d'instruments de couverture sont évalués et comptabilisés à leur valeur de marché, à la date de première comptabilisation, comme en date d'évaluation ultérieure.

La valeur de marché est déterminée :

- soit à partir de prix cotés sur un marché actif ;
- soit à partir d'une technique de valorisation faisant appel à :
 - des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des théories financières reconnues
 - des paramètres dont la valeur est déterminée, pour certains, à partir des prix d'instruments traités sur des marchés actifs et pour d'autres, à partir d'estimations statistiques ou d'autres méthodes quantitatives

La distinction entre les deux modes de valorisation est opérée selon que le marché sur lequel est traité l'instrument est actif ou non.

Pour un instrument donné, est considéré comme actif et donc liquide, un marché sur lequel des transactions sont régulièrement opérées ou sur lequel des transactions sont effectuées sur des instruments très similaires à l'instrument faisant l'objet de l'évaluation.

Le Groupe a distingué trois catégories d'instruments financiers selon les conséquences qu'ont leurs caractéristiques sur leur mode de valorisation et s'appuie sur cette classification pour exposer certaines des informations demandées par la norme IFRS 7 :

- catégorie de niveau 1 « Prix de marché » : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2 « Modèle avec paramètres observables » : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- catégorie de niveau 3 « Modèle avec paramètres non observables » : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres inobservables ; un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur les marchés, sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à la même date.

Dans le cas de marché inactif, par exemple exprimé par une raréfaction des contreparties, le Groupe se réserve la possibilité de recourir à des modèles mathématiques évaluant les risques sur la base des hypothèses que prendraient normalement les participants au marché, selon un horizon correspondant à la durée.

3.19 Provisions

Conformément à IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », le groupe constate une provision à la clôture pour chaque événement qui remplit l'ensemble des conditions suivantes :

- existence d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement antérieure à la clôture,
- probabilité ou certitude qu'une sortie de ressources au bénéfice de tiers sera nécessaire pour éteindre l'obligation sans contrepartie après la date de clôture,
- valorisation estimée de façon fiable.

L'estimation de la valorisation des provisions est revue lors de chaque clôture avec une mise à jour comptable si cela apparaît requis sans actualisation. Les provisions sont maintenues tant que la société n'est pas en mesure de statuer clairement et certitude sur leur dénouement.

Sauf cas particulier dûment justifié, les provisions sont présentées au bilan dans le passif non courant.

Les provisions sont actualisées si l'effet s'avère significatif.

L'impact de cette règle dans le Groupe ne concerne que les provisions pour avantages au personnel.

3.20 Dettes fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

3.21 Avantages au personnel

Le Groupe provisionne certains avantages au personnel conformément à la norme IAS 19 révisée. Après analyse des réglementations spécifiques aux pays dans lesquels le Groupe est présent, il en ressort que ces provisions concernent principalement les sociétés françaises au titre des indemnités de départ en retraite et accessoirement des médailles du travail.

Régimes à cotisations définies

Les cotisations à payer à un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Indemnités de départ en retraite

Les obligations du Groupe en matière de retraite consistent en des indemnités versées lors du départ du salarié. Conformément à l'IAS19 révisée, dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées. Les estimations des obligations du Groupe au titre des engagements du personnel des sociétés françaises sont calculées en interne.

La méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service futur du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation, calculée charges sociales comprises, est actualisée et est comptabilisée sur la base des années de service des salariés. Les écarts actuariels résultant de ces hypothèses sont reconnus en capitaux propres depuis l'exercice 2013.

Le cout des services courants (ie : de la période) est présenté en tant que charge de personnel.

Médailles du travail

Le groupe FIGEAC AERO comptabilise une provision sur la base d'hypothèses actuarielles, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel (IAS 19 révisée). Les estimations des obligations du Groupe au titre des médailles du travail (sociétés françaises uniquement) sont calculées en interne.

Droit individuel à la formation

Le groupe ne comptabilise pas l'application du Droit Individuel à la Formation (DIF) puisqu'elle ne répond pas aux règles sur les passifs du fait que l'action de formation ne se rattache pas à des services passées, c'est-à-dire aux exercices clos, mais à des services à rendre dans le futur par le salarié.

3.22 Financements publics

Le Groupe perçoit deux types de financements :

Subventions d'investissements

Elles représentent l'ensemble des subventions accordées au groupe dans le cadre du développement de son activité.

Le groupe a choisi de les éliminer des capitaux propres et de les reclasser en compte de régularisation passif suivant ainsi la recommandation de l'AMF.

Ces subventions d'investissement sont reprises dans les comptes consolidés et individuels au même rythme que les amortissements pour dépréciation des immobilisations qu'elles permettent de financer.

Avances remboursables

Ces financements ne sont pas contractuellement porteurs d'intérêts (vis-à-vis des organismes gestionnaires).

Par conséquent, ces types de financements rentrent dans le cadre de gestion des subventions publiques et sont dans le champ d'application de la norme IAS 20.

A l'origine elles sont évaluées pour la contrepartie de la trésorerie reçue. A chaque clôture, elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

3.23 Autres produits et autres charges opérationnelles

Le Groupe comptabilise notamment dans les « autres produits opérationnels » le produit de cessions d'éléments d'actifs immobilisés.

Le Groupe comptabilise notamment dans les « autres charges opérationnelles » la valeur nette des immobilisations cédées.

3.24 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé.

Le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- De différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé,
- D'impacts sur le résultat des retraitements de consolidation,

Le Groupe comptabilise un impôt différé actif relatif aux reports déficitaires des sociétés du groupe dans la mesure où l'horizon de recouvrement raisonnable est établi.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société et en fonction des années dont le groupe s'attend à ce que les actifs et passifs se dénoueront. Les impôts différés actifs et passifs sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- Si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs,
- Ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de leur période de dénouement.

Conformément à IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

3.25 Résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé -part du groupe- se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

4. Périmètre de consolidation

4.1 Liste des sociétés consolidées

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Société et forme juridique	N° d'ident.	Siège Social	Méthode de consolidation		% contrôle		% intérêt	
			2014	2013	2014	2013	2014	2013
Figeac Aéro SA	349357343	Z.I. de l'Aiguille 46100 FIGEAC	Société Mère	Société Mère	Société Mère	Société Mère	Société Mère	Société Mère
M.T.I. SAS	394223804	Z.I. du Combal 12300 DECAZEVILLE	Intégration globale	Intégration globale	95,64%	95,64%	95,64%	95,64%
MECABRIVE IND. SAS	453806267	1, Imp. Langevin 19108 BRIVE	Intégration globale	Intégration globale	92,68%	92,68%	92,68%	92,68%
SARL FGA TUNISIE	NEANT	Rue du Niger Hanen TUNIS	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
FIGEAC AERO USA INC	NEANT	2701 South Bayshore drive 33133 MIAMI	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
FGA PICARDIE SAS	533995684	Z.I. de l'Aiguille 46100 FIGEAC	Intégration globale	Intégration globale	99%	99%	99%	99%

La société FIGEAC HERS a été liquidée en date du 31 mars 2014.

4.2 Société non consolidée

Société et forme juridique	N° d'ident.	Siège Social	Méthode de consolidation		% contrôle		% intérêt	
			2014	2013	2014	2013	2014	2013
SAS AERO TRADE	520459876	23 Av Edouard BELIN 31 400 TOULOUSE	Non consolidé	Non consolidé	11,11%	11,11%	11,11%	11,11%

4.3 Entité ad-hoc consolidée

Société et forme juridique	N° d'ident.	Siège Social	Méthode de consolidation		% contrôle		% intérêt	
			2014	2013	2014	2013	2014	2013
SCI REMSI		4 Avenue Jean Jaures 46100 FIGEAC	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	0,00%	0,00%

5. Secteurs opérationnels

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8.

Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées et gérées séparément suivant la nature des produits et services rendus.

Chaque secteur représente un domaine d'activité stratégique qui propose différents produits sur différents marchés.

Ces secteurs correspondent au découpage du reporting interne utilisé par le management du Groupe pour le suivi des activités du Groupe.

Les données financières présentées pour l'information sectorielle suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés du Groupe.

L'activité du groupe s'articule autour de 4 axes principaux :

Aérostructure : réalisation de pièces de structure pour l'aéronautique

- Réalisation de sous-ensembles aéronautiques (usinage et assemblage),
- Réalisation de pièces de structure, aéronautiques
- Pièces moteurs et pièces précises aéronautiques

Montage en atelier et sur site de sous-ensembles aéronautique

Mécanique générale et chaudronnerie lourde

Usinage de précision et traitement de surface

Au 31 mars 2014

SECTEURS OPERATIONNELS	En K€	Aérostructure	%	Montage sur site	%	Usinage de précision et traitement de surface	%	Mécanique générale et chaudronnerie	%	TOTAL
Chiffre d'affaires consolidés	137229	84,54%	4443	2,74%	9786	6,03%	10867	6,69%	162325	
Autres produits de l'activité	7074	85,68%	91	1,11%	960	11,63%	131	1,58%	8257	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	25575	100,08%	96	0,37%	-947	-3,71%	832	3,26%	25556	
Achats consommés	-83302	89,97%	-209	0,23%	-3192	3,45%	-5890	6,36%	-92593	
Charges de personnel	-38935	75,22%	-3925	7,58%	-4573	8,83%	-4331	8,37%	-51765	
Charges externes	-12953	91,51%	-153	1,08%	-584	4,12%	-466	3,29%	-14155	
Impôts et taxes	-1657	73,89%	-129	5,77%	-217	9,70%	-239	10,64%	-2242	
Dotations aux amortissements	-11763	89,21%	-58	0,44%	-1044	7,92%	-321	2,43%	-13187	
Dotations nettes aux provisions	162	168,77%		-0,29%	-34	35,83%	-31	32,64%	96	
Résultat opérationnel courant	21430	96,13%	155	0,70%	154	0,69%	552	2,48%	22292	
	15,62%		3,49%		1,58%		5,08%		13,73%	
Autres produits opérationnels	6177	99,56%		0,00%	27	0,44%		0,00%	6204	
Autres charges opérationnelles	-6949	97,61%	-1	0,01%	-147	2,07%	-22	0,31%	-7119	
Résultat opérationnel	20658	96,64%	155	0,72%	34	0,16%	530	2,48%	21377	
Résultat financier réalise	-131	33,20%	-77	19,66%	-130	33,07%	-55	14,07%	-394	
Résultat financier latent	1212	100,00%		0,00%		0,00%		0,00%	1212	
Résultat de la période	15556	97,44%	125	0,78%	-109	-0,68%	393	2,46%	15965	
Résultat / CA	11,34%		2,82%		-1,12%		3,62%		9,84%	
Total des immobilisations incorporelles	11346	91,01%	3	0,02%	1116	8,95%	2	0,02%	12467	
Total des immobilisations corporelles	59177	89,61%	3029	4,59%	2131	3,23%	1703	2,58%	66040	
Total des immobilisations financières	1555	93,55%	2	0,09%	89	5,33%	17	1,04%	1662	
Total immobilisations	72078	89,91%	3033	3,78%	3335	4,16%	1723	2,15%	80169	
Stocks et en cours	105268	95,83%	202	0,18%	2369	2,16%	2011	1,83%	109850	
Créances clients et autres débiteurs (1)	45587	88,69%	373	0,73%	1117	2,17%	4321	8,41%	51399	
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	-47676	88,17%	-1364	2,52%	-1988	3,68%	-3046	5,63%	-54074	
Endettement financier	-81558	92,02%	-3052	3,44%	-3033	3,42%	-987	1,11%	-88630	

(1) Cf note 8,1

Au 31 mars 2013

SECTEURS OPERATIONNELS	En K€	Aérostructure	%	Montage sur site	%	Usinage de précision et traitement de surface	%	Mécanique générale et chaudronnerie	%	TOTAL
Chiffre d'affaires consolidés		115802	84,45%	3105	2,26%	7887	5,75%	10336	7,54%	137129
Autres produits de l'activité		5865	89,74%	133	2,04%	511	7,82%	26	0,40%	6535
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		17304	92,80%	11	0,06%	1396	7,49%	-64	-0,35%	18647
Achats consommés		-61414	87,71%	-52	0,07%	-3428	4,90%	-5123	7,32%	-70018
Charges de personnel		-34181	76,13%	-2527	5,63%	-4365	9,72%	-3824	8,52%	-44897
Charges externes		-11340	86,63%	-217	1,66%	-1090	8,32%	-444	3,39%	-13091
Impôts et taxes		-1755	76,81%	-62	2,69%	-237	10,37%	-231	10,13%	-2285
Dotations aux amortissements		-8828	86,72%	30	-0,30%	-1109	10,89%	-273	2,68%	-10179
Dotations nettes aux provisions		276	98,92%	-31	11,15%	-38	-13,44%	72	25,67%	279
Résultat opérationnel courant		21729	98,23%	391	1,77%	-472	-2,13%	473	2,14%	22121
		18,76%		12,61%		-5,99%		4,58%		16,13%
Autres produits opérationnels		2530	95,22%	1	0,05%	117	4,40%	9	0,34%	2657
Autres charges opérationnelles		-3672	99,68%		0,00%	-2	0,06%	-9	0,25%	-3683
Résultat opérationnel		20587	97,59%	393	1,86%	-358	-1,70%	473	2,24%	21095
Résultat financier réalisé		-815	83,91%	-1	0,15%	-100	10,30%	-55	5,64%	-972
Résultat financier latent		-2942	100,00%		0,00%		0,00%		0,00%	-2942
Résultat de la période		11607	96,89%	344	2,87%	-440	-3,67%	468	3,90%	11980
Résultat / CA		10,02%		11,09%		-5,58%		4,52%		8,74%
Total des immobilisations incorporelles		7101	84,88%	8	0,10%	1248	14,92%	8	0,10%	8366
Total des immobilisations corporelles		51170	93,91%	184	0,34%	1422	2,61%	1712	3,14%	54488
Total des immobilisations financières		1448	93,30%		0,00%	92	5,92%	12	0,79%	1552
Total immobilisations		59719	92,72%	193	0,30%	2762	4,29%	1732	2,69%	64406
Stocks et en cours		77667	94,59%	11	0,01%	3205	3,90%	1222	1,49%	82106
Créances clients et autres débiteurs (1)		38404	88,92%	12	0,03%	1225	2,84%	3547	8,21%	43188
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		-34592	83,23%	-1124	2,70%	-3007	7,24%	-2838	6,83%	-41561
Endettement financier		-68395	94,93%	-426	0,59%	-2098	2,91%	-1131	1,57%	-72050

(1) Cf note 8,1

AUTRES NOTES ANNEXES

6. Immobilisations

6.1 Immobilisations incorporelles

	31/03/2013	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Autres variations	31/03/2014
Valeurs brutes						
Frais de recherches et développements	13 653	3 981				17 634
Concessions, brevets, licences	3 179	762	53			3 888
Fonds de commerce	7					7
Autres immobilisations incorporelles		2 246				2 246
Total	16 838	6 989	53			23 775
Amortissements						
Frais de recherches et développements	6 022	2 288	37			8 273
Concessions, brevets, licences	2 450	637	53			3 035
Fonds de commerce						
Total	8 472	2 926	90			11 308
Valeurs nettes						
Frais de recherches et développements	7 631	1 693	-37			9 361
Concessions, brevets, licences	728	125				853
Fonds de commerce	7					7
Autres immobilisations incorporelles		2 246				2 246
Total	8 366	4 063	-37			12 467

- **Détails du poste Frais de recherches et de développement :**

○ **FIGEAC AERO**

Développements En K€	Valeur Brute	Acquisition	Valeur fin exercice	Ats Antérieurs	Ats Exercice	Reprise Exercice	As Cumulés	Valeur nette
Procédés usinage forgés	532		532	532			532	0
Procédés usinages parois minces	1733		1733	1733			1733	0
Substitution usinage chimique	310		310	310			310	0
Usinage virole en un seul posage	521		521	417	104		521	0
Usinage ferrures inconel	130		130	104	26		130	0
Usinage pièces tuyauterie tirée masse	186		186	186	37	37	186	0
Usinage pièces structure grande dimension en métaux durs	1638		1638	728	328		1056	582
Nouvelles techniques d'assemblages de plancher d'aéronefs	1064		1064	478	213		691	373
Usinage longeron	559		559	112	112		224	335
Etude rail soucés	403		403	104	81		185	218
Remplacement tole/profilé	438		438	91	87		178	260
Travaux formage panneaux d'ailes	549		549	138	109		247	302
Travaux usinage anneaux de réacteurs	539		539	162	108		270	269
Développement usinage de roues et redresseurs	423		423	0	85		85	338
FUI TIMAS	672	433	1105	0	149		149	956
Etudes déformations forgés	663		663	0	133		133	530
Etudes déformations pièces grande dimension	343		343	0	69		69	274
Usinage carter moteurs	1146	796	1942	0	231		231	1711
Usinage cadres et anneaux de réacteurs		692	692		12		12	680
Projet NOMAD revêtements		1136	1136		22		22	1114
Usinage pièces inverseurs		684	684		1		1	683
	11849	3741	15590	5095	1907	37	6965	8625

○ **MECABRIVE INDUSTRIES**

Développements En K€	Valeur Brute	Acquisition	Valeur fin exercice	Ats Antérieurs	Ats Exercice	Reprise Exercice	As Cumulés	Valeur nette
Assemblages	68		68	55	13		68	0
Traitement de surface	396		396	168	79		247	149
Organisation	128		128	89	26		115	13
Usinage	251		251	68	50		118	133
Profilés	586		586	263	117		380	206
Optimisation production	376		376	283	75		358	18
Optimisation process usinage		196	196		20		20	176
Traitement de surface		45	45		5		5	41
	1805	241	2046	926	385	0	1310	736

6.2 Immobilisations corporelles

En K€	31/03/2013	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Autres variations	31/03/2014
Valeurs brutes						
Terrains	1 107	337				1 444
Constructions	19 627	971				20 598
Constructions en crédit-bail	1 252	2 559				3 811
Install. Techniques, matériel et outilla.	26 986	8 821	2 291		135	33 652
Install. Techn., mat. et outil. en CB.	31 529	11 193	1 558		-281	40 883
Autres immo. Corporelles	6 377	1 250	52			7 576
Immo. Corporelles en cours	6 344	7 674	9 575			4 443
Avance et Acomptes	323	528	311			540
Total	93 545	33 333	13 786		-146	112 947
Amortissements						
Terrains	349	40				389
Constructions	5 311	1 095				6 406
Constructions en crédit-bail	753	89				842
Install. Techniques, matériel et outilla.	18 404	4 311	1 653		135	21 198
Install. Techn., mat. et outil. en CB.	10 762	4 408	1 125		-249	13 797
Autres immo. Corporelles	3 476	852	52			4 277
Total	39 056	10 796	2 829		-114	46 909
Valeurs nettes						
Terrains	758	297				1 055
Constructions	14 316	-124				14 192
Constructions en crédit-bail	499	2 471				2 969
Install. Techniques, matériel et outilla.	8 582	4 510	638			12 453
Install. Techn., mat. et outil. en CB.	20 767	6 784	433		-32	27 087
Autres immo. Corporelles	2 901	398				3 299
Immo. Corporelles en cours	6 344	7 674	9 575			4 443
Avance et Acomptes	323	528	311			540
Total	54 488	22 538	10 956		-32	66 040

6.3 Immobilisations financières

En K€	31/03/2013	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Autres variations	31/03/2014
Valeurs brutes						
Titres mis en équivalence						
Titres de participation	168					168
Autres Titres immobilisés	45	25				70
Prêts	487	113	7			593
Autres immobilisations financières	860	165	193			832
Total	1559	302	200			1662
Amortissements						
Titres mis en équivalence						
Autres Titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	7				7	
Total					7	
Valeurs nettes						
Titres mis en équivalence						
Titres de participation	168					168
Autres Titres immobilisés	45	25				70
Prêts	487	113	7			593
Autres immobilisations financières	853	165	193		7	832
Total	1552	302	200		7	1662

7. Stocks, en-cours de production et contrats de construction

7.1 Stocks et en-cours de production

En K€	31/03/2013	Variation de l'Exercice	Autres Variations	31/03/2014
Valeurs brutes				
Matières premières	18861	3374		22235
En-cours de production et services	52149	24145		76294
Produits finis	12873	1134		14007
Total	83883	28653		112536
Provisions				
Matières premières	347	109		456
En-cours de production et services	746	264		1010
Produits finis	684	535		1220

Total	1777	909		2686
Valeurs nettes				
Matières premières	18514	3265		21779
En-cours de production et services	51403	23881		75284
Produits finis	12188	599		12787
Total	82106	27745		109850

7.2 Contrats de construction

En K€	31/03/2014	31/03/2013
En cours net reconnus à l'actif	43 409	30 557
Revenus reconnus depuis l'origine des contrats	326 060	213 125
Charges engagés depuis l'origine des contrats	337 054	222 705

Les contrats de construction sont basés sur des prévisions faites par le Groupe en tenant compte des informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents constructeurs et des informations provenant des perspectives du marché aéronautique, notamment le Global Market Forecast d'AIRBUS.

La durée retenue tient compte de la durée moyenne de présence au sein du groupe des équipements industriels nécessaires à la réalisation de ces fabrications.

La durée retenue pour l'analyse des contrats est de 11 ans.

Les coûts à venir sont estimés sur la base des organisations industrielles mises en place par le Groupe. Par ailleurs, les flux dollars (chiffre d'affaires et charges) représentant une part significative des flux globaux, le Groupe a fondé ses prévisions sur des hypothèses d'évolution future de la parité Euro/Dollar en relation avec la durée des contrats. Cette dernière hypothèse peut être revue en fonction des perspectives d'évolution de la devise et de ses impacts au niveau des prévisions.

Les principaux programmes concernés sont :

- AIRBUS A 350 (plancher et mats moteurs)
- AIRBUS A 380
- AIRBUS A 320
- EMBRAER LEGACY
- MOTEUR CFM 56
- MOTEUR LEAP X
- GULSTREAM

Une information chiffrée détaillée par programme (notamment chiffre d'affaires, marge à terminaison) ne peut pas être communiqué pour des raisons de confidentialité.

Une évolution des hypothèses du taux USD en dégradation versus Euro de 5 centimes sur la période 2014 – 2024 aurait une incidence négative de 840 k€ sur la marge reconnue au titre de l'exercice 2013-2014 et une baisse de 1.70 points sur la marge à terminaison.

Une dégradation plus importante de la parité Euro/dollar US aurait une incidence sur l'organisation industrielle du Groupe.

8. Clients et autres débiteurs

8.1 Détail des clients et autres débiteurs

<i>Valeurs brutes En K€</i>	<i>31/03/2013</i>	<i>31/03/2014</i>	<i>< 1 an</i>	<i>> 1 an</i>
Avances et acomptes versés	24			
Clients et comptes rattachés	37 058	42 318	42 065	253
Créances fiscales	4 266	5 226	4 760	466
Débiteurs divers	1 492	3 417	3 417	
Charges constatées d'avance	579	695	695	
Charges à répartir				
Total	43 420	51 655	50 936	719

8.2 Dépréciation de l'actif circulant

<i>En K€</i>	<i>31/03/2013</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>31/03/2014</i>
Clients et comptes rattachés	232	35	11	256
Débiteurs divers				
Total	232	35	11	256

9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Elles ont évolué comme suit :

<i>En K€</i>	<i>31/03/2013</i>	<i>31/03/2014</i>	<i>Evolution</i>
Valeurs mobilières de placement		122	122
Disponibilités	3 346	20 880	17 534
Découvert utilisés	-1 434	-1 961	-527
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 911	19 041	17 129
Concours bancaires courants	-18 197	-23 224	-5 027
Total	-16 286	-4 183	12 103

Les concours bancaires courants sont inclus dans les « dettes financières à court terme ».

Les concours bancaires sont constitués uniquement par la mobilisation d'une partie du portefeuille client via l'affacturage.

La variation de la trésorerie de l'exercice est expliquée dans le point 1.4 « tableau de variation de la trésorerie ».

10. Capitaux propres

10.1 Composition du capital social

Au 31 mars 2014, le capital social se compose de 26 625 845 actions d'une valeur nominale de 0.12 euro.
Les opérations de l'exercice sur le capital social sont présentées dans le tableau ci-dessous :

	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social au début de l'exercice	25 000	120
Division du nominal par 1 000 AGE du 19/12/2013	25 000 000	0,12
Actions émises pendant l'exercice	1 580 000	0.12
Ouverture du capital aux salariés	45 845	0.12
Actions composant le capital social en fin d'exercice	26 625 845	0.12

10.2 Variation des capitaux propres – Part du Groupe

En K€	Capital	Réserves liées au capital	Réserve consolidé	Résultat consolidé	Total capitaux propres part de Groupe	Intérêts minoritaires
Exercice clos le 31/03/12	3 000		11 798	11 627	26 425	252
Affectation résultat 2011-2012			11 627	-11 627		
Autres variations			162		162	-80
Dividendes versés						
Résultat enregistré directement en capitaux propres			-80		-80	
Résultat de la période				11 980	11 980	-1
Exercice clos le 31/03/13	3 000		23 507	11 980	38 487	171
Affectation résultat 2012-2013			11 980	-11 980		
Opération sur capital	195	14 200			14 395	
Autres variations			-221		-221	7
Dividendes versés						
Résultat enregistré directement en capitaux propres			-65		-65	
Résultat de la période				16 060	16 060	-95
Exercice clos le 31/03/14	3 195	14 200	35 201	16 060	68 656	83

10.3 Variation des intérêts minoritaires

Intérêts Minoritaires	
Situation clôture N-1	171
Résultat de l'exercice 2014	-95
Autres variations (1)	7
Situation clôture N	<u>83</u>

(1) Dont 5 K€ intégration SCI REMSI

11. Provisions

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

En K€	31/03/2013	Dotations	Reprises Utilisées	Reprises Non utilisées	31/03/2014
Provision pour litige	842	237	5	65	1 010
Provision Pertes à Terminaisons	6 616	35	1 269		5 383
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES	7 459	272	1 273	65	6 394

Provisions pour avantages aux personnels :

En K€	31/03/2013	Dotations	Impact Capitaux propres	Reprises	Impact Capitaux propres	31/03/2014
Provision pour retraite	948	134	116		27	1 171
Provision pour médaille du travail	49	12	8	3		66
TOTAL PROVISIONS	997	146	124	3	27	1 237

Les modalités de calcul des provisions pour avantages aux personnels sont exposées note 13.

12. Dettes fournisseurs et autres dettes

	31/03/2013	31/03/2014	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs	21 760	29 920	29 920		
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés	1 395	1 859	1 859		
	3 956	5 775	5 775		
Avances et acomptes reçus sur commande					
Dettes sociales	9 778	11 482	11 482		
Dettes fiscales	4 163	3 956	3 956		
Dettes diverses	509	1 082	831	251	
Produits constatés d'avance	4 338	6 261	2 933	3 328	
Total	45 899	60 335	56 756	3 579	

Les produits constatés d'avance sont constitués par :

- Subventions d'investissements accordées aux sociétés du groupe : 3 135 k€
- Produits constatés d'avance sur travaux : 1 788 k€
- Etalement crédit impôts recherche : 1 338 k€

13. Avantages au personnel

13.1 Engagement de retraite

Les engagements de retraite comptabilisés au 31 mars 2014 ne concernent que la France et ont été calculés selon la méthode décrite dans la note 3.21.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation de 3% identique au taux retenu au 31 mars 2013, taux calculé en référence au taux de marché au 31 mars 2014 fondé sur les taux de rendement moyen des obligations d'entreprises de première catégorie, notamment l'indice IBOXX Corporates AA
- Table de mortalité : INSEE 2013
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux moyen de charges sociales : de 37 % à 42.81 % selon les sociétés
- Rotation du personnel constaté par tranche d'âge, par catégorie (cadres/non cadres) et par société
 - o Non cadres de 1.09% à 9.27%
 - o Cadres de 0% à 12.50%
- Taux annuel moyen d'augmentation des salaires : 2%

Les écarts actuariels sont constatés en capitaux propres.

Une variation de 0.5 point du taux d'actualisation aurait un impact de - 133 K€ sur la provision pour indemnité de départ à la retraite.

L'engagement est constaté au bilan en passif non courant pour le montant de l'engagement total.
Les indemnités de retraite versées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014 s'élèvent à 73 k€.

13.2 Médaille du travail

Les engagements au titre des médailles du travail comptabilisés au 31 mars 2013 ne concernent que la France et ont été calculés selon la méthode décrite dans la note 3.21.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation de 3% identique au taux retenu au 31 mars 2013, taux calculé en référence au taux de marché au 31 mars 2014 fondé sur les taux de rendement moyen des obligations d'entreprises de première catégorie, notamment l'indice IBOXX Corporates AA
- Table de mortalité : INSEE 2013
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux moyen de charges sociales : de 37 % à 42.81 % selon les sociétés
- Rotation du personnel constaté par tranche d'âge, par catégorie (cadres/non cadres) et par société
 - o Non cadres de 1.09% à 9.27%
 - o Cadres de 0% à 12.50%
- Taux annuel moyen d'augmentation des salaires : 2%

Les écarts actuariels sont constatés en capitaux propres.

Une variation de 0.5 point du taux d'actualisation aurait un impact de - 4 K€ sur la provision pour médaille du travail.

L'engagement est constaté au bilan en passif non courant pour le montant de l'engagement total.

Les médailles du travail versées au cours de l'exercice 2013-2014 s'élèvent à 5 k€.

En K€	31/03/2013	Dotations	Impact Capitaux propres	Reprises	Impact Capitaux propres	31/03/2014
Provision pour retraite	948	134	116		27	1 171
Provision pour médaille du travail	49	12	8	3		66
TOTAL PROVISIONS	997	146	124	3	27	1 237

13.3 Droit individuel à la formation

Droits acquis au titre du DIF par les salariés au 31 décembre 2013 et non utilisé : 76 291 heures.

14. Passifs financiers

14.1 Emprunts et dettes financières

Dette financière	31/03/2013	Augment.	Diminut.	Variation actualisation	31/03/2014	< 1 an	1 à 5 ans	+5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	31 354	16 449	8 602	-26	39 174	2 505	34 094	2 575
Emprunts crédit-bail	28 527	13 993	6 712		35 808	6 393	16 880	12 535
Avances remboursables	10 160	2 263	257	-30	12 136	689	10 947	500
Total	70 041	32 704	15 571	-56	87 118	9 587	61 921	15 609

Autres dettes financières	31/03/2013	Augment.	Diminut.	31/03/2014	< 1 an	1 à 5 ans	+5 ans
Autres dettes financières	2 009		496	1 512		1 512	
Total	2 009		496	1 512		1 512	

Les autres dettes financières comprennent essentiellement les droits à participation des salariés de FIGEAC.

14.2 Avances remboursables

Avances remboursables En K€	31/03/2013	Augment.	Diminut.	Variation actualisation	31/03/2014	< 1 an	1 à 5 ans	+5 ans
AVANCE REMBOURSABLE OSEO	340		53		288	39	249	
AVANCE REMBOURSABLE COFACE	2382	941	27		3297	516	2781	
AGENCE EAU PREVENTION POLLUTIO	174		47		127	47	80	
AVANCE REGION RECHERCHE	100		100					
AVANCE RISK SHARING	210	22			231		231	
AVANCE REMBT OSEO DPAC	2960				2960		2960	
AVANCE REMBOURSABLE GRAND EMPRUNT	3289			97	3386		3200	186
ABONDEMENT ARI	606	700		-59	1247		1120	127
AVANCE COMMUNAUTE	100		13		88	13	75	
AVANCE REGION LIMOUSIN		600	18	-69	513	75	251	188
Total	10160	2263	257	-30	12136	689	10947	500

- L'avance OSEO pour un montant de 288 k€ concerne le programme de développement du process d'usinage de profilés par MECABRIVE.
- L'avance COFACE est destinée à aider le Groupe dans ses démarches commerciales à l'exportation, notamment vers les USA. Cette avance sera remboursée en cas de succès commerciaux
- L'avance de l'agence de l'eau soutien les efforts entrepris par le Groupe pour récupérer l'eau utilisé lors des opérations d'usinage
- Les avances remboursables RISK SHARING portent sur les dépenses engagées par FIGEAC AERO pour l'industrialisation de sous ensembles du A380 et du F7x
- L'avance remboursable DPAC concerne l'AIRBUS A 350

- L'avance Grand Emprunt et l'abondement de la région Midi Pyrénées sont destinés à soutenir FIGEAC AERO dans ses efforts d'investissements
- L'avance de la communauté de Commune de Brive est destinée à soutenir MECABRIVE dans ses efforts d'investissements.
- L'avance Du Conseil Régional Limousin est destinée à soutenir MECABRIVE dans ses efforts d'investissements.

Ces avances lorsqu'elles sont non productives d'intérêts au profit de l'organisme les ayant accordés génèrent un avantage pour le groupe traité selon l'IAS 20.

15. Impôts

15.1 Impôt sur les sociétés

La société mère FIGEAC AERO n'a pas établi de convention d'intégration fiscale.

<i>En K€</i>	31/03/2013	31/03/2014
Impôts société exigible	1747	1412
Variation d'Impôts différés	3455	4819
Charge d'impôts nette	5203	6231

15.2 Impôts différés

La prise en compte, au 31 mars 2014, d'imposition différée dans les comptes consolidés a eu, poste par poste, les incidences suivantes :

<i>En K€</i>	31/03/2013	Variations Exercice	Autres Variation	31/03/2014
Impôts différés actif	6138	-485	-88	5566
Impôts différés passif	11762	4273	-89	15946
Solde	-5624	-4758	1	-10381

Les actifs et les passifs d'impôt différé, quelle que soit leur échéance, ont été compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

L'analyse des impôts différés par nature se présente comme suit :

(en K€)	Ouverture	Var exercice	Clôture
Imposition Différée Actif			
Retraite	308	74	390
Médaille W	17	6	22
Crédit-bail	13	-4	10
Effort construction			
Participation	189	-122	67
Organic	7	1	8
Valorisation déficit fiscal reportable		35	35
Lease back	96	61	157
Provision dépré R&D	15	-15	
Prov dépré MP	5	-2	3
Prov perte marché	5	7	12
Contrats de construction	4 466	-121	4 345
Locations financières	13		13
Instruments financiers (1)	909	-404	505
Divers			-7
sous-total IDA	6 043	-485	5 559
Imposition Différée Passif			
Amort dérog	-512	57	-455
Crédit-bail	-648	-134	-808
Prov change	37	43	80
Subv d'équip	-2		-2
Décalage	-7	43	36
Contrats de construction	-10 205	-4 284	-14 468
Avances Remboursables	-308	2	-306
Locations financières	-22		-22
Instruments financiers			
sous-total IDP	-11 667	-4 273	-15 945
Total Imposition différée	-5 624	-4 758	-10 387

- (1) Compensation de la fiscalité différée active et passive sur les instruments financiers à hauteur de 95 k€ sur l'A nouveau.

15.3 Preuve d'impôt

En K€	2013	2014
Contribution des sociétés intégrées avant impôt sur les résultats et amortissement des écarts d'acquisition	17181	22196
Taux d'impôt normal	33,33%	33,33%
Impôt sur les résultats théorique	5726	7398
Charge effective d'impôt sur les résultats	5203	6231
ECART IMPOT SUR LES RESULTATS THEORIQUE / EFFECTIF	524	1167
Résultat de cession de titres		
Imputation sur les résultats des déficits non activés		
Déficits fiscaux non activés	-71	-52
Dividendes hors régime Mère fille		
Quote part de frais et charges sur dividendes mère fille		
Part des minoritaires dans le résultat des SCI		
Différence sur décalages permanents	-10	-9
Incidence de l'imposition au taux réduit et crédit d'impôt	719	1 174
Divers	-114	55
Total	524	1167

16. Chiffre d'affaires

La répartition du chiffre d'affaires par secteurs d'activité est la suivante :

Détail chiffre d'affaires En K€	31/03/2013	31/03/2014	Evolution
Réalisation de pièces de structure pour l'aéronautique	115 802	137 229	18,50%
Mécanique générale et chaudronnerie lourde	10 336	10 867	5,14%
Montage sur site	3 105	4 443	43,09%
Usinage et traitement de surface	7 887	9 786	24,08%
Total	137 130	162 325	18,37%

La répartition du chiffre d'affaires par secteurs géographiques :

Chiffre d'affaires par secteurs géographique En K€	31/03/2013	31/03/2014	Evolution
France	109 428	133 465	21,97%
Export	27 702	28 860	4,18%
Total	137 130	162 325	18,37%

17. **Détail des autres produits de l'activité**

En K€	31/03/2013	31/03/2014	Evolution
<i>Autres produits de l'activité</i>			
Production immobilisée	3 572	5 455	52,71%
Crédit Impôts Recherche	1 743	1 995	14,45%
Subvention d'exploitation	534	373	-30,06%
Transfert de charges	687	434	-36,73%
Total	6 535	8 257	26,35%

18. **Achats consommés et charges externes**

Achats Consommés En K€	2013	2014	Evolution
Matière premières et achats consommés	34265	40834	19%
Consommable de production consommé	5237	7453	42%
Achats sous traitance	27635	40182	45%
Autres consommations	2881	4124	43%
TOTAL	70018	92593	32%

Charges externes En K€	2013	2014	Evolution
Sous traitance générale	299	411	37%
Crédit baux non retraités et locations simples	2273	1820	-20%
Entretien	3754	3251	-13%
Assurances	506	553	9%
Honoraires	998	1307	31%
Transports	2724	3909	44%
Voyages et déplacements	834	1005	20%
Frais télécommunication	223	265	19%
Frais bancaires et d'affacturages	469	572	22%
Autres charges externes	1011	1063	5%
TOTAL	13091	14155	8%

19. **Charges de personnel**

Charges de personnel En K€	2013	2014	Evolution
Intérim	1497	2088	40%
Rémunération brute	30070	35419	18%
Intéressement et participation	1751	1519	-13%
Charges sociales	11440	12385	8%
Variation provision IFC	139	354	155%
TOTAL	44897	51765	15%

20. **Dotations nettes aux amortissements et aux provisions**

Dotations aux amortissements En K€	2013	2014	Evolution
Dotations aux amortissements	10852	13717	26%
Reprise subvention	-673	-530	-21%
TOTAL	10179	13187	30%

Dotations nettes aux provisions			
En K€	2013	2014	Evolution
Dotation provision créances	25	35	39%
Repris sur provision créances	-72	-11	-85%
Dotation provision sur stock	1777	2654	49%
Reprise sur provision stock	-2444	-2971	22%
Dotations risques et charges	808	70	-91%
Reprise sur provision risques et charges	-282	-37	-87%
Autres dotations		270	
Autres reprises	-92	-106	16%
TOTAL	-279	-96	-66%

21. Autres produits et autres charges opérationnels

Autres produits opérationnels	En K€	2013	2014	Evolution
Cessions éléments d'actifs		2611	6177	137%
Autres produits		46	27	-41%
TOTAL		2657	6204	133%

Autres charges opérationnels	En K€	2013	2014	Evolution
VNC éléments cédés		3451	6840	98%
Autres charges		232	279	20%
TOTAL		3683	7119	93%

22. Résultat financier

Résultat financiers	En K€	2013	2014	Evolution
Autres produits financiers		4	17	344%
Intérêts des emprunts et dettes		-2702	-2934	9%
Cout de l'endettement financier net		-2698	-2917	8%
Gains et pertes de change réalisés		1895	2710	43%
JV instruments financiers		-2942	1212	-141%
Autres charges et produits financiers		-169	-187	11%
Résultat financier		-3914	819	-121%

Détail évaluation juste valeur des instruments financiers.

Position au 31 Mars 2013							
Instruments financiers	Nominal	Échéances			Juste valeur	Courant	Non courant
		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans			
- Options de change EUR/USD	124 200 000	25 200 000	99 000 000		-418 273	22 066	-440 339
- Options de change avec barrière EUR/USD	7 800 000		7 800 000		-31 473		-31 473
- Accumulateurs EUR/USD	101 099 818	15 662 034	66 043 949		-299 581	380 539	-680 120
- Contrats à terme EUR/USD	150 000	150 000			7 200	7 200	
-TRFE vendeur EUR/USD	292 600 000		292 600 000		-1 873 000		-1 873 000
-TRFE Acheteur EUR/USD	10 200 000		10 200 000		-150 000		-150 000
Total risque de change	536 049 818	41 012 034	475 643 949	0	-2 765 127	409 805	-3 174 932
- Swap de taux	4 052 887	2 528 887	1 524 000	2 528 887	-176 796		-176 796
Total risque de taux	4 052 887	2 528 887	1 524 000	2 528 887	-176 796	0	-176 796
Total des instruments financiers	540 102 705	43 540 921	477 167 949	2 528 887	-2 941 923	409 805	-3 351 728

Position au 31 Mars 2014							
Instruments financiers	Nominal	Échéances			Juste valeur	Courant	Non courant
		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans			
- Options de change EUR/USD	42 300 000	3 000 000	39 300 000		401 856	101 421	300 435
- Options de change avec barrière EUR/USD	43 375 000	16 100 000	27 275 000		-10 931	128 824	-139 755
- Accumulateurs EUR/USD	167 031 625	2 060 000	164 971 625		658 604	12 707	645 897
- Accumulateurs achat USD/EUR	7 800 000		7 800 000		-121 000		-121 000
- Contrats à terme EUR/USD	7 030 000		7 030 000		140 798		140 798
-TRFE vendeur EUR/USD	209 200 000		209 200 000		-614 000		-614 000
-TRFE Acheteur USD/EUR	148 160 000		148 160 000		-1 709 000		-1 709 000
Total risque de change	624 896 625	21 160 000	603 736 625	0	-1 253 673	242 952	-1 496 625
- Swap de taux	7 902 910		7 902 910		-261 014		-261 014
Total risque de taux	7 902 910	0	7 902 910	0	-261 014	0	-261 014
Total des instruments financiers	632 799 535	21 160 000	611 639 535	0	-1 514 687	242 952	-1 757 639

Pour les accumulateurs et les TRF, le nominal correspond au montant maximal cumulable en cas d'application systématique du ratio.

L'ensemble des instruments n'est pas qualifié de comptabilité de couverture.

23. Résultat par action

Résultat par actions	31/03/2013	31/03/2013 Ajusté	31/03/2014	Evolution
Nombre d'actions	25 000	25 000 000	26 625 845	6,50%
Résultat net part de Groupe	11 978 468	11 978 468	15 964 774	33,28%
Résultat net par action	479	0,48	0,60	25,14%

Résultat par action dilué	0.48	0.60
---------------------------	------	------

24. Gestion des risques

24.1 Risque de liquidité

Du fait de son activité et de sa croissance, la Société doit financer un important cycle de production où elle pourrait avoir besoin de renforcer ses fonds propres ou de recourir à des financements complémentaires afin d'assurer son développement.

Le financement du cycle de production est effectué via la cession d'une partie du poste « Clients » à des sociétés d'affacturage. Au 31 mars 2014, le montant des créances clients cédées s'élève à 24.75 millions d'euros.

Historiquement, la Société a financé son développement par mobilisation du poste clients notamment auprès de sociétés d'affacturage. La Société est exposée à un risque de limitation des en-cours, les sociétés d'affacturage limitant contractuellement le niveau des en-cours sur certains clients.

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

24.2 Risque de change

Une part significative du chiffre d'affaires de la Société et des paiements à ses fournisseurs est libellée en US dollars.

La Société possède des créances sur les clients, des dettes fournisseurs, des stocks et de la trésorerie en dollars.

Sur l'exercice 2013-2014, la Société a encaissé 113.56 millions de US dollars de ses clients et payé 42.14 millions de US dollars à ses fournisseurs. La Société a, par ailleurs, converti en euros 71.81 millions de US dollars.

Le résultat opérationnel et les liquidités de la Société sont soumis aux fluctuations des cours de change et, essentiellement, aux fluctuations de la parité euro/dollar.

L'impact de la variation de 5 Cts sur l'EBITDA du Groupe de la parité euro/dollar est exposé ci-dessous :

Sensibilité € VS Dollar US En M	
Montant encaissé	113,56M\$
Montant décaissé	42,14M\$
Montant converti	71,81M\$
Tx moyen €/ \$ exercice	1,2478
Impact EBITDA variation :	
+5 points	1,9 M€
-5 points	-2,3 M€

Le taux du dollar fait partie des hypothèses estimées dans le cadre des contrats de construction pour la détermination de la marge à terminaison.

Afin d'atténuer ce risque, la Société a mis en place une politique de couverture du risque de change avec ses banques afin de préserver sa rentabilité et sa trésorerie.

Toutefois, la Société ne peut garantir que sa politique de couverture la protégera efficacement contre les variations des changes.

Le tableau ci-dessous présente les positions prises par le Groupe au 31 mars 2014.

Instruments financiers	Nominal	Échéances		
		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
- Options de change EUR/USD	42 300 000	3 000 000	39 300 000	
- Options de change avec barrière EUR/USD	43 375 000	16 100 000	27 275 000	
- Accumulateurs EUR/USD	167 031 625	2 060 000	164 971 625	
- Accumulateurs achat USD/EUR	7 800 000	0	7 800 000	
- Contrats à terme EUR/USD	7 030 000	0	7 030 000	
-TRFE vendeur EUR/USD	209 200 000	0	209 200 000	
-TRFE Acheteur USD/EUR	148 160 000	0	148 160 000	
Total risque de change	624 896 625	21 160 000	603 736 625	0

24.3 Risque de taux

L'endettement existant au 31 mars 2014 se présente comme suit :

Dette K€	En				
		Total dette	Taux fixe	Taux	SWAP
				Variable	
Emprunt crédit bail		35 808	26 899	8 909	4 550
Emprunt bancaire		39 174	16 136	23 038	1 143
Financement court terme		24 657		24 657	
Total		99 639	43 035	56 604	5 693
		100%	43,19%	56,81%	10,06%

Les expositions au risque de taux d'intérêt sont relatives au financement des créances clients et au financement d'une partie de la dette à terme. Les intérêts sont indexés sur l'Euribor.

Seule une partie de ces positions, représentant environ 5.69 millions d'euros (Cf. tableau ci-dessus) fait l'objet d'une assurance contre une hausse importante de cet indice, par le biais de swap de taux.

Une variation de +/- 5 cts de la moyenne de l'Euribor 3 mois sur l'exercice aurait eu un impact de +/- 225 k€ sur le résultat du Groupe.

25. Effectif

	31/03/2013	31/03/2014	Evolution
Cadres et équivalents	182	209	15,10%
Non Cadre	882	1 162	31,67%
Personnels extérieurs	17	62	267.24%
Total	1 081	1 432	32,54%

Ventilation par secteur d'activités		31/03/2014	
Aérostructure		1 105	77,16%
Montage sur site		106	7,40%
Usinage et traitement de surface		115	8,00%
Mécanique générale et chaudronnerie		107	7,44%
TOTAL		1 432	100,00%

26. Engagements financiers

26.1 Engagements reçus

- garantie COFACE : 22 942 918 €
- garantie OSEO UIMM : 1 109 084 €
- garantie OSEO: 96 625 €
- garantie OSEO sur l'opération de lease back à hauteur de 90% de l'en cours.

26.2 Engagements donnés

Crédit-bail mobilier

En K€		redevance payées		redevance restant a payer			
poste du bilan	cout d'entrée	de l'exercice	cumule depuis début contrat	jusqu'à 1 an	de 1 a 5 ans	*+ 5 ans	total a payer
Pont roulant B5 BPRP	58	11	56	11			12
Banc réglage Lorequip	62	14	50	14	6		20
Dell equalogic		6	61				
Machine à mesurer ZEISS	60	13	47	9			9
Bras Faro	61	16	38	16	11		27
mors à chien	60	13	22	13	30		43
TOTAL	301	74	275	64	47		111

Les crédits-baux mobiliers mentionnés ci-dessus n'ont pas été retraités en consolidation car leur valeur unitaire était inférieure au seuil retenu pour le retraitement (75 K€)

Location simple

Le groupe a recours dans le cadre de son activité à de la location simple de certains biens. Le montant de l'engagement au titre des différents contrats de locations en cours au 31 mars 2014 est de 2 538 K€ contre 3 275 K€ au 31 mars 2013.

Total loyer en K€	Part à - 1 an	Part à + 1 an et - 5 ans	Part à + 5 ans
2 538	1 030	1 401	107

Dettes garanties par des sûretés réelles

Le montant des dettes financières garanti par des sûretés réelles (nantissement de fonds de commerce et de matériel, hypothèque sur bâtiment, garantie COFACE ou OSEO, gage sur stock) ; s'élève à 36 165 k€.

27. Parties liées

En K€	Achats HT	Dettes fournisseurs	Ventes HT	Créances clients
Opération avec des entreprises liées	2 869	2 515	795	531

Avec la société MP USICAP

La société MP USICAP est un sous-traitant du Groupe qui lui achète des prestations d'usinage de pièces aéronautique. Le Montant des achats est de 1 365 k€ HT. L'en cours fournisseur au 31 mars 2014 est de 1 819 k€ La Groupe a facturé à la société MP USICAP des prestations d'usinage pour un montant de 182 k€ et des prestations de gestions pour un montant de 5 k€. L'en cours client au 31 mars 2014 est de 211 k€

Avec le Groupe Avantis Engineering

Le Groupe Avantis Engineering vend au Groupe des prestations de programmations de moyens de production et des prestations d'études de sous-ensembles.

Le montant des achats effectués est de 1 504 K€, l'en cours fournisseurs au 31 mars 2014 est de 695 k€.

Le Groupe, via la société MTI a facturé au Groupe Avantis Engineering des prestations d'usinage et de mécano soudure pour un montant de 613 k€. L'en cours client est de 211 k€.

28. Rémunération des membres du Comité de Direction

Exercice	Effectif moyen	Rémunération
2012-2013	7,6	556 896
2013-2014	8	680 811

29. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux
pris en charge par le Groupe

	FIDAUDIT				KPMG				SODECAL				Autres CAC			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	31/03/2014	31/03/2013	31/03/2014	31/03/2013	31/03/2014	31/03/2013	31/03/2014	31/03/2013	31/03/2014	31/03/2013	31/03/2014	31/03/2013	31/03/2014	31/03/2013	31/03/2014	31/03/2013
Audit																
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés																
Emetteur	68100	56750	91,3%	88,3%	74850		100,0%		19 200	19 200	62,6%	76,8%				0,0%
Filiales intégrées globalement	6 500	7 500	8,7%	11,7%					11450	5800	37,4%	23,2%	5 747			100,0%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes																
Emetteur			0,0%	0,0%							0,0%	0,0%				
Filiales intégrées globalement			0,0%	0,0%							0,0%	0,0%				
Sous-Total	74 600	64 250	100,0%	100,0%	74 850		100,0%		30 650	25 000	100,0%	100,0%	5 747	0		100,0%
Autres Prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement																
Juridique, fiscal, social			0,0%	0,0%							0,0%	0,0%				
Autres			0,0%	0,0%							0,0%	0,0%				
Sous-Total	0	0	0,0%	0,0%					0	0	0,0%	0,0%	0	0		0,0%
Total	74 600	64 250	100%	100%	74 850				30 650	25 000	100%	100%	5 747	0		100%

30. Evènements postérieurs à la clôture

Le Groupe a fait l'acquisition en date du 2 mai 2014 de la filiale américaine de SONACA. Cette société implantée à Wichita (Kansas) est spécialisée dans l'assemblage de sous-ensembles aéronautiques et dans le traitement de surface de pièces aéronautiques de moyennes et grandes dimensions.

La ville de Wichita est un des principaux centres mondiaux de fabrication de la partie aérostructure des avions. Au 31 décembre 2013 cette société a réalisé un chiffre d'affaires de 7.9 M\$ pour un résultat net de -1.9 M\$, elle compte 40 salariés.

Cette société n'a pas été consolidée au 31 mars 2014.

20.1.3. Comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 mars 2013

1. Etats financiers consolidés

1.1 Etat de la situation financière consolidée

Groupe FIGEAC AERO

Actif consolidé en k€	Notes Annexes	31/03/2013	31/03/2012	31/03/2011
Ecart d'acquisition				
Frais de développement		7 631	5 574	4 410
Autres immobilisations incorporelles		735	1 476	1 168
Total immobilisations incorporelles	6,1	8 366	7 051	5 578
Terrains		759	695	610
Constructions		14 815	12 469	12 636
Installations techniques		36 014	30 552	18 827
Autres immobilisations corporelles		2 901	2 337	4 395
Total immobilisations corporelles	6,2	54 488	46 053	36 468
Participations mises en équivalence				
Impôts différés	15,2	6 139	5 291	5 273
Instruments financiers				
Autres actifs financiers	6,3	1 552	833	427
Autres actifs non courants	8,1	472	7	
TOTAL ACTIF NON COURANT		71 018	59 235	47 746
Stocks et en-cours	7,1	82 106	59 268	37 822
Créances clients	8,1	36 807	29 144	20 987
Créances fiscales				
Instruments financiers			215	
Autres actifs courants	8,1	5 909	5 470	7 026
Trésorerie et équivalent de trésorerie	9	1 911	4 022	5 133
TOTAL ACTIF COURANT		126 733	98 119	70 968
TOTAL ACTIF		197 751	157 354	118 714

Groupe FIGEAC AERO

Capitaux Propres et Passif consolidés en k€	Notes Annexes	31/03/2013	31/03/2012	31/03/2011
------------------------------------------------	------------------	------------	------------	------------

Capital	10,1	3 000	3 000	3 000
Primes				
Réserves		23 508	11 798	11 311
Report à nouveau				
Réserve de conversion				
Résultat de l'exercice		11 980	11 627	578
Capitaux Propres attribuables au Groupe	10,2	38 487	26 425	14 889
Réserves minoritaires		171	252	189
Intérêts minoritaires	10,2	171	252	189
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		38 658	26 677	15 078
Emprunts auprès des établissements de crédit	14,1	28 083	19 082	11 079
Avances remboursables	14,2	10 013	8 917	3 588
Dettes financières location financement	14,1	22 523	22 259	21 754
Autres dettes financières	14,1	1 272	1 758	652
Total des dettes financières non courantes		61 891	52 016	37 073
Autres provisions	11	7 460	8 009	8 924
Impôt différé passif	15,2	11 762	7 457	4 130
Provision pour retraite et autres avantages à long terme	11	997	737	1 744
Instruments financiers	22	2 727		
Autres passif non courants	12	1 962	1 620	60
Produits différés partie non courant	12	3 195	2 705	3 354
TOTAL PASSIF NON COURANT		89 994	72 543	55 285
Autres provisions				
Dettes financières à court terme	9	18 198	12 638	12 988
Partie courantes dettes financières à terme	14,1	10 012	8 926	6 894
Avances remboursables	14,2	147	204	415
Total des dettes financières courantes		28 356	21 769	20 296
Fournisseurs	12	23 155	21 894	17 609
Dettes fiscales	12	4 163	3 188	2 373
Instruments financiers				71
Autres passifs courants	12	12 282	9 958	6 588
Produits différés	12	1 143	1 325	1 414
TOTAL PASSIF COURANT		69 099	58 133	48 351
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF		197 751	157 354	118 714

Groupe FIGEAC AERO

Etat du résultat consolidé en k€	Notes Annexes	31/03/2013	31/03/2012	31/03/2011
Chiffre d'affaires	16	137 129	109 585	72 187
Autres produits de l'activité	17	6 535	4 983	4 219
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		18 647	189 22	9 054
Achats consommés	18	-70 018	-59 594	-38 075
Charges de personnel	19	-44 897	-36 416	-27 247
Charges externes	18	-13 091	-11 283	-7 681
Impôts et taxes		-2 285	-1 521	-1 526
Dotations aux amortissements	20	-10 179	-7 333	-5 916
Dotations nettes aux provisions		279	356	-2 494
Résultat opérationnel courant		22 121	17 698	2 521
Autres produits opérationnels	21	2 657	5 682	4 334
Autres charges opérationnelles	21	-3 683	-5 321	-4 832
Résultat opérationnel		21 095	18 059	2 022
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		4	20	23
Intérêts financiers		-2 702	-2 233	-1700
Coût de l'endettement financier net	22	-2 698	-2 213	-1 677
Gains et pertes de change réalisés	22	1 895	599	59
Gains et pertes latents sur instruments financiers	22	-2 942	286	-71
Autres charges et produits financiers	22	-169	464	-76
Quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence				
Impôt	15,1	-5 203	-5 652	-22
Résultat de la période		11 978	11 544	235
* attribuable au Groupe				
* intérêts minoritaires		1	83	342

1.3 Etat du résultat global consolidé

Groupe FIGEAC AERO				
Etat du résultat global en k€	Notes Annexes	31/03/2013	31/03/2012	31/03/2011
Résultat de la période		11980	11627	578
Engagements postérieurs à l'emploi - Ecart actuariels Impôts différés - Engagements postérieurs à l'emploi - Ecart actuariels Ecart de conversion		-81		
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres		-81		
Résultat global de la période		11 899	11627	578
* attribuable au Groupe		11 898	11544	235
* intérêts minoritaires		1	83	342

Nombre d'actions	23	25 000	25 000	25 000
Résultat par actions		479,14	461,75	9,41

Résultat par action dilué		479,14	461,75	9,41
---------------------------	--	--------	--------	------

1.4 Tableau de flux de trésorerie consolidé

Groupe FIGEAC AERO			
Tableau des flux de trésorerie consolidé en k€	31/03/2013	31/03/2012	31/03/2011
Résultat net de la période	11978	11544	235
<i>Ajustement pour:</i>			
Amortissements et provisions	10039	5446	8672
Résultat de cession d'immobilisations	840	-261	80
Interêts financiers			
Charge d'impôt courant et CIR			
Variation des impôts différés	3455	3329	-243
Autres produits et charges			
Quote-part dans le résultat des entreprises associées			
Résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement	26313	20058	8744
Variation stock	23219	21955	10988
variation autres créances exploitation	8403	7354	8410
variation autres dettes exploitation	-4897	-10855	-7848
variation charges et produits constatés d'avances	-3136	747	-1649
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	23588	19201	9901
Trésorerie provenant des activités opérationnelles	2725	857	-1158
Décaissement impôt sur les sociétés			
Encaissement crédit impôt recherche			
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2725	857	-1158
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :</i>			
Acquisitions d'immobilisations	-23910	-25500	-18817
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	2611	5480	3820
Part des minoritaires rachetées au cours de la période			
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-21299	-20020	-14997
<i>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :</i>			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Augmentation de capital en numéraire chez la société mère			
Augmentation de capital en numéraire chez les filiales (part versée par les minoritaires)			
Interêts financiers			
Nouveaux emprunts	20514	28307	26878
Remboursements d'emprunts	-9611	-9906	-10550
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	10903	18401	16328
Incidence des variations de cours de devises sur les disponibilités			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	-8616	-7854	-8027
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	-16286	-8616	-7854
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	-7670	-762	173

1.5 Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Réserve consolidé	Résultat consolidé	Total capitaux propres part de Groupe	Intérêts minoritaires
Exercice clos le 31/03/11	3 000	11 311	577	14 888	189
Affectation résultat 2010-2011		577	-577		
Autres variations		-90		251	147
Dividendes versés					
Résultat de la période			11 627	11 627	-83
Exercice clos le 31/03/12	3 000	11 798	11 627	26 425	252
Affectation résultat 2011-2012		11 627	-11 627		
Autres variations		162		162	-80
Dividendes versés					
Résultat enregistré directement en capitaux propres		-80		-80	
Résultat de la période			11 980	11 980	-1
Exercice clos le 31/03/13	3 000	23 507	11 980	38 487	171

Intérêts Minoritaires	
Situation clôture N-1	252
Résultat de l'exerc. 2013	-1
Autres variations (1)	-80
Situation clôture N	<u>171</u>

(1) Ajustement part minoritaire suite achats au nominal d'actions MTI

2. Généralités

2.1 Présentation du Groupe

Le Groupe FIGEAC AERO est un groupe industriels à forte dominante aéronautique dont l'activité s'articule autour de 4 axes principaux :

- Réalisation de pièces de structure pour l'aéronautique
 - Réalisation de sous-ensembles aéronautiques (usinage et assemblage),
 - Réalisation de pièces de structure, aéronautiques
 - Pièces moteurs et pièces précises aéronautiques
- Montage en atelier et sur site de sous ensembles aéronautique
- Mécanique générale et chaudronnerie lourde
- Usinage de précision et traitement de surface

Ces secteurs d'activité ont été retenus dans le cadre de l'activité sectorielle.

Le Groupe est un partenaire de premier plan des grands donneurs d'ordre du secteur aéronautique. Le Groupe intervient en rang 1 ou 2 des avionneurs, des motoristes et des principaux équipementiers.

Le Groupe s'est positionné sur la conception et la fabrication :

- **de pièces de structures et sous-ensembles** (pièces fabriquées assemblées et prêtes à être intégrées dans la partie de l'avion concernée),

- **de pièces moteur et précises,**

Le Groupe est également positionné sur la fabrication de ces pièces sur de nombreux programmes (cf. tableau ci-dessous), principalement dans le domaine de l'aviation commerciale, et accessoirement dans le militaire.

Constructeurs	Programmes dans lesquels intervient le Groupe
AIRBUS	A318/319/320/321 A330-340 A350 A380 A400M
ATR	ATR 42 ATR 72
BOEING	747-8 787
BOMBARDIER	CRJ 700/ 900/1000 Global Express CL300 / CL605 / DASH 8
DAHER SOCATA	TBM 850
DASSAULT	FALCON 900 / 2000 FALCON 7X RAFALE
EMBRAER	ERJ 145 / ERJ 170 ERJ190 LEGACY 450-500
EUROCOPTER	NH90
GULFSTREAM	G150/ G280/ G550 / G650
Moteurs	CFM 56 / GP7200 / TRENT 500 et 700 / M88 / TP 400 / GE 90-115

Le Groupe entretient des relations étroites avec AIRBUS, dont il est depuis 2009 l'un des 20 fournisseurs stratégiques mondiaux pour les pièces élémentaires.

Par le biais d'un partenariat stratégique en place avec AIRBUS, le Groupe bénéficie notamment d'un transfert de technologie et de savoir-faire en provenance de l'avionneur européen concernant l'usinage des métaux durs.

Au travers de la conception et de la fabrication des pièces élémentaires (pièces de structure en aluminium ou en titane, pièces moteur et pièces précises en acier, titane ou inconel), ou de sous-ensembles, le Groupe intervient sur les différentes parties des avions, à savoir :

- **Cockpit** : encadrements des hublots, planches de bords, consoles centrales et latérales ;
- **Fuselage** : planchers assemblés, cadres et panneaux de fuselages, cloisons de pressurisation, ferrures et supports divers ;
- **Portes** : structures, mécanismes, ferrures de porte ;
- **Ailes** : longerons, nervures, panneaux, rails de volets ;
- **Moteurs** : pièces de mats, carters, viroles en aluminium et en titane, pièces d'entrée d'air ;
- **Inverseurs de poussée** : poutres, cadres, portes : et

- **Trains d'atterrissage** : compas

Une partie de la production des pièces de structure est réalisée par la filiale low cost FGA TUNISIE.

Le Groupe propose à ses clients des prestations complètes intégrant :

- *la réalisation des études et l'industrialisation* : avec un bureau des méthodes composé de 39 ingénieurs et techniciens, le Groupe réalise la phase de conception de la pièce assistée par ordinateur et prépare les dossiers techniques pour la fabrication ;
- *la gestion des approvisionnements* ;
- *les processus d'usinage et de formage* ;
- *la réalisation du contrôle dimensionnel* ;
- *le traitement de surface* ; et
- *l'assemblage*.

Le Groupe a développé une activité de montage de sous ensemble aéronautique sur le site de Méaulte (80) portée par FGA PICARDIE.

A travers sa filiale MTI, le Groupe exerce une activité de chaudronnerie (mécano-soudure et usinage de pièces de grande dimension), pour diverses industries, notamment l'industrie pétrolière et automobile (moules pour les pneus).

A travers sa filiale MECABRIVE, le Groupe propose l'usinage de pièces complexes, le traitement de surface et le montage, pour l'industrie aéronautique et spatiale, mais aussi pour l'industrie des biens d'équipements et l'électronique.

Le Groupe a développé une activité de montage de sous ensemble aéronautique sur le site de Méaulte (80) portée par FGA PICARDIE.

Le Groupe s'est doté **de compétences et d'un outil industriel de pointe** lui permettant de maintenir **son avance technologique** sur ses concurrents **en matière d'usinage** (grande dimension, métaux durs, usinage grande vitesse...).

2.2 Evénements majeurs intervenus au cours de l'exercice

L'exercice 2012-2013 fut une année riche en événements pour le Groupe :

- démarrage de la production série en Tunisie ;
- démarrage de l'activité d'assemblage de sous-ensembles aéronautique sur le site de MEAULTE (80) ;
- premiers sous-ensembles de l'Airbus A 350 livrés à AIRBUS, AEROLIA et SPIRIT.

3. Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthode et règles d'évaluation

3.1 Base de préparation des états financiers consolidés

Les comptes consolidés du Groupe FIGEAC AERO (« le Groupe ») ont été arrêtés par le conseil d'administration du 13 août 2013.

Les comptes consolidés de l'exercice 2013 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS tel que publié par l'IASB et adopté par l'Union Européenne au 31 mars 2013.

Ces états financiers consolidés sont les premiers établis selon le référentiel IFRS. Les données comparatives de l'exercice 2012 sont établies selon le même référentiel.

Les dispositions d'IFRS 1 (Première application des normes internationales) ont été appliquées au bilan d'ouverture au 1^{er} avril 2012. Les incidences de ce changement de référentiel sont présentées à la note 31.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standard), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers sont présentés en K€ arrondis au millier d'euros le plus proche.

Ils sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Le Groupe a choisi de présenter les éléments non récurrents significatifs au sein de son résultat opérationnel. La partie non récurrente est présentée après le sous total « Résultat opérationnel courant », le sous-total en résultant étant le « Résultat opérationnel »

Au bilan, les actifs/passifs du Groupe inférieurs à 1 an sont classés en courant. Tous les autres actifs/passifs sont classés en non courant.

Les principes et méthodes comptables du Groupe sont décrits ci-après.

Les principaux taux de conversion utilisés sont les suivants (en valeur pour 1 €) :

	31/03/2013		31/03/2012	
	Bilan	Résultat	Bilan	Résultat
Dollar US	1.2805	1.2928	1.3340	1.3822
Dinar Tunisien	2.0447	2.0286	2.00	1.970

3.2 Date de clôture des exercices des sociétés consolidées

La société mère FIGEAC AERO ainsi que les sociétés MECABRIVE INDUSTRIES, FGA TUNISIE, FIGEAC HERS et FGA USA sont consolidées sur la base de leur bilan arrêté au 31 mars 2013, d'une durée de 12 mois.

La société MTI ayant clos son exercice au 31 décembre 2012, les comptes individuels ont été retraités pour tenir compte des opérations significatives ou ayant une incidence sur l'établissement des comptes consolidés survenues entre le 1^{er} janvier 2013 et le 31 mars 2013.

3.3 Application de normes, amendements et interprétations applicables pour les états financiers

Les nouveaux textes IAS/IFRS et interprétations entrés en vigueur à compter du 1er avril 2012 et appliqués par le Groupe pour l'établissement de ses comptes consolidés au 31 mars 2013 sont les suivants :

- Amendement à IFRS 7 - Informations à fournir en matière de transferts d'actifs financiers ;

L'application de cette nouvelle norme n'a pas d'incidence sur les comptes consolidés.

Les nouveaux textes IAS/IFRS et interprétations adoptés par l'Union Européenne mais avec une date d'application pour les exercices ouverts après le 1er avril 2012 sont les suivants :

- ❖ IFRS 13 – Evaluation à la juste valeur ;
- ❖ IFRS 10 – Consolidation ;
- ❖ IFRS 11 – Partenariats ;
- ❖ IFRS 12 – Informations à fournir sur l'implication avec d'autres entités ;
- ❖ Amendements consécutifs à IFRS 10, 11, 12 sur IAS 27 et IAS 28 ;
- ❖ Amendements de transition à IFRS 10, 11 et 12 ;
- ❖ Amendement à IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global ;
- ❖ Amendements à IAS 19 – Avantages post-emploi ;
- ❖ Amendements à IFRS 1 – Hyperinflation sévère et suppression de dates fixes ;
- ❖ Amendements à IAS 12 – Impôts différés – Recouvrement des actifs sous-jacents ;
- ❖ Amendements à IFRS 7 – Information à fournir sur la compensation des actifs et passifs financiers ;
- ❖ Amendements à IAS 32 – Compensation des actifs et passifs financiers ;
- ❖ IFRIC 20 – Frais de découverte ;

❖ Améliorations annuelles 2009-2011.

Le Groupe a choisi d'appliquer de façon anticipée à compter du 1^{er} janvier 2012, les amendements à IAS 19. Ainsi, pour l'établissement des comptes consolidés 2012, les écarts actuariels sont comptabilisés dans les OCI (autres éléments du résultat global) et impactent désormais directement les capitaux propres. Au 31 mars 2013, l'impact net d'impôt des écarts actuariels sur les avantages post-emploi s'élève 81 K€.

Par ailleurs, le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les autres normes, interprétations et amendements adoptés par l'Union Européenne pour l'établissement des comptes consolidés 2013. Leurs applications ne devraient pas avoir d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

Les normes IAS/IFRS, interprétations et amendements publiés après le 1^{er} avril 2012 et non applicables à la clôture 2013 sont les suivants :

- ❖ IFRS 9 – Instruments financiers – Classification et évaluation actifs et passifs financiers ;
- ❖ Amendements à IFRS 10, 12 et IAS 27 – Entités d'investissement ;
- ❖ Amendements à IFRS 1 – Prêts gouvernementaux ;
- ❖ IFRS 1 – Première application des IFRS (application répétée d'IFRS 1 ; coût d'emprunt) ;
- ❖ IAS 1 – Présentation des états financiers (clarification des obligations en termes d'informations comparatives) ;
- ❖ IAS 16 – Immobilisations corporelles (classement des pièces de rechange) ;
- ❖ IAS 32 – Présentation des instruments financiers (effet fiscal de distribution aux porteurs d'instruments de capitaux propres) ;
- ❖ IAS 34 – Etats financiers intermédiaires (informations sur les actifs et passifs sectoriels).

Ces nouvelles normes, interprétations et amendements n'auront pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

3.4 Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers nécessite de la part du Conseil d'Administration de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Le Conseil d'Administration revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement

L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière principalement pour :

- la marge estimée au titre des contrats de construction (note 3.15) ;
- les provisions sur stock (note 3.15) ;
- la valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité (note 3.11) ;
- la juste valeur des instruments financiers (note 3.18) ;
- les retraites et autres avantages au personnel à long terme et postérieurs à l'emploi (note 3.19).

Au 31 mars 2013, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers ont été réalisées dans un contexte de difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. Les estimations et hypothèses retenues dans les comptes consolidés ont été déterminées à partir des éléments en possession du groupe à la date de clôture et notamment, concernant les contrats de construction, en fonction des prévisionnels de commandes des avionneurs.

3.5 Méthode de conversion des éléments en devises

Les charges et produits en monnaies étrangères sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération au taux de transaction.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre valeur en euros au taux de conversion en vigueur à la date de clôture de l'exercice. La différence, résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au compte de résultat financier.

3.6 Filiales

Les sociétés contrôlées directement ou indirectement par la société Figeac Aéro sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. La notion de contrôle est existante dès lors que la société mère détient directement ou indirectement le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise et d'en tirer un avantage dans ses activités.

La méthode de consolidation par intégration globale consiste à intégrer l'ensemble des actifs, passifs, produits et charges. La part des actifs et résultats attribuables à des actionnaires minoritaires est comptabilisée en tant qu'intérêts minoritaires au niveau du bilan et du compte de résultat consolidé. Les filiales sont intégrées dans le périmètre de consolidation à compter de la date de prise de contrôle.

Les sociétés MTI, MECABRIVE INDUSTRIES, FIGEAC HERS, FGA TUNISIE, FGA PICARDIE et FGA USA étant contrôlées exclusivement de droit par la société mère FIGEAC AERO, celles-ci sont consolidées selon la méthode de l'Intégration Globale.

La société AEROTRADE étant sous contrôle conjoint de ses neuf associés détenant chacun une participation équitable du capital, et son activité n'ayant pas débuté, elle n'est pas consolidée (*la liste des sociétés appartenant au périmètre de consolidation est précisée en note 4*).

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes et méthodes comptables retenus par le Groupe et en conformité avec le référentiel comptable.

Après identification des opérations intragroupes, l'ensemble des créances et dettes ainsi que des charges et des produits relatifs à ces opérations et les profits internes ont été éliminés des comptes consolidés.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises à compter de leur date d'acquisition ou de création.

3.7 Entreprises associées

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20 %.

La méthode de consolidation retenue est la mise en équivalence qui consiste à comptabiliser au bilan un montant reflétant la part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise associée, majorée le cas échéant du goodwill généré par l'acquisition d'origine.

3.8 Elimination des opérations internes au Groupe

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes et méthodes comptables retenus par le Groupe et en conformité avec le référentiel comptable.

Les opérations réalisées entre des filiales consolidées sont éliminées en totalité, ainsi que les créances et dettes qui en résultent. Il en va de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, résultats de cession) qui sont éliminés du résultat consolidé. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Après identification des opérations intragroupes, l'ensemble des créances et dettes ainsi que des charges et des produits relatifs à ces opérations et les profits internes ont été éliminés des comptes consolidés.

3.9 Etats financiers des entités étrangères

Les postes de l'actif et du passif des entités consolidées dont la devise de fonctionnement est différente de l'euro sont convertis au cours de clôture, à l'exception des capitaux propres de chaque entité qui sont comptabilisés au cours historique. Les produits et les charges sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transactions ou, en pratique, à un cours qui s'en approche et qui correspond, sauf en cas de fluctuations importantes des cours, au cours moyen de la période clôturée. Les écarts de change résultant de ces conversions sont comptabilisés dans les capitaux propres consolidés (écart de conversion).

Conformément à l'IAS 21, les différences de change relatives à des financements permanents faisant partie de l'investissement net dans une filiale consolidée sont constatées dans les capitaux propres (en réserve de conversion). Lors de la cession ultérieure de ces investissements, les résultats de change cumulés constatés dans les capitaux propres seront enregistrés en résultat.

Aucune filiale étrangère n'a pour monnaie fonctionnelle la monnaie d'une économie hyper inflationniste.

3.10 Ecart d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la norme IFRS 3 révisée. Les actifs identifiables acquis et passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et, le cas échéant, la participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable (y compris ajustements de juste valeur) de l'entité acquise. Cette option est disponible au cas par cas pour chaque opération de regroupement d'entreprises. Les coûts directs liés à l'acquisition (frais de transaction) sont constatés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus. Toute quote-part antérieurement détenue dans l'entreprise acquise, avant la prise de contrôle, est réévaluée à sa juste valeur et le produit ou la perte correspondante enregistrée en résultat.

Les actifs identifiables et les passifs repris sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et les changements de juste valeur seront dans le futur constatés en résultat au delà du délai d'affectation d'un an. Les ajustements de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date d'acquisition.

Après la date d'acquisition, l'ajustement de prix est évalué à sa juste valeur à chaque arrêté des comptes. Au delà du délai d'affectation, tout changement ultérieur de cette juste valeur sera constaté en résultat. Le prix d'achat payé par l'acquéreur, qui inclut une part contingente, est évalué et reconnu à sa juste valeur à la date d'acquisition, les variations subséquentes de juste valeur de la part contingente présentées au passif, étant reconnues conformément à IAS 39, IAS 37 ou autre norme IFRS applicable, seront comptabilisées soit en résultat net, soit en Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres.

A la date d'acquisition, le goodwill déterminé à l'occasion de chaque regroupement d'entreprises pourra être évalué soit sur la base de la quote-part de l'actif net acquis (y compris ajustements de juste valeur), soit sur la base de la valeur globale de l'entreprise.

Lorsqu'ils sont générés par l'acquisition de sociétés intégrées globalement ou proportionnellement, les écarts d'acquisition positifs sont portés à l'actif du bilan dans la rubrique « Ecart d'acquisition » et les écarts d'acquisition négatifs sont enregistrés immédiatement en résultat. En revanche, les écarts d'acquisition provenant de l'acquisition de sociétés mises en équivalence sont enregistrés dans la ligne « participations comptabilisées par mise en équivalence » conformément à IAS28.

Les écarts d'acquisition peuvent être corrigés dans le délai d'affectation d'un an après la date d'acquisition pour tenir compte de l'estimation définitive de la juste valeur des actifs et passifs acquis. Au-delà de ce délai, les ajustements sont enregistrés en résultat.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au moins une fois par an et à chaque fois qu'il existe des événements ou circonstances indiquant une perte de valeur.

Le groupe réalise à la clôture de chaque exercice à une évaluation de leurs valeurs recouvrables. Une dépréciation exceptionnelle individuelle est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable.

3.11 Autres actifs incorporels immobilisés

Les immobilisations incorporelles sont des actifs non monétaires identifiables (résultant d'un droit légal ou susceptibles d'être vendus, transférés, loués ou échangés de manière isolée ou avec un contrat, un autre actif ou passif), sans substance physique, détenus en vue d'une utilisation pour la production ou la fourniture de biens ou de services, pour la location à des tiers ou à des fins administratives.

Les immobilisations incorporelles doivent répondre aux critères ci-dessous :

- Probabilité d'obtenir des avantages économiques futurs attribuables à cet actif ;
- Evaluation fiable du coût de l'actif.

Le mode d'amortissement utilisé reflète le rythme de consommation par l'entreprise des avantages économiques de l'immobilisation.

Les actifs incorporels détenus par le Groupe sont principalement :

- *des frais de recherche et de développement pour améliorer les procédés industriels et amortis sur une durée de 5 ans ;*

Les frais de développement sont obligatoirement activés en IFRS si tous les critères suivants sont vérifiés :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
 - l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
 - la capacité à utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
 - la façon dont l'immobilisation incorporelle va générer des avantages économiques probables futurs ;
 - la disponibilité des ressources techniques, financières et autres pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
 - la capacité à évaluer les dépenses de façon fiable
- *des logiciels et autres licences (durée d'amortissement de 1 à 3 ans).*

Les actifs incorporels sont amortis sur leur durée d'utilité. Le Groupe ne détient pas d'actif incorporel à durée de vie indéfinie. Les immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. S'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué comme décrit dans la note 3.13. Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

Les méthodes et durée d'amortissement retenues sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles	Méthode	Durée
Logiciels et progiciels	Linéaire	1 à 3 ans
Frais de recherche et développement	Linéaire	5 ans

Les sociétés FIGEAC AERO et MECABRIVE INDUSTRIES ont poursuivi leur activité de R&D notamment engagé dans le cadre des nouveaux programmes aéronautiques sur lesquels les sociétés sont positionnées en distinguant clairement les phases de recherche et de développement. Les phases de développement activés sont distincts des dépenses engagées dans le cadre de contrats de partenariat dits de 'risk sharing'.

3.12 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, qui comprend le prix d'achat et frais accessoires, ou à leur coût de production (production immobilisée). Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de ces immobilisations.

Dès, l'acquisition de l'actif, le coût total d'un actif fait l'objet d'une répartition entre l'actif principal et les différents composants comptabilisés séparément, et les frais accessoires par simplification sont attribués à l'actif principal.

Compte tenu du fait que les actifs acquis par le Groupe n'ont pas pour vocation d'être revendus avant leur fin de vie économique, aucune valeur résiduelle n'a été appliquée aux différents actifs corporels immobilisés.

Le mode d'amortissement reflète le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à l'actif.

Les amortissements pour dépréciation de chaque actif principal et composant sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, en fonction de la durée réelle d'utilisation prévue.

Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel, sur la ligne « dotations aux amortissements ».

Les durées d'utilisations retenues sont les suivantes :

- Pour les constructions et agencements : de 5 à 30 ans selon la nature de la construction et de l'agencement
- Pour les matériels industriels : de 3 à 10 ans selon la nature et l'usage de ces matériels
- Pour les mobiliers et matériels informatiques : de 3 à 6 ans selon l'usage de ces équipements
- Pour le matériel de transport : de 2 à 5 ans selon l'usage de ces véhicules.

3.13 Dépréciation des actifs

Les valeurs comptables des actifs du Groupe (autres que les stocks et les actifs d'impôt différé) sont examinées à chaque clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice qu'un actif ait subi une perte de valeur. Si un tel indice est identifié (baisse de valeur sur le marché ou obsolescence accélérée par exemple), un test de dépréciation est réalisé.

Concernant les actifs incorporels non encore disponibles pour utilisation ou dont la durée d'utilité est indéfinie, et pour les écarts d'acquisition, ce test de dépréciation est effectué au minimum une fois par an.

Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur comptable de l'actif ou du groupe d'actifs concerné à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net de coûts de sortie et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée de l'estimation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée d'utilité.

Une dépréciation est constatée à chaque fois que la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable doit être estimée pour chaque actif pris individuellement. Si cela n'est pas possible, IAS 36 impose à une entreprise de déterminer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Les actifs sont donc « rattachés » à des Unités Génératrices de Trésorerie (le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie d'autres actifs ou groupes d'actifs).

Compte tenu du fait qu'à l'intérieur de chaque secteur d'activité du Groupe, les actifs immobilisés utilisés ne sont pas spécifiques à une activité ou à une branche mais sont utilisables par l'ensemble du secteur (pas d'indépendance des entrées de trésorerie entre eux), les Unités Génératrices de Trésorerie retenues sont les différents secteurs d'activité du Groupe pris individuellement.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une Unité Génératrice de Trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à cette Unité Génératrice de Trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'Unité, au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'Unité.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable.

La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

3.14 Contrats de location et de location-financement

Les opérations réalisées au moyen d'un contrat de location financement dont la valeur d'origine est supérieure à 75 000 euros, sont retraitées selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine au contrat.

Les actifs ainsi détenus sont comptabilisés pour leur juste valeur à la date de conclusion du bail avec pour contrepartie au passif la constatation des dettes en emprunts égales aux coûts d'entrée. Ces actifs sont ensuite amortis conformément aux méthodes comptables du groupe décrites ci-avant. L'incidence fiscale de ces retraitements est en compte à l'aide des impôts différés.

Les contrats de location dans lesquels le bailleur ne transfère pas la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges dans le compte de résultat.

3.15 Stocks et en-cours

Matières premières et autres approvisionnements

La valeur brute des matières premières et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires (coefficient d'approvisionnement). Des dépréciations sont constituées sur les matières premières selon le barème suivant et pour lesquels aucune consommation n'est prévue :

- sans mouvement depuis + 18 mois et moins de 24 mois50 %
- sans mouvement depuis + de 24 mois.....75 %

En cours de production (hors contrats de constructions)

Les en cours de production sont évalués suivant la méthode du coût de revient complet à l'exception des frais non liés à la production et de la sous activité éventuelle. Une dépréciation de l'encours est constatée dans les cas où le prix de revient attendu du produit fini auquel il est incorporé est supérieur à son prix de vente escompté diminué des frais de distribution.

Contrats de construction / partenariat

Le Groupe a conclu avec certains de ses clients des contrats de partenariat dont les caractéristiques sont celles des contrats de construction au sens de IAS 11 :

- contrat relatif à la production d'un ensemble de biens étroitement liés ou interdépendants en terme de conception, technologie et fonction ;
- dont la durée couvre plusieurs exercices.

La comptabilisation de ces contrats répond aux critères ci-dessous :

Les produits et les coûts principaux pris en compte dans le cadre de l'application des contrats de construction sont :

a) pour les produits :

- le montant initial des produits convenus dans le contrat ;
- les modifications des travaux du contrat ou les réclamations dans la mesure où il est probable qu'elles donneront lieu à des produits et où elles peuvent être estimées de façon fiable.

b) pour les coûts :

- les coûts directement liés au contrat ;
- les coûts attribuables à l'activité de contrats en général et qui peuvent être affectés au contrat ;
- tous autres coûts qui peuvent être spécifiquement imputés au client selon les termes du contrat.

La marge est reconnue à l'avancement calculé par rapport à la livraison des éléments (« milestones »).

En effet le Groupe facture à la livraison et toute la facturation effectuée est acquise quelle que soit l'issue du programme.

Il est aussi possible que des facturations complémentaires soient effectuées par la suite (modifications ou suppléments de travaux). Une étude est menée au cas par cas afin de définir les éléments permettant d'identifier l'avancement.

La marge estimée est calculée sur la base d'une prévision comprenant les éléments techniques et budgétaires. Cette marge est révisée périodiquement en fonction des coûts et produits réalisés sur la période et restant à venir. Lorsque la marge prévisionnelle est négative, elle est immédiatement constatée en résultat.

Les contrats de construction couvrant plusieurs exercices, le Groupe est amené au cours des premiers exercices à constater au bilan des coûts de production qui seront ensuite recyclés en résultat en fonction de la décroissance réellement observée.

Produits finis

Les produits finis sont évalués suivant la méthode du coût de revient complet à l'exception des frais non liés à la production et de la sous activité éventuelle.

Des dépréciations sont constituées pour les produits finis codifiés obsolètes avec des perspectives de vente très faibles répartis en deux catégories selon le barème suivant :

- article codifié obsolète/peut être (pouvant être revendus) : 25 %
- article codifié obsolètes/jamais (dont la probabilité de revente est faible) : 90 %

En complément, une dépréciation est constatée dans les cas où le prix de revient du produit fini est supérieur à son prix de vente escompté diminué des frais de distribution.

3.16 Reconnaissance du revenu

Le revenu est reconnu selon les critères suivants :

- pour les contrats de constructions entrant dans les critères de IAS 11, il convient de se référer à la note 3.15 ;
- pour les autres types de contrats (hors prestation), le revenu est reconnu au moment du transfert de la majorité des risques et avantages à l'acheteur, ce qui intervient généralement au moment de la livraison ;
- pour les contrats de prestations de services, le revenu est reconnu à l'avancement, en fonction de l'avancement réel des travaux sur la base des coûts constatés par rapport aux coûts totaux estimés.

Les ventes sont présentées nettes de toutes formes de remises

3.17 Créances clients et autres créditeurs

Les créances clients, autres débiteurs et dettes sont valorisées à leur valeur nominale déduction faite des provisions pour dépréciations des montants non recouvrables.

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable et, le cas échéant, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

3.18 Actifs et passifs financiers

Le Groupe applique IAS 32, IAS 39 et IFRS 7. Ces normes définissent quatre catégories d'actifs financiers et deux catégories de passifs financiers :

- les actifs et passifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat : il s'agit des instruments dérivés n'entrant pas dans le cadre de la comptabilité de couverture ainsi que des placements de trésorerie désignés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- les actifs financiers disponibles à la vente évalués en juste valeur avec une comptabilisation des variations de juste valeur en capitaux propres (le Groupe ne détient pas de tels actifs) ;
- les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance évalués au coût amorti : aucun actif n'entre, à ce jour, dans cette famille ;
- les prêts et créances émis par l'entreprise évalués au coût amorti ;
- les autres passifs financiers évalués au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs et passifs financiers sont ventilés au bilan en éléments courants et non courants suivant leur date d'échéance inférieure ou supérieure à un an.

i) Instruments dérivés

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats de couverture sur des devises étrangères et sur les taux d'intérêts afin de couvrir ses positions actuelles ou futures contre le risque de change et de taux.

Les instruments de couvertures utilisés permettent au groupe d'acheter ou de vendre, aux échéances fixées une quantité nominale de devise à un niveau d'exercice fixé.

Produits 1

Le niveau d'exercice peut dépendre des échéances. Dans le cas où l'échange est favorable au groupe, celui-ci consomme un nombre de figures égal à la différence entre le niveau d'exercice et le Fixing. Si l'échange est défavorable au groupe, celui-ci achète ou vend le nominal mensuel multiplié par le ratio.

La désactivation du produit peut avoir lieu sans aucun flux (les figures non consommées sont alors perdues) ou avec un flux sur lequel la quantité est proportionnelle au nombre de figures restantes.

Les flux de devises peuvent avoir lieu immédiatement ou à l'échéance, dans ce cas une utilisation anticipée est possible.

Produit 2 :

- Le Groupe vend (ou achète) à maturité à un niveau d'exercice. Le montant vendu (ou acheté) est une accumulation hebdomadaire.
- A chaque échéance (jour), si le fixing est favorable au Groupe, il accumule une quantité égale au nominal divisée par le nombre de fixings. Si le fixing est défavorable au client, le client accumule une quantité égale au nominal divisé par le nombre de fixing multiplié par le levier (ou ratio)
- Selon le type d'engagement, l'accumulation peut soit s'arrêter définitivement quand le fixing atteint une barrière soit être seulement suspendue le jour de la constatation.

Les instruments dérivés sont évalués en juste valeur avec une comptabilisation des variations de juste valeur au compte de résultat. La juste valeur des instruments dérivés est évaluée par les établissements financiers. Elle tient compte de la valeur de l'instrument dérivé à la date de clôture (mark to market). Les instruments dérivés sont comptabilisés à la date de transaction.

ii) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisse et les dépôts à vue. Les découverts bancaires remboursables à vue et les financements par mobilisation de créance (ne respectant pas les critères de décomptabilisation d'actifs) qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du Groupe sont une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie. Les placements de trésorerie à court terme, très liquides, et facilement convertibles en un montant de

trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont considérés comme des équivalents de trésorerie. Ces placements sont évalués en juste valeur.

iii) Emprunts

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts sont comptabilisés à la juste valeur sur laquelle sont imputés les coûts de transaction directement attribuables à l'émission du passif. A la clôture, les emprunts sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif.

iv) Détermination de la valeur de marché

Les actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat et les dérivés qualifiés d'instruments de couverture sont évalués et comptabilisés à leur valeur de marché, à la date de première comptabilisation, comme en date d'évaluation ultérieure.

La valeur de marché est déterminée :

- soit à partir de prix cotés sur un marché actif ;
- soit à partir d'une technique de valorisation faisant appel à :
 - des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des théories financières reconnues
 - des paramètres dont la valeur est déterminée, pour certains, à partir des prix d'instruments traités sur des marchés actifs et pour d'autres, à partir d'estimations statistiques ou d'autres méthodes quantitatives

La distinction entre les deux modes de valorisation est opérée selon que le marché sur lequel est traité l'instrument est actif ou non.

Pour un instrument donné, est considéré comme actif et donc liquide, un marché sur lequel des transactions sont régulièrement opérées ou sur lequel des transactions sont effectuées sur des instruments très similaires à l'instrument faisant l'objet de l'évaluation.

Le Groupe a distingué trois catégories d'instruments financiers selon les conséquences qu'ont leurs caractéristiques sur leur mode de valorisation et s'appuie sur cette classification pour exposer certaines des informations demandées par la norme IFRS 7 :

- catégorie de niveau 1 « Prix de marché » : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2 « Modèle avec paramètres observables » : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- catégorie de niveau 3 « Modèle avec paramètres non observables » : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres inobservables ; un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur les marchés, sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à la même date.

Dans le cas de marché inactif, par exemple exprimé par une raréfaction des contreparties, le Groupe se réserve la possibilité de recourir à des modèles mathématiques évaluant les risques sur la base des hypothèses que prendraient normalement les participants au marché, selon un horizon correspondant à la durée.

3.19 Provisions

Conformément à IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », le groupe constate une provision à la clôture pour chaque événement qui remplit l'ensemble des conditions suivantes :

- existence d'une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement antérieure à la clôture,
- probabilité ou certitude qu'une sortie de ressources au bénéfice de tiers sera nécessaire pour éteindre l'obligation sans contrepartie après la date de clôture,
- valorisation estimée de façon fiable.

L'estimation de la valorisation des provisions est revue lors de chaque clôture avec une mise à jour comptable si cela apparaît requis sans actualisation. Les provisions sont maintenues tant que la société n'est pas en mesure de statuer clairement et certitude sur leur dénouement.

Sauf cas particulier dûment justifié, les provisions sont présentées au bilan dans le passif non courant.

Les provisions sont actualisées si l'effet s'avère significatif.

L'impact de cette règle dans le Groupe ne concerne que les provisions pour avantages au personnel.

3.20 Dettes fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

3.21 Avantages au personnel

Le Groupe provisionne certains avantages au personnel conformément à la norme IAS 19. Après analyse des réglementations spécifiques aux pays dans lesquels le Groupe est présent, il en ressort que ces provisions concernent principalement les sociétés françaises au titre des indemnités de départ en retraite et accessoirement des médailles du travail.

Régimes à cotisations définies

Les cotisations à payer à un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Indemnités de départ en retraite

Les obligations du Groupe en matière de retraite consistent en des indemnités versées lors du départ du salarié. Conformément à l'IAS19, dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées. Les estimations des obligations du Groupe au titre des engagements du personnel des sociétés françaises sont calculées par un prestataire indépendant. La méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service futur du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation, calculée charges sociales comprises, est actualisée et est comptabilisée sur la base des années de service des salariés. Les écarts actuariels résultant de ces hypothèses sont reconnus en capitaux propres depuis l'exercice 2013.

Le cout des services courants (ie : de la période) est présenté en tant que charge de personnel.

Médailles du travail

Le groupe FIGEAC AERO comptabilise une provision sur la base d'hypothèses actuarielles, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel (IAS 19). Les estimations des obligations du Groupe au titre des médailles du travail (sociétés françaises uniquement) sont calculées par un prestataire indépendant.

Droit individuel à la formation

Le groupe ne comptabilise pas l'application du Droit Individuel à la Formation (DIF) puisqu'elle ne répond pas aux règles sur les passifs du fait que l'action de formation ne se rattache pas à des services passés, c'est-à-dire aux exercices clos, mais à des services à rendre dans le futur par le salarié.

3.22 Financements publics

Le Groupe perçoit deux types de financements :

Subventions d'investissements

Elles représentent l'ensemble des subventions accordées au groupe dans le cadre du développement de son activité.

Le groupe a choisi de les éliminer des capitaux propres et de les reclasser en compte de régularisation passif suivant ainsi la recommandation de l'AMF.

Ces subventions d'investissement sont reprises dans les comptes consolidés et individuels au même rythme que les amortissements pour dépréciation des immobilisations qu'elles permettent de financer.

Avances remboursables

Ces financements ne sont pas contractuellement porteurs d'intérêts (vis-à-vis des organismes gestionnaires).

Par conséquent, ces types de financements rentrent dans le cadre de gestion des subventions publiques et sont dans le champ d'application de la norme IAS 20.

A l'origine elles sont évaluées pour la contrepartie de la trésorerie reçue. A chaque clôture, elles sont valorisées selon la méthode du coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

3.23 Autres produits et autres charges opérationnels

Le Groupe comptabilise notamment dans les « autres produits opérationnels » le produit de cessions d'éléments d'actifs immobilisés.

Le Groupe comptabilise notamment dans les « autres charges opérationnelles » la valeur nette des immobilisations cédées.

3.24 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé.

Le groupe comptabilise des impôts différés en cas :

- De différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé,
- D'impacts sur le résultat des retraitements de consolidation,

Il n'est pas comptabilisé d'impôt différé actif relatif aux reports déficitaires des sociétés du groupe dans la mesure où l'horizon de recouvrement raisonnable n'est pas établi.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société et en fonction des années dont le groupe s'attend à ce que les actifs et passifs se dénoueront. Les impôts différés actifs et passifs sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que :

- Si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs,
- Ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de leur période de dénouement.

Conformément à IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

3.25 Résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé -part du groupe- se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

4. Périmètre de consolidation

4.1 Liste des sociétés consolidées

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont présentées ci-dessous :

Société et forme juridique	N° d'ident.	Siège Social	Méthode de consolidation		% contrôle		% intérêt	
			2012	2013	2012	2013	2012	2013
Figeac Aéro SA	349357343	Z.I. de l'Aiguille 46100 FIGEAC	Société Mère	Société Mère	Société Mère	Société Mère	Société Mère	Société Mère
M.T.I. SAS (1)	394223804	Z.I. du Combal 12300 DECAZEVILLE	Intégration globale	Intégration globale	90.52%	95,64%	90.52%	95,64%
MECABRIVE IND. SAS (2)	453806267	1, Imp. Langevin 19108 BRIVE	Intégration globale	Intégration globale	88%	92,68%	66.66%	92,68%
SARL FGA TUNISIE	NEANT	Rue du Niger Hanen TUNIS	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
FIGEAC AERO USA INC	NEANT	2701 South Bayshore drive 33133 MIAMI	Intégration globale	Intégration globale	100%	100%	100%	100%
FIGEAC HERS SAS	525012670	Z.I. de l'Aiguille 46100 FIGEAC	Intégration globale	Intégration globale	75%	75%	65%	75%
FGA PICARDIE SAS	533995684	Z.I. de l'Aiguille 46100 FIGEAC	Intégration globale	Intégration globale	99%	99%	99%	99%

(1) : Achats de parts sociales de MTI

(2) : MECABRIVE industrie a procédé à une augmentation de capital de 800 000€ entièrement souscrite par FIGEAC AERO. Au 31 mars 2013 le pourcentage de détention est de 92.68% contre 88% au 31 mars 2012.

4.2 Société non consolidée

Société et forme juridique	N° d'ident.	Siège Social	Méthode de consolidation		% contrôle		% intérêt	
			2012	2013	2012	2013	2012	2013
SAS AERO TRADE	520459876	23 Av Edouard BELIN 31 400 TOULOUSE	Non consolidé	Non consolidé	11,11%	11,11%	11,11%	11,11%

4.3 Entité ad hoc consolidée

Société et forme juridique	N° d'ident.	Siège Social	Méthode de consolidation		% contrôle		% intérêt	
			2012	2013	2012	2013	2012	2013
SCI REMSI		4 Avenue Jean Jaures 46100 FIGEAC	Non consolidé	Intégration globale	-	100,00%	-	0,00%

5. Secteurs opérationnels

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8.

Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées et gérées séparément suivant la nature des produits et services rendus.

Chaque secteur représente un domaine d'activité stratégique qui propose différents produits sur différents marchés.

Ces secteurs correspondent au découpage du reporting interne utilisé par le management du Groupe pour le suivi des activités du Groupe.

Les données financières présentées pour l'information sectorielle suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés du Groupe.

L'activité du groupe s'articule autour de 4 axes principaux :

Aérostructure : réalisation de pièces de structure pour l'aéronautique

- Réalisation de sous-ensembles aéronautiques (usinage et assemblage),
- Réalisation de pièces de structure, aéronautiques
Pièces moteurs et pièces précises aéronautiques

Montage en atelier et sur site de sous-ensembles aéronautique

Mécanique générale et chaudronnerie lourde

Usinage de précision et traitement de surface

Au 31 mars 2013

SECTEURS OPERATIONNELS	En K€	Aérostructure	%	Montage sur site	%	Usinage de précision et traitement de surface	%	Mécanique générale et chaudronnerie	%	TOTAL
Chiffre d'affaires consolidés		115802	84,45%	3105	2,26%	7887	5,75%	10336	7,54%	137129
Autres produits de l'activité		5865	89,74%	133	2,04%	511	7,82%	26	0,40%	6535
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		17304	92,80%	11	0,06%	1396	7,49%	-64	-0,35%	18647
Achats consommés		-61414	87,71%	-52	0,07%	-3428	4,90%	-5123	7,32%	-70018
Charges de personnel		-34181	76,13%	-2527	5,63%	-4365	9,72%	-3824	8,52%	-44897
Charges externes		-11340	86,63%	-217	1,66%	-1090	8,32%	-444	3,39%	-13091
Impôts et taxes		-1755	76,81%	-62	2,69%	-237	10,37%	-231	10,13%	-2285
Dotations aux amortissements		-8828	86,72%	30	-0,30%	-1109	10,89%	-273	2,68%	-10179
Dotations nettes aux provisions		276	98,92%	-31	11,15%	-38	-13,44%	72	25,67%	279
Résultat opérationnel courant		21729	98,23%	391	1,77%	-472	-2,13%	473	2,14%	22121
		18,76%		12,61%		-5,99%		4,58%		16,13%
Autres produits opérationnels		2530	95,22%	1	0,05%	117	4,40%	9	0,34%	2657

Autres charges opérationnelles	-3672	99,68%		0,00%	-2	0,06%	-9	0,25%	-3683
Résultat opérationnel	20587	97,59%	393	1,86%	-358	-1,70%	473	2,24%	21095
Résultat financier réalisé	-815	83,91%	-1	0,15%	-100	10,30%	-55	5,64%	-972
Résultat financier latent	-2942	100,00%		0,00%		0,00%		0,00%	-2942
Résultat de la période	11607	96,89%	344	2,87%	-440	-3,67%	468	3,90%	11980
Résultat / CA	10,02%		11,09%		-5,58%		4,52%		8,74%
Total des immobilisations incorporelles	7101	84,88%	8	0,10%	1248	14,92%	8	0,10%	8366
Total des immobilisations corporelles	51170	93,91%	184	0,34%	1422	2,61%	1712	3,14%	54488
Total des immobilisations financières	1448	93,30%		0,00%	92	5,92%	12	0,79%	1552
Total immobilisations	59719	92,72%	193	0,30%	2762	4,29%	1732	2,69%	64406
Stocks et en cours	77667	94,59%	11	0,01%	3205	3,90%	1222	1,49%	82106
Créances clients et autres débiteurs (1)	38404	88,92%	12	0,03%	1225	2,84%	3547	8,21%	43188
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	-34592	83,23%	-1124	2,70%	-3007	7,24%	-2838	6,83%	-41561
Endettement financier	-68395	94,93%	-426	0,59%	-2098	2,91%	-1131	1,57%	-72050

(1) Cf note 8,1

Au 31 mars 2012

SECTEURS OPERATIONNELS K€	En	Aérostructure	%	Usinage de précision et traitement de surface	%	Mécanique générale et chaudronnerie	%	TOTAL
Chiffre d'affaires consolidés		93947	85,73%	7344	6,70%	8294	7,57%	109585
Autres produits de l'activité		4542	91,15%	419	8,40%	22	0,45%	4983
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis		19190	101,42%	-214	-1,13%	-54	-0,28%	18922
Achats consommés		-53843	90,35%	-2134	3,58%	-3617	6,07%	-59594
Charges de personnel		-29572	81,21%	-3685	10,12%	-3158	8,67%	-36416
Charges externes		-10063	89,19%	-737	6,53%	-483	4,28%	-11283
Impôts et taxes		-1140	74,93%	-184	12,09%	-198	12,98%	-1521
Dotations aux amortissements		-6135	83,66%	-959	13,08%	-239	3,26%	-7333
Dotations nettes aux provisions		349	98,04%	47	13,29%	-40	-11,33%	356
Résultat opérationnel courant		17275	97,61%	-103	-0,58%	527	2,98%	17698
		18,39%		-1,41%		6,35%		16,15%
Autres produits opérationnels		5588	98,34%	33	0,59%	61	1,08%	5682
Autres charges opérationnelles		-5189	97,52%	-51	0,96%	-81	1,53%	-5321
Résultat opérationnel		17673	97,86%	-121	-0,67%	507	2,81%	18059
Résultat financier réalisé		-941	81,74%	-150	12,99%	-59	5,14%	-1151
Résultat financier latent		286	100,00%		0,00%		0,00%	286
Résultat de la période		11532	99,18%	-272	-2,34%	367	3,16%	11627
Résultat / CA		12,27%		-3,70%		4,43%		10,61%
Total des immobilisations incorporelles		5558	78,82%	1490	21,13%	3	0,05%	7051
Total des immobilisations corporelles		42903	93,16%	1452	3,15%	1698	3,69%	46053
Total des immobilisations financières		742	89,00%	92	10,98%		0,02%	833
Total immobilisations		49202	91,22%	3033	5,62%	1701	3,15%	53937
Stocks et en cours		55937	94,38%	2107	3,55%	1224	2,06%	59268
Créances clients et autres débiteurs		31055	89,70%	595	1,72%	2970	8,58%	34621
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		32665	89,10%	2345	6,40%	1650	4,50%	36660
Endettement financier		58213	95,20%	1615	2,64%	1318	2,16%	61146

AUTRES NOTES ANNEXES

6. Immobilisations

6.1 Immobilisations incorporelles

	31/03/2012	Augment.	Diminut.	Variation périmètre	Autres variations	31/03/2013
Valeurs brutes						
Frais de recherches et développements	10210	3443				13653
Concessions, brevets, licences	2669	538	28			3179
Fonds de commerce	7					7
Autres immobilisations incorporelles	571		571			
Total	13456	3981	599			16838
Amortissements						
Frais de recherches et développements	4520	1538	37			6022
Concessions, brevets, licences	1885	572	7			2450
Fonds de commerce						
Total	6405	2111	44			8472
Valeurs nettes						
Frais de recherches et développements	5689	1905	-37			7631
Concessions, brevets, licences	784	-34	21			728
Fonds de commerce	7					7
Autres immobilisations incorporelles	571					
Total	7051	1870	-16			8366

- Détails du poste Frais de recherches et de développement :

o FIGEAC AERO

Développements	Valeur Brute	Acquisition	Valeur fin exercice	Ats Antérieurs	Ats Exercice	Reprise Exercice	As Cumulés	Valeur nette
Procédés usinage forgés	532		532	532			532	0
Procédés usinages parois minces	1733		1733	1733			1733	0
Substitution usinage chimique	310		310	310			310	0
Usinage virole en un seul posage	521		521	313	104		417	104
Usinage ferrures inconel	130		130	78	26		104	26
Usinage pièces tuyauterie tirée masse	186		186	186			186	0
Usinage pièces structure grande dimension en métaux durs	1638		1638	400	328		728	910
Nouvelles techniques d'assemblages de plancher d'aéronefs	1064		1064	265	213		478	586
Usinage longeron	559		559	0	112		112	447
Etude rail soucés	403		403	23	81		104	299
Remplacement tole/profilé	438		438	3	88		91	347
Travaux formage panneaux d'ailes	549		549	28	110		138	411

Travaux usinage anneaux de réacteurs	539		539	54	108		162	377
Développement usinage de roues et redresseurs		423	423	0	0		0	423
FUI TIMAS		672	672	0	0		0	672
Etudes déformations forgés (1)		663	663	0	0		0	663
Etudes déformations pièces grande dimension (2)		343	343	0	0		0	343
Usinage carter molteurs		1146	1146	0	0		0	1146
	8602	3247	11849	3925	1170	0	5095	6754

(1) Montant en en cours au 31 mars 2012 pour un montant de 420 K€

(2) Montant en en cours au 31 mars 2012 pour un montant de 144 K€

○ **MECABRIVE INDUSTRIES**

Développements	Valeur Brute	Acquisition	Valeur fin exercice	Ats Antérieurs	Ats Exercice	Reprise Exercice	As Cumulés	Valeur nette
Assemblages	68		68	41	14		55	13
Traitement de surface	200	196	396	118	50		168	228
Organisation	128		128	63	26		89	39
Usinage	251		251	44	24		68	183
Profilés	586		586	146	117		263	323
Optimisation production	376		376	183	100		283	93
	1609	196	1805	595	331	0	926	879

6.2 Immobilisations corporelles

En K€	31/03/2012	Augment.	Diminut.	Variation permétre	Autres variations	31/03/2013
Valeurs brutes						
Terrains	1008	192	93			1107
Constructions	16361	3278	12			19627
Constructions en crédit-bail	1252					1252
Install. Techniques, matériel et outilla.	22580	5519	1113			26986
Install. Techn., mat. et outil. en CB.	27200	6432	2737		634	31529
Autres immo. Corporelles	5291	1208	122			6377
Immo. Corporelles en cours	5154	6202	5012			6344
Avance et Acomptes	76	323	76			323
Total	78922	23154	9165		634	93545
Amortissements						
Terrains	313	37	1			349
Constructions	4438	911	37			5311
Constructions en crédit-bail	706	47				753
Install. Techniques, matériel et outilla.	15276	3396	267			18404
Install. Techn., mat. et outil. en CB.	9182	3531	1975		23	10762
Autres immo. Corporelles	2954	654	132			3476
Total	32869	8576	2412		23	39056
Valeurs nettes						
Terrains	695	155	93			758
Constructions	11923	2368	-26			14316
Constructions en crédit-bail	546	-47				499
Install. Techniques, matériel et outilla.	7304	2123	846			8582
Install. Techn., mat. et outil. en CB.	18018	2901	762		610	20767
Autres immo. Corporelles	2337	554	-10			2901
Immo. Corporelles en cours	5154	6202	5012			6344
Avance et Acomptes	76	323	76			323
Total	46053	14578	6753		610	54488

6.3 Immobilisations financières

En K€	31/03/2012	Augment.	Diminut.	Variation permétre	Autres variations	31/03/2013
Valeurs brutes						
Titres mis en équivalence						
Titres de participation	168					168
Autres Titres immobilisés	49	6	10			45
Prêts	399	88				487
Autres immobilisations	217	648	5			860

financières						
Total	833	741	15			1559
Amortissements						
Titres mis en équivalence						
Autres Titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières		7				7
Total		7				7
Valeurs nettes						
Titres mis en équivalence						
Titres de participation	168					168
Autres Titres immobilisés	49	6	10			45
Prêts	399	88				487
Autres immobilisations financières	217	641	5			853
Total	833	734	15			1552

7. Stocks, en-cours de production et contrats de construction

7.1 Stocks et en-cours de production

En K€	31/03/2012	Variation de l'Exercice	Autres Variations	31/03/2013
Valeurs brutes				
Matières premières	14306	4556		18861
En-cours de production et services	36056	16093		52149
Produits finis	10302	2570		12873
Total	60664	23219		83883
Provisions				
Matières premières	309	38		347
En-cours de production et services	517	229		746
Produits finis	571	114		684
Total	1396	381		1777
Valeurs nettes				
Matières premières	13997	4517		18514
En-cours de production et services	35539	15864		51403
Produits finis	9732	2457		12188

Total	59268	22838	82106
--------------	--------------	--------------	--------------

7.2 Contrats de construction

En K€	31/03/2013	31/03/2012
En cours net reconnus à l'actif	30 557	17 002
Revenus reconnus depuis l'origine des contrats	213 125	131 438
Charges engagés depuis l'origine des contrats	222 705	135 763

Les contrats de construction sont basés sur des prévisions faites par le Groupe en tenant compte des informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents constructeurs et des informations provenant des perspectives du marché aéronautique, notamment le Global Market Forecast d'AIRBUS.

La durée retenue tient compte de la durée moyenne de présence au sein du groupe des équipements industriels nécessaire à la réalisation de ces fabrications.

La durée retenue pour l'analyse des contrats s'arrête au 31 mars 2024.

Les couts à venir sont estimés sur la base des organisations industrielles mises en place par le Groupe. Par ailleurs, les flux dollars (chiffre d'affaires et charges) représentant une part significative des flux globaux, le Groupe a fondé ses prévisions sur des hypothèses d'évolution future de la parité Euro/Dollar en relation avec la durée des contrats. Cette dernière hypothèse peut être revue en fonction des perspectives d'évolution de la devise et de ses impacts au niveau des prévisions.

Les principaux programmes concernés sont :

- AIRBUS A 350 (plancher et mats moteurs)
- AIRBUS A 380
- AIRBUS A 320
- EMBRAER LEGACY
- MOTEUR CFM 56
- GULSTREAM

Une information chiffrée détaillé par programme (notamment chiffre d'affaires, marge à terminaison) ne peut pas être communiqué pour des raisons de confidentialité.

Une évolution des hypothèses du taux USD en dégradation versus Euro de 5 centimes sur la période 2014 – 2024 aurait une incidence négative de 466 k€ sur la marge reconnue au titre de l'exercice 2012-2013 et une baisse de 1.13 points sur la marge à terminaison.

Une dégradation plus importante de la parité Euro/dollar US aurait une incidence sur l'organisation industrielle du Groupe.

8. Clients et autres débiteurs

8.1 Détail des clients et autres débiteurs

Valeurs brutes En K€	31/03/2012	31/03/2013	< 1 an	> 1 an
Avances et acomptes versés	65	24	24	
Clients et comptes rattachés	29 429	37 058	36 806	252
Créances fiscales	3 705	4 266	4 266	
Débiteurs divers	1 224	1 492	1 040	452
Charges constatées d'avance	476	579	579	
Charges à répartir		0	0	
Total	34 899	43 420	42 715	705

8.2 Dépréciation de l'actif circulant

En K€	31/03/2012	Dotations	Reprises	31/03/2013
Clients et comptes rattachés Débiteurs divers	278	25	72	232
Total	278	25	72	232

9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Elles ont évolué comme suit :

En K€	31/03/2012	31/03/2013	Evolution
Valeurs mobilières de placement	0	0	0
Disponibilités	4 861	3 346	-1 516
Découvert utilisés	-839	-1 434	-595
Trésorerie et équivalent de trésorerie	4 022	1 911	-2 111
Concours bancaires courants	-12 638	-18 197	-5 559
Total	-8 616	-16 286	-7 670

Les concours bancaires courants sont inclus dans les « dettes financières à court terme ».

Les concours bancaires sont constitués uniquement par la mobilisation d'une partie du portefeuille client via l'affacturage.

La variation de la trésorerie de l'exercice est expliquée dans le point 1.4 « tableau de variation de la trésorerie ».

10. Capitaux propres

10.1 Composition du capital social

Au 31 mars 2013, le capital social se compose de 25 000 actions d'une valeur nominale de 120 euros.

10.2 Variation des capitaux propres – Part du Groupe

	Capital	Réserve consolidé	Résultat consolidé	Total capitaux propres part de Groupe
Exercice clos le 31/03/11	3 000	11 311	577	14 888
Affectation résultat 2010-2011		577	-577	
Autres variations		-90		251
Dividendes versés			11 627	11 627
Résultat de la période				
Exercice clos le 31/03/12	3 000	11 798	11 627	26 425
Affectation résultat 2010-2011		11 627	-11 627	
Autres variations		162		162
Dividendes versés				
Résultat enregistré directement en capitaux propres		-80		-80
Résultat de la période			11 980	11 980
Exercice clos le 31/03/13	3 000	23 507	11 980	38 487

10.3 Variation des intérêts minoritaires

Intérêts Minoritaires	
Situation clôture N-1	252
Résultat de l'exerc. 2013	-1
Autres variations (1)	-80
Situation clôture N	<u>171</u>

(1) ajustement part minoritaire suite achats au nominal d'actions MTI

11. Provisions

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

En K€	31/03/2012	Dotations	Reprises Utilisées	Reprises Non utilisées	31/03/2013
Provision pour litige	269	813	119	118	842
Provision Pertes à Terminaisons	7 740	16	1 139		6 616
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES	8 009	828	1 259	118	7 459

Provisions pour avantages aux personnels :

En K€	31/03/2012	Dotations	Impact Capitaux propres	Reprises	Impact Capitaux propres	31/03/2013
Provision pour retraite	699	120	154	0	25	948
Provision pour médaille du travail	39	20	0	1	9	49
TOTAL PROVISIONS	737	140	154	1	33	997

Les modalités de calcul des provisions pour avantages aux personnels sont exposées note 13

12. Dettes fournisseurs et autres dettes

	31/03/2012	31/03/2013	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Fournisseurs	21 395	21 760	21 760		
Avances et acomptes reçus sur commande	2 721	3 956	0	1 704	
Dettes sociales	8 468	9 778	9 778		
Dettes fiscales	3 188	4 163	4 163		
Dettes s/immo. et cptes rattachés	500	1 395	1 395		
Dettes diverses	389	509	252	257	
Produits constatés d'avance	4 030	4 338	1 143	3 195	
Total	40 690	45 899	40 742	5 157	0

Les produits constatés d'avances sont constitués par :

- Subventions d'investissements accordées aux sociétés du groupe : 3 173 k€
- Produits constatés d'avance sur travaux : 88 k€
- Etalement crédit impôts recherche : 1 077 k€

13. Avantages au personnel

13.1 Engagement de retraite

Les engagements de retraite comptabilisés au 31 mars 2013 ne concernent que la France et ont été calculés selon la méthode décrite dans la note 3.21.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation de 3% contre 3.5% au 31 mars 2012, taux calculé en référence au taux de marché au 31 mars 2013 fondé sur les taux de rendement moyen des obligations d'entreprises de première catégorie, notamment l'indice IBOXX Corporates AA
- Table de mortalité : INSEE TH/TF 00-02
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux moyen de charges sociales : de 37 % à 42.81 % selon les sociétés
- Rotation du personnel par tranche d'âge :
 - o Non cadres : de 2.03% à 5.68 %
 - o Cadres : de 1.94 % à 5.21 %
- Taux annuel moyen d'augmentation des salaires : 2%

Les écarts actuariels sont constatés en capitaux propres.

L'engagement est constaté au bilan en passif non courant pour le montant de l'engagement total.

Les indemnités de retraite versées au cours de l'exercice clos le 31 mars 2013 s'élèvent à 5 k€

13.2 Médaille du travail

Les engagements au titre des médailles du travail comptabilisés au 31 mars 2013 ne concernent que la France et ont été calculés selon la méthode décrite dans la note 3.21.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation de 3% contre 3.5% au 31 mars 2012, taux calculé en référence au taux de marché au 31 mars 2013 fondé sur les taux de rendement moyen des obligations d'entreprises de première catégorie, notamment l'indice IBOXX Corporates AA
- Table de mortalité : INSEE TH/TF 00-02
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux moyen de charges sociales : de 37 % à 42.81 % selon les sociétés
- Rotation du personnel par tranche d'âge :
 - o Non cadres : de 2.03% à 5.68 %
 - o Cadres : de 1.94 % à 5.21 %
- Taux annuel moyen d'augmentation des salaires : 2%

Les écarts actuariels sont constatés en capitaux propres.

L'engagement est constaté au bilan en passif non courant pour le montant de l'engagement total.

Les médaille du travail versées au cours de l'exercice 2012-2013 s'élèvent à 1 k€

En K€	31/03/2012	Dotations	Impact Capitaux propres	Reprises	Impact Capitaux propres	31/03/2013
Provision pour retraite	699	120	154	0	25	948
Provision pour médaille du travail	39	20	0	1	9	49
TOTAL PROVISIONS	737	140	154	1	33	997

13.3 Droit individuel à la formation

Droits acquis au titre du DIF par les salariés au 31 décembre 2012 et non utilisé : 52 432 heures

14. Passifs financiers

14.1 Emprunts et dettes financières

Dettes financières		Augment.	Diminut.				
	31/03/2012			31/03/2013	< 1 an	1 à 5 ans	+5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	22 850	12 159	3 655	31 354	3 271	25 893	2 190
Emprunts crédit-bail	27 028	7 066	5 567	28 527	6 004	19 285	3 238
Avances remboursables	9 121	1 285	246	10 160	147	3 159	6 854
Total	58 999	20 510	9 467	70 041	9 421	48 337	12 283

Autres dettes financières		Augment.	Diminut.				
	31/03/2012			31/03/2013	< 1 an	1 à 5 ans	+5 ans
Autres dettes financières	2 147	5	144	2 009	737	1 271	0
Total	2 147	5	144	2 009	737	1 271	0

Les autres dettes financières comprennent essentiellement les droits à participation des salariés de FIGEAC.

14.2 Avances remboursables

Avances remboursables		Augment.	Diminut.	Variation actualisation				
En K€					31/03/2013	< 1 an	1 à 5 ans	+5 ans
AVANCE REMBOURSABLE OSEO	340				340		340	
AVANCE REMBOURSABLE COFACE	1926	457			2382		2382	
AGENCE EAU PREVENTION POLLUTIO	206	28	60		174	47	127	
AVANCE REGION RECHERCHE	197		100	3	100	100		
AVANCE RISK SHARING	298		89		210		210	
AVANCE REMBT OSEO DPAC	2960				2960			2960
AVANCE REMBOURSABLE GRAND EMPR	3194			94	3289			3289
ABONDEMENT ARI		700		-94	606			606
AVANCE COMMUNAUTE		100			100		100	
Total	9121	1285	249	3	10160	147	3159	6854

- L'avance OSEO pour un montant de 340 k€ concerne le programme de développement du process d'usinage de profilés par MECABRIVE.
- L'avance COFACE est destinée à aider le Groupe dans ses démarches commerciales à l'exportation, notamment vers les USA. Cette avance sera remboursée en cas de succès commerciaux
- L'avance de l'agence de l'eau soutient les efforts entreprise par le Groupe pour récupérer l'eau utilisé lors des opérations d'usinage
- L'avance de la région Midi Pyrénées concerne les travaux entreprise par FIGEAC AERO sur l'usinage de certains procédés innovant
- Les avances remboursables RISK SHARING portent sur les dépenses engagées par FIGEAC AERO pour l'industrialisation de sous ensembles du A380 et du F7x
- L'avance remboursable DPAC concerne l'Airbus A 350

- L'avance Grand Emprunt et l'abondement de la région Midi Pyrénées sont destinés à soutenir FIGEAC AERO dans ses efforts d'investissements
- L'avance de la communauté de Commune de Brive est destinée à soutenir MECABRIVE dans ses efforts d'investissements.

Ces avances lorsqu'elles sont non productive d'intérêts au profit de l'organisme les ayant accordés génèrent un avantage pour le groupe traité selon l'IAS 20.

15. Impôts

15.1 Impôt sur les sociétés

La société mère FIGEAC AERO n'a pas établi de convention d'intégration fiscale.

En K €	31/03/2012	31/03/2013
Impôts exigible	2323	1747
Variation d'Impôts différés	3329	3455
Charge d'impôts nette	5652	5203

15.2 Impôts différés

La prise en compte, au 31 mars 2013, d'imposition différée dans les comptes consolidés a eu, poste par poste, les incidences suivantes :

	31/03/2012	Variations Exercice	Autres Variation	31/03/2013
Impôts différés actif	5291	855	-8	6138
Impôts différés passif	7457	4310	-5	11762
Solde	-2166	-3455	-4	-5624

Les actifs et les passifs d'impôt différé, quelle que soit leur échéance, ont été compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale.

L'analyse des impôts différés par nature se présente comme suit :

Analyse de l'impôt différé au 31/03/13				
		Total consolidé		
(en K€)		Ouverture	Var exercice	Clôture
Imposition Différée Actif				
	Retraite	233	75	308
	Médaille travail	14	3	17
	Crédit-bail	17	-3	13
	Effort constr	3	-3	0
	Participation	393	-205	189
	Organic	6	1	7
	Prov change	23	-23	0
	Lease back	86	10	96
	Provision dépré R&D	26	-11	15
	Prov dépré MP	3	2	5
	Prov perte marché	11	-5	5
	Contrats de construction	4 441	26	4 466
	Location financières	13	0	13
	Instruments financiers	24	981	1 004
	ss-total IDA	5 291	848	6 139
Imposition Différée Passif				
	Amort dérog	-568	56	-512
	Crédit-bail	-743	95	-648
	Prov change	-17	54	37
	Subv d'équip	-2	0	-2
	Décalage	-36	30	-7
	Contrats de construction	-5 652	-4 553	-10 205
	Avances Remboursables	-321	13	-308
	Location financières	-22	0	-22
	Instruments financiers	-95	0	-95
	ss-total IDP	-7 458	-4 306	-11 763

15.3 Preuve d'impôts

En K€	2013	2012
Contribution des sociétés intégrées avant impôt sur les résultats et amortissement des écarts d'acquisition	17181	17196
Taux d'impôt normal	33,33%	33,33%
Impôt sur les résultats théorique	5726	5731
Charge effective d'impôt sur les résultats	5203	5652
ECART IMPOT SUR LES RESULTATS THEORIQUE / EFFECTIF	524	79
Résultat de cession de titres		
Imputation sur les résultats des déficits non activés		
Déficits fiscaux non activés	-71	-325
Dividendes hors régime Mère fille		
Quote part de frais et charges sur dividendes mère fille		
Part des minoritaires dans le résultat des SCI		
Différence sur décalages permanents	-10	
Incidence de l'imposition au taux réduit et crédit d'impôt	719	490

Divers	-114	-86
Total	524	79

16. Chiffre d'affaires

La répartition du chiffre d'affaires par secteurs d'activité est la suivante :

Détail chiffre d'affaires	31/03/2012 en K€	31/03/2013 en K€	Evolution
Réalisation de pièces de structure pour l'aéronautique	96 470	115 802	20,04%
Mécanique générale et chaudronnerie lourde	7 961	10 336	29,83%
Montage sur site	0	3 105	
Usinage et traitement de surface	5 153	7 887	53,05%
Total	109 584	137 129	25,14%

La répartition du chiffre d'affaires par secteurs géographiques :

Chiffre d'affaires par secteurs géographique (K€)	31/03/2012 en K€	31/03/2013 en K€	Evolution
France	86 460	109 428	26,56%
Export	23 124	27 701	19,80%
Total	109 584	137 129	25,14%

17. Détail des autres produits de l'activité

En K€	31/03/2012	31/03/2013	Evolution
<i>Autres produits de l'activité</i>			
Production immobilisée	2 850	3 572	25,35%
Crédit Impôts Recherche	1 165	1 743	49,55%
Subvention d'exploitation	674	534	-20,86%
Transfert de charges	294	687	133,52%
Total	4 983	6 535	

18. Achats consommés et charges externes

Achats Consommés	En K€	2012	2013	Evolution
Matière premières et achats consommés		29959	34265	14%
Consommables de productions consommés		4967	5237	5%
Achats sous traitance		22196	27635	25%
Autres consommations		2473	2881	17%
TOTAL		59594	70018	17%

Charges externes	En K€	2012	2013	Evolution
Sous traitance générale		219	299	37%
Crédit baux non retraités et locations simples		2102	2273	8%
Entretien		2829	3754	33%
Assurances		491	506	3%
Honoraires		753	998	33%
Transports		2314	2724	18%
Voyages et déplacements		615	834	36%
Frais télécommunication		178	223	25%
Frais bancaires et d'affacturages		566	469	-17%
Autres charges externes		1216	1011	-17%
TOTAL		11283	13091	16%

19. Charges de personnel

Charges de personnel	En K€	2012	2013	Evolution
Intérim		1697	1497	-12%
Rémunération brute		24080	30070	25%
Intéressement et participation		2398	1751	-27%
Charges sociales		9248	11440	24%
Variation provision IFC		-1007	139	-114%
TOTAL		36416	44897	23%

20. Dotations nettes aux amortissements et aux provisions

Dotations aux amortissements	En K€	2012	2013	Evolution
Dotations aux amortissements		8622	10852	26%
Reprise subvention		-1289	-673	-48%
TOTAL		7333	10179	39%

Dotation nette aux provisions	En K€	2012	2013	Evolution
Dotation provision créances		202	25	-87%
Repris sur provision créances		-222	-72	-68%
Dotation provision sur stock		1372	1777	30%
Reprise sur provision stock		-1836	-2444	33%
Dotations risques et charges		301	808	169%
Reprise sur provision risques et charges		-206	-282	37%
Autres dotations		60		-100%
Autres reprises		-27	-92	243%
TOTAL		-356	-279	-22%

21. Autres produits et autres charges opérationnels

Autres produits opérationnels	En K€	2012	2013	Evolution
Cessions éléments d'actifs		5609	2611	-53%
Autres produits		73	46	-37%
TOTAL		5682	2657	-53%

Autres charges opérationnels	En K€	2012	2013	Evolution
VNC éléments cédés		5219	3451	-34%
Autres charges		103	232	126%
TOTAL		5322	3683	-31%

22. Résultat financier

Résultat financiers	En K€	2012	2013	Evolution
Autres produits financiers		20	4	-81%
Intérêts des emprunts et dettes		-2233	-2702	21%
Cout de l'endettement financier net		-2213	-2698	22%
Gains et pertes de change réalisés		599	1895	217%
JV instruments financiers		286	-2942	-1129%
Autres charges et produits financiers		464	-169	-136%
Résultat financier		-864	-3914	353%

Détail évaluation juste valeur des instruments financiers.

POSITION AU 31 MARS 2012

Instruments financiers	Nominal	Échéances			Juste valeur	Courant	Non courant
		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans			
- Options de change EUR/USD	19 708 403	5 550 296	14 158 107		111 632		
- Swaps de change EUR/USD	1 693 587	1 693 587			50 688		

- Accumulateurs EUR/USD	29 720 642	11 336 658	18 383 984		278 744		
Total risque de change	51 122 632	18 580 541	32 542 091	0	441 064		
- Cap-Floor	480 000	480 000			-4 456		
- Swap de taux	5 988 526	0	2 646 000	3 342 526	-150 613		
Total risque de taux	6 468 526	480 000	2 646 000	3 342 526	-155 069		
Total des instruments financiers	57 591 158	19 060 541	35 188 091	3 342 526	285 995	94 654	191 341

POSITION AU 31 MARS 2013							
Instruments financiers	Nominal	Échéances			Juste valeur	Courant	Non courant
		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans			
- Options de change EUR/USD	36 450 664	20 239 407	16 211 257		-418 273	22 066	-440 339
- Options de change avec barrière EUR/USD	6 174 750		6 174 750		-31 473		-31 473
- Accumulateurs EUR/USD	81 705 983	15 662 034	66 043 949		-299 581	380 539	-680 120
- Contrats à terme EUR/USD	124 018	124 018			7 200	7 200	
-TRFE vendeur EUR/USD	236 432 723		236 432 723		-1 873 000		-1 873 000
-TRFE Acheteur EUR/USD	7 894 737		7 894 737		-150 000		-150 000
Total risque de change	368 782 874	36 025 459	332 757 415	0	-2 765 127	409 805	-3 174 932
- Swap de taux	4 052 887	2 528 887	1 524 000	2 528 887	-176 796		-176 796
Total risque de taux	4 052 887	2 528 887	1 524 000	2 528 887	-176 796	0	-176 796
Total des intruments financiers	372 835 761	38 554 346	334 281 415	2 528 887	-2 941 923	409 805	-3 351 728

Le nominal est valorisé en EUR à partir du strike relatif à chaque contrat.

Pour les accumulateurs, le nominal correspond au montant maximal accumulable.

L'ensemble des instruments n'est pas qualifié de comptabilité de couverture.

23. Résultat par action

Résultat par action	31/03/2012	31/03/2013	Evolution
Nombre d'actions	25 000	25 000	0,00%
Résultat net part de Groupe	11 543 855	11 978 468	3,76%
Résultat net par action	462	479	3,76%

Résultat par action dilué	462	479
---------------------------	-----	-----

24. Gestion des risques

24.1 Risque de liquidité

Du fait de son activité et de sa croissance, la Société doit financer un important cycle de production où elle pourrait avoir besoin de renforcer ses fonds propres ou de recourir à des financements complémentaires afin d'assurer son développement.

Le financement du cycle de production est effectué via la cession d'une partie du poste « Clients » à des sociétés d'affacturage. Au 31 mars 2013, le montant des créances clients cédées s'élève à 22.72 millions d'euros.

Historiquement, la Société a financé son développement par mobilisation du poste clients notamment auprès de sociétés d'affacturage. La Société est exposée à un risque de limitation des en-cours, les sociétés d'affacturage limitant contractuellement le niveau des en-cours sur certains clients.

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

24.2 Risque de change

Une part significative du chiffre d'affaires de la Société et des paiements à ses fournisseurs est libellée en US dollars.

La Société possède des créances sur les clients, des dettes fournisseurs, des stocks et de la trésorerie en dollars.

Sur l'exercice 2012-2013, la Société a encaissé 101.1 millions de US dollars de ses clients et payé 39.5 millions de US dollars à ses fournisseurs. La Société a, par ailleurs, converti en euros 61.8 millions de US dollars.

Le résultat opérationnel et les liquidités de la Société sont soumis aux fluctuations des cours de change et, essentiellement, aux fluctuations de la parité euro/dollar.

L'impact de la variation de 5 Cts sur l'EBITDA du Groupe de la parité euro/dollar est exposé ci-dessous :

En Million	
Sensibilité € VS Dollar US	En M
Montant encaissé	\$101,1
Montant décaissé	\$39,5
Montant converti	\$61,8
Tx moyen €/ \$ exercice	\$1,3
Impact EBITDA variation :	
+5 points	1,93 €
-5 points	-1,79 €

Le taux du dollar fait partie des hypothèses estimées dans le cadre des contrats de construction pour la détermination de la marge à terminaison.

Afin d'atténuer ce risque, la Société a mis en place une politique de couverture du risque de change avec ses banques afin de préserver sa rentabilité et sa trésorerie.

Toutefois, la Société ne peut garantir que sa politique de couverture la protégera efficacement contre les variations des changes.

Le tableau ci-dessous présente les positions prises par le Groupe au 31 mars 2013.

Instruments financiers	Nominal	Échéances		
		< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
- Options de change EUR/USD	36 450 664	20 239 407	16 211 257	
- Options de change avec barrière EUR/USD	6 174 750	0	6 174 750	
- Accumulateurs EUR/USD	81 705 983	15 662 034	66 043 949	
- Contrats à terme EUR/USD	124 018	124 018	0	
-TRFE vendeur EUR/USD	236 432			
	723	0	236 432 723	
Total risque de change vendeur	360 888			
	137	36 025 459	324 862 678	0
-TRFE Acheteur EUR/USD	4 052 887	2 528 887	1 524 000	
Total risque de change acheteur	4 052 887	2 528 887	1 524 000	0

24.3 Risque de taux

L'endettement existant au 31 mars 2013 se présente comme suit :

Dette En K€	Total dette	Taux fixe	Taux Variable	SWAP
Emprunt crédit bail	28527	18286	10241	5120
Emprunt bancaire	31354	16526	14828	1651
Financement court terme	19605		19605	
Total	79486	34812	44674	6771

Les expositions au risque de taux d'intérêt sont relatives au financement des créances clients et au financement d'une partie de la dette à terme. Les intérêts sont indexés sur l'Euribor.

Seule une partie de ces positions, représentant environ 6.7 millions d'euros (Cf. tableau ci-dessus) fait l'objet d'une assurance contre une hausse importante de cet indice, par le biais de swap de taux.

Une variation de +/- 5 cts de la moyenne de l'Euribor 3 mois sur l'exercice aurait eu un impact de +/- 168 k€ sur le résultat du Groupe.

25. Effectif

	31/03/2012	31/03/2013	Evolution
Cadres et équivalents	97	182	87,20%
Non Cadre	763	882	15,61%
Personnels extérieurs	44	17	-61,91%
Total	904	1 081	19,52%

26. Engagements financiers

26.1 Engagements reçus

- garantie COFACE : 19 059 031 €
- garantie OSEO UIMM : 1 589 859 €
- garantie OSEO: 151 349 €
- garantie OSEO sur l'opération de lease back à hauteur de 90% de l'en cours

26.2 Engagements donnés

Crédit-bail mobilier

En K€		redevance payées		redevance restant à payer			
poste du bilan	cout d'entree	de l'exercice	cumule depuis debut contrat	jusqu'à 1 an	de 1 a 5 ans	*+ 5 ans	total a payer
Pont roulant B5 BPRP	58	11	45	11	12		24
Banc réglage Lorequip	62	14	36	14	20		33
Dell equalogic		29	55				
Machine à mesurer ZEISS	60	14	34	14	6		20
Bras Faro	61	16	22	16	27		44
mors à chien	60	10	10	13	43		56
TOTAL	301	94	201	69	108		177

Les crédits-baux mobiliers mentionnés ci-dessus n'ont pas été retraités en consolidation car leur valeur unitaire était inférieure au seuil retenu pour le retraitement (75 K€)

Location simple

Le groupe a recours dans le cadre de son activité à de la location simple de certains biens. Le montant de l'engagement au titre des différents contrats de locations en cours au 31 mars 2013 est de 3 275 .34 K€ contre 6 432.11 K€ au 31 mars 2012

Total loyers En K€	Part à - 1 an	Part + 1 an - 5 ans	Part à + 5 ans
3 275,34	1 012,12	1 954,10	309,13

Dettes garanties par des sûretés réelles

Le montant des dettes financières garanti par des sûretés réelles (nantissement de fonds de commerce et de matériel, hypothèque sur bâtiment, garantie COFACE ou OSEO, gage sur stock) ; s'élève à 32 460 k€

27. Parties liées

En K€	Achats	Ventes
Opération avec entreprises liées	2178	175

28. Rémunération des membres du Comité de Direction

Exercice	Effectif moyen	Rémunération
2011-2012	7	493 672
2012-2013	7,6	556 896

29. Honoraires des Commissaires aux Comptes

Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe								
	FIDAUDIT				SODECAL			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	31/03/2013	31/03/2012	31/03/2013	31/03/2012	31/03/2013	31/03/2012	31/03/2013	31/03/2012
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur	56 750	30 788	88,3%	79,3%	19 200	19 200	76,8%	82,8%
Filiales intégrées globalement	7 500	8 020	11,7%	20,7%	5 800	4 000	23,2%	17,2%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaires aux comptes								
Emetteur			0,0%	0,0%			0,0%	0,0%
Filiales intégrées globalement			0,0%	0,0%			0,0%	0,0%
Sous-Total	64 250	38 808	100,0%	100,0%	25 000	23 200	100,0%	100,0%
Autres Prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social			0,0%	0,0%			0,0%	0,0%
Autres			0,0%	0,0%			0,0%	0,0%
Sous-Total	0	0	0,0%	0,0%	0	0	0,0%	0,0%
Total	64 250	38 808	100%	100%	25 000	23 200	100%	100%

30. Evènements postérieurs à la clôture

Aucun fait marquant n'est à signaler depuis le 31 mars 2013.

31. Adoption des normes IFRS

Le Groupe a adopté les normes IFRS avec entrée en vigueur pour ses états financiers consolidés annuels à compter du 1^{er} avril 2012. Les présents états financiers consolidés sont les premiers états financiers consolidés annuels du Groupe établis selon les IFRS. Pour toutes les périodes jusqu'à l'exercice clos le 31 mars 2012 inclusivement le Groupe a établi ses états financiers consolidés selon le règlement CRC 99.02.

La présente note explique l'incidence de la transition CRC 99.02 vers les normes IFRS sur les capitaux propres du Groupe présenté au 31 mars 2011 ainsi que au 31 mars 2012, ainsi que sur le résultat net et les flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

Dans la présente note les mentions CRC 99.02 font référence aux règles du CRC 99.02 applicables au Groupe pour les périodes de présentation de l'information jusqu'à l'exercice clos le 31 mars 2012 inclusivement.

31.1 Rapprochement des capitaux propres

Rapprochement capitaux propres		
Eléments	Notes	01/04/2011
Capitaux propres selon CRC 99-02 En K€		18568
Différences d'évaluation et de comptabilisation :		
IAS 36 Ecart d'acquisition	1	146
IAS 11 Contrats de construction Stock learning curve	2	3842
IAS 11 Contrats de construction Provision pertes à terminaison	3	-8743
IAS 20 Avances remboursables	4	156
IAS 20 -CIR	5	-469
IAS 17		65
IAS 39 - instruments financiers	6	-71
Incidences fiscales de ces retraitements	7	1584
Capitaux propres selon IFRS		15078

Les éléments suivants expliquent les retraitements les plus importants des capitaux propres attribuables au changement de méthodes comptables par la suite de l'adaptation des normes IFRS

1 Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisitions négatifs figurants au bilan du Groupe sous le format CRC 99-02 sont constitués par les écarts d'acquisitions de titres de Mécabrive Industries réalisés lors de l'exercice 2009-2010.

En format CRC 99-02 ces écarts d'acquisitions sont traités comme des provisions pour risques et charges et font l'objet d'une reprise sur une durée de 4 ans.

La norme IAS 36 annule ce traitement, la quote part de provision non reprise figurant au bilan format CR 99-02 est reclassé en capitaux propres en format IFRS.

2 Contrats de construction Stock learning curve:

Dans le cadre du passage des normes CRC 99-02 vers les normes IFRS le Groupe applique pour les contrats de partenariat conclu avec ses clients la norme IAS 11 relative aux contrats de constructions.

L'application de cette norme est décrite aux paragraphes 3.15 et 7.2

L'application de cette norme conduit à constater un stock relatif aux contrats de construction précédemment commencés de 3.84 M€ au 1 Avril 2011.

3 Contrats de construction Provision pertes à terminaison

Parmi les contrats de construction traité par le Groupe, 14 contrats représentant 187 M€ de chiffre d'affaires ont une rentabilité négative.

Dans ce cadre le Groupe a constitué une provision pour perte à terminaison pour la totalité de la perte générée par ces contrats.

Cette provision est rapportée au résultat du Groupe au fur et à mesure de la livraison des sous-ensembles.

Le montant de la provision constituée est de 8.7 M€ au 1 avril 2011.

4 Avances remboursables

Certaines avances remboursables obtenues par le Groupe ne sont pas productives d'intérêts.

Les normes IFRS permettent au Groupe d'inscrire dans le compte de résultat l'avantage procuré par le fait qu'elles ne sont pas productives d'intérêts.

Cet avantage est de 156 K€ au 1 avril 2011.

5 Crédit Impôts Recherche

Le Groupe est engagé dans des projets de recherche et développement.

Le paragraphe 3.11 décrit les conditions d'activation des frais de recherches et développement du Groupe.

Dans le cadre de ses activités de R&D, le Groupe bénéficie de la disposition du Crédit Impôts Recherche (CIR).

En normes CRC 99-02 la quote part du CIR afférente à des projets immobilisés par le Groupe n'était pas étalée sur la durée d'amortissement de ces mêmes projets.

Avec les normes IFRS la quote part du CIR afférente à des projets immobilisés est amortie dans les mêmes conditions que la R&D correspondant immobilisée.

Ce retraitement a un impact négatif sur les capitaux propres du groupe de 469 K€.

6 Instruments financiers

Une part importante du chiffre d'affaires du Groupe est effectuée en dollar US. Pour se prémunir contre des variations importantes de la parité Euro/Dollar US le Groupe a développé une politique de couverture des flux vendeurs de dollar US (Cf & 24.2 sur le risque de change).

Les produits utilisés par le Groupe représentent une valeur monétaire valorisée dans les comptes du Groupe dans le cadre des normes IFRS.

La valeur prise en compte au 1 avril 2011 est de – 71k€.

7 Incidences fiscales de ces retraitements

Les retraitements au 1 avril 2011 totalisant – 5 M€ ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs du Groupe. L'application du taux d'imposition prévu par la loi de 33.33% à ces retraitements entraîne la comptabilisation d'un actif d'impôts différé de 1.58 M€

31.2 Rapprochement résultat

En K€	Résultat part de groupe selon CRC 99-02	IAS 36 Ecart d'acquisition	IAS 11 Contrats de construction Stock learning curve	IAS 11 Contrats de construction Provision pertes à terminaison	IAS 20 Avances remboursables	IAS 20 -CIR	IAS 17
Chiffre d'affaires	109585						
Résultat opérationnel courant	8376		7544	1035		-195	79
Résultat de la période part de groupe	5327	-56	7544	1035	807	-195	29

Suite						
En K€	IAS 39 - instruments financiers	Incidences fiscales de ces retraitements	Reclassement charges personnel	Reclassement dotation/reprise provision	Autres reclassements	Résultat net part de groupe selon IFRS
Chiffre d'affaires						109585
Résultat opérationnel courant			1007	-123	-27	17698
Résultat de la période part de groupe	286	-3234				11544

Les éléments suivants expliquent les retraitements les plus importants du résultat attribuables au changement de méthodes comptables par la suite de l'adaptation des normes IFRS.

Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisitions négatifs figurants au bilan du Groupe sous le format CRC 99-02 sont constitués par les écarts d'acquisitions de titres de Mécabrive Industries réalisés lors de l'exercice 2009-2010.

En format CRC 99-02 ces écarts d'acquisitions sont traités comme des provisions pour risques et charges et font l'objet d'une reprise sur une durée de 4 ans.

La norme IAS 36 annule ce traitement.

Contrats de construction Stock learning curve:

Dans le cadre du passage des normes CRC 99-02 vers les normes IFRS le Groupe applique pour les contrats de partenariat conclu avec ses clients la norme IAS 11 relative aux contrats de constructions.

L'application de cette norme est décrite aux paragraphes 3.15 et 7.2

L'application de cette norme conduit à constater un profit généré par la production stockées de learnig curve pour une montant de 7.5 M€

Contrats de construction Provision pertes à terminaison

Parmi les contrats de construction traité par le Groupe, 14 contrats représentant 187 M€ de chiffre d'affaires ont une rentabilité négative.

Dans ce cadre le Groupe a constitué une provision pour perte à terminaison pour la totalité de la perte générée par ces contrats.

Cette provision est rapportée au résultat du Groupe au fur et à mesure de la livraison des sous-ensembles.

Le montant de la provision repris au compte de résultat l'exercice 2011-2012 est de 1 M€.

Avances remboursables

Certaines avances remboursables obtenues par le Groupe ne sont pas productive d'intérêts.

Les normes IFRS permettent au Groupe d'inscrire dans le compte de résultat l'avantage procuré par le fait qu'elles ne sont pas productives d'intérêts.

Cet avantage est de 807 K€ au 1 avril 2012.

Crédit Impôts Recherche

Le Groupe est engagé dans des projets de recherche et développement.

Le paragraphe 3.11 décrit les conditions d'activation des frais de recherches et développement du Groupe.

Dans le cadre de ses activités de R&D, le Groupe bénéficie du disposition du Crédit Impôts Recherche (CIR).

En normes CRC 99-02 la quote part du CIR afférente à des projets immobilisés par le Groupe n'était pas étalé sur la durée d'amortissement de ces même projet.

Avec les normes IFRS la quote part du CIR afférente à des projets immobilisés est amortie dans les même conditions que la R&D correspondant immobilisée.

Ce retraitement a un impact négatif sur le résultat de l'exercice 2011-2012 de 195 K€.

Instruments financiers

Une part importante du chiffre d'affaires du Groupe est effectuée en dollar US. Pour se prémunir contre des variations important de la parité Euro/Dollar US le Groupe a développé une politique de couverture des flux vendeurs de dollar US (Cf & 24.2 sur le risque de change).

Les produits utilisés par le Groupe représentent une valeur monétaire valorisée dans les comptes du Groupe dans le cadre des normes IFRS.

Ce retraitement a un impact positif sur le résultat de l'exercice 2011-2012 de 286 K€.

Incidences fiscales de ces retraitements

Les retraitements sur l'exercice 2011-2012 totalisant + 9.45M€ ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs du Groupe. L'application du taux d'imposition prévu par la loi de 33.33% à ces retraitements entraine la comptabilisation d'un passif d'impôts différé de 3.23 M€.

Reclassement charges de personnels :

Reclassement des mouvements de dotations/reprises sur provision pour indemnités de fin de carrière et de médaille du travail en charges de personnels.

31.3 Rapprochement bilan

BILAN ACTIF									
En K€	Bilan CRC 99-02	IAS 11 Contrats de construction Stock learning curve	IAS 17	IAS 39 Affacturage	Incidences fiscales de ces retraitements	Reclassement Immo en cours	Reclassement impôts différés actifs	Reclassements comptes affecturage	Bilan IFRS
Immobilisations Incorporelles	4 934					644			5 578
Immobilisations corporelles	35 410		1 702			-644			36 468
Autres actifs non courants	427				4 485		788		5 699
Stocks et en cours	33 980	3 842							37 822
Créances clients	6 757			12 027				2 202	20 987
Autres actifs circulants	7 913						-788	-99	7 026
Trésorerie et équivalent de trésorerie	7 237							-2 103	5 134
Total Actif	96 658	3 842	1 702	12 027	4 485	0	0	0	118 715

BILAN PASSIF									
En K€	Bilan CRC 99-02	IAS 36 Ecart d'acquisition	IAS 11 Contrats de construction Stock learning curve	IAS 11 Contrats de construction Provision pertes à terminaison	IAS 20 Avances remboursables	IAS 20 -CIR	IAS 17	IAS 39 - instruments financiers	IAS 39 Affacturage
Capitaux propres	18 569	146	3 842	-8 743	156	-469	65	-71	
Autres fonds propres	4 079								
Provision pour risques et charges	3 300	-146		8 743					
Dettes financières non courantes	38 899				-156		1 637		
Autres passif non courant	961								
Dettes financières courantes									
Autres passif courant	30 849					469		71	
Dettes financières court terme									12 027
Total passif	96 658	0	3 842	0	0	0	1 702	0	12 027

BILAN PASSIF SUITE					
En K€	Incidences fiscales de ces retraitements	Reclassement Avances remboursables	Reclassement dettes financières court terme	Reclassements autres passif non courant	Bilan IFRS
Capitaux propres	1 584				15 078
Autres fonds propres		-4 079			0
Provision pour risques et charges	2 901				14 799
Dettes financières non courantes		3 664	-960	882	43 966
Autres passif non courant				-961	0
Dettes financières courantes		415			415
Autres passif courant				79	31 469
Dettes financières court terme			960		12 988
Total Passif	4 485	0	0	0	118 715

20.2. INFORMATIONS FINANCIERES PRO FORMA

Non applicable.

20.3. VERIFICATION DES INFORMATIONS FINANCIERES HISTORIQUES

20.3.1. Rapport des Commissaires aux Comptes relatif aux comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 mars 2015

KPMG Audit
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France

S.A.R.L. SODECAL AUDIT
449, avenue du Danemark
82000 Montauban
France

FIDAUDIT – Membre du réseau FIDUCIAL
41, rue du Capitaine Guynemer
92925 La Défense cedex
France

Figeac Aéro S.A.

Siège social : Z.I. de l'Aiguille - 46100 Figeac
Capital social : €. 3.328.434,72

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2015

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2015 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Figeac Aéro S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1- Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2- Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Les notes annexes aux comptes consolidés exposent les modalités d'enregistrement des instruments de couverture (paragraphe 3.18 et 22) et des frais de développement (paragraphe 3.11 et 6.1). Dans le cadre de l'appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables et des informations fournies dans les notes annexes aux comptes consolidés, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Le groupe constate par ailleurs les résultats sur les contrats de construction en utilisant la méthode de l'avancement selon les modalités décrites dans la note annexe 3.15 aux comptes consolidés. Les résultats sur les contrats de construction sont déterminés sur la base d'estimations, concernant notamment les hypothèses industrielles et les taux de change, réalisées sous le contrôle du Conseil d'administration. Le cas échéant, les résultats prévisionnels négatifs sont immédiatement constatés en résultat.

Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, comme indiqué en note annexe 7.2 aux comptes consolidés, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par le groupe, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par le Conseil d'administration.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3- Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

En application de la loi, nous vous signalons que votre société n'a pas procédé à la désignation d'un organisme tiers indépendant chargé d'établir l'attestation relative à la présence dans le rapport de gestion de toutes les informations sociales, environnementales et sociétales prévues par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce.

Les commissaires aux comptes,

Labège, Montauban et La Défense, le 11 septembre 2015

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

S.A.R.L. SODECAL AUDIT

FIDAUDIT
Membre du réseau FIDUCIAL

Jean-Marc Laborie
Associé

Jérôme Cathala Anne-Laure Destruel
Gérante de la S.A.R.L

Jean-Pierre Boutard

20.3.2. Rapport des Commissaires aux Comptes relatif aux comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 mars 2014

KPMG Audit
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France

S.A.R.L. SODECAL AUDIT
449, avenue du Danemark
82000 Montauban
France

FIDAUDIT – Membre du réseau FIDUCIAL
41, rue du Capitaine Guynemer
92925 La Défense cedex
France

Figeac Aéro S.A.

Siège social : Zone Industrielle de l'Aiguille - 46100 Figeac
Capital social : €. 3.195.101

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2014

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2014 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Figeac Aéro S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1- Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2- Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Le groupe constate les résultats sur les contrats de construction en utilisant la méthode de l'avancement selon les modalités décrites dans la note annexe 3.15 aux comptes consolidés. Les résultats sur les contrats de construction sont déterminés sur la base d'estimations, concernant notamment les hypothèses industrielles et les taux de change, réalisées sous le contrôle du Conseil d'administration. Le cas échéant, les résultats prévisionnels négatifs sont immédiatement constatés en résultat.

Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, comme indiqué en note annexe 7.2 aux comptes consolidés, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par le groupe, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par le Conseil d'administration.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3- Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes

Labège, Montauban et La Défense, le 8 octobre 2014

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

S.A.R.L. SODECAL AUDIT

FIDAUDIT
Membre du réseau FIDUCIAL

Jean-Marc Laborie
Associé

Jérôme Cathala Gérard Cazeneuve
Gérant de la S.A.R.L.

Jean-Pierre Boutard

20.3.3. Rapport des Commissaires aux Comptes relatif aux comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 mars 2013

SARL SODECAL AUDIT
449, avenue du Danemark
82 000 MONTAUBAN

Société à responsabilité limitée de Commissariat aux
Comptes au capital de 7 639 € - 314 684 481 RCS
Montauban
Membre de la Compagnie Régionale de Toulouse

FIDAUDIT

Membre du réseau FIDUCIAL
41, rue du Capitaine Guynemer
92 925 LA DEFENSE CEDEX

Société Anonyme de Commissariat aux Comptes au
capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

FIGEAC AERO

Société Anonyme au capital de 3.000.000 euros
Z.I de l'Aiguille
46100 FIGEAC
RCS CAHORS B 349 357 343

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2013

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2013, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société FIGEAC AERO tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Ces comptes ont été préparés pour la première fois conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Ils comprennent à titre comparatif les données relatives à l'exercice clos le 31 mars 2012.

1- Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point mentionné dans la note 31 de l'annexe aux comptes annuels relatif à l'adoption des normes IFRS.

2- Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 31 de l'annexe expose les modalités et les impacts de la transition entre les principes comptables CRC 99-02 et le référentiel IFRS. Nos travaux ont consistés à examiner les méthodes appliquées, et à vérifier que l'annexe fournit les informations appropriées.
- La note 3.11 de l'annexe expose notamment la méthode de comptabilisation des frais de développement. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus, des informations données afférentes à l'immobilisation des frais de développement et à leur amortissement, et nous nous sommes assurés leur correcte application.
- La note 3.15 de l'annexe expose la méthode de comptabilisation des contrats de constructions. Nous avons procédé à l'appréciation de la méthode d'évaluation retenue par votre société et des données sur lesquelles elle se fonde, et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de cette approche et de sa correcte application.
- Les notes 3.21 et 13 de l'annexe précisent les modalités d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires. Nos travaux ont consistés à examiner les hypothèses retenues, la méthode appliquée, et à vérifier que l'annexe fournit une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3- Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Montauban et à La Défense, le 13 septembre 2013

Les commissaires aux comptes

S.A.R.L. SODECAL AUDIT

Jérôme Cathala Gérard Cazeneuve
Gérant de la S.A.R.L.

FIDAUDIT

Membre du réseau FIDUCIAL
Jean-Pierre Boutard

20.4. DATE DES DERNIERES INFORMATIONS FINANCIERES

Les dernières informations financières datent du 30 septembre 2015 (informations semestrielles figurant dans la section 20.5 ci-dessous).

20.5. INFORMATIONS FINANCIERES INTERMEDIAIRES

20.5.1. Comptes consolidés semestriels

Rapport semestriel d'activité

Faits marquants du premier semestre 2015-2016

Poursuite d'une dynamique de croissance rentable

Au 1^{er} semestre de son exercice 2015/16 (30/09/2015), le Groupe Figeac Aéro réalise un chiffre d'affaires consolidé de **118,9 M€**, en progression de **+18%** par rapport au chiffre d'affaires au 30 septembre 2014 retraité. (+6 % à taux de change constant).

Cette première partie de l'exercice 2015/16 est marquée par une accélération du rythme de croissance, principalement portée par l'activité aérostructure (**+18,65%** à 96.7 M€), sous l'effet des montées en cadences des principaux programmes aéronautiques.

L'activité Usinage et traitement de surface participe également solidement à cette croissance avec une progression de **+50.93%** à 12.2 M€.

L'activité montage sur site enregistre une progression de 17.72% à 2.5M€, l'activité Usinage et chaudronnerie enregistre un recul de 17.82% à 7.3 M€.

La dynamique de l'activité, associée à la très bonne productivité industrielle, permet de présenter des niveaux de rentabilité opérationnelle très élevés. En effet, l'EBITDA est en forte croissance de +34.78% à 30,86 M€ au 30/09/2015, soit une marge EBITDA de **25,9%** du chiffre d'affaires conformément aux objectifs annoncés.

Par ailleurs, le résultat opérationnel courant à 19,7 M€ à l'issue du 1^{er} semestre 2015/16 est en forte progression de 34.41% par rapport au 1^{er} semestre 2014/15. Le résultat opérationnel courant s'élève ainsi à 16,6% du chiffre d'affaires, contre 14.55% un an plus tôt.

Cette croissance rentable combinée à l'appréciation du dollar et à l'évolution positive du Mark-to-Market au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2015/2016 ont conduit à une forte hausse du bénéfice net part du Groupe qui s'élève à 21 M€ comparé à un bénéfice net part de Groupe de 4.9 M€ sur le 1^{er} semestre 2014/2015.

L'évolution de la parité Euro/Dollar US s'établit au 30 septembre 2015 à 1 € = 1.1203 contre 1 € = 1.0759 au 31 mars 2015. Cette évolution impact fortement le Mark to Market des positions de changes prises par le Groupe.

Des investissements soutenus pour assurer la croissance future

Le Groupe poursuit également sa politique d'investissements industriels soutenus sur la période à hauteur de 35.6 M€ d'investissements afin de maintenir son leadership technologique:

- Investissements en Recherche et Développement de process d'usinage de produits complexes pour un montant total de 8 M€.
- Investissements logiciels : 1,3 M€
- Investissements immobiliers de 4,2 M€ :
 - Construction de 2 bâtiments pour un total de 13 000 m² sur le site de Figeac, dont « l'usine du futur » dédiée au moteur LEAP.
 - Agrandissement de l'usine de MTI à Decazeville
 - Acquisition de terrains à FIGEAC et WICHITA.
- Investissements matériels de moyens de production pour un montant total de 22.1 M€ dont 8 nouvelles machines.
- Création le 19 mai 2015 de Figeac Aéro Maroc pour développer la réalisation de pièces en zone Best Cost.

Structure financière

Les capitaux propres du Groupe sont en hausse de +40% à 85,4 M€ au 30/09/2015 par rapport au 31/03/2015. L'endettement net s'élève à la fin du semestre à 152,8 M€, suite aux investissements inhérents à la production, et

à la hausse naturelle du Besoin en Fonds de Roulement dans cette phase très active de croissance. Le ratio Dette nette / EBITDA reste maîtrisé et s'établi à 2.48 (*) au 30 septembre 2015 comparée à 2.33 au 30 septembre 2014.

EBITDA : Résultat opérationnel courant + dotations aux amortissements + dotations nettes de provisions

(*) EBITDA annualisée

I- COMPTES CONSOLIDES CONDENSES AU 30 SEPTEMBRE 2015

1.1 Bilan consolidé au 30 septembre 2015



BILAN CONSOLIDE AU 30 SEPTEMBRE 2015

			sept.-15	mars-15
(En K€)				*
ACTIF CONSOLIDE	Notes	Clôture		Clôture
Goodwill		0		0
Frais de développement		26 283		20 273
Autres immobilisations incorporelles		2 633		1 722
Total immobilisations incorporelles	6.1	28 916		21 996
				0
Terrains		3 566		2 232
Constructions		26 848		26 645
Installations techniques		64 619		54 866
Autres immobilisations corporelles		3 564		3 387
Total immobilisations corporelles	6.2	98 596		87 129
Participations mises en équivalence		0		0
Impôts différés	14	793		25 322
Instruments financiers dérivés		0		0
Autres actifs financiers	6.3	1 814		2 034
Autres actifs non courants	8.1	704		705
				0
Total actifs non courants		130 824		137 186
Stocks et en-cours	7.1	158 461		145 367
Clients et autres débiteurs	8.1	61 145		52 508
Créance d'impôt	14	2 926		1 528
Instruments financiers		0		0
Autres actifs courants	8.1	11 207		6 983
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9	9 357		30 261
Total actif courant		243 096		236 647
TOTAL ACTIF		373 920		373 832

Les données publiées au 31 mars 2015 ont été retraitées :

- de l'impact du changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « Taxes ». (cf. note 3.2 – changement de méthode).

		sept.-15	mars-15
(EnK€)			*
PASSIF CONSOLIDE	Notes	Clôture	Clôture
Capital		3 332	3 328
Primes		34 118	33 731
Réserves	20	26 872	45 104
Réserves de conversion		42	204
Résultat de l'exercice	20	20 971	-21 889
Capital émis et réserves attribuables aux propriétaires de la société mère		85 335	60 479
Participations ne donnant pas le contrôle		650	255
Participations ne donnant pas le contrôle		650	255
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	10	85 985	60 734
Emprunts auprès des établissements de crédit	13	61 782	45 827
Avances remboursables	13	21 586	21 534
Dettes financières location financement	13	29 761	29 397
Autres dettes financières	13	1 900	1 591
Total des dettes financières non courantes		115 029	98 350
Autres provisions	11	5 241	5 328
Impôt différé passif	14	3 103	16 080
Provision pour retraite et avantages à long terme	12	1 791	2 096
Instruments financiers dérivés	13	48 525	75 548
Autres passifs non courants	13	2 024	2 022
Produits différés partie non courante	13	3 814	2 517
Total passifs non courants		179 527	201 940
Dettes financières à court terme	9	31 511	25 934
Partie courante des dettes financières à terme	13	14 138	18 596
Avances remboursables	13	1 496	1 169
Total des dettes financières courantes		47 145	45 699
Fournisseurs	13	39 994	40 401
Dettes fiscales	13	5 560	4 468
Dettes d'impôt		0	0
Instruments financiers dérivés		0	0
Autres passifs courants	13	13 137	19 117
Produits différés	13	2 573	1 474
Total passifs courants		108 409	111 159
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		373 920	373 832

* Les données publiées au 31 mars 2015 ont été retraitées :

- de l'impact du changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « Taxes ». (cf. note 3.2 – changement de méthode).

1.2 Compte de résultat consolidé



COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

		sept.-15	sept.-14
(EnK€)			*
Etat du Résultat Consolidé		Clôture	Clôture
Chiffre d'affaires	15 et 3.2	118 930	100 797
Autres produits de l'activité		10 675	6 392
Variation des stocks de produits en cours et finis		11 329	14 871
Achats consommés	3.2	-64 706	-57 959
Charges de personnel		-33 577	-30 499
Charges externes		-10 776	-9 543
Impôts et taxes		-1 007	-1 155
Dotations aux amortissements		-10 894	-8 079
Dotations nettes de provisions		-256	-154
Résultat opérationnel courant		19 719	14 671
Autres produits opérationnels		216	931
Autres charges opérationnelles		-932	-1 281
Résultat opérationnel		19 003	14 321
Produits financiers		8	948
Charges financières		-1 675	-1 705
Coût de l'endettement financier net		-1 667	-757
Gains et pertes de changes réalisés	3.2	-8 462	2 163
Gains et pertes latents sur instruments financiers	13	22 267	-8 712
Autres charges et produits financiers		-23	-191
Quote-part de résultat net des sociétés ME		0	0
Impôt	14 et 3.2	-10 069	-1 937
Résultat de la période		21 048	4 887
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère		20 971	4 890
Résultat attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		77	-3
Résultat dilué	10	20 971	4 890
Nombre d'actions		27 767 513	26 625 845
Résultat par action		0,75	0,18
Résultat dilué par action	10	0,75	0,18

*Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

- de l'impact du changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « Taxes ». (cf. note 3.2 – changement de méthode).
- pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération. (cf. note 3.2 – changement de méthode).

1.3 Compte de résultat global consolidé

		sept.-15	sept.-14
(En K€)			*
Etat du résultat global	Notes Annexes	Clôture	Clôture
Résultat de la période	10	21 048	4 887
<i>Autres éléments du résultat global</i>			
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement reclassés en résultat net			
Engagements postérieurs à l'emploi - Ecart actuariels		561	-52
Impôts différés - Engagements postérieurs à l'emploi - Ecart actuariels		-187	17
Eléments qui seront reclassés ultérieurement reclassés en résultat net			
Couverture de flux de trésorerie - partie jugée efficace de la variation de la juste valeur		4 757	0
Impôts différés - Variation juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture		-1 585	0
Ecart de conversion		-171	194

Résultat global de la période		24 423	4 852
* Attribuable aux propriétaires de la société mère		24 346	4 855
* Participations ne donnant pas le contrôle		77	-3

- * Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :
- de l'impact du changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « Taxes ». (cf. note 3.2 – changement de méthode).
 - pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération. (cf. note 3.2 – changement de méthode)

1.4 Tableaux de flux de trésorerie consolidé

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

	sept.-15	sept-14
<i>(En K€)</i>		
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat des stés intégrées	21 048	4 887
Amort., prov. et QP subv. virés au résultat	11 040	73 103
Elimination des profits/pertes de réévaluation (juste valeur)	-22 244	-64 787
Autres éléments sans incidence de trésorerie	319	91
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	10 163	13 294
Charge d'impôt	9 732	518
Coût de l'endettement financier	1 450	2 767
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net d'impôt	21 345	16 579
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	-28 315	-12 753
Variation des stocks	-13 987	-14 865
Variation des clients et autres débiteurs	-9 953	-5 866
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	-4 375	7 978
Impôt payé	0	0
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	-6 970	3 826
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements		
Acquisitions d'immobilisations	-30 243	-19 944
Cessions d'immobilisations	5 389	930
Incidences des variations de périmètre	0	-2 882
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS	-24 854	-21 896
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Augmentations de capital	391	0
Augmentations de subventions	889	0
Emissions d'emprunts et avances	15 760	21 873
Remboursements d'emprunts et avances	-10 217	-7 365
Intérêts financiers versés	-1 450	-2 767
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	5 373	11 741
VARIATION DE TRESORERIE	-26 450	-6 330
Trésorerie - Ouverture	4 327	-4 183
Trésorerie - Variation cours devises	-30	
Trésorerie - Clôture	-22 153	-10 513
VARIATION DE TRESORERIE	-26 450	-6 330

*Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

- de l'impact du changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « Taxes ». (cf. note 3.2 – changement de méthode).
- pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération. (cf. note 3.2 – changement de méthode).

1.5 Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(En K€)	Part du groupe						Participations ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux Propres
	Capital	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Capital émis et réserves attribuables aux propriétaires de la société			
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES								
Exercice clos Mars 2014	3 195	14 200	35 201	16 060	68 656	82		68 738
Opérations sur capital	133	19 531			19 664			19 664
Variation des écarts de conversion			194		194			194
Autres variations			583		583	176		759
Dividendes versés								0
Affectation Résultat N-1			16 060	-16 060		1		1
Autres éléments du résultat global			-6 586		-6 586	-2		-6 588
Résultat de la période				-21 889	-21 889	-3		-21 892
Variation de périmètre			269		269			269
Exercice clos Mars 2015 publié	3 330	33 731	45 721	-21 889	60 893	254		61 147
Impact de l'application de l'IFRIC 21 au 31/03/2015			-413		-413			-413
Exercice clos Mars 2015 retraité *	3 330	33 731	45 308	-21 889	60 480	254		60 734
Opérations sur capital	4	387			391	0		391
Variation des écarts de conversion			-171		-171			-171
Impact de l'application de l'IFRS 2			144		144			144
Dividendes versés			0		0	0		0
Affectation Résultat N-1			-21 889	-21 889	0			
Autres éléments du résultat global			3 521		3 521	319		3 840
Résultat de la période				20 971	20 971	77		21 048
Variation de périmètre								0
Exercice clos Septembre 2015	3 334	34 118	29 289	-22 807	85 336	650		85 986

Les données publiées au 31 mars 2015 ont été retraitées :

- o de l'impact du changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « Taxes ».
- (cf. note 3.2 –changement de méthode).

II - PRESENTATION

2.1 Présentation du Groupe

Le Groupe FIGEAC AERO est un groupe industriel à forte dominante aéronautique dont l'activité s'articule autour de 4 axes principaux :

- Réalisation de pièces de structure pour l'aéronautique :
 - ❖ Réalisation de sous-ensembles aéronautiques (usage et assemblage) ;
 - ❖ Réalisation de pièces de structure, aéronautiques ;
 - ❖ Pièces moteurs et pièces précises aéronautiques.
- Montage en atelier et sur site de sous-ensembles aéronautiques ;
- Mécanique générale et chaudronnerie lourde ;
- Usinage de précision et traitement de surfaces.

Ces secteurs d'activité ont été retenus dans le cadre de l'activité sectorielle.

Le Groupe est un partenaire de premier plan des grands donneurs d'ordre du secteur aéronautique. Il intervient en rang 1 ou 2 des avionneurs, des motoristes et des principaux équipementiers.

De par son métier de sous-traitant et la variété de ses donneurs d'ordre (constructeurs, équipementiers et sous-ensembliers) le Groupe est présent sur la quasi-totalité des programmes aéronautiques civils en cours.

Le Groupe s'est positionné sur la conception et la fabrication :

- **De pièces de structures et sous-ensembles** (pièces fabriquées assemblées et prêtes à être intégrées dans la partie de l'avion concernée),
- **De pièces moteurs et de pièces de précision.**

Le Groupe est également positionné sur la fabrication de ces pièces sur de nombreux programmes (cf. tableau ci-dessous), principalement dans le domaine de l'aviation commerciale, et accessoirement dans le domaine militaire.

Constructeurs	Programmes dans lesquels intervient le Groupe
AIRBUS	A318/319/320/321 A320 NEO, A330-340 A350 A380 A400M
ATR	ATR 42 ATR 72
BOEING	747-8 787
BOMBARDIER	CRJ 700/ 900/1000 Global Express CL300 / CL605 / DASH 8/ C SERIES
DASSAULT	FALCON 900 / 2000 FALCON 7X 5xRAFALE
EMBRAER	ERJ 145 / ERJ 170 ERJ190 LEGACY 450-500 E2
EUROCOPTER	NH90
GULFSTREAM	G150/ G280/ G550 / G650 / AAP2
HONDA JET	HA 420
Moteurs	CFM 56 / GP7200 / TRENT 500 et 700 / M88 / TP 400 / GE 90-115 / CF6 / LEAPX

Le Groupe entretient des relations étroites avec AIRBUS, dont il est depuis 2009 l'un des 20 fournisseurs stratégiques mondiaux pour les pièces élémentaires.

Par le biais d'un partenariat stratégique en place avec AIRBUS, le Groupe bénéficie notamment d'un transfert de technologie et de savoir-faire en provenance de l'avionneur européen concernant l'usinage des métaux durs.

Au travers de la conception et de la fabrication des pièces élémentaires (pièces de structure en aluminium ou en titane, pièces moteur et pièces précises en acier, titane ou inconel), ou de sous-ensembles, le Groupe intervient sur les différentes parties des avions, à savoir :

- **Cockpit** : encadrements des hublots, planches de bords, consoles centrales et latérales ;
- **Fuselage** : planchers assemblés, cadres et panneaux de fuselages, cloisons de pressurisation, ferrures et supports divers ;
- **Portes** : structures, mécanismes, ferrures de porte ;
- **Ailes** : longerons, nervures, panneaux, rails de volets ;
- **Moteurs** : pièces de mats, carters, viroles en aluminium et en titane, pièces d'entrée d'air ;
- **Inverseurs de poussée** : poutres, cadres, portes ;
- **Trains d'atterrissage** : compas.

Une partie de la production des pièces de structure est réalisée par la filiale Best Cost FGA TUNISIE. Le Groupe a décidé d'augmenter la réalisation de pièces Best Cost avec la création d'une filiale au Maroc.

Depuis mai 2014, une filiale en Zone Dollar, FGA North America (Wichita,USA), a intégré le Groupe au sein de l'activité "Usinage de précision et traitement de surfaces", afin de donner au Groupe une plus grande compétitivité en USD vis-à-vis de la pression internationale de plus en plus forte, ainsi que de participer à la politique du Groupe en matière de positionnement géographique : se situer à proximité de ses clients. Soit une politique visant à un lien étroit entre productivité et compétitivité.

Le Groupe a développé une activité de montage de sous-ensembles aéronautiques sur le site de Méaulte (80) portée par FGA PICARDIE.

A travers sa filiale MTI, le Groupe exerce une activité de chaudronnerie (mécano-soudure et usinage de pièces de grande dimension), pour diverses industries, notamment l'industrie pétrolière et automobile (moules pour les pneus).

A travers sa filiale MECABRIVE, le Groupe propose l'usinage de pièces complexes, le traitement de surfaces et le montage, pour l'industrie aéronautique et spatiale, mais aussi pour l'industrie des biens d'équipements et l'électronique.

Le Groupe propose à ses clients des prestations complètes intégrant :

- *La réalisation des études et l'industrialisation* :
Avec un bureau des méthodes composé de 45 ingénieurs et techniciens, le Groupe réalise la phase de conception de la pièce assistée par ordinateur et prépare les dossiers techniques pour la fabrication ;
- *La gestion des approvisionnements* ;
- *Les processus d'usinage et de formage* ;
- *La réalisation du contrôle dimensionnel* ;
- *Le traitement de surfaces* ;
- *L'assemblage*.

III – NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

3.1 Principes comptables

3.1.1 Base de préparation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés semestriels ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »). Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations qui entreront en vigueur après le 30 septembre 2015.

Les comptes consolidés du Groupe ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 26 janvier 2016.

Les règles et méthodes comptables appliquées aux comptes consolidés condensés au 30 septembre 2015 sont identiques à celles adoptées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 mars 2015 à l'exception des normes, amendements et interprétations applicables de manière obligatoire à compter du 31 mars 2015 (notamment IFRIC 21), interprétations décrits ci-dessous et des retraitements présentés en 3.2.

Les états financiers sont présentés en K€ arrondis au millier d'euros le plus proche.

Ils sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Le Groupe a choisi de présenter les éléments non récurrents significatifs au sein de son résultat opérationnel. La partie non récurrente est présentée après le sous total « Résultat opérationnel courant », le sous-total en résultant étant le « Résultat opérationnel ».

Au bilan, les actifs/passifs du Groupe inférieurs à 1 an sont classés en courant. Tous les autres actifs/passifs sont classés en non courant.

3.1.2 Application de normes, amendements et interprétations applicables pour les états financiers

Les normes et amendements suivants, parus au Journal officiel de l'Union Européenne, à la date de clôture des comptes semestriels sont appliqués pour la première fois au 30 septembre 2015 :

- Améliorations des IFRS publiées en décembre 2013 (cycle 2011-2013) ;
- IFRIC 21 « Taxes »

Les modifications et impacts liés à l'interprétation IFRIC 21 sont détaillés en note 3.2 « Changement de méthode ».

Les autres normes ou amendements, n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés condensés du Groupe au 30 septembre 2015.

3.1.3 Utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers nécessite de la part du Conseil d'Administration de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Le Conseil d'Administration revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière principalement pour :

- la marge estimée au titre des contrats de construction ;
- la valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité ;
- la juste valeur des instruments financiers dérivés ;
- La détermination des provisions pour risque.

3.2 Comparabilité des comptes / Changement de méthode

Depuis le 1^{er} avril 2015, le Groupe applique l'interprétation IFRIC 21 « Taxes » qui définit la date de comptabilisation d'un passif au titre d'une taxe. La date de comptabilisation correspond désormais au fait générateur de la taxe, tel que celui-ci est défini par la réglementation fiscale applicable.

Ainsi un certain nombre de taxes annuelles qui étaient auparavant comptabilisée prorata temporis sur 12 mois (taxes foncières) ou progressivement (C3S) sont désormais comptabilisées en totalité au 1^{er} janvier (et donc au second semestre pour le Groupe).

Le Groupe a appliqué de façon rétrospective ce changement de méthode comptable en impactant les capitaux propres d'ouverture d'un montant net d'impôt différé de 413 K€.

L'incidence sur le compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2014 est de +201 K€ net d'impôt différé.

Conformément à la norme IAS 8, s'agissant d'un changement de méthode, une information comparative sur l'exercice antérieur liée à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 est présentée dans les états financiers 2015.

3.3 Retraitements relatifs à l'information comparative publiée au 30 septembre 2014

Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération.

Les impacts de ce retraitement s'élèvent à :

- (-2.049) K€ sur le chiffre d'affaires
- 293 K€ sur les achats consommés
- 1.158 K€ sur le résultat financier

Soit un impact de -598 K€ sur le résultat net au 30 septembre 2014.

3.4 Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

La société mère FIGEAC AERO ainsi que les sociétés MECABRIVE INDUSTRIES, FGA TUNISIE, FGA PICARDIE et FGA USA sont consolidées sur la base de leur bilan arrêté au 30 septembre 2015, d'une durée de 6 mois. La société MTI est consolidée sur la base de son bilan au 30 septembre 2015 d'une durée de 9 mois retraités pour tenir compte des opérations significatives ou ayant une incidence sur l'établissement des comptes consolidés survenues entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 mars 2015.

La société FIGEAC AERO NORTH AMERICA est consolidée sur la base de son bilan arrêté au 30 septembre 2015.

La société FIGEAC AERO MAROC est consolidée sur une base d'une situation arrêtée au 30 septembre 2015.

3.5 Méthode de conversion des éléments en devises

Les charges et produits en monnaies étrangères sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération au taux de transaction.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur en euros au taux de conversion en vigueur à la date de clôture de l'exercice. La différence, résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au compte de résultat financier.

Les principaux taux de conversion utilisés sont les suivants (en valeur pour 1 €) :

	31/03/2015		30/09/2015	
	Bilan	Résultat	Bilan	Résultat
Dollar US	1,0759	1,2636	1,1203	1,1125
Dinar Tunisien	2,1019	2,1064	2,2016	2,1708
Dirham Marocain			10,8540	10,8430

3.6 Saisonnalité

Le Groupe ne connaît pas d'effet de saisonnalité significatif qui pourrait nuire à la compréhension de l'activité sur le 1^{er} semestre.

IV – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

4.1 Liste des sociétés consolidées

Société et forme juridique	N° d'ident.	Siège Social	Méthode de consolidation		% contrôle		% intérêt	
			Mars 2015	Septembre 2015	Mars 2015	Septembre 2015	Mars 2015	Septembre 2015
FIGEAC AERO SA	349357343	Z.I. de l'Aiguille 46100 FIGEAC	Société Mère	Société Mère	Société Mère	Société Mère	Société Mère	Société Mère
M.T.I. SAS	394223804	Z.I. du Combal 12300 DECAZEVILLE	Intégration globale	Intégration globale	95,64%	95,64%	95,64%	95,64%
MECABRIVE IND. SAS	453806267	1, Imp. Langevin 19108 BRIVE	Intégration globale	Intégration globale	92,68%	92,68%	92,68%	92,68%
SARL FGA TUNISIE	NEANT	ZI M'Ghira III, Rue de Gafsa 2082 FOUCHANA	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
FIGEAC AERO USA INC	NEANT	2701 South Bayshore Drive 33133 MIAMI	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
FGA PICARDIE SAS	533995684	Z.I. de l'Aiguille 46100 FIGEAC	Intégration globale	Intégration globale	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
FGA NORTH AMERICA INC	NEANT	9313 E 39th St N Wichita, KS, 67226 USA	Intégration globale	Intégration globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
FIGEACAERO MAROC	328973	49 Rue Jean Jaurés CASABLANCA MAROC	N/A	Intégration globale	N/A	100,00%	N/A	100,00%

4.2 Entité ad-hoc consolidée

Société et forme juridique	N° d'ident.	Siège Social	Méthode de consolidation		% contrôle		% intérêt	
			Mars 2015	Septembre 2015	Mars 2015	Septembre 2015	Mars 2015	Septembre 2015
SCI REMSI	791581994	4 Avenue Jean Jaurés 46100 FIGEAC	intégration globale	intégration globale	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

La SCI REMSI, propriété de Mr MAILLARD Jean Claude, P.D.G du Groupe FIGEAC AERO est considérée comme entité ad-hoc car elle est propriétaire d'un actif spécifique (bâtiment industriel) loué par la société mère Figeac Aéro. Cette SCI a été créée dans le cadre d'une opération d'investissement du Groupe (création d'un atelier indépendant du reste de l'usine).

Conformément à IFRS10, il a été considéré que la société mère FIGEAC AERO contrôlait cette entité dans la mesure où :

- ✓ elle détient le pouvoir sur l'entité à travers le pouvoir de diriger la politique financière et opérationnelle de la SCI;
- ✓ elle est exposée ou a droit sur les rendements variables de la SCI en raison de son implication dans l'entité ;
- ✓ elle a la capacité d'utiliser son pouvoir sur la SCI pour influencer sur le montant de ces rendements.

V – SECTEURS OPERATIONNELS

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8.

Les activités opérationnelles du Groupe sont organisées et gérées séparément suivant la nature des produits et services rendus.

Chaque secteur représente un domaine d'activité stratégique qui propose différents produits sur différents marchés.

Ces secteurs correspondent au découpage du reporting interne utilisé par le management du Groupe pour le suivi des activités du Groupe.

Les données financières présentées pour l'information sectorielle suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés du Groupe.

L'activité du groupe s'articule autour de 4 axes principaux :

1. **Aérostructure : réalisation de pièces de structure pour l'aéronautique**
 - Réalisation de sous-ensembles aéronautiques (usinage et assemblage),
 - Réalisation de pièces de structure, aéronautiques
 - Pièces moteurs et pièces précises aéronautiques.
2. **Montage en atelier et sur site de sous-ensembles aéronautiques**
3. **Mécanique générale et chaudronnerie lourde**
4. **Usinage de précision et traitement de surfaces.**

Résultat Sectoriel 2015



sept.-15

(En K€)

SECTEURS OPERATIONNELS	TOTAL
Chiffre d'affaires consolidé	118 930
Autres produits de l'activité	10 675
Variation des stocks de produits en cours et finis	11 329
Achats consommés	-64 706
Charges de personnel	-33 577
Charges externes	-10 776
Impôts et taxes	-1 007
Dotations aux amortissements	-10 894
Dotations nettes aux provisions	-256
Résultat opérationnel courant	19 719
Résultat op/ CA	16,58%
Autres produits opérationnels	216
Autres charges opérationnelles	-932
Résultat opérationnel	19 003
Résultat financier réalisé	-10 152
Impôt	
Résultat financier latent	22 267
Résultat de la période	21 048
Résultat / CA	17,70%
Total des immobilisations incorporelles	28 916
Total des immobilisations corporelles	98 597
Total des immobilisations financières	1 814
Total immobilisations	129 327
Stocks et en cours	158 461
Créances clients et autres débiteurs	75 278
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	-61 264
Endettement financier (1)	-162 174

Aérostructure	%	Montage sur site	%	Usinage de précision et traitement de surface	%	Mécanique générale et chaudronnerie	%
96 788	81,38%	2 518	2,12%	12 263	10,31%	7 362	6,19%
10 348	96,93%	214	2,00%	110	1,03%	3	0,03%
11 423	100,83%	93	0,82%	75	0,66%	-262	-2,31%
-56 543	87,39%	-726	1,12%	-4 560	7,05%	-2 877	4,45%
-24 010	71,51%	-2 011	5,99%	-4 859	14,47%	-2 697	8,03%
-8 976	83,29%	-207	1,92%	-772	7,16%	-822	7,62%
-614	61,02%	-35	3,51%	-153	15,24%	-204	20,22%
-9 628	88,29%	-183	1,68%	-805	7,48%	-277	2,54%
-457	178,27%	0	0,00%	116	-45,11%	85	-33,16%
18 332	92,96%	-338	-1,71%	1 414	7,17%	311	1,58%
18,94%		-13,42%		11,53%		4,22%	
92	42,62%		0,00%	85	39,33%	39	18,05%
-860	92,24%	-64	6,86%	-8	0,85%	-1	0,13%
17 564	92,43%	-402	-2,12%	1 491	7,85%	349	1,84%
-10 017	98,67%	-66	0,65%	-44	0,43%	-25	0,25%
-10 288		187		76		-44	
22 267	100,00%		0,00%		0,00%		0,00%
19 526	92,77%	-281	-1,33%	1 523	7,24%	280	1,33%
20,17%		-11,16%		12,42%		3,80%	
27 771	96,04%	212	0,73%	920	3,18%	13	0,05%
80 416	81,07%	4 000	4,03%	9 645	10,32%	4 536	4,57%
1 696	93,48%	2	0,10%	87	4,81%	29	1,61%
109 884	84,58%	4 213	3,24%	10 652	8,65%	4 579	3,52%
151 615	95,68%	925	0,58%	5 050	3,33%	870	0,57%
65 691	87,26%	1 174	1,56%	4 340	6,61%	4 073	6,20%
-52 801	86,19%	-1 552	2,53%	-4 075	7,72%	-2 836	5,37%
-151 876	93,65%	-3 336	2,06%	-3 653	2,41%	-3 309	2,18%

(1) Le poste endettement financier de l'analyse sectorielle 2014 ne prenait pas en compte les "dettes financières à court terme" et les "Autres dettes financières"

sept.-14

(En K€)

SECTEURS OPERATIONNELS	TOTAL	Aérostructure	%	Montage sur site	%	Usinage de précision et traitement de surface	%	Mécanique générale et chaudronnerie	%
Chiffre d'affaires	100 797	81 576	80,93%	2 139	2,12%	8 124	8,06%	8 958	8,89%
Autres produits de l'activité	6 392	5 856	91,62%	0	0,00%	418	6,53%	118	1,85%
Variation des stocks de produits en cours et finis	14 871	14 833	99,74%	338	2,27%	-83	-0,56%	-217	-1,46%
Achats consommés	-57 959	-51 158	88,27%	-201	0,35%	-2 498	4,31%	-4 102	7,08%
Charges de personnel	-30 499	-21 862	71,68%	-2 080	6,82%	-3 389	11,11%	-3 168	10,39%
Charges externes	-9 543	-7 878	82,56%	-149	1,56%	-1 043	10,93%	-472	4,95%
Impôts et taxes	-1 155	-751	65,02%	-55	4,76%	-138	11,95%	-211	18,27%
Dotations aux amortissements	-8 079	-7 011	86,78%	-95	1,17%	-660	8,17%	-314	3,88%
Dotations nettes de provisions	-153	-234	152,85%	0	-0,08%	-2	1,35%	83	-54,12%
Résultat opérationnel courant	14 671	13 371	91,94%	-103	-0,64%	728	4,51%	675	4,19%
Résultat op/ CA	14,55%	16,39%		-4,80%		8,96%		7,54%	
Autres produits opérationnels	931	903	96,94%	0	0,00%	27	2,89%	2	0,17%
Autres charges opérationnelles	-1 281	-1 264	98,68%	-1	0,07%	-15	1,17%	-1	0,09%
Résultat opérationnel	14 321	13 009	90,84%	-104	-0,73%	740	5,17%	676	4,72%
Résultat financier réalisé	-757	-590	77,94%	-65	8,59%	-75	9,91%	-27	3,57%
Résultat financier latent	-8 712	-8 712	100,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%
Résultat de la période	4 887	3 941	80,64%	-158	-3,23%	557	11,40%	547	11,20%
Résultat / CA	4,85%	4,83%		-7,39%		6,85%		6,11%	
Total immobilisations incorporelles	16 185	15 121	93,43%	1	0,00%	1 060	6,55%	3	0,02%
Total immobilisations corporelles	77 482	65 451	84,47%	3 295	4,25%	7 064	9,12%	1 672	2,16%
Immobilisations financières	1 766	1 673	94,72%	0	0,00%	76	4,30%	17	0,97%
Total immobilisations	95 433	82 245	86,18%	3 296	3,45%	8 200	8,59%	1 692	1,77%
Stocks et en-cours	124 096	118 446	95,45%	570	0,46%	3 296	2,66%	1 784	1,44%
Créances clients et autres débiteurs	44 812	37 818	84,39%	822	1,83%	3 107	6,93%	3 065	6,84%
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	-37 156	-33 220	89,41%	-264	0,71%	-2 335	6,29%	-1 336	3,60%
Endettement financier	-103 138	-96 595	93,66%	-2 049	2,86%	-2 757	2,67%	-837	0,81%

*Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

- o de l'impact du changement de méthode relatif à l'application rétrospective de l'interprétation IFRIC 21 « Taxes ».
(cf. note 3.2 – changement de méthode).
- o pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération. (cf. note 3.2 – changement de méthode).

VI - IMMOBILISATIONS

Les investissements corporels et incorporels du 1^{er} semestre 2015 se sont élevés à 35.6 M€ dont :

- ✓ 8 M€ d'investissements en frais de développement relatifs à de nouveaux procédés d'usinage. Le groupe a activé ces frais en conformité avec les critères d'activation définis dans la norme IAS 38 ;
- ✓ 1,3 M€ en logiciels ;
- ✓ 4,2 M€ d'investissements immobiliers ;
- ✓ 22,1 M€ d'outillages et de matériels de production dont 7,2 M€ réalisés par le biais de contrats de location-financement au sens de la norme IAS 17.

6.1 Immobilisations incorporelles



Immobilisations incorporelles

		mars-15		sept.-15			
(En K€)							
Immobilisations incorporelles	Ouverture	Augmentation	Diminution	Transfert de poste à poste	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Clôture
Frais de développement	20 173	212	0	3 622	0	0	24 008
Conces., brevets & licences	1 954	86	-672	0	0	0	1 369
Logiciels	3 138	1 296	0	7	-17	0	4 424
Fonds commercial	353	0	0	0	0	0	353
Autres immo. incorp.	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	11 216	4 110	0	14	-8	0	15 332
Avces/immob.incorporelles	0	24	0	0	0	0	24
Immobilisations incorporelles brutes	36 835	5 728	-672	3 643	-25	0	45 510
Amortissements							
Frais de développement - amort.	-11 117	-1 940	0	0	0	0	-12 747
Concessions, brevets, licences - amort.	-1 496	-136	672	0	0	0	-960
Logiciels - amort.	-2 227	-358	0	0	8	0	-2 577
Fonds commercial - amort	0	0	0	0	0	0	0
Autres immo. incorp. - amort.	0	0	0	0	0	0	0
Immo. Incorporelles en cours - deprec.	0	0	0	0	0	0	-310
Avces/immob.incorporelles - depreciation	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles amortis. et dép.	-14 839	-2 434	672	0	8	0	-16 593
Valeurs nettes							
Frais de développement	9 057	-1 728	0	3 622	0	0	11 261
Conces., brevets & licences	459	-50	0	0	0	0	409
Logiciels	911	938	0	7	-8	0	1 847
Fonds commercial	353	0	0	0	0	0	353
Autres immo. incorp.	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	11 216	4 110	0	14	-8	0	15 022
Avces/immob.incorporelles	0	24	0	0	0	0	24
Immobilisations incorporelles	21 995	3 294	0	3 643	-16	0	28 916

La méthode de comptabilisation des actifs incorporels est décrite dans la note 3.11 des comptes annuels 2014-2015. Les actifs incorporels sont comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Les actifs incorporels sont amortis sur leur durée d'utilité.

Le Groupe ne détient pas d'actif incorporel à durée de vie indéfinie (hormis un fonds commercial enregistré pour 353 K€).

Le Groupe n'a pas identifié de perte de valeur de ses actifs incorporels sur le semestre.

6.2 Immobilisations corporelles



Immobilisations corporelles

(En K€)		mars-15	sept.-15				
Immobilisations corporelles	Ouverture	Augmentation	Diminution	Transfert de poste à poste	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Clôture
Valeurs brutes							
Terrains	2 755	1 438	0	0	-34	0	4 159
Construction	31 825	1 609	-5	0	-267	0	33 162
Constructions - location fin.	3 811	0	0	0	0	0	3 811
Instal. techniques, mat. et outillage	45 213	6 143	-2 869	0	-245	0	48 242
Instal. tech, mat. et out. - location fin.	49 087	7 226	-2 296	0	0	0	54 017
Agencements, aménagements	5 487	367	-1	0	-10	0	5 843
Matériel transport	219	20	0	0	0	0	239
Matériel bureau et inform.	2 392	343	-21	42	-25	0	2 730
Mat. bureau et inform. - location fin.	2	0	0	0	0	0	2
Autres immo. corporelles	553	0	0	0	0	0	553
Immobilisations corporelles en cours	5 253	11 598	-4 755	-3 671	-4	0	8 420
Avces/immob.corporelles	954	1 879	-3	-14	0	0	2 816
Immobilisations corporelles brutes	147 552	30 621	-9 950	-3 643	-585	0	163 995
Amortissements							
Terrains - Amortissement	-523	-70	0	0	0	0	-593
Constructions - amort.	-7 279	-716	5	0	12	0	-7 977
Constructions - location fin. - amort.	-1 713	-435	0	0	0	0	-2 148
Instal. techniques, mat. et outillage - amort.	-25 605	-3 342	1 658	0	38	0	-27 251
Instal. tech, mat. out. - location fin. - amort.	-20 036	-3 479	1 889	0	0	0	-21 625
Agencements, aménagements - amort.	-3 583	-313	1	0	3	0	-3 892
Matériel transport - amort.	-158	-25	0	0	0	0	-183
Matériel bureau et inform. - amort.	-1 527	-211	0	0	8	0	-1 729
Mat. bureau et inform. - location fin. - amort.	0	0	0	0	0	0	0
Autres immo. corporelles - amort.	0	0	0	0	0	0	0
Immo. corporelles en cours - deprec.	0	0	0	0	0	0	0
Avces/immob.corporelles - deprec.	0	0	0	0	0	0	0
Amortissements et dépréciations	-60 422	-8 591	3 553	0	61	0	-65 399
Valeurs nettes							
Terrains	2 232	1 368	0	0	-34	0	3 566
Construction	24 546	892	0	0	-255	0	25 185
Constructions - location fin.	2 098	-435	0	0	0	0	1 663
Instal. techniques, mat. et outillage	19 608	2 801	-1 211	0	-206	0	20 991
Instal. tech, mat. et out. - location fin.	29 051	3 747	-407	0	0	0	32 392
Agencements, aménagements	1 905	53	0	0	-8	0	1 950
Matériel transport	61	-5	0	0	0	0	56
Matériel bureau et inform.	865	132	-21	42	-17	0	1 001
Mat. bureau et inform. - location fin.	2	0	0	0	0	0	2
Autres immo. corporelles	553	0	0	0	0	0	553
Immobilisations corporelles en cours	5 253	11 598	-4 755	-3 671	-4	0	8 420
Avces/immob.corporelles	954	1 879	-3	-14	0	0	2 816
Immobilisations corporelles nettes	87 129	22 030	-6 397	-3 643	-523	0	98 597

La méthode de comptabilisation des actifs corporels est décrite dans la note 3.12 des comptes annuels 2014-2015. Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût directement attribuable (réparti le cas échéant en fonction de ses composants) diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les actifs corporels sont amortis sur leur durée d'utilité, reflétant le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à l'actif.

Le Groupe n'a pas identifié de perte de valeur de ses actifs corporels sur le semestre.

6.3 Immobilisations financières



Immobilisations financières

(En K€)		mars-15	sept.-15			
Immobilisations financières	Ouverture	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Variation de périmètre	Clôture
Valeurs brutes						
Titres non consolidés	70	0	0	0	0	70
Prêts	712	20	0	0	0	732
Autres immobilisations financières	1 333	43	-267	-16	0	1 093
Immobilisations financières brutes	2 114	63	-62	-16	0	1 894
Dépréciation						
Titres non consolidés - dépréciation	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations financières - dépréciation	-80	0	0	0	0	-80
Immobilisations financières dépréciations	-80	0	0	0	0	-80
Valeurs nettes						
Titres non consolidés	70	0	0	0	0	70
Prêts	712	20	0	0	0	732
Autres immobilisations financières	1 253	43	-267	-16	0	1 013
Immobilisations financières nettes	2 034	63	-62	-16	0	1 814

VII - STOCK, ENCOURS DE PRODUCTION ET CONTRATS DE CONSTRUCTION

7.1 Stocks et en-cours de production

Stocks et en cours de production

		mars-15		sept.-15			
(En K€)							
Stocks et en cours de production	Ouverture	Variation nette	Dépréciation - dotations	Dépréciation - reprises	IAS 11	Ecart de conversion	Clôture
Valeurs brutes							
Stocks matières premières	13 168	-494	0	0		-49	12 625
Stocks autres approvision.	13 951	1 271	0	0	0	-34	15 188
Travaux et prestations en cours	0	0	0	0	0	0	0
En-cours de production et services	38 171	5 847	0	0		-58	43 960
Contrats de construction	60 001				5 454		65 455
Stocks produits finis	23 881	1 783	0	0	0	-2	25 662
Stock - valeur brute	149 172	8 407	0	0	5 454	-142	162 891
Provisions							
Stocks matières premières - depreciation	-535		0	55	0	0	-480
Stocks autres approvision. - depreciation	0		0	0	0	0	0
Travaux et prestations en cours - depreciation	0		0	0	0	0	0
Stock en-crs prod.serv. - dépréciation	-1 466		-846	4	0	0	-2 307
Stocks produits finis - depreciation	-1 803		0	161	0	0	-1 642
Stock - dépréciation	-3 805		-846	220	0	0	-4 430
Valeurs nettes							
Stocks matières premières	12 632	-494	0	55		-49	12 145
Stocks autres approvision.	13 951	1 271	0	0	0	-34	15 188
Travaux et prestations en cours	0	0	0	0	0	0	0
En-cours de production et services	96 706	5 847	-846	4	5 454	-58	107 108
Stocks produits finis	22 078	1 783	0	161	0	-2	24 020
Stocks et encours nets	145 367	10 221	-846	220	5 454	-142	158 461

Les stocks et encours comprennent :

- les matières, pièces et les encours de fabrication pour un montant de 93 M€
- les coûts relatifs aux contrats suivis à l'avancement sous la norme IAS 11 pour un montant de 65,5 M€.

7.2 Contrats de construction

Contrats de Construction

		mars-15		sept.-15	
(En K€)					
Contrats de Construction	Ouverture	Période	Clôture		
En-cours net reconnus à l'actif	60 001	5 454	65 455		
Montant dû aux clients	0	0	0		
Revenus reconnus depuis l'origine des contrats	440 974	78 770	519 744		
Charges engagées depuis l'origine des contrats	449 103	73 456	522 559		

La méthode de comptabilisation des contrats de constructions répond aux critères de la norme IAS 11, décrite dans la note 3.15 des comptes annuels 2014-2015.

Le Groupe reconnaît le chiffre d'affaires des contrats de construction à la livraison, la facturation effectuée étant acquise quelle que soit l'issue du programme. La marge est reconnue à l'avancement par rapport à la livraison des éléments sur la base d'une prévision de marge à l'issue du programme.

La marge prévisionnelle est basée sur des prévisions faites par le Groupe en tenant compte :

- des informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents constructeurs ;
- des informations provenant des perspectives du marché aéronautique, notamment le Global Market Forecast d'AIRBUS ;
- d'une estimation des coûts à venir sur la base des organisations industrielles mises en place par le Groupe ;
- d'une hypothèse d'évolution de la parité euro/dollar, les flux dollars (chiffre d'affaires et charges) représentant une part significative des flux globaux. Cette dernière hypothèse peut être revue en fonction des perspectives d'évolution de la devise et de ses impacts au niveau des prévisions.

Les principaux programmes concernés sont :

- AIRBUS A 350 (plancher et mats moteurs et pièces de structure)
- AIRBUS A 380/ A320
- EMBRAER LEGACY
- MOTEUR CFM 56
- MOTEUR LEAP X
- GULSTREAM

Une information chiffrée détaillée par programme (notamment chiffre d'affaires, marge à terminaison) ne peut pas être communiquée pour des raisons de confidentialité.

VII – ACTIFS FINANCIERS

8.1 Détermination de la valeur de marché des actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût amorti à l'exception des équivalents de trésorerie comptabilisés en juste valeur. Le Groupe a distingué trois catégories d'instruments financiers pour exposer certaines des informations demandées par la norme IFRS 7

- catégorie de niveau 1 : « prix de marché » - instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2 : « modèle avec paramètres observables » - instruments financiers dont l'évaluation utilise des techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- catégorie de niveau 3 « Modèle avec paramètres non observables ».

En milliers d'euros	Prêts et créances au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couverture	Total 30/09/2015	dont actifs évalués à la juste valeur
Actifs financiers non courants	1 814			1 814	
Autres actifs non courants	704			704	
Clients et autres débiteurs	61 145			61 145	
Instruments financiers			0	0	
Autres actifs courants	11 207			11 207	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 284	2 073		9 357	2 073
Total actifs financiers	82 154	2 073	0	84 228	2 073

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 073			2 073

En milliers d'euros	Prêts et créances au coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couverture	Total 31/03/2015	dont actifs évalués à la juste valeur
Actifs financiers non courants	2 034			2 034	
Autres actifs non courants	705			705	
Clients et autres débiteurs	52 508			52 508	
Instruments financiers			0	0	
Autres actifs courants	6 983			6 983	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 730	2 537		30 267	2 537
Total actifs financiers	89 959	2 537	0	92 496	2 537

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 537			2 537

La juste valeur des créances clients est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement. Il en est de même pour les autres débiteurs.

8.2 Actifs circulants

Actifs circulants

	mars-15	sept.-15		
(En K€)				
Actifs circulants	Ouverture	Clôture	Moins d'un an	Plus d'un an
Avces & acptes versés/cmdes	0	0	0	0
Clients et comptes rattachés *	52 745	61 381	61 145	236
Débiteurs divers	2 658	2 522	2 522	
Créances fiscales	3 758	8 227	7 759	468
Charges constatées d'avance	1 035	927	927	
TOTAL	61 724	75 983	75 279	704

Au 30 septembre 2015, le montant des créances clients cédées au factor s'élève à 29,1 M€ contre 25,9 M€ au 31 mars 2015. Le Groupe restant responsable du recouvrement des créances clients cédées, ces créances sont maintenues à l'actif.

IX – TRESORERIE

(EnK€)	mars-15		sept.-15
	Ouverture	Clôture	Evolution
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Valeurs mobilières de placement	2 537	2 073	-463
Disponibilités	27 730	7 284	-22 283
Trésorerie et équivalent de trésorerie	30 267	9 357	-20 910
En-cours Facto	-25 934	-29 081	-3 147
Découvert bancaire		-2 430	-2 430
TOTAL	4 327	-22 154	-26 450

Au 30 septembre 2015, les découverts bancaires figurent dans les dettes financières à court terme. Les concours bancaires sont constitués essentiellement par la mobilisation d'une partie du portefeuille client via l'affacturage.

La variation de la trésorerie de l'exercice est expliquée dans le point 1.4 « tableau des flux de trésorerie consolidés ».

X - COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social au début de l'exercice	27 736 956	0,12
Ouverture du capital le 15/05/2015	30 557	0,12
Actions composant le capital social en fin d'exercice	27 767 513	0,12

Aucun instrument financier dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat de base par action.

Au cours de ce semestre, une augmentation de capital réservée aux salariés de Figeac Aéro a été réalisée à un cours préférentiel. En application de la norme IFRS 2, une charge de 144 K€ a été constatée au titre de l'avantage octroyé aux salariés.

Le prix de souscription proposé aux salariés représente une décote de 20% par rapport au prix d'émission de l'augmentation de capital souscrite par les investisseurs.

XI - AUTRES PROVISIONS NON COURANTES

Autres provisions non courantes

(EnK€)		mars-15		sept.-15				
Autres provisions non courantes		Ouverture		Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Clôture
Provision pour litige	1 101	0	0	0	0	0	1 101	
Provision perte à terminaison	4 219	0	-420	0	0	0	3 799	
Autres provisions	9	342	-9	0	0	342		
Total autres provisions non courantes	5 328	342	-429	0	0	5 241		

Les autres provisions non courantes comptabilisées au 30 septembre 2015 sont constituées :

- ✓ de provisions pour litiges (-1,1) M€. le Groupe est engagé dans des procédures contentieuses de nature sociale avec ses salariés. Le groupe a notamment constitué une provision de (-0,8) M€ relative à un risque social portant sur la prise en compte du temps d'habillage et de déshabillage d'une certaine catégorie de salariés ;
- ✓ de provisions pour perte à terminaison (-3,8) M€. Les contrats de constructions déficitaires font l'objet d'une provision pour perte à terminaison conformément à la norme IAS 11 ;
- ✓ d'autres provisions pour risque : (-0,3) M€.

A la suite d'un contrôle fiscal intervenu au cours de l'année 2015, la société mère Figeac Aéro s'est vu notifier un redressement de 1.7M€ au titre du Crédit d'Impôt Recherche 2011 et 2012 portant sur la valorisation des dépenses retenues par la société. Le caractère éligible des projets déclarés au titre du CIR 2011 et 2012 n'a toutefois pas été remis en cause.

Les éléments de calcul du Crédit d'Impôt Recherche étant de manière récurrente, sources de discussions entre l'administration fiscale et les entreprises, le groupe a contesté ce redressement et a provisionné au 30 septembre 2015 un montant de 342 K€ représentant l'estimation par la Direction et ses conseils du risque de sortie probable de ressources.

XII - AVANTAGES AU PERSONNEL

Avantages au personnel

(En K€)		mars-15		sept.-15							
Avantages au personnel		Ouverture		Dotations		Reprises		Autres éléments du résultat global		Clôture	
Engagement de retraite		1 998		277		10		-561		1 704	
Médaille du travail		97				11		0		86	
Avantages au personnel		2 096		277		21		-561		1 791	

12.1 Engagements de retraite

Les obligations du Groupe en matière de retraite ont été évaluées selon la méthode décrite dans la note 3.21 des comptes annuels 2014-2015. Les engagements de retraite sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées.

L'obligation actualisée au titre de l'engagement de retraite est comptabilisée sur la base des années de service des salariés. Les écarts actuariels sont, conformément à la norme IAS 19 révisée, reconnus en capitaux propres

Les hypothèses de calcul retenues au 30 septembre 2015 sont les suivantes :

- Taux d'actualisation de 2.08% contre 1.14% au 31 mars 2015, taux fondé sur les taux de rendement moyen des obligations d'entreprises de première catégorie, notamment l'indice IBOXX Corporates AA ;
- Table de mortalité : INSEE 2014 ;
- Age de départ à la retraite : 67 ans ;
- Taux moyen de charges sociales : de 37 % à 42.81 % selon les sociétés ;
- Rotation du personnel constatée par tranche d'âge, par catégorie (cadres/non cadres) et par société :
 - o non cadres de 1.09% à 12.55% ;
 - o cadres de 0% à 11.76%.
- Taux annuel moyen d'augmentation des salaires : 1.50%.

Un taux d'actualisation de 1.58% aurait un impact de + 202 K€ sur la provision pour indemnité de départ à la retraite.

Un taux d'actualisation de 2.58% aurait un impact de - 176 K€ sur la provision pour indemnité de départ à la retraite.

Les indemnités de retraite versées au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2015 s'élèvent à 10 K€.

12.2 Médaille du travail

Les engagements au titre des médailles du travail comptabilisés au 30 septembre 2015 ont été calculés selon la méthode décrite dans la note 3.21 des comptes annuels 2014-2015.

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation de 2.08% contre 1.14% au 31 mars 2015, taux fondé sur les taux de rendement moyen des obligations d'entreprises de première catégorie, notamment l'indice IBOXX Corporates AA
- Table de mortalité : INSEE 2014
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux moyen de charges sociales : de 37 % à 42.81 % selon les sociétés
- Rotation du personnel constatée par tranche d'âge, par catégorie (cadres/non cadres) et par société
 - o Non cadres de 1.09% à 12.55%
 - o Cadres de 0% à 11.76%
- Taux annuel moyen d'augmentation des salaires : 1.50%.

Un taux d'actualisation de 1.58% aurait un impact de + 6 K€ sur la provision pour médaille du travail.

XIII - PASSIFS FINANCIERS

Passifs financiers

sept.-15

Passifs financiers	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	Autres passifs financiers	30/09/2015	Juste valeur
Emprunts auprès d'établissement de crédit			67 072	67 072	67 072
Emprunts location- financement			38 609	38 609	38 609
Avances remboursables			23 082	23 082	23 082
Autres dettes financières			1 900	1 900	1 900
Affacturage			29 081	29 081	29 081
Instruments financiers dérivés	44 000	4 525		48 525	48 525
Fournisseurs et autres créditeurs			67 102	67 102	67 102
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS	44 000	4 525	226 846	275 371	275 371

	niveau 1	niveau 2	niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers dérivés		48 525		

mars-15

(EnK€)

Passifs financiers	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	Autres passifs financiers	31/03/2015	Juste valeur
Emprunts auprès d'établissement de crédit			57 478	57 478	57 478
Emprunts location- financement			36 342	36 342	36 342
Avances remboursables			22 703	22 703	22 703
Autres dettes financières			1 591	1 591	1 591
Affacturage			25 934	25 934	25 934
Instruments financiers dérivés	66 267	9 282		75 548	75 548
Fournisseurs et autres créditeurs			69 983	69 983	69 983
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS	66 267	9 282	214 031	289 579	289 579

13.1 Instruments financiers dérivés

Les instruments dérivés de change ont été classés en niveau 2 et évalués à l'aide de modèles de valorisation reposant sur des techniques standards de place et utilisant des données de marchés observables.

13.2 Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

(En K€)		mars-15							sept.-15						
Dettes Financières	Ouverture														
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	Clôture	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans							
Emprunts auprès d'établissement de crédit	57 478	15 312	-5 718	0	67 072	5 290	45 296	16 486							
Emprunts location-financement	36 342	7 226	-4 740	-198	38 609	8 848	25 729	4 032							
Avances remboursables	22 703	440	-61	0	23 082	1 496	13 415	8 171							
Total	116 523	22 978	-10 519	-198	128 763	15 634	84 440	28 689							

Les autres dettes financières comprennent les droits à participation des salariés de Figeac Aéro.

(En K€)		mars-15							sept.-15						
Autres dettes financières	Ouverture														
		Augmentation	Diminution	Autres mouvements	Clôture	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans							
Autres dettes financières	-1 591	-309	0	0	-1 900	0	-1 900								
Total	-1 591	-309	0	0	-1 900	0	-1 900								

13.3 Fournisseurs et autres créditeurs

La juste valeur des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement. Il en est de même pour les autres créditeurs.



Dettes fournisseurs et autres dettes

(En K€)		mars-15			sept.-15		
Dettes Fournisseurs et Autres Dettes		Ouverture	Clôture	Moins d'un an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Fournisseurs		36 884	38 347	38 347	0	0	
Dettes s/immobilisations et comptes rattachés		3 517	1 647	1 647	0	0	
Fournisseurs et autres créditeurs		40 401	39 994	39 994			
Avances et acomptes reçus sur commande		1 869	97	97	0	0	
Dettes sociales		13 910	12 117	12 117		0	
Autres passifs courants		3 338	923	923			
Autres passifs courants		19 117	13 137	13 137			
Dettes fiscales		4 468	5 560	5 560	0	0	
Dettes diverses		2 022	2 024	0	2 024	0	
Produits constatés d'avance		3 991	6 387	2 573	3 814	0	
TOTAL		69 998	67 102	61 264	5 838	0	

Les produits constatés d'avance sont constitués par :

- Subventions d'investissements accordées aux sociétés du groupe : 3 569 K€,
- Etalement du crédit impôt recherche sur le rythme de consommation des avantages économiques des immobilisations : 1 677 K€.

XIV - IMPOTS

14.1 Créances d'impôts

Le montant comptabilisé au 30 septembre 2015 pour 2,9 M€ correspond à des crédits d'impôts (principalement le crédit impôt recherche (CIR) et le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE))

Le CICE est comptabilisé en déduction des charges de personnel pour un montant de 1 013 K€ au 30 septembre 2015 et 1 880 K€ au 31 mars 2015.

14.2 Charge d'impôts



Impôts sur les sociétés

(En K€)	mars-15	sept.-15
Impôts sur les sociétés	Ouverture	Clôture
Impôt exigible	2 410	-5
Variation d'impôts différés	-16 218	9 732
Crédit Impôt Apprentissage	-3	0
Provision pour impôts		342
Charge d'impôts nette	-13 811	10 069

La société mère FIGEAC AERO n'a pas établi de convention d'intégration fiscale.

14.3 Impôts différés

La prise en compte, au 30 septembre 2015, d'imposition différée dans les comptes consolidés a eu, poste par poste, les incidences suivantes :

Impôts différés	30-sept.-15	31-mars-15
Impôts différés actifs	25 322	5 559
Impôts différés passifs	-16 080	-15 945
Impôts différés à l'ouverture	9 242	-10 386
Produits (charges) d'impôt différé de la période	-9 732	15 429
Variation des impôts différés passant en capitaux propres	-1 820	4 199
Impôts différés à la clôture	-2 310	9 242
dont impôts différés actifs	793	25 322
dont impôts différés passifs	-3 103	-16 080

Au 30 septembre 2015, les actifs et passifs d'impôts différés ont été compensés par entité fiscale, contrairement au 31 mars 2015.

Analyse de l'impôt différé

	mars-15	sept.-15
(En K€)		
Analyse de l'impôt différé	Ouverture	Clôture
Amortissements dérogatoires	-418	-448
Crédit-bail	-1 211	-1 362
Participation	211	24
Avantage du personnel	706	977
Valorisation Déficit Fiscal Reportable	751	944
Décalage	36	36
IFRIC 21	0	-235
Subventions	-470	-413
Contrats de construction	-15 595	-17 331
Instruments financiers	25 183	16 184
Locations financières	-9	-9
Provisions pertes de change	95	95
Impact devise	0	-573
Autres	-35	-199
Passifs d'impôts différés nets	9 243	-2 310

14.4 Preuve d'impôt

Preuve d'impôt

	sept-15	mars-15
En K€		
	Clôture	Ouverture
Résultat des sociétés intégrées avant impôt sur les résultats et amortissement des écarts d'acquisition	31 118	-35 703
Taux d'impôt sur les bénéfices applicable à la maison mère	33,33%	33,33%
Charge théorique d'impôt	10 372	-11 900
Charge effective d'impôt sur les résultats	10 069	-13 811
ECART IM POT SUR RESULTAT THEORIQUE / EFFECTIF	303	1 911
Effet des taux d'imposition des filiales étrangères, différents du taux français	204	407
Déficits fiscaux non activés		
Quote part de frais et charges sur dividendes groupe		
Effet des différences permanentes	-4	-6
Incidence de l'imposition au taux réduit et crédit d'impôt	103	1 351
Autres éléments non déductibles / non imposables localement		159
TOTAL	303	1 911

XV – CHIFFRE D'AFFAIRES

La répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité est la suivante :

Chiffre d'affaires par secteur

	sept-14	sept-15	
	*		
Par secteur d'activité	Clôture	Clôture	Evolution
Réalisation de pièces de structure pour l'aéronautique	81 576	96 787	18,65%
Mécanique générale et chaudronnerie lourde	8 958	7 362	-17,82%
Montage sur site	2 139	2 518	17,72%
Usinage et traitement de surface	8 124	12 263	50,95%
TOTAL	100 797	118 930	17,99%

La répartition du chiffre d'affaires par secteur géographique est la suivante :

Chiffre d'affaires par zone géographique

	sept-14	sept-15	
	*		
Par secteur géographique	Clôture	Clôture	Evolution
FRANCE	80 437	88 481	10,00%
EXPORT	20 360	30 449	49,55%
Total Chiffre d'affaires	100 797	118 930	17,99%

*Les données publiées au 30 septembre 2014 ont été retraitées :

- pour modifier le cours de change du chiffre d'affaires et des achats libellés en devises qui avaient été comptabilisés sur la base d'un taux budget et non sur la base du cours de change en date d'opération. (cf. note 3.2 – changement de méthode)

XVI – GESTION DES RISQUES

16.1 Risque de liquidité

Du fait de son activité et de sa croissance, la Société doit financer un important cycle de production. Elle pourrait également avoir besoin de renforcer ses fonds propres ou de recourir à des financements complémentaires afin d'assurer son développement.

Le financement du cycle de production est effectué via la cession d'une partie du poste « Clients » à des sociétés d'affacturage. Au 30 septembre 2015, le montant des créances clients cédées s'élève à 29,08 M€.

Historiquement, la Société a financé son développement par mobilisation du poste clients notamment auprès de sociétés d'affacturage. La Société est exposée à un risque de limitation des en-cours, les sociétés d'affacturage limitant contractuellement le niveau des en-cours sur certains clients.

La Société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

L'échéance des actifs et passifs financiers se présente ainsi :

En septembre 2015 :

En milliers d'euros	Total valeur comptable 30/09/2015	Moins de 1 an	1-5 ans	Plus de 5 ans
Actifs financiers non courants	1 814		1 814	
Autres actifs non courants	704		704	
Clients et autres débiteurs	61 145	61 145		
Créances d'impôt	2 926	2 926		
Autres actifs courants	11 207	11 207		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 357	9 357		
Total actifs financiers	87 154	84 635	2 518	

En milliers d'euros	Total valeur comptable 30/09/2015	Moins de 1 an	1-5 ans	Plus de 5 ans
Encours facto	29 081	29 081		
Découverts bancaires	2 430	2 430		
Fournisseurs	39 994	39 994		
Dettes fiscales	5 560	5 560		
Autres passifs courants	13 137	13 137		
Emprunts auprès des établissements de crédit	67 072	5 290	45 296	16 486
Emprunts - location financement	38 609	8 848	25 729	4 032
Avances remboursables	23 082	1 496	13 415	8 171
Total passifs financiers	218 965	105 837	84 440	28 689

En mars 2015 :

En milliers d'euros	Total valeur comptable 31/03/2015	Moins de 1 an	1-5 ans	Plus de 5 ans
Actifs financiers non courants	2 034		2 034	
Autres actifs non courants	705		705	
Clients et autres débiteurs	52 508	52 508		
Créances d'impôt	1 528	1 528		
Autres actifs courants	6 983	6 983		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	30 267	30 267		
Total actifs financiers	94 024	91 285	2 738	

En milliers d'euros	Total valeur comptable 31/03/2015	Moins de 1 an	1-5 ans	Plus de 5 ans
Encours facto	25 934	25 934		
Découverts bancaires	0	0		
Fournisseurs	40 401	40 401		
Dettes fiscales	4 468	4 468		
Autres passifs courants	19 117	19 117		
Emprunts auprès des établissements de crédit	57 478	10 011	39 062	8 405
Emprunts - location financement	36 342	8 585	22 822	4 935
Avances remboursables	22 703	1 169	13 589	7 945

Total passifs financiers	206 443	109 685	75 473	21 285
---------------------------------	----------------	----------------	---------------	---------------

16.3 Informations sur la gestion du risque de change et des instruments dérivés de change

16.3.1 Stratégie de gestion des risques

A travers son activité courante, Figeac Aéro est exposé à la variabilité des flux de trésorerie liés au risque de change associé :

- au chiffre d'affaires, qui est libellé en USD à hauteur de 60% ;
- au paiement des factures fournisseurs, effectué principalement en USD.

Figeac Aéro traite des contrats à long terme en USD et a pour stratégie de couvrir à un horizon de 2 à 4 années ses achats et ses ventes en devise.

Les prix des contrats étant fixés très en amont et sur une longue période, la société a calibré les contrats de couverture sur une maturité correspondante afin d'éviter de subir les fluctuations de marché.

Figeac Aéro se couvre via des instruments financiers dérivés de différents types :

- des contrats de change à terme vanilles ;
- des options de change vanilles et/ou des tunnels (combinaisons d'options d'achat et d'options de vente portant sur un nominal identique) ;
- des options de change à barrière ;
- des accumulateurs qui sont des instruments dérivés de change permettant d'accumuler des devises à chaque date d'observation en fonction du niveau du taux de change par rapport au cours garanti ,
- des TRF qui sont des combinaisons d'options d'achat et d'options de vente portant sur un nominal différent ;
- des FADER qui sont des instruments dérivés de change à barrière permettant d'accumuler des devises à chaque date d'observation en fonction du niveau du taux de change par rapport au cours garanti et aux barrières.
- La société utilise ainsi des produits structurés à base d'options incertaines (accumulateurs, TFR, FADER) qui lui permettent d'obtenir sur une maturité donnée un cours bonifié par rapport à un cours de marché à un instant t.

16.3.2 Principes de comptabilisation des instruments dérivés de change

Les deux premières typologies d'instruments financiers (contrats de change à termes et positions de change nettes acheteuses) sont documentées en comptabilité de couverture. Les différentes autres typologies d'instruments dérivés ne sont pas documentées en couverture car nettes vendeuses d'options conformément à la norme IAS39.

Dans le cadre d'instruments financiers qualifiés de « cash-flow hedge », les instruments de couverture sont évalués au bilan à leur juste valeur en contrepartie :

- des capitaux propres pour la part efficace de la relation de couverture jusqu'au jour où les flux de trésorerie couverts impactent le résultat ;
- du compte de résultat financier pour la part inefficace.

Les montants accumulés en capitaux propres liés à la part efficace de la variation de juste valeur de l'instrument de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à la réalisation du sous-jacent. Ils sont alors recyclés au compte de résultat sur la même ligne que le sous-jacent (chiffre d'affaires ou achats consommés).

Dans le cadre d'instruments financiers qualifiés de « trading », la variation de juste valeur est comptabilisée en résultat financier.

16.3.3 Documentation de la comptabilité de couverture

Comme indiqué précédemment, Figeac Aéro traite des contrats à long terme en devises et est par conséquent en mesure de projeter des flux futurs hautement probables sur les maturités couvertes. Les expositions à l'achat et à la vente ne sont pas compensées.

Ainsi, à l'origine de la couverture, Figeac Aéro met en place une documentation formalisée décrivant la relation de couverture. A la mise en place de la couverture, puis lors de chaque arrêté, Figeac Aéro procède à des tests d'efficacité prospectifs (méthode de la comparaison des caractéristiques principales) et rétrospectifs (méthode du Dollar Offset) afin de s'assurer que la relation est hautement efficace dans la compensation de juste valeur ou de

flux de trésorerie attribuables au risque couvert, en accord avec la stratégie de gestion du risque de change décrite ci-dessus.

Dans l'optique de garantir des tests d'efficacité rétrospectifs à 100%, la composante « valeur temps » est séparée des variations de juste valeur des options de change et est ainsi considérée comme inefficace.

16.3.4 Informations sur les impacts des dérivés sur les états financiers

Présentation des impacts sur les états financiers au 30 septembre 2015 et 31 mars 2015

Le tableau suivant présente les principaux impacts comptabilisés en capitaux propres et au compte de résultat des instruments de couverture :

En milliers d'euros (hors effet impôt) - impacts cumulés	sept.-15		mars-15		Variation
	Juste valeur comptabilisée en OCI	Juste valeur comptabilisée en résultat	Juste valeur comptabilisée en OCI	Juste valeur comptabilisée en résultat	OCI
Contrats de change à terme et swap	-3 677		-1 039	0	-2 639
Options	-847	-13 756	-5 425	-13 232	4 578
Accumulateurs	0	-13 356	-1 494	-15 504	1 494
TRF	0	-15 752	-1 282	-36 556	1 282
FADER	0	-1 051	-41	-865	41
Total	-4 524	-43 914	-9 281	-66 158	4 757

En milliers d'euros (hors effet impôt)	sept.-15	mars-15
Impact sur le résultat de la période	22 244	-66 158

Le tableau suivant présente l'analyse de la variation des montants relatifs aux instruments dérivés de couverture différés en capitaux propres :

En milliers d'euros	sept.-15	mars-15
Capitaux propres - instruments de couverture à l'ouverture (1)	-6 188	0
Variation de la juste valeur de la part efficace	1 940	-9 281
Recyclage au compte de résultat (2)	0	0
Déqualification de contrats en trading - reprise en résultat (3)	2 817	0
Effet impôts sur les variations de l'exercice	-1 586	3 094
Capitaux propres - instruments de couverture à la clôture	-3 016	-6 188

- (1) Au 31 mars 2014, le Groupe n'avait pas documenté la mise en place d'une comptabilité de couverture. L'intégralité de la juste valeur des instruments de couverture était comptabilisée en résultat financier.
- (2) Les éléments couverts n'ayant pas encore impacté le résultat des périodes, les montants différés en capitaux propres n'ont pas encore fait l'objet d'un recyclage.
- (3) Au 31 mars 2015, la société a considéré qu'une partie des instruments dérivés complexe de change (accumulateurs, FADER et TRF) pouvait être éligible à la comptabilité de couverture. Au 1^{er} avril 2015, la société a déqualifié ces opérations en trading avec reprise immédiate en résultat des montants différés en capitaux propres.

Informations sur l'exposition au risque de change

Le résultat net de la société peut structurellement être fortement impacté par le résultat lié aux couvertures économiques de change et à la variation de juste valeur des instruments financiers en raison :

- de la nature des dérivés utilisés et des principes de comptabilisation de ces dérivés selon le référentiel IFRS : Figeac Aéro utilise majoritairement des instruments financiers non éligibles à la comptabilité de couverture ;
- du volume de couverture : le montant des engagements de couverture s'élève en nominal à 609M\$ pour la partie ventes et 455 M\$ pour la partie achats au 30 septembre 2015 (ces engagements couvrent des flux

prévisionnels en dollars jusqu'en 2019) et 744M\$ pour la partie ventes et 556 M\$ pour la partie achats au 31 mars 2015 ;

- de la maturité moyenne des couvertures (2 à 4 ans) ;
- de la volatilité éventuelle de la parité euro / dollar.

Les données quantitatives relatives à l'analyse de l'exposition du Groupe au risque de change sont résumées ci-dessous :

En milliers de dollars	sept.-15	mars-16	mars-17
Créances clients	17 491		
Dettes fournisseurs	-10 031		
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 495		
Exposition nette sur l'état de situation financière	8 955	0	0
Ventes prévisionnelles		121 091	262 548
Achats prévisionnels		-56 213	-128 879
Exposition nette sur les transactions prévues		64 879	133 669
Contrats de change à terme - CFH - nominal	3 900		3 550
Contrats de change à terme - trading - nominal	126 146		258 998
Sous-total contrats de couverture à la vente	130 046		262 548
Contrats de change à terme - CFH - nominal	0		0
Contrats de change à terme - trading - nominal	-56 213		-128 879
Sous-total contrats de couverture à l'achat	-56 213		-128 879
Exposition nette sur les transactions prévues	0		0

Figeac Aéro est ainsi couvert pour l'intégralité de ses flux prévisionnels en dollars jusqu'à mars 2017. Le prix d'exercice moyen à terme des instruments de couverture est le suivant :

- 2015 / 2016 : 1€ = 1.255
- 2016 / 2017 : 1€ = 1.245
- 2018 / 2019 : 1€ = 1.18

Analyse de sensibilité de l'évolution de la parité euro / dollar :

Une augmentation (ou diminution) de 10% de l'euro par rapport au dollar aurait une incidence d'environ 650 K€ sur l'état de situation financière au 30 septembre 2015 (hors incidence des contrats de change).

16.4 Risque de taux

L'endettement existant au 30 septembre 2015 se présente comme suit :



Risque de Taux

(En K€)

Dettes	Total	Taux Fixe	Taux Variable	SWAP
Emprunt crédit bail	38 609	31 759	6 850	3 425
Emprunt bancaire	67 072	22 337	44 735	381
Financement court terme	31 511		31 511	

Total	137 192	54 096	83 096	3 806
%	100,00%	39,43%	60,57%	2,77%

Les expositions au risque de taux d'intérêt sont relatives au financement des créances clients et au financement d'une partie de la dette à terme. Les intérêts sont indexés sur l'Euribor.

Seule une partie de ces positions, représentant environ 3,8 M€ (Cf. tableau ci-dessus) fait l'objet d'une assurance contre une hausse importante de cet indice, par le biais de swap de taux.

Une variation de +/-5 points de la moyenne de l'Euribor 3 mois sur l'exercice aurait eu un impact de +/- 192 K€ sur le résultat du Groupe.

16.5 Risque de crédit

Ce risque provient essentiellement des créances clients. Il représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Le risque de défaillance de contreparties lié aux clients est très limité du fait de la qualité du crédit des principaux clients (avionneurs de 1^{er} rang).

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des actifs financiers qui sont présentés dans la partie « risque de liquidité ».

L'analyse des créances clients échues non dépréciées est la suivante :

Au 30 septembre 2015 :

Créances clients ventilées par échéances	Clôture	-6 mois	+6 mois - 12 mois	+ 12 mois
Clients et comptes rattachés	61 381	60 825	319	236
TOTAL	61 381	60 825	319	236

Au 31 mars 2015 :

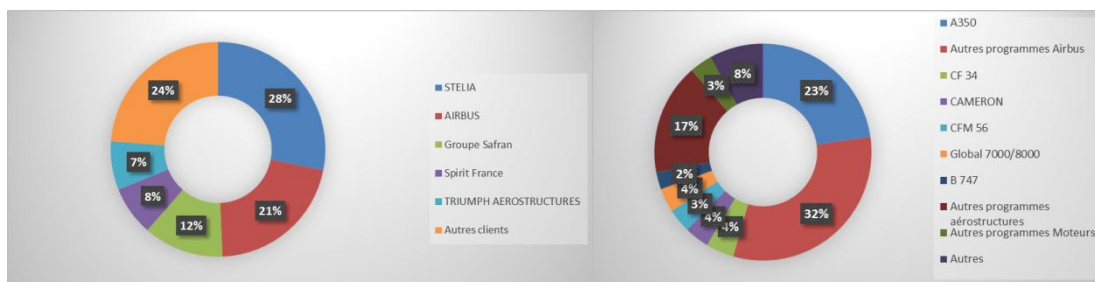
Créances clients ventilées par échéances	Clôture	-6 mois	+6 mois - 12 mois	+ 12 mois
Clients et comptes rattachés	52 745	52 509	0	236
TOTAL	52 745	52 509	0	236

16.6 Risque de dépendance

Au 30 septembre 2015

Principaux clients :

Principaux programmes :



XVII - EFFECTIFS



Ventilation des Effectifs

sept.-14 mars-15 sept.-15

Par catégorie	Clôture	Clôture	Clôture	Evolution Mars/septembre
Cadres et équivalents	245	210	358	70,48%
Non Cadre	1 268	1 434	1 421	-0,91%
Personnels extérieurs	97	79	50	-36,71%
Total	1 610	1 723	1 829	6,15%

sept.-14 mars-15 sept.-15

Par secteur d'activité	Clôture	Clôture	Clôture	Evolution
Aérostructure	1 238	1 322	1 396	5,60%
Montage sur site	106	101	109	7,92%
Usinage et traitement de surface	176	177	235	32,77%
Mécanique générale et chaudronnerie	90	123	89	-27,64%
Total	1 610	1 723	1 829	6,15%

sept.-14 mars-15 sept.-15

Par secteur géographique	Ouverture	Clôture	Clôture	Evolution
Effectif France	1 364	1 391	1 399	0,58%
Effectif hors de France	246	332	430	29,52%
Total	1 610	1 723	1 829	6,15%

XVIII - ENGAGEMENTS FINANCIERS

18.1 Engagements donnés – Locations simples

Le Groupe a recours dans le cadre de son activité à de la location simple de certains biens. Le montant de l'engagement au titre des différents contrats de locations en cours au 30 septembre 2015 est de 733 K€ contre 1 689 K€ au 31 mars 2015.

Total loyer en K€	Part à - 1 an	Part à + 1 an et - 5 ans	Part à + 5 an
733	522	211	

XIX - PARTIES LIEES

Les parties liées ont été définies conformément à la norme IAS 24 et sont présentées ci-après ainsi que le détail des opérations réalisées au cours du 1^{er} semestre 2015.

Les parties liées sont identifiées en tant que telles du fait de la présence de Mr Jean Claude Maillard au capital des sociétés MP Usicap et du Groupe Avantis Engineering.

(EnK€)

	Achats HT	Dettes Fournisseurs	Ventes HT	Créances Clients
Opérations avec entreprises liées	2 723	1 297	573	686

19.1 Avec la société MP USICAP

La société MP USICAP est un sous-traitant du Groupe qui lui achète des prestations d'usinage de pièces aéronautiques. Le Montant des achats est de 813 K€ HT. L'en cours fournisseurs au 30 septembre 2015 est de 106 K€.

La Groupe a facturé à la société MP USICAP des prestations de gestions pour un montant de 43 K€ HT. L'en cours client au 30 septembre 2015 est de 50 K€.

19.2 Avec le Groupe Avantis Engineering

Le Groupe Avantis Engineering vend au Groupe des prestations de programmations de moyens de production et des prestations d'études de sous-ensembles.

Le montant des achats effectués est de 1 910 K€, l'en cours fournisseurs au 30 septembre 2015 est de 1 179 K€.

Le Groupe a facturé au Groupe Avantis Engineering des prestations d'usinage et de mécano soudure pour un montant de 530 K€ HT. L'en cours client au 30 septembre 2015 est de 636 K€.

19.3 Avec le Conseil d'administration

Seul Monsieur Jean-Claude Maillard, Président, bénéficie d'une rémunération versée par le Groupe.

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
Jean-Claude MAILLARD Président Directeur Général	30 septembre 2015		31 mars 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	48.000€	48.000€	96.000 €	96.000 €
Rémunération variable	Néant	Néant	Néant	Néant
Rémunération indirecte ⁽¹⁾	Néant	Néant	Néant	Néant
Rémunération exceptionnelle	Néant	Néant	Néant	Néant
Jetons de présence	Néant	Néant	Néant	Néant
Avantages en nature	1.737 € (usage d'un véhicule)	1.737 € (usage d'un véhicule)	3.129 € (usage d'un véhicule)	3.129 € (usage d'un véhicule)
Total	49.737€	49.737€	99.129 €	99.129 €

XX - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Figeac Aéro est sélectionné par Embraer dans le cadre du programme E-Jets E2, ce contrat sur la durée de vie du programme représente un chiffre d'affaires de l'ordre de 230 M \$.

Lors de la présentation de ses résultats semestriel, le Groupe a annoncé le principe d'une augmentation de capital devant lui permettre d'atteindre de nouveaux objectifs en terme de chiffre d'affaires à l'horizon de l'exercice mars 2020. Le montant levé serait compris entre 75 et 86.2 M€.

Cette opération serait suivie d'un transfert des actions de Figeac Aéro vers Euronext Paris dans le but de renforcer la liquidité et le profil boursier du titre. La société a sélectionné Oddo et Midcap Partners afin de l'accompagner sur ce projet.

Figeac Aéro reçoit un financement de la BEI à hauteur de 25 M€ pour soutenir ses investissements en Recherche et Développement, le décaissement s'effectuant en deux fois : janvier et juillet 2016.

20.5.2. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés semestriels

KPMG Audit
224 rue Carmin
CS 17610
31676 Labège Cedex
France

FIDAUDIT - Membre du réseau Fiducial
41, rue du Capitaine Guynemer
92925 La Défense cedex
France

Figeac Aéro S.A.

Siège social : Zone Industrielle de l'Aiguille
46100 Figeac
Capital social : € 3.332.101,56

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes intermédiaires consolidés condensés

Période du 1er avril 2015 au 30 septembre 2015

Au Président du Conseil d'Administration,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Figeac Aéro S.A. et en application du règlement (CE) n°809/2004 dans le cadre du projet d'offre au public en France et de l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris des actions de la société Figeac Aéro S.A., nous avons effectué un examen limité des comptes intermédiaires consolidés condensés de la société Figeac Aéro S.A., relatifs à la période du 1^{er} avril 2015 au 30 septembre 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous précisons que les comptes intermédiaires consolidés condensés pour la période du 1er avril 2014 au 30 septembre 2014 sont présentés à titre d'information comparative et n'ont pas fait l'objet d'audit ou d'un examen limité.

Ces comptes intermédiaires consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes intermédiaires consolidés condensés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes intermédiaires consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes de l'annexe :

- note 3.2. « Comparabilité des comptes – changement de méthode » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés qui expose les effets liés à l'application de l'interprétation IFRIC 21 relative à la comptabilisation des taxes à compter du 1er avril 2015 ;
- note 3.3. « Retraitements relatifs à l'information comparative au 30 septembre 2014 » qui expose les effets liés à la modification du cours de change utilisé pour comptabiliser les transactions en devises.

Les commissaires aux comptes

Labège, le 3 mars 2016

Paris La Défense, le 3 mars 2016

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Fidaudit
Membre du réseau Fiducial

Jean-Marc Laborie
Associé

Jean-Pierre Boutard
Associé

20.6. POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

Compte tenu de sa stratégie de développement, la Société n'entend pas, à la date du présent Prospectus, adopter une politique de versements de dividendes réguliers.

Cependant, le Conseil d'administration de la Société réévaluera régulièrement l'opportunité de verser un dividende en considérant les conditions générales de l'environnement économique, les conditions spécifiques à son secteur d'activité, les résultats de la Société, sa situation financière, les intérêts de ses actionnaires ainsi que tout autre facteur qu'il jugera pertinent.

20.7. PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

A la date du présent Prospectus, la Société est impliquée dans 4 procédures contentieuses (contentieux sociaux). De par son activité et la taille de ses effectifs, les contentieux prud'homaux font partie de la vie courante du Groupe. La Société estime toutefois que les provisions constituées au titre des litiges connus à la date du présent Prospectus sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée du Groupe ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable.

L'ensemble des litiges prud'homaux est présenté dans le tableau ci-dessous :

Désignation	Montant de la demande (€)	Provision constituée (€)	Etat de la procédure
Discrimination syndicale	53.310	31.060	La Société a gagné en première instance, le jugement a été confirmé en appel, les parties adverses se sont pourvues en Cassation.
Prise en compte du temps d'habillage et de déshabillage	Non Chiffrée	786.127	Le TGI de Cahors s'est déclaré incompétent sur le traitement des demandes, le syndicat CGT a fait appel de ce jugement, la procédure est en cours.
Litige salarié 1	36.695	0	La Société a été condamnée à verser au salarié une somme de 24.695 euros, celui-ci fait appel du jugement. Sa demande porte sur 36.395 euros.
Litige salarié 2	37.330	19.630	En première instance, le salarié a été débouté de ses demandes. Il a fait appel (appel en cours).

La Société a fait l'objet d'un contrôle URSSAF en 2015, qui s'est soldé par la rétrocession d'une somme de 97.459 €.

Elle a également fait l'objet d'un contrôle fiscal en 2015. La proposition de rectification émise par l'administration et reçue par la Société le 17 décembre 2015 porte notamment sur la prise en compte de certaines catégories de salariés de la Société pour le calcul du Crédit d'Impôt Recherche (l'ensemble des projets retenus par la Société sont reconnus éligibles). La Société prépare actuellement sa réponse aux observations de l'administration et a constitué une provision de 20% du montant du redressement, soit environ 342.000 €.

Il n'existe pas d'autre litige, procédure gouvernementale, judiciaire et d'arbitrage, y compris toute procédure dont le Groupe a connaissance qui est en suspens ou dont il est menacé, susceptibles d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité financière du Groupe.

20.8. CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIERE OU COMMERCIALE

A l'exception des éléments énoncés ci-dessous, la Société n'a connu aucun changement significatif de sa situation financière ou commerciale depuis le 30 septembre 2015 :

- La Société a conclu le 12 octobre 2015 un contrat avec Embraer pour la production de pièces pour différentes versions du programme E-Jets E2 valorisé à 230 millions de dollars sur toute la durée de vie du programme.
- La Société a conclu le 27 janvier 2016 un accord de financement avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour un montant de 25 millions d'euros afin de soutenir ses investissements en recherche, développement et innovation. Ce financement permettra à la Société de poursuivre ses efforts en matière de programmes d'innovation et de compétitivité axés sur la performance de ses techniques d'usinages et l'optimisation de son parc machine.
- La Société a conclu début 2016 un protocole d'accord « *Long Term Agreement* » avec Stélia Aerospace pour la production de multiples pièces élémentaires et sous-ensembles dans le cadre de différents programmes aéronautiques, valorisé à 400 millions de dollars.

21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

21.1. CAPITAL SOCIAL

21.1.1. Montant du capital social

A la date du présent Prospectus, le capital social de la Société s'élève à 3.332.101,56 euros. Il est divisé en 27.767.513 actions de 0,12 euro de valeur nominale, toutes de même catégorie.

21.1.2. Actions non représentatives du capital

A la date du présent Prospectus, il n'existe aucune action non représentative du capital.

21.1.3. Actions détenues par la Société ou pour son compte propre

L'Assemblée Générale Mixte du 25 septembre 2015 a autorisé le Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois à compter de l'assemblée, à opérer sur les actions de la Société dans le cadre d'un programme de rachat d'actions mis en œuvre conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et aux dispositions du règlement général de l'AMF dans les conditions décrites ci-après.

21.1.3.1. Objectifs du programme de rachat d'actions

Le Conseil d'administration est autorisé à opérer sur les actions de la Société en vue :

- d'animer le marché des titres de la Société, notamment pour en favoriser la liquidité, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une charte de déontologie reconnue par l'AMF et conclu avec un prestataire de services d'investissement dans le respect de la pratique de marché admise par l'AMF ;
- de mettre en œuvre tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer à titre gratuit des actions dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce ;
- d'attribuer des actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de mettre en œuvre tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail ;
- de conserver des actions en vue de leur remise ultérieure à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- d'annuler tout ou partie des actions ainsi rachetées afin de réduire le capital, dans le cadre et sous réserve d'une autorisation de l'assemblée générale extraordinaire en cours de validité ;
- et, plus généralement, de réaliser toute opération autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'AMF, étant précisé que la Société en informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

21.1.3.2. Principales modalités du programme

Modalités d'acquisition : Les actions pourront être achetées par tous moyens, en une ou plusieurs fois, dans le respect de la réglementation boursière applicable et des pratiques de marché admises publiées par l'AMF, sur le marché ou hors marché, notamment en utilisant, le cas échéant, tous instruments financiers dérivés ou optionnels, pour autant que ces derniers moyens ne concourent pas à accroître de manière significative la volatilité du titre.

La Société se réserve la possibilité de procéder par achat de blocs de titres. La Société se réserve la faculté de poursuivre l'exécution du présent programme de rachat d'actions en période d'offre publique d'acquisition ou d'échange portant sur ses actions dans le respect des dispositions de l'article 231-40 du règlement général de l'AMF.

Prix d'achat maximum : L'acquisition des actions ne pourra être effectuée à un prix supérieur à 27 euros par action, étant précisé qu'en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation

de réserves et attribution d'actions gratuites ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des titres, d'amortissement ou de réduction de capital, de distribution de réserves ou d'autres actifs et de toutes autres opérations portant sur les capitaux propres, ce prix unitaire sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération.

Montant maximum des fonds pouvant être consacrés au rachat d'actions : En toute hypothèse, le montant maximal que la Société serait susceptible de payer ne pourra excéder trois millions d'euros (3.000.000 €).

Nombre maximum d'actions pouvant être achetées : Les achats pourront porter sur un nombre d'actions qui ne pourra excéder 10% du capital social à la date de ces achats. Toutefois, le nombre d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder 5% du capital social.

Nombre maximum d'actions pouvant être auto-détenues : Conformément aux dispositions de l'article L. 225-210 du Code de commerce, la Société ne pourra posséder, directement ou indirectement, plus de 10% de son capital social.

21.1.3.3. Obligations de communication

Il est rappelé que la Société est tenue aux obligations de communication suivantes :

Préalablement à la mise en œuvre du programme de rachat :

- Publication d'un descriptif du programme de rachat d'actions.

Pendant la réalisation du programme de rachat :

- Publication des transactions à J+7 par mise en ligne sur le site Internet de la Société (hors transactions réalisées dans le cadre d'un contrat de liquidité).
- Déclarations mensuelles de la Société à l'AMF.

Chaque année :

- Présentation du bilan de la mise en œuvre du programme de rachat et de l'utilisation des actions acquises dans le rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale.

21.1.3.4. Contrat de liquidité

Depuis le 13 janvier 2014, la Société a confié à Louis Capital Markets la mise en œuvre d'un contrat de liquidité portant sur ses actions, dans le cadre d'un contrat conforme à la Charte de déontologie établie par l'Association Française des Marchés Financiers (AMAFI). Ce contrat a notamment pour objectif de favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres ainsi que d'éviter des décalages de cours non justifiés par la tendance du marché.

Un montant de 500.000 euros a été affecté à ce contrat de liquidité lors de sa signature le 13 janvier 2014. Au 31 décembre 2015, la Société détenait 7.352 actions propres acquises uniquement dans le cadre du contrat de liquidité.

21.1.4. Autres titres donnant accès au capital

La Société n'a pas émis d'autres titres donnant accès à son capital.

Toutefois, après avoir arrêté le principe du lancement d'un plan d'attribution gratuite d'actions le 6 novembre 2015, le Conseil d'administration a fait usage le 29 février 2016 de l'autorisation qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires le 25 septembre 2015, aux termes de sa 15^{ème} résolution, et a décidé de procéder à l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 53.551 actions nouvelles au profit de l'ensemble des salariés de la Société et de ses filiales françaises.

21.1.5. Capital social autorisé

L'Assemblée Générale Mixte du 25 septembre 2015 a conféré les délégations de compétence et autorisations suivantes au Conseil d'administration :

Délégation / Autorisation au profit du Conseil d'administration	Montant nominal maximal	Durée
Délégation de compétence à l'effet d'émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société	1.500.000 € (1)	26 mois
Délégation de compétence à l'effet d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public	1.500.000 € (1)	26 mois
Autorisation à l'effet d'avoir recours à une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier pour mettre en œuvre la 10 ^{ème} résolution, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce	20% du capital par an (1)	26 mois
Autorisation à l'effet d'augmenter, conformément à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des 9 ^{ème} , 10 ^{ème} et 11 ^{ème} résolutions	15% de l'émission initiale (1)	26 mois
Délégation de compétence à l'effet de procéder à l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce	1% du capital social (1)	26 mois
Limitation globale des autorisations d'émission en numéraire	1.500.000 € (2)	-
Autorisation à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés liées	1% du capital social (3)	38 mois
Autorisation à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux salariés ou mandataires sociaux éligibles de la Société ou des sociétés liées	1% du capital social (4)	38 mois
Délégation de pouvoirs à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, primes, bénéfices ou autres conformément à l'article L. 225-130 du Code de commerce	-	26 mois
Autorisation à l'effet de réduire le capital social par annulation d'actions	10% du capital social	24 mois

- (1) Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 1.500.000 €.
- (2) Il s'agit d'un plafond global.
- (3) Il s'agit d'un plafond individuel et autonome. Cette autorisation a été utilisée le 29 février 2016 par le Conseil d'administration, à hauteur d'un nombre maximum de 53.551 actions nouvelles, dans le cadre de la mise en place d'un plan d'attribution gratuite d'actions au profit de l'ensemble des salariés de la Société et de ses filiales françaises.
- (4) Il s'agit de plafonds individuels et autonomes.

21.1.6. Information sur le capital social de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option

Néant.

21.1.7. Historique du capital social

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du capital social de la Société au cours des trois derniers exercices clos :

Date	Nature de l'opération	Actions émises	Montant nominal de l'augmentation de capital	Prime d'émission	Prix unitaire d'émission	Nombre d'actions après l'opération	Valeur nominale	Capital social après opération
19/12/2013	Division de la valeur nominale	-	-	-	-	25.000.000	0,12 €	3.000.000 €
20/12/2013	Placement privé	1.580.000	189.600 €	9,08 €	9,20 €	26.580.000	0,12 €	3.189.600 €
15/02/2014	Augmentation de capital réservée aux salariés	45.845	5.501,40 €	7,24 €	7,36 €	26.625.845	0,12 €	3.195.101,40 €
13/03/2015	Placement privé	1.111.111	133.333,32 €	17,88 €	18 €	27.736.956	0,12 €	3.328.434,72 €
30/06/2015	Augmentation de capital réservée aux salariés	30.557	3.666,84 €	13,17 €	13,29 €	27.767.513	0,12 €	3.332.101,56 €

21.1.8. Sûretés, privilèges et nantissements sur le capital social de la Société

La Société n'a pas connaissance de l'existence de sûretés, privilèges ou nantissements sur son capital social.

21.2. ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS

21.2.1. Objet social

Article 3 – Objet social

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- la réalisation de tous travaux de mécanique générale de précision ;
- les opérations de formation professionnelle ;
- la création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ;
- la participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

21.2.2. Conseil d'administration et Direction Générale

Article 12 – Conseil d'administration

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois à dix-huit membres, sous réserve des dérogations prévues par la loi.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les personnes morales administrateurs sont tenues de désigner, pour participer aux délibérations du Conseil d'administration et, généralement, pour exercer leur mandat d'administrateur, un représentant permanent soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son nom propre. Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente ; il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

Article 13 – Durée des fonctions - Limite d'âge - Remplacement

La durée des fonctions des administrateurs est de six années expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Les administrateurs sont toujours rééligibles. Le nombre d'administrateurs ayant atteint l'âge de soixante-quinze (75) ans ne peut dépasser le tiers des membres du Conseil d'administration. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'administration peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire qui seront soumises à la ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Dans le cas où le nombre d'administrateurs serait inférieur au minimum légal, l'Assemblée Générale Ordinaire devra être convoquée immédiatement par le ou les administrateurs demeurés en fonction à l'effet de compléter l'effectif du Conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Article 14 – Présidence et Secrétariat du Conseil

Le Conseil élit parmi ses membres un Président pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur. Le Conseil d'administration peut le révoquer à tout moment.

Le Président du Conseil d'administration exerce les missions qui lui sont conférées par la loi et, notamment, organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'Assemblée Générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la Société et s'assure en particulier que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Le Président du Conseil ne doit pas avoir atteint l'âge de soixante-dix (70) ans. Lorsqu'il a atteint cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

S'il le juge utile, le Conseil peut nommer, en outre, un Vice-Président dont les fonctions consistent exclusivement à présider les séances du Conseil ou les Assemblées en l'absence du Président. En l'absence du Président et du Vice-Président, le Conseil désigne celui des administrateurs présents qui présidera sa réunion.

Le Conseil peut aussi désigner, en fixant la durée de ses fonctions, un secrétaire qui sera choisi en dehors des administrateurs et des actionnaires. Il est remplacé par simple décision du Conseil.

Article 15 – Délibération du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué par la convocation.

Il est convoqué par le Président. Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

Lorsque la direction générale de la Société n'est pas exercée par le Président, le Directeur Général peut demander à ce dernier de convoquer le Conseil sur un ordre du jour déterminé.

Si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, les administrateurs constituant au moins le tiers des membres du Conseil peuvent demander au Président, lequel est lié par cette demande, de convoquer le Conseil d'administration sur un ordre du jour déterminé.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur présent ou représenté disposant d'une voix. En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

Le règlement intérieur établi, le cas échéant, par le Conseil d'administration peut prévoir, sauf exceptions prévues par la loi, que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les administrateurs qui participent à la réunion du Conseil par des moyens de visioconférence ou de télécommunication conformes à la réglementation en vigueur.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'administration et qui mentionne le nom des administrateurs ayant participé aux délibérations.

Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux établis et signés sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles dans des conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les personnes habilitées à certifier conformes les copies et extraits des procès-verbaux des délibérations sont déterminées conformément aux dispositions en vigueur.

Article 16 – Pouvoirs du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée par les actes du Conseil d'administration même si ces derniers ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve dans ce dernier cas que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des présents statuts suffise à constituer une telle preuve.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Le Président ou le Directeur Général est tenu de communiquer à chaque administrateur tous les documents et informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Le Conseil d'administration peut adopter un règlement intérieur précisant les modalités de son fonctionnement. Il dispose également des pouvoirs pour le modifier ou l'abroger.

Le Conseil d'administration peut décider la création de comités chargés d'étudier les questions que lui-même ou son Président soumet, pour avis, à leur examen. Il fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leur activité sous sa responsabilité. Il fixe la rémunération des personnes les composant.

Article 17 – Direction Générale de la Société

17.1 - Modalités d'exercice de la direction générale

La direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'administration, soit par une autre personne physique, nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'administration choisit entre les deux modalités susmentionnées d'exercice de la direction générale toutes les fois que se pose la question du renouvellement ou de la nomination du Directeur Général.

La délibération du Conseil d'administration relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés.

Le changement des modalités d'exercice de la direction générale de la Société n'entraîne pas de modifications des statuts.

17.2 - Directeur Général

Si le Conseil d'administration décide d'attribuer les fonctions de Directeur Général à son Président, lesdites fonctions sont conférées à ce dernier pour la durée de son mandat de Président ou pour la durée restant à courir de ce mandat. Il en va ainsi notamment lorsque cette attribution intervient en remplacement d'un précédent Directeur Général ayant cessé ses fonctions.

Lorsque la direction générale de la Société est assumée par le Président, les dispositions légales, réglementaires ou statutaires relatives au Directeur Général lui sont applicables et il prend le titre de Président-Directeur Général.

Lorsque le Conseil d'administration choisit la dissociation des fonctions de direction générale et de présidence du Conseil d'administration, il procède à la nomination du Directeur Général, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de pouvoirs.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général doit être âgé de moins de soixante-dix (70) ans. Lorsqu'il atteint cette limite d'âge en cours de fonctions, lesdites fonctions cessent de plein droit et le Conseil d'administration procède à la nomination d'un nouveau Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'administration. Lorsque le Directeur Général n'assume pas les fonctions de Président du Conseil d'administration, sa révocation peut donner lieu à dommages-intérêts si elle est décidée sans juste motif.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

17.3 - Directeurs Généraux Délégués

Sur proposition du Directeur Général, le Conseil d'administration peut nommer une à cinq personnes physiques au maximum chargées d'assister le Directeur Général et portant le titre de Directeur Général Délégué, dont il détermine l'étendue et la durée des pouvoirs, étant étendu qu'à l'égard des tiers les Directeurs Généraux Délégués disposent des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

Le ou les Directeurs Généraux Délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'administration sur proposition du Directeur Général.

En cas de cessation des fonctions ou d'empêchement du Directeur Général, le ou les Directeurs Généraux Délégués conservent leurs fonctions et leurs pouvoirs jusqu'à la nomination d'un nouveau Directeur Général, sauf décision contraire du Conseil d'administration.

17.4 - Rémunération

Le Conseil d'administration fixe le montant et les modalités de la rémunération du Président, du Directeur Général ou du ou des Directeurs Généraux Délégués.

Article 18 – Rémunération des administrateurs

L'Assemblée Générale Ordinaire peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle que cette Assemblée détermine sans être liée par des décisions antérieures.

Le Conseil d'administration répartit librement entre ses membres la somme globale allouée aux administrateurs sous forme de jetons de présence.

Le Conseil d'Administration autorise le remboursement des frais de voyage et de déplacement et des dépenses engagées par les administrateurs dans l'intérêt de la Société.

21.2.3. Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions de la Société

Article 8 – Forme des actions et identification des actionnaires

Les actions sont émises et libérées dans les conditions prévues par la loi.

Jusqu'à leur entière libération, les actions de la Société revêtent la forme nominative et sont inscrites au nom de leur titulaire dans un compte tenu par la Société.

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La Société peut demander à tout moment au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans les assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux.

Les actions sont librement négociables sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires. Elles se transmettent par virement de compte à compte.

Article 9 – Indivisibilité des actions

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Article 10 – Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit à une quotité, proportionnelle au nombre et à la valeur nominale des actions existantes, de l'actif social, du partage du bénéfice et du boni de liquidation.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions des Assemblées Générales.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent aucun droit à leurs propriétaires contre la Société, les actionnaires ayant à faire dans ce cas leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions nécessaires.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard de la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.

Le droit de vote double cesse de plein droit pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert de propriété sous réserve des exceptions prévues par la loi. En particulier, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent successible ne fait pas perdre le droit acquis ou n'interrompt pas le délai de deux ans prévu à l'alinéa précédent. La fusion ou la scission de la Société est également sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la ou des sociétés bénéficiaires, si les statuts de celles-ci l'ont institué.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, ce droit de vote double sera conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action convertie au porteur ou transférée en pleine propriété perdra le droit de vote double sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Par dérogation aux dispositions légales, lorsque les actions sont grevées d'un usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, quelle que soit la nature de l'Assemblée Générale, Ordinaire ou Extraordinaire, sous réserve toutefois de la décision relative à l'affectation des bénéfices pour laquelle le droit de vote appartient à l'usufruitier. En conséquence, le droit de vote de l'usufruitier est limité aux décisions se rapportant à l'affectation des bénéfices soumises au vote des actionnaires lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

Un droit de vote double est conféré à l'usufruitier et au nu-propriétaire selon les mêmes conditions de répartition si leurs noms sont inscrits depuis deux ans au moins dans les registres de la Société.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, le droit de vote double cesse de plein droit si le nom de son titulaire cesse d'apparaître dans les registres de la société, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

21.2.4. Modalités de modification des droits des actionnaires

Il n'existe pas de disposition particulière dans les statuts régissant la modification des droits des actionnaires.

21.2.5. Assemblées générales d'actionnaires

Article 20 – Assemblées d'actionnaires – Nature des Assemblées

Les décisions collectives des actionnaires sont prises au cours d'Assemblées Générales Ordinaires ou Extraordinaires, ou encore d'Assemblées Spéciales, selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les Assemblées Spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie.

Les délibérations des Assemblées Générales obligent tous les actionnaires, même absents, dissidents ou incapables.

Article 21 – Convocation – Accès aux Assemblées – Représentation

21.1 - Convocation aux assemblées

Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu, en France comme à l'étranger, indiqué dans l'avis de convocation.

21.2 - Accès aux Assemblées

Le droit des actionnaires de participer aux Assemblées Générales est subordonné à un enregistrement ou une inscription des actions dans les conditions et délais prévus par la réglementation en vigueur.

21.3 - Représentation

Tout actionnaire peut se faire représenter dans les conditions autorisées par la loi. Il peut également voter par correspondance dans les conditions légales.

Le Conseil d'administration a la faculté de décider que les actionnaires pourront participer et voter à toute Assemblée par visioconférence ou autre moyen de télécommunication dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

21.4 - Démembrement d'actions

En cas de démembrement de la propriété des actions, conformément à l'article 10 ci-dessus, le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions se rapportant à l'affectation des bénéfices soumises au vote des actionnaires lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

Le nu-propiétaire ayant seul la qualité d'actionnaire, il dispose du droit d'assister, participer et se faire représenter à toutes les Assemblées Générales, sans limitation et quelle que soit leur nature, Ordinaire ou Extraordinaire, et d'y être convoqué dans les formes et délais prévues au présent article, y compris à celle dans laquelle il n'exercerait pas, pour certaines délibérations, le droit de vote conformément aux dispositions de l'article 10.

En conséquence, l'usufruitier est convoqué et participe exclusivement à l'Assemblée Générale Ordinaire qui délibère sur l'affectation des bénéfices, décision pour laquelle, par dérogation, le droit de vote lui appartient. Le nu-propiétaire est convoqué, participe et exerce son droit de vote à toutes les Assemblées Générales, à l'exception, en ce qui concerne l'exercice du droit de vote, de la délibération sur l'affectation des bénéfices pour laquelle le droit de vote appartient à l'usufruitier.

21.2.6. Dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle

Les statuts ne contiennent pas de dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle autre que le dispositif d'attribution d'un droit de vote double à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative au nom du même actionnaire depuis au moins deux ans.

A cet égard, il convient de préciser qu'en raison de l'admission de ses actions sur le marché réglementé d'Euronext Paris, la Société serait en toute hypothèse soumise au dispositif légal d'attribution de droits de vote double issu de la Loi Florange, conformément à l'article L. 225-123 du Code de commerce.

21.2.7. Franchissements de seuils

Article 11 – Franchissements de seuils légaux

Toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder un nombre d'actions ou de droits de vote représentant plus de l'un des seuils fixés par la loi doit respecter les obligations d'information prévues par celle-ci dans le délai imparti. La même information est également donnée lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils légaux.

A défaut d'avoir été déclarées dans les conditions ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées de droit de vote dans les conditions prévues par les dispositions du Code de commerce.

21.2.8. Modalités de modification du capital social

Il n'existe pas de disposition particulière dans les statuts régissant la modification du capital social.

22. CONTRATS IMPORTANTS

La Société a remporté certains contrats présentant un impact important sur la croissance attendue du Groupe, les plus significatifs étant les suivants :

- 1) Protocole d'accord pour la production de multiples pièces élémentaires et sous-ensembles dans le cadre de différents programmes aéronautiques

Il s'agit d'un protocole d'accord (« *Long Term Agreement* ») passé avec la société Stélia Aerospace pour la production de pièces mécaniques en aluminium et titane de petites, moyennes et grandes dimensions ainsi que des sous-ensembles, destinés aux programmes A320 ceo et neo, A350, ainsi qu'au programme d'avions d'affaires Bombardier Global 7000 et 8000.

Ce contrat est valorisé à près de 400 millions de dollars.

La production de ce nouveau marché fera appel aux différents savoir-faire du Groupe, à la fois sur les différents sites en France mais également sur les sites « *best cost* » au Maroc et en Tunisie.

- 2) Contrat pour la fourniture de carters du moteur LEAP

Il s'agit d'un contrat passé avec la société Snecma pour la production de carters VCI du moteur LEAP, portant sur le modèle LEAP A (destiné à équiper les Airbus A320 neo) et le modèle LEAP B (destiné à équiper les Boeing B737 MAX). Figeac Aéro assurera la production de ces moteurs avec trois autres entreprises dont Snecma.

Le contrat est d'une durée de 11 ans (du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2025), prorogeable.

Figeac Aéro approvisionnera la matière première de ses fabrications. La monnaie de facturation du contrat est le dollar américain.

La fabrication de ces pièces s'effectuera dans un nouvel atelier entièrement conçu et dédié à ce marché.

Ce contrat représente une facturation totale de l'ordre de 500 millions de dollars.

Ce contrat peut être résilié de façon anticipée par le client dans les conditions suivantes (article 12 du contrat) :

- avec effet immédiat :
 - o en cas de violation des obligations de la Société au titre des articles traitant de :
 - la propriété intellectuelle et la confidentialité,
 - la responsabilité et l'assurance,
 - le contrôle des exportations ;
 - o en cas de manquement du fournisseur à l'une quelconque de ses obligations au titre des documents contractuels et si le fournisseur ne remédie pas à son manquement dans un délai de 45 jours de la date de réception de la notification écrite adressée au fournisseur par Snecma.
- avec un préavis de 30 jours :
 - o en cas de prise de participation dans le capital du fournisseur par une société concurrente de Snecma ;
 - o en cas de cessation volontaire ou involontaire ou l'engagement d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation du fournisseur, sous réserve des dispositions d'ordre public applicables ;
 - o en cas de survenance d'un évènement tel que décrit à l'article 4.3.

- 3) Contrat pour la fourniture du plancher T12 de l'Airbus A350

Il s'agit d'un contrat passé avec la société Aerolia (devenue Stélia en 2015), pour la production du sous-ensemble plancher du tronçon 12 de l'Airbus A350 (usinage des pièces élémentaires, des rails, des traverses, assemblage de l'ensemble de ces pièces).

Figeac Aéro assure la production de la totalité de la cadence.

Le contrat porte sur la fabrication et livraison pour l'équipement de 800 avions et a été signé en décembre 2009.

Sur la base des cadences actuelles annoncées par le constructeur, la livraison du 800^{ème} avion est positionnée en 2022.

Ce contrat est prorogeable après négociation des conditions de prorogation avec le client.

Figeac Aéro approvisionne la matière première de ses fabrications. La monnaie de facturation du contrat est le dollar américain.

La réalisation de ce sous-ensemble a lieu sur le site de la Société et sur le site de Meaulte (FGA Picardie).

Le contrat peut être résilié de façon anticipée par le client dans les conditions suivantes (article 17 du contrat) :

- en cas de non-respect ou d'infraction aux obligations contractuelles non régularisée dans un délai de 28 jours après l'avertissement écrit du client,
- en cas de procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation du fournisseur,
- en cas de défaut de livraison non justifié par un cas de force majeure.

Le contrat comporte aussi les clauses d'« *enabled material* » qui fixent les conditions d'achat (prix, conditions logistiques, etc.) négociées par le client, auxquelles la Société a accès (système du COMBID).

4) Contrat pour la fourniture du « *Pylon Primary Structure* » de l'Airbus A350

Il s'agit d'un contrat passé avec la société Airbus pour la production de la « Primary Structure » du mât moteur de l'Airbus A350. Figeac Aéro assure la réalisation de la production avec une autre entreprise (usinage des panneaux extérieurs, des pièces constituant le mât).

Le contrat porte sur la fabrication et livraison pour l'équipement de 400 avions et a été signé en juillet 2009.

Sur la base des cadences actuelles annoncées par le constructeur, la livraison du 400^{ème} avion est positionnée en 2019.

Ce contrat est prorogeable après négociation des conditions de prorogation avec le client.

Figeac Aéro approvisionne la matière première de ses fabrications. La monnaie de facturation du contrat est le dollar américain.

La réalisation de ce sous-ensemble a lieu sur le site de la Société.

Le contrat peut être résilié de façon anticipée par le client dans les conditions suivantes (article 17 du contrat) :

- en cas de non-respect ou d'infraction aux obligations contractuelles non régularisée dans un délai de 28 jours après l'avertissement écrit du client,
- en cas de procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation du fournisseur,
- en cas de défaut de livraison non justifié par un cas de force majeure.

Le contrat comporte aussi les clauses d'« *enabled material* » qui fixent les conditions d'achat (prix, conditions logistiques, etc.) négociées par le client, auxquelles la Société a accès (système du COMBID).

**23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS
ET DECLARATIONS D'INTERETS**

Néant.

24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

Des exemplaires du présent Prospectus sont disponibles sans frais au siège social de la Société, Z.I. de l'Aiguille - 46100 Figeac, ainsi qu'en version électronique sur le site de l'AMF (www.amf-france.org) et sur celui de la Société (www.figeac-aero.com).

Les statuts, procès-verbaux des assemblées générales et autres documents sociaux de la Société, ainsi que les informations financières historiques et toute évaluation ou déclaration établie par un expert à la demande de l'émetteur devant être mis à la disposition des actionnaires conformément aux dispositions légales et réglementaires peuvent être consultés sans frais au siège social de la Société.

L'information réglementée concernant la Société, au sens des dispositions du règlement général de l'AMF, est également disponible sur le site Internet de la Société (www.figeac-aero.com).

25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS

Toutes les filiales de la Société sont présentées au chapitre 7 « *Organigramme* » de la première partie du présent Prospectus.

Par ailleurs, la Société détient 1% de la société Aero Trade, centrale d'achats constituée sous la forme d'une société par actions simplifiée au capital de 1.512.000 euros, immatriculée le 24 février 2010 à Toulouse sous le numéro 520 459 876, dont le siège social est situé 23, avenue Edouard Belin - 31400 Toulouse.

26. GLOSSAIRE

Carter	En mécanique, un carter (du nom de son inventeur J. Harrison Carter) est une enveloppe protégeant un organe mécanique, souvent fermée de façon étanche, et contenant le lubrifiant nécessaire à son fonctionnement ou des organes qui doivent être isolés de l'extérieur.
COMBID	Contrat négocié par Airbus avec ses fournisseurs de matières régissant les conditions de prix, de délai, les obligations des parties et les conditions cascades par la suite aux fournisseurs de pièces qui s'approvisionnent auprès de ces mêmes fournisseurs de matières.
Formage par grenaillage	Il s'agit d'utiliser la technique du grenaillage sur une plus longue durée et sur une pièce fixée dans un outillage de contre-forme jusqu'à obtenir la déformation souhaitée.
Microbillage / grenaillage	<p>Le grenaillage est une technique consistant à projeter, à l'aide d'une grenailluse, des micro-billes sur la surface d'un objet pour en modifier la structure superficielle. Les buts désirés sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• le traitement des surfaces pour en améliorer l'aspect (technique similaire au sablage) ;• la <i>précontrainte</i> ou <i>shot peening</i>, pour améliorer les qualités techniques des surfaces. <p>Le principe est la projection à grande vitesse et en continu, jusqu'à 100 m/s, de petites billes d'acier, de verre ou de céramique, sur la surface des pièces à traiter. Sous cette action de martelage ou de matage ou d'écrouissage, la surface dépasse sa limite d'élasticité et subit une déformation plastique sur une couche très mince (de quelques centièmes à quelques dixièmes de millimètre).</p>
Moteur LEAP / Programme LEAP X	<p>Le LEAP, pour <i>Leading Edge Aviation Propulsion</i>, est une nouvelle génération de turboréacteur, conçu par le consortium CFM International détenu à 50% par Snecma (groupe Safran) et 50% par General Electric. Il est destiné à remplacer la famille des CFM56.</p> <p>En 2010, Comac et Airbus ont annoncé qu'ils équiperont leur avion respectif, le C919 et l'A320neo, des moteurs LEAP, tandis que Boeing confirme en 2011 le LEAP comme seule motorisation pour le B737Max.</p>
Palettisation type FMS	<p>Les « systèmes de fabrication flexibles » FASTEMS sont utilisés pour automatiser les centres d'usinage basés sur les palettes. Le FMS transfère automatiquement les palettes au sein du système. Il permet d'automatiser la production avec les machines outils, ouvrant ainsi la voie à une production facile et à l'augmentation de la capacité de production et du taux d'utilisation des machines outils.</p> <p>Les systèmes peuvent également inclure des fonctions de manipulation des matériaux ainsi que différentes tailles de palettes d'usinage et de palettes matière première dans le même système. Les capacités de charge peuvent varier d'une palette à l'autre de quelques centaines de millimètres à plusieurs mètres pour les charges jusqu'à 20 tonnes métriques et au-delà.</p>
Passivation des aciers inoxydables	<p>La passivation ou passivité représente un état des métaux ou des alliages dans lequel leur vitesse de corrosion est notablement ralentie par la présence d'un film passif naturel ou artificiel, par rapport à ce qu'elle serait en l'absence de ce film.</p> <p>Dans la plupart des cas (aluminium, acier inoxydable, titane...), ce film passif apparaît spontanément par oxydation, parce que l'oxyde formé sur la surface est insoluble et constitue un obstacle qui ralentit les processus ultérieurs. Dans un milieu aqueux, la formation de ce film est liée à un domaine de potentiel électrochimique ainsi qu'à un domaine</p>

de pH dans lesquels l'oxyde est stable. De ce fait, on s'attache à ce que le film passif se forme à l'air avant la mise en service de la pièce :

- en fin de fabrication, on décape la pièce afin que rien ne gêne le passage de l'air jusqu'à la surface de la pièce, pour que le film d'oxyde se forme naturellement :
 - élimination des huiles et graisses,
 - élimination des particules d'acier au carbone (non-inox) pouvant provenir des opérations de fabrication ou de manutention (outils ayant servi à travailler de pièces en acier au carbone, projections de pièces voisines, manutention avec des mors en acier) ;
- élimination d'une couche d'oxyde épaisse ayant pu se former lors des traitements thermiques et des opérations de soudure (couche colorée, calamine, laitier) ;
- si nécessaire, utilisation d'un procédé aidant à former la couche passive : traitement à l'acide nitrique pour un acier inoxydable, anodisation pour un alliage d'aluminium.

Procédés de chromatisation

Traitement de surface par l'application de chromates.

Programme E-Jets E2

Le programme E-Jets E2 correspond à la nouvelle génération d'avions Embraer qui ont une capacité de 70 à 130 sièges. Cette nouvelle version de la famille E-Jets E2 bénéficiera d'une nouvelle aérodynamique de l'aile, de nouveaux systèmes, une nouvelle avionique, de la quatrième génération de commandes de vol électriques et bien évidemment, d'une nouvelle motorisation. Des technologies de pointe afin de permettre une réduction à deux chiffres de la consommation de carburants et des émissions de CO₂. Les trois nouveaux modèles entreront en service progressivement, le premier sera l'E190-E2 prévu en 2018, suivi de l'E195-E2 en 2019 et de l'E175-E2 en 2020.

Ressuage par fluorescence

Le contrôle par ressuage (*Penetrant Testing* en anglais, d'où son abréviation officielle : PT) est une méthode de contrôle non destructif très utilisée dans l'aéronautique, l'industrie de production d'énergie, les transports et les prothèses chirurgicales.

Cette méthode permet de mettre en évidence des discontinuités débouchantes (fissure, crique) sur tout métal, de nombreuses céramiques et de nombreuses pièces composites. Cette méthode de contrôle non destructif (CND) est utilisée dans les fonderies, les forges et les unités d'usinage.

Depuis cette époque, la technique de ressuage a été perfectionnée et codifiée. On utilise actuellement des pénétrants plus perfectionnés que l'huile. Ce sont généralement des produits pétroliers colorés ou fluorescents, dont le classement par sensibilité varie selon les normes et spécifications applicables. Cinq niveaux (de 1/2 à 4) sont définis pour les pénétrants fluorescents. Il existe deux niveaux de sensibilité pour les pénétrants colorés selon la norme ISO 3452, alors que les documents américains ne font état que d'un seul niveau. Quelle que soit la couleur, le principe reste toutefois le même :

1. Coupe d'un matériau comportant un défaut débouchant type fissure.
2. La surface du matériau est enduite de pénétrant.
3. Le pénétrant est éliminé par lavage et la pièce séchée.
4. Le matériau est enduit de révélateur. Le défaut devient visible.

Le ressuage exige une préparation de surface très soignée, appropriée au matériau à contrôler et aux polluants à éliminer de la surface. L'intérieur des éventuelles discontinuités doit également être nettoyé.

- On enduit ensuite la pièce à contrôler de pénétrant, par

pulvérisation électrostatique ou par immersion (parfois par pulvérisation de pénétrant en aérosol, notamment dans le cas d'un ressuage localisé sur une ou plusieurs zones désignées d'une pièce volumineuse).

- On lave la pièce pour éliminer le pénétrant déposé en surface. Les conditions de lavage (pression, température, durée) sont déterminées par la gamme de ressuage, afin de laver soigneusement le produit en surface sans éliminer celui qui a pénétré dans les éventuels défauts débouchant de la pièce.
- On sèche la pièce à l'étuve, parfois à l'aide d'air comprimé (air sec) à très basse pression ou de chiffons propres, secs et non pelucheux.
- On applique ensuite le révélateur, en poudre, en suspension ou en solution.
- On examine enfin la pièce, sous lumière naturelle dans le cas de pénétrant coloré ou sous éclairage UV (ultraviolet) dans le cas de pénétrant fluorescent, dans les délais impartis par la méthode de contrôle.
- On établit finalement un rapport de contrôle et/ou une déclaration de conformité.

Sablage ou grenaillage de précontraintes

Le sablage est une technique industrielle de nettoyage des surfaces en utilisant un abrasif projeté à grande vitesse à l'aide d'air comprimé au travers d'une buse, sur le matériau à décaper.

Virole de carter Intermédiaire

Pour le moteur LEAP, il s'agit d'une pièce statique, circulaire, en titane, d'environ 2 mètres de diamètre, et qui est positionnée sur la partie externe du moteur.

Virole Interveine

Pour le moteur LEAP, il s'agit d'une pièce statique située à l'intérieur du moteur.

DEUXIEME PARTIE : NOTE D'OPERATION

1. PERSONNES RESPONSABLES

1.1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS

Voir la section 1.1 de la première partie du présent Prospectus.

1.2. RESPONSABLES DE L'INFORMATION FINANCIERE

Voir la section 1.2 de la première partie du présent Prospectus.

1.3. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE

Voir la section 1.3 de la première partie du présent Prospectus.

2. FACTEURS DE RISQUE LIES A L'OFFRE

En complément des facteurs de risque décrits au chapitre 4 « Facteurs de risque » de la première partie du présent Prospectus, l'investisseur est invité, avant d'investir dans la Société, à prendre en compte les facteurs de risque et autres informations fournis au titre de la deuxième partie du Prospectus. Un investissement dans les actions de la Société implique des risques.

En cas de réalisation d'un des risques significatifs identifiés dans la première ou la deuxième partie du présent Prospectus, l'activité, la situation financière, les résultats ou les perspectives de la Société pourraient être impactés. Ainsi, le prix de marché des actions de la Société pourrait baisser et l'investisseur pourrait perdre une partie ou la totalité des sommes investies dans les actions de la Société.

D'autres risques non connus à la date du présent Prospectus ou jugés non significatifs à cette date pourraient impacter, le cas échéant, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la Société ou le prix de marché de ses actions.

2.1. COURS DE L'ACTION SUITE A L'OFFRE ET AU TRANSFERT DES ACTIONS DU MARCHE ALTERNEXT PARIS VERS LE MARCHE REGLEMENTE D'EURONEXT PARIS

A la date du présent Prospectus, les actions de la Société sont inscrites aux négociations sur le marché non réglementé d'Alternext Paris. La Société fixera le Prix de l'Offre, en concertation avec les Teneurs de Livre Associés, en tenant compte de nombreux éléments, dont les conditions économiques et de marché existantes au jour de la fixation du Prix de l'Offre, les résultats, l'activité de la Société et de la confrontation des indicateurs d'intérêts des investisseurs.

Le Prix de l'Offre ne présage pas des performances du prix de marché des actions de la Société à la suite de leur admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris. Le prix de marché qui s'établira postérieurement à l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris est susceptible de varier significativement par rapport au Prix de l'Offre.

Bien que la Société ait demandé l'admission de ses actions aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, il n'est pas possible de garantir l'existence d'un marché liquide pour ses actions ni qu'un tel marché, s'il se développe, perdurera. Si un marché liquide pour les actions de la Société ne se développe pas, la capacité des investisseurs à négocier leurs actions dans des conditions satisfaisantes et le prix de marché des actions de la Société pourront en être affectés.

2.2. VOLATILITE DU PRIX DE MARCHE DES ACTIONS DE LA SOCIETE

Le prix de marché des actions de la Société pourrait être affecté de manière significative par de nombreux facteurs ayant un impact sur la Société, ses concurrents, les conditions économiques générales ou le secteur de l'aéronautique. Ainsi, le prix de marché des actions de la Société pourrait fluctuer de manière sensible en réaction à des événements tels que :

- des variations des résultats financiers, des prévisions ou des perspectives du Groupe ou de ceux de ses concurrents d'une période à l'autre ;
- des annonces de concurrents ou d'autres sociétés ayant des activités similaires et/ou des annonces concernant le marché de l'aéronautique, y compris celles portant sur la performance financière et opérationnelle de ces sociétés, leurs perspectives ou sur toutes autres questions les affectant ;
- des évolutions de l'environnement économique général des pays dans lesquels le Groupe est présent ;
- des annonces de report ou d'annulation de commandes d'avions par les principaux clients du Groupe ;
- des évolutions défavorables sur le marché des changes ;
- des évolutions défavorables de l'environnement réglementaire applicable dans les pays ou les marchés propres au secteur d'activité du Groupe ou au Groupe lui-même ;
- des annonces portant sur des modifications de l'actionnariat de la Société ;
- des annonces portant sur des modifications de l'équipe dirigeante ou des collaborateurs clés du Groupe ;
- des annonces portant sur le périmètre des actifs du Groupe (acquisitions, cessions, etc.).

En outre, les marchés de capitaux connaissent d'importantes fluctuations qui ne sont pas toujours en rapport avec les résultats et les perspectives des sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé. Ces fluctuations de marché, voire une conjoncture économique défavorable, pourraient affecter de manière significative le prix de marché des actions de la Société.

2.3. CONTROLE DE LA SOCIETE PAR UN ACTIONNAIRE MAJORITAIRE

La Société est contrôlée par Monsieur Jean-Claude Maillard, Président Directeur Général et actionnaire majoritaire de la Société détenant, directement et indirectement par la société SC Maillard et Fils qu'il contrôle, un total de 87,72% du capital et 93,30% des droits de vote de la Société à la date du présent Prospectus.

A l'issue de l'Offre, Monsieur Jean-Claude Maillard conservera le contrôle de la Société. Par conséquent, (i) la possibilité pour d'autres actionnaires d'influencer certaines décisions pourrait être limitée, (ii) les intérêts de l'actionnaire majoritaire pourraient varier de ceux des autres actionnaires et (iii) un changement de contrôle de la Société pourrait être entravé.

Par ailleurs, la Société est dirigée par un Conseil d'administration composé actuellement de trois membres de la Famille Maillard, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur la gestion de la Société, en raison de l'absence d'un contre-pouvoir susceptible d'être pris en compte dans la prise de décision.

Toutefois, Monsieur Jean-Claude Maillard étant également Président Directeur Général de la Société, il est tenu en qualité de mandataire social de respecter les obligations que la loi, les règlements et les statuts lui imposent et d'agir dans les limites des pouvoirs qui lui ont été conférés, et notamment d'agir dans le respect de l'intérêt social.

Par ailleurs, la nomination de Madame Marie-Line Malaterre en qualité d'administratrice indépendante, au sens du Code de gouvernement d'entreprise Middlednext, sera proposée au cours d'une assemblée générale de la Société qui sera convoquée dans les plus brefs délais à compter du transfert sur le marché réglementé d'Euronext Paris, ce qui permettra d'assurer un certain équilibre au sein du Conseil d'administration, étant précisé que la Famille Maillard s'est d'ores et déjà engagée à voter en faveur d'une telle nomination.

2.4. CESSION PAR L'ACTIONNAIRE MAJORITAIRE D'UN NOMBRE IMPORTANT D'ACTIONS

La décision de l'actionnaire majoritaire de céder tout ou partie de sa participation sur le marché, en dehors du cadre de l'Offre faisant l'objet du présent Prospectus et prévoyant notamment la cession d'Actions Existantes par Monsieur Jean-Claude Maillard dans le cadre de l'Offre Secondaire, après l'expiration de son engagement de conservation (tel que décrit à la section 7.3 de la deuxième partie du présent Prospectus) ou avant son expiration en cas de levée éventuelle, ou la perception qu'une telle cession est imminente, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le cours des actions de la Société.

2.5. DILUTION

Pour répondre à des besoins de financements complémentaires, notamment en cas d'accélération et/ou de décalage de certains programmes aéronautiques sur lesquels elle est impliquée, la Société pourrait augmenter son capital et, à ce titre, limiter ou supprimer les droits préférentiels de souscription des actionnaires existants. Une telle opération pourrait avoir pour conséquence de diluer les participations dans le capital de la Société des actionnaires existants ne participant pas à l'opération, ce qui pourrait affecter défavorablement le cours des actions et les bénéfices par action.

2.6. INSUFFISANCE DES SOUSCRIPTIONS ET ANNULATION DE L'OFFRE

L'Offre ne fera pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce. Le début des négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris n'interviendra qu'à l'issue des opérations de règlement-livraison de l'Offre et après délivrance du certificat du dépositaire.

Or, la levée de fonds par la Société s'inscrivant dans l'objectif de financement de la croissance du Groupe après 2018, le Conseil d'administration de la Société, agissant dans le cadre de la délégation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 septembre 2015, a décidé que l'augmentation de capital envisagée dans le cadre de l'Offre ne sera réalisée que si le montant des souscriptions reçues atteint au moins 75,5% du montant global de l'Offre, soit 64,2 millions d'euros (sur la base d'un prix d'émission se situant au bas de la fourchette indicative du Prix de l'Offre), dont au moins 60,0 millions d'euros (sur la base d'un prix d'émission se situant au bas de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) seront alloués au titre de l'Offre Primaire (telle que définie à la section 5.1.1 de la deuxième partie du présent Prospectus). Si ce montant n'est pas atteint, l'Offre sera annulée et les ordres de souscription deviendront caducs.

2.7. POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES DE LA SOCIETE

Compte tenu de sa stratégie de développement, la Société n'entend pas, à la date du présent Prospectus, adopter une politique de versements de dividendes réguliers.

Cependant, le Conseil d'administration de la Société réévaluera régulièrement l'opportunité de verser un dividende en considérant les conditions générales de l'environnement économique, les conditions spécifiques à son secteur d'activité, les résultats de la Société, sa situation financière, les intérêts de ses actionnaires ainsi que tout autre facteur qu'il jugera pertinent.

3. INFORMATIONS ESSENTIELLES

3.1. DECLARATION SUR LE FONDS DE ROULEMENT NET

A la date du présent Prospectus, la Société atteste que, de son point de vue, le fonds de roulement net du Groupe, avant l'Offre objet de la présente deuxième partie du Prospectus, est suffisant au regard de ses obligations au cours des douze prochains mois à compter de la date du visa du Prospectus.

3.2. CAPITAUX PROPRES ET ENDETTEMENT CONSOLIDE

Conformément au paragraphe 127 des recommandations de l'ESMA 2013/319 (*European Securities and Markets Authority*), le tableau ci-dessous présente la situation des capitaux propres consolidés et de l'endettement financier net consolidé au 31 décembre 2015 (hors résultat de la période du 1^{er} octobre 2015 au 31 décembre 2015 compte tenu de l'absence d'arrêté comptable au 31 décembre 2015). Les données utilisées pour déterminer les agrégats présentés ont été établies selon les mêmes conventions que celles utilisées pour les comptes consolidés condensés au 30 septembre 2015 (données financières non auditées) :

Capitaux propres et endettement	31/12/2015 en milliers d'euros
Total des dettes financières courantes	60.604
Dette financière courante faisant l'objet de garanties	13.361
Dette financière courante faisant l'objet de nantissements	32.331
Dette financière courante sans garantie ni nantissement	14.911
	0
Total des dettes financières non courantes (hors partie courante des dettes long terme)	120.978
Dette financière non courante faisant l'objet de garanties	82.848
Dette financière non courante faisant l'objet de nantissements	3.109
Dette financière non courante sans garantie ni nantissement	35.022
Capitaux propres	
Capital social	3.332
Primes liés au capital	34.118
Réserves	26.074

Endettement financier net	31/12/2015 en milliers d'euros
A - Trésorerie	10.696
B - Equivalent de trésorerie	1.116
C - Titres de placement	0
D - Liquidités (A+B+C)	11.813
E - Créances financières à court terme	0
F - Dettes bancaires à court terme	39.763
G - Part à moins d'un an des dettes à moyen et long terme	20.775
H - Autres dettes financières à court terme	0
I - Dettes financières courantes à court terme (F+G+H)	60.537
J - Endettement financier net à court terme (I-E-D)	48.725
K - Emprunts bancaires à plus d'un an	87.219
L - Obligations émises	2.000
M - Autres emprunts à plus d'un an	31.759
N - Endettement financier net à moyen et à long termes (K+L+M)	120.978
O - Endettement financier net (J+N)	169.703

A la date du Prospectus, il n'y a pas eu d'évolution notable de l'endettement financier net et des capitaux propres. Par ailleurs, il n'existe pas de dettes indirectes ou conditionnelles.

3.3. INTERET DES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES PARTICIPANT A L'OFFRE

Les Teneurs de Livre Associés et/ou certains de leurs affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur diverses prestations de services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération. La Société a notamment confié à Louis Capital Markets, dont Midcap Partners (Teneur de Livre Associé) est agent lié, la mise en œuvre d'un contrat de liquidité portant sur ses actions depuis le 13 janvier 2014.

Par ailleurs, il est précisé que Monsieur Jean-Claude Maillard, actionnaire majoritaire et Président Directeur Général de la Société, cédera une partie des actions de la Société qu'il détient dans le cadre de l'Offre.

3.4. RAISONS DE L'OFFRE ET UTILISATION PREVUE DU PRODUIT NET DE L'OPERATION

L'Offre a pour objet de financer, par ordre de priorité, et sous réserve que le seuil de 75,5% du montant global (dont au moins 60,0 millions d'euros alloués au titre de l'Offre Primaire, ce qui correspond à 80% du montant de celle-ci) soit atteint :

- l'accélération de la croissance organique, à hauteur de 80%, par la construction d'usines, le financement de moyens de production en France, en zones « best cost » et aux Etats-Unis à partir du second semestre 2016 ;
- le financement de la croissance externe, à hauteur de 20%.

La levée de fonds par la Société est destinée à doter le Groupe de moyens financiers suffisants lui permettant de réaliser les investissements nécessaires à la réalisation de l'activité au-delà de l'exercice clos le 31 mars 2018. Les investissements nécessaires à l'activité de la Société doivent être engagés à partir du second semestre 2016, pour que les machines commencent à entrer en production à la fin du premier semestre 2017 (tout d'abord en une équipe, puis deux, jusqu'à ce que la machine soit chargée en cinq équipes en avril 2018). De plus, les bâtiments destinés à recevoir ces machines sont pour certains déjà engagés (usine du futur notamment pour le marché LEAP), d'autres seront engagés durant le second semestre 2016 pour une entrée en production série fin 2017 (bâtiment traitement de surface).

Les filiales en « *best cost* » (Maroc et Mexique) ont un programme d'investissements qui couvre les deux exercices à venir pour une pleine capacité à partir de l'exercice 2018-2019.

L'opération en cours est destinée à financer ce programme d'investissements d'un montant compris entre 100 et 150 millions d'euros sur trois ans, sans aucune incitation de tiers, donneurs d'ordres ou autre. Un crédit syndiqué d'un montant compris entre 70 et 80 millions d'euros (actuellement en cours de négociation entre la Société et ses banques) viendra compléter ce financement.

Le montant net estimé du produit en cas de réalisation totale de l'opération est de 72.607.497 euros et de 57.875.979 euros en cas de réalisation partielle (à 75,5%).

4. INFORMATIONS SUR LES VALEURS MOBILIERES DEVANT ETRE OFFERTES ET ADMISES AUX NEGOCIATIONS SUR LE MARCHE EURONEXT PARIS

4.1. NATURE, NOMBRE ET DATE DE JOUISSANCE DES ACTIONS OFFERTES ET ADMISES AUX NEGOCIATIONS

Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (compartiment B) sera demandée postérieurement au règlement-livraison de l'Offre (telle que définie à la section 5.1.1 de la deuxième partie du présent Prospectus) sont les suivants :

- l'ensemble des actions ordinaires composant le capital social, soit 27.767.513 actions de 0,12 euro de valeur nominale chacune (les « **Actions Existantes** ») ;
- les 3.614.457 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription à souscrire en numéraire par voie d'offre au public, ce nombre pouvant être porté à un maximum de 4.156.625 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la clause d'extension (ensemble, les « **Actions Nouvelles** ») ; et
- un nombre maximum de 60.240 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire réservée aux salariés de la Société et de ses filiales adhérents au plan d'épargne entreprise Figeac Aéro (les « **Actions Nouvelles Réservées aux Salariés** »).

Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles Réservées aux Salariés sont des actions ordinaires de la Société et seront assimilables, dès leur émission, aux Actions Existantes.

Les actions offertes sont composées des Actions Nouvelles offertes par la Société et d'un nombre maximum de 481.927 Actions Existantes offertes par Monsieur Jean-Claude Maillard, en qualité d'actionnaire cédant (les « **Actions Cédées** »). Les Actions Nouvelles et les Actions Cédées sont définies ensemble comme les « **Actions Offertes** ».

Date de jouissance

Les Actions Nouvelles et les Actions Nouvelles Réservées aux Salariés porteront jouissance courante à la date de leur émission.

Libellé pour les actions

Figeac Aéro

Code ISIN

FR0011665280

Mnémonique

FGA

Compartiment

Compartiment B

Secteur d'activité

Code NAF : 2562B – Mécanique Industrielle

Classification ICB : 2713 - Aerospace

Négociation des actions

Les actions de la Société sont actuellement admises aux négociations sur le marché Alternext Paris.

La première cotation des actions sur le marché réglementé d'Euronext Paris devrait intervenir le 23 mars 2016. A compter de cette date, toutes les actions de la Société seront négociées sur une ligne de cotation « Figeac Aéro ».

4.2. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAUX COMPETENTS

Les actions de la Société sont soumises au droit français.

Les tribunaux compétents en cas de litige avec la Société sont ceux du lieu du siège social de la Société lorsque la Société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges lorsque la Société est demanderesse, sauf disposition contraire du Code de procédure civile.

4.3. FORME DES VALEURS MOBILIERES EMISES

Les actions de la Société pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des actionnaires.

Conformément à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier, elles seront obligatoirement inscrites en compte-titres tenu, selon le cas, par la Société ou un intermédiaire habilité.

En conséquence, les droits des titulaires seront représentés par une inscription sur un compte-titre ouvert à leur nom dans les livres :

- de CACEIS CORPORATE TRUST (14, rue Rouget de Lisle – 92189 Issy-les-Moulineaux), mandaté par la Société, pour les actions détenues sous la forme nominative pure ;
- d'un intermédiaire habilité de leur choix et de CACEIS CORPORATE TRUST, mandaté par la Société, pour les actions détenues sous la forme nominative administrée ;
- d'un intermédiaire habilité de leur choix pour les actions détenues sous la forme au porteur.

Conformément aux dispositions des articles L. 211-15 et L. 211-17 du Code monétaire et financier, les actions se transmettent par virement de compte à compte et le transfert de propriété des actions résultera de leur inscription au compte-titres de l'acquéreur.

Les Actions Nouvelles de la Société feront l'objet d'une demande d'admission aux opérations d'Euroclear France qui assurera la compensation des actions entre teneurs de compte-conservateurs.

Selon le calendrier indicatif, il est prévu que les Actions Offertes soient inscrites en compte-titres le 22 mars 2016.

4.4. DEVISE D'EMISSION

L'Offre sera réalisée en euros.

4.5. DROITS ATTACHES AUX ACTIONS

Les actions seront soumises à toutes les stipulations des statuts de la Société. En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux actions sont décrits ci-après :

Bénéfice – Réserves légales – Droit à dividendes

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice peut accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions des dividendes ou acomptes sur dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits et doivent, passé ce délai, être reversés à l'Etat.

Les dividendes versés à des non-résidents sont soumis à une retenue à la source en France.

La politique de distribution de dividendes de la Société est présentée à la section 20.6 de la première partie du présent Prospectus.

Droit de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard de la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire.

Le droit de vote double cesse de plein droit pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert de propriété sous réserve des exceptions prévues par la loi. En particulier, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent successible ne fait pas perdre le droit acquis ou n'interrompt pas le délai de deux ans prévu à l'alinéa précédent. La fusion ou la scission de la Société est également sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la ou des sociétés bénéficiaires, si les statuts de celles-ci l'ont institué.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, ce droit de vote double sera conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Toute action convertie au porteur ou transférée en pleine propriété perdra le droit de vote double sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Par dérogation aux dispositions légales, lorsque les actions sont grevées d'un usufruit, le droit de vote appartient au nu-proprétaire, quelle que soit la nature de l'Assemblée Générale, Ordinaire ou Extraordinaire, sous réserve toutefois de la décision relative à l'affectation des bénéfices pour laquelle le droit de vote appartient à l'usufruitier. En conséquence, le droit de vote de l'usufruitier est limité aux décisions se rapportant à l'affectation des bénéfices soumises au vote des actionnaires lors de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

Un droit de vote double est conféré à l'usufruitier et au nu-proprétaire selon les mêmes conditions de répartition si leurs noms sont inscrits depuis deux ans au moins dans les registres de la Société.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, le droit de vote double cesse de plein droit si le nom de son titulaire cesse d'apparaître dans les registres de la société, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie

Les actions comportent un droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital. Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital immédiate ou à terme. Pendant la durée de la souscription, ce droit est négociable lorsqu'il est détaché d'actions elles-mêmes négociables. Dans le cas contraire, il est cessible dans les mêmes conditions que l'action elle-même. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription (articles L. 225-132 et L. 228-91 du Code de commerce).

Droit de participation aux bénéfices de la Société

Les actionnaires de la Société ont droit aux bénéfices dans les conditions définies par les articles L. 232-10 et suivants du Code de commerce.

Droit de participation à tout excédent en cas de liquidation

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une quotité identique, sous réserve de la création d'actions de préférence.

Clauses de rachat ou de conversion

Les statuts ne prévoient pas de clause de rachat ou de conversion des actions.

Identification des détenteurs de titres

La Société se tient informée de la composition de son actionnariat dans les conditions prévues par la loi. A ce titre, la Société peut faire usage de toutes les dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires.

Franchissements de seuils

A l'exception des dispositions législatives et réglementaires relatives au franchissement de seuils qui s'appliqueront à compter de l'admission des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris, les statuts ne contiennent aucune disposition spécifique relative aux franchissements de seuils.

4.6. AUTORISATIONS

4.6.1. Assemblée Générale ayant autorisé l'émission des Actions Nouvelles

L'émission des Actions Nouvelles a été autorisée par la 10^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 25 septembre 2015, dont le texte est reproduit ci-après :

Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription, notamment dans le cadre d'une offre au public, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société ;
2. décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou autres valeurs mobilières qui pourront être émises en vertu de la présente délégation de compétence ;
3. décide que les valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société pourront notamment consister en des bons (lesquels pourront être attribués gratuitement), des titres de créance (subordonnés ou non) ou toutes autres valeurs mobilières de quelque nature que ce soit ;
4. décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital social qui pourraient être décidées par le conseil d'administration en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder la somme d'un million cinq cent mille euros (1.500.000 €), étant précisé que :
 - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
 - ce montant s'imputera sur le plafond global prévu à la 14^{ème} résolution ci-dessous ;
5. prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, qui sont susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières pourront donner droit ;
6. décide que :
 - (i) le prix d'émission des actions nouvelles sera fixé en fonction d'une moyenne des cours de bourse, étant précisé qu'une décote maximale de 20% pourra toutefois être appliquée ;
 - (ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par la Société lors de l'augmentation de son capital résultant de l'exercice des droits attachés à ces valeurs mobilières, sera cohérente, en fonction du type de valeurs mobilières émises et/ou de leurs caractéristiques, avec le prix d'émission minimum défini au (i) ci-dessus ;
7. décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre, dans les conditions fixées par la loi et dans les limites fixées par la présente résolution, la présente délégation de compétence, à l'effet notamment de :
 - modifier, le cas échéant, en accord avec les porteurs de valeurs mobilières émises, l'ensemble des

- caractéristiques des valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation,
- à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital,
- en général, faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre de la loi et de la réglementation en vigueur ;

8. décide que la présente délégation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

4.6.2. Assemblée Générale ayant autorisé l'émission des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés

L'émission des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés a été autorisée par la 13^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 25 septembre 2015, dont le texte est reproduit ci-après :

Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société conformément à l'article L. 225-138-1 du Code de commerce

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6, L. 225-138, L. 225-138-1 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce et des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail :

1. délègue au conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi, sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, réservée aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou autre plan aux adhérents auquel les articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail permettraient de réserver une augmentation du capital dans des conditions équivalentes) mis en place au sein de la Société ou du Groupe ;
2. décide de supprimer au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente délégation ;
3. décide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation de compétence ne pourra excéder 1% du capital social au jour de la décision du conseil d'administration, étant précisé que :
 - à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions supplémentaires à émettre pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de titres financiers donnant accès au capital de la Société ;
 - ce montant s'imputera sur le plafond global prévu à la 14^{ème} résolution ci-dessous ;
4. prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des titulaires de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société, qui sont susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières pourront donner droit ;
5. précise que le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières nouvelles donnant accès au capital sera déterminé conformément aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, sans pouvoir être inférieur de plus de 20% (ou 30% lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan est supérieure ou égale à dix ans) au prix unitaire déterminé dans les conditions visées à la 10^{ème} résolution ci-dessus ;
6. autorise le conseil d'administration à attribuer à titre gratuit aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, en complément des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société à souscrire en numéraire, des actions ou valeurs mobilières à émettre ou déjà émises, à titre de substitution de tout ou partie de la décote par rapport au prix de souscription des actions, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires ;
7. décide que le conseil d'administration aura tous pouvoirs pour mettre en œuvre la présente délégation, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus, fixer les conditions d'émission et de souscription, constater la réalisation des augmentations de capital qui en résultent et procéder à la modification corrélative des statuts, et notamment :

- arrêter dans les conditions légales la liste des sociétés dont les salariés, préretraités et retraités pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi émises et bénéficier le cas échéant des actions ou valeurs mobilières donnant gratuites,
 - décider que les souscriptions pourront être réalisées directement ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables,
 - déterminer les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires des augmentations de capital,
 - fixer les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions,
 - arrêter le nombre total d'actions nouvelles à émettre,
 - le cas échéant, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital résultant de ces augmentations de capital,
 - d'une manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission et au service financier des titres financiers émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ;
8. décide que la présente délégation, qui prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet, est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée.

4.6.3. Décision du Conseil d'administration

En vertu des délégations de compétence mentionnées aux sections 4.6.1 et 4.6.2 ci-dessus, le Conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion du 7 mars 2016, a :

- décidé le principe d'une augmentation de capital en numéraire, avec suppression du droit préférentiel de souscription, par voie d'offre au public, d'un montant nominal maximum de 433.734,84 euros par émission d'un nombre maximum de 3.614.457 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,12 euro chacune, ce nombre étant susceptible d'être porté à un nombre maximum de 4.156.625 actions nouvelles à provenir de la décision éventuelle du Conseil d'administration, le jour de la fixation des conditions définitives de l'Offre, d'accroître d'un maximum de 15% le nombre d'actions nouvelles par rapport au nombre initialement fixé en exerçant la clause d'extension (voir la section 5.2.5 de la deuxième partie du présent Prospectus) ;
- décidé que, compte tenu du fait que la levée de fonds par la Société s'inscrit dans l'objectif de financement de la croissance du Groupe après 2018, l'augmentation de capital par voie d'offre au public ne sera réalisée que si le montant des souscriptions reçues dans le cadre de l'Offre atteint au moins 75,5% du montant global de l'Offre (avant exercice éventuel de la clause d'extension), soit 64,2 millions d'euros, dont au moins 60,0 millions d'euros seront alloués au titre de l'émission des actions nouvelles (offre primaire) ;
- fixé la fourchette indicative du prix d'émission des Actions Nouvelles entre 20,75 euros et 26,00 euros par action, étant précisé que (i) cette fourchette a été déterminée à partir d'un prix de référence (défini comme la moyenne pondérée par les volumes des cours de clôture de l'action au cours des cinq dernières séances de bourse au 3 mars 2016) de 22,35 euros et (ii) cette fourchette pourra être modifiée dans les conditions prévues à la section 5.3.2 de la deuxième partie du présent Prospectus ;
- décidé le principe d'une augmentation de capital en numéraire, avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés de la Société et de ses filiales adhérents au plan d'épargne entreprise Figeac Aéro, d'un montant nominal maximum de 7.228,80 euros par émission d'un nombre maximum de 60.240 Actions Nouvelles Réservées aux Salariés d'une valeur nominale de 0,12 euro chacune, à un prix par action compris dans une fourchette indicative de 16,60 euros à 20,80 euros, représentant une décote de 20% par rapport à la fourchette indicative du Prix de l'Offre.

Les modalités définitives de ces augmentations de capital, et notamment le Prix de l'Offre et le prix de l'Offre Réservée aux Salariés, seront arrêtées par le Conseil d'administration de la Société lors d'une réunion qui devrait se tenir, selon le calendrier indicatif, le 18 mars 2016.

4.7. DATE PREVUE DE REGLEMENT-LIVRAISON DES ACTIONS

La date prévue pour le règlement-livraison des Actions Offertes est le 22 mars 2016 selon le calendrier indicatif figurant à la section 5.1.1 de la deuxième partie du présent Prospectus.

4.8. RESTRICTIONS A LA LIBRE NEGOCIABILITE DES ACTIONS

Aucune clause statutaire ne restreint la libre négociation des actions composant le capital de la Société.

Une description détaillée des engagements pris par la Société et certains de ses actionnaires figure à la section 7.3 de la deuxième partie du présent Prospectus.

4.9. REGLEMENTATION FRANÇAISE EN MATIERE D'OFFRES PUBLIQUES

Les actions de la Société étant actuellement admises aux négociations sur le marché Alternext Paris, la Société est déjà soumise aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France relatives aux offres publiques obligatoires, aux offres publiques de retrait et au retrait obligatoire, et continuera à y être soumise après l'admission de ses actions aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

4.9.1. Offre publique obligatoire

L'article L. 433-3 du Code monétaire et financier et les articles 234-1 et suivants du règlement général de l'AMF fixent les conditions de dépôt obligatoire d'un projet d'offre publique, libellé à des conditions telles qu'il puisse être déclaré conforme par l'AMF, visant la totalité des titres de capital et des titres donnant accès au capital ou aux droits de vote d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

4.9.2. Offre publique de retrait et retrait obligatoire

L'article L. 433-4 du Code monétaire et financier et les articles 236-1 et suivants (offre publique de retrait), 237-1 et suivants (retrait obligatoire à l'issue d'une offre publique de retrait) et 237-14 et suivants (retrait obligatoire à l'issue de toute offre publique) du règlement général de l'AMF prévoient les conditions de dépôt d'une offre publique de retrait et de mise en œuvre d'une procédure de retrait obligatoire des actionnaires minoritaires d'une société dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé.

4.10. OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT INITIEES PAR DES TIERS SUR LE CAPITAL DE LA SOCIETE DURANT LE DERNIER EXERCICE ET L'EXERCICE EN COURS

Aucune offre publique d'achat émanant de tiers n'a été lancée sur le capital de la Société durant le dernier exercice et l'exercice en cours.

4.11. RETENUE A LA SOURCE SUR LES DIVIDENDES VERSES

La présente section constitue un résumé du régime fiscal qui est susceptible de s'appliquer en matière de retenue à la source sur les dividendes versés par la Société, en l'état actuel de la législation fiscale française et sous réserve de l'application éventuelle des conventions fiscales internationales. Elles s'appliquent aux actionnaires qui détiennent des actions de la Société autrement que par l'intermédiaire d'une base fixe en France ou d'un établissement stable en France. Les règles dont il est fait mention ci-après sont susceptibles d'être affectées par d'éventuelles modifications législatives ou réglementaires (assorties le cas échéant d'un effet rétroactif), ou par un changement de leur interprétation par l'administration fiscale française. En tout état de cause, ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux actionnaires. Ceux-ci doivent s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

4.11.1. Actionnaires dont la résidence fiscale est située en France

La présente sous-section décrit le régime fiscal susceptible de s'appliquer en matière de retenue à la source sur les dividendes versés par la Société aux résidents fiscaux de France. Ces informations n'ont pas vocation à constituer une analyse complète de l'ensemble des effets fiscaux susceptibles de s'appliquer aux actionnaires résidents fiscaux de France. Ceux-ci doivent s'assurer, auprès de leur conseiller fiscal habituel, de la fiscalité s'appliquant à leur cas particulier.

a) Actionnaires personnes physiques dont la résidence fiscale est située en France

Les paragraphes suivants décrivent le régime fiscal susceptible de s'appliquer en matière de retenue à la source sur les dividendes versés par la Société aux personnes physiques, résidents fiscaux de France, détenant les actions de la Société dans le cadre de leur patrimoine privé en dehors du cadre d'un plan d'épargne en actions et ne réalisant pas d'opérations de bourse dans des conditions analogues à celles qui caractérisent une activité exercée par une personne se livrant à titre professionnel à ce type d'opérations.

Prélèvement de 21% et retenue à la source

En application de l'article 117 quater du Code général des impôts (le « **CGI** »), les dividendes versés aux personnes physiques domiciliées en France sont soumis à un prélèvement forfaitaire non libératoire de l'impôt sur le revenu de 21% assis sur le montant brut des revenus distribués, sous réserve de certaines exceptions.

Ce prélèvement forfaitaire non libératoire est effectué par l'établissement payeur des dividendes s'il est établi en France. S'il est établi hors de France, les dividendes versés par la Société sont déclarés et le prélèvement correspondant est payé, dans les 15 premiers jours du mois qui suit celui du paiement des dividendes, soit par le contribuable lui-même, soit par l'établissement payeur, lorsqu'il est établi dans un État membre de l'Union européenne, en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein et qu'il a été mandaté à cet effet par le contribuable.

Ce prélèvement forfaitaire non libératoire constitue un acompte d'impôt sur le revenu et s'impute sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle il est opéré, l'excédent étant restitué.

En application de l'article 119 bis 2 du CGI, sous réserve des dispositions des conventions fiscales internationales conclues par la France, s'ils sont payés hors de France dans un État ou territoire non-coopératif au sens de l'article 238-0 A du CGI (« **ETNC** »), les dividendes versés par la Société font l'objet d'une retenue à la source de 75% du montant brut des revenus distribués. La liste des ETNC est publiée par arrêté ministériel et mise à jour annuellement.

Prélèvements sociaux

Le montant brut des dividendes distribués par la Société est également soumis aux prélèvements sociaux au taux global de 15,5%, répartis comme suit :

- la contribution sociale généralisée au taux de 8,2% ;
- la contribution pour le remboursement de la dette sociale, au taux de 0,5% ;
- le prélèvement social au taux de 4,5% ;
- la contribution additionnelle au prélèvement social au taux de 0,3% ; et
- le prélèvement de solidarité au taux de 2%.

Ces prélèvements sociaux sont effectués de la même manière que le prélèvement forfaitaire non libératoire de l'impôt sur le revenu de 21%.

b) Actionnaires personnes morales dont la résidence fiscale est située en France

Les dividendes versés par la Société aux personnes morales résidentes de France ne sont, en principe, pas soumis à retenue à la source. Toutefois, si les dividendes versés par la Société sont payés hors de France dans un ETNC, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75%.

4.11.2. Actionnaires dont la résidence fiscale est située hors de France

La présente sous-section décrit le régime fiscal susceptible de s'appliquer en matière de retenue à la source sur les dividendes versés par la Société aux actionnaires, personnes physiques ou morales, qui ne sont pas résidents fiscaux de France.

Les dividendes distribués par la Société font en principe l'objet d'une retenue à la source, prélevée par l'établissement payeur des dividendes, lorsque le domicile fiscal ou le siège du bénéficiaire est situé hors de France. Le taux de cette retenue à la source est fixé à (i) 21% lorsque le bénéficiaire est une personne physique dont le domicile fiscal est situé dans un État membre de l'Union européenne, en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein, (ii) 15% lorsque le bénéficiaire est un organisme sans but lucratif qui a son siège dans un État membre de l'Union européenne, en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein et qui serait imposé, s'il avait son siège en France, dans les conditions prévues au 5 de l'article 206 du CGI telles qu'interprétées par la doctrine administrative (Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts BOI-IS-CHAMP-10-50-10-40-20130325) et à (iii) 30% dans les autres cas.

Toutefois, s'ils sont payés hors de France dans un ETNC au sens de l'article 238-0 A du CGI, les dividendes distribués par la Société font l'objet d'une retenue à la source au taux de 75%. La liste des ETNC est publiée par arrêté ministériel et mise à jour annuellement.

La retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en vertu notamment (i) de l'article 119 ter du CGI applicable sous certaines conditions aux actionnaires personnes morales ayant leur siège de direction effective

dans un État membre de l'Union européenne ou dans un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales telles qu'interprétées par le Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts BOI-RPPM-RCM-30-30-20-10-20140725, (ii) des conventions fiscales internationales applicables le cas échéant, ou (iii) de règles spécifiques applicables en faveur des organismes de placement collectif de droit étranger situés dans un autre État membre de l'Union Européenne ou dans un État ou territoire ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales et remplissant les deux conditions suivantes : (y) lever des capitaux auprès d'un certain nombre d'investisseurs en vue de les investir, conformément à une politique d'investissement définie, dans l'intérêt de ces investisseurs, et (z) présenter des caractéristiques similaires à celles de certains organismes de placement collectif de droit français (Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts BOI-RPPM-RCM-30-30-20-70-20130812). Les actionnaires concernés sont invités à consulter leur conseiller fiscal habituel afin de déterminer l'application de ces dispositions à leur cas particulier. Les actionnaires sont par ailleurs invités à se renseigner sur les modalités pratiques d'application des conventions fiscales internationales telles que notamment prévues par le Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts BOI-INT-DG-20-20-20-20-20120912 relatif à la procédure dite « normale » ou dite « simplifiée » de réduction ou d'exonération de la retenue à la source.

Les non-résidents fiscaux français doivent également se conformer à la législation fiscale en vigueur dans leur État de résidence, telle qu'éventuellement modifiée par la convention fiscale internationale signée entre la France et cet État.

4.12. REGIME SPECIAL DES PLANS D'EPARGNE EN ACTIONS (« PEA »)

Les actions ordinaires de la Société constituent des actifs éligibles au PEA pour les titulaires domiciliés en France.

Sous certaines conditions, le PEA ouvre droit :

- pendant la durée du PEA, à une exonération d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux à raison des produits (plus-values de cession, dividendes, etc.) générés par les placements effectués dans le cadre du PEA, à condition notamment que ces produits soient réinvestis dans le PEA ; et
- au moment de la clôture du PEA (si elle intervient plus de cinq ans après la date d'ouverture du PEA) ou lors d'un retrait partiel (s'il intervient plus de huit ans après la date d'ouverture du PEA), à une exonération d'impôt sur le revenu à raison du gain net réalisé depuis l'ouverture du plan. Cependant, ces plus-values restent soumises au prélèvement social, aux contributions additionnelles à ce prélèvement, à la CSG et à la CRDS au taux global de 15,5%.

Les moins-values réalisées sur des actions détenues dans le cadre du PEA ne sont en principe imputables que sur des plus-values réalisées dans le même cadre (des règles spécifiques s'appliquent toutefois à certains cas de clôture du PEA). Les actionnaires sont invités à se rapprocher de leur conseil fiscal sur cette question.

Le retrait ou le rachat avant l'expiration de la cinquième année de fonctionnement du PEA entraîne en principe l'imposition du gain net réalisé depuis l'ouverture du PEA. Le taux d'imposition, hors prélèvements sociaux, est (i) de 22,5% lorsque le retrait ou rachat intervient dans les deux ans de son ouverture (article 200 A du CGI), (ii) de 19% lorsque la cession intervient entre deux et cinq ans à compter de l'ouverture du PEA, auxquels s'ajoutent, en toute hypothèse, les prélèvements sociaux décrits ci-dessus au taux global de 15,5%.

Le plafond de versement sur un PEA de droit commun « classique » est fixé à 150.000 euros (300.000 euros pour un couple).

La loi de finances pour 2014 a par ailleurs créé une nouvelle catégorie de PEA dit « PME-ETI », qui bénéficie des mêmes avantages fiscaux que le PEA. Les titres éligibles doivent notamment avoir été émis par une entreprise qui, d'une part, emploie moins de 5.000 personnes et qui, d'autre part, a un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros. Un décret d'application (n° 2014-283) précisant ces conditions a été publié le 5 mars 2014. Le plafond des versements est fixé à 75.000 euros (150.000 euros pour un couple). Le PEA « PME-ETI » est cumulable avec un PEA de droit commun et chaque contribuable ne peut être titulaire que d'un PEA « PME-ETI ».

Les actions de la Société sont éligibles au PEA dit « PME-ETI ».

5. CONDITIONS DE L'OFFRE

5.1. CONDITIONS DE L'OFFRE, CALENDRIER PREVISIONNEL ET MODALITES DE SOUSCRIPTION

5.1.1. Conditions de l'Offre

L'offre globale (l'« **Offre** ») comprend :

- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« **Offre à Prix Ouvert** » ou « **OPO** ») ;
- un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « **Placement Global** »), comportant :
 - un placement en France ; et
 - un placement privé international dans certains pays en dehors, notamment, des Etats-Unis d'Amérique.

En vue de l'admission de l'intégralité des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris devant intervenir après le règlement-livraison des Actions Offertes dans le cadre de l'Offre, la diffusion des actions dans le public en France aura lieu conformément aux dispositions des articles P 1.2.1 et suivants du livre II des règles de marché d'Euronext relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français.

La répartition des Actions Offertes entre le Placement Global, d'une part, et l'OPO, d'autre part, sera effectuée en fonction de la nature et de l'importance de la demande dans le respect des principes édictés par l'article 315-35 du règlement général de l'AMF. Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10% des Actions Offertes. Si la demande dans le cadre de l'OPO est inférieure à 10% des Actions Offertes, le solde des Actions Offertes non allouées dans le cadre de l'OPO sera offert dans le cadre du Placement Global.

L'Offre porte tant sur les Actions Nouvelles à émettre, offertes par la Société dans le cadre d'une offre primaire (l'« **Offre Primaire** ») que des Actions Existantes (les Actions Cédées) offertes par Monsieur Jean-Claude Maillard, en qualité d'actionnaire cédant, dans le cadre d'une offre secondaire (l'« **Offre Secondaire** »). Les Actions Offertes, à savoir les Actions Nouvelles et les Actions Cédées, seront offertes dans le cadre d'une seule Offre et aux mêmes conditions.

Les Actions Nouvelles porteront sur un nombre maximum de 3.614.457 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires existants, à souscrire en numéraire par voie d'offre au public. Les Actions Cédées porteront sur un nombre maximum de 481.927 Actions Existantes.

En fonction de l'importance de la demande exprimée dans le cadre de l'Offre, le nombre initial d'Actions Nouvelles pourra être augmenté de 15% pour être porté à un nombre maximum de 4.156.625 Actions Nouvelles (la « **Clause d'Extension** »). L'exercice éventuel de la Clause d'Extension sera décidé par le Conseil d'administration, en accord avec les Teneurs de Livre Associés, au cours de sa réunion qui fixera les modalités définitives de l'Offre, soit, à titre indicatif, le 18 mars 2016.

L'Offre Secondaire est subordonnée à l'Offre Primaire, ce qui signifie que les Actions Nouvelles (hors Clause d'Extension) seront allouées par priorité aux Actions Cédées en cas de demande insuffisante et de réduction de la taille de l'Offre, étant précisé que l'Offre sera annulée si (i) le montant total des souscriptions reçues est strictement inférieur à 75,5% du montant global de l'Offre et si (ii) la demande allouable à l'Offre Primaire est inférieure à 60,0 millions d'euros.

Concomitamment à l'Offre, la Société procèdera à une émission d'actions réservée aux salariés de la Société et de ses filiales adhérents au plan d'épargne entreprise Figeac Aéro (l'« **Offre Réservée aux Salariés** »), décrite à la section 6.3 de la deuxième partie du présent Prospectus.

Calendrier indicatif

7 mars 2016	Visa de l'AMF sur le Prospectus
8 mars 2016	Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre
	Avis Euronext relatif à l'ouverture de l'OPO et au transfert sur Euronext sous condition de l'augmentation de capital sur Alternext
	Ouverture de l'OPO et du Placement Global
Au plus tard le 15 mars 2016 (avant ouverture)	Suspension de la cotation des actions de la Société sur Alternext Paris
17 mars 2016	Clôture de l'OPO à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour celles par Internet
18 mars 2016	Clôture du Placement Global à 12 heures (heure de Paris)
	Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension
	Diffusion du communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre, le nombre définitif d'Actions Nouvelles et le résultat de l'Offre
	Avis Euronext relatif au résultat de l'Offre et annonce du transfert sur Euronext
22 mars 2016	Signature du Contrat de Placement
22 mars 2016	Règlement-livraison de l'OPO et du Placement Global
23 mars 2016	Radiation des actions d'Alternext Paris et admission des nouvelles actions sur Euronext Paris – Premières négociations

5.1.2. Montant de l'Offre

Voir le chapitre 8 « *Dépenses liées à l'Offre* » de la deuxième partie du présent Prospectus.

5.1.3. Procédure et période de l'Offre

5.1.3.1. Caractéristiques principales de l'Offre à Prix Ouvert

Durée de l'OPO

L'OPO débutera le 8 mars 2016 et prendra fin le 17 mars 2016 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier. La date de clôture de l'OPO pourrait être modifiée (voir la section 5.3.2 de la deuxième partie du présent Prospectus).

Nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO

Un minimum de 10% du nombre d'Actions Offertes sera offert dans le cadre de l'OPO. En conséquence, si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10% des Actions Offertes.

Le nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO pourra être augmenté ou diminué conformément aux modalités détaillées à la section 5.1.1 de la deuxième partie du présent Prospectus.

Personnes habilitées, réception et transmission des ordres

Les personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre de l'OPO sont les personnes physiques de nationalité française ou résidentes en France ou ressortissantes de l'un des États partie à l'accord et au protocole de l'Espace Économique Européen (États membres de l'Union européenne, Islande, Norvège et Liechtenstein, ci-après les « **États appartenant à l'EEE** »), les fonds communs de placement ou les personnes morales françaises ou ressortissantes de l'un des États appartenant à l'EEE qui ne sont pas, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sous contrôle d'entités ou de personnes ressortissantes d'États autres que les États appartenant à l'EEE, ainsi que les associations et clubs d'investissement domiciliés en France ou dans des États appartenant à l'EEE et dont les membres sont ressortissants français ou de l'un des États appartenant à l'EEE, sous réserve des stipulations figurant à la section 5.2.1 de la deuxième partie du présent Prospectus. Les autres personnes devront s'informer sur les restrictions locales de placement, comme indiqué à la section 5.2.1 de la deuxième partie du présent Prospectus.

Les personnes physiques, les personnes morales et les fonds communs de placement ne disposant pas en France de comptes permettant la souscription d'actions dans le cadre de l'OPO devront à cette fin ouvrir un tel compte chez un intermédiaire habilité lors de la passation de leurs ordres.

L'ordre de souscription devra être signé par le donneur d'ordres ou son représentant ou, en cas de gestion sous mandat, son mandataire. Dans ce dernier cas, le gestionnaire devra :

- soit disposer d'un mandat prévoyant des stipulations spécifiques aux termes desquelles son client s'est engagé, dans le cadre d'opérations où chaque investisseur n'est autorisé à passer qu'un seul ordre, à ne pas passer d'ordres sans avoir demandé et obtenu une confirmation écrite du gestionnaire qu'il n'a pas passé un ordre portant sur les mêmes titres dans le cadre du mandat de gestion ;
- soit mettre en place toute autre mesure raisonnable visant à prévenir les ordres multiples (par exemple, information du client par le gestionnaire qu'il a passé un ordre pour son compte et qu'en conséquence, le client ne peut passer directement un ordre de même nature sans l'avoir informé par écrit, avant la clôture de l'opération, de sa décision afin que le gestionnaire puisse annuler l'ordre correspondant).

Catégories d'ordres susceptibles d'être émis en réponse à l'OPO

Les personnes désireuses de participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 17 mars 2016 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet, si cette possibilité leur est donnée par leur intermédiaire financier, sauf clôture anticipée ou prorogation.

Ordres A

En application de l'article P 1.2.16 du livre II des règles de marché d'Euronext relatif aux règles particulières applicables aux marchés réglementés français, les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés :

- fraction d'ordre A1 : de 1 action jusqu'à 75 actions (inclus) ; et
- fraction d'ordre A2 : au-delà de 75 actions.

L'avis de résultat de l'OPO qui sera publié par Euronext indiquera les réductions éventuelles appliquées aux ordres, étant précisé que les fractions d'ordre A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordre A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient pas être entièrement satisfaits.

Il est par ailleurs précisé que :

- chaque ordre A doit porter sur un nombre minimum de 1 action ;
- un même donneur d'ordre A ne pourra émettre qu'un seul ordre A. Cet ordre A ne pourra être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra être confié à un seul intermédiaire financier ;
- chaque membre d'un foyer fiscal pourra transmettre un ordre A. L'ordre d'un mineur sera formulé par son représentant légal. Chacun de ces ordres A bénéficiera des avantages qui lui sont normalement attachés. En cas de réduction, celle-ci s'appliquera séparément aux ordres de chacun desdits membres du foyer fiscal ;
- aucun ordre A ne pourra porter sur un nombre d'actions représentant plus de 20% du nombre d'actions offertes dans le cadre de l'OPO ;
- les ordres pourront être servis avec réduction, suivant les modalités définies ci-dessous ;
- au cas où l'application du ou des taux de réduction n'aboutirait pas à l'attribution d'un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur ;
- les ordres A seront exprimés en nombre d'actions sans indication de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre ; et
- les ordres A seront, même en cas de réduction, irrévocables, sous réserve des indications mentionnées à la section 5.3.2 de la deuxième partie du présent Prospectus.

Les intermédiaires financiers habilités en France transmettront à Euronext les ordres, selon le calendrier et les modalités précisés dans l'avis d'ouverture de l'OPO qui sera diffusé par Euronext.

Il est rappelé que les ordres seraient nuls si le communiqué de presse de la Société indiquant les modalités définitives du Placement Global et de l'OPO n'était pas diffusé.

Réduction des ordres

Les fractions d'ordres A1 sont prioritaires par rapport aux fractions d'ordres A2. Un taux de réduction pouvant aller jusqu'à 100% peut être appliqué aux fractions d'ordres A2 pour servir les fractions d'ordres A1.

Les réductions seront effectuées de manière proportionnelle au sein de chaque catégorie d'ordre. Dans le cas où l'application des modalités de réduction aboutirait à un nombre non entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier immédiatement inférieur.

Révocation des ordres

Les ordres de souscription passés par internet dans le cadre de l'OPO seront révocables, par internet, jusqu'à la clôture de l'OPO, soit jusqu'au 17 mars 2016 à 17 heures (heure de Paris). Il appartient aux investisseurs de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier d'une part, les modalités de révocation des ordres passés par internet et d'autre part, si les ordres transmis par d'autres canaux sont révocables et dans quelles conditions.

Résultat de l'OPO

Le résultat de l'OPO fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext dont la diffusion est prévue le 18 mars 2016, sauf clôture anticipée, auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

Cet avis précisera le taux de réduction éventuellement appliqué aux ordres.

5.1.3.2. Caractéristiques principales du Placement Global

Durée du Placement Global

Le Placement Global débutera le 8 mars 2016 et prendra fin le 18 mars 2016 à 12 heures (heure de Paris). En cas de prorogation de la date de clôture de l'OPO (voir la section 5.3.2 de la deuxième partie du présent Prospectus), la date de clôture du Placement Global pourra être prorogée corrélativement.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis (voir la section 5.3.2 de la deuxième partie du présent Prospectus).

Personnes habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global

Le Placement Global sera effectué principalement auprès d'investisseurs institutionnels en France et hors de France (excepté aux Etats-Unis d'Amérique, en Australie, au Canada et au Japon).

Ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Les ordres seront exprimés en nombre d'actions ou en montant demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

Réception et transmission des ordres susceptibles d'être émis dans le cadre du Placement Global

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par les Teneurs de Livre Associés au plus tard le 18 mars 2016 à 12 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée.

Seuls les ordres à un prix exprimé en euros, supérieur ou égal au Prix de l'Offre qui sera fixé dans le cadre du Placement Global dans les conditions indiquées à la section 5.3.1 de la deuxième partie du présent Prospectus, seront pris en considération dans la procédure d'allocation.

Réduction des ordres

Les ordres émis dans le cadre du Placement Global pourront faire l'objet d'une réduction totale ou partielle.

Révocation des ordres

Tout ordre émis dans le cadre du Placement Global pourra être révoqué auprès des Teneurs de Livre Associés ayant reçu cet ordre et ce jusqu'au 18 mars 2016 à 12 heures (heure de Paris), sauf clôture anticipée ou prorogation.

Résultat du Placement Global

Le résultat du Placement Global fera l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext dont la diffusion est prévue le 18 mars 2016, sauf clôture anticipée, auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

5.1.4. Révocation ou suspension de l'Offre

L'Offre sera réalisée sous réserve de l'émission du certificat du dépositaire des fonds constatant la souscription des Actions Nouvelles. L'Offre pourra être annulée par la Société à la date de règlement-livraison si le certificat du dépositaire des fonds n'était pas émis.

En cas de non émission du certificat du dépositaire, cette information fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext. Dans ce cas, les ordres de souscription seraient rétroactivement annulés.

Par ailleurs, si le montant des souscriptions reçues dans le cadre de l'Offre n'atteignait pas un minimum de 75,5% du montant global de l'Offre (avant exercice de la Clause d'Extension), soit 64,2 millions d'euros, dont au moins 60,0 millions d'euros seront alloués au titre de l'Offre Primaire, l'Offre serait annulée et les ordres de souscription seraient caducs.

5.1.5. Réduction des ordres

Voir la section 5.1.3 de la deuxième partie du présent Prospectus pour une description de la réduction des ordres émis dans le cadre de l'Offre.

5.1.6. Nombre minimal ou maximal d'actions sur lequel peut porter un ordre

Le nombre minimal ou maximal d'actions sur lesquelles peuvent porter les ordres émis dans le cadre de l'OPO est décrit à la section 5.1.3 de la deuxième partie du présent Prospectus.

Il n'y a pas de montant minimal et maximal des ordres émis dans le cadre du Placement Global.

5.1.7. Révocation des ordres de souscription

Les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert et du Placement Global pourront être révoqués dans les conditions définies aux sections 5.1.3.1 et 5.1.3.2 de la deuxième partie du présent Prospectus.

5.1.8. Versement des fonds et modalités de délivrance des Actions Offertes

Le prix des Actions Offertes (voir la section 5.3.1. de la deuxième partie du présent Prospectus) dans le cadre de l'Offre devra être versé comptant par les donneurs d'ordres au plus tard à la date de règlement-livraison de l'Offre, soit le 22 mars 2016 selon le calendrier indicatif.

Les actions seront enregistrées au compte des donneurs d'ordres dès que possible à compter de la diffusion de l'avis de résultat de l'Offre par Euronext.

5.1.9. Publication des résultats de l' Offre

Les résultats et les modalités définitives de l'Offre feront l'objet d'un communiqué de presse de la Société et d'un avis d'Euronext dont la diffusion est prévue le 18 mars 2016, sauf clôture anticipée, étant précisé toutefois que la durée de l'OPO ne pourra être inférieure à trois (3) jours de bourse (voir la section 5.3.2 de la deuxième partie du présent Prospectus), auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir le lendemain du jour de la clôture de l'Offre.

5.1.10. Droits préférentiels de souscription

L'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Offre sera réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription.

5.2. PLAN DE DISTRIBUTION ET ALLOCATION DES ACTIONS OFFERTES

5.2.1. Catégorie d'investisseurs potentiels – Pays dans lesquels l'Offre sera ouverte – Restrictions applicables à l'Offre

5.2.1.1. Catégories d'investisseurs potentiels et pays dans lesquels l'Offre sera ouverte

L'Offre comprend :

- une offre au public en France réalisée sous la forme d'une Offre à Prix Ouvert, principalement destinée aux personnes physiques ;
- un Placement Global principalement destiné aux investisseurs institutionnels, comportant :
 - un placement en France ; et
 - un placement privé international dans certains pays en dehors, notamment, des Etats-Unis d'Amérique.

5.2.1.2. Restrictions applicables à l'Offre

La diffusion du présent Prospectus, de son résumé ou de tout autre document ou information relatifs aux opérations prévues par le présent Prospectus ou l'offre ou la vente ou la souscription des actions de la Société peuvent, dans certains pays, y compris les États-Unis d'Amérique, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession des documents susvisés doivent s'informer des éventuelles restrictions découlant de la réglementation locale et s'y conformer. Les intermédiaires habilités ne pourront accepter aucun ordre émanant de clients ayant une adresse située dans un pays ayant instauré de telles restrictions et les ordres correspondants seront réputés être nuls et non avenue. Toute personne (y compris les *trustees* et les *nominees*) recevant le Prospectus ou tout autre document ou information relatifs à l'Offre, ne doit le distribuer ou le faire parvenir dans de tels pays qu'en conformité avec les lois et réglementations qui y sont applicables. Toute personne qui, pour quelque cause que ce soit, transmettrait ou permettrait la transmission des documents susvisés dans de tels pays, doit attirer l'attention du destinataire sur les stipulations de la présente section.

Le présent Prospectus, son résumé et les autres documents relatifs aux opérations prévues par le présent Prospectus ne constituent pas une offre de vente ou une sollicitation d'une offre de souscription de valeurs mobilières dans tout pays dans lequel une telle offre ou sollicitation serait illégale. Le présent Prospectus n'a fait l'objet d'aucun enregistrement ou visa en dehors de la France.

Restrictions concernant les Etats-Unis d'Amérique

Les actions de la Société n'ont pas été et ne seront pas enregistrées en application du *U.S. Securities Act de 1933*, tel que modifié (le « **Securities Act** »), ni auprès d'aucune autorité de régulation boursière dépendant d'un État américain. En conséquence, les actions de la Société ne peuvent être ni offertes ni vendues ou autrement cédées ou transférées de quelque manière que ce soit aux Etats-Unis d'Amérique, ou pour le compte ou au profit de « *U.S. persons* », sauf après enregistrement ou dans le cadre d'opérations bénéficiant d'une exemption à l'enregistrement prévue par le Securities Act.

Le Prospectus, son résumé et tout autre document établi dans le cadre de l'Offre ne doivent pas être distribués aux États-Unis d'Amérique.

Restrictions concernant les Etats de l'Espace Economique Européen (autres que la France)

S'agissant des États membres de l'Espace Économique Européen, autres que la France, ayant transposé la Directive Prospectus (un « **Etat Membre** »), aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des actions de la Société rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un ou l'autre de ces États Membres. Par conséquent, les actions de la Société peuvent être offertes dans ces États uniquement :

- a. à des investisseurs qualifiés, tels que définis dans la Directive Prospectus, conformément à l'article 3.2(a) de la Directive Prospectus ;
- b. à moins de 100, ou si l'Etat Membre a transposé la disposition concernée de la Directive Prospectus Modificative, 150, personnes physiques ou morales (autres que des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus), sous réserve du consentement préalable des établissements chargés du placement nommés par la Société pour une telle offre, conformément aux articles 3.2(b) de la Directive Prospectus et 1.3(a)(i) de la Directive Prospectus Modificative ; ou
- c. à des investisseurs qui acquièrent ces valeurs pour un prix total d'au moins 50.000 euros par investisseur, ou d'au moins 100.000 euros si l'Etat Membre a transposé la disposition concernée de la Directive Prospectus Modificative ; ou
- d. dans tous les autres cas où la publication d'un prospectus n'est pas requise au titre des dispositions de l'article 3 de la Directive Prospectus ;

et à condition qu'aucune des offres mentionnées aux paragraphes (a) à (c) ci-dessus ne requièrent la publication par la Société ou les établissements chargés du placement d'un prospectus conformément aux dispositions de

l'article 3 de la Directive Prospectus ou d'un supplément au prospectus conformément aux dispositions de l'article 16 de la Directive Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, (i) la notion d'« offre au public » dans tout Etat Membre signifie la communication sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit d'informations suffisantes sur les conditions de l'offre et sur les actions à offrir, de manière à mettre un investisseur en mesure de décider ou non d'acheter ou de souscrire ces actions, telle qu'éventuellement modifiée par l'Etat Membre par toute mesure de transposition de la Directive Prospectus, (ii) le terme « **Directive Prospectus** » signifie la Directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 (telle que modifiée, y compris par les dispositions de la Directive Prospectus Modificative, dès lors qu'elle aura été transposée dans l'Etat Membre) et inclut toute mesure de transposition de cette Directive dans chaque Etat Membre et (iii) le terme « **Directive Prospectus Modificative** » signifie la Directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010.

Ces restrictions de vente concernant les Etats Membres s'ajoutent à toute autre restriction de vente applicable dans les Etats Membres ayant transposé la Directive Prospectus.

Restrictions concernant le Royaume-Uni

Le Prospectus est distribué et destiné uniquement aux personnes qui (i) sont situées en dehors du Royaume-Uni, (ii) sont des « *investment professionals* » (à savoir des personnes ayant une expérience professionnelle en matière d'investissement) selon l'article 19(5) du *Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion)* (le « **FSMA** ») Order 2005 (l'« **Ordre** »), (iii) sont des « *high net worth entities* » ou toute autre personne entrant dans le champ d'application de l'article 49(2) (a) à (d) de l'Ordre (« *high net worth companies* », « *unincorporated associations* », etc.) ou (iv) sont des personnes auxquelles une invitation ou une incitation à s'engager dans une activité d'investissement (au sens de l'article 21 du FSMA) peut être légalement communiquée ou transmise (ci-après dénommées ensemble les « **Personnes Qualifiées** »).

Toute invitation, offre ou accord de souscription des actions de la Société ne pourront être proposés ou conclus qu'avec des Personnes Qualifiées. Les actions de la Société visées dans le Prospectus ne pourront être offertes ou émises au profit de personnes situées au Royaume-Uni autres que des Personnes Qualifiées. Toute personne autre qu'une Personne Qualifiée ne devra pas agir ou se fonder sur le Prospectus ou l'une quelconque de ses dispositions. Les personnes en charge de la diffusion du Prospectus doivent se conformer aux conditions légales de la diffusion du Prospectus.

Restrictions concernant l'Australie, le Canada et le Japon

Les Actions Offertes ne pourront être offertes ou vendues en Australie, au Canada ou au Japon.

5.2.2. Intentions de souscription des principaux actionnaires de la Société ou des membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance ou de quiconque entendrait passer un ordre de souscription de plus de 5%

Néant.

5.2.3. Information pré-allocation

Ces informations figurent aux sections 5.1.1 et 5.1.3 de la deuxième partie du présent Prospectus.

5.2.4. Notification aux souscripteurs

Dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par leur intermédiaire financier.

Dans le cadre du Placement Global, les investisseurs ayant passé des ordres de souscription seront informés de leurs allocations par les Teneurs de Livre Associés.

5.2.5. Clause d'Extension

En fonction de la demande, la Société pourra, en accord avec les Teneurs de Livre Associés, décider d'augmenter le nombre d'actions nouvelles initialement offertes d'un maximum de 15%, soit un nombre maximum de 542.168 actions sur la base de la borne inférieure de la fourchette de prix au Prix de l'Offre (tel que ce terme est défini à la section 5.3.1 de la deuxième partie du présent Prospectus).

La décision d'exercer la Clause d'Extension sera prise au moment de la fixation du prix par le Conseil d'administration prévu le 18 mars 2016 et sera mentionnée dans le communiqué de la Société et l'avis d'Euronext annonçant le résultat de l'Offre.

5.2.6. Option de surallocation

Néant.

5.3. FIXATION DU PRIX

5.3.1. Prix des Actions Offertes

Le prix des actions offertes dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert sera égal au prix des actions offertes dans le cadre du Placement Global (le « **Prix de l'Offre** »).

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 18 mars 2016 par le Conseil d'administration, étant précisé que cette date pourrait être reportée ou avancée comme indiqué à la section 5.3.2 de la deuxième partie du présent Prospectus.

Le Prix de l'Offre résultera de la confrontation de l'offre des actions dans le cadre du Placement Global et des demandes émises par les investisseurs selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels.

Cette confrontation sera effectuée notamment sur la base des critères de marché suivants :

- capacité des investisseurs retenus à assurer un développement ordonné du marché secondaire ;
- ordre d'arrivée des demandes des investisseurs ;
- quantité demandée ; et
- sensibilité au prix des demandes exprimées par les investisseurs.

Le Prix de l'Offre pourrait se situer dans une fourchette comprise entre 20,75 euros et 26,00 euros par action, cette fourchette ayant été calculée sur la base d'un prix de référence de 22,35 euros, défini comme la moyenne pondérée par les volumes des cours de clôture de l'action au cours des cinq dernières séances de bourse au 3 mars 2016. Cette fourchette pourra être modifiée à tout moment jusqu'au (et y compris le) jour prévu pour la clôture de l'Offre dans les conditions prévues à la section 5.3.2 de la deuxième partie du présent Prospectus. Cette information est donnée à titre purement indicatif et ne préjuge en aucun cas du Prix de l'Offre qui pourra être fixé en dehors de cette fourchette dans les conditions précisées à la section 5.3.2 de la deuxième partie du présent Prospectus. A titre indicatif, le cours de bourse à la clôture le 4 mars 2016 était de 23,87 euros.

5.3.2. Procédure de publication du Prix de l' Offre et des modifications des paramètres de l' Offre

5.3.2.1. Date de fixation du Prix de l'Offre

Il est prévu que le Prix de l'Offre soit fixé le 18 mars 2016, étant précisé que cette date pourrait être reportée si les conditions de marché et les résultats de la construction du livre d'ordres ne permettaient pas de fixer le Prix de l'Offre dans des conditions satisfaisantes, ou avancées en cas d'avancement de la clôture de l'Offre (voir la section 5.3.2.4 de la deuxième partie du présent Prospectus).

5.3.2.2. Publication du Prix de l'Offre et du nombre d'Actions

Le Prix de l'Offre et le nombre définitif d'Actions Offertes seront portés à la connaissance du public par un communiqué de presse diffusé par la Société et par un avis diffusé par Euronext le 18 mars 2016, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre, auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

5.3.2.3. Modification de la fourchette, fixation du Prix de l'Offre en dehors de la fourchette et modification du nombre d'Actions Offertes

Modifications donnant lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO

En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette de prix ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette de prix (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la procédure suivante s'appliquera :

- Publication des nouvelles modalités : Les nouvelles modalités de l'Offre seront portées à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext. Le communiqué de presse de la Société et l'avis d'Euronext susvisés indiqueront la nouvelle fourchette de prix et, le cas échéant, le nouveau calendrier avec la nouvelle date de clôture de l'OPO, la nouvelle date prévue pour la fixation du Prix de l'Offre et la nouvelle date de règlement-livraison.

- Date de clôture de l'OPO : La date de clôture de l'OPO sera reportée ou une nouvelle période de souscription à l'OPO sera réouverte, selon le cas, de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux (2) jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué susvisé et la nouvelle date de clôture de l'OPO.
- Révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO : Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse. De nouveaux ordres irrévocables pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse (ces ordres pourront toutefois être expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse en cas de nouveau report de la date de fixation du Prix de l'Offre et/ou de nouvelle modification des modalités de l'Offre).

Modifications ne donnant pas lieu à révocabilité des ordres émis dans le cadre de l'OPO

- Le Prix de l'Offre pourrait être librement fixé en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou la fourchette pourrait être modifiée librement à la baisse. Le Prix de l'Offre ou la nouvelle fourchette indicative de prix serait alors communiqué au public dans les conditions prévues à la section 5.3.2.2 de la deuxième partie du présent Prospectus en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre.

En conséquence, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou si la modification à la baisse de la fourchette de prix n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, le Prix de l'Offre serait porté à la connaissance du public par le communiqué de presse de la Société et l'avis d'Euronext visés à la section 5.3.2.2 de la deuxième partie du présent Prospectus, dont la diffusion devrait intervenir le 18 mars 2016, sauf fixation anticipée du Prix de l'Offre, auquel cas la diffusion du communiqué et de l'avis devrait intervenir le jour de la fixation du Prix de l'Offre.

En revanche, si la fixation du Prix de l'Offre en-dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix ou si la modification à la baisse de la fourchette de prix avait un impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre, les stipulations de la section 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.

- Sous réserve de ne pas être inférieur à 75,5% du montant global de l'Offre, le nombre d'Actions Offertes pourrait également être modifié librement si cette modification n'avait pas d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre. Dans le cas contraire, les stipulations de la section 5.3.2.5 ci-dessous seraient applicables.

5.3.2.4. Clôture anticipée ou prorogation de l'Offre

Les dates de clôture du Placement Global et de l'OPO pourront être avancées (sans toutefois que la durée de l'OPO ne puisse être inférieure à trois (3) jours de bourse) ou prorogées dans les conditions suivantes :

- Si la date de clôture est avancée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext annonçant cette modification au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture.
- Si la date de clôture est prorogée, la nouvelle date de clôture fera l'objet d'un communiqué de presse diffusé par la Société et d'un avis diffusé par Euronext annonçant cette modification au plus tard la veille de la date de clôture initiale. Dans ce cas, les ordres émis dans le cadre de l'Offre à Prix Ouvert avant la diffusion du communiqué de presse de la Société et de l'avis d'Euronext Paris susvisés seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO (incluse).

5.3.2.5. Modifications significatives des modalités de l'Offre

En cas de modification significative des modalités initialement arrêtées pour l'Offre non prévue par la présente partie du Prospectus, une note complémentaire au Prospectus serait soumise au visa de l'AMF. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global seraient nuls si l'AMF n'apposait pas son visa sur cette note complémentaire au Prospectus. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO et du Placement Global avant la mise à disposition de la note complémentaire au Prospectus visée par l'AMF pourraient être révoqués pendant au moins deux (2) jours de bourse après la mise à disposition de celle-ci (voir la section 5.3.2.3 de la deuxième partie du présent Prospectus pour une description des cas dans lesquels la présente section s'appliquerait).

5.3.3. Restrictions ou suppression du droit préférentiel de souscription

Les Actions Nouvelles sont émises en vertu de la 10^{ème} résolution de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société en date du 25 septembre 2015, autorisant une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offre au public (voir la section 4.6.1 de la deuxième partie du présent Prospectus).

5.3.4. Disparité de prix

Les opérations ayant affecté le capital social au cours des douze (12) derniers mois ont été :

- une augmentation de capital d'un montant nominal de 133.333,32 euros, décidée par le Conseil d'administration au cours de sa réunion du 12 mars 2015, par émission de 1.111.111 actions nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre d'un placement privé, à un prix de souscription unitaire de 18 euros ;
- une augmentation de capital réservée aux salariés adhérents du plan d'épargne entreprise Figeac Aéro, d'un montant nominal de 3.666,84 euros, décidée par le Conseil d'administration au cours de sa réunion du 30 mars 2015, par émission de 30.557 actions nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de ces derniers, à un prix de souscription unitaire de 13,29 euros.

5.4. PLACEMENT

5.4.1. Coordonnées des établissements financiers introducteurs

Chef de File et Teneur de Livre Associé :

ODDO & CIE

12, boulevard de la Madeleine
75009 Paris

Teneur de Livre Associé :

MIDCAP PARTNERS

96, boulevard Haussmann
75008 Paris

5.4.2. Coordonnées de l'établissement en charge du service des titres, du service financier et dépositaire

Le service des titres de la Société (tenue du registre des actionnaires nominatifs) et le service financier (paiement des dividendes) seront assurés par CACEIS CORPORATE TRUST (14, rue Rouget de Lisle – 92189 Issy-les-Moulineaux), qui émettra le certificat de dépôt des fonds relatif à la présente augmentation de capital.

5.4.3. Garantie

L'Offre ne fera pas l'objet d'un contrat de garantie.

5.4.4. Engagements d'abstention et de conservation

Ces informations figurent à la section 7.3 de la deuxième partie du présent Prospectus.

5.4.5. Date de règlement-livraison des Actions Offertes

Le règlement-livraison des Actions Nouvelles est prévu le 22 mars 2016.

6. ADMISSION A LA NEGOCIATION ET MODALITES DE NEGOCIATION

6.1. ADMISSION AUX NEGOCIATIONS

Les conditions de négociation de l'ensemble des actions seront fixées dans un avis d'Euronext diffusé le 18 mars 2016.

L'admission de l'ensemble des actions de la Société aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (Compartiment B) sera demandée postérieurement au règlement-livraison de l'Offre.

La première cotation des actions sur le marché réglementé d'Euronext Paris devrait intervenir le 23 mars 2016. A compter de cette date, toutes les actions de la Société seront négociées sur une ligne de cotation « Figeac Aéro ».

6.2. PLACE DE COTATION

A la date du Prospectus, les actions de la Société sont inscrites aux négociations sur le marché Alternext Paris (compartiment placement privé). Elles seront admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris à compter du 23 mars 2016.

6.3. OFFRE RESERVEE AUX SALARIES

Dans le cadre de cette opération, la Société a décidé de permettre à son personnel de souscrire, à des conditions préférentielles, des actions de la Société au moyen d'une augmentation de capital en numéraire réservée aux salariés. L'Offre Réservée aux Salariés est ouverte aux salariés de la Société et de ses filiales adhérents au plan d'épargne entreprise Figeac Aéro (le « **PEE** ») et n'est proposée qu'en France.

Les modalités de l'Offre Réservée aux Salariés sont décrites ci-dessous ainsi que dans la documentation transmise dans ce cadre aux salariés concernés.

6.3.1. Calendrier indicatif de l'Offre Réservée aux Salariés

7 mars 2016	Visa de l'AMF sur le Prospectus
18 mars 2016	Fixation du Prix de l'Offre et du Prix de l'Offre Réservée aux Salariés
19 mars 2016	Ouverture de la période de souscription
2 mai 2016	Clôture de la période de souscription à 17 heures (heure de Paris)
5 mai 2016	Avis Euronext relatif au résultat de l'Offre Réservée aux Salariés
9 mai 2016	Règlement-livraison de l'Offre Réservée aux Salariés sur Euronext Paris

6.3.2. Bénéficiaires de l'Offre Réservée aux Salariés

L'Offre Réservée aux Salariés est ouverte exclusivement en France, auprès du personnel salarié de la Société et de ses filiales françaises adhérents aux PEE Figeac Aéro et MTI, étant précisé qu'aucune condition d'ancienneté dans la Société ou le Groupe n'est exigée (les « **Bénéficiaires** »).

L'Offre Réservée aux Salariés est ouverte à environ 1.200 Bénéficiaires. La souscription sera effectuée directement par chaque Bénéficiaire.

6.3.3. Prix de l'Offre Réservée aux Salariés

Conformément aux dispositions aux articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail, le prix de l'Offre Réservée aux Salariés sera égal au Prix de l'Offre diminué d'une décote de 20% et arrondi au centime d'euro supérieur (le « **Prix de l'Offre Réservée aux Salariés** »). Les Bénéficiaires seront informés du Prix de l'Offre Réservée aux Salariés le 18 mars 2016, par affichage dans les locaux de la Société et de ses filiales concernées.

A titre indicatif, sur la base de la fourchette de Prix de l'Offre (entre 20,75 euros et 26,00 euros par Action Offerte), le Prix de l'Offre Réservée aux Salariés serait ainsi compris entre 16,60 euros et 20,80 euros par Action Nouvelle Réservée aux Salariés.

6.3.4. Montant de l'Offre Réservée aux Salariés

Le produit brut maximum de l'émission des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés sera d'environ 1.000.000 euros.

La Société prévoit d'imputer les charges relatives à l'Offre Réservée aux Salariés sur la prime d'émission des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés.

6.3.5. Procédure et période de souscription

La période de souscription de l'Offre Réservée aux Salariés sera ouverte du 19 mars 2016 au 2 mai 2016, étant précisé qu'elle pourra être close par anticipation dès la souscription de l'intégralité des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés.

La souscription devra être effectuée par la remise d'un bulletin de souscription, date et signé, avant le 2 mai 2016 à 17 heures (heure de Paris). Chaque Bénéficiaire ne pourra remettre qu'un seul bulletin de souscription. Les bulletins de souscription seront irrévocables.

Chaque souscription devra porter sur au moins une (1) Action Nouvelle Réservée aux Salariés.

6.3.6. Plafond d'investissement pour les Bénéficiaires

Conformément aux dispositions de l'article L. 3332-10 du Code du travail, les versements annuels d'un adhérent au plan d'épargne d'entreprise ne peuvent excéder un quart de sa rémunération annuelle ou de son revenu professionnel imposé à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente.

Cette limite individuelle de versement dans le plan d'épargne entreprise Figeac Aéro constitue le montant maximum de demande de souscription d'actions de la Société dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés pour chacun des Bénéficiaires.

6.3.7. Modalités d'abondement de la souscription des Bénéficiaires

Néant.

6.3.8. Droits préférentiels de souscription

L'augmentation de capital réalisée dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés sera réalisée avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit des Bénéficiaires.

6.4. CONTRAT DE LIQUIDITE

La Société a confié à Louis Capital Markets la mise en œuvre d'un contrat de liquidité portant sur ses actions depuis le 13 janvier 2014. Ce contrat de liquidité porte sur l'animation des titres de la Société sur le marché Alternext Paris et portera sur l'animation des titres de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris en cas de transfert sur ledit marché réglementé.

6.5. STABILISATION

Néant.

7. DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE

7.1. PERSONNES OU ENTITES SOUHAITANT VENDRE DES TITRES DE CAPITAL OU DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL DE LA SOCIETE

Monsieur Jean-Claude Maillard, actionnaire majoritaire et Président Directeur Général de la Société, souhaite céder un nombre maximum de 481.927 Actions Existantes dans le cadre de l'Offre Secondaire.

7.2. NOMBRE ET CATEGORIE DES VALEURS MOBILIERES OFFERTES PAR LES DETENTEURS DE VALEURS MOBILIERES SOUHAITANT LES VENDRE

Ces informations figurent à la section 7.1 ci-dessus.

7.3. ENGAGEMENTS D'ABSTENTION ET DE CONSERVATION DES TITRES

7.3.1. Engagement d'abstention

Dans le cadre du contrat de placement à conclure le 18 mars 2016, la Société s'engagera envers les Teneurs de Livre Associés à ne pas procéder à l'émission, l'offre ou la cession, ni à consentir de promesse de cession, sous une forme directe ou indirecte (notamment sous forme d'opérations sur produits dérivés ayant des actions pour sous-jacents), d'actions ou de valeurs mobilières, donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution de titres émis ou à émettre en représentation d'une quotité du capital de la Société, ni à formuler publiquement l'intention de procéder à une ou plusieurs des opérations énumérées ci-dessus dans la présente section, jusqu'à l'expiration d'une période de 180 jours suivant la date du règlement-livraison de l'Offre, sauf accord préalable écrit des Teneurs de Livre Associés, agissant en leur nom et pour leur compte, notifié à la Société, étant précisé que sont exclus du champ de cet engagement d'abstention :

- les actions émises dans le cadre de l'Offre ;
- les actions émises dans le cadre de l'Offre Réservée aux Salariés ;
- toute opération effectuée dans le cadre d'un programme de rachat d'actions, et en particulier dans le cadre d'un contrat de liquidité, conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux règles de marché applicables ;
- les titres susceptibles d'être émis, offerts ou cédés aux salariés, mandataires sociaux ou consultants de la Société et des sociétés de son groupe dans le cadre de plans à venir, autorisés à la date des présentes ou qui seront autorisés par l'Assemblée Générale de la Société ; et
- les titres de la Société émis dans le cadre d'une fusion ou d'une acquisition des titres ou des actifs d'une autre entité, à la condition que le bénéficiaire de ces titres accepte de reprendre cet engagement pour la durée restant à courir de cet engagement.

7.3.2. Engagement de conservation

Monsieur Jean-Claude Maillard, Président Directeur Général et actionnaire majoritaire de la Société détenant, directement et indirectement par la société SC Maillard et Fils qu'il contrôle, un total de 87,72% du capital et 93,30% des droits de vote de la Société à la date du présent Prospectus, s'est engagé envers les Teneurs de Livre Associés à ne pas, sauf accord préalable de ces derniers, pendant une période de 180 jours suivant la date de règlement-livraison de l'Offre, directement ou indirectement, offrir, céder, vendre, prêter, émettre, transférer, nantir ou promettre de 100% des actions de la Société qu'il détient à la date de règlement-livraison de l'Offre, ni conclure tout autre contrat ou opération ayant un effet économique équivalent, ni formuler publiquement l'intention de procéder à une ou plusieurs des opérations énumérées ci-avant, étant précisé que sont exclues du champ d'application du présent engagement (a) les Actions Cédées dans le cadre de l'Offre Secondaire, (b) toute opération portant sur des actions de la Société dans le cadre d'une offre publique visant les titres de la Société, et (c) toute opération sur des actions de la Société souscrites, le cas échéant, dans le cadre de l'Offre ou acquises sur le marché postérieurement à la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

8. DEPENSES LIEES A L'OFFRE

Le produit brut de l'émission des Actions nouvelles (Offre Primaire) sera d'environ 75,0 millions d'euros, pouvant être porté à environ 86,2 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension.

Le produit net de l'émission des Actions Nouvelles (Offre Primaire) sera d'environ 72,6 millions d'euros, pouvant être porté à environ 83,7 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension.

A titre indicatif, si le montant total des souscriptions n'atteignait que 75,5% du montant global de l'Offre, soit 64,2 millions d'euros, le produit brut de l'émission des Actions Nouvelles (Offre Primaire) serait de 60,0 millions d'euros (montant minimum décidé par le Conseil d'administration pour que l'émission soit réalisée) et le produit net serait de 57,9 millions d'euros.

Le montant des dépenses totales liées à l'émission des Actions Nouvelles (Offre Primaire) est estimé à environ 2.392.500 euros.

9. DILUTION

9.1. IMPACT DE L'OFFRE ET DE L'OFFRE RESERVEE AUX SALARIES SUR LES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIETE

Sur la base des capitaux propres consolidés au 30 septembre 2015 et du nombre total d'actions composant le capital de la Société à la date du Prospectus, les capitaux propres par action, avant et après réalisation de l'Offre et de l'Offre Réservee aux Salariés, s'établiraient comme suit en prenant pour hypothèses :

- l'émission de 2.566.844 Actions Nouvelles (pour un montant de 60 millions d'euros brut – cas de réduction de l'Offre à 75,5%) à un prix de 23,38 euros par action (soit le point médian de la fourchette indicative de prix) ;
- l'émission de 3.208.556 Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension) à un prix de 23,38 euros par action (soit le point médian de la fourchette indicative de prix) ;
- l'émission de 3.689.839 Actions Nouvelles (en cas d'exercice de la Clause d'Extension) à un prix de 23,38 euros par action (soit le point médian de la fourchette indicative de prix) ;
- l'émission de 53.475 Actions Nouvelles Réservees aux Salariés à un prix de 18,70 euros par action (soit le point médian de la fourchette indicative de prix) ;
- l'imputation des frais juridiques, comptables et administratifs et de la rémunération des intermédiaires financiers sur la prime d'émission, sans effet d'impôt.

Sur la base du point médian de la fourchette du Prix de l'Offre	Quote-part des capitaux propres (en euros) ⁽¹⁾
Avant émission des actions nouvelles	3,10
Après émission des Actions Nouvelles pour un montant de 60 millions d'euros brut (cas de réduction de l'Offre à 75,5%)	4,74
Après émission des Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension)	5,12
Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension)	5,39
Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension) et des Actions Nouvelles Réservees aux Salariés	5,42

(1) Il n'y a pas d'instruments dilutifs émis par la Société.

9.2. MONTANT ET POURCENTAGE DE LA DILUTION RESULTANT DE L'OFFRE ET DE L'OFFRE RESERVEE AUX SALARIES

Sur la base du nombre total d'actions composant le capital de la Société à la date du Prospectus, l'incidence de l'Offre et de l'Offre Réservee aux Salariés sur la participation dans le capital de la Société d'un actionnaire qui détiendrait 1% du capital social à la date du Prospectus et ne souscrivant pas à l'Offre et à l'Offre Réservee aux Salariés serait la suivante, en prenant pour hypothèses :

- l'émission de 2.566.844 Actions Nouvelles (pour un montant de 60 millions d'euros brut – cas de réduction de l'Offre à 75,5%) à un prix de 23,38 euros par action (soit le point médian de la fourchette indicative de prix) ;
- l'émission de 3.208.556 Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension) à un prix de 23,38 euros par action (soit le point médian de la fourchette indicative de prix) ;
- l'émission de 3.689.839 Actions Offertes (en cas d'exercice de la Clause d'Extension) à un prix de 23,38 euros par action (soit le point médian de la fourchette indicative de prix) ;
- l'émission de 53.475 Actions Nouvelles Réservees aux Salariés à un prix de 18,70 euros par action (soit le point médian de la fourchette indicative de prix).

Sur la base du point médian de la fourchette du Prix de l'Offre	Participation de l'actionnaire (en %) ⁽¹⁾
Avant émission des actions nouvelles	1,00
Après émission des Actions Nouvelles pour un montant de 60 millions d'euros brut (cas de réduction de l'Offre à 75,5%)	0,91
Après émission des Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension)	0,88
Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension)	0,87
Après émission des Actions Nouvelles (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension) et des Actions Nouvelles Réservées aux Salariés	0,87

(1) Il n'y a pas d'instruments dilutifs émis par la Société.

9.3. REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL ET DES DROITS DE VOTE

Les tableaux ci-dessous présentent la répartition du capital et des droits de vote de la Société (i) avant l'Offre, (ii) après l'Offre réalisée à hauteur de 75,5% du montant brut initial dont au moins 60,0 millions d'euros seront alloués au titre de l'Offre Primaire, (iii) après l'Offre en cas d'émission de 100% des Actions Nouvelles, (iv) après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension et (v) après l'Offre en cas d'exercice de la Clause d'Extension et l'Offre Réservée aux Salariés, en prenant comme référence, pour chaque hypothèse, un prix de 23,38 euros par action pour l'Offre (soit le point médian de la fourchette indicative de prix) et de 18,70 euros par action pour l'Offre Réservée aux Salariés (soit le point médian de la fourchette indicative de prix).

Il est précisé que le nombre de droits de vote théoriques est calculé sur la base de l'ensemble des actions auxquelles sont attachés des droits de vote et sert de base de calcul pour les franchissements de seuils, tandis que le nombre de droits de vote exerçables en assemblée générale est calculé en ne tenant pas compte des actions privées de droit de vote, en l'occurrence les actions auto-détenues par la Société.

9.3.1. Avant l'Offre

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables
Jean-Claude Maillard	11.861.778	42,72	23.723.556	45,43	23.723.556	45,44
SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	12.496.000	45,00	24.992.000	47,86	24.992.000	47,87
Total Famille Maillard	24.357.778	87,72	48.715.556	93,30	48.715.556	93,31
Isabelle Ricaud-Maillard	85.000	0,31	170.000	0,33	170.000	0,33
Salariés	63.921	0,23	63.921	0,12	63.921	0,12
Autres actionnaires	3.253.462	11,72	3.258.462	6,24	3.258.462	6,24
Actions auto-détenues	7.352	0,03	7.352	0,01	0	0,0
TOTAL	27.767.513	100,0	52.215.291	100,0	52.207.939	100,0

(1) SC Maillard et Fils est une société holding familiale constituée par Messieurs Jean-Claude, Rémi et Simon Maillard, étant précisé que Monsieur Jean-Claude Maillard contrôle la société.

9.3.2. Après l'Offre (réalisée à hauteur de 75,5% du montant global dont au moins 60,0 millions d'euros seront alloués au titre de l'Offre Primaire)

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables
Jean-Claude Maillard	11.683.169	38,51	23.366.338	42,80	23.366.338	42,80
SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	12.496.000	41,19	24.992.000	45,77	24.992.000	45,78
Total Famille Maillard	24.179.169	79,71	48.358.338	88,57	48.358.338	88,58
Isabelle Ricaud-Maillard	85.000	0,28	170.000	0,31	170.000	0,31
Salariés	63.921	0,21	63.921	0,12	63.921	0,12
Autres actionnaires	5.998.915	19,78	5.998.915	10,99	5.998.915	10,99
Actions auto-détenues	7.352	0,02	7.352	0,01	-	-
TOTAL	30.334.357	100,0	54.598.526	100,0	54.591.174	100,0

(1) SC Maillard et Fils est une société holding familiale constituée par Messieurs Jean-Claude, Rémi et Simon Maillard, étant précisé que Monsieur Jean-Claude Maillard contrôle la société.

9.3.3. Après l'Offre (réalisée à 100%, hors exercice de la Clause d'Extension)

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables
Jean-Claude Maillard	11.433.971	36,91	22.867.942	41,58	22.867.942	41,59
SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	12.496.000	40,34	24.992.000	45,45	24.992.000	45,45
Total Famille Maillard	23.929.971	77,25	47.859.942	87,03	47.859.942	87,04
Isabelle Ricaud-Maillard	85.000	0,27	170.000	0,31	170.000	0,31
Salariés	63.921	0,21	63.921	0,12	63.921	0,12
Autres actionnaires	6.889.825	22,24	6.889.825	12,53	6.889.825	12,53
Actions auto-détenues	7.352	0,02	7.352	0,01	-	-
TOTAL	30.976.069	100,0	54.991.040	100,0	54.983.688	100,0

- (1) SC Maillard et Fils est une société holding familiale constituée par Messieurs Jean-Claude, Rémi et Simon Maillard, étant précisé que Monsieur Jean-Claude Maillard contrôle la société.

9.3.4. Après l'Offre (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension)

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables
Jean-Claude Maillard	11.433.971	36,35	22.867.942	41,22	22.867.942	41,23
SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	12.496.000	39,72	24.992.000	45,05	24.992.000	45,06
Total Famille Maillard	23.929.971	76,07	47.859.942	86,28	47.859.942	86,29
Isabelle Ricaud-Maillard	85.000	0,27	170.000	0,31	170.000	0,31
Salariés	63.921	0,20	63.921	0,12	63.921	0,12
Autres actionnaires	7.371.108	23,43	7.371.108	13,29	7.371.108	13,29
Actions auto-détenues	7.352	0,02	7.352	0,01	-	0,00
TOTAL	31.457.352	100,0	55.472.323	100,0	55.464.971	100,0

- (1) SC Maillard et Fils est une société holding familiale constituée par Messieurs Jean-Claude, Rémi et Simon Maillard, étant précisé que Monsieur Jean-Claude Maillard contrôle la société.

9.3.5. Après l'Offre (exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension) et l'Offre Réservée aux Salariés

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote théoriques	% des droits de vote théoriques	Nombre de droits de vote exerçables	% des droits de vote exerçables
Jean-Claude Maillard	11.433.971	36,29	22.867.942	41,18	22.867.942	41,19
SC Maillard et Fils ⁽¹⁾	12.496.000	39,66	24.992.000	45,01	24.992.000	45,02
Total Famille Maillard	23.929.971	75,94	47.859.942	86,19	47.859.942	86,21
Isabelle Ricaud-Maillard	85.000	0,27	170.000	0,31	170.000	0,31
Salariés	117.396	0,37	117.396	0,21	117.396	0,21
Autres actionnaires	7.371.108	23,39	7.371.108	13,28	7.371.108	13,28
Actions auto-détenues	7.352	0,02	7.352	0,01	-	0,00
TOTAL	31.510.827	100,0	55.525.798	100,0	55.518.446	100,0

- (1) SC Maillard et Fils est une société holding familiale constituée par Messieurs Jean-Claude, Rémi et Simon Maillard, étant précisé que Monsieur Jean-Claude Maillard contrôle la société.

10. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

10.1. CONSEILLERS AYANT UN LIEN AVEC L'OFFRE

Néant.

10.2. AUTRES INFORMATIONS VERIFIEES PAR LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Néant.

10.3. RAPPORT D'EXPERT

Néant.

10.4. INFORMATIONS CONTENUES DANS LE PROSPECTUS PROVENANT D'UNE TIERCE PARTIE

Néant.

11. MISE A JOUR DE L'INFORMATION CONCERNANT LA SOCIETE

Néant.